



# DÉBATS

de

**l'Assemblée législative**

---

**15e Législature — 4e session**

**Vol. 2 — Séances du 6 décembre au 29 décembre 1922**

**1922**

**Texte établi par Gilles Gallichan, Frédéric Lemieux  
et Josée Levasseur**

---

**Orateur : l'honorable Joseph-Napoléon Francoeur**



**DÉBATS DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE**

**15e Législature - 4e session**

**Vol. 2 - Séances du 6 décembre au 29 décembre 1922**

**1922**



## Séance du mercredi 6 décembre 1922

## Présidence de l'honorable J.-N. Francoeur

La séance est ouverte à 3 h 15.

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Syndics d'écoles  
d'Outremont

**M. Smart (Westmount)** propose, appuyé par le représentant de Montréal-Saint-Georges (M. Gault), que toutes les dispositions du règlement qui ont trait à l'avis, à la présentation, à la réception et à l'examen des pétitions introductives de bills privés ainsi qu'à l'examen préliminaire, à la présentation et à l'examen par le comités des bills privés, soient suspendues et qu'il lui soit en conséquence permis de présenter la pétition de The School Trustees for the municipality of the City of Outremont, que cette pétition soit lue et reçue aussitôt que présentée et qu'il lui soit permis de présenter un bill concernant The School Trustees for the municipality of the City of Outremont.

Adopté.

## Présentation et lecture de pétitions:

En conséquence, ladite pétition de The School Trustees for the municipality of the City of Outremont est présentée, lue et reçue par la Chambre.

**M. Smart (Westmount)** demande la permission de présenter le bill 110 concernant les syndics d'écoles de la municipalité d'Outremont.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Charte  
de Longueuil

**M. Richard (Verchères)** propose, appuyé par le représentant de Trois-Rivières (M. Mercier), que toutes les dispositions du règlement qui ont trait à l'avis, à la présentation, à la réception et à l'examen des pétitions introductives de bills privés, ainsi qu'à l'examen préliminaire, à la présentation et à l'examen par les comités des bills privés, soient suspendues et

qu'il lui soit en conséquence permis de présenter la pétition de la cité de Longueuil, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte, que cette pétition soit lue et reçue aussitôt que présentée et qu'il lui soit permis de présenter un bill amendant la charte de la cité de Longueuil.

Adopté.

## Présentation et lecture de pétitions:

La pétition suivante est présentée, lue et reçue par la Chambre:

- de la cité de Longueuil, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte (M. Richard).

**M. Richard (Verchères)** demande la permission de présenter le bill 111 amendant la charte de la cité de Longueuil.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

## Rapports de comités:

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le douzième rapport du comité permanent des bills publics. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, le bill suivant:

- bill 83 concernant la succession de dame Eléonore Gauvin.

Et, sans amendement, le bill suivant:

- bill 67 concernant la succession de feu Alfred Dalbec.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le treizième rapport du comité permanent des bills publics. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, le bill suivant:

- bill 3 concernant les cités et villes.

**M. Cannon (Québec-Centre):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le troisième rapport du comité permanent des comptes publics. Voici le rapport:

Votre comité fait rapport à la Chambre qu'il a décidé de faire prendre à la sténographie les témoignages qui seront donnés devant son comité.

Votre comité recommande qu'il soit autorisé à employer des sténographes.

Le rapport est adopté.

**M. Ashby (Jacques-Cartier):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le douzième rapport du comité permanent des bills privés. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, sans amendement, les bills suivants:

- bill 88 autorisant le Collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec à admettre Georges Laurencelle au nombre de ses membres.

- bill 91 autorisant le Collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec à admettre Jean-Baptiste Delâge à la pratique de la médecine et chirurgie, après examen.

Et, avec amendements, le bill suivant:

- bill 93 constituant en corporation la Congregation Beth Yitzchok.

#### **Entretien des chemins d'hiver**

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska)** demande la permission de présenter le bill 49 amendant le Code municipal, au sujet de l'entretien des chemins d'hiver.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

#### **Code de procédure civile, article 29**

**M. Cannon (Québec-Centre)** demande la permission de présenter le bill 166 amendant l'article 29 du Code de procédure civile.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

#### **Questions et réponses:**

#### **Sommes reçues par F. H. Dunn**

**M. Gault (Montréal-Saint-Georges):** 1. Monsieur F. H. Dunn est-il accusé d'avoir reçu d'autres sommes d'argent d'un club de Jockey, d'une association de chasse ou de course, autre que le

Connaught Park Jockey Club; dans l'affirmative, de quel club ou association de course, et pour quel montant ou quels montants?

2. Quelle est la date de la police garantissant sa fidélité?

3. Y a-t-il une chance de percevoir quelque chose de cette police?

**L'honorable M. Nicol (Richmond):** 1. L'enquête n'est pas encore finie.

2. Le premier janvier 1922.

3. Nous ne le croyons pas.

#### **Comptes publics**

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** À quelle date les comptes publics ont-ils été fermés pour chacun des exercices 1916-17, 1917-18, 1918-19, 1919-20, 1920-21, 1921-22?

**L'honorable M. Nicol (Richmond):** Le 30 juin.

#### **Construction de routes**

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** 1. Quels sont les noms des entrepreneurs qui ont signé des contrats avec le gouvernement pour la construction des routes provinciales ou régionales en 1921 et en 1922?

2. Si ce sont des compagnies, quels sont: *a.* les noms des directeurs de ces compagnies; *b.* leurs sièges d'affaires?

3. Quels sont les noms et les résidences des entrepreneurs pour chacune des routes?

4. Quel est le prix par mille?

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska):** 1. Sur le système des grandes routes de la province, les entrepreneurs ont signé des contrats avec le gouvernement en 1921 et 1922; T. E. Rousseau, Ltée; O'Connors, Ltd; O'Connor Bos.; William I. Bishop Associated avec P. Lyall & Sons, Construction Co. Ltd; Dave Devito; I. Duquette; Alexandre Lavigne; Universal Contractors, Inc; Canada Construction Co.; Kennedy Construction Co; Damase Lagacé; H. L. St-George; Nova Scotia Construction Co. Ltd; F. Laroche, Adélar Lizotte; Newton-Dakin Construction Co.; Montreal Road Construction Co. Ltd; Armand Sicotte & Cie; Arthur Maynard; Normand & Normand; J. W. French; N. A. McDonald; Terminal Construction Co. Ltd; Laganière, Houde & Cie; Nap. Trudel & Fils; J. A.

Brouillette & Alex. Venne, père; Frs Cordeau; Jacob A. Jacobs; Alphonse Létourneau; N. Bucciarelli; Gédéon Pomerleau & Édouard Lemieux; Léger & Charlton Ltd; Pacifique Baillargeon; Uldéric Paris; Cie de Construction de St-Ours; Jos. Trudeau & J.-Euclide Messier; J. Raoul Boulanger; Veilleux Construction Co.; Frank Walters & Co; Engineers & Contractors Ltd; C. Gauthier; Rousseau & Guertin.

2. a. Le département l'ignore.

b. Le département ne connaît que les adresses données au no 3.

3. Sur le système des grandes routes du Canada: (Voir la liste ci-dessous)

*Route Trois-Rivières-Grand'Mère:*

T.-E. Rousseau Ltée, Edifice Quebec Railway, Québec.

*Route Caughnawaga-Malone:*

O'Connors Ltd, 204 rue St-Jacques, Montréal.

O'Connor Bros. Huntingdon, P.Q.

Léger & Charlton Ltd, 458 rue St-Joseph, Lachine, P.Q.

*Route Laprairie-Valleyfield:*

O'Connor Ltd, 204 rue St-Jacques, Montréal.

The Kennedy Construction Co., Edifice Shaughnessy, Montréal.

*Route Montréal-Sherbrooke:*

W. I. Bishop Associated with P. Lyal & Sons Construction Co. Ltd Édifice New Birks, Montréal.

C. Gauthier, Weedon, comté de Wolfe.

F. Laroche, Coaticook, comté de Stanstead.

Rousseau & Guertin, Lambton, comté de Frontenac.

Nova Scotia Construction Co., 59 rue St-Pierre, Montréal.

Adélard Lizotte, Ham-Sud, comté de Wolfe.

Newton-Dakin Construction Co., 181 rue King-Ouest, Sherbrooke.

Montreal Road Construction Co. Ltd, 29 rue Hermine, Montréal.

The Kennedy Construction Co., Édifice Shaughnessy, Montréal.

A. Sicotte & Cie, 83 rue Craig-Ouest, Montréal.

A. Maynard, Chambly-Canton, P.Q.

J. W. French, Cookshire, comté de Compton.

*Route Marieville-Cowansville:*

J. Surprenant, Farnham, comté de Missisquoi.

*Route Lévis-Lambert:*

R. Potvin & J.-P. Lachapelle & Cie, St-Ours, comté de Richelieu.

H. L. St-George, 127 rue Stanley, Montréal.

Uld. Paris, Deschailons, comté de Lotbinière.

Cie de construction de St-Ours, St-Ours, P.Q.

J.-E. Paquin, Lotbinière, P.Q.

J. Trudeau & J.-E. Messier, Varennes, comté de Verchères.

N. Trudel & Fils, St-Irénée, comté de Charlevoix.

*Route Lévis-Rimouski:*

I. Duquette, Lac-Mégantic, comté de Frontenac.

J.-R. Boulanger, Montmagny, P.Q.

*Route Montréal-Toronto:*

Canada Construction Co., Buckingham, comté de Labelle.

N.-A. MacDonald, Dalhousie-Station, comté de Soulanges.

*Route Montréal-Hull:*

Alex. Lavigne, Aylmer-Est, comté de Hull.

The Kennedy Construction Co. édifice Shaughnessy, Montréal.

D. Lagacé, L'Abord-à-Plouffe, comté de Laval.

Universal Contractors Inc., Édifice Drummond, Montréal.

Engineers & Contractors Ltd, Annapolis Royal, N.E.

*Route Montréal-Québec:*

Universal Contractors Inc., Édifice Drummond, Montréal.

T. E. Rousseau, Ltée, Édifice Quebec Railway, Québec.

Frank Walters & Co., Lennoxville, comté de Sherbrooke.

*Route Beauce-Jonction-Sherbrooke:*

I. Duquette, Lac-Mégantic, P.Q.

A. Létourneau, Disraéli, comté de Wolfe.

*Route Aylmer-Chapeau:*

N. Bucciarelli, Aylmer, comté de Hull.

*Route Beauceville-Sherbrooke:*

G. Pomerleau, St-Victor-de-Tring, comté de Beauce.

Ed. Lemieux, Ste-Marie, comté de Beauce.

*Route Laprairie-Lacolle:*

P. Baillargeon, St-Jean, P.Q.

*Route Joliette-L'Assomption, P.Q.*

J.-A. Brouillette, L'Assomption, P.Q.

*Route Lévis-Sherbrooke:*

Veilleux Construction Co., 76 rue London, Sherbrooke.

*Route Rivière-du-Loup-Edmundston:*

Normand &amp; Normand, L'Islet, P.Q.

*Route Québec-St-Siméon:*

Terminal Construction Co. Ltd. édifice Roy, Halifax, N.-E.

Universal Contractors Inc., Montréal.

T. E. Rousseau, Ltée, Édifice Quebec Railway, Québec.

Laganière, Houde &amp; Cie, Grondines, comté de Portneuf.

N. Trudel &amp; Fils, St-Irénée, comté de Charlevoix.

*Route Rawdon-L'Assomption:*

J.-A. Brouillette &amp; A. Venne, L'Assomption, P.Q.

*Route St-Hyacinthe-Rougemont:*

T.-E. Rousseau, Ltée, Édifice Quebec Railway Québec.

J. A. Jacobs, 282 rue Ste-Catherine-Ouest, Montréal.

4. Sur le système des grandes routes de la province, les contrats n'ont pas été donnés à prix fixes, mais à des prix unitaires. Le département ne peut donc donner le prix par mille que pour les contrats suivants, lesquels sont complètement terminés: (Voir la liste ci-dessous)

*Route Rivière-du-Loup-Edmundston:*

Sainte-Rose-du-Déglée, paroisse ..... \$4,197.41

*Route Beauceville-Sherbrooke:*

Saint-Victor-de-Tring, paroisse ..... 7,149.12

Saint-Victor-de-Tring, village..... 3,203.96

*Route-Beauce-Jonction-Sherbrooke:*

Saint-Joseph-de-Coleraine, paroisse ..... 4,973.76

Irlande-Sud, canton ..... 16,515.84

Black-Lake, ville..... 28,158.24

*Route Lévis-Saint-Lambert:*

Saint-Louis-de-Lotbinière, paroisse..... } 17,391.84

Leclercville, village..... }

Lévis, ville (partie Villemay)..... } 33,818.50

Lévis, ville (partie Saint-Télesphore) ..... }

Saint-Roch, paroisse ..... 13,448.53

Verchères, village ..... 8,622.68

Verchères paroisse (Grande Côte d'en Bas)..... 9,347.80

Verchères paroisse (Grande Côte d'en Haut) ..... 8,836.09

Varennas, paroisse ..... 8,740.76

Varennas, village..... 8,374.54

*Route Montréal-Sherbrooke:*

Magog, canton..... 13,447.85

Chambly-Canton, village ..... 18,280.94

Chambly-Bassin, village ..... 21,397.67

Saint-Joseph-de-Chambly, paroisse ..... 18,966.70

Saint-Hubert, paroisse..... 22,012.66

Sainte-Anne-de-Longueuil, paroisse..... 19,682.90



*Route Montréal-Mont-Laurier:*

Saint-Janvier, paroisse .....	4,059.37
Sainte-Thérèse, ville .....	7,874.22
Sainte-Thérèse, paroisse (contrat Rousseau) .....	2,318.88
Sainte-Thérèse, paroisse (contrat Universal) .....	6,795.94

*Route Montréal-Hull:*

Saint-Hermas, paroisse .....	14,155.24
Sainte-Scholastique, paroisse.....	14,970.71
Saint-Jérusalem, paroisse .....	6,975.00
Pointe-Gatineau, village.....	8,749.56
Hull, ville .....	10,728.30
Montebello, village .....	7,273.30
L'Abord-à-Plouffle, village .....	11,269.91

**S.-A. Filion**

**M. Smart (Westmount):** 1. M. S.-A. Filion, de Grenville, est-il à l'emploi du gouvernement?

2. Si oui, quel emploi exerce-t-il?

3. Quel est son salaire?

4. Quelle somme a-t-il reçue du gouvernement en 1921 et quelle somme en 1922 jusqu'à ce jour?

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska):** 1.

Oui.

2. Agent des terres de colonisation;

3. \$700 par année.

4. En 1921-1922, \$879.73 en salaire, commission et déboursés; - du 1<sup>er</sup> juillet au 1<sup>er</sup> décembre, \$422.91 en salaire, commission et déboursés.

**Prière**

**M. Ricard (Saint-Maurice)** propose, appuyé par le représentant de Montréal-Hochelaga (M. Bédard), qu'à l'ouverture de toute séance de cette Chambre, l'Orateur fasse au nom de l'Assemblée la prière suivante:

Ô Dieu éternel et tout-puissant, de qui vient tout pouvoir et procède toute sagesse, par qui les rois règnent et font des lois justes, nous voici assemblés en votre présence pour porter des lois destinées à faire le bien et la prospérité de notre province; accordez-nous, nous vous en supplions, Dieu de miséricorde, de ne désirer que ce qui est conforme à votre volonté, de le rechercher avec prudence, de le connaître avec certitude et de l'accomplir parfaitement pour l'honneur et la gloire de votre nom et le bonheur de notre patrie. Ainsi soit-il.

Me permettez-vous de dire quelques mots à l'appui de cette motion? Dans cette Législature, la seule Législature canadienne-française et catholique de ce pays, et de toute l'Amérique, ne croyez-vous pas que nous devrions réciter une prière au début des séances, comme au Conseil législatif de notre province, comme à la Chambre des communes et au Sénat canadien d'Ottawa du reste et même dans quelques Législatures? La prière qui vous est soumise dans ma motion a été préparée pour le Conseil législatif par le regretté cardinal Taschereau. Je la crois très digne.

Il est certain qu'elle sera vue d'un bon œil par le public qui croyait déjà que la chose existait à Québec comme à Ottawa. Si nous décidions de la réciter en cette Chambre, ce serait prouver que nous sommes fiers de ce beau titre de noblesse, le titre de catholiques!

La chose existe dans toutes les écoles, dans plusieurs assemblées délibératives, dans toutes les sphères et dans nos sociétés mutuelles, régies par une constitution; une clause prévoit à ce que chaque séance commence par la prière. Partout l'on fait une prière.

Nous avons besoin de demander les bénédictions du ciel sur nos délibérations. D'ailleurs, en adoptant cette motion, nous agissons en conformité avec la mentalité canadienne-française de notre province. J'espère qu'aucun de mes collègues ne désapprouvera ma motion, que la résolution sera adoptée et mise en vigueur le plus tôt possible.

**L'honorable M. David (Terrebonne) et M. Grégoire (Frontenac)** se lèvent en même temps.

**L'honorable M. David (Terrebonne):** Après vous.

**M. Grégoire (Frontenac):** Je suis heureux de féliciter le député de Saint-Maurice (M. Ricard) de nous proposer cette prière. Il lui fait plaisir d'appuyer cette proposition et il se demande si son proposeur n'a pas été inspiré par sainte Catherine, dont on vient de célébrer la fête. La Sainte-Catherine est aussi le jour des fiançailles<sup>1</sup>...

**Des députés applaudissent.**

**M. Grégoire (Frontenac):** Il y a longtemps que nous devrions la réciter. Nous avons tant besoin du Ciel; nous avons tant de choses à demander au Seigneur. Voilà le moment des élections qui approche: demandons au Ciel de faire en sorte que nous ne puissions dire encore: "L'opposition s'est sauvée... !" Il félicite le proposeur de son heureuse idée qu'il appuie de tout cœur.

**M. Mercier (Trois-Rivières)** approuve également la motion. Je veux, dit-il, aussi adresser quelques mots de félicitations cordiales à mon voisin de Saint-Maurice pour son idée touchante. Il est juste que ce soit lui qui nous fasse cette proposition; il était prédestiné; ne porte-t-il pas le nom de Nestor, qui veut dire vieillard plein de sagesse et d'éloquence. Cette motion va attirer sur lui les bénédictions du ciel et lui attirer, peut-être, une élection par acclamation.

**Des voix ministérielles:** Chut! Chut!

**M. Mercier (Trois-Rivières):** Je félicite notre collègue de sa courageuse initiative.

**L'honorable M. David (Terrebonne)** félicite à son tour le député de Saint-Maurice pour la bonne idée qu'il a eue de présenter cette motion devant la Chambre. Il n'y a aucun doute que les députés ont dû croire que le gouvernement accueillerait avec plaisir, et avec gratitude même, la proposition du député de Saint-Maurice. Cette prière que l'on propose, du reste, est assez large et assez belle d'inspiration pour être acceptée par tous sans distinction de croyance. Cette prière se fait ailleurs et elle ne serait sûrement pas déplacée dans cette enceinte. Elle est excessivement belle et fait honneur au distingué prélat qui en est l'auteur, feu le cardinal Taschereau; elle saura aider, si elle est entendue d'en haut, la députation dans toutes ses délibérations. Par cette prière, la Chambre demandera que la sagesse guide ses délibérations et qu'elle soit sans cesse éclairée dans la préparation comme dans l'étude et l'adoption de ses lois.

Nous avons besoin d'attirer les bénédictions du ciel sur nos délibérations; nous avons besoin des lumières célestes dans l'élaboration des lois qui feront le bonheur et la prospérité de notre province. Cette prière sera de nature à obtenir de la Providence que la Chambre continue d'édicter des lois qui soient pour le progrès et l'avancement de notre province. Je me rappelle toujours mon émotion lorsque j'ai assisté à l'ouverture d'une classe, à Montréal en compagnie du docteur Dickie de la Commission des écoles protestantes, où 1,100 petits hébreux, avant de commencer leurs travaux, récitaient avec ferveur une petite prière et le "Notre Père". La foi est belle dans toutes ses manifestations. Nous n'avons pas à la cacher, elle peut certes se manifester par une prière que tous peuvent dire, de quelque origine qu'ils soient, pour demander la sagesse et l'éclairement qui vient d'en haut.

C'est une heureuse idée que d'attirer sur nos délibérations la sagesse et l'éclairement d'en haut, afin de faire des lois pour le bien et l'avancement de notre province. Je félicite donc sincèrement le député pour l'attitude qu'il a prise. La Chambre devrait accepter sans tarder cette proposition. C'est une pieuse coutume qui existe dans les autres parlements et qui serait à sa place dans l'Assemblée législative.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Je seconde sincèrement la résolution du député de Saint-Maurice. C'est un acte magnifique, un acte sérieux que nous posons en ce moment, et je ne doute pas de la bonne foi de ceux qui vont l'appuyer ni de la sincérité des honorables députés qui ont parlé, mais on ne doit pas parler de prière en faisant du badinage... Si, par cette prière l'on veut vraiment poser un acte de foi et demander les lumières célestes sur les délibérations de la Chambre, l'on aurait dû adopter un autre genre. Cette motion que j'approuve de tout cœur est assez sérieuse pour ne pas se permettre de la légèreté et du badinage à ce sujet. Si la Chambre désire poser un acte de foi, qu'elle le fasse avec la dignité qui convient.

**L'honorable M. David (Terrebonne)** soulève un point d'ordre. Je demande pardon à mon honorable ami, mais j'ai considéré la motion très sérieusement... Le chef de l'opposition n'a pas le droit de dire que je n'ai pas été sérieux dans les remarques que je viens de faire.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Je ne m'étais pas envolé encore vers le siège de l'honorable secrétaire provincial lorsque ce gentleman m'a

interrompu. Je voulais faire exception pour son discours, qui a été très sérieux en effet. J'allais dire que c'est sans doute parce qu'on a voulu badiner que l'honorable secrétaire provincial a prononcé de très belles, mais de trop brèves paroles, à ce sujet. Il a apporté du sérieux alors que le débat menaçait de tourner au badinage. Le secrétaire provincial a traité le sujet avec dignité. Je ne peux en dire autant des autres députés qui ont pris la parole sur cette motion. L'opposition approuve entièrement et sincèrement cette proposition.

En autant que la chose le regarde, il dit qu'il approuve sincèrement l'idée de la prière, et il espère que la Chambre la récitera sérieusement et n'en fera pas une farce. C'est un acte magnifique, un acte sérieux, que nous posons en ce moment, et je ne doute pas de la bonne foi de ceux qui l'ont appuyé, mais la Chambre me permettra de regretter que, parmi ceux qui ont parlé avant moi, il y en ait qui ont fait du badinage à propos du proposeur. Je crois que c'est un des projets les plus louables, un des actes les plus convenables qui nous aient été proposés par les députés de la droite et je l'appuierai avec plaisir. La prière est un acte de foi et, pour qu'elle soit efficace et fructueuse, il faut qu'elle soit faite avec sincérité. Nous devons réciter cette prière pour attirer sur nos délibérations la lumière céleste avec la justice divine. Nous en avons tous besoin.

Le gouvernement, plus que jamais, paraît en avoir besoin. J'espère qu'elle inspirera ceux qui, dans le passé, ont pu présenter des mesures néfastes. Il demande à la Chambre le privilège de seconder la motion du député de Saint-Maurice. Il termine ses remarques en félicitant aussi tous les députés de la droite.

**M. Grégoire (Frontenac):** Il est permis, en parlant, d'avoir un sourire sur les lèvres, et je ne veux pas que l'on doute de la sincérité de mes félicitations au député de Saint-Maurice. Nous nous sentons la conscience en paix et nous pouvons parler des choses sérieuses sans cesser d'avoir l'air heureux! On peut bien sourire même avec une prière sur les lèvres.

**M. Mercier (Trois-Rivières):** Je tiens à dire, moi, que j'étais très sérieux en félicitant notre collègue. Je ne veux pas qu'on interprète mal mes paroles. J'ajouterai cependant que les saints tristes sont de tristes saints!

**M. Hay (Argenteuil):** Je ne veux pas perdre l'occasion de féliciter l'honorable député de Saint-Maurice, pour son excellente proposition. Puisqu'il y

a une prière à la Chambre des communes, à Ottawa, il est juste qu'il y en ait une à la Chambre des députés de Québec. Il approuve en tant que protestant le texte de cette belle prière.

**M. Smart (Westmount):** C'est une proposition sérieuse que celle que nous avons devant nous et je veux la considérer sérieusement. Il appuie de tout cœur et félicite le député de Saint-Maurice de son idée et de la façon référentielle dont il propose la motion. La prière est très belle, Il dit sa grande admiration pour le texte de la prière proposée. La prière devrait en appeler au cœur de tous les députés, sans distinction de croyance ou de nationalité. Il est heureux d'endosser la motion. Je félicite l'honorable député qui en a eu l'heureuse idée, et je l'appuierai de mon vote.

La proposition est adoptée à l'unanimité.  
(Applaudissements)

#### **Demande de documents:**

##### **Chambre commerciale des cultivateurs**

**M. Dufresne (Joliette)** propose, appuyé par le représentant de Laval (M. Renaud), qu'il soit mis devant cette Chambre la copie de toute correspondance, documents, etc., entre le ministère de l'Agriculture et M. Dollard Tessier, de Saint-Césaire, au sujet des chartes ou lettres patentes de la Chambre commerciale des cultivateurs et de la Chambre des cultivateurs limitée - Board of Farmers.

Il demande ce que le gouvernement a fait dans cette affaire dans le but d'aider les cultivateurs qui avaient perdu de l'argent.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** rappelle qu'un débat a été soulevé devant la Chambre, il y a une couple d'années, et que le gouvernement avait alors promis que tout serait mis en œuvre pour que les intérêts des cultivateurs fussent protégés en cette affaire. Il demande au gouvernement ce qu'il a fait pour protéger les cultivateurs contre ces deux organisations qui ont été mises en liquidation. Lors du débat qui a eu lieu sur cette affaire à la Chambre, il y a deux ans, le procureur général a fait des déclarations importantes et a assuré que le gouvernement verrait à assurer un règlement équitable et à sauver autant que possible les

créanciers de la perte considérable imminente pour eux. Quel a donc été le résultat de l'intervention du gouvernement? Il ne suffisait pas de prendre des procédures contre Turner et les autres promoteurs, il fallait encore les forcer à remettre aux cultivateurs l'argent qui leur avait été extorqué.

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine): L'intervention du gouvernement dans cette affaire s'est produite dès que l'on a eu la preuve qu'il y avait dans ces opérations de la fraude et de la malhonnêteté. Le gouvernement s'est opposé dans toute la mesure du possible aux opérations de ces deux compagnies. Il est, dit-il, intervenu lui-même dans le temps, il a déposé une plainte contre l'un des promoteurs de la Chambre des cultivateurs, le nommé Turner qui a subi son procès et a été condamné à la prison où il purge sa peine. Nous avons tout fait pour sauvegarder les intérêts des cultivateurs qui étaient pris dans cette affaire ou qui allaient s'y faire prendre.

Quant aux intérêts de ceux qui avaient déjà souscrit des billets, on comprendra qu'il était difficile pour le gouvernement d'intervenir auprès des banques qui détenaient ces billets. Le billet est un effet de commerce et le gouvernement ne pouvait rien contre. Il y avait, on le comprendra, impossibilité légale. Le gouvernement ne pouvait empêcher les banques de négocier ces billets, car les signataires de billets escomptés à la banque sont toujours responsables. L'on ne pouvait forcer la banque à perdre le montant de ces billets. Le seul moyen pour le gouvernement de le faire aurait été de rembourser les créanciers à même les fonds de la province et cela était impossible, attendu qu'il s'agissait de gens trompés dans une entreprise privée.

Nous ne pouvions pas prendre sur les fonds publics pour rembourser ceux qui avaient perdu leur argent. Nous ne pouvions faire cela à l'endroit d'une compagnie privée. Ce que nous devons faire, nous l'avons fait: arrêter le misérable qui abusait de la confiance des cultivateurs. Le gouvernement a fait tout ce qu'il lui était possible de faire et son intervention ne pouvait aller plus loin.

M. Sauvé (Deux-Montagnes) interroge aussi le procureur général à ce sujet.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) ajoute quelques mots sur le sujet en tant que procureur général. Turner, dit-il, a été arrêté sur nos instances et nous avons fait annuler les chartes de ces compagnies en les faisant mettre en liquidation. Mais

le gouvernement ne pouvait annuler les billets escomptés. Nous avons même fait plus, nous avons, en effet, averti ceux qui avaient perdu que nous les protégeons dans un "test case" au sujet de la validité des billets, en payant les frais de procédures que les créanciers voudraient prendre, mais personne n'a voulu se prévaloir de cette proposition.

L'intervention du gouvernement a eu un bon effet; il a eu pour résultat un compromis par lequel les cultivateurs intéressés ont réglé pour 60 cents dans la piastre. Il y a donc eu, après notre intervention, cet arrangement avec les souscripteurs des billets à raison de 60 %. Bref, l'on a arrêté complètement les opérations de ces deux compagnies. Les documents qui seront déposés établiront que l'intervention du gouvernement a mis fin à une odieuse exploitation.

La proposition est adoptée.

#### **Congrès des médecins de langue française**

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat sur la motion dont elle a été saisie le mardi, 21 novembre dernier, qu'il soit déposé, sur le bureau de cette Chambre, une copie de toute correspondance, lettres, etc., entre le VII<sup>e</sup> Congrès des médecins de langue française de l'Amérique du Nord, tenu à Montréal, en septembre dernier, et le gouvernement.

M. Grégoire (Frontenac) appuie la motion du député de Laurier (M. Poulin) demandant la création d'un bureau de médecins experts qui décideront des causes criminelles où l'on invoque l'irresponsabilité mentale en faveur de l'accusé. Il profite de l'occasion pour faire l'historique de la médecine à travers le monde et pour dire le rôle bienfaisant du médecin dans le monde. Le médecin, dit-il, est au fond de toutes les sciences matérielles. Il place la médecine au-dessus du droit et des avocats. Il rappelle divers souvenirs historiques et le rôle joué dans le monde par les fondateurs de la médecine.

Il parle tour à tour d'Apollon, d'Esculape, d'Hippocrate, de Gallien, de Paracelse, des Croisades, de la Renaissance, des bénédictins, et d'Ambroise Paré. Il rappelle le souvenir de Louis XIV et des apothicaires armés de leur seringue, semblables, dit-il, à Roland et à sa Durandal! Il évoque les sorciers et les personnages de Molière, de Pasteur, de Claude Barnard; il fait allusion à l'hypnotisme, à la Salpêtrière et au Dr Charcot.

Il voudrait que le gouvernement envoie des médecins en Europe pour se tenir au courant des grandes découvertes. Il félicite le gouvernement de la fondation récente de l'Institut du radium et de l'achat de radium. La médecine a fait d'immenses progrès, surtout durant la Guerre, et elle est devenue une science positive.

Les médecins doivent être aujourd'hui des savants. Il faut donc qu'on les rétribue convenablement. Il appuie la motion du député de Montréal-Laurier (M. Poulin). Il fait voir aussi le rôle humanitaire du médecin de campagne dont il dit les misères et le dévouement sans bornes.

Avez-vous jamais pensé, messieurs, au médecin qui, appelé, part dans la nuit sombre et qui va dans la boue des chemins, ou sous la poudrière d'hiver pour aller soigner un malade dans une maison sombre? Très souvent, je vous assure, en sortant de chez le malade en danger, le médecin a peur d'avoir fait quelque erreur fatale, et sent le besoin de prier... C'est l'effort suprême de ce médecin pour sauver une personne de la mort. Selon lui, à cause de son objet, la médecine est bien au-dessus du droit.

Et la motion étant mise aux voix, la Chambre l'adopte.

#### **Messages du Conseil législatif:**

**M. l'Orateur** informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, avec certains amendements qu'il la prie d'agréer, les bills suivants:

- bill 68 concernant la construction de l'église de la paroisse de Sainte-Catherine de Montréal;

- bill 79 ratifiant un acte d'accord intervenu entre Price Brothers & Company Limited, et certaines municipalités, pourvoyant à la construction et à l'entretien d'un pont sur la rivière Saguenay, et un acte d'accord entre ces mêmes municipalités, pourvoyant à la construction et à l'entretien des chemins qui devront conduire à ce pont;

- bill 56 amendant la charte de la ville du Cap-de-la-Madeleine;

- bill 72 concernant la fabrique de la paroisse de Saint-Bernardin-de-Sienne;

- bill 81 constituant en corporation The Study Corporation.

#### **Église Sainte-Catherine, Montréal**

La Chambre procède à la prise en considération des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 68 concernant la construction de l'église de la paroisse de Sainte-Catherine de Montréal. Les amendements sont lus deux fois et adoptés. Le bill est retourné au Conseil législatif.

#### **Pont sur le Saguenay**

La Chambre procède à la prise en considération des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 79 ratifiant un acte d'accord intervenu entre Price Brothers & Company Limited et certaines municipalités, pourvoyant à la construction et à l'entretien d'un pont sur la rivière Saguenay, et un acte d'accord entre ces mêmes municipalités, pourvoyant à la construction et à l'entretien des chemins qui devront conduire à ce pont. Les amendements sont lus une première fois.

#### **Charte du Cap-de-la-Madeleine**

La Chambre procède à la prise en considération des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 56 amendant la charte de la ville du Cap-de-la-Madeleine. Les amendements sont lus deux fois et adoptés. Le bill est retourné au Conseil législatif.

#### **Fabrique de Saint-Bernardin-de-Sienne**

La Chambre procède à la prise en considération des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 72 concernant la fabrique de la paroisse de Saint-Bernardin-de-Sienne. Les amendements sont lus deux fois et adoptés. Le bill est retourné au Conseil législatif.

#### **The Study Corporation**

La Chambre procède à la prise en considération des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 81 constituant en corporation The Study Corporation. Les amendements sont lus deux fois et adoptés. Le bill est retourné au Conseil législatif.

### Temple Emmanu-El

La Chambre procède à la prise en considération des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 65 amendant la charte de Temple Emmanu-El. Les amendements sont lus une deuxième fois et adoptés. Le bill est retourné au Conseil législatif.

### Société coopérative fédérée des agriculteurs

**M. Ouellet (Dorchester)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 95 constituant en corporation la Société coopérative fédérée des agriculteurs de la province de Québec.

Adopté.

#### En comité:

Le comité étudie le préambule du bill et l'article 1 qui se lisent comme suit:

"Attendu que la Coopérative centrale des agriculteurs de Québec, société coopérative agricole ayant son principal établissement dans la cité de Montréal, formée en vertu de l'article 1971 des statuts refondus, 1909, par un avis en date du 21 avril 1910, possédant certains pouvoirs spéciaux en vertu des lois 9 George V, chapitre 129, et 10 George V, chapitre 122; le Comptoir coopératif de Montréal, société coopérative agricole ayant son principal établissement dans la cité de Montréal formée en vertu de l'article 1971 des statuts refondus, 1909, par un avis en date du 27 janvier 1913; et la Société coopérative agricole des producteurs de semences de Québec, ayant son principal siège d'affaires en la paroisse de Sainte-Rosalie, dans le comté de Bagot, formée en vertu de l'article 1971 des statuts refondus, 1909, par un avis en date du 3 décembre 1914, désirent se fusionner en une seule société;

"Attendu que le projet de fusion a été approuvé par une assemblée générale des membres de chacune de ces trois sociétés;

"Attendu que ces trois sociétés ont demandé la passation d'une loi pour décréter cette fusion aux conditions ci-après résumées;

"Attendu qu'il est opportun de faire droit à cette demande; à ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

"1. La Coopérative centrale des agriculteurs de Québec, le Comptoir coopératif de Montréal et la Société coopérative agricole des producteurs de semences de Québec forment une nouvelle société coopérative agricole sous le nom de "Société coopérative fédérée des agriculteurs de la province de Québec"

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Le projet de loi que le député de Dorchester (M. Ouellet) a présenté constitue un abus flagrant de pouvoir extraordinaire de la part du gouvernement et tend à légaliser une mesure qui sera sévèrement condamnée par la presse sérieuse et par les cultivateurs, lorsque ceux-ci la connaîtront entièrement. La lourde mainmise de l'État va s'abattre sur tout, dans la province.

Pour ne pas être accusé d'injustice, je tiens à déclarer, tout de suite, que lorsque je parlerai des pouvoirs qui sont conférés par cette loi au ministre de l'Agriculture, je ne m'attaquerai pas au ministre personnellement, qui s'est imposé par ses qualités, mais au ministre de l'Agriculture quel qu'il soit, ceux qui viendront après.

Sans être opposé au principe du bill, il ne peut approuver le pouvoir arbitraire et abusif conféré au ministre de l'Agriculture. La majorité des actionnaires de la Coopérative fédérée ne pourra faire quoi que ce soit si le ministre de l'Agriculture ne l'approuve pas. Il est surpris que les cultivateurs aient ainsi consenti à se placer sous la férule d'un homme politique. Ce projet de loi, dit-il, donne au ministre un pouvoir absolu. S'il est adopté, il livre les cultivateurs, économiquement organisés, pieds et mains liés, au gouvernement.

Ce bill proclame qu'il n'y a pas de cultivateurs assez intelligents et assez compétents dans notre province pour faire des affaires, sans la direction souveraine du gouvernement. Pas un sociétaire ne pourra faire quoi que ce soit, si le ministre de l'Agriculture s'y oppose. Je suis vraiment surpris que les cultivateurs aient approuvé ce projet de loi, comme on nous l'a dit. Le ministre a le contrôle absolu de toutes les opérations de cette société. Il n'y a pas une autre société, pas une autre association au monde qui soit dans cette disposition. Et on fait cela au moment où des experts, appelés par le gouvernement, ont déclaré devant le comité de l'agriculture que le grand malheur et le fléau actuel, c'est l'action du gouvernement sur toutes les initiatives privées. "Débarrassez nous de cette emprise, ont-ils dit, donnez-nous la liberté de développer nos talents et nos initiatives". Les abbés Grondin et Bergeron, MM. Bélanger et Provencher ont fait de telles déclarations.

J'ai entendu plusieurs membres du comité les approuver à cette occasion. Tous ceux qui ont comparu au comité d'agriculture, relativement à la création du crédit agricole, ont parlé en faveur de l'émancipation des cultivateurs. Il est temps de développer plus que jamais leur initiative à une époque où l'agriculture, pour devenir payante, doit s'industrialiser. Au moment où les cultivateurs, les missionnaires agricoles viennent nous dire que le moyen d'aider au progrès agricole, c'est d'empêcher l'ingérence du gouvernement, afin de laisser le champ libre aux initiatives des agriculteurs, à ce moment, dis-je, voici qu'on nous présente un bill qui ressemble à une patente de carcan, nouveau modèle.

Jamais les cultivateurs organisés ont été aussi maîtrisés par le ministre de l'Agriculture<sup>2</sup>. Les membres d'une société d'agriculture n'ont même plus le droit de choisir leur président. Il ne peut être choisi par les sociétaires, il faut qu'il soit au goût du ministre. Tant qu'on n'aura pas choisi la créature du ministre, ce dernier s'opposera au choix qui pourrait être fait. Je ne puis, pour ma part, approuver cela.

Il résume les délibérations qui ont précédé ce projet de loi et croit que le gouvernement cherche trop à mettre de la politique dans ses organisations agricoles surtout.

Je n'ai jamais trahi la classe de mon père et la mienne; aussi, je ne la trahirai pas aujourd'hui. Je prétends que les cultivateurs sont assez éclairés et assez hommes d'affaires pour organiser eux-mêmes leurs coopératives et en faire un succès. Ils se sont occupés de l'organisation des anciennes coopératives et en ont fait un succès. Les mesures contenues dans ce bill n'encourageront pas les jeunes gens à rester sur la terre, car la Législature leur dit de rester dans l'ombre, et le gouvernement les considère incapables de contrôler leur destinée.

Si nous voulons encourager le jeune cultivateur à rester sur la terre, cessons donc de le mépriser, de le reléguer dans l'ombre, de n'en faire qu'un mercenaire de la terre, de lui refuser le rôle auquel il doit son intelligence dans la société. On dit au cultivateur qu'il a un beau rôle à jouer, mais on le lie par une mesure législative! On refuse de reconnaître les mérites du cultivateur; on lui refuse la confiance qu'il doit avoir pour administrer ses affaires lui-même.

Ce n'est pas témoigner une bien grande confiance aux cultivateurs que de leur dire qu'ils ne peuvent s'organiser tout seuls. Ce que l'on veut, c'est de faire de nos cultivateurs des fonctionnaires du gouvernement, de les empêcher de s'organiser eux-mêmes. Je ne parle pas d'organisation politique, mais que le gouvernement n'essaie donc pas d'attacher nos fermiers à son char, à sa volonté.

Il est important que l'agriculture s'adapte aux conditions nouvelles, que celui qui vit de la terre soit en état de faire face aux charges nombreuses dont on le frappe. L'agriculture s'industrialise et l'on veut qu'il en soit ainsi pour retirer de l'exploitation de la ferme un revenu plus considérable, plus en proportion de la valeur du travail agraire, des talents, des efforts du cultivateur, un revenu plus proportionné aux obligations de plus en plus grandes et de plus en plus lourdes, obligations nécessitées par l'augmentation des taxes municipales, scolaires et autres.

Par ce bill, cependant, on refuse de reconnaître les mérites du cultivateur et on montre qu'on n'a pas confiance en lui. C'est manquer de confiance envers les cultivateurs que de dire dans une loi qu'ils ne peuvent utiliser à leurs propres affaires, sans l'intervention du ministre de l'Agriculture et du gouvernement. Ce que l'on veut, c'est s'emparer des cultivateurs, en faire des fonctionnaires, les livrer aux mains du gouvernement et les empêcher de s'organiser comme ils ont droit de le faire.

Je ne parle pas ici d'organisation politique, mais des organisations professionnelles de coopération commerciale, et je dis que si le gouvernement ne veut pas que la politique ne soit pas mêlée à ces organisations professionnelles, il doit lui-même ne pas mettre la politique dans ses actes; il ne doit pas inclure dans ce bill des clauses qui attachent les cultivateurs à son sort et à ses volontés.

On va dire que le bill a été préparé après des avis, avec le consentement d'une assemblée, que les directeurs des coopératives avaient des procurations. Le but du bill n'est pas tant la fusion des coopératives que la ferme volonté du gouvernement de s'emparer de cette organisation économique des cultivateurs. Nous ne sommes pas les amis des cultivateurs si nous adoptons ce bill. Il n'y a aucune animosité de ma part. Mais je parle en ce moment parce que j'ai l'ambition d'être utile à la classe agricole, à laquelle j'appartiens, et qui ne doit pas être respectée en temps d'élections, seulement. Il y en a qui voteront pour cette loi, afin de faire plaisir au ministre de l'Agriculture.

Alors, qu'on ne nous dise pas: "Prenons garde à l'organisation des classes". Si l'on veut que les cultivateurs respectent nos organisations politiques actuelles, commençons par adopter des lois conformes à leurs idées. N'adoptons pas - aujourd'hui moins que jamais - des lois qui décrètent que les cultivateurs sont incapables d'administrer leurs propres affaires.

Le bill fait de la grande coopération fédérée la chose du ministre de l'Agriculture. L'élection du président devra être approuvée par le ministre de l'Agriculture. Des cultivateurs, le bill fait des fonctionnaires. Le gouvernement fait de la nouvelle association une organisation politique. Il condamne les procédés employés pour la convocation de l'assemblée des actionnaires des trois coopératives en octobre dernier. Il affirme que tout a été mis en œuvre pour obtenir l'approbation du projet, mais on n'a aucunement mis en garde les cultivateurs contre la main mise du ministre de l'Agriculture sur la coopération agricole. Tous les actionnaires n'ont pas eu le temps de connaître suffisamment ce projet de loi; plusieurs ont envoyé des procurations sans savoir ce dont il s'agissait, sans connaître tous les pouvoirs que l'on voulait donner au ministre de l'Agriculture.

Les actionnaires auront droit en assemblée générale de prendre des décisions et d'élire les membres du bureau de direction. Mais ce sont les gérants des trois coopératives qui dirigeront les opérations de la Coopération fédérée, et le ministre de l'Agriculture pourra mettre de côté toutes les décisions du conseil exécutif. On donne des pouvoirs au bureau de direction, dans certains articles, mais d'autres clauses enlèvent ce que les premières donnaient.

Je ne suis pas opposé à la fusion des coopératives agricoles, mais l'objet de ce bill n'est pas tant la fusion que la ferme volonté de s'emparer de cette organisation et de diriger les cultivateurs. Cette loi constitue un mépris pour les cultivateurs, et la Chambre, en l'adoptant, proclamera qu'il n'y a pas assez de cultivateurs intelligents dans cette province pour former et diriger une organisation de cultivateurs. Je ne voterai pas cela, car j'ai le souci de servir les intérêts de la classe agricole, et je veux respecter dans mes actes, comme dans mes paroles, la classe à laquelle j'appartiens.

On pourra flatter les agriculteurs aux prochaines élections, mais on ne pourra pas expliquer la portée de ce bill et ses conséquences; on évitera d'en parler. Soyons donc logiques dans nos actes et dans nos lois. Ceux qui vont voter pour cette loi vont le faire beaucoup plus pour faire plaisir au ministre de l'Agriculture que pour travailler dans l'intérêt des cultivateurs. Ne soulevons pas les classes par nos injustices pour une classe, et nos faveurs pour d'autres classes.

Il faut que le gouvernement ne fasse pas d'injustices envers les cultivateurs, s'il veut que ceux-ci respectent les lois. Ne mettons pas, dans cette loi, des clauses et des articles qui méprisent et

méconnaissent l'intelligence des cultivateurs de cette province. Il ne veut pas que ses critiques à l'endroit du gouvernement fassent en sorte de soulever une classe contre une autre. Il dit le fond de sa pensée parce qu'il croit que les cultivateurs se font entraîner dans quelque chose qu'ils ne comprennent pas parfaitement, et il proteste contre ceci. Il n'y a pas une autre classe au monde qui soit aussi maltraitée. Je le proclame parce que je le crois, et je le crois parce que je vois des exemples comme ce bill.

Si nous ne voulons pas de révolte de classe, qu'on soit juste pour toutes les classes et, surtout, qu'on ne méprise pas celle que l'on proclame comme la plus nécessaire. Donnons donc au cultivateur la place qu'il mérite; c'est le meilleur moyen de lui prouver notre confiance. Ne le forçons pas à s'agenouiller devant le ministre de l'Agriculture et le gouvernement pour obtenir la grâce de s'occuper de ses propres affaires. On se plaint actuellement que le gouvernement tend vers l'étatisme; avec cette loi, on autorise le gouvernement à continuer et à développer sa politique d'étatisme et son intention de rendre tout le monde des fonctionnaires de son administration.

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine) remercie le chef de l'opposition de l'estime qu'il veut bien lui témoigner et il se garde bien de l'associer au groupe de Montréalais qui a manœuvré la vente du *Bulletin des agriculteurs* et tenté déjà de mettre la main sur la coopérative centrale des agriculteurs. Mon honorable ami, dit-il, a fait une peinture bien sombre de ce projet de loi, que nous allons étudier, et de sa portée. Il ne l'a pas appelé un trust, mais il est allé aussi loin que possible. Il n'a pas été aussi loin que certaines personnes qui prétendent que les trois coopératives formeront un grand trust. Nous avons senti qu'il a passé tout près du mot. Il n'a pas cependant osé le dire; d'autres l'ont affirmé. Le chef de l'opposition est, je crois, sincère quand il parle ainsi; je crois qu'il a été circonvenu par ces personnes auxquelles je viens de faire allusion. Cependant, il me permettra de différer d'avec lui sur les conclusions.

Je remercie l'honorable chef de l'opposition de sa courtoisie à mon égard. Le chef de l'opposition a été gentil en ne faisant pas intervenir la personne du ministre actuel de l'Agriculture, mais je ne partage pas ses craintes à l'égard des futurs ministres de l'Agriculture. Je crois qu'il se trompe, lorsqu'il prétend que nous voulons faire servir cette coopérative à des fins politiques. À croire le chef de l'opposition, on dirait qu'il s'agit d'un attentat contre les cultivateurs et d'une main mise sur la coopérative, dans le but de la faire servir à des fins politiques.



Le chef de l'opposition a apporté en faveur de ses dires les témoignages des ecclésiastiques, en particulier, les missionnaires agricoles et les cultivateurs qui sont venus parler et ont été récemment entendus devant le comité de l'agriculture et qui se seraient prononcés contre l'ingérence gouvernementale. Tel n'était pourtant pas le cas. Les abbés Grondin, Bergeron et Trudel, le chanoine Côté et MM. Bélanger et Provencher ont dit tout simplement qu'en matière de crédit agricole, le gouvernement ne doit pas intervenir. Ces messieurs se sont déclarés contre l'influence du gouvernement dans une institution de cette nature.

Les mêmes experts, les abbés Grondin, Trudel, Côté, Bergeron, tous les missionnaires qui sont venus au comité, assistaient à l'assemblée des coopératives où le projet de loi a été étudié au mois d'octobre; ils ont vu le bill qui est devant nous et ils l'ont tous approuvé dans son ensemble, sans aucune restriction. On a là une idée de l'exagération des prétentions de ceux qui ont organisé cette opposition à la fusion des coopératives. Je reconnais la sincérité du chef de l'opposition, mais je ne crois pas à la sincérité de ceux qui l'ont ainsi trompé. Il y a un groupe, un très petit groupe, qui s'oppose à la fusion. Ce groupe a été fort désappointé en face du projet de loi actuel, parce qu'ils avaient rêvé eux-mêmes de s'emparer des coopératives, afin de s'en servir pour des fins politiques.

Ce groupe a tenté de s'emparer de la Coopérative centrale des agriculteurs et, s'il ne s'est pas opposé directement à la fusion, il n'en a pas moins soulevé des objections et n'a pas moins fait des insinuations de nature à nuire à cette fusion. Ils ont tout dit alors contre notre projet. Ces gens désappointés ont combattu le projet de loi lors de l'assemblée du mois d'octobre. Ils ne combattent pas le principe de la fusion, mais la croient trop hâtive. Ils ont prétendu que le projet avait été préparé avec précipitation.

Le plus ardent des oppositionnistes sait que, depuis deux ans, il est question de cette fusion au ministère de l'Agriculture; en face de ce fait que l'on connaît, il ne se gêne pas, cependant, pour prétendre que la fusion a été décidée tout à coup, qu'elle n'a pris naissance que depuis quelques semaines. Il s'est plaint des avis, à l'assemblée des coopératives. Les avis envoyés pour convoquer les actionnaires des trois coopératives, en octobre dernier, ont été envoyés dix jours avant cette assemblée, alors que la loi oblige de les envoyer huit jours avant.

On était donc au-delà des délais légaux et, de plus, il y avait dans ces dix jours deux dimanches, c'est-à-dire deux jours où tous les cultivateurs dans

toutes les campagnes se rendent au bureau de poste. Nous avons donné dix jours d'avis pour considérer la proposition, dont il était question depuis longtemps. Nous avons donné, outre les avis officiels, un deuxième avis dans le *Bulletin des agriculteurs* et un troisième enfin par le ministère du comité de la fusion.

On s'est plaint aussi des procurations demandées pour la fusion. On a prétendu que les procurations envoyées par le ministre ne laissaient pas de loisir de voter contre le projet de loi. Chacun voulait évidemment endoctriner les actionnaires à sa façon; mais à cela rien de mal. Ceux-ci pouvaient à leur gré se servir ou ne pas se servir des procurations. Les cultivateurs étaient libres d'envoyer leurs procurations à ceux qui étaient en faveur du projet de fusion. C'est une chose du reste très naturelle. Le fait de donner des procurations arrive dans toutes les assemblées d'actionnaires de grandes compagnies. Ceux qui ont signé ces procurations savaient d'ailleurs ce qu'ils faisaient; ils savaient qu'il s'agissait de la fusion des coopératives.

Mais M. Ponton, qui est l'âme de ce mouvement d'opposition, n'en a-t-il pas envoyé des procurations? Il en a demandé, lui aussi, des procurations, mais contre la fusion. Il ne les a pas obtenues. Les procurations ont été inutiles, d'ailleurs, car on sait ce qui s'est passé à cette assemblée des actionnaires des coopératives, à la réunion, sur 500 personnes présentes, il y en avait cinq seulement contre la fusion, ou plutôt qui ont réclamé du délai. Tous les autres ont voté à l'unanimité. Peut-on après cela prétendre que les cultivateurs ont été persécutés et qu'on a voulu leur enlever leurs droits? Ils se sont prononcés unanimement en faveur du projet de loi que nous avons devant nous.

On a dit que la majorité des personnes présentes à l'assemblée étaient des fonctionnaires de gouvernement, qu'il y avait plus d'officiers du département de l'Agriculture que de cultivateurs. C'est une fausseté. Il n'y avait, sur les 500 présents, que 60 employés du gouvernement et, encore, bon nombre ne sont que des employés temporaires, absolument indépendants du ministère de l'Agriculture.

Mon honorable ami prétend que cette loi est une mainmise sur les coopératives par le gouvernement. Le ministre de l'Agriculture n'aura pas de pouvoir absolu. Il n'aura pas le droit absolu de choisir le président de l'exécutif, comme le prétend le chef de l'opposition. Comme question de fait, le président sera nommé par le conseil exécutif et le président devra être approuvé par le ministre.

Il n'aura donc que le droit d'approuver la nomination du président du conseil. Les membres du conseil ne seront pas des employés du gouvernement, mais des fonctionnaires salariés par la coopérative. Comment peut-on prétendre que le ministre pourra mener à sa guise le bureau exécutif, quand il n'aura que la voix du président.

Le pouvoir du ministre est restreint. Si le ministre de l'Agriculture, ce que je ne crois pas, pouvait diriger le président du conseil exécutif, il y aurait quatre autres membres dans ce bureau qui pourraient s'opposer aux décisions du président et lui faire obstacle. De plus, le ministre de l'Agriculture n'a pas le droit de voter, il n'a que le droit de prendre part à la discussion des affaires. Le conseil exécutif est composé de cinq membres, dont les trois gérants des coopératives et deux autres nommés par les sociétaires. Est-ce cela que l'on appelle la mainmise sur l'organisation agricole des cultivateurs.

On se plaint aussi du séquestre imposé par la nouvelle loi. Mais c'est simplement pour permettre au ministre d'empêcher les événements qui pourraient être préjudiciables à la Société. On aura beau dire, on aura beau faire, pour conduire une organisation qui a fait \$10,000,000 d'affaires l'an dernier et qui va faire \$15,000,000 d'affaires par année, il faut des hommes d'affaires avisés et indépendants. Inutile de se payer de mots; il y a des hommes d'affaires chez les cultivateurs, mais c'est plutôt l'exception.

Les cultivateurs, en général, sont moins bons en affaires que dans la culture; ce n'est pas une injure à leur faire en disant cela. Il faut donc des hommes d'affaires sérieux qui empêchent d'autres de s'emparer de la société qui fait de si belles affaires et qui excite assurément des convoitises, et c'est naturel. Pour prévenir cela, quel mal y a-t-il à consulter les actionnaires par l'entremise du ministre?

La bande Ponton s'est bien emparée du *Bulletin des agriculteurs*. Il est nécessaire que la loi accorde au ministre le droit de séquestre pour la protéger contre certaines convoitises. S'il y avait eu dans le passé ce droit de séquestre, il l'aurait exercé pour le plus grand bien d'une des sociétés qui se fusionnent et si le chef de l'opposition l'avait eu, il l'aurait exercé lui aussi.

Les directeurs d'une coopérative, malgré lui, dit-il, ont vendu leur journal et ont payé \$1,000 à M. Ponton. Si le ministre avait eu le contrôle que lui donne la loi que nous proposons, il aurait pu empêcher ces raids sur la coopérative. C'est une bonne action que de permettre au ministre de l'Agriculture de pouvoir mettre la société coopérative sous séquestre, afin d'éviter que des mauvaises

opérations soient accomplies. D'ailleurs, dans ce cas, le ministre sera obligé de convoquer le plus tôt possible les actionnaires et de leur soumettre la cause. Les actionnaires décideront si le ministre a bien agi.

Quoi qu'il arrive, il faut un pouvoir modérateur dans toute organisation. C'est là tout le pouvoir du ministre. Ce dernier n'aura pas du tout le droit de décider, il convoquera tout simplement les actionnaires. C'est, du reste, ce qui se fait à Ottawa pour la plupart des sociétés agricoles. On se plaint des pouvoirs du ministre, mais la loi fédérale est plus sévère que la nôtre et elle donne le droit au ministre de l'Agriculture, à Ottawa, de dissoudre les sociétés qu'il veut.

Dans la Société des éleveurs où le gouvernement n'a que des intérêts bien moindres que nous n'en avons dans la Société coopérative, le ministre de l'Agriculture peut dissoudre la société. Les sociétés sont donc, dans le cas du fédéral, entièrement, pourrait-on dire, entre les mains du ministre de l'Agriculture. Du moment qu'une société ne fait plus l'affaire, on a droit de lui enlever la vie complètement. Nous, nous ne donnons au ministre que le droit de refuser ou d'accepter une décision des directeurs de la coopérative, de convier les actionnaires et de leur soumettre toute l'affaire. N'est-ce pas juste?

Le chef de l'opposition veut que nous laissions les cultivateurs libres, que nous leurs donnions des ailes et que nous leur disions: "Allez, volez comme vous voudrez!" Il est bien beau de crier que les cultivateurs doivent être libres, entièrement libres, encore faut-il les protéger contre eux-mêmes. C'est parce qu'ils avaient ce droit que sept directeurs d'une coopérative ont engagé, l'an dernier, 12,000 cultivateurs dans des transactions qu'ils n'auraient peut-être pas approuvées.

On a vu sept cultivateurs seulement empêcher 12,000 des leurs de se prononcer contre la vente du *Bulletin des agriculteurs*. Ces derniers ont été obligés après coup d'accepter un fait accompli. Le journal a été vendu dans le dos des actionnaires par le bureau de direction et sans garanties suffisantes. J'aurais bien voulu alors posséder les pouvoirs que l'on craint; j'aurais pu empêcher une iniquité de se commettre au détriment des cultivateurs.

Un journal, dans une critique très bienveillante, a dit que la décision du ministre serait souveraine. Elle ne l'a pas été, lorsque je me suis opposé à la vente du *Bulletin des agriculteurs*. Il parle du salaire de M. Trudel. Avec le droit de séquestre accordé au ministre de l'Agriculture, conclut-il, de tels événements n'auraient pu se produire.

Il a lu une critique de la loi faite par un journal de cette ville, *L'Action catholique*. Cette critique n'est pas malicieuse, le journal critique bienveillamment le projet et prétend que le ministre dirigera pratiquement les séances. Cela n'est pas juste. Si le journaliste qui a écrit cet article avait été à la séance des bills publics de mardi soir, lorsque le bill fut discuté, il aurait compris que cela est impossible. Il ne reproche pas cependant au journaliste de n'avoir point assisté à cette séance, car il comprend que les journalistes ont beaucoup de travail à faire et qu'ils sont bien occupés.

Il cite un extrait de cet article. On dit que, pratiquement, le ministre de l'Agriculture dirigera le bureau de direction et le conseil exécutif, bien qu'il n'ait pas le droit de vote.

L'an dernier, lors de la vente du *Bulletin des agriculteurs*, j'assistais à trois assemblées du bureau de direction de la Coopérative centrale et j'ai parlé contre cette vente, mais les directeurs ne m'ont pas écouté. Je n'ai pas pu empêcher que les directeurs fanatisés vendent le *Bulletin des agriculteurs*. Le ministre ne pourra pas diriger les nouveaux directeurs plus que les anciens.

J'ai fait ces quelques remarques en réponse au chef de l'opposition, mais je sais qu'il n'aurait pas approuvé les transactions qui ont été faites et que j'ai condamnées. S'il les avait connues, elles auraient révolté son caractère d'honnête homme. (Applaudissements) Il raconte de nouveau en détail ses démêlés avec MM. Trudel et Ponton et les irrégularités qu'il dit avoir été commises dans la vente du *Bulletin des agriculteurs*, ainsi que le paiement de \$1,000 de salaire non dû à l'ancien secrétaire de la Coopération centrale, un fonctionnaire qui avait cessé de travailler pour la coopérative.

Voilà donc toute la portée du bill, la seule.

Le préambule et l'article 1 sont adoptés.

Les articles 2 à 25 sont adoptés.

Le comité étudie le sous-paragraphe 5 de l'article 26 relatif au bureau de direction et au conseil exécutif nommé pour administrer la société. L'alinéa se lit ainsi:

"5. Le président de ce conseil exécutif ne doit pas être un chef de département. Il est nommé par le bureau de direction, mais il ne peut agir qu'après que sa nomination a été approuvée par le ministre de l'Agriculture de cette province."

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** proteste de nouveau contre le pouvoir absolu accordé au ministre. La société n'est même pas libre d'élire son propre président. Il propose, en amendement, que l'on retranche du bill les mots par lesquels on veut donner au ministre de l'Agriculture le pouvoir de confirmer l'élection du président et qu'en conséquence, le paragraphe se lise désormais ainsi:

"5. Le président de ce conseil exécutif ne doit pas être un chef de département. Il est nommé par le bureau de direction."

Je ne crains pas, dit-il, le pouvoir que pourrait exercer le ministre actuel, mais le ministre actuel peut disparaître. J'aimerais mieux le voir monter en grade que de le voir mourir...! Il pourrait alors être remplacé par le ministre sans portefeuille (M. Moreau). Il demande le vote et exprime de nouveau ses inquiétudes, surtout, dit-il, à la veille d'une période électorale...

**L'honorable M. Galipeault (Bellechasse):**

Nous verrons cela après les élections (en riant). Tout sera bien alors...

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Après les élections? C'est moi qui verrai à tout cela! (rires) Je serai peut-être avec le ministre de l'Agriculture, alors...

**L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine):** Pourtant j'aurais confiance, moi, dans le député de Deux-Montagnes quand il sera à ma place!

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Nous serons peut-être ensemble! ...

**M. Létourneau (Québec-Est)** entre dans la Chambre et il y a quelques applaudissements.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Est-ce que ces applaudissements veulent dire que le député de Québec-Est sera nommé ministre du Commerce? Je ne dirai pas que pareille nomination dépasserait ses ambitions, mais elle dépasserait assurément ses espérances.

**L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine)** défend le bill et profite de l'occasion pour annoncer que, pour sa part, il favorisera l'élection d'un homme d'affaires comme président de la Coopérative fédérée et non pas un cultivateur, car c'est un homme d'affaires qu'il faut à la tête d'une société comme celle-là.

L'amendement, étant mis aux voix, est rejeté par 50 voix contre 4.

L'article 26 est adopté.

Les articles 27 à 39 sont adoptés.

La séance est levée à 6 h 30<sup>4</sup>.

Le comité poursuit l'étude du bill et en fait rapport sans amendement.

**M. Ouellet (Dorchester)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois<sup>3</sup>.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **Montefiore Hebrew Orphans Home of Montreal**

**M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 107 constituant en corporation The Montefiore Hebrew Orphans Home of Montreal soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

#### **Demandes de documents:**

##### **Comptes payés par le procureur général**

**M. Smart (Westmount)** propose, appuyé par le représentant de Montréal-Saint-Georges (M. Gault), qu'il soit mis devant cette Chambre un état détaillé des comptes payés par le procureur général pour le mandat comptable de \$31,815.80 mentionné dans les comptes publics de 1920-21, page 138.

Adopté.

##### **Sommes payées à Charles Lanctôt**

**M. Smart (Westmount)** propose, appuyé par le représentant de Montréal-Saint-Georges (M. Gault), qu'il soit mis devant cette Chambre les états de compte détaillés pour toute somme payée à M. Charles Lanctôt, depuis trois ans.

Adopté.

#### **Dépôt de documents:**

##### *Annuaire statistique*

**L'honorable M. David (Terrebonne)** dépose sur le bureau de la Chambre l'*Annuaire statistique* 1922. (Document de la session no 19)

#### **NOTES**

1. Sur cette remarque, *La Tribune* de Sherbrooke du 7 décembre 1922, à la page 1, ajoute: "Ce disant, il regarde le député de Saint-Maurice, la Chambre applaudit. On dit que le jeune député de Saint-Maurice a l'intention d'entrer chez les bénédictins."

2. Le journaliste de *L'Événement* a entendu les mots "méprisés par le ministre".

3. Selon le *Montreal Daily Star*, à la page 4, la troisième lecture de ce bill aurait été faite le 7 décembre 1922.

4. D'après *Le Devoir*, 7 décembre 1922, à la page 1, la séance a été levée quelques minutes avant 7 heures.

Séance du jeudi 7 décembre 1922

**Présidence de l'honorable J.-N. Francoeur**

La séance est ouverte à 3 heures.

**Prière<sup>1</sup>.**

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

**Modification du règlement  
concernant les pétitions**

**M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis)** propose, appuyé par le député de Québec-Est (M. Létourneau), que toutes les dispositions du règlement qui ont trait à l'avis, à la présentation, à la réception et à l'examen des pétitions introductives de bills privés, ainsi qu'à l'examen préliminaire, à la présentation et à l'examen par les comités des bills privés, soient suspendues et qu'il soit en conséquence permis de présenter la pétition de Frank Bernard Chauvin, que cette pétition soit lue et reçue aussitôt que présentée et qu'il lui soit permis de présenter un bill autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Frank Bernard Chauvin à l'exercice de la profession d'avocat, après examen.

Adopté.

**Présentation et lecture de pétitions:**

Conformément à l'ordre de la Chambre, la pétition suivante est présentée, lue et reçue par la Chambre:

- de Frank Bernard Chauvin pour l'admettre à l'exercice de la profession d'avocat (M. Bercovitch).

**Frank Bernard Chauvin**

**M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis)** demande la permission de présenter le bill 96 autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Frank Bernard Chauvin à l'exercice de la profession d'avocat, après examen.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Rapports de comités:**

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le

quatorzième rapport du comité permanent des bills publics. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, sans amendement, les bills suivants:

- bill 152 détachant certains lots du comté d'Arthabaska et les annexant à la municipalité de Lemieux, dans le comté de Nicolet, pour les fins électorales, judiciaires, municipales et d'enregistrement;

- bill 105 amendant la charte de la "Scottish Trust Company";

- bill 104 amendant la charte de "The Anglo American Trust Company".

Et, avec amendements, le bill suivant:

- bill 94 amendant la loi concernant la succession de feu John Pratt.

**M. Létourneau (Québec-Est):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le dix-huitième rapport du comité permanent des règlements. Voici le rapport:

Votre comité a examiné la pétition de Frank Bernard Chauvin, demandant l'adoption d'une loi autorisant le Barreau de la province de Québec à l'admettre au nombre de ses membres, après examen et constate que les avis sont complets dans la *Gazette officielle*, mais n'ont pas été publiés dans les journaux du district, cette irrégularité ne peut cependant porter préjudice aux tiers. En conséquence, votre comité recommande de suspendre les règles à l'égard de cette irrégularité.

Le rapport est adopté.

**L'honorable M. Galipeault (Bellechasse):**

J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le deuxième rapport du comité permanent des chemins de fer et autres moyens de communication. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, le bill suivant:

- bill 102 amendant la charte de The St. Francis Valley Railway Company.

**M. Ashby (Jacques-Cartier):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le treizième rapport du comité permanent des bills privés. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, le bill suivant:

- bill 100 amendant la charte de la cité de Montréal.

### Accidents du travail

**L'honorable M. Galipeault (Bellechasse)** demande la permission de présenter le bill 45 amendant la loi des accidents du travail de la province de Québec.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

### Messages du Conseil législatif:

**M. l'Orateur** informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, le bill suivant:

- bill 59 concernant la succession de l'honorable J.-O. Villeneuve.

### Questions et réponses:

#### Animaux de ferme

**M. Renaud (Laval):** Combien y avait-il d'animaux de ferme dans la province en 1921: *a.* chevaux; *b.* moutons; *c.* porcs; *d.* bêtes à cornes; *e.* volailles?

**L'honorable M. David (Terrebonne):** *a.* chevaux, 406,959; *b.* moutons, 1,006,620; *c.* porcs, 883,920; *d.* bêtes à cornes, 2,052,494; *e.* volailles, 3,833,215.

#### Taxes sur les corporations commerciales

**M. Renaud (Laval):** 1. La compagnie connue sous le nom de "Century Coal Company" a-t-elle payé des taxes sur les corporations commerciales depuis cinq ans?

2. Si oui, quelle somme a-t-elle versée chaque année?

3. Mêmes questions pour les compagnies suivantes:

- a.* Geo. Hall Coal Company of Canada, Limited;
- b.* O. Faucher & Fils, Limitée;
- c.* Hamon & Hess;
- d.* Rudel Belnap Machinery Co. Ltée;
- e.* Pontiac Financial Company;

*f.* Phoenix Construction Co. Ltd;

*g.* The Canadian Highway Engineering & Construction Co.;

*h.* The Foundation Co. Ltd;

*i.* Jos. Gosselin Limitée;

*j.* MacKinnon Steel Co., Ltd.

**L'honorable M. Nicol (Richmond):** 1. Oui

2. Le 7 juillet 1921, \$310, et le 30 juin 1922, \$310.

3. *a.* Oui; le 2 mars 1920, \$1,260; le 5 juillet 1920, \$630; le 23 juillet 1921, \$1,030, et le 30 juin 1922, \$1,030.

*b.* Nous ne connaissons pas de compagnie de ce nom.

*c.* Pas une compagnie constituée en corporation.

*d.* Oui; le 9 août 1919, \$120.40; le 23 juillet 1920, \$60.20; le 16 juillet 1921, \$60.20; et le 13 juillet 1922, \$60.20.

*e.* Oui, le 23 octobre 1920, \$104.63.

*f.* Non; en liquidation.

*g.* Nous ne connaissons pas de compagnie de ce nom.

*h.* Oui; le 6 juillet 1918, \$70; le 21 juillet 1919, \$70; le 5 juillet 1920, \$70; le 15 juillet 1921, \$70; et le 10 juillet 1922, \$100.

*i.* Non.

*j.* Oui; le 8 novembre 1918, \$286.60, et le 3 mai 1922, \$1,222.20.

#### Richelieu Transportation Company

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** 1. Le gouvernement a-t-il fait affaires avec la Richelieu Transportation Co.?

2. Si oui, comment et quand?

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska):** 1. Non.

2. Réponse au no 1.

#### Entretien d'un chemin à Pierreville

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Quelle somme a-t-il été alloué, depuis janvier 1921, par le gouvernement pour graveler ou réparer le chemin de la réserve des Abénaquis, à partir du village de Pierreville jusqu'au rang Saint-Joseph?

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska):** \$1,400.

**Demande de documents:**

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) demande au chef de l'opposition de lui indiquer quelles motions apparaissant à l'ordre du jour de la part de l'opposition pourraient être adoptées sans discussion.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** indique la motion demandant des documents sur l'administration de la loi des liqueurs.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Si l'opposition ne compte pas faire de discussion sur cette motion, le gouvernement entend ne pas la laisser adopter sans la discuter, car, c'est demander pratiquement tout ce que la Commission des liqueurs a fait depuis son établissement, et le gouvernement n'est pas disposé à laisser voter cette motion.

L'étude de la motion est remise à une prochaine séance.

**Commission  
des services publics**

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 23 amendant les statuts refondus, 1909, relativement au magistrat de district en chef et à la Commission des services publics de Québec.

Adopté.

Il informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolution et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

**En comité<sup>2</sup>:**

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose: Qu'il soit accordé au magistrat de district en chef, sur le fonds consolidé du revenu, un traitement annuel, fixé par le lieutenant-gouverneur en conseil, n'excédant pas sept mille dollars, au lieu de celui de cinq mille dollars mentionné dans l'article 3295 des statuts refondus, 1909, tel qu'édicte par la loi 12 George V, chapitre 64, section 1, sujet aux conditions imposées par le bill qui accompagne les présentes résolutions.

Nous voulons porter le traitement du magistrat en chef de \$5,000 à \$7,000. L'augmentation additionnelle est légitime, car nous voulons aussi lui imposer des devoirs nouveaux. La Commission des services publics a souvent besoin d'un commissaire suppléant; le magistrat en chef sera, de droit, membre de cette commission, et siégera quand on aura besoin de lui. Il pourra, à l'avenir, remplacer un membre de la Commission des services publics, lorsque ce commissaire sera absent.

Le gouvernement, devant nommer un magistrat en chef pour le district de Québec, tout comme il l'a fait il y a quelque temps pour le district de Montréal, s'est rendu à la forte recommandation qui lui a été faite par le Barreau de Québec, même par des juges, et aux instances réitérées de personnes qui reconnaissent dans leur candidat celui tout désigné pour remplir ces hautes fonctions, et il a nommé M. Aimé Marchand, un des avocats les plus brillants de la Vieille Capitale.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Sans vouloir faire d'obstruction à ce projet, je tiens à faire quelques remarques. Cette mesure était connue, elle a été annoncée longtemps avant la session et a été attendue depuis longtemps. Mon estime pour le magistrat Marchand est bien plus grande que certains peuvent le croire. Cependant, dit-il, il ne peut approuver cette nomination pour plusieurs raisons. Je m'étonne que M. Marchand, avocat bien connu, bien distingué, favorisé d'une nombreuse et riche clientèle, ait consenti à remplir le poste qu'il occupe actuellement pour le maigre salaire de \$5,000 par année. Mais, on a dit que M. Marchand, avocat de la Banque Nationale, ne voulait pas accepter cette position, qu'il préférerait rester au Barreau. Il avait une bonne clientèle; il était avocat de la Banque Nationale.

Des gens qui s'intéressaient - je ne dirai pas à son sort - ont fait des instances. Je suis croyablement informé qu'on l'a supplié d'accepter. C'est à force de sollicitations de certaines personnes qui voulaient sa nomination qu'il a accepté. On a dit même qu'on lui avait promis d'augmenter son salaire pour le faire consentir. Et il fut nommé juge en chef des magistrats. Sa clientèle a été partagée, et il paraît que sa nomination a servi et profité à d'autres sociétés légales. C'est la province qui paie pour cela. L'an dernier, la question a été discutée en Chambre. Le premier ministre nous a dit qu'il fallait donner \$5,000 au magistrat en chef. On disait que cette augmentation était due aux pouvoirs et à la responsabilité qu'il avait.

La Chambre y a consenti. Maintenant, à cause de cette nomination forcée, la province va payer... Elle va payer \$2,000 de plus. Ce n'est pas la province qui bénéficiera le plus de cette nomination. M. Marchand n'est pas le seul avocat compétent dans cette province. Il y a des avocats qui ont 25 ans de pratique, qui ont demandé la position.

On dit que ces avocats étaient prêts à accepter la position à \$5,000; des avocats d'expérience étaient prêts à accepter ce traitement; ils ont fait valoir leurs titres, mais on les a mis de côté. Mais non, M. Marchand devait être nommé. Il fallait le nommer. Celui-ci ne voulait pas. Il disait: "J'ai de grosses causes; je suis avocat de la Banque Nationale". On a dit: "Acceptez donc, vous verrez". Et bien, nous voyons aujourd'hui. C'est \$7,000! M. Marchand n'est plus avocat de la Banque nationale. Un autre bureau l'est maintenant. Le gâteau savoureux est allé à un gros appétit.

Je ne veux pas intervenir dans les affaires professionnelles, mais je ne veux pas que l'on dise que j'ai gobé ce bill. Pourquoi n'a-t-on pas donné la position à d'autres avocats? Je regrette d'être obligé d'entrer sur ce terrain. On m'a blâmé d'accuser le gouvernement d'abus de pouvoir. En voici un abus de pouvoir. Il y en a d'autres. Nous les verrons d'ici à la fin de la session. Ce bill présenté à la suite d'engagements et de promesses faits pour obtenir le consentement de M. Marchand. Et cependant, les autres classes demandent de l'argent. Les employés du gouvernement demandent en vain d'augmenter leurs salaires. Il y a des employés du gouvernement qui tirent le diable par la queue, qui ont des salaires de famine, et leurs requêtes pour un peu plus de pain ont été constamment refusées; mais quand il s'agit de gros avocats comme M. Marchand qui possède une grosse clientèle, qui ne voulait pas de la position, le salaire a été augmenté de façon à le forcer à accepter.

Pourquoi y eu-t-il tant d'insistance auprès de M. Marchand? Est-ce parce que certains bureaux d'avocats voulaient obtenir sa clientèle? Qui a le plus profité de cette nomination? Ne serait-ce pas à cause de ses clients que l'on a nommé M. Marchand? La Chambre a vu des choses bien étranges dans le passé, et a même vu des députés déchirer des motions qui auraient embarrassé le gouvernement.

Il convenait d'avoir plus de dignité dans de telles nominations. Je voudrais offrir des félicitations au gouvernement pour cette nomination; je voudrais pouvoir rendre hommage aux talents de M. Marchand, un hommage qui lui est dû. Mais je ne puis donner de témoignage après une nomination faite dans ces conditions-là.

Depuis l'année dernière, on nous parle de magistrats. L'an dernier, on est arrivé avec un petit bill diminuant de 10 ans à 5 ans le nombre d'années d'expérience d'un avocat pour être nommé magistrat. J'ai demandé: "Y a-t-il une nomination derrière ça?" Le premier ministre, d'une voix douce, m'a dit: "Non". À la suite de ce bill, malgré les paroles du premier ministre qui disait que ce n'était pas en vue de faire des nominations, on a nommé des politiciens. Les motions que l'on avait inscrites à l'ordre du jour furent déchirées. Pendant que le premier ministre parlait, un député attendait, là, à la fenêtre, sa place de magistrat. Des avocats de Montréal ont protesté après la session contre ce projet; des avocats libéraux m'ont demandé pourquoi la Chambre avait laissé passer cela.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): L'an dernier, on a fait une innovation en créant les cours de magistrats un peu partout. On voulait débarrasser les juges de la Cour supérieure des causes en dessous des \$100. Le projet a été accueilli à l'unanimité par la Chambre et favorablement accueilli par toute la province. Depuis que le nouveau système a été établi, tous les plaideurs, comme toutes les personnes intéressées s'en sont déclarés satisfaits. On se plaignait des lenteurs de la justice; les juges étaient surchargés et les arrérages s'accumulaient. Nous apportons par notre mesure un remède à ce mal. Les juges, à la vérité, étaient surchargés. Ils se sont vus débarrassés d'une foule de causes qui retardaient ce haut tribunal, et le public a vu avec satisfaction diminuer considérablement les frais qu'il aurait eu à défrayer, si l'on avait conservé l'ancien système.

Depuis quelques années, nous avons fait beaucoup d'améliorations dans l'administration de la justice. Les juges de la Cour d'appel ont été augmentés, on a aboli la Cour de révision et maintenant, grâce à la loi dont nous nous occupons à ce moment, les juges de la Cour supérieure sont tout à leurs causes. La Cour de magistrats a donc été créée. On voulait donner une justice aussi bonne dans les petites causes que dans les grandes causes. La population ouvrière et agricole demandait une bonne justice dans les petites causes. Le Barreau de la province a accueilli cette loi avec plaisir, et maintenant la Cour des magistrats fonctionne très bien.

La création d'une cour des magistrats est donc une innovation dont le gouvernement mérite d'être félicité. Cependant, comme juge en chef de la Cour des magistrats, il était nécessaire d'avoir un homme de tout premier ordre; un homme qui fût à la



hauteur de la tâche à accomplir, il fallait donc le meilleur homme comme juge en chef de cette juridiction pénale et civile. Cet homme, le gouvernement l'a trouvé, et quoiqu'on en dise, le magistrat Marchand remplit à merveille les délicates fonctions qui lui sont confiées. D'ailleurs, sa nomination fut approuvée non seulement par le Barreau, mais par tous les journaux de la province. Même les journaux qui ne regardent pas à brûler tous les jours de l'encens sous le nez du chef de l'opposition ont été unanimes à féliciter le gouvernement de cette nomination.

Le chef de l'opposition a dit que M. Marchand ne voulait pas accepter la position avec un salaire de \$5,000. C'est vrai. La position avait été offerte à ce prix-là. Depuis longtemps, nous considérons s'il n'était pas opportun d'adjoindre un magistrat suppléant pour aider à la Commission des services publics. Il n'y a pas de cachette, nous croyons avoir bien fait et nous avons dit à M. Marchand: "Si vous voulez accepter la position de juge en chef de la cour des magistrats, nous allons vous confier la charge de suppléant de la Commission des services publics et nous allons vous donner pour cette fonction \$2,000."

Et M. Marchand a accepté. Nous ne croyons pas avoir mal fait. M. Marchand est vraiment l'homme qu'il nous fallait. Il fait l'éloge de M. Marchand qui, dit-il, est un avocat éminent. Il tient à répéter que la nomination du magistrat Marchand n'a été faite qu'à la suggestion et à la forte recommandation du Barreau de Québec. Le gouvernement peut-il être blâmé? Peut-on, en toute justice, laisser plus longtemps planer sur la tête de ceux qui sont responsables de cette nomination les odieux soupçons émis par le chef de l'opposition.

Le chef de l'opposition se plaint que nous n'avons pas nommé de magistrats. Tel n'est pas le cas. Le gouvernement a nommé récemment, depuis la passation de la loi, les juges Dubeau, Monet, Lemay, Godbout, Enright, Perrault, Achim, Gagnon. Ces juges sont plus actifs que plusieurs qui autrefois étaient malades ou âgés. Ce sont tous des jeunes gens, très habiles; ce sont de bonnes nominations. Quant à l'efficacité de la cour des magistrats, elle ne peut être mise en doute car, de tous côtés, on en a fait aujourd'hui les éloges. Pourquoi le chef de l'opposition n'admet-il pas que, depuis quelques années surtout, l'administration de la justice a beaucoup été améliorée dans notre province. Le gouvernement a apporté plusieurs réformes dans les modes de procédures, il a aussi nommé plusieurs juges qui s'acquittent admirablement bien de leurs fonctions.

Le chef de l'opposition a parlé de bureaux d'avocats, de clients et de clientèles. C'est la première fois qu'en pleine Chambre de pareilles insinuations sont faites. Ce sont encore de lâches insinuations du chef de l'opposition. En tous cas, je considère que la réponse à ces insinuations est facile. On répond à de telles insinuations par le mépris et je donne le mien au chef de l'opposition.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Le mépris, c'est ce que le premier ministre donne le plus facilement.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):  
À ceux qui le méritent!

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Non, à ceux qui attaquent le premier ministre! À ceux qu'il veut frapper.

J'ai discuté la chose avec toute la délicatesse possible. Je n'ai pas voulu aller très loin et je me suis contenté de signaler certains faits. Le premier ministre a fait de même; il a bien parlé jusqu'à la fin de son discours où son naturel a pris le dessus. D'abord, le premier ministre me fait dire des choses que je n'ai pas dites. Je n'ai jamais eu l'idée de critiquer les capacités, les mérites et les qualités qui recommandaient M. Marchand à ce poste. Je n'attaque pas M. Marchand, j'ai fait au contraire son éloge.

J'ai dit qu'il est un homme distingué et un avocat de talent. On aurait dû entourer sa nomination de circonstances qui eussent rendu justice à ses mérites et à ses talents. Il reconnaît qu'il est l'homme qualifié pour la position de magistrat en chef. Je ne voulais pas aller plus loin, mais le premier ministre m'a provoqué, je suis obligé de me défendre et je vais me défendre. Je ne me courbe pas devant un homme qui se dresse devant moi en ennemi.

Parlant des magistrats, il dit que, si le gouvernement en a nommé quelques-uns, plusieurs comtés en demandent. Il cite l'exemple du comté de Terrebonne.

Le premier ministre a eu des expressions qui ne sont pas conformes aux règlements de la Chambre et il m'a provoqué. C'est pourquoi, je n'irai pas par quatre chemins. La nomination de M. Marchand a eu pour effet le partage de sa clientèle et celui qui en a le plus bénéficié, c'est le bureau d'avocats du premier ministre qui est devenu l'aviseur légal de la Banque Nationale. Quand je constate que l'avocat héritier des plus riches clients du nouveau magistrat est le premier ministre, j'ai raison de douter de la bonne foi de ceux qui ont fait cette nomination. Voilà! C'est cela qui est indigne.

Voilà pourquoi cette nomination a été commentée dans les cercles d'avocats, parmi les libéraux même. Parmi les avocats, on a trouvé cela indécent et indigne. On a insisté auprès de M. Marchand, on l'a presque pris à la gorge, il a été forcé d'accepter le poste, et on lui a promis un salaire pour qu'il accepte, une augmentation de \$2,000. Je dis que c'est indécent et indigne.

Je dis que c'est un scandale de l'administration de la justice qu'on fasse des nominations dans de telles circonstances et je proteste contre cette manière d'agir. Je regrette d'avoir à parler de cette manière dans cette Chambre, surtout sous votre présidence, M. le Président<sup>3</sup>.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Je suis content que le chef de l'opposition ait dit ce qu'il vient de dire, qu'il ait parlé ouvertement et franchement pour une fois. J'aime mieux des accusations que des insinuations dont il a pris une habitude, depuis quelque temps, et qui sont plus lâches que des attaques directes...

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** À l'ordre! M. le Président...

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): C'est sous serment que le chef de l'opposition viendra répéter dans quelques jours les basses insinuations qu'il a faites. Il sera obligé de les répéter, sous serment devant les tribunaux, je lui en donnerai l'opportunité.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** À l'ordre! Le premier ministre est furieux, mais il devrait rester dans l'ordre. Il n'a pas le droit de chercher à me discréditer.

Je n'ai pas peur de répéter sous serment ce que j'ai dit au sujet des magistrats. Il y a des districts qui n'ont pas de magistrats. Qu'attend-on pour les nommer? A-t-on des combinaisons? comme dirait le trésorier, qui nous a dit qu'en France, il y a des combinaisons.

Le premier ministre n'a pas le droit de parler comme cela. Il n'a pas le droit de parler d'autres choses pour essayer de me salir...

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Je parlerai de ce que je voudrai et je dirai ce qui me plaira. Ce n'est pas la première fois d'ailleurs que le chef de l'opposition fait des insinuations...

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** À l'ordre!

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Il n'en est pas à ses premières armes...

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Ni à ses dernières non plus.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Je pense que oui...

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Oh! Non.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): J'aime des accusations directes et je ne veux pas que les gens attaquent comme des lâches.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** À l'ordre! Le premier ministre n'a pas le droit de faire des déclarations semblables!

**M. le président (M. Cannon):** Les deux orateurs, le premier ministre et le chef de l'opposition, ont droit de discuter, ils peuvent dire ce qu'ils voudront, du moment qu'ils emploieront un langage parlementaire.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Je désire dire ceci. J'ai pratiqué le droit depuis 33 ans à Québec et je l'ai pratiqué honorablement. Je puis dire au chef de l'opposition que la politique a été un désastre pour moi, au point de vue financier. J'ai pris la position que j'occupe aujourd'hui contre mon gré, à mon corps défendant. Les plus belles satisfactions que j'ai jamais ressenties, je les dois à l'exercice de ma profession, et je puis dire que mon plus grand désir est de retourner à l'exercice de ma profession, afin de ne pas être lâchement insulté par des gens payés... là où je ne subirai pas les saletés de la valetaille du chef de l'opposition...

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Je soulève un point d'ordre! Ce langage est non parlementaire.

**M. le président (M. Cannon):** Le terme ne s'applique pas à un membre de la Chambre. Je ne crois pas que le mot "valetaille" ne s'applique au chef de l'opposition ou à aucun membre de cette Chambre.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Non, M. le Président, les arguments que l'on apporte au sujet de la nomination de M. Marchand marquent la petitesse des petits hommes à laquelle un petit homme peut seul recourir.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** À l'ordre!

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): La raison de la nomination de M. Marchand n'avait rien à faire avec sa clientèle. Ce n'est pas ici que l'on doit discuter cela. Ce sont des insinuations qui ne peuvent venir que de petits hommes, qui ne peuvent être inspirées que par des petites gens.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** À l'ordre! À l'ordre!

**M. le président (M. Cannon):** Je ne crois pas que cette observation s'adresse à l'opposition.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** S'adresse-t-elle à l'autre côté de la Chambre? (Rires)

**M. le président (M. Cannon):** Cela ne s'applique pas nécessairement au chef de l'opposition.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Le chef de l'opposition peut être sûr que nous avons voulu choisir le meilleur homme, et nous l'avons fait à la demande du Barreau. La population fut satisfaite de cette nomination. Comment peut-on prétendre que j'ai agi par intérêt? Si le chef de l'opposition savait ce que vaut le nom de M. Marchand, il n'aurait pas parlé comme il l'a fait. Et s'il savait l'intérêt que j'ai pu avoir en cette affaire, il n'aurait pas dit ce qu'il a dit.

Quant à ce qui me concerne personnellement, si je me laissais guider par de tels motifs que m'impute le chef de l'opposition, si j'étais assez petit pour nommer un avocat à une position, afin de lui enlever sa clientèle, je serais indigne de la position que j'occupe. Je demanderais à tous les membres de cette Chambre, à toute la population et à tous ceux qui peuvent avoir affaire à moi de me jeter leur mépris à la figure, car j'en serais digne. Cependant, je suis conscient d'avoir toujours agi, comme homme politique, dans le meilleur intérêt de ma province.

**L'honorable M. Galipeault (Bellechasse):** Je crois qu'il est de mon devoir de parler ici non pas en ma qualité de ministre, mais en ma qualité de bâtonnier du Barreau de Québec. La discussion qui s'est faite sur cette question est regrettable. Je suis du Barreau depuis longtemps et j'en suis le bâtonnier. Comme tel, je m'intéresse plus spécialement aux nominations de magistrats. Le premier ministre ne l'a pas dit, mais c'est moi qui ai fait le plus d'instances auprès de M. Marchand pour qu'il accepte cette position. Et j'ai été l'un de ceux qui ont exercé le plus

de pressions auprès du premier ministre pour faire nommer M. Marchand au poste de magistrat en chef, car je ne crois pas qu'on pût faire de meilleure nomination.

Je considérais qu'il avait toutes les qualifications nécessaires et je crois que M. Marchand, en faisant des sacrifices, en renonçant à son avenir, avait droit à une indemnité suffisante digne de sa position et de ses sacrifices. Quand on appelle un homme comme M. Marchand à une position semblable, qui l'oblige à abandonner une clientèle considérable, il faut lui accorder un traitement en rapport avec ce qu'il abandonne et avec ses talents et sa valeur.

Quant au premier ministre, il est à la tête du Barreau; il a le premier bureau d'avocats de Québec et il est injuste de dire qu'il peut avoir eu de l'intérêt à cette nomination. Son étude est très importante et ce n'est pas un client de plus ou de moins qui pourra affecter son bureau. L'étude du premier ministre est la mieux fréquentée de tout Québec et la plus renommée de la Vieille Capitale. Les accusations du chef de l'opposition ne peuvent être prises au sérieux, et les insinuations relativement à la clientèle du bureau du premier ministre sont indignes, et je regrette qu'on en ait fait état.

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine) prend part à la discussion en qualité, dit-il, de membre du cabinet. Moi aussi, j'ai insisté pour que M. Marchand fût nommé. Je considérais qu'il n'y en avait pas de plus digne que lui. Il a consenti, déclare-t-il, à cette nomination parce que le Barreau de Québec et plusieurs législateurs distingués ont recommandé le nouveau magistrat. Lorsque le premier ministre a annoncé à une réunion du cabinet qu'il fallait faire le choix d'un juge en chef de la cour des magistrats, il a dit ces mots: "Je voudrais un homme supérieurement éminent et surtout pas un homme mêlé activement à la politique". Plusieurs noms ont été mentionnés et le choix s'est arrêté sur M. Marchand. Jamais les ministres n'ont songé aux avantages que pourraient retirer des bureaux d'avocats. En nommant M. Marchand, le premier ministre se proposait uniquement de nommer un homme très digne à cette haute situation. Il est naturel que M. Marchand nommé, sa clientèle se soit divisée.

Que la nomination de M. Marchand ait amené sa clientèle, et surtout la Banque Nationale, au bureau du premier ministre, quel mal y a-t-il à cela? Ce bureau légal est le plus considérable de Québec, il est composé d'hommes très compétents et, après tout, il fallait que la Banque Nationale ait un aviseur légal.

Elle aurait bien pu aussi aller au bureau du ministre des Travaux publics. Comment un client de plus ou de moins pourrait-il influencer sur le succès du premier ministre comme avocat? M. Marchand a été choisi au seul point de vue de ses qualités. Faudrait-il donc ne jamais nommer un homme où il mérite d'être nommé, sous prétexte que sa nomination pourrait indirectement apporter quelques intérêts particuliers à quelqu'un? Je ne comprends pas les insinuations du chef de l'opposition. Il a été bien mal inspiré.

**L'honorable M. David (Terrebonne)** intervient dans le débat. Il montre que M. Marchand est l'une des plus belles intelligences qui honorent le Barreau de Québec à l'heure actuelle. Rien d'étonnant, donc, à ce que sa nomination ait été fortement recommandée.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Au cours de mes premières remarques, j'ai été le premier à reconnaître les mérites de M. Marchand, je n'ai pas mentionné le nom du premier ministre, mais lorsqu'il a employé des termes qui ne sont pas parlementaires pour qualifier ma conduite, j'ai protesté. On m'a provoqué, je me suis défendu. Le premier ministre est un violent, il a voulu se ruer sur moi et il m'a provoqué. Je comprends et je sens les violences et je ne suis pas homme à me coucher devant celui qui se dresse devant moi comme un ennemi. J'ai siégé depuis plusieurs années dans cette Chambre; j'ai pris part à des débats avec des chefs de gouvernements, j'ai croisé le fer avec bien des chefs distingués, et jamais on m'a accusé de manquer de dignité.

Je ne crois pas qu'on ait eu à se plaindre de ma conduite. Je ressens l'injure que l'on m'a faite et je ne m'abaisserai pas. Je ne suis pas homme à me coucher. Depuis le début de la session, on a tout fait et on a fait écrire toutes sortes de choses contre ma réputation. Les feuilles du gouvernement, rédigées par des fonctionnaires du premier ministre en certains cas, m'insultent depuis le début de la session. Ces organes du gouvernement m'ont traité comme le dernier des hommes. Le premier ministre aurait dû être le premier à protester contre cette façon d'agir des gazettes ministérielles. Au contraire, il a été jusqu'à permettre à ses officiers de m'attaquer dans les journaux du gouvernement. Il a répété ces attaques en Chambre; au lieu de donner l'exemple ici, il a essayé de provoquer son adversaire. Si le premier ministre veut être bien traité, qu'il traite bien les autres; qu'il n'emploie pas des fonctionnaires à dire des injures contre l'opposition.

La résolution est adoptée.

### Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté une résolution, laquelle est lue deux fois et adoptée.

Il est ordonné que ladite résolution soit renvoyée au comité général chargé d'étudier le bill 23 amendant les statuts refondus, 1909, relativement au magistrat de district en chef et à la Commission des services publics de Québec.

### Commission des services publics

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 23 amendant les statuts refondus, 1909, relativement au magistrat de district en chef et à la Commission des services publics de Québec soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité général.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté.

Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

### Département de la Voirie

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 24 concernant le département de la Voirie.

Adopté.

Il informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolutions et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

**En comité:**

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska)** propose:

1. Que le ministre de la Voirie pourra faire exécuter, suivant le mode qu'il jugera convenable, les travaux nécessaires pour l'entretien et la réparation des routes provinciales et des routes régionales, et que ces travaux seront à la charge et aux frais de la province.

2. Que les deniers nécessaires pour mettre à exécution le paragraphe 1 de la section III, les sections IV et V de la loi qui accompagne les présentes résolutions, ainsi que la section VIII de ladite loi lorsqu'il s'agit d'entretien ou de réparation, seront pris:

1. À même les sommes votées chaque année par la Législature pour l'amélioration et l'entretien des chemins;

2. À même les deniers que le trésorier de la province peut être autorisé, par arrêté du lieutenant-gouverneur en conseil, à prendre sur le fonds consolidé du revenu, pour les fins de la présente résolution.

3. Qu'il sera loisible au lieutenant-gouverneur en conseil d'autoriser le trésorier de la province à contracter les emprunts jugés nécessaires pour la mise à exécution de la section II, du paragraphe 2 de la section III, et de la section VII de la loi qui accompagne les présentes résolutions, ainsi que de la section VIII de ladite loi lorsqu'il s'agit de construction ou d'amélioration, mais que ces emprunts ne pourront excéder en totalité, tant en vertu de ladite loi qu'en vertu des lois 2 George V, chapitre 23, section 1, et 3 George V, chapitre 21, la somme de quarante millions de dollars.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Est-ce que c'est l'intention du gouvernement d'appeler toutes ces mesures les veilles de fins de semaine, alors qu'il n'y a pas de députés à la Chambre?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Ce n'est pas du tout notre intention. Il demande de rapporter progrès sur la mesure<sup>4</sup>.

Le comité étudie le bill et fait rapport qu'il n'en a pas terminé l'examen.

**Entretien  
des chemins d'hiver**

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 49 amendant le Code municipal au sujet de l'entretien des chemins d'hiver soit maintenant lu une deuxième fois.

Le bill, explique-t-il, pourvoit à ce qu'une corporation municipale ait le droit par règlement, ou par procès-verbal, de décider qui doit entretenir, en hiver, les chemins de front et les routes qui conduisent d'un rang à un autre.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité général.

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska)** propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté.

**En comité:**

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska):** Il s'agit de faire disparaître les doutes qui existent à ce sujet et qui existaient du fait que cet article n'était pas inséré dans le Code municipal. C'est, en somme, la vieille loi et rien n'est changé. On veut simplement accorder la loi actuelle avec la loi générale qui sera étudiée dans quelques jours, en ce qui concerne l'entretien de ces chemins d'hiver.

Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

**Commission des chemins à barrières  
de la rive nord, Québec**

**L'honorable M. Galipeault (Bellechasse)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 35 concernant la Commission des chemins à barrières de la rive nord, à Québec, soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité général.

**L'honorable M. Galipeault (Bellechasse)** propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté.

Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

**L'honorable M. Galipeault (Bellechasse)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **Messages du Conseil législatif:**

**M. l'Orateur** informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, avec certains amendements qu'il la prie d'agréer, les bills suivants:

- bill 55 confirmant l'interprétation du testament de feu Désiré Lacerte et ratifiant une vente par Léopold Lamy à la St. Lawrence Paper Mills Limited;
- bill 92 amendant la loi 12 George V, chapitre 142, validant la garantie et l'endossement donnés par la cité des Trois-Rivières, et ratifiant et confirmant certains règlements de ladite cité.

#### **Testament de Désiré Lacerte**

La Chambre procède à la prise en considération des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 55 confirmant l'interprétation du testament de feu Désiré Lacerte et ratifiant une vente par Léopold Lamy à la St. Lawrence Paper Mills Limited. Les amendements sont lus deux fois et adoptés. Le bill est retourné au Conseil législatif.

#### **Ville de Trois-Rivières**

La Chambre procède à la prise en considération des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 92 amendant la loi 12 George V, chapitre 142, validant la garantie et l'endossement donnés par la cité des Trois-Rivières, et ratifiant et confirmant certains règlements de ladite cité. Les amendements sont lus deux fois et adoptés. Le bill est retourné au Conseil législatif.

#### **Charte de Hull**

**M. Caron (Hull)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme de nouveau en comité

général pour étudier le bill 90 amendant la charte de la cité de Hull.

Adopté.

#### **En comité:**

**M. Caron (Hull)** propose un amendement pour soumettre à la Commission des services publics le litige résultant des titres de propriété d'un grand nombre de citoyens de Hull.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** ne veut pas s'opposer à cet amendement, mais il tient à avertir les contribuables de Hull qu'ils ne doivent pas trop compter sur l'intervention de la Commission des services publics. C'est au gouvernement qu'il appartient d'intervenir.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté avec certains amendements. Les amendements sont lus deux fois et adoptés.

**M. Caron (Hull)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **Montreal Public Service Corporation**

**M. Richard (Verchères)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 60 amendant la charte de la compagnie The Montreal Public Service Corporation et changeant son nom en celui de Quebec New England Hydro-Electric Corporation.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

**M. Richard (Verchères)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **Georges Laurencelle**

**M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 88 autorisant le

Collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec à admettre Georges Laurencelle au nombre de ses membres.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

**M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **Jean-Baptiste Delâge**

**M. Poulin (Montréal-Laurier)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 91 autorisant le Collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec à admettre Jean-Baptiste Delâge à la pratique de la médecine et de la chirurgie, après examen.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

**M. Poulin (Montréal-Laurier)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **Congregation Beth Yitzchok**

**M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 93 constituant en corporation la Congregation Beth Yitzchok.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

**M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **Succession Éléonore Gauvin**

**M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 83 concernant la succession de dame Éléonore Gauvin.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

**M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **Succession Alfred Dalbec**

**M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 67 concernant la succession de feu Alfred Dalbec.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

**M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **Syndics d'écoles d'Outremont**

**M. Smart (Westmount)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 110 concernant les syndics d'écoles de la municipalité d'Outremont soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics.

#### **Code de procédure civile, articles 48, 54 et 551**

**M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 158 amendant les articles 48, 54 et 551 du Code de procédure civile soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics.

#### **Code de procédure civile, article 29**

**M. Cannon (Québec-Centre)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 166 amendant l'article 29 du Code de procédure civile soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics.

**Charte de Longueuil**

**M. Richard (Verchères)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 111 amendant la charte de la cité de Longueuil soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

**Code municipal,  
article 730**

**M. Fortier (Beauce)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 163 amendant l'article 730 du Code municipal soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent du Code municipal.

**Dépôt de documents:****Fournitures pour le bureau  
de l'assistant-procureur général**

**L'honorable M. David (Terrebonne)** dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre, en date du 27 novembre 1922, pour copie de la facture du tapis ainsi que de la facture du bureau que l'on a achetés en 1922 pour le bureau de l'assistant-procureur général. (Document de la session no 59)

**Inspection de  
limites d'exploitations**

**L'honorable M. David (Terrebonne)** dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre, en date du 27 novembre 1922, pour copie du rapport de l'inspection qui a été faite par M. Roussel, de Saint-Joseph de Lepage, dans les limites exploitées par M. Jos. Dufour. (Document de la session no 60)

**Ajournement**

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, appuyé par le représentant des Îles-de-la-Madeleine (l'honorable M. Caron), que, lorsque cette Chambre s'ajournera, elle soit ajournée à lundi prochain.

Adopté.

La séance est levée à 6 heures.

**NOTES**

1. C'était la première fois que les députés récitaient la prière et elle fut dite avec beaucoup d'attention, selon le témoignage des journaux. *The Quebec Chronicle* précise qu'elle fut récitée en ce jour par M. Ricard, qui avait la veille présenté la motion, mais le *Montreal Daily Star* affirme que c'est le Président, M. Francoeur, qui a lu la prière en anglais et en français pendant que les députés se tenaient debout.

2. Présidé par L. A. Cannon (Québec-Centre).

3. Le chef de l'opposition fait ici référence au fait que le président du comité, M. L. A. Cannon, fait également partie du même bureau d'avocats que le premier ministre.

4. D'après *Le Soleil*, cet échange aurait eu lieu à propos du bill sur les chemins à barrières. *Le Devoir* le situe à propos de ce bill de la Voirie, ce qui est plus conforme au procès-verbal de la séance.



## Séance du lundi 11 décembre 1922

## Présidence de l'honorable J.-N. Francoeur

La séance est ouverte à 3 h 30<sup>1</sup>.

## Prière.

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Musées  
de la province

**L'honorable M. David (Terrebonne)** demande la permission de présenter le bill 192 concernant les musées de la province.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Liqueurs  
alcooliques

**L'honorable M. Nicol (Richmond)** demande la permission de présenter le bill 193 amendant la loi concernant les liqueurs alcooliques.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

## Véhicules-moteurs

**L'honorable M. Nicol (Richmond)** demande la permission de présenter le bill 194 amendant la loi concernant les véhicules-moteurs.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Écoles agricoles  
et industrielles

**L'honorable M. David (Terrebonne)** demande la permission de présenter le bill 181 créant certaines écoles agricoles et industrielles.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

## Questions et réponses:

Chauffage de la prison  
de Bordeaux en 1920-1921

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** 1. Aux pages 126-127, des *Comptes publics 1920-21*, il apparaît que le gouvernement aurait payé pour du charbon fourni durant l'année à la prison de Bordeaux, \$16,729.27 à la Century Coal Co.; \$30,622.08 à

E. Dansereau; \$108.00 à N.-H. Laporte; \$29,755.94 à T.-F. Moore & Co.; \$1,835.63 à Wilson Brothers, soit un total de \$79,050.92.

2. Ces chiffres seraient-ils exacts?

**L'honorable M. Nicol (Richmond):** 1. et 2. Oui.

Chauffage de la prison  
de Bordeaux en 1921-1922

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** 1. Aux pages 142-143 des *Comptes publics 1921-22*, il apparaît que le gouvernement aurait payé pour du charbon fourni durant l'année à la prison de Bordeaux \$18,844.20 à la Century Coal Co., \$22,284.70 à E. Dansereau; \$15,559.05 à T.-F. Moore & Co.; \$1,453.49 à Wilson Brothers; \$89.00 à N.-H. Laporte; soit un total de \$58,630.44.

2. Ces chiffres seraient-ils exacts?

**L'honorable M. Nicol (Richmond):** 1. et 2. Les montant mentionnés dans cette question, ne coïncident pas avec ceux qui figurent aux pages 142-143 des *Comptes publics, 1921-22*, mais les montants qui apparaissent aux pages 142-143 desdits *Comptes publics* sont exacts et se chiffrent comme suit: \$18,444.20 à Century Coal Co.; \$22,284.70 à E. Dansereau; \$89.00 à N.-H. Laporte; \$15,559.05 à T.-F. Moore & Co.; \$1,853.49 à Wilson Brothers, qui forment un total de \$58,230.44.

St. Francis Valley Railway  
Company

**L'honorable M. Galipeault (Bellechasse)** pour **M. Bissonnet (Stanstead)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 102 amendant la charte de The St. Francis Valley Railway Company.

Adopté.

## En comité:

**L'honorable M. Galipeault (Bellechasse):** Il s'agit d'extension de délai accordé à cette compagnie pour commencer et terminer un chemin de fer allant de Saint-François du Lac à Richmond ou Melbourne, le long de la rivière Saint-François. Cinq milles de ce

chemin de fer devaient être complétés en 1922, et tout le chemin de fer en 1926. On demande de prolonger ce délai à 1924, pour cinq milles, et à 1928 pour tout le chemin de fer.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** dit qu'il peut voir là-dedans une autre preuve des élections prochaines. Les projets de chemins de fer au moment où l'on parle d'élection ont toujours une signification spéciale; il ne s'oppose pas à ce bill, mais il voudrait obtenir des renseignements et des explications, afin de savoir si cette compagnie est sérieuse et si elle a pour but de servir des intérêts politiques ou les ambitions des spéculateurs.

Le premier devoir d'un député est de demander des informations. Il veut savoir quand cette compagnie a reçu sa charte, quels travaux ont été faits depuis ce temps. Pourquoi la compagnie demande-t-elle des amendements à sa charte? Si la population de cette région a besoin de ce chemin de fer, elle doit l'avoir, mais ce projet de loi n'est-il pas plutôt pour faire croire à la population que l'on va construire cette voie ferrée?

**L'honorable M. Galipeault (Bellechasse):** Ce bill ne contient absolument rien qui ne soit contraire à l'intérêt public. Il s'agit tout simplement d'une extension de délai pour la construction du chemin de fer. Ce bill n'accorde aucun pouvoir extraordinaire. La compagnie n'a pu construire, à cause de la situation des affaires, le chemin de fer qu'elle projetait. Elle demande une extension de pouvoirs et elle semble sérieuse.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Pourquoi cette demande d'extension de délai, à la veille des élections? L'honorable ministre des Travaux publics a une trop longue expérience parlementaire pour ne pas comprendre qu'il y a là quelque chose d'extraordinaire. On se demande aussi si nous n'aurons pas, d'ici la fin de la session, un bill accordant des subsides à des compagnies de chemin de fer. Je regrette l'absence du député du comté intéressé, Stanstead (M. Bissonnet). Il déplore aussi le fait qu'il y ait à peine le quorum dans la Chambre et seulement un ou deux députés des Cantons de l'Est.

**L'honorable M. Galipeault (Bellechasse):** Le gouvernement ne compte pas sur les bills de chemins de fer pour se présenter devant le peuple. Il n'a pas d'objection à attendre le retour du représentant du comté de Stanstead, mais il est

convaincu que ce dernier ne saura en dire davantage à la Chambre. Il s'agit d'une compagnie très sérieuse qui a obtenu une charte par laquelle elle s'engageait à faire des travaux de chemin de fer dans tel délai. La crise est venue, qui a retardé les travaux et qui a mis même la compagnie dans l'impossibilité de commencer ces travaux comme bien d'autres. Aujourd'hui, elle vient demander de prolonger ce délai et elle s'engage à commencer certains travaux et à faire une certaine partie de cette voie ferrée d'ici au 21 décembre 1924, et à terminer tout le chemin de fer avant le 21 décembre 1928. Dans dix ans, sa voie ferrée devra être entièrement terminée.

Il ne s'agit pas ici d'un bill de subsides; c'est un simple bill de chemins de fer qui n'a absolument rien de dangereux. Il ne s'agit pas de manœuvre électorale. En outre, il n'y a pas que l'on sache la moindre promesse électorale.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** À chaque élection, il y a toujours des histoires de chemins de fer comme celle-là. Le bill sert des intérêts politiques. La province de Québec a été trop souvent trompée par ces affaires de chemins de fer. Il y a eu beaucoup de projets de chemin de fer dans la province et des chartes octroyées, mais les routes ne sont jamais construites. Au moment des élections, il y a généralement quelques mesures de ce genre pour faire en sorte que les candidats du gouvernement puissent dire qu'ils s'occupent des intérêts des gens de leur district respectif.

Il veut que quelqu'un lui dise si la compagnie désire vraiment construire un chemin de fer ou si l'idée est de distraire les gens des Cantons de l'Est, avant l'élection. Des petits bills de ce genre passent inaperçus généralement, mais c'est une autre histoire en temps d'élection. Dans la région que j'habite, il existait autrefois une compagnie de chemins de fer sur papier qui commençait ou faisait semblant de commencer ses travaux, dès que revenait la veille des élections. Deux ou trois employés se promenaient avec des plans et des baguettes, et on racontait que les voies devaient passer par-ci ou par-là. Il y avait des arpenteurs et des inspecteurs qui allaient visiter les terres et on annonçait que le chemin de fer allait être construit. Or, cette compagnie est morte sans jamais construire de chemin de fer. Il n'y eut rien de fait.

Ce n'est qu'en 1918 que le chemin de fer a passé dans mon comté. Il n'a pas été construit par ceux qui l'avaient promis auparavant. Les promoteurs vont ainsi dans les campagnes; ils plantent des piquets, s'en retournent et on ne les revoit jamais. Je n'ai pas confiance dans ces

compagnies; je ne veux pas que la province soit trompée, que la population soit trompée par ces bills de chemins de fer, par les promesses électorales. Il me semble qu'il y a des projets qui pressent plus que cela. Pourquoi accorder un privilège à cette compagnie? Est-ce une promesse électorale? Si la compagnie en question est sérieuse, il est, dit-il, prêt à appuyer le bill; si elle ne l'est pas, il est opposé à ce qu'on inscrive des statuts inutiles parmi nos lois.

**L'honorable M. Galipeault (Bellechasse):**

La compagnie s'est retrouvée dans la même situation que d'autres compagnies au Canada. Elle n'a pas été capable de construire. La compagnie ne demande que du délai. Elle a tous ses privilèges. Tout le monde sait qu'il n'a pas été facile de construire des chemins de fer, depuis quelques années. Un chemin de fer ne se bâtit pas avec des boules de neige! Le chef de l'opposition croit que c'est une promesse électorale; il a tort; il dit que c'est une annonce d'élection.

Je crois plutôt que c'est son discours qui sent les élections. Quel tort ça peut-il faire à la province d'accorder un peu de délai à une compagnie sérieuse. Je ne vois pas de raison de bloquer le projet. Il ne s'agit que de prolonger un délai, un renouvellement de charte et rien de plus. Ça ne paraît pas que les bills de chemins de fer aient été très nombreux depuis le commencement de la session.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Le gouvernement n'a plus besoin des bills de chemins de fer, c'est la Commission des liqueurs qui va faire les élections. Ce bill est-il présenté dans un but politique ou seulement pour faire l'affaire de spéculateurs. Il veut, dit-il, avoir des renseignements sur la compagnie en question et savoir si elle est sérieuse. Quels sont les directeurs de la compagnie?

**L'honorable M. Galipeault (Bellechasse):**

Le nom des directeurs actuels de la compagnie importe peu. Le chef de l'opposition est trop vieux parlementaire pour ignorer que souvent ces promoteurs ne sont que des hommes qui n'ont aucune affaire dans l'œuvre que l'on entreprend. Souvent, il arrive que des noms de personnes de valeur sont inscrits parmi ceux qui présentent une charte, mais que ces noms sont des trompe-l'œil. Ils ne possèdent pas cinq cents du capital. Le chef de l'opposition nous reproche d'étudier ce bill à la veille des élections.

Nous ne pouvons toujours pas, pour faire plaisir au chef de l'opposition, empêcher de présenter des mesures, parce que ce serait la dernière session.

Le chef de l'opposition est trop hanté, évidemment, par le spectre des élections. Il ne pense qu'à cela et il voit de la politique partout. Parce que le chef de l'opposition annonce les élections et s'en fait un épouvantail, nous ne sommes pas pour nous abstenir de présenter des projets de loi ou discuter ceux qui sont présentés. Si le chef de l'opposition a quelque argument sérieux à apporter au bill qui est devant nous, qu'il le dise donc.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** répond qu'il ne s'objecte pas du tout à la passation du bill, mais il insiste sur le fait qu'il croit à une promesse électorale. Il se plaint qu'on lui refuse des renseignements.

**L'honorable M. Galipeault (Bellechasse):**

Le chemin de fer projeté dans les Cantons de l'Est intéresse surtout les cultivateurs. La compagnie est très sérieuse et elle a même exécuté pour au-delà de \$100,000 de travaux, en achat de terrains et pour autres choses. Elle a obtenu sa charte en 1912 et l'a fait amender en 1916. Ceux qui, en 1912, avaient demandé l'incorporation de cette compagnie de chemin de fer étaient: MM Joseph Laferté, cultivateur de Grantham, et ex-député de Drummond, Benjamin E. Reed, cultivateur de Durham et Georges-E. Bougie, cultivateur de Durham. La compagnie demande un autre amendement à sa charte sous forme de prolongation de délai pour terminer ses travaux. Même si la route n'est pas construite, il n'y a pas de mal à autoriser la prolongation, et si elle est construite, la province en bénéficiera.

**M. Laferté (Drummond):** Les remarques du ministre des Travaux publics sont au point. Il assure le chef de l'opposition que ce n'est pas une promesse électorale. Il n'y a là aucune promesse électorale, du moins en tant que les Cantons de l'Est sont concernés. Il s'agit de prouver au public, anxieux de voir la construction de ce chemin de fer, que le gouvernement veut donner toutes les facilités à une compagnie sérieuse. Les promoteurs de cette entreprise sont des plus sérieux; en tête d'eux, il cite son père qui était parmi ceux qui ont demandé l'incorporation de cette compagnie et qui n'a, dit-il, aucune velléité politique. La compagnie est sérieuse.

Aux élections de 1916, il fut question de ce chemin de fer dans mon comté. Une partie de la ligne de ce chemin de fer passera dans son comté. J'ai déclaré aux électeurs que le gouvernement avait fait son devoir en passant la loi. Si une compagnie sérieuse voulait construire le chemin de fer et profiter de la loi, elle pouvait le faire.

Le Parti libéral a toujours passé de bonnes lois et je ne vois pas pourquoi on ne passerait pas celle-là. Ce bill est une bonne mesure comme toutes les mesures du gouvernement libéral. Le bill n'est qu'une autre preuve que le gouvernement est prêt à donner toute l'aide possible aux compagnies sérieuses.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Ne s'agit-il pas plutôt d'une œuvre politique? J'apprends par les remarques du député de Drummond qu'en 1912, M. Joseph Laferté n'était pas député de Drummond; c'était M. Allard, ministre. M. Laferté avait cédé la place à M. Allard<sup>2</sup>. En 1912, on parlait de la construction de ce chemin de fer, dans ce comté, aux élections. La charte de la compagnie venait d'être accordée; on en parlait aussi aux élections de 1916, après que la même charte eût été amendée; on en parlera aussi à cette élection, et c'est dans ce but qu'on a fait un nouvel amendement avant les élections. Si la compagnie est sérieuse, comment se fait-il que depuis dix ans qu'elle existe, elle n'a pas encore construit un mille de voie?

**M. Laferté (Drummond):** Cela tient au coût des matériaux pendant la guerre. La situation a été difficile au temps de la guerre pour cette compagnie qui n'a pu remplir ses engagements pris dans sa charte. La compagnie veut construire son chemin de fer, mais n'a pas pu le commencer pendant la guerre ni pendant la crise qui a suivi. La compagnie n'a pu commencer à construire à cause du coût élevé des matériaux, depuis quelques années. Elle demande un nouveau délai. Je connais les directeurs de la compagnie et je sais qu'ils réaliseront leur projet. Cette mesure n'est pas amenée le moins du monde devant la Chambre à cause des élections prochaines. La politique du Parti libéral est de passer de bonnes mesures en tout temps.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Le député de Drummond parle de lois passées par le Parti libéral, le présent bill a donc été conçu par le Parti libéral?

**M. Laferté (Drummond):** C'est un bill privé et le Parti libéral n'a pas besoin de ce bill pour faire ses élections. La politique du Parti libéral est le sujet que les électeurs seront appelés à étudier et à discuter.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Si ce n'est pas une mesure du gouvernement, le député de Drummond a eu tort, en 1916, en affirmant à ses électeurs que le gouvernement avait fait son devoir en passant cette loi.

**M. Laferté (Drummond)** veut savoir si le chef de l'opposition est pour ou contre le bill.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** dit qu'il est en faveur du bill, pourvu que la Chambre lui fournisse les informations nécessaires pour lui permettre de juger si oui ou non la compagnie est sérieuse.

Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

**L'honorable M. Galipeault (Bellechasse)** pour **M. Bissonnet (Stanstead)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **Pont sur le Saguenay**

La Chambre procède à la prise en considération des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 79 ratifiant un acte d'accord intervenu entre Price Brothers & Company Limited, et certaines municipalités, pourvoyant à la construction et à l'entretien d'un pont sur la rivière Saguenay, et un acte d'accord entre ces mêmes municipalités, pourvoyant à la construction et à l'entretien des chemins qui devront conduire à ce pont. Les amendements sont lus une deuxième fois et adoptés. Le bill est retourné au Conseil législatif.

#### **Scottish Trust Company**

**M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 105 amendant la charte de la Scottish Trust Company.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

**M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **Anglo American Trust Company**

**M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en

comité général pour étudier le bill 104 amendant la charte de The Anglo American Trust Company.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

**M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **Succession John Pratt**

**M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 94 amendant la loi concernant la succession de feu John Pratt.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

**M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **Divisions territoriales dans Nicolet**

**M. Savoie (Nicolet)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 152 détachant certains lots du comté d'Arthabaska et les annexant à la municipalité de Lemieux, dans le comté de Nicolet, pour les fins électorales, judiciaires, municipales et d'enregistrement.

Adopté.

#### **En comité:**

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska)** défend le bill.

Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

**M. Savoie (Nicolet)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **Vues animées**

**L'honorable M. Nicol (Richmond)** propose, selon l'ordre du jour, appuyé par le représentant de Lac-Saint-Jean (l'honorable M. Moreau), qu'à sa prochaine séance, la Chambre se forme en comité général pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 11 amendant les statuts refondus, 1909, concernant les exhibitions de vues animées.

Adopté.

#### **Palais de Justice de Québec**

**L'honorable M. Galipeault (Bellechasse)** propose, selon l'ordre du jour, appuyé par le représentant de Terrebonne (l'honorable M. David), qu'à sa prochaine séance, la Chambre se forme en comité général pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 189 amendant la loi concernant l'agrandissement du palais de justice du district de Québec.

Adopté.

#### **Protonotaires et registrateurs**

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général, pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 33 amendant les statuts refondus, 1909, relativement à certains députés-protonotaires et députés-registrateurs.

Adopté.

Il informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolutions et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

#### **En comité:**

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose: 1. Que le lieutenant-gouverneur en conseil pourra, lorsqu'il le jugera à propos, nommer, dans les districts de Québec et de Montréal, un ou plusieurs députés-protonotaires et un ou plusieurs députés-shérifs, à chacun desquels il assignera un traitement estimé convenable payable en la manière édictée par l'article 3506 des statuts refondus 1909, que ce ou ces députés auront, à tous les égards, les mêmes pouvoirs,

devoirs et obligations que s'ils étaient nommés par le protonotaire ou par le shérif; que le lieutenant-gouverneur en conseil pourra seul révoquer le ou les députés ainsi nommés et que, lorsqu'une de ces nominations aura été faite par le lieutenant-gouverneur en conseil, le protonotaire ou le shérif, suivant le cas, sera libéré de l'obligation qui lui est imposée par l'article 3505 desdits statuts, de se nommer un député.

2. Que le lieutenant-gouverneur en conseil pourra, lorsqu'il le jugera à propos, nommer, dans les divisions d'enregistrement mentionnées dans l'article 7467 des statuts refondus, 1909, un ou plusieurs députés-registrateurs à chacun desquels il assignera le traitement estimé convenable, payable en la manière édictée par l'article 7472 desdits statuts; que ce ou ces députés auront, à tous les égards, les mêmes pouvoirs, devoirs et obligations que s'ils étaient nommés par le registrateur; que le lieutenant-gouverneur en conseil pourra seul révoquer le ou les députés-registrateurs ainsi nommés, et que, lorsqu'une de ces nominations aura été faite par le lieutenant-gouverneur en conseil, le registrateur sera libéré de l'obligation qui lui est imposée par les articles 7508 et 7509 desdits statuts et ne sera pas passible de la pénalité imposée par l'article 7510.

Actuellement, explique-t-il, il n'y a qu'une seule commission de député, et il y a plusieurs députés-protonotaires et députés-registrateurs. Tous sont nommés en vertu de la même commission. Le résultat est que, dès que l'un d'entre eux disparaît, les autres ne peuvent plus agir; la commission devient caduque tant qu'un nouveau député n'est pas nommé. Le but du projet est d'amender la loi, de façon à ce que chaque député ait sa commission. Le gouvernement sera autorisé à nommer plusieurs députés protonotaires et plusieurs députés registrateurs par plusieurs commissions.

Les résolutions sont adoptées.

#### Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté deux résolutions, lesquelles sont lues deux fois et adoptées.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 33 amendant les statuts refondus, 1909, relativement à certains députés-protonotaires et députés-registrateurs soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité général.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### Distribution du combustible en temps de crise

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 16 concernant la vente et la distribution du combustible et des comestibles en temps de crise.

Adopté.

Il informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolutions et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Il fait froid dans la Chambre! Voici qu'il n'y a plus que les esprits des députés qui semblent gelés, mais aussi leurs corps!

**L'honorable M. Galipeault (Bellechasse):** On n'est pas mal pourtant!

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Ça dépend évidemment des tempéraments.

#### En comité:

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse) propose: 1. Que, chaque fois que le lieutenant-gouverneur en conseil sera satisfait qu'il existe en la province, relativement à une ou à plusieurs classes d'articles servant à la nourriture de l'homme ou au chauffage:

a. une rareté de nature à priver les habitants de la province de l'approvisionnement nécessaire, ou

b. un danger sérieux qu'il se produise une telle rareté, il lui sera loisible de créer un bureau appelé "Bureau de contrôle du combustible et des

comestibles" composé d'un nombre de personnes n'excédant pas trois, nanties des pouvoirs et chargées des devoirs mentionnés dans le bill qui accompagne les présentes résolutions, relativement aux classes d'articles rendus sujets à son contrôle.

2. Que le lieutenant-gouverneur en conseil pourra nommer les officiers et employés du Bureau qu'il jugera nécessaires à la mise à exécution des dispositions du bill qui accompagne les présentes résolutions.

3. Que ces membres, les officiers et les employés du Bureau recevront les traitements et rémunérations qui seront fixés par le lieutenant-gouverneur en conseil.

4. Que ces traitements et rémunérations, ainsi que les dépenses du Bureau, seront payés sur le fonds consolidé du revenu, suivant comptes approuvés par le ministre des travaux publics et du travail.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** C'est rien cette mesure là! C'est trop peu de créer une commission qui ne pourra qu'informer. Il aurait fallu un moyen plus efficace. Car, qui sait si on ne réquisitionnera pas tout le charbon qui arrive dans notre province pour la prison de Bordeaux. Il demande au ministre de donner quelques explications.

**L'honorable M. Galipeault (Bellechasse):** Cette loi donne le pouvoir au gouvernement de nommer une commission de trois membres, commission qui sera chargée du contrôle, de la vente et de la distribution du combustible et des comestibles en temps de crise.

Qu'une crise se produise, ou même simplement qu'il y ait lieu de redouter une disette, disette de charbon, rareté de vivres, *et caetera*, lorsqu'il y aura une crise quelconque, le gouvernement pourra, par un arrêté ministériel, nommer une commission de trois membres qui contrôlera la vente et la distribution de ces nécessités. La commission aura les pouvoirs nécessaires pour remédier à la chose, mais elle sera limitée de façon à ne pas constituer une entrave au commerce.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Est-ce que ce sera une commission du gouvernement ou sera-t-elle indépendante du gouvernement?

**L'honorable M. Galipeault (Bellechasse):** Oui, assurément cette commission sera indépendante comme les commissions que le gouvernement a déjà nommées, et elle ne sera nommée que lorsqu'il y aura urgence.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** J'aimerais bien que la commission soit indépendante du gouvernement, mais j'en doute. On ne m'a pas encore convaincu de l'indépendance des commissions gouvernementales. J'ai entendu cela trop souvent dans le passé pour y croire, et il y a des précédents qui me font craindre. Cependant, il est possible que l'esprit du gouvernement change avant longtemps. Heureusement.

C'est au gouvernement qu'on laisse le choix des commissaires. Il faudra choisir des hommes compétents comme membres de cette commission. Cela nécessitera du temps. Pour choisir les hommes indépendants qui feront partie d'une commission, ça va prendre au gouvernement tout l'hiver. L'hiver sera bientôt écoulé sans que rien n'ait été fait sur cette question. Et, cependant, nous avons été convoqués en session pour régler cette question du charbon. Pourquoi le gouvernement n'a-t-il pas présenté cette mesure plus tôt, après avoir déclaré qu'elle était une des raisons qui nécessitaient une session à l'automne. On avait proclamé qu'il y avait urgence. Qu'a fait le gouvernement depuis ce temps-là?

On disait que la session était convoquée d'urgence, afin d'empêcher nos compatriotes de périr de froid; il fallait de toute nécessité convoquer les Chambres pour régler cette question. Aujourd'hui, le gouvernement annonce que la commission ne sera nommée que lorsque le bill sera sanctionné, et l'on nous annonçait ces jours derniers que les bills n'étaient sanctionnés généralement qu'à la fin de la session. Et c'est ainsi que l'on aura travaillé à la solution du problème du combustible! Il aurait dû y avoir un joli débat. Que l'on parle du développement de l'énergie électrique dans notre province.

On nous a annoncé, récemment, de façon bruyante, le développement d'un grand pouvoir d'eau<sup>3</sup>, prônant l'idée de l'usage de l'électricité pour le chauffage, c'est-à-dire pour la production de la houille blanche. Le premier ministre a annoncé, samedi, le barrage du lac Saint-Jean qui, selon ce dernier, doit permettre de nous passer de charbon pour le chauffage et l'éclairage de nos maisons, nos pouvoirs hydrauliques devant bientôt remplacer le charbon. J'assistais au banquet où le premier ministre a fait sa déclaration et je l'ai applaudi, l'harmonie régnait au cours de cette réunion.

Il y a longtemps que j'ai recommandé cette réforme! Je voulais l'exploitation de la houille blanche, du développement de nos ressources hydrauliques, et des possibilités du chauffage électrique. En 1917, et même avant, en 1911, 1912 et 1915, j'ai émis cette idée au Parlement et j'ai demandé que l'on prenne des mesures pour développer les pouvoirs d'eau de la province, de façon à permettre que l'électricité remplace le charbon.

La presse ministérielle disait: "Pauvre Sauvé, quel rêveur!" Les ministres, dans le temps, ont prétendu la chose irréalisable. Le ministre de l'Agriculture me disait que c'était une utopie, une impossibilité. Aujourd'hui, on dépense des millions pour la même chose, à l'approche des élections, en essayant de faire croire que le gouvernement a fait une grande découverte. L'État qui fait tous les commerces va bientôt faire le commerce des idées, des idées des autres. Cela n'empêche pas ses journaux de continuer à nous injurier. On dira que l'opposition n'a pas une seule idée sérieuse et qu'elle ne fait qu'exploiter les meurtres. N'empêche que nous serions à l'abri de tout danger de crise du charbon si le gouvernement avait songé à organiser nos ressources hydrauliques et à en tirer parti. Il faut que le gouvernement accepte tôt ou tard les suggestions de l'opposition.

La mesure du ministre des Travaux publics ne concorde pas avec les déclarations du premier ministre, qu'il était urgent de convoquer une session pour régler la question du charbon. Tout ce qu'on nous propose, c'est une commission.

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine) rappelle que c'est lui qui a répondu au chef de l'opposition au sujet du chauffage électrique. Le chef de l'opposition déplace singulièrement la question. Je n'ai pas dit que le chauffage à l'électricité était une utopie, dit-il. Il y croit. Ce que j'ai dit, c'est que le principe n'était pas encore trouvé. Et je le prétends toujours. Le principe du chauffage à l'électricité n'est pas encore découvert, aujourd'hui du moins, pour chauffer économiquement.

Ce mode est impraticable pour l'heure. Le chef de l'opposition va peut-être dire que l'on chauffe des maisons à l'électricité. Je lui réponds: oui, mais c'est un chauffage qui coûte très cher, un chauffage de luxe pour millionnaires. Une dizaine de maisons tout au plus sont chauffées de cette façon au Canada. C'est un chauffage qui coûte les yeux de la tête. Comment peut-on reprocher au gouvernement de ne pas avoir favorisé plus tôt le chauffage électrique?

Le gouvernement travaille afin d'utiliser nos riches pouvoirs d'eau, mais la question du chauffage à l'électricité n'est pas encore résolue. On n'a pas encore trouvé un moyen efficace et pratique d'appliquer ce système de chauffage. Des experts s'occupent de ce problème et disent qu'il est incertain et qu'il ne serait pas prudent de dépenser actuellement des millions avant que le problème soit solutionné. Ce chauffage est encore trop dispendieux pour être adopté et développé parmi la population. Il

n'y a donc pas lieu pour le gouvernement de développer des pouvoirs que nous n'aurions pu utiliser immédiatement.

L'opinion publique serait révoltée contre le placement de millions et de millions de dollars dans le développement des forces hydrauliques, en attendant que les techniciens aient trouvé un système pratique. Tant que ce ne sera pas un chauffage économique, mon honorable ami ne peut pas s'attendre à ce que le gouvernement l'adopte. Ce n'est pas la première fois que le chef de l'opposition prétend avoir tout découvert, mais je tenais cette fois à rectifier les faits.

**L'honorable M. Galipeault (Bellechasse):**  
L'honorable chef de l'opposition nous fait un crime...

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Oh! pas un crime.

**L'honorable M. Galipeault (Bellechasse):**  
...Il nous fait un amer reproche, parce que nous avons convoqué la session à l'automne, afin de régler le problème du combustible. En octobre, il existait une crise sérieuse au sujet du combustible. Le gouvernement s'est empressé de convoquer la session au moment où la crise du charbon était à son état aigu, afin de préparer une législation spéciale concernant cette crise. On se demandait s'il n'y aurait pas une disette de charbon pendant l'hiver. Le gouvernement a agi en cela avec sagesse. Il a eu le mérite de prévoir la crise. Il n'a pas toutefois la qualité de devin. Et ce n'est que longtemps après que la grève a été réglée. La crise s'est terminée avec le règlement de la grève des mineurs américains. Que la mesure soit présentée sur le tard, on ne saurait maintenant nous le reprocher.

La situation s'est améliorée. Je ne sache pas que la crise du charbon subsiste actuellement. On paie un prix assez élevé, mais il semble y avoir un approvisionnement suffisant, et le besoin d'une commission ne se fait pas sentir maintenant. Actuellement, le gouvernement ne serait pas justifiable d'intervenir auprès des commerçants de charbon.

Le gouvernement, cependant, peut prévoir l'avenir. Aussi veut-il présenter une mesure pour faire face à la situation, quand les mêmes circonstances se présenteront. Ce que nous voulons, c'est faire face aux crises futures. Dans ce but, il présente une loi qui, adoptée, aura pour effet de mettre le gouvernement en mesure de prendre les précautions nécessaires en temps de crise. Le projet



que nous soumettons est tellement bon; si de nouvelles grèves éclatent, il rendra de tels services, que je suis surpris que le chef de l'opposition, qui a pris du gallon tout à l'heure, ne s'en soit pas dit le père, comme il se prétend l'auteur de tous les systèmes de chauffage moderne. Mon honorable ami a presque ridiculisé l'annonce du projet d'un barrage nouveau au Lac-Saint-Jean; l'entreprise vaut bien en importance pour la province le meurtre de Blanche Garneau, et j'espère que le chef de l'opposition en parlera autant.

Quant à la commission projetée, elle sera nommée en temps opportun.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Si le ministre a raison, *Le Soleil* est bien mal renseigné. Car le même jour qu'il annonçait la convocation de la session, l'organe officiel du gouvernement annonçait que la grève des mineurs de charbon était réglée. Et les organes du gouvernement prétendent être bien renseignés.

**L'honorable M. Galipeault (Bellechasse):** Mais la décision de convoquer une session était bien prise avant cela.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** En tout cas, le ministre n'avait pas raison de dire que la grève fut réglée longtemps après cette décision. La crise du charbon étant réglée, on n'aurait pas dû réunir les députés avant janvier. C'est drôle que ce projet de loi soit amené au milieu de la session, alors que les Chambres ont été convoquées d'urgence précisément pour l'adopter.

**L'honorable M. Galipeault (Bellechasse):** Nous ne sommes pas responsables de ce que dit *Le Soleil*.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Y a-t-il quelqu'un de responsable au *Soleil*? (quelques députés ministériels sourient puis, après un silence) Voilà comment nous sommes renseignés! Quant au chauffage à l'électricité, si l'on n'a pu solutionner le problème du chauffage par l'électricité, c'est parce qu'on ne s'en est pas occupé et que nous ne sommes pas organisés. Si on avait suivi le conseil de l'opposition, il y a dix ans, la chose serait possible aujourd'hui.

L'histoire nous enseigne que les gouvernements, qui croient que les idées ne peuvent pas venir des autres, sont bien près de la roche Tarpéienne. Une fois de plus, la Législature n'est pas traitée correctement par le gouvernement, mais traitée plutôt comme un enfant d'école. On dit que je

parle comme un maître d'école; j'aime mieux parler comme un maître que comme un enfant d'école. En somme, ce projet ne règle pas du tout la question du chauffage; il ne nous assure que la création d'une commission. Quoiqu'en dise le ministre des Travaux publics, les membres de l'opposition s'occupent des questions politiques et ont des idées souvent meilleures que celles des ministres. Les idées nouvelles ne germent qu'à gauche, c'est là leur terrain, bien qu'elles n'éclosent qu'à droite.

Le ministre de l'Agriculture a récemment dit que le chef de l'opposition n'a que des idées, mais qu'il ne peut pas les réaliser. L'opposition sera bientôt au pouvoir et, alors, les idées qu'elle a données seront réalisées. Si le gouvernement avait voulu agir plus tôt, d'après les suggestions de l'opposition, il n'aurait pas à faire face aujourd'hui à une crise du combustible, mais serait en état de protéger les consommateurs. Ils (les membres de l'opposition) ne peuvent les mettre en pratique parce qu'ils ne sont pas au pouvoir, mais ils l'auront le pouvoir avant longtemps.

Le ministre n'a pas réglé la question complètement. Il avait l'opportunité de faire un bon discours et d'énoncer de grandes idées. Le ministre aurait pu parler de développement des pouvoirs et aurait pu éduquer les gens au sujet du développement des pouvoirs d'eau. Quelle belle occasion pour un débat! On a beaucoup parlé de développer les idées intellectuelles. Dirigeons aussi nos gens vers les choses pratiques. Il est bien beau de parler de développer une classe intellectuelle, mais il est aussi nécessaire de voir aux choses pratiques. Que vont pouvoir dire à leurs électeurs les députés des villes, où le charbon se vend si cher? J'en ai acheté à \$12 la tonne, mais il paraît qu'on le paie des prix exorbitants! Les marchands vendaient leur charbon \$14 la tonne.

**Des voix:** Chanceux! Dites-nous l'adresse!

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine): Vous avez été très chanceux!

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** C'est cela! Le gouvernement saurait se procurer du charbon à bon marché s'il s'occupait lui-même de ses affaires. Le gouvernement dit que je suis un chanceux parce que je paie mon charbon \$12. Cela prouve qu'il ne connaît rien en cette question. S'il est vrai que le gouvernement ne se compose que d'hommes d'affaires, comment se fait-il?...Que le gouvernement s'arrange...

**M. Cannon (Québec-Centre):** L'honorable chef de l'opposition est bien chanceux d'avoir payé son charbon si bon marché, mais il ne traite pas assez sérieusement la question du combustible. Je crois que la crise a été longtemps alarmante l'automne dernier et que le gouvernement a été sage de convoquer le Parlement au mois de septembre car, à cette époque, le problème du chauffage pour l'hiver était une grosse affaire.

Le gouvernement a aussi bien fait de prendre cette mesure pour parer à la situation si elle devenait aussi sérieuse qu'elle l'était au mois d'octobre, lorsque la session a été convoquée. J'avais moi-même soigneusement étudié cette question, au point de vue de notre ville, quant à ce qui touche la protection du consommateur. J'avais étudié plus spécialement la loi de l'Ontario et j'avais même préparé un projet de loi, un bill que je me proposais de soumettre sous ma responsabilité personnelle...

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Plus intéressant que celui-ci, peut-être?

**M. Cannon (Québec-Centre):** Mon projet différerait un peu de celui du gouvernement, mais je crois que celui-ci est plus sage, et j'en félicite le gouvernement. Je suggérerais de soumettre le problème du combustible à la Commission des services publics, le chauffage étant un service public. Je voulais faire déclarer dans un projet de loi le charbon d'utilité publique, comme le gaz et l'électricité, de sorte que le prix en eût été fixé par la Commission des services publics. J'ai soumis mon bill au premier ministre qui m'a dit que le gouvernement en présentait un.

J'ai étudié la législation que l'on a adoptée dans l'Ontario, à la suite de la disette du charbon et qui remonte à 1918. Je crois que le projet du gouvernement de Québec est de beaucoup supérieur. C'est une amélioration sur celui d'Ontario. Dans l'Ontario, on a nommé une commission du combustible avec un contrôleur de charbon, qui a obtenu le droit de fixer les prix. Cette législation n'a pas eu l'effet que l'on attendait; bien au contraire, les prix ont plutôt augmenté. Il est arrivé que les marchands de charbon, au lieu de vendre au prix fixé par la commission, ont préféré ne pas s'approvisionner de charbon, et la population ontarienne n'a pas pu avoir le charbon dont elle avait besoin au prix fixé par les commissaires.

Le projet de loi que le gouvernement nous propose aujourd'hui, a pour but d'empêcher les profits exorbitants, sans gêner le commerce. À Québec, la commission sera chargée de faire enquête sur le prix

de revient du charbon aux mines et, ensuite, sur les marchés locaux, de façon à avertir un commerçant qui vendra son charbon à des prix abusifs, et beaucoup plus élevés que le prix de revient, qu'il ne peut faire cela. Les commissaires feront connaître au public le coût du charbon dans les divers endroits de la province et le peuple pourra alors acheter son charbon d'un autre marchand. Le consommateur sera ainsi mis à l'abri de toute exploitation.

La Commission des services publics aurait pu juger les causes relatives à la vente et à la distribution du charbon, mais le gouvernement a mieux fait en créant une commission spéciale, car ce problème du combustible et des combustibles demande des connaissances spéciales.

Je crois que l'honorable chef de l'opposition a tort de le combattre, car ce projet pourra rendre de grands services. Actuellement, la crise est pratiquement finie, grâce au règlement de la grève, et j'espère que le gouvernement ne sera pas obligé d'intervenir; s'il y est obligé, la loi que nous avons devant nous pourra apporter un remède à la situation, sans être obligé à faire violence au commerce. Il n'y a pas là la moindre question politique, et il me semble que le projet est l'œuvre de gouvernants prévoyants, qui méritent les félicitations de la députation plutôt que les critiques de l'opposition.

**M. Smart (Westmount):** Le gouvernement s'est-il occupé de la tourbe et du chauffage à l'huile? N'aurait-il pas pu encourager l'industrie de la tourbe? Il y a de vastes tourbières dans le comté de L'Assomption et il est possible de distiller la tourbe pour en obtenir une huile combustible.

**L'honorable M. David (Terrebonne):** *Misereor super turbam!*

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska):** La tourbe n'a pas donné les résultats que l'on attendait. Des expériences ont été faites déjà dans Terrebonne, mais les résultats n'ont pas été très satisfaisants<sup>4</sup>. Mais nous avons promis aux compagnies un subside pour chaque tonne de tourbe qu'elle produirait et qui serait livré au commerce. Le département a offert à la compagnie du comté de Terrebonne de payer \$15 par tonne qu'elle réussirait à mettre sur le marché. Le gouvernement aiderait ces compagnies en leur payant une certaine royauté, raisonnable. Le gouvernement fédéral et le gouvernement provincial d'Ontario ont fait des expériences de tourbières; une certaine quantité de tourbe a été mise sur le marché et ça n'a pas semblé très populaire. On ne peut

encore juger des résultats obtenus par l'exploitation d'une tourbière en Ontario. Nous sommes prêts, cependant, à aider toutes les compagnies qui voudront développer cette nouvelle industrie.

**M. Smart (Westmount):** Quel est le subside accordé?

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska):** Cela dépend; tous ceux qui voudront s'intéresser à cette industrie seront aidés. Mon département de la Colonisation est prêt à accorder un octroi à toute compagnie sérieuse qui voudrait exploiter une tourbière dans cette province. Cela dépendra du coût d'exploitation des tourbières.

**M. Smart (Westmount):** Je suis au fait des expériences de la tourbe en Ontario, et je crois que les intéressés seraient prêts à faire les expériences ici, dans la province de Québec. Par des procédés employés en Angleterre, une tonne de tourbe donne 34 gallons de pétrole brut, 20 gallons d'huile combustible et 700 livres de charbon, ainsi que d'autres produits. Il y a 16 millions de verges cubes de tourbe dans L'Assomption et il lui semble que le gouvernement ne fait pas tout en son pouvoir pour le développer.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Connaissez-vous une compagnie qui soit prête à le développer?

**M. Smart (Westmount):** Je crois qu'il y avait The Assomption Peat Company.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Pourquoi cette compagnie n'a-t-elle pas commencé l'exploitation? Pourquoi ne nous demandent-ils pas de l'aide, alors; ils seront encouragés comme les autres.

**M. Smart (Westmount):** Je crois que ces messieurs ignoraient qu'ils pourraient recevoir l'encouragement du gouvernement du Québec.

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska):** Eh bien, ils le sauront maintenant!

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Pourquoi la compagnie n'est-elle pas venue nous trouver pour nous le demander?

**M. Smart (Westmount):** Peut-être parce que le gouvernement a refusé de conclure une entente avec le gouvernement fédéral, comme l'a fait le

gouvernement d'Ontario. Les tourbières d'Alfred sont développées à l'heure actuelle, et celles de la province de Québec, bien qu'aussi riches, restent inexploitées. Si le gouvernement est prêt à aider, que le ministre dise jusqu'à quel point. Les possibilités sont grandes. Nous avons d'autres ressources minérales qui ne sont pas développées comme elles le devraient. Il est temps que le gouvernement et le département des mines songent à se remuer. Nous avons de grandes richesses minérales et nous n'en recevons pas les bénéfices. Et qu'a-t-on fait en faveur du chauffage à l'huile?

**L'honorable M. Galipeault (Bellechasse):** Quant au chauffage à l'huile, nous en faisons l'expérience nous-mêmes, à l'Hôtel du gouvernement. Quelques-uns de nos appareils sont chauffés à l'huile depuis quelques jours. Nous avons voulu nous-mêmes faire cette expérience. Si elle réussit, et qu'elle est concluante, nous serons heureux d'en communiquer le résultat. Elle servira d'exemple au public, pour ce qui est de trouver des substituts au charbon, et qui en profitera sans doute.

**M. Smart (Westmount):** Le gouvernement fait fausse route en ce qui concerne la tourbe et il suppose que l'huile utilisée pour chauffer les édifices de la Législature a été importée des États-Unis.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Il est six heures.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** La séance va être suspendue jusqu'à 8 h 30 (d'une voix forte pour qu'il n'y ait plus de malentendu).

À 6 heures, la Chambre suspend ses travaux.

#### **Reprise de la séance à 8 h 30**

La Chambre continue de siéger, en comité plénier, pour prendre en considération le projet de résolutions relatives au bill 16 concernant la vente et la distribution du combustible et des comestibles, en temps de crise.

#### **En comité:**

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** fait remarquer qu'il sera impossible pour la commission d'obtenir les renseignements qu'elle voudra obtenir.

**L'honorable M. Galipeault (Bellechasse):**

La commission aura le pouvoir d'interroger des témoins sous serment. Elle pourra établir les prix de revient dans les limites de la province. Il admet, dit-il, que la commission rencontrera des difficultés, mais croit que, comme celle d'Ontario, elle pourra produire d'excellents résultats.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):**

Notre loi sera meilleure, car en faisant connaître au public le prix de revient du charbon, cela permettra à la population d'acheter son charbon chez le marchand qui ne fait pas de profitage. Ça empêchera aussi les marchands de vendre leur charbon trop cher. Il serait illusoire de fixer les prix du charbon, car le marchand ne pourra jamais être forcé de vendre.

D'un autre côté, si l'on fait connaître les prix de revient, on mettra les profiteurs dans une position difficile. Il serait difficile aussi de fixer les prix du bois vendu par les cultivateurs, car ces prix changent selon les endroits. En fixant le prix du combustible, il faudrait aller jusque chez les cultivateurs et leur dire qu'ils ne vendront pas leur bois à un prix plus élevé que celui fixé par la commission.

Cette commission pourra limiter, en temps de crise ou de disette, la quantité de combustible dont chaque consommateur pourra se pourvoir. Ceci empêchera une personne, en temps de disette, d'avoir une forte quantité de charbon, de s'approvisionner au dépens des autres et permettra à tous les consommateurs d'obtenir une meilleure distribution du combustible.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** discute de l'exploitation des tourbières et des pénalités prévues pour ceux qui ne se conformeront pas aux exigences de la loi.

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska)** répond au chef de l'opposition qu'il y a plusieurs centaines de tourbières dans notre province. Les expériences faites dans le but d'exploiter la tourbe comme combustible n'ont pas encore donné les résultats satisfaisants.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** cite un rapport du gouvernement fédéral de 1917 à propos d'une étude sur les tourbières au pays et questionne le ministre en ce qui concerne l'information contenue dans ce rapport.

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska):** Le chef de l'opposition a l'avantage, car il n'a pas de

copie du rapport et ne l'a pas lu. Il croit que les tourbières de Sainte-Thérèse sont les plus gros dépôts de la province.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):**

Le bill va aussi loin que le gouvernement peut aller, à moins qu'il aille en affaires lui-même ou essaie d'exercer un contrôle excessif sur l'industrie du charbon. Le système de rationnement du charbon est utilisé à New York.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** demande si les marchands de charbon ne sont pas inquiets, à propos de la création possible d'une commission pour contrôler leur industrie et s'ils n'ont pas peur que ses activités soient susceptibles d'être oppressives.

Il revient à la charge contre l'influence politique que pourrait exercer la commission, particulièrement sur les marchands de charbon. Les commissions, dit-il, ne sont pas toujours indépendantes. Il y a là quelque chose de lourd.

**L'honorable M. Galipeault (Bellechasse):**

Le chef de l'opposition peut être tranquille. Il n'y a rien d'immoral!

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):**

Personne ne se plaint de la Commission des utilités publiques. L'on a jamais accusé cette commission de partisanerie.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** souhaite qu'il n'en soit jamais ainsi, mais craint que l'on fasse des nominations politiques dans la commission du combustible. Il suggère que le gouvernement ne donne pas à la commission la tâche de traiter de sujets qui empièteront sur l'autonomie provinciale.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):**

Nous ne ferons que les nominations qui satisferont le chef de l'opposition. Cette commission opérera avec succès et rendra de réels services à la population de la province. Il affirme qu'il n'est pas en faveur du contrôle du commerce.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** s'entend avec le premier ministre au sujet de la liberté du commerce, mais il demande d'autres explications sur la portée de la mesure.

**L'honorable M. Galipeault (Bellechasse):**

La commission ne sera que temporaire et n'existera que juste le temps de la crise. Et puis, il faudra bien

que ce soit le lieutenant-gouverneur qui la nomme, puisqu'il ne faudra pas penser, chaque fois, à convoquer le Parlement d'urgence. Enfin, nous nommerons des personnes compétentes dans la Commission. C'est pour cette raison, qu'après y avoir pensé, nous n'avons pas voulu confier ces charges à la Commission des utilités publiques.

**M. Madden (Québec-Sud)**, en tant que marchand de charbon de Québec, se dit en faveur de la loi. Il affirme qu'il n'y a pas de disette actuellement à Québec.

#### Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté plusieurs résolutions, lesquelles sont lues deux fois et adoptées.

Il est ordonné que lesdites résolutions soient renvoyées au comité général chargé d'étudier le bill 16 concernant la vente et la distribution du combustible et des comestibles en temps de crise.

**L'honorable M. Galipeault (Bellechasse)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 16 concernant la vente et la distribution du combustible et des comestibles en temps de crise soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité général.

**L'honorable M. Galipeault (Bellechasse)** propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté.

#### En comité:

Les articles 1 à 8 sont adoptés.

Le comité étudie l'article 9 qui se lit ainsi:

"9. Le bureau rend les décisions par voie d'ordonnance qui sont obligatoires et non susceptibles d'appel."

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** s'objecte. Et si les commissaires se trompent?

**L'honorable M. Galipeault (Bellechasse):** Il faudra tout de même en passer par là. S'il fallait en appeler des ordonnances de la Commission, le public

en souffrirait assurément, il faudrait prendre alors des procédures, et les jugements seraient peut-être portés après la crise, quand il n'y aurait plus lieu de mettre des ordonnances en pratique.

L'article 9 est adopté.

Les articles 10 à 13 sont adoptés.

Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

**L'honorable M. Galipeault (Bellechasse)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### Résidence des registrateurs

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 34 amendement l'article 7516 des statuts refondus, 1909, relativement à la résidence des registrateurs soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics.

#### Loi électorale

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 46 modifiant la loi électorale de Québec concernant la confection et la revision des listes dans la cité de Hull soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité général.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

**Accidents  
du travail**

**L'honorable M. Galipeault (Bellechasse)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 45 amendant la loi des accidents du travail de la province de Québec soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité général.

**L'honorable M. Galipeault (Bellechasse)** propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté.

**En comité:**

**L'honorable M. Galipeault (Bellechasse):** Le projet de loi corrige simplement le texte de l'année dernière portant sur le capital de la rente maxima en vertu de la loi des accidents du travail à \$4,000. L'on fait comprendre la rente que l'on servait à ceux qui bénéficiaient de la loi sur les mêmes bases que l'indemnité; c'est-à-dire que la rente sera comme l'indemnité de \$3,000 et non de \$2,500 comme elle était restée, avant l'amendement portant l'indemnité à \$3,000.

C'est le seul amendement qui sera apporté cette année à la loi des accidents du travail. Le gouvernement se propose de nommer une commission chargée d'étudier les modifications qu'il convient d'apporter à cette loi. Cette commission représentant tous les intérêts en jeu, ceux des ouvriers, comme ceux des patrons et des compagnies d'assurance, sera bientôt formée, avec mission de s'enquérir, de faire rapport, et un bill sera présenté à la prochaine session. La commission sera chargée de s'enquérir des modifications qu'il est utile d'apporter à la loi des accidents du travail, pour remplir les désirs des intéressés. Elle devra faire rapport avant la prochaine session. Elle comprendra des représentants des ouvriers, des patrons et du gouvernement. Elle étudiera les suggestions qui ont été faites par ces trois groupes différents sur les amendements à apporter à la loi.

Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

**L'honorable M. Galipeault (Bellechasse)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

**Cités  
et villes**

**L'honorable M. Nicol (Richmond)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 3 concernant les cités et les villes.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il n'en a pas terminé l'examen.

**Demande de documents:****Lots du 3<sup>e</sup> rang  
du canton de Taillon**

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** propose, appuyé par le représentant de Laval (M. Renaud), qu'il soit mis devant cette Chambre copies de tout rapport, contrat, correspondance entre le gouvernement et toute personne, concernant les lots 9 et 10 du troisième rang du canton de Taillon, au Lac Saint-Jean.

En demandant la production de ces documents, je désire connaître la politique suivie par le gouvernement, pour ce qui concerne les lots 9 et 10 du troisième rang de Taillon, et savoir si les intérêts de la colonisation, du colon ont été bien servis.

Si je suis bien informé, ces lots ont été vendus à un M. Onésime Larouche d'abord. M. Larouche les a vendus à M. Émile Tremblay, de Saint-Henri de Taillon.

Après ce transport, M. Ernest Tremblay dit avoir découvert que la vente de ces lots n'était pas enregistrée au département des Terres. Par conséquent, le département des Terres pouvait annuler ces lots. C'est ce qu'il fait trop souvent au détriment des colons, mais au bénéfice des préférés des agents des terres ou du gouvernement.

Ces lots sont-ils encore au nom de M. Ernest Tremblay? Si non, à qui appartiennent-ils aujourd'hui? Est-ce qu'on a demandé l'annulation des billets de location? Émile Tremblay a-t-il fait le défrichement exigé par la loi? S'est-il conformé au règlement des Terres? Est-ce que M. Ernest Tremblay a demandé ces lots? Les a-t-il eus?

Si oui, à quelles conditions? N'est-il pas vrai qu'il se fait un trafic de lots au détriment de la colonisation et de la province? Ces transactions ne se sont pas faites selon la loi. Il y a eu de la spéculation et il considère que le colon n'est pas suffisamment protégé.

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska):** S'il se fait de la spéculation sur les lots de colonisation, c'est hors de la connaissance de son département. Il admet qu'il y a des tentatives de spéculation, mais que les griefs du chef de l'opposition ne sont pas fondés, car le département est en train de faire disparaître ces tentatives.

Nous voulons que les lots soient donnés à des colons véritables qui observent la loi et remplissent leurs devoirs. Et le département de la Colonisation oblige les colons à remplir leurs obligations, avant d'obtenir leur patente. Il fait cependant accorder de la protection dans certains cas. Au sujet des lots 9 et 10 du troisième rang du canton de Taillon, dans ce cas, un nommé Larouche a acheté des lots. Il les a transportés à Ernest Tremblay qui a oublié de faire le transfert. Les obligations n'avaient pas été remplies et les lots ont été mis en vente.

Tremblay et le maire de Taillon ont écrit au département de la Colonisation. Ils disaient que Tremblay avaient acheté les lots, qu'il était un cultivateur, qu'il avait été obligé de vendre sa terre parce qu'il ne pouvait cultiver comme il voulait, étant trop pauvre. L'inspecteur du département a fait un rapport favorable au département qui a accordé un délai de trois mois à Tremblay. Les trois mois sont terminés et le département attend le rapport de l'inspecteur pour décider s'il va révoquer ces lots, et si Tremblay n'a pas rempli les obligations, les lots seront confisqués. Il faut que les lots de colonisation aillent aux colons et non pas aux spéculateurs.

Il y a 63 inspecteurs qui font l'inspection des lots, et les colons sont maintenant protégés contre les faux colons, les colons de bois de pulpe. Le gouvernement veut que les véritables colons soient bien traités. Il veut que les lots de colonisation soient distribués aux colons et il fera la guerre aux faux colons. Ces cas particuliers ne sont nullement la faute du gouvernement.

La proposition est adoptée.

#### **Lot du 4<sup>e</sup> rang du canton de Taillon**

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** propose, appuyé par le représentant de Laval (M. Renaud), qu'il soit mis devant cette Chambre copies de tout rapport, contrat, correspondance entre le gouvernement et toute personne concernant le lot no 7, du quatrième rang du canton de Taillon, depuis janvier 1920.

Il a, dit-il, appris les faits suivants d'un autre cas. Un M. Joseph Potvin, industriel de Taillon,

achète de la couronne le lot no 7 du 4<sup>e</sup> rang. Il en enlève le bois, puis il vend à M. Pierre ou Ernest Bouchard (père et fils). Ce dernier, ou ces derniers, vend le lot à M. Conrad Bouchard, fils de Pierre, qui lui le vend à M. Albert Pilote au prix de \$1,400 comptant. M. Pilote bâtit une grange, finit la maison, fait des clôtures et du défrichement. De l'avis de gens dignes de foi, le lot 7 est patentable. M. Albert Pilote au printemps dernier fait cession de ses biens à ses créanciers. Lors de la vente par enchère, on apprend que le lot est en annulation à la demande de M. Jos Bouchard qui a une créance de \$300 de son frère Conrad. On prétend que toutes les concessions ou ventes antérieures sont nulles et que le lot appartient à la couronne. Pilote et ses créanciers perdent tout. Albert Pilote avait payé; il avait sa quittance. Pilote était-il un colon de bonne foi? On dit que oui.

Qui va bénéficier de l'annulation de ce lot? Est-ce que Pilote a été traité comme on doit traiter un colon? Est-ce en agissant ainsi qu'on protège le colon, qu'on encourage la colonisation? Je ne le crois pas. Il y a trop de ces cas où il est démontré que le colon est souvent la proie des agents de terres, qui souvent sont les plus gros oiseaux de la forêt et qui visent leurs victimes. Il arrive aussi que ces agents sont forcés d'agir sous la pression de politiciens, de chefs de cantons ou de villages. Mais tout cela est au détriment de la colonisation. Tout cela est injuste pour le colon qui mérite protection.

Ce que l'opposition veut, ce n'est pas la colonisation aux exploiters de la forêt ou aux favoris politiques; ce que l'opposition veut, ce ne sont pas des lots à des politiciens ou des employés de politiciens, à des faux colons, à des avocats, à des médecins, à des employés civils ou à des faux journalistes; ce que l'opposition veut, c'est la forêt et la terre au colon, avec la protection du gouvernement; ce que l'opposition veut, c'est une sage exploitation pour l'industrie et le commerce de bois, mais sans injustice pour le colon. Que de belles parties de colonisation sont gaspillées par de faux colons, au détriment de la colonisation. Le colon à pulpe a été la plaie de la colonisation depuis cinq ans. On établit des colons au milieu d'une forêt, quand il y a d'autres endroits à défricher dans les domaines qui ont été exploités par les marchands de bois.

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska):** Les plaintes au département de la Colonisation sont rarement faites par les véritables colons. Les plaintes viennent plutôt de gens intéressés dans le commerce du bois. La distribution des lots se fait avec méthode et elle est bien contrôlée par le département.

Dans le présent cas, M. Côme Potvin avait acheté ce lot au prix de \$20, il avait donné un acompte de \$4. Potvin a vendu son lot à T. Bouchard, celui-ci l'a vendu à Conrad Bouchard et, enfin, ce dernier à Pilote. L'article 1572 décrète formellement que tout lot non patenté ne peut être transporté à un autre que le détenteur du billet de location sans l'autorisation du ministre. Tout transfert de lot doit être enregistré au département; sans cela, la transaction est nulle. Pilote a fait faillite. M. Delisle, un créancier, nous a écrit et nous lui avons dit que nous ne connaissions rien. Dans le cas actuel, donc, les transports successifs qui ont été faits n'ont pas été autorisés par le ministre et sont par conséquent nuls. Dans ces conditions, ces transports ne pouvaient être acceptés et le lot en question appartient encore à Côme Potvin. Si Delisle demande transfert et légalise la position, nous serons heureux d'accorder à Pilote et à ses créanciers ce qu'ils demandent, mais à condition qu'ils fassent leurs demandes.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** se dit surpris de constater que, depuis sept ans, on a fait du défrichement sur un lot, que ce lot a été vendu à plusieurs reprises et que le ministre ne connaît rien de ce cas, que les inspecteurs ne l'ont pas renseigné. Il ne trouve pas les explications satisfaisantes et promet de revenir sur la question. Il fait une critique générale de la colonisation telle qu'elle se pratique actuellement. Il reçoit, dit-il, nombre de plaintes, et le colon de mauvaise foi a encore trop les coudées franches.

Il cite des cas. D'ici à la fin de la session, dit-il, je citerai d'autres cas qui démontreront l'inefficacité de la loi. La principale cause de l'émigration du colon, c'est son mécontentement, et son mécontentement est dû au manque d'assistance de la part du gouvernement. Il déplore le fait que les agents de la colonisation ne feront pas davantage pour renseigner les pauvres colons qui ne connaissent pas beaucoup la loi, pour les protéger contre ces imprudences.

La proposition est adoptée.

#### **Successions Simon et Philomène Valois**

**M. Ashby (Jacques-Cartier)** propose que, vu que le bill 99 concernant les successions de feu Simon Valois et de feu dame Philomène Valois, veuve de Paul Lussier a été rejeté, les droits

ordinaires que les promoteurs de ce bill ont payés leur soient remboursés, après déduction de tous frais d'impression et de traduction.

Adopté.

#### **Nomination de M. Lesage**

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** propose, appuyé par le représentant de Laval (M. Renaud), qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le lieutenant-gouverneur, le priant de bien vouloir mettre devant cette Chambre une copie de l'arrêté en conseil nommant M. Lesage commissaire enquêteur des chemins à barrières et des ponts à péages.

Adopté.

#### **Dépôt de documents:**

##### **Chemin de colonisation à Notre-Dame-de-la-Merci**

**L'honorable M. David (Terrebonne)** dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre, en date du 9 novembre 1922, pour copie d'un état détaillé de toute correspondance, etc., au sujet d'un chemin de colonisation, à Notre-Dame-de-la-Merci, depuis le mois de janvier 1921 jusqu'à ce jour. (Document de la session no 61)

##### **Dépenses de colonisation à Saint-François-de-Sales**

**L'honorable M. David (Terrebonne)** dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre, en date du 17 novembre 1922, pour copie de toute correspondance, rapports, états, "liste de paye", etc., concernant l'argent dépensé pour des fins de colonisation dans la municipalité de Saint-François-de-Sales, comté du Lac Saint-Jean, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1921. (Document de la session no 62)

##### **Voirie à l'Anse à Valteau**

**L'honorable M. David (Terrebonne)** dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre, en date du 27 novembre 1922, pour copie de toute correspondance, liste de paye, documents, etc., concernant le gouvernement au sujet de travaux de voirie à l'Anse-à-Valteau, comté de Gaspé, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1921. (Document de la session no 63)



**Affaire  
Mousseau-Bergevin**

**L'honorable M. David (Terrebonne)** dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre, en date du 28 novembre 1922, pour copie de toute correspondance adressée au premier ministre, depuis 1919, au sujet d'une enquête concernant un ancien conseiller législatif. (Document de la session no 64)

**Ajournement**

Il est ordonné que lorsque cette Chambre s'ajournera, elle soit ajournée à demain à 3 heures.

La séance est levée à 11 heures.

**NOTES**

1. Selon *L'Événement* du 12 décembre 1922, il a fallu attendre à trois heures et demie pour commencer les travaux, parce que les députés étaient en retard et qu'il n'y avait pas quorum.

2. M. Joseph Laferté a été député de Drummond de 1901 à 1909.

3. M. Sauvé fait référence à l'annonce par le premier ministre de la construction d'un barrage hydroélectrique à la Grande-Décharge du lac Saint-Jean. Voir "Une immense digue au lac Saint-Jean. Déclaration de M. Taschereau à ce sujet au banquet des voyageurs à Québec." *La Patrie*, 11 décembre 1922, à la page 13.

4. *Le Nouvelliste* du 12 décembre 1922, à la page 1 donne cette version: "Des échantillons de cette tourbe ont été soumis et des expertises ont été faites. Les résultats de ces expériences furent très satisfaisants."



## Séance du mardi 12 décembre 1922

## Présidence de l'honorable J.-N. Francoeur

La séance est ouverte à 3 h 20.

## Prière.

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

## Rapports de comités:

**M. Daniel (Montcalm):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le troisième rapport du comité permanent du Code municipal. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, le bill suivant:

- bill 162 amendant le Code municipal, relativement aux expropriations pour fins municipales.

Le bill 157 concernant les chemins, ponts et cours d'eau municipaux a été retiré.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le quinzième rapport du comité permanent des bills publics. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, le bill suivant:

- bill 151 amendant les statuts refondus, 1909, concernant la loi médicale de Québec.

Le bill 2 amendant les statuts refondus, 1909, relativement à la division territoriale de la province, a été référé à la Chambre.

**M. Ashby (Jacques-Cartier):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le quatorzième rapport du comité des bills privé en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, les bills suivants:

- bill 52 concernant les terres en culture dans la cité de Montréal;

- bill 97 amendant la charte de la ville de La Tuque.

Votre comité recommande de prolonger au 20 décembre courant, inclusivement, les délais relatifs à la réception des rapports sur bills privés, et de dispenser du paiement des droits additionnels, prescrits par le paragraphe 1 de l'article 543 du règlement des bills privés, ceux qui profiteront de la prolongation de ces derniers délais.

Le rapport est adopté.

**M. Létourneau (Québec-Est):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le dix-neuvième rapport du comité permanent des règlements. Voici le rapport:

Votre comité recommande de prolonger au 20 décembre courant, inclusivement, les délais relatifs à la réception des rapports sur bills privés, et de dispenser du paiement des droits additionnels, prescrits par le paragraphe 1 de l'article 543 du règlement des promoteurs des bills privés, ceux qui profiteront de la prolongation de ces derniers délais.

Le rapport est adopté.

## Questions et réponses:

Sommes remises à  
l'assistant-procureur général

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** 1. À quelle date le Trésor a-t-il remis à l'assistant-procureur général le mandat de \$70,337.18, mentionné à la page 225 des *Comptes publics de 1916-17* et dont celui-ci n'avait pas encore rendu compte, lorsque ces comptes publics ont été préparés?

2. À quelle date le Trésor a-t-il remis à l'assistant-procureur général le mandat de \$104,900.95, mentionné à la page 162 des *Comptes publics de 1917-18* et dont celui-ci n'avait pas encore rendu compte, lorsque ces comptes publics ont été préparés?

3. À quelle date le Trésor a-t-il remis à l'assistant-procureur général le mandat de \$50,506.81 mentionné à la page 135 des *Comptes publics de 1918-19* et dont celui-ci n'avait pas encore rendu compte, lorsque ces comptes publics ont été préparés?

4. À quelle date le Trésor a-t-il remis au procureur général le mandat de \$31,815.80, mentionné à la page 138 des *Comptes publics de 1920-21*?

**L'honorable M. Nicol (Richmond):** 1. Le 13 août 1917.

2. Le 15 août 1918.

3. Le 20 août 1919.

4. Le 8 août 1921.

### Saisies d'alcool par la Commission des liqueurs

**M. Smart (Westmount):** 1. La Commission des liqueurs de Québec a-t-elle fait une ou plusieurs saisies de liqueurs dans l'un des comtés de cette province, qui sont sous l'empire de la loi Scott?

2. Dans l'affirmative, combien de saisies ont été faites?

3. Où ces saisies ont-elles été faites et quelle était la valeur de la liqueur saisie dans chaque cas?

4. A-t-on saisi de la liqueur adressée à des comtés sous l'empire de la loi Scott, alors que cette liqueur était en transit vers ces comtés?

5. Dans l'affirmative, combien de ces saisies ont été faites, et quelle était la valeur de la liqueur saisie dans chaque cas?

**L'honorable M. Nicol (Richmond):** 1. Oui.

2. 16<sup>1</sup>.

3. Farnham, \$177.08; Philipsburg, \$13.47; Philipsburg, \$105.01; Mégantic, \$612.15; Clarenceville, \$163.14; Mégantic, \$195.76; Mégantic, \$140.25; Mégantic, \$133.22; Mégantic, \$119.90; Mégantic, \$136.23; Mégantic, \$120.00; Mégantic, \$140.25; Mégantic, \$120.00; Mégantic, \$112.00; Mégantic, \$107.33; Mégantic, \$1,519.98.

Des liqueurs ont également été saisies alors qu'elles étaient en transit et destinées à ces comtés.

4. Oui.

5. 16. - \$321.72; \$2,965.00; \$2,965.00; \$1,978.13; \$3,038.85; \$554.86; \$4,354.20; \$1,395.00; \$192.47; \$129.50; \$639.50; \$666.95; \$57.27; \$54.08; \$556.00; \$7,691.72.

### Charte de Montréal

**M. Bédard (Montréal-Hochelaga)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 100 amendant la charte de la cité de Montréal.

Adopté.

### En comité:

Le comité étudie l'article 1 qui se lit comme suit:

"1. L'article 210 de la charte de la cité, tel qu'édicte par la loi 11 George V, chapitre 112, section 5, est amendé en remplaçant le paragraphe 3, par le suivant:

"3. Les directeurs de services, à moins qu'il n'en soit autrement prescrit par la présente charte, seront directement responsables au comité exécutif de l'administration de leurs départements, et ce dernier pourra requérir leur avis verbal ou écrit, sur toutes questions affectant leurs services. Ils choisiront, nommeront et remplaceront, avec l'approbation du comité exécutif, tous leurs subalternes. Ils devront préparer, chaque année, le budget de leur département respectif, et ils devront faire tous rapports qui seront requis par le comité exécutif. [Le conseil pourra, néanmoins, requérir l'avis verbal ou par écrit de l'avocat en chef de la cité ou de son remplaçant sur toutes les questions qui sont du ressort dudit conseil]".

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Je voudrais savoir si l'honorable député d'Hochelaga (M. Bédard) n'a pas reçu ce matin de Montréal des suggestions ou des amendements pour la clause 1 ou pour faire quelques modifications à ce bill?

**M. Bédard (Montréal-Hochelaga):** Oui, en effet, on m'a remis une couple d'amendements proposés par le conseil de ville de Montréal.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** demande au député de donner à la Chambre lecture de la résolution adoptée hier, par le conseil de ville de Montréal, concernant cette clause 1 du bill, ayant trait aux rapports que le comité exécutif après étude doit remettre au conseil.

**M. Bédard (Montréal-Hochelaga):** J'ai l'intention de proposer ces amendements, lorsque le bill sera étudié par le Conseil législatif et qu'il viendra devant son comité.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Pourquoi pas les proposer à la Chambre? Est-ce que nous ne sommes rien, ici? Si le conseil municipal demande des amendements, pourquoi ne les connaissons-nous pas, nous?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Nous n'étudions pas un bill public en ce moment, nous étudions un bill privé. Pour proposer un amendement, il faut en donner avis. Or, le député d'Hochelaga n'a pas donné d'avis. Il nous dit qu'il les soumettra au Conseil législatif. Quand le Conseil aura étudié et amendé le bill, nous l'étudierons à notre tour et nous verrons si nous approuvons les amendements en question. Si la Chambre ne veut pas des amendements que le Conseil législatif pourra

apporter au bill de Montréal, elle n'aura qu'à ne pas les accepter, lorsque le bill reviendra pour adoption.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Je ne vois pas pourquoi le député d'Hochelaga, qui est échevin et membre du comité exécutif de Montréal, ne nous expliquerait pas les demandes formulées par le conseil, hier. Je désire connaître ces amendements, voulant prendre les responsabilités qu'il convient.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): L'honorable député me les a montrées. Comme ce sont des amendements à proposer au bill, nous ne pouvons les considérer aujourd'hui. Mais, si le chef de l'opposition veut les voir, le député d'Hochelaga se fera sans doute un plaisir de les lui montrer.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Le premier ministre est vraiment trop aimable, il va me gêner.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Mon honorable ami n'est pas difficile à dégêner.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Le député d'Hochelaga pourrait toujours nous dire en quoi consistent ces griefs. Pourquoi ne pas lui donner le temps de produire les avis nécessaires, en ajournant le bill à un autre jour?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): L'honorable député ne peut pas soumettre des amendements à la Chambre sans en donner avis. Il n'y a pas d'avis à cet effet et la Chambre ne peut disposer de ces amendements. Ce serait discuter sur une chose que nous n'avons pas devant nous; nous ne pouvons pas faire cela. Ce serait irrégulier.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Je ne crois pas que le premier ministre puisse empêcher un député de parler.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Je ne l'empêche pas de parler.

**M. Bédard (Montréal-Hochelaga)** déclare de nouveau que ce qu'il a reçu, ce sont des amendements. Ils ne sont pas prêts et il ne doit les présenter qu'au Conseil législatif. Je ne puis proposer d'amendement sans avis, dit-il. Il promet cependant d'en donner connaissance au chef de l'opposition.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Donnez-nous en une idée...

**Des voix:** À l'ordre!

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** ... vous pouvez toujours en donner la nature.

**Des voix:** À l'ordre!

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Quelle est la décision de l'Orateur?

**M. le président (M. Lemieux, Gaspé):** À l'ordre! L'honorable député d'Hochelaga-Saint-Henri déclare que ce sont des amendements pour le Conseil législatif. Le député dit qu'il ne peut pas présenter ses amendements, attendu qu'il n'a pas donné d'avis. Comme il n'y a pas d'avis pour cette Chambre, nous ne pouvons les étudier.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Mais, j'ai reçu un message, d'un échevin de Montréal qui me dit: "N'oubliez pas de demander à M. Bédard les amendements que le conseil lui a confiés. Le conseil a adopté une résolution". Je veux savoir ce que contient cette résolution.

**M. le président (M. Lemieux, Gaspé):** Le député de Montréal-Hochelaga ne peut proposer ses amendements maintenant.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Mais une résolution, ce n'est pas un amendement<sup>2</sup>. Il est, dit-il, informé que le conseil de ville voulait faire rétablir dans le bill la clause à l'effet d'obliger le comité exécutif à soumettre au conseil, dans les 30 jours, un rapport sur toute question qui lui est soumise. Il demande de nouveau que cet amendement soit considéré par la Chambre.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) réitère l'objection des avis.

**M. Bédard (Montréal-Hochelaga)** répète qu'il réserve la chose pour le Conseil.

L'article 1 est adopté.

Le comité poursuit l'étude du bill.

**M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques)** surveille attentivement chacune des clauses et insiste pour que les changements apportés à quelques-unes d'entre elles, au comité des bills privés, soient inscrits au bill.

Les articles 2 à 23, ainsi que le préambule, sont adoptés.

Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

**M. Bédard (Montréal-Hochelaga)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois. Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **Frank Bernard Chauvin**

**M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 96 autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Frank Bernard Chauvin à l'exercice de la profession d'avocat, après examen, soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité général.

**M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis)** propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

**M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois. Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **Cités et villes**

**L'honorable M. Nicol (Richmond)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme de nouveau en comité général pour étudier le bill 3 concernant les cités et les villes.

Adopté.

#### **En comité:**

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Ce projet de loi a été discuté longuement au comité des bills publics et tous les députés sont au courant de ses clauses. Nous l'avons étudié pendant une semaine et sa lecture durerait plusieurs jours à la Chambre. Je propose donc que nous l'adoptions en bloc, mais si des députés ont des amendements à

suggérer, des objections à faire sur certaines clauses, je les invite à nous les faire immédiatement. Nous étudierons ces clauses.

**M. le président (M. Lemieux, Gaspé)** s'apprête à faire rapport que le comité a adopté le bill.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** (sorti un moment de la Chambre) intervient et interrompt le président.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Quelles clauses voulez-vous que l'on étudie?

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** L'article 492 assure-t-il l'exemption de taxe aux communautés religieuses?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Lisez cet article, M. le Président.

**M. le président (M. Lemieux, Gaspé)** fait lecture de l'article 492 comme suit:

"492. 1. Sont des biens non imposables:

"a. Les terrains appartenant à Sa Majesté ou tenus en fidéicommiss pour le service de Sa Majesté;

"b. Les propriétés du gouvernement fédéral, celles du gouvernement provincial et celles de la municipalité;

"c. Les biens possédés et employés pour le culte public, les presbytères, maisons curiales, cimetières;

"d. Les établissements d'éducation, ainsi que le terrain sur lequel ils sont situés, et les immeubles employés pour des bibliothèques ouvertes gratuitement au public;

"e. Les bâtiments et terrains occupés et possédés par les institutions de bienfaisance; mais les propriétés possédées par les institutions religieuses ainsi que par les corporations de bienfaisance et d'éducation dans le but d'en retirer un revenu ne sont pas exemptes de taxes.

"2. Les exemptions mentionnées dans le paragraphe 1 du présent article ne s'applique pas aux personnes qui occupent, en vertu d'un titre autre que celui de propriétaire, les immeubles appartenant à Sa Majesté ou aux gouvernements fédéral ou provincial, lesquelles sont taxées comme si elles étaient les véritables propriétaires de ces immeubles et sont tenues au paiement des taxes foncières générales et spéciales;

"3. Les propriétaires, locataires et occupants, d'immeubles mentionnés dans les sous-paragraphes c, d et e du paragraphe 1 du présent article sont

néanmoins assujettis aux travaux requis pour l'ouverture et l'entretien des rues et des cours d'eau, et pour l'éclairage public, en vertu des règlements en vigueur, et au paiement de toute taxe spéciale ou cotisation imposée pour ces fins, ainsi qu'au paiement de la commission de l'eau. S.R. (1909), 5729."

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Le gouvernement a-t-il écouté les représentations qu'il a reçues de la part des autorités religieuses de cette province, concernant les propriétés non imposables. Je sais que l'on a fait un amendement à ce sujet, rencontre-t-il les vues des autorités religieuses? Est-ce que cet article leur donne satisfaction?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Le gouvernement a inscrit dans la loi des cités et villes, le texte du Code municipal concernant les autorités religieuses. Relativement à l'exemption de taxes des communautés religieuses, nous avons deux textes dans nos lois, le texte du Code municipal et le texte de la loi des cités et villes. Nous avons cru qu'il valait mieux avoir un texte uniforme. La nouvelle loi dit donc que seront biens non imposables: les propriétés appartenant aux fabriques ou à des institutions ou corporations religieuses charitables ou d'éducation, pourvu que ces propriétés servent aux fins pour lesquelles ces corporations ont été instituées et qu'elles ne soient pas possédées dans le but d'en retirer des revenus. La loi déclare aussi non imposable les cimetières, les palais épiscopaux, les presbytères et leurs dépendances.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Alors, les propriétés sont-elles exemptées?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Oui. Nous appliquons aux cités et villes les mêmes dispositions que pour les municipalités rurales régies par le Code municipal. Nous avons cru qu'il était bon de garder celui du Code municipal qui exempte les communautés des taxes. À l'avenir, le même texte sera dans les deux statuts. Ce qui est bon pour les cités et villes devrait être bon pour les municipalités des campagnes et vice versa. Les biens religieux et leurs dépendances se trouvent exempts de l'impôt.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Je comprends que, par le passé, les autorités religieuses ont fait des représentations très importantes au gouvernement au sujet de l'imposition des biens religieux, qu'elles se sont plaintes et qu'elles ont demandé qu'on répare l'injustice commise à leur égard. Les autorités

épiscopales ont eu des motifs de se plaindre dans le passé. L'amendement adopté rencontre-t-il les vues des autorités religieuses?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): L'objet du bill devant la Chambre est de rendre le système uniforme. Je dois dire que les autorités religieuses sont parfaitement satisfaites de ce texte de loi présentement soumis à la Chambre et semblable à celui du Code.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Mais dans Rimouski, Saint-Hyacinthe et dans Lévis, n'a-t-on pas réussi à taxer les biens des communautés religieuses?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): La nouvelle loi n'affecte pas les cités et villes qui ont des chartes spéciales. C'est ainsi que les cités de Montréal, de Québec, de Hull, de Saint-Hyacinthe, de Rimouski, de Lévis, qui ont actuellement des dispositions spéciales dans leur charte ne sont pas soumises à la loi générale. Le nouveau bill affectera toutes les cités et villes qui n'ont pas de charte spéciale, et lorsque les dispositions ne sont pas incompatibles avec les chartes spéciales, elles seront aussi appliquées.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Alors, dans ce cas, des villes auront encore le droit de refuser des exemptions de taxes aux communautés. Est-ce qu'il n'y aurait pas moyen d'empêcher que des injustices soient commises. Il peut y avoir un danger pour les communautés religieuses, dans les clauses concernant les taxes spéciales.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): L'idée de départ était d'avoir une loi qui aurait été appliquée à toutes les cités et villes, mais il y a eu des protestations contre cette idée. Nous ne pouvons faire une loi générale pour englober toutes les lois spéciales. Mais, je dois dire à la Chambre que c'est notre intention de faire faire, d'ici à la prochaine session, une étude de toutes les chartes des municipalités de la province, afin de voir s'il n'y a pas moyen d'amener toutes les cités et villes sous une même loi. Comme cela, nous pourrions avoir une jurisprudence mieux établie...

**M. Dufresne (Joliette):** Et nous aurions moins souvent la visite des échevins de Montréal. Une maison d'éducation qui a des propriétés éloignées de son institution, et où il peut se faire du commerce, par exemple, est-elle exemptée?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Si la maison d'éducation a des établissements qui sont employés pour des fins de revenus, elle paiera des taxes. Mais, supposons le cas du collège de Joliette, qui aurait une ferme où on cultiverait des légumes ou autres provisions, pour le collège; en ce cas, il n'y a pas de taxes à payer.

**M. Dufresne (Joliette):** Très bien alors.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): L'honorable ministre des Travaux publics me fait remarquer le cas du collège de Sainte-Anne de la Pocatière, qui a une grande ferme et ne paie pas d'impôts.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes) et M. Renaud (Laval)** posent quelques autres questions sur des points précis.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) répond au chef de l'opposition et au député de Laval. Les cités et villes qui ont des chartes spéciales, ajoute-t-il, conserveront donc toutes, d'ici quelques années, la charte que la Législature leur a octroyée. Au début de l'étude de cette importante question, le gouvernement a songé à diminuer les chartes spéciales. L'intention du gouvernement était, en amendement la loi des villes, d'uniformiser la situation de la plupart des villes de cette province et de diminuer les chartes spéciales.

Des protestations générales se sont élevées contre ce projet de la part des cités et des villes qui ont des chartes spéciales, et le gouvernement a compris que l'éducation du public n'est pas encore suffisamment faite à ce sujet, et il a décidé de ne pas mettre son projet à exécution. Il est venu à la conclusion qu'un tel changement ne pourrait pas se faire cette année, et la loi des cités et villes a été amendée et adoptée, sans qu'il soit question des chartes spéciales.

Mais, cela doit pourtant arriver un jour ou l'autre; avant quelques années, plusieurs villes seront prêtes à abandonner leur charte et à se soumettre à la loi générale. Le gouvernement voudrait mettre plus d'uniformité dans les chartes. D'ici à la prochaine session, le gouvernement fera faire une étude spéciale des diverses chartes spéciales dans cette province, et il est fort probable que, l'an prochain, un rapport sera soumis à ce sujet et nous aurons une tentative d'uniformité avant longtemps, et nous viendrons à avoir bientôt une charte unique.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** fait aussi quelques remarques au sujet de l'envoi des comptes de taxes par les secrétaires des municipalités et du désaveu des règlements municipaux par le lieutenant-gouverneur en conseil.

Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

**L'honorable M. Nicol (Richmond)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### Département de la Voirie

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme de nouveau en comité général pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 24 concernant le département de la Voirie.

Adopté.

Il informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolutions et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

#### En comité:

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska)** propose: 1. Que le ministre de la Voirie pourra faire exécuter, suivant le mode qu'il jugera convenable, les travaux nécessaires pour l'entretien et la réparation des routes provinciales et des routes régionales, et que ces travaux seront à la charge et aux frais de la province.

2. Que les deniers nécessaires pour mettre à exécution le paragraphe 1 de la section III, les sections IV et V de la loi qui accompagne les présentes résolutions, ainsi que la section VIII de ladite loi, lorsqu'il s'agit d'entretien ou de réparation, seront pris:

1. À même les sommes votées chaque année par la Législature pour l'amélioration et l'entretien des chemins;

2. À même les deniers que le trésorier de la province peut être autorisé, par arrêté du lieutenant-gouverneur en conseil, à prendre sur le fonds consolidé du revenu pour les fins de la présente résolution.



3. Qu'il sera loisible au lieutenant-gouverneur en conseil d'autoriser le trésorier de la province à contracter les emprunts jugés nécessaires pour la mise à exécution de la section II, du paragraphe 2 de la section III, et de la section VII de la loi qui accompagne les présentes résolutions, ainsi que de la section VIII de ladite loi, lorsqu'il s'agit de construction ou d'amélioration, mais que ces emprunts ne pourront excéder en totalité, tant en vertu de ladite loi qu'en vertu des lois 2 George V, chapitre 23, section 1, et 3 George V, chapitre 21, la somme de quarante millions de dollars.

Il explique la loi de la voirie, qu'il présente à la Chambre au nom de son collègue, l'honorable M. Perron. C'est l'un des deux grands projets annoncés par le gouvernement pour la session.

Le bill dont nous commençons l'étude est une refonte de toutes nos lois actuelles de la voirie. Le but du projet est de refondre huit ou dix lois de voirie en une seule. Le gouvernement a ainsi jugé bon de réunir en une seule les lois qui, depuis 1912, régissent le département de la Voirie. Les clauses du nouveau bill couvrent tous les points et l'on remarque que le gouvernement y opère des grands changements, en ce qui concerne l'entretien des chemins.

Quant à la construction des routes, rien n'est changé. La loi ne change rien, aux conditions actuelles, pour les routes dont la confection est commencée. Le gouvernement continuera à accorder aux municipalités une subvention de 50 % et consentira comme par le passé à leur prêter les sommes nécessaires à la construction de ces routes, au taux de 3 %. Ce 3 %, le gouvernement veut l'employer à construire des routes dans les centres importants. Quant aux autres routes, le gouvernement paiera 50 % du prix de construction. Le gouvernement fédéral paie 40 % du coût total et le gouvernement 50 % du reste, soit 30 % du coût total.

Le gouvernement encouragera aussi le gravelage. Les municipalités qui construisent des chemins de terre continueront également de recevoir une subvention. La loi n'est pas changée, au sujet de l'amélioration des chemins. Le bill prévoit aussi à ce que des subventions soient accordées par le ministère de la Voirie, pour le développement des chemins de fer. Mais, c'est en ce qui regarde l'entretien des routes que nous proposons de grands changements.

D'après la loi qui est devant nous, le gouvernement se charge de l'entretien, à l'avenir, des routes provinciales et régionales. C'est l'enjeu principal de ce bill. Les routes provinciales sont

énumérées dans le projet de loi. Il y a actuellement six routes provinciales créées par statut: Québec-Montréal, Trois-Rivières-Grand'Mère, Sherbrooke-Derby Line, Édouard VII, Lévis-Jackman, chemin de Chambly. Quant aux autres, les routes déclarées régionales jusqu'à présent, il y en a huit que le gouvernement se charge d'entretenir immédiatement. La longueur des routes provinciales que le gouvernement entretiendra, dès l'été prochain, est de 362 milles<sup>3</sup> et la longueur des routes régionales est à peu près la même, 362.94 milles<sup>4</sup>.

Ce qui veut dire que nous aurons 725 milles de chemins à entretenir l'été prochain. Le gouvernement se chargera de l'entretien d'autres routes régionales, au fur et à mesure qu'elles seront refaites. En vertu de la loi que nous voulons passer, le gouvernement entretiendra ces routes; quant aux autres, elles le seront au fur et à mesure qu'elles seront déclarées régionales. Ainsi, ce total des milles qui est actuellement de 725 sera probablement doublé, car il reste une longueur de 700 milles de routes qu'il faudra sous peu proclamer routes régionales.

L'amélioration des chemins améliorés restera comme sous la loi actuelle et le gouvernement paiera 50 % des dépenses encourues.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** L'idée de l'entretien des grandes routes par le gouvernement est-elle une idée nouvelle?

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska):** L'idée n'est pas nouvelle. Comme on le voit, il y a longtemps que le gouvernement s'est occupé de l'entretien des chemins. On la retrouve dans les statuts à partir de 1911; le gouvernement s'engageait alors de payer des subsides aux municipalités pour l'entretien de leurs routes.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Le gouvernement ne se chargeait pas alors de payer tout le coût de l'entretien.

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska):** Il y prévoyait pour quand le temps serait venu. Et encore en 1916, le gouvernement pourvoyait par une loi à l'entretien des chemins municipaux et pourvoyait à une contribution égale au montant dépensé par une municipalité. Aujourd'hui, à raison de l'intensité du roulage, il prend à sa charge l'entretien total.

C'est le grand trafic qui se fait sur nos routes qui a décidé le gouvernement à adopter cette mesure.

Nous nous sommes rendu compte que la circulation des véhicules-moteurs est devenue tellement considérable sur les grandes routes que l'entretien de ces dernières est devenu trop onéreux pour les municipalités. À cause de ce trafic énorme et des progrès de l'automobilisme, les municipalités dans un grand nombre de cas ont peine à faire face à l'entretien des routes et le gouvernement, devant cette situation, a cru qu'il était de son devoir de voir à l'entretien de ces routes, soulageant ainsi les municipalités et en prenant par le fait même des mesures pour conserver le capital engagé dans ces immenses entreprises de voirie.

Car il ne faut pas oublier que, jusqu'à présent, le gouvernement a dépensé la somme de \$41,000,000 pour la voirie depuis dix ans et il est décidé, maintenant, de payer lui-même pour leur entretien. Il était donc devenu nécessaire de protéger ce capital, d'autant plus que nous avions à prendre la seule mesure capable de conserver nos routes. Il fallait songer à avoir un système d'entretien uniforme et efficace. Le département a créé, l'année dernière, une branche spécialement pour l'entretien des routes; ce sont des officiers de ce département qui seront chargés de l'entretien de nos routes. Dans cette branche spéciale, des experts seront chargés d'appliquer les méthodes les plus modernes pour l'entretien.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Dois-je comprendre que le gouvernement va se charger de ces travaux sans aucune charge pour les municipalités?

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska):** Pour l'entretien des routes provinciales et régionales, les municipalités seront exemptes de toute charge. Dès l'an prochain donc, le département prendra à sa charge environ 700 milles de routes qu'il entretiendra en attendant les autres routes qui, dans l'avenir, seront déclarées régionales. Nous n'avons même pas voulu comprendre dans le bill les routes déclarées actuellement régionales, parce que plusieurs autres routes leur seront adjointes incessamment. De sorte que nous croyons que, dans un an ou deux, les routes provinciales, dont le département de la Voirie aura commencé l'entretien, auront une longueur totale de 1,500 milles; 1,500 milles de route que le gouvernement entretiendra à ses frais.

Au cours de l'été dernier, le ministère de la Voirie a accompli une grande œuvre. Nous avons remis en ordre une partie des chemins qui n'avaient pas été entretenus; nous avons refait 178 milles de routes, au coût de \$1,422,000<sup>5</sup> et il nous en reste 290

à réparer ou à refaire, ce qui nous coûtera approximativement \$1,500,000. L'an prochain, la réfection sera faite partout. Il ne restera plus qu'à réparer. Grâce à l'entretien régulier, le coût ne sera pas encore trop considérable. Tout cela sera à point à l'automne prochain; et il ne fait pas de doute dès lors que l'entretien sera plus facile, et coûtera infiniment moins cher.

Le bill concerne ensuite le côté légal et la mise en vigueur de cette loi. Voilà les grandes lignes de cette mesure que je sou mets au comité plénier et qui fut longuement étudiée avant d'être soumise ici. Nous croyons qu'avec notre politique d'entretien, la voirie prendra un nouvel essor et la province de Québec gardera la place si enviée que le gouvernement lui a assurée, dans le dominion.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Je tiens à faire quelques remarques. Je me réjouis jusqu'à un certain point du nouveau projet. Ce que nous venons d'entendre, c'est en somme la réalisation du programme de l'opposition dès 1912. Si on l'avait adopté alors, si on avait classifié et entretenu nos bons chemins comme nous le demandions, le gouvernement n'aurait pas eu les ennuis qui se sont multipliés sur sa route, et les municipalités et les cultivateurs n'auraient pas été pressurés. Si le gouvernement avait été renversé en 1912, le bon peuple de la province de Québec aurait depuis ce temps ce qu'il demande, et la dette des municipalités serait sensiblement plus basse.

La politique du gouvernement n'est plus praticable; son injustice soulève les protestations des municipalités. Le gouvernement en a eu la preuve dans Labelle au cours de la dernière élection où on a parlé de la loi de la voirie. Le ministre de la Voirie a déclaré, en août dernier, que la loi du gouvernement était bonne, il trouvait excellente la législation du gouvernement. Il n'y voulait pas changer un iota. Il était prêt à tomber avec elle à jouer son avenir plutôt que de la changer ou de prendre celle de l'opposition. J'ai alors défié le gouvernement de faire des élections générales avec une pareille loi.

Après l'élection, le premier ministre a annoncé que le gouvernement modifierait sa loi, et qu'il accepterait une partie de la politique de l'opposition. Celle-ci est manifestement préférée. Le ministre ne pourra plus tomber avec sa loi, puisque sa loi est déjà tombée; mais il pourra peut-être tomber après elle. Cela démontre quelle erreur avait commis le gouvernement et combien raison avait l'opposition de réclamer pour le cultivateur un meilleur traitement.

Le peuple est en faveur de la politique de l'opposition et il est opposé à la loi adoptée par le gouvernement car, lorsqu'elle fut adoptée, les droits des fermiers ont été ignorés et tout a été fait dans l'intérêt de l'automobiliste. Le gouvernement a inauguré sa politique en 1912, en engageant les municipalités à macadamiser leurs chemins. Il s'est surtout placé au point de vue de satisfaire les besoins du nouveau rotarisme, le roulage des voitures automobiles, c'est-à-dire, les automobilistes, et il n'a pas songé à la situation qu'il allait créer dans notre province, situation ingrate, vexatoire et ruineuse pour nos cultivateurs. L'incompétence de certains employés du gouvernement a fait dépenser inutilement des milliers et des milliers de dollars aux cultivateurs.

Et des ingénieurs, des inspecteurs incompetents ont fait dépenser inutilement des millions aux municipalités, par de mauvais devis, de mauvais plans et leur manque de direction, ignorant absolument la situation, les besoins et les moyens des cultivateurs et leur imposant des obligations municipales très lourdes et non proportionnées aux revenus de la terre.

Ces employés ignoraient les besoins et les ressources des cultivateurs. Dans plusieurs cas, les routes furent mal construites, mais cependant les journaux du gouvernement ne cessent de manier l'encensoir. Si les cultivateurs émigrent en grand nombre vers les États-Unis, c'est à cause du lourd fardeau de taxes causées par les dépenses de la voirie.

Ce qui fait la crise agricole aujourd'hui, c'est l'augmentation du budget de la ferme sans augmentation de revenus, mais diminution. On a engagé les municipalités à payer cher pour la confection de leurs chemins, et ils ne peuvent presque plus s'en servir avec des voitures à chevaux. Les cultivateurs ne sont pas capables de jouir des chemins pour lesquels ils paient si cher. Ils sont obligés de se jeter presque dans les fossés à chaque instant pour livrer la route aux automobiles et les laisser passer, et cela, dans leurs propres chemins, à eux, leurs chemins qu'ils ont faits.

La loi fut ainsi faite que les municipalités se trouvèrent en face de la perspective de supporter des taxes fort lourdes pendant 40 ans<sup>6</sup> et, en trois ans, les routes sont détériorées. Le gouvernement fait faire aujourd'hui des chemins en vue de servir les automobilistes, mais sans considération pour les cultivateurs. Ils ne sont plus capables de voyager en voiture sur les routes sans risquer de faire blesser leurs chevaux.

Cet automne, par exemple, de braves cultivateurs du comté de Laval, des jardiniers, maraîchers, se rendaient de peine et de misère avec leurs charges à Montréal, tant les chemins goudronnés étaient glissants et fatigants. Des chevaux se sont brisés les pattes en tombant sur ces chemins. On n'avait pas tenu compte des besoins des cultivateurs, mais uniquement de ceux des automobilistes. À une autre époque, un cultivateur de 65 ans pouvait prendre sa retraite et vivre modestement à l'ombre de l'horloge de l'église du village. Mais maintenant, avec les taxes municipales dues à la politique des routes et ses gaffes, le vieux cultivateur doit oublier toute idée d'une retraite paisible.

La situation est intenable, les cultivateurs ne peuvent plus utiliser un cheval sur la route. Les cultivateurs qui demeurent doivent éviter la route ou s'acheter une automobile. Ils ne peuvent aller en voiture, comme autrefois. Je dis que cette situation est injuste pour le cultivateur, qui n'est plus maître chez lui, qui n'est plus maître dans sa municipalité, mais qui est obligé d'agir et de payer suivant les exigences du gouvernement. Les chemins sont détériorés par les étrangers et ce sont les cultivateurs qui payent pour des détériorations et les dégâts faits par des gens qui payent des taxes au gouvernement, mais rien aux municipalités. Des étrangers utilisent les routes sans bénéfice aux classes rurales, filant sur les routes, soulevant de la poussière et poussant le cultivateur dans le fossé.

Dès 1912, du temps de M. Tellier, l'opposition a réclamé la classification des routes, elle a prôné la construction et l'entretien des grandes routes par les gouvernements d'Ottawa et de Québec et des routes secondaires par les municipalités suivant le principe de la vieille loi des primes. Mais le gouvernement repoussa alors cette idée. S'il avait adopté ces suggestions, le gouvernement se serait épargné bien des frais inutiles. Le projet de loi comprend une amélioration au sujet de l'entretien des routes régionales, mais je regrette qu'il étende les pouvoirs du ministre de la Voirie. Cela sent l'oligarchie. Le ministre de la Voirie est le grand maître des municipalités rurales, les cultivateurs sont ni plus ni moins que ses serviteurs. Je ne m'attaque pas au ministre de la Voirie personnellement, mais au pouvoir conféré à un ministre qui, demain peut-être, sera un autre homme.

Le gouvernement donne des contrats pour les ouvrages routiers à toutes sortes de compagnies inconnues qui achètent des matériaux aux cultivateurs, les embauchent pour travailler sur les routes et ne les paient pas.

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska)** met le chef de l'opposition au défi de lui citer un cas de ce genre.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Il y a à peine quelques jours, j'ai cité un cas à Abbotsford, dans le comté de Rouville, et il citera, affirme-t-il, d'autres cas et donnera d'autres exemples du même genre, avant que le bill passe la Chambre. Il demande au gouvernement de garantir dans ses contrats de voirie l'argent dû par les entrepreneurs aux cultivateurs qui ont fourni des matériaux, pour la confection des chemins ou qui y ont travaillé. Le gouvernement devrait retenir l'argent nécessaire pour garantir le paiement de ces comptes. Le gouvernement a un ingénieur qui se tient sur les lieux et il devrait représenter les intérêts des fournisseurs et des travailleurs. Cet ingénieur devrait recevoir des états de compte de ces gens et les transmettre au gouvernement. D'ailleurs, la plupart de ces contrats sont faits à des prix unitaires, le prix moyen du chemin n'est déterminé qu'à la fin des travaux.

Le gouvernement devrait porter plus d'attention aux réclamations des cultivateurs et rendre la vie sur les terres plus agréable. Chaque loi adoptée par le gouvernement a une tendance à mettre le peuple en esclavage. Le gouvernement suit exactement l'exemple de certains pays de l'Europe. Les cultivateurs ne peuvent rien faire sans en demander la permission au lieutenant-gouverneur en conseil, et ils ne peuvent prendre aucune décision sans l'assentiment du ministre de la Voirie. Que lui reproche-t-on, de trop dépenser? Il est comme d'autres, la victime du faux progrès et d'une fausse mentalité. Il imite les autres: que ceux-ci dépensent moins et il dépensera moins.

Si vous voulez que le cultivateur aime son domaine, respectez-le, encouragez-le, mais n'en faites pas un mercenaire, un censitaire, un payeur de taxes: Donnons-lui l'espoir qu'un jour il pourra jouir lui aussi du repos dans l'aisance, mais ne le condamnons pas à un travail ardu, ingrat, pour tout le temps de sa vie; donnons-lui les moyens de céder sa terre à un enfant sans trop d'obligations, mais avec la possibilité de vivre et de faire vivre ses parents. Le gouvernement gouverne d'une manière des plus arbitraires et je me demande s'il y a un autre Parlement en Amérique du Nord où l'on trouve une gouverne aussi arbitraire.

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska):** Ce discours que nous venons d'entendre de la part du chef de l'opposition est plutôt un discours digne des

"hustings" qu'un discours prononcé en Chambre sur une mesure gouvernementale. C'est un discours électoral émaillé d'exagérations et d'injustices envers le gouvernement et le peuple de cette province. Je ne m'étonne pas que le chef de l'opposition, malgré qu'il n'ait pas perdu sa mauvaise habitude de critiquer à tout propos et d'inventer une foule de choses qui n'intéressent nullement la Chambre, ait admis que le gouvernement améliore constamment sa politique de voirie.

Et comment pourrait-il en être autrement quand, de tous côtés, le gouvernement reçoit les éloges et les plus vives félicitations de ceux qui depuis l'inauguration de cette politique des bonnes routes en ont bénéficié ou ont admiré les développements rapides qui se sont produits. Il faut que notre loi soit vraiment bonne pour que le chef de l'opposition l'admette. Malheureusement, il nous a exprimé son opinion dans un discours électoral et comme tous les discours de ce genre, sa diatribe a été remplie d'exagérations et souverainement injuste envers le gouvernement et la population de la province.

Mon honorable ami prétend que nous copions les idées de l'opposition, que nous lui avons volé sa politique de voirie. C'est son thème favori, quand une mesure qui lui plaît est présentée en cette Chambre. Non seulement nous ne pouvons lui concéder cela, mais nous le nions. Nous ne copions pas le programme de l'opposition, mais nous proposons une réforme qui vient à son heure. L'opposition réclame donc en vain le mérite de l'idée de faire entretenir les grandes routes par la province. Cela est bel et bien dans nos statuts depuis plusieurs années.

Dès les débuts de notre politique, nous avions des dispositions relatives à l'entretien des routes. Quant à faire payer le coût exclusif par la province, c'est une idée qu'on pouvait bien avoir depuis longtemps, mais qu'il ne fallait pas songer à mettre à exécution avant que le temps fût venu. Nous ne pouvions toujours pas entretenir les routes avant de les construire! Le chef de l'opposition nous reproche de ne pas avoir accepté la suggestion concernant la classification des routes.

Qu'est-ce que la classification avait à faire avec le coût de l'entretien des routes? C'est en vain que le chef de l'opposition nous reproche de nous être approprié la suggestion que faisait l'ancien leader du Parti conservateur. Il est vrai qu'en 1912, le prédécesseur du chef de l'opposition, M. Tellier, préconisa autrefois l'entretien des routes par le gouvernement. Cependant, ce projet était alors trop hâtif et d'ailleurs, la province n'aurait pu supporter

les frais considérables que cette innovation aurait occasionnés. Il était trop tôt pour classer comme il le voulait les routes de la province. Ceci n'aurait pas amélioré la situation car l'entretien doit être fait, qu'il y ait une classification des routes ou non.

**M. Smart (Westmount):** Si c'est le cas, pourquoi le ministre de la Voirie, parlant à Papineauville dans Labelle, a dit que le gouvernement ne considérera pas la question de l'entretien des routes? J'étais là et je l'ai entendu.

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska):** Je vais m'occuper de cette question plus tard.

**M. Smart (Westmount):** Pourquoi ne pas répondre maintenant?

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska):** Je vais répondre prochainement. Qui pouvait prévoir que la circulation augmenterait au point où elle est rendue aujourd'hui? Depuis dix ans, les conditions ont changé dans la province, nous avons réalisé aujourd'hui que les subventions que nous accordions aux municipalités n'étaient plus suffisantes et qu'il était temps d'en venir à l'entretien par nous-mêmes. Alors, aussi les moyens nous manquaient. Le trafic a tellement augmenté sur les routes principales que les cultivateurs ne peuvent assurer les réparations. L'entretien des routes par le gouvernement va coûter très cher. Le gouvernement n'avait pas le droit d'engager le crédit de la province dans une telle entreprise avant d'être certain de se procurer des revenus suffisants pour faire face à des dépenses énormes.

Dix ans auparavant, le gouvernement n'avait pas l'argent nécessaire. Jusqu'à aujourd'hui, le gouvernement, qui tient à donner à la province une sage administration, n'avait pas les moyens de payer l'entretien des chemins. Nous ne pouvions toujours pas, pour faire plaisir à l'opposition, engager le crédit de la province. Avec quoi allions-nous entretenir les routes? Maintenant, nous avons les moyens nécessaires. Grâce aux revenus que nous nous sommes assurés, nous pouvons assumer cette charge.

(Applaudissements)

Si le gouvernement n'a pas pris plus tôt l'entretien des chemins à sa charge, c'est parce qu'il fallait des ressources qu'il ne possédait pas alors. Il fallait de l'argent et, par sa propre initiative, il s'est créé des ressources. Il est bon d'améliorer, mais aussi faut-il avoir les fonds nécessaires pour atteindre ce but. Nous avons amélioré au fur et à mesure que le besoin

s'en faisait sentir. N'était-ce pas plus sage? Nous avons suivi une politique progressive en cette matière faisant face graduellement aux besoins en égard à nos ressources et à celles des municipalités. Encore aujourd'hui, ne sommes-nous obligés de retenir certaines municipalités qui s'engagent dans la confection de chemins et qui n'en ont pas les moyens?

Mon honorable ami crie encore à l'étatisation; il trouve que nous voulons donner trop de pouvoirs au ministre. La loi confère des pouvoirs au lieutenant-gouverneur en conseil et au ministre de la Voirie. Est-ce qu'il y a un autre moyen de faire une loi? Mais, M. l'Orateur, allons-nous être obligés de présenter une loi en Chambre, chaque fois qu'il sera question de construire un bout de chemin? Pouvons-nous toujours pour la moindre chose passer des lois spéciales sous prétexte qu'on ne doit pas accorder des pouvoirs à un ministre? Les pouvoirs du ministre de la Voirie, quant à la classification des routes, sont nécessaires si l'on veut une bonne administration.

Le chef de l'opposition s'est lamentablement apitoyé sur le sort des cultivateurs, il prétend les défendre. Il n'est pas le seul à s'occuper des cultivateurs, le gouvernement s'en occupe aussi des cultivateurs. Il s'en est occupé bien avant lui et mieux que lui! Il a prétendu que l'amélioration de la voirie avait été trop coûteuse, en notre province, et que des cultivateurs avaient émigré aux États-Unis, parce qu'ils ne pouvaient plus payer leur part de ces dépenses. C'est de l'exagération pour ne pas dire plus. C'est une assertion contre laquelle je proteste avec indignation. (Applaudissements)

Pourquoi donc des cultivateurs sont partis de régions où il n'y avait pas un pouce de chemin? Je défie le chef de l'opposition de donner le nom d'un seul cultivateur qui a émigré aux États-Unis ou dans les grandes villes pour cette raison. Je suis convaincu que si la chose s'est produite, ceux qui quittèrent leur ferme avaient d'autres raisons personnelles. Car s'il est vrai, malheureusement, que des cultivateurs nous ont quittés, c'est que la classe agricole a été victime, comme toutes les classes de la société, de la crise industrielle qui a sévi dans notre pays, comme partout ailleurs.

Nos cultivateurs ont eu à souffrir de cette crise mondiale comme tout le monde et ce n'est pas la faute du gouvernement si leurs produits ne se sont pas toujours vendus aussi bien qu'ils l'auraient dû. Ils ont dû faire face à une crise bien sérieuse, la vente des produits agricoles a considérablement diminué. Il y a eu une sécheresse et les prix ont subi une trop forte baisse.

Ils n'ont pu réaliser suffisamment, l'année dernière, pour faire vivre leur famille et entretenir

leurs troupeaux; ils durent s'endetter et ils ont émigrés, ils sont partis à cause de cette baisse subite des produits de la ferme, à cause des dettes qu'ils ont contractées, n'ayant pu supporter la crise qu'ils ont traversée. Et la fameuse loi des faillites, - cette mauvaise loi des faillites que nous avons dénoncée l'autre jour - et que le Parlement fédéral nous a imposée est l'une des causes de malaise dont nos cultivateurs ont souffert. Ses effets ont causé la ruine d'un grand nombre d'entre eux malheureusement.

Voilà les raisons qui ont pu motiver le départ de ces cultivateurs pour l'étranger. L'opinion que la vie est moins chère dans la république voisine attire beaucoup de Canadiens. C'est aussi une cause du passage des nôtres aux États-Unis. Personne n'est venu dire devant le comité d'agriculture que cela était dû à la voirie. Heureusement, la population de nos campagnes a repris confiance; l'avenir est plus encourageant pour nos cultivateurs et le gouvernement, en se chargeant de l'entretien des routes, leur assure une nouvelle ère de prospérité...

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):  
Il est six heures.

Le comité, ayant étudié les résolutions, fait rapport qu'il n'en a pas terminé l'examen. Il est ordonné que le comité siège de nouveau à la présente séance.

#### **Messages du Conseil législatif:**

**M. l'Orateur** informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, le bill suivant:

- bill 37 amendant la loi pour prévenir les incendies.

À 6 heures, la Chambre suspend ses travaux.

#### **Reprise de la séance à 8 h 30**

##### **Département de la Voirie**

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se

forme de nouveau en comité général pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 24 concernant le département de la Voirie.

Adopté.

#### **En comité:**

Le comité poursuit l'étude des résolutions.

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska)** On dit que le bill donne au ministre des pouvoirs exorbitants. La nouvelle loi telle que soumise au comité, loin de donner plus de pouvoir au ministre de la Voirie, lui en donne moins qu'il a eus jusqu'ici en en confiant une partie au lieutenant-gouverneur en conseil. L'autonomie des municipalités est sauvegardée. Il n'y a pas lieu de crier à l'arbitraire. C'est la municipalité qui prend l'initiative de ses travaux de voirie, puis elle s'entend ensuite avec le ministre.

La loi de la voirie a aidé les municipalités et elle a depuis aidé au développement général de la province en augmentant considérablement la valeur des terres longées par les routes construites par le gouvernement. La voirie n'a pas servi seulement aux promeneurs, comme le dit le chef de l'opposition. Les chemins ont été construits pour répondre aux besoins essentiels de la province et pour aider à son progrès et à son développement. Le gouvernement a considéré les besoins de la province et des populations des centres ruraux. De plus, les millions que le gouvernement a dépensés pour les chemins ont servi dans une large mesure à atténuer les effets de la crise économique.

En effet, il est bon de noter que la plupart des sommes dépensées pour la construction des routes furent distribuées parmi les cultivateurs de nos campagnes qui obtinrent la plupart des emplois des compagnies chargées d'effectuer les travaux. Je suis convaincu que les cultivateurs sont très satisfaits de la loi de la voirie. Ils demandent continuellement de nouvelles routes.

Il a pu y avoir des erreurs de construction depuis 1912, mais ils ont appris de leur expérience, dit-il. Pour ce qui est de la déclaration de M. Perron dans Labelle, il défendait la loi de l'année précédente, comme ce n'était pas le temps, alors, d'annoncer les changements soumis aujourd'hui à la Chambre.

Le chef de l'opposition se plaint que l'on ne protège pas, dans la loi, les journaliers et les fournisseurs, et il a cité ce cas de la Montreal Dump

Truck Company, au sujet de laquelle il a soulevé, l'autre jour, un débat. On a répondu à cela que c'est l'entrepreneur qui a transféré son contrat, sans l'assentiment du département, qui sera responsable des pertes subies par les journaliers et les fournisseurs. Il ne serait pas du tout logique que, dans les contrats, il y ait une clause de garantie aux journaliers et aux fournisseurs. Le gouvernement ne peut étendre son contrôle jusqu'à protéger les ouvriers à l'emploi des contracteurs. La proposition du chef de l'opposition est impraticable. Le ministre de la Voirie ne peut inclure dans les contrats consentis pour la construction des routes, des clauses protégeant les fournisseurs de matériaux et les sous-entrepreneurs et garantissant le paiement des salariés. Le gouvernement exige que toutes les clauses de ses contrats soient respectées, en autant que les fournisseurs sont concernés. N'est-ce pas plutôt à eux à se protéger contre l'entrepreneur et voir si ce dernier est solvable ou non?

Les cultivateurs doivent également se protéger eux-mêmes en ne travaillant que pour des compagnies solvables qui leur offrent des garanties suffisantes. Le gouvernement ne peut prendre soin de tous ces détails dans une entreprise aussi considérable. Est-ce qu'il appartient au département à voir à tous ces détails qui nuiraient à la construction de la voirie? Comment veut-on que le gouvernement puisse garantir certaines ventes que les cultivateurs pourraient faire plus tard, après le contrat avec l'entrepreneur? Du reste, j'ai assez confiance dans les cultivateurs de cette province pour être sûr qu'ils savent se protéger.

Le chef de l'opposition fait un reproche au gouvernement du fait des dommages subis sur nos routes, par suite de l'incompétence des ingénieurs. Cela n'a rien d'étonnant; nous avons entrepris la construction de grands réseaux de routes qui nécessitaient des expériences de toutes sortes. Il n'est pas étonnant que nous n'ayons pas toujours réussi. Dans les États-Unis, où l'on construit des routes depuis si longtemps, on fait encore des expériences. Dans l'Illinois, on fait actuellement des expériences afin de connaître le meilleur système de pavage. Et puis, le trafic a considérablement augmenté depuis dix ans dans notre province. Il n'est assurément pas ce qu'il était voilà quelques années.

Cette augmentation du trafic a rendu beaucoup plus difficile la construction des chemins. Les évolutions du trafic rendent nécessaires bien des expériences. Il nous faut donc faire encore des expériences dans les routes de province car ici, en raison de notre climat surtout, elles sont nécessaires.

Les procédés de construction iront toujours en s'améliorant. Peut-on faire grief aux pionniers de ne pas savoir tout ce que nous savons aujourd'hui?

Nous devrions prendre à nos charges, dit encore le chef de l'opposition, la construction des grandes routes. À cela, nous devons répondre que nous marchons selon nos besoins. Nous répondons actuellement à des besoins nouveaux; plus tard, si nous nous trouvons en face d'autres nécessités, nous les étudierons. Le gouvernement veut développer la province selon ses besoins et l'on peut être sûr que le gouvernement saura toujours répondre aux exigences de l'époque.

Enfin, notre projet de loi n'opprime personne et ne lie en aucune façon les cultivateurs comme le fait croire le chef de l'opposition. Nous respectons les cultivateurs autant que le chef de l'opposition. Nous avons confiance au cultivateur, comme il a confiance en nous. Il a eu déjà l'occasion, maintes fois, d'approuver notre politique de voirie; il l'approuvera encore parce qu'il sait qu'elle est une bonne politique qui a fait avancer considérablement notre province dans les voies du progrès. Durant la dernière campagne électorale dans Labelle, le ministre de la Voirie (l'honorable M. Perron) avait à défendre la loi telle qu'adoptée l'an dernier et, par conséquent, il n'avait pas à annoncer ni à prévoir les changements préconisés aujourd'hui qu'il soumet à la Chambre.

La politique du gouvernement est de développer la province d'après ses moyens, ses ressources et ses besoins. Quant aux bonnes routes, la politique du gouvernement est la continuation de la politique de la voirie poursuivie depuis 1912, elle fera le bonheur de toute la province, de toute la population. Partout, on remerciera le gouvernement d'avoir enlevé aux cultivateurs un bien lourd fardeau que les législateurs, depuis longtemps, si les revenus de la province l'avaient permis, auraient désiré leur enlever.

Le chef de l'opposition, a fait un discours pour se rendre populaire auprès des cultivateurs. Mais les cultivateurs sont des gens intelligents et ils savent à quoi s'en tenir. Les députés qui voteront pour cette loi pourront dire qu'ils l'ont fait parce qu'elle était pour le bien et l'avancement de notre province et dans l'intérêt public. La politique de voirie a été une belle affaire pour la province, elle a sensiblement augmenté sa valeur. La politique de la voirie a été approuvée maintes fois par l'électorat et en la continuant, nous allons apporter à cette province une plus grande somme de bonheur et de prospérité.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** La loi confère trop de pouvoirs au ministre de la Voirie. C'est de l'arbitraire. Si le ministre de la Voirie veut retrancher les pouvoirs arbitraires et vexatoires accordés au lieutenant-gouverneur en conseil, et à lui-même, je suis en faveur du bill. Le reste est toute ma politique.

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska):** La loi ne comporte aucun pouvoir nouveau. Tout juste ce qu'il faut pour le fonctionnement et l'administration du système. Comment pourrait-il en être autrement?

**M. Lahaie (Labelle)** dit approuver entièrement et de tout cœur, le projet de loi tel que soumis. Il a, dit-il, visité plusieurs parties de son comté de Labelle, et les intéressés lui ont déclaré que les clauses du bill concernant l'entretien des routes régionales et provinciales, aux frais du gouvernement, leur donnaient une pleine confiance dans les bonnes dispositions du gouvernement et leur donnaient aussi le gage que la politique préconisée par celui-ci donnerait la plus grande satisfaction, en autant qu'ils sont concernés. La question des routes n'a pas été l'enjeu principal de l'élection dans Labelle. Néanmoins, les municipalités qui favorisent la politique de voirie du gouvernement ont voté pour lui, lors de sa récente élection, déclare-t-il. Il a promis de faire des instances auprès du ministre de la Voirie pour obtenir la construction de cette route.

Je suis heureux de dire que le comté de Labelle sera bientôt doté de la route Montréal-Hull que nous demandions depuis plusieurs années déjà. Les promesses faites pendant ma campagne par l'honorable ministre de la Voirie et moi-même ont été tenues, et déjà la plupart des municipalités intéressées dans le tracé de cette route ont accepté les conditions qui leur ont été suggérées par l'honorable ministre de la Voirie. Le bill concernant l'entretien des routes sera de nature à rendre toutes les municipalités de son comté favorables à la construction de cette route Montréal-Hull. Avec les nouveaux amendements apportés à la loi, il espère que toutes les municipalités concourront, pour la construction de la route, et que les municipalités ayant refusé de coopérer avec le gouvernement dans la construction de cette route changeront d'idée.

**M. Smart (Westmount)** contredit le député de Labelle et déclare que la politique des routes a été le principal enjeu dans Labelle. En plus, le député a dit que si les municipalités ne voulaient pas se joindre au gouvernement dans la construction de la route, elles seraient forcées de le faire.

**M. Hay (Argenteuil)** prend fait et cause pour le ministre de la Voirie.

**M. Smart (Westmount):** Le ministre de la Voirie est assez grand pour prendre soin de lui-même...

**Des voix ministérielles:** Certainement qu'il est capable!

**M. Smart (Westmount):** Il ne fait pas de quartiers et ne devrait pas en demander, et il n'en aura pas de nous. Je promets au député d'Argenteuil qu'à la prochaine élection, je lui donnerai amplement l'opportunité de discuter des routes.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** félicite le représentant de Labelle (M. Lahaie) de sa franchise et déclare qu'il a parlé avec beaucoup de justesse et d'impartialité.

**M. Forest (Sherbrooke)** prononce un discours où il reproche au chef de l'opposition de ne pas s'occuper des Cantons de l'Est. Il ajoute quelques mots de félicitations à l'adresse du gouvernement pour sa politique des routes et approuve le pas en avant qu'il fait par le présent bill. Il fait l'éloge des belles routes qui sillonnent les Cantons de l'Est, qui aident puissamment au développement de nos paroisses et font connaître notre beau pays aux nombreux touristes qui viennent nous visiter.

Il insiste surtout sur l'avantage que procure les bonnes routes que construit le gouvernement provincial et qui sont une aide puissante pour nos cultivateurs qui peuvent, par ces routes, atteindre plus facilement nos marchands et écouler leurs produits.

Il parle du programme de voirie de Sherbrooke qui se continue par la volonté des contribuables de Sherbrooke et qui est lié, pour ainsi dire, au programme de voirie de la province, puisque plusieurs de nos rues sont directement reliées aux routes provinciales<sup>7</sup>.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** félicite les nouveaux députés dont les discours, dit-il, ne furent pas assez longs pour faire de mal à l'opposition... ni au gouvernement!

Mon honorable ami, le député de Sherbrooke (M. Forest) ne perd rien pour attendre. Sherbrooke est en train de devenir une ville célèbre, au point de vue de la Chambre, et je m'élancerai bientôt vers "l'azur" de la reine des Cantons de l'Est.



**M. Hamel (Portneuf)** prononce un long discours pour défendre la politique des bons chemins. Il déclare que les amendements prévus dans la nouvelle loi, non seulement satisfont, mais vont au devant des désirs de citoyens de son comté. Il parle de la route Montréal-Québec qui traverse entièrement le comté qu'il représente à la Législature, le comté de Portneuf. Une délégation de son comté est venue, dit-il, rencontrer le gouvernement pour lui expliquer que le coût de l'entretien de cette route était un lourd fardeau. Les municipalités ont dépensé de grosses sommes d'argent pour la construction de routes, mais à chaque jour, elles veulent emprunter du gouvernement pour cet objectif, ce qui ne démontre pas qu'elles sont ruinées par le gouvernement. Nulle part ailleurs les municipalités ont une autonomie telle que dans la province de Québec. Il est heureux que le gouvernement présente la nouvelle loi et il le félicite pour ce geste.

Avec les chiffres publiés récemment par les divers clubs d'automobile, il veut démontrer que les avantages des bonnes routes compensent, très largement, pour ce qu'elles coûtent. La détérioration des routes, dit-il, est due à l'augmentation des automobiles américaines et non à l'incompétence des ingénieurs de la voirie. D'un autre côté, il ne faut pas se plaindre de ce trafic qui laisse beaucoup d'argent là où il se fait sentir. On évalue, à \$15,000,000, l'argent que les automobilistes étrangers ont laissé ici, en 1922, pour leurs dépenses de voyage, argent qui retombe ensuite sur toutes les classes.

Il est injuste, ajoute-t-il, de dire que les municipalités se sont endettées à cause des dépenses de la voirie. Les municipalités qui ont dépensé beaucoup d'argent pour la voirie veulent en dépenser encore davantage, c'est donc qu'elles apprécient la bonne voirie. Au reste, y a-t-il une seule municipalité qui voudrait aujourd'hui retourner dix ans en arrière? La construction des chemins a été bien faite et le gouvernement respecte toujours l'autonomie des municipalités.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** est moins optimiste que le député de Portneuf qu'il appelle "le héros des privilèges". À son avis, dit-il, les magasins de la Commission des liqueurs en bénéficiaient beaucoup plus que les cultivateurs. Il dénonce encore une fois la politique de voirie du gouvernement, critiquant chacun des discours qu'il vient d'entendre de la part des députés. Il cite quelques cas particuliers et conclut au désastre général. Il déplore la faillite complète de la province de Québec, la misère, l'abomination de la désolation<sup>8</sup>.

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska)** déclare que le capital dépensé dans la province pour la voirie a été gagné, en partie par les cultivateurs, et c'est pour cette raison que les comtés ne sont pas aussi mécontents de cette politique de voirie que le dit le chef de l'opposition. Dans Deux-Montagnes même, on n'est pas de son avis. Sur 318 milles de chemin dans ce comté, 138 milles ont été gravelés et macadamisés. Est-ce que les municipalités de ce comté prétendent qu'elles vont se ruiner en suivant encore cette politique? Évidemment, en parlant comme il l'a fait, le chef de l'opposition a voulu se faire un peu de capital politique.

Ce qu'il y a de certain, c'est que tous les cultivateurs de cette province sont convaincus que, non seulement notre politique de voirie est populaire, mais qu'elle est une richesse. On le dit aussi en dehors de cette province. Il lit un extrait du *Mail & Empire*, organe conservateur d'Ontario, qui blâmant les extravagances de la voirie en Ontario, cite la province de Québec comme exemple de voirie bien faite et économique.

**M. Smart (Westmount)** ajoute quelques remarques à celles du chef de l'opposition et critique le bill. Il rappelle que l'honorable ministre de la Voirie avait promis, durant l'élection de Labelle, de laisser l'ancienne loi telle quelle. Le ministre avait déclaré que les cultivateurs quittaient la province pour des raisons économiques. L'augmentation des taxes et des fardeaux que l'on impose aux municipalités sont des raisons économiques qui ont contribué à l'émigration des nôtres. Dans la paroisse de Boucherville, où l'évaluation est de \$900,000, la dette est de \$300,000, et les cultivateurs qui payaient \$40 ou \$50 en taxes 10 ans auparavant paient maintenant \$500 par année et essaient de vendre leur ferme pour fuir des lourdes taxes.

Ce n'est pas la construction des chemins, mais les charges qui ont résulté de la méthode que l'on a employée qui ont provoqué cette émigration. Le gouvernement sera à même de constater par lui-même que les cultivateurs ne sont pas tous favorables à sa politique de voirie. Une question fut soulevée, à savoir s'il était raisonnable que le ministre de la Voirie vienne devant la Chambre chaque fois qu'il veut réparer ou construire une route. Personne ne conteste cela, mais le département de la Voirie devrait préparer des estimés des travaux qu'il propose pour l'année, la même chose que pour les autres départements. Mais ça ne fait pas l'affaire du ministre. Il aime avoir quatre ou cinq millions votés et les dépenser où il le désire. Ceci n'est ni constitutionnel, ni de bonnes affaires.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Dites-vous que Boucherville a une valeur de \$900,000? Vous avez tous tort.

**M. Smart (Westmount):** On m'a donné cette information, il y a deux semaines.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) fouille quelques chiffres et dit que la valeur de Boucherville est de \$1,500,000.

**M. Smart (Westmount):** Le gouvernement semble assez certain que les cultivateurs allaient voter en bloc pour sa politique des routes parce qu'ils sont des hommes de bon sens...

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Les cultivateurs sont des hommes de bon sens.

**M. Smart (Westmount):** L'opposition est d'accord qu'ils sont de bon sens, et ils démontreront ce bon sens lorsqu'ils auront l'opportunité de voter contre le gouvernement. La meilleure preuve est le vote dans Labelle où le gouvernement est passé très près de perdre, en raison surtout de sa politique des routes. Le gouvernement a eu une courte majorité dans Labelle. Si ça n'avait été de Labelle, il n'y aurait pas eu ce changement soudain dans la politique du gouvernement. Il a entendu le ministre de la Voirie à Papineauville déclarer qu'il était responsable de la politique des routes et qu'il résisterait ou tomberait avec la loi.

En deux mois, on a proposé un changement à la loi, mais ils n'ont pas entendu parler que le ministre de la Voirie était tombé. En ce qui concerne les contrats, si le gouvernement avait les intérêts de la population à cœur, il verrait que les contracteurs n'ont pas volé ceux qui fournissaient les matériaux. L'opposition n'exempte pas le gouvernement d'admettre qu'il a adopté la politique de l'opposition, mais la population le sait et le montrera lorsqu'elle en aura l'opportunité.

**M. Hay (Argenteuil)** réplique durement au député de Westmount et répond à une remarque faite à son sujet par le chef de l'opposition. Il endosse pleinement la loi de la Voirie. Dans son comté, dit-il, ils construisent toutes les routes qu'ils peuvent et s'efforcent d'obtenir tout l'argent qu'ils peuvent du gouvernement pour eux, et pour d'autres comtés, même ceux représentés par l'opposition font de même. Donc, il est évident que la politique des bonnes routes est approuvée par les municipalités

rurales. Sur la route Montréal-Hull, le gouvernement utilise du gravier où c'est disponible, et c'est le meilleur matériau pour leur route. Ils savent quel poids ont eu les arguments de l'opposition dans l'élection de Labelle.

**M. Smart (Westmount):** Ça vous a donné une bonne frousse de toute façon.

**M. Hay (Argenteuil):** Pas du tout. Que l'on aille partout en province et, si le résultat est le même que dans Labelle, le gouvernement sera assez satisfait. (Applaudissements)

**M. Smart (Westmount):** Nous vous donnerons une chance dans Argenteuil.

**M. Hay (Argenteuil):** Il est injuste, alors qu'ils ont un homme d'affaires compétent pour diriger les affaires du gouvernement, de l'attaquer, et ils sont tous fiers de lui. Les dires de l'opposition concernant l'extravagance sont en comparaison avec la province voisine. L'Ontario dépense autant pour un mille que ce que Québec dépense pour cinq milles, et je doute, dit-il, qu'ils aient de bien meilleures routes.

**M. Grégoire (Frontenac)** demande un nouveau chemin pour son comté. Il affirme que ses électeurs sont très prospères et ne se plaignent pas des taxes. Il dit que les municipalités de son comté ont tiré de grands avantages de la politique de voirie du gouvernement.

Il suggère à l'opposition, lors de la prochaine élection, de dire aux électeurs de voter pour les candidats du gouvernement si celui-ci adopte, comme ils le clament, la politique que l'opposition appuie fortement.

**M. Philps (Huntingdon)** félicite le gouvernement et dit que, dans son comté, l'on a su apprécier les bienfaits de la politique de voirie du gouvernement. Dans son comté, où plusieurs routes furent construites, les gens en demandent plus, et le coût pour les cultivateurs est moins élevé que la main-d'œuvre à statut. Les cultivateurs ne sont pas taxés à mort; au contraire, ils sont dans la province la moins taxée du dominion. Il est satisfait du fait que la politique, si on la continue, donnera satisfaction à toute la province. Qu'il revienne à la Chambre ou non, il espère que le gouvernement continuera avec la politique des bonnes routes et qu'il aura les électeurs derrière lui.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** ajoute quelques remarques au sujet des discours précédents. Il affirme que le bill ne laisse pas les municipalités maîtresses dans leur propre maison. Il maintient encore que la politique du gouvernement a été désastreuse pour les municipalités. Le gouvernement s'en est rendu compte et il cherche maintenant à faire des amendements en vue de la prochaine élection.

Il demande d'ajourner à demain l'étude du projet de loi.

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska)** dit quelques mots en réplique. Il maintient que les municipalités ne sont pas opposées à la politique du gouvernement et que les cultivateurs en ont bénéficié non seulement en ayant de bonnes routes sur lesquelles transporter leurs produits au marché, mais en ayant du travail et en fournissant les matériaux requis pour la construction. Les cultivateurs ne s'en tirent pas si mal avec la construction de routes, car il connaît des gens dans son comté d'Arthabaska qui ont gagné \$1,000 et \$1,500 par année en travaillant sur les routes et en fournissant des matériaux. Les cultivateurs de Deux-Montagnes, représentés à la Chambre par le chef de l'opposition, se sont bien tirés d'affaire, et le comté du chef conservateur mène en termes de construction de routes.

(Applaudissements)

Dans Deux-Montagnes, il y eut 138 milles de routes sur un total de 318 milles qui furent revêtues de gravier ou de macadam. Le chef de l'opposition est arrivé au département de la Voirie pour obtenir des octrois pour son comté. Il devrait se placer au-dessus de la politique de temps en temps et dire quelques bons mots pour le gouvernement. Il ne voit pas pourquoi le député de ce comté peut soutenir que les comtés sont opposés à la politique. Au lieu d'être opprimés par la politique, les cultivateurs ont réalisé que c'était un bénéfice pour eux, alors que, dans l'Ontario, la politique de Québec est citée comme un exemple à suivre.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** ajoute quelques autres remarques. Le ministre, dit-il, essaie d'en faire un ennemi des bonnes routes, ce qui n'est pas le cas. Le point central de son argumentation est qu'en raison de l'incompétence du département, la majeure partie de l'argent de la population a été gaspillée. Il répète que si le ministre retirait les pouvoirs arbitraires et contrariais qui lui sont dévolus dans le bill, il voterait pour.

Les résolutions sont adoptées.

#### Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté plusieurs résolutions, lesquelles sont lues deux fois et adoptées.

Il est ordonné que lesdites résolutions soient renvoyées au comité général chargé d'étudier le bill 24 concernant le département de la Voirie.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) veut que le bill soit renvoyé à l'instant.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** s'objecte à l'empressement.

#### Questions et réponses:

##### Assurances prises par le gouvernement

**M. Gault (Montréal-Saint-Georges):** 1. Quel montant d'assurance sur les propriétés du gouvernement, quelle que soit leur situation, a été placé par MM. Bray et Dupont?

2. Quels sont les noms des compagnies d'assurance, le montant des polices dans chaque compagnie et la prime des diverses polices?

3. Même question pour la corporation des Obligations municipales.

4. Même question pour MM. Belleau, Auger & Turgeon.

5. Même question pour MM. Tessier, Fages & Cie.

##### L'honorable M. Galipeault (Bellechasse):

1. MM. Bray et Dupont, rien.

2. M. Bray:

<i>Compagnie</i>	<i>Montant</i>	<i>Prime</i>
Western Insurance Co.	\$25,000.00	\$400.00
Cie Assurance du Canada	15,000.00	240.00
Employer's Liability	20,000.00	280.00
Western Fire Ins. Co.	20,000.00	180.00

3. Rien

4. Belleau, Auger & Turgeon, rien.

##### Belleau & Auger:

<i>Compagnie</i>	<i>Montant</i>	<i>Prime</i>
Ins. Co. of North America	\$23,387.00	\$374.20
Mont Royal	10,794.00	172.70
Employer's Liability	18,000.00	126.00
Employer's Liability	23,387.00	374.20

**Belleau & Auger:**

<i>Compagnie</i>	<i>Montant</i>	<i>Prime</i>
Liverpool, London & Globe	25,000.00	350.00
Providence Washington Ins.	13,000.00	117.00
Ins. Co. of North America	23,000.00	207.00

**J.-E. Turgeon:**

<i>Compagnie</i>	<i>Montant</i>	<i>Prime</i>
Guardian Assurance	10,000.00	140.00

5.

**Tessier, Fages & Cie:**

<i>Compagnie</i>	<i>Montant</i>	<i>Prime</i>
Queen Insurance Co.	\$10,000.00	\$ 76.65
Queen Insurance Co.	36,000.00	576.00
Queen Insurance Co.	30,000.00	420.00
Royal Insurance Co.	12,500.00	112.50
The Home insurance	12,500.00	112.50

**Acte signé entre le gouvernement et MM. Galois et Piché**

**M. Smart (Westmount):** 1. Devant le notaire Sirois, à Québec, le 6 août 1919, un acte a-t-il été signé par le gouvernement et MM. Camille Galois et Gustave-Clodomir Piché?

2. Si oui, quel a été l'objet de cet acte?

3. Un ordre en conseil a-t-il été pris pour échange de lots entre le gouvernement et les susdits MM. Galois et Piché?

4. Si oui, à quelle date?

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):

1. Oui.

2. Échange de terrains en vertu de 7 George V, chapitre 22, section 1.

3. Oui.

4. 29 novembre 1918 et 27 juin 1919.

**Employés rémunérés par la Commission des liqueurs**

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** demande les noms des personnes dont les services ont été rémunérés par la Commission des liqueurs depuis le 1<sup>er</sup> mai 1922.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) répond qu'il ne peut donner au chef de l'opposition

les noms et prénoms au long des personnes dont les services ont été rémunérés de quelque façon par la Commission des liqueurs depuis le 1<sup>er</sup> mai 1922.

Que le chef de l'opposition, dit-il, pose une question sur un cas particulier et nous serons heureux de lui répondre.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** demande la parole sur cet ordre de la Chambre.

Le débat est ajourné.

**Dépôt de documents:****Requêtes de citoyens**

**L'honorable M. David (Terrebonne)** dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre, en date du 29 novembre 1922, pour copie de toute correspondance et requêtes adressées en 1921 par les contribuables de Saint-François-Xavier-des-Hauteurs, comté de Rimouski, et de Sainte-Jeanne d'Arc, comté de Matane. (Document de la session no 65)

La séance est levée après 11 heures.

**NOTES**

1. Selon *L'Action catholique*, à la page 8, le ministre aurait répondu 444 saisies.

2. La résolution adoptée la veille par le conseil municipal de Montréal et que désire connaître officiellement le chef de l'opposition se lisait comme suit: "M. l'échevin Brodeur et MM. les échevins Turcot et Sansregret qui l'accompagnent à Québec sont priés par le conseil municipal de faire rétablir dans le bill de Montréal, l'article suivant: "toute matière qui est du ressort du conseil, sauf dans les cas où il est autrement prescrit, doit être soumise au comité exécutif pour rapport au conseil dans les trente jours".

3. 368 milles selon *L'Événement* et *Le Soleil*.

4. 370 milles selon *Le Soleil*.

5. Selon *L'Événement*, il s'agit de 175 milles au coût de \$1,000,000.

6. 41 ans selon *The Gazette*, 13 décembre 1922, à la page 8.

7. Selon *La Tribune*, comme le député prononçait son premier discours en Chambre, il fut applaudi par ses collègues.

8. *Le Soleil* du 13 décembre, à la page 10, rapporte de façon nettement partisane les propos de M. Sauvé et dit qu'il a parlé pendant une demi-heure.



## Séance du mercredi 13 décembre 1922

## Présidence de l'honorable J.-N. Francoeur

La séance est ouverte à 3 h 30.

## Prière.

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Comité  
des comptes publics

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Je tiens à faire remarquer à la Chambre que le comité des comptes publics, qui devait se réunir hier soir, puis ce matin, n'a pas siégé, faute de quorum. Quand ce comité pourra-t-il se réunir et quelles mesures y a-t-il à prendre pour obtenir cette réunion? Le soir, on nous répond que la Chambre siège et, le matin, on nous dit que les députés sont occupés aux comités. Je voudrais savoir s'il y a moyen de réunir les membres de ce comité, car nous avons d'importantes questions à y discuter.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Cela tient au fait que plusieurs comités siègent simultanément. Nous ne pouvons pas arrêter le travail des autres comités pour former un quorum au comité des comptes publics. Le comité des bills privés achève l'étude de la législation qui lui est soumise et, après cela, je suppose que le comité des comptes publics pourra siéger. L'honorable chef de l'opposition n'a qu'à s'entendre à ce sujet avec le président de ce comité, le représentant de Québec-Centre (M. Cannon). Toutefois, il est peut-être tard pour convoquer le comité sans retarder les travaux de la Chambre. Quant à ce qui est arrivé ce matin, alors que l'on n'a pas pu former quorum, on comprendra que le président du comité tenait à ne pas manquer les séances des autres comités où des bills de Québec l'intéressaient plus que tout autre.

Modification du règlement  
concernant les pétitions

**M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques)** propose, appuyé par le député de Montréal-Saint-Laurent (M. Miles), que toutes les dispositions du règlement qui ont trait à l'avis, à la présentation, à la réception et à l'examen des pétitions introductives de bills privés ainsi que l'examen préliminaire, à la présentation et à l'examen par les comités des bills privés, soient

suspendues et qu'il lui soit, en conséquence, permis de présenter la pétition de "The Protestant Board of School Commissioners of the City of Montreal", que cette pétition soit lue et reçue aussitôt que présentée et qu'il lui soit permis de présenter un bill concernant l'éducation des enfants non catholiques et non protestants de la cité de Montréal.

Adopté.

## Présentation et lecture de pétitions:

En conséquence, ladite pétition de The Protestant Board of School Commissioners of the City of Montreal est présentée, lue et reçue par la Chambre.

Éducation  
des enfants

**M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques)** demande la permission de présenter le bill 112 concernant l'éducation des enfants non catholiques et non protestants de Montréal<sup>1</sup>.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

## Rapports de comités:

**M. Ashby (Jacques-Cartier):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le quinzième rapport du comité permanent des bills privés. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, sans amendement, le bill suivant:

- bill 109 exemptant The Women's Hospital of Montreal du paiement de la taxe scolaire à la cité de Montréal.

Et, avec des amendements, le bill suivant:

- bill 103 amendant la loi constituant en corporation la Commission métropolitaine de l'île de Montréal.

Sociétés  
coopératives agricoles

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine) demande la permission de présenter le bill 190 amendant les statuts refondus, 1909, relativement aux sociétés coopératives agricoles.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

### Licences

**L'honorable M. Nicol (Richmond)** demande la permission de présenter le bill 196 amendant la loi des licences de Québec.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

### Code de procédure civile, article 1143

**M. Mercier (Trois-Rivières)** demande la permission de présenter le bill 167 amendant l'article 1143 du Code de procédure civile.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

### Transport du bois de construction

**M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis)** demande la permission de présenter le bill 165 amendant les statuts refondus, 1909, relativement au transport par endorsement des reçus pour bois de construction.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

### Questions et réponses:

#### Meurtres

**M. Cannon (Québec-Centre):** 1. Combien de meurtres commis dans la province de Québec, depuis 4 ans, ont été punis?

2. Quels sont les noms des meurtriers?

3. Quel a été le résultat des démarches du procureur général et de ses officiers dans chacun de ces cas?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

1. 32 et 11 causes de meurtre en suspens, ainsi qu'expliqué aux paragraphes 2 et 3 du numéro 2.

2. Philémon Gagné, Alphonse Létourneau, Albert Laporte, Armand Beauregard, Osias Riopel, Sarah Ann Wilson, Harry Fraser, Omer Gravel, Philippe Konovoal, Francis Mace, Joseph Labrie, Emile Labrie, Nick Debeka, George Morari, alias Big George, Mike Prosko, alias Big Mike, Marie-Anne Houde, Téléphore Gagnon, Roméo Rémillard, Joseph Rémillard, Choo Tong, Julie Zazefsky, Pasquale Deodati, Douglass, E. Stott, Antonio Sprécace, A. Rouso, G. Senecrope, B. Natello, P. Sawetch, P. Delorme, M. Allen, R. Lacoste, G. Paletti, Victor Dupuis, Michael Murray, Grace Moreno, George Baker, Adrien Sénécal, Jeanne

Gilbert, Philéas Blouin, Chas Eugène Roussel, Eugénie Chassé.

Les personnes suivantes sont détenues dans des asiles d'aliénés ou attendent leur procès, ou, ayant été condamnées, ont porté leur cause en appel, à savoir:

Nick Cegleshy, Xavier Bucksthot, Louis Isidore Lence alias Jack Lence, Célestin Turcotte, Henri Roy, Gustave Dubé, Adélarde Delorme, W. St-Onge, E. Trudeau, Raoul Brodeur, et deux autres personnes, dans le district de Hull, ne doivent pas être nommées pour cause d'intérêt public.

3. En ce qui concerne les prisonniers mentionnés au premier paragraphe, la punition des coupables; en ce qui concerne les prisonniers mentionnés dans le troisième paragraphe, la poursuite des coupables.

### Sommes payées à Charles Lanctôt

**M. Smart (Westmount):** 1. Le procureur général a-t-il approuvé le paiement des comptes de \$700, \$3,500 et \$1,000, qui, d'après les *Comptes publics de 1921-22*, pages 156 et 157, ont été payés à M. Charles Lanctôt, assistant procureur général, pour services dans différentes causes?

2. Si oui, à quelle date?

3. Le lieutenant-gouverneur en conseil a-t-il, par ordre en conseil, approuvé le paiement de ces comptes?

4. Si oui, à quelle date?

**L'honorable M. Nicol (Richmond):** 1. Oui.

2. 9 novembre 1921; 4 janvier 1922; 11 mai 1922.

3. et 4. Non, et ce n'était pas requis.

### Télégramme au premier ministre du Manitoba

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Est-il vrai que l'honorable premier ministre aurait, le ou vers le 30 juin 1920, adressé un télégramme à l'honorable T. C. Norris, alors premier ministre du Manitoba, le félicitant de son maintien au pouvoir.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Le premier ministre, en sa qualité personnelle, a, dans le passé, eu beaucoup de communication avec les ministres des autres provinces, sur des sujets qui ne concernent pas l'intérêt public, et il en aura probablement beaucoup à l'avenir.



**Hamon & Hess**

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Quel est le nom de la maison d'affaires M. Ernest Hess, qui a vendu des marchandises au gouvernement?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):  
1. Hamon & Hess.

**Expropriations**

**M. Ouellet (Dorchester)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 162 amendant le Code municipal, relativement aux expropriations pour fins municipales.

Adopté.

**En comité:**

**M. Ouellet (Dorchester):** Je veux faire amender le Code municipal, afin de permettre aux municipalités d'exproprier des bancs de sable ou des bancs de gravier dont elles peuvent avoir besoin pour leurs travaux de voirie.

**M. Renaud (Laval):** Les municipalités n'ont donc pas ce droit, actuellement?

**M. Ouellet (Dorchester):** Non.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Le ministre de la Voirie a-t-il le droit, lui, d'exproprier ces bancs de sable ou de gravier?

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska):** Oui. Le projet du député de Dorchester a pour but de donner aussi ce privilège d'expropriation aux municipalités.

**M. Renaud (Laval):** De quelle façon allez-vous exproprier? Comment va-t-on s'y prendre?

**M. Ouellet (Dorchester):** Par des évaluateurs.

**M. Renaud (Laval):** Je ne vois pas cela dans le projet.

**M. Ouellet (Dorchester):** C'est dans le Code municipal déjà.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Quels sont les pouvoirs du ministère en ce qui regarde l'expropriation?

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska):** Le ministère a droit d'exproprier un banc de sable ou de gravier, pour les besoins de la voirie.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Même si la municipalité en a besoin pour ses travaux? Cette loi ne donne-t-elle pas des pouvoirs qui peuvent venir en conflit avec ceux que possède déjà dans le même sens le ministre de la Voirie?

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska):** Le ministre de la Voirie n'enlèvera pas aux municipalités ce qui leur appartient et dont elles ont besoin. Le ministre de la Voirie est soucieux plus que tout autre de l'autonomie des municipalités et de leurs intérêts. Il n'arrivera jamais que le département de la Voirie enlève le gravier qu'une municipalité aura exproprié pour elle-même pour le transporter dans une autre municipalité.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** J'ai peur qu'il y ait conflit. J'aime mieux que les municipalités aient une garantie dans un texte de loi. Le projet du député de Dorchester est un bon projet, mais je crois que lorsque la loi de la Voirie sera étudiée, nous devrions l'amender de façon à éviter des conflits. Si nous permettons aux municipalités d'exproprier des bancs de sable et de gravier, il ne faut pas donner le même privilège au ministère, qui pourra dépouiller les municipalités de leurs propriétés.

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine): Nous respectons l'autonomie des municipalités. Le gouvernement, par ce bill, n'enlève rien aux municipalités; au contraire, il leur accorde des droits qu'elles n'avaient pas auparavant. En effet, les municipalités n'ont actuellement aucun droit d'user des carrières que nous leur permettons d'exproprier. Mais supposons seulement que le ministre de la Voirie veuille se servir de ces carrières, il peut le faire et cela n'enlève rien aux municipalités, puisqu'elles n'avaient pas auparavant ce droit que nous voulons lui donner aujourd'hui. Je ne vois pas pourquoi le chef de l'opposition critique ce projet de loi.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Je ne le critique pas, je l'approuve! L'honorable ministre de l'Agriculture ne m'a évidemment pas compris. Je suis pour le projet du député de Dorchester, mais je dis que nous devons éviter un conflit entre les municipalités et le gouvernement, en amendant la loi de la voirie.

**L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine):** Le chef de l'opposition trouve le bill bon et il le critique. S'il est bon, passons le!

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska):** Les deux lois ne peuvent venir en conflit. Si une municipalité veut exproprier un banc de gravier, pour ses travaux de voirie, mon honorable ami doit comprendre que le gouvernement n'aura pas intérêt à le lui enlever...

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Peut-être pour le donner à une autre municipalité...

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska):** Mais non, ce sont là des craintes futiles. Le ministère de la Voirie n'a pas un droit bien extraordinaire. Les compagnies de chemins de fer ont ce droit d'expropriation; il existe depuis longtemps, il n'y a pas eu de conflit et il n'y en aura pas.

Il y a dans les statuts une foule de lois de cette nature. En pratique, du reste, la loi actuelle ne peut être passée sans que nous donnions aux deux les pouvoirs que nous leur accordons en ce moment. Ces pouvoirs sont donnés aux chemins de fer, au ministre de la Voirie et aux municipalités, afin de rendre complète la loi qui concerne ces diverses institutions.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Je persiste à croire que vous empêcherez l'application du projet de l'honorable député de Dorchester, si vous laissez au gouvernement le même droit d'expropriation que vous voulez donner aux municipalités.

Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

**M. Ouellet (Dorchester)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

### Loi médicale

**M. Poulin (Montréal-Laurier)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 151 amendant les statuts refondus, 1909, concernant la loi médicale de Québec.

Adopté.

### En comité:

Le comité étudie le premier paragraphe de l'article 4 qui se lit ainsi:

"4. L'article 4971 des statuts refondus, 1909, tel qu'amendé par la loi 8 George V, chapitre 56, section 13, est de nouveau amendé:

"a. En remplaçant les mots: "une pénalité n'excédant pas cinquante piastres pour une première offense et de pas moins de cinquante piastres, ni de plus de deux cents piastres pour toute offense subséquente" dans les quatrième, cinquième, sixième et septième lignes du paragraphe 1, par les mots: "une pénalité de cinquante piastres pour une première offense, de cent piastres pour une deuxième offense et de deux cents piastres et trois mois de prison pour toute offense subséquente."

**M. Ouellet (Dorchester)** propose que l'article soit amendé en enlevant la pénalité de l'emprisonnement sans option d'amende.

L'amendement est adopté.

L'article 4 ainsi amendé est adopté.

**M. Smart (Westmount)** veut faire biffer certains mots du bill, arguant qu'ils peuvent être interprétés contre les ostéopathes.

**M. Conroy (Montréal-Sainte-Anne)** assure au député de Westmount qu'il n'y a rien dans le bill qui minera la compréhension sous laquelle pratiquent les ostéopathes. Ils pourront continuer à pratiquer leur art tout comme par le passé. Il fait quelques remarques déclarant qu'il approuve le bill.

**M. Poulin (Montréal-Laurier):** Ce bill constitue une mesure dont les clauses donnent au peuple la meilleure garantie qu'à l'avenir, il sera protégé contre ces soi-disant médecins.

Le comité étudie les autres articles du projet de loi et apporte certains amendements<sup>2</sup>.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté avec certains amendements. Les amendements sont lus deux fois et adoptés.

**M. Poulin (Montréal-Laurier)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

**Messages du Conseil législatif:**

**M. l'Orateur** informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

- bill 23 amendant les statuts refondus, 1909, relativement au magistrat de district en chef et à la Commission des services publics de Québec;
- bill 29 amendant les statuts refondus, 1909, relativement au registrateur de la division d'enregistrement de Montréal;
- bill 35 concernant la Commission des chemins à barrières de la rive nord, à Québec;
- bill 154 amendant les statuts refondus, 1909, relativement au Barreau de la province de Québec;
- bill 155 amendant l'article 667 du Code municipal;
- bill 156 amendant l'article 320 du Code municipal.

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, avec certains amendements qu'il la prie d'agréer, les bills suivants:

- bill 70 amendant la charte de la cité de Québec;
- bill 153 amendant les statuts refondus, 1909, relativement aux sociétés de secours mutuels et aux associations charitables.

**Charte  
de Québec**

La Chambre procède à la prise en considération des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 70 amendant la charte de la cité de Québec. Les amendements sont lus une première fois.

**Sociétés de  
secours mutuels**

La Chambre procède à la prise en considération des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 153 amendant les statuts refondus, 1909, relativement aux sociétés de secours mutuels et aux associations charitables. Les amendements sont lus deux fois et adoptés. Le bill est retourné au Conseil législatif.

**Terres en culture  
à Montréal**

**M. Ashby (Jacques-Cartier)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 52 concernant les terres en culture dans la cité de Montréal.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

**M. Ashby (Jacques-Cartier)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

**Charte de  
La Tuque**

**M. Bordeleau (Champlain)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 97 amendant la charte de la ville de La Tuque.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

**M. Bordeleau (Champlain)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

**Véhicules-moteurs**

**L'honorable M. Nicol (Richmond)** propose, selon l'ordre du jour, appuyé par le représentant de Montréal-Dorion (l'honorable M. Lacombe), qu'à sa prochaine séance, la Chambre se forme en comité général pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 194 amendant la loi concernant les véhicules-moteurs.

Adopté.

**Licences**

**L'honorable M. Nicol (Richmond)** propose, selon l'ordre du jour, appuyé par le représentant de Montréal-Dorion (l'honorable M. Lacombe), qu'à sa prochaine séance, la Chambre se forme en comité général pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 196 amendant la loi des licences de Québec.

Adopté.

### Liqueurs alcooliques

**L'honorable M. Nicol (Richmond)** propose, selon l'ordre du jour, appuyé par l'honorable M. Lacombe (Montréal-Dorion), qu'à sa prochaine séance, la Chambre se forme en comité général pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 193 amendant la loi des liqueurs alcooliques.

Adopté.

### Baux à loyer

**M. Gauthier (Montréal-Sainte-Marie)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 164 amendant le Code civil relativement aux baux à loyer soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics.

### Département de la Voirie<sup>3</sup>

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 24 concernant le département de la Voirie soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité général.

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska)** propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté.

### En comité:

Les articles 1 à 8 sont adoptés.

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska)** déclare que, dans ces clauses, il n'y a aucun changement.

Le comité étudie l'article 9 qui se lit ainsi:

"9. Nul acte, contrat, document ou écrit n'est censé obligatoire pour le département ni ne peut être attribué au ministre, s'il n'est signé par lui ou le sous-ministre. S. R. (1909), 2041*p*, partie; 4 George V, chapitre 18, section 7."

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska)** propose en amendement que les actes des contrats, etc. passés par le département de la Voirie ne pourront pas être signés seulement par le ministre ou par le sous-ministre, mais aussi à leur défaut, par le surintendant du service de l'entretien des chemins.

La proposition est adoptée, l'article est amendé et se lit désormais comme suit:

"9. Nul acte, contrat, document ou écrit n'est censé obligatoire pour le département ni ne peut être attribué au ministre, s'il n'est signé par lui ou le sous-ministre, ou dans les cas prévus par les articles 14, 59 et 63, par le surintendant général de l'entretien et de la réparation des chemins. S. R. (1909), 2041*p*, partie; 4 George V, chapitre 18, section 7."

La discussion se poursuit sur les autres articles du projet de loi.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Pourquoi la Commission des utilités publiques est substituée à la Commission des chemins de fer dans l'acquisition des terrains nécessaires au département de la Voirie? De plus, les municipalités ne devraient pas être tenues au paiement de l'intérêt à des époques fixées par le trésorier, au lieu de les payer après la confection des travaux. Enfin, on confère à la Commission des utilités publiques des pouvoirs dangereux, et comme chacun de ses membres peut être remplacé par le gouvernement, il y a là de l'étatisme. La Commission n'a pas, croit-il, l'indépendance nécessaire.

En vertu du paragraphe 6, article 20, chapitre 51, 3 George V, le ministre de la Voirie pouvait acquérir tout le terrain nécessaire en suivant les formalités de l'expropriation, suivant les dispositions de la loi des chemins de fer de Québec. En vertu de l'amendement projeté, ces formalités ne sont plus nécessaires et le ministre de la Voirie peut prendre possession préalable sans s'adresser au juge. Il s'objecte à cette clause.

Article 20, paragraphe 5, suivant l'article 21, la Commission des services publics exerce la juridiction au lieu de la Commission des chemins de fer. Pourquoi?

Article 30: les municipalités ne devraient être tenues au paiement de l'intérêt sur les coupons qu'après la confection des travaux, et non pas à l'époque fixée par le trésorier de la province; autrement, les municipalités pourraient être forcées de payer l'intérêt sur les coupons avant que les travaux soient exécutés. Les municipalités ne devraient pas être tenues de payer l'intérêt sur les coupons avant que les travaux soient exécutés.

Article 38: Si la municipalité emprunte sur billet pendant la confection des travaux, l'intérêt payé sur lesdits emprunts devrait être remboursé par le gouvernement.

Article 41: Pour les travaux exécutés par la municipalité sur la surveillance d'un officier du département, le salaire de cet officier devrait être payé par le gouvernement au lieu de l'être par la municipalité.

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska):** Oui.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Article 46, paragraphe 3: le lieutenant-gouverneur, c'est-à-dire le gouvernement, décidera que certains chemins ne feront plus partie d'une route provinciale ou route régionale. C'est-à-dire que le gouvernement peut déclarer, avant les élections, que tel chemin sera considéré comme route provinciale, suivant l'article 46, ou route régionale, suivant l'article 48, et après les élections, décréter qu'elle ne sera plus route provinciale ou régionale. Alors, les bons habitants paieront pour l'entretien de ces routes pour avoir trop cru en la parole du gouvernement ou de ses candidats. Il y aura des abus en accordant de tels pouvoirs.

Suivant les articles 50, 51, 52, les routes deviendraient la propriété de la province, tant qu'elles demeurent routes provinciales ou nationales.

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska)** répète au chef de l'opposition que le gouvernement augmentera le nombre de routes régionales dont il doit payer l'entretien.

Les articles 10 à 52 sont adoptés. Le comité a introduit et adopté un nouvel article numéroté 24a.

À 6 heures, le débat est suspendu.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il n'en a pas terminé l'examen.

Il est ordonné que le comité siège de nouveau au cours de la présente séance.

#### Questions et réponses:

##### Achats faits pour la prison de Bordeaux

**M. Renaud (Laval):** 1. Est-il vrai que le gouvernement aurait payé la somme de \$2,350.78 pour de la paille achetée par les autorités de la prison de Bordeaux, du mois de juin 1921 au mois de juin 1922? Ces chiffres qui apparaissent à la page 142 des *Comptes publics 1921-22* seraient-ils exacts?

2. De qui a-t-on acheté cette paille?  
3. A quoi a servi cette paille?  
4. Le gouvernement a-t-il une ferme attachée à la prison de Bordeaux?

5. Est-il vrai que cette ferme comprend 150 acres?

6. Combien cette ferme a-t-elle produit de foin en 1921, et combien en 1922, et aussi combien de paille?

7. Combien y a-t-il de chevaux sur cette ferme et combien de bestiaux?

8. Est-il vrai que les autorités de la ferme auraient acheté en 1921-22, du foin pour un montant d'environ \$4,000? Est-il vrai que cette somme a été inscrite dans les livres de la prison de Bordeaux par le comptable d'alors?

9. Pour quel montant en a-t-il acheté en 1920-21?

10. Le montant de \$4,757.45, qui figure aux *Comptes Publics 1919-20*, page 125, pour achat de paille, est-il exact?

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):**

1. Il n'y a pas eu de paille achetée à la prison de Bordeaux, du mois de juin 1921 au mois de juin 1922. C'est par suite d'une erreur de copiste que les chiffres \$2,350.78 sont mentionnés à la page 142 des *Comptes publics 1921-22*, comme ayant été payés pour la paille. Ce montant a été payé pour patates et du foin.

2. et 3. Répondues par réponse précédente.

4. Oui.

5. Non.

6. Pas de foin. 1921: 6 tonnes de paille; 1922: 20 tonnes de paille.

7. 10 chevaux, Pas de bestiaux.

8. Non.

9. \$1,871.05.

10. Non. Par suite d'une erreur de copiste, ce montant est inexactement indiqué comme ayant été payé pour la paille. Il a été payé pour des patates, du foin, du son et de l'avoine.

**M. Lesage**

**M. Dufresne (Joliette):** 1. Combien d'enquêtes M. Lesage a-t-il faites depuis qu'il a été nommé commissaire enquêteur des chemins à barrières et des ponts de péage?

2. Sur quels ponts et chemins à barrières ces enquêtes ont-elles porté?

3. Combien a-t-il reçu chaque année pour dépenses de voyages depuis le 1<sup>er</sup> juillet 1919 jusqu'à ce jour?

4. Par qui a-t-il été nommé le ou avant le 1<sup>er</sup> juillet 1919, avant d'être nommé par ordre en conseil?

**L'honorable M. Galipeault (Bellechasse):**

1. Huit.
2. Chemin de péage entre St-Jean et l'Acadie;  
Chemin à barrière de Terrebonne;  
Chemin Corneau, entre Saint-Hyacinthe et Saint-Dominique;  
Chemin de péage entre Saint-Jean et l'Acadie;  
Pont Milot, à Sainte-Monique;  
Pont sur rivière Batiscan, à St-Stanislas;  
Pont Bellefeuille, entre Saint-Eustache et Sainte-Rose;  
Pont sur rivière Batiscan, à Saint-Adelphe.
3. 1919-1920: \$100.05; 1920-1921: \$162.65.
4. Par le Ministre des Travaux Publics et du Travail.

#### **MacKinnon Steel Company**

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** 1. Le gouvernement a-t-il accordé des contrats, patronages, etc., à la Cie MacKinnon Steel Co.?

2. Si oui, pour quels montants en 1921 et quels montants en 1922?

3. Quels sont les noms des directeurs de la Cie MacKinnon Steel Co.?

**L'honorable M. Galipeault (Bellechasse):**

1. et 2. Non.

3. Ignore.

La séance est suspendue.

#### **Reprise de la séance à 8 h 30**

#### **Commission des services publics**

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 28 amendement les statuts refondus, 1909, relativement à la Commission des services publics de Québec soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics.

#### **Palais de justice de Québec**

**L'honorable M. Galipeault (Bellechasse)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 189 amendement la loi concernant l'agrandissement du palais de justice du district de Québec.

Adopté.

Il informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolutions et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

#### **En comité:**

**L'honorable M. Galipeault (Bellechasse)** propose: 1. Qu'il sera loisible au lieutenant-gouverneur en conseil d'autoriser le ministre des Travaux publics et du Travail à poursuivre l'agrandissement du palais de justice du district de Québec, dans la cité de Québec, suivant des plans et devis approuvés par le lieutenant-gouverneur en conseil, au coût, y compris l'acquisition des terrains nécessaires et de l'ameublement, n'excédant pas cinq cent mille dollars, au lieu de la somme de trois cent mille dollars mentionnée dans la section 1 de la loi 12 George V, chapitre 3;

2. Que, pour défrayer le coût de la construction et de l'ameublement dudit palais de justice, le trésorier de la province pourra, de temps à autre, avancer et payer à même les deniers publics, une somme totale de cinq cent mille dollars, au lieu de la somme de trois cent mille dollars autorisée par la section 3 de la loi 12 George V, chapitre 3, ou contracter un ou des emprunts n'excédant pas, en tout, cinq cent mille dollars, pour les fins et de la manière mentionnée dans ladite section 3.

Le comité, ayant étudié les résolutions, fait rapport qu'il n'en a pas terminé l'examen.

#### **Département de la Voirie**

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme de nouveau en comité général pour étudier le bill 24 concernant le département de la Voirie.

Adopté.

**En comité:**

La discussion se poursuit sur les autres articles du projet de loi.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Article 53: La Commission des services publics de Québec à la requête du ministre de la Voirie ou du propriétaire est substituée aux tribunaux. Pourquoi? On confère à cette Commission des pouvoirs dangereux pour les municipalités. Cette Commission est au fond créature du gouvernement. Chacun de ses membres peut être remplacé par le gouvernement. Cette Commission aura-t-elle l'indépendance nécessaire? Non, si on la force à juger les conflits entre le gouvernement, qui est son maître, et les municipalités.

Les articles 58 et 59 concernent les réparations. Pourquoi ces dispositions? Est-ce que les municipalités ne peuvent pas juger aussi bien que le département de la Voirie de l'opportunité de faire les réparations? On devrait laisser les municipalités juger de l'opportunité de faire les réparations, de même que le soin de changer un règlement ou une résolution en la manière ordinaire, sans être obligées de demander le consentement du ministre de la Voirie.

Plusieurs dispositions du bill constituent un abus de pouvoir<sup>4</sup>.

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska)** répond au chef de l'opposition et donne quelques explications.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** N'est-il pas dans l'intention du gouvernement d'insérer dans le bill une clause de garantie aux journaliers et aux fournisseurs pour le travail et les matériaux qu'ils fourniraient aux entrepreneurs de la voirie? Il suggère d'y inclure une clause dans le but de protéger jusqu'à un certain point les fournisseurs, les employés des contracteurs et les cultivateurs contre les entrepreneurs qui se forment en compagnie pour la construction des routes, et une fois le contrat formé et signé, il ne peut plus y avoir de réclamations contre le gouvernement. Lorsque la route est construite, ils dissolvent la compagnie avec le résultat que les cultivateurs ne sont pas payés pour ces matériaux qu'ils ont fournis.

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska):** Il n'est pas nécessaire de mettre cette provision dans la loi. La chose ne serait guère praticable; il faudrait

tout un personnel pour tenir les comptes de ce côté. Il y aurait plutôt lieu d'insérer un article dans les contrats qu'une clause dans le bill.

**M. Renaud (Laval)** fait remarquer que dans les travaux du gouvernement, il y a une clause qui protège les ouvriers et il veut qu'une telle clause soit dans la loi de la voirie.

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska):** C'est aux fournisseurs qu'il appartient de se protéger; cependant, dit-il, il est prêt à soumettre la question au ministre de la Voirie et peut-être sera-t-il possible de faire quelque chose. Peut-être le département de la Voirie retiendra-t-il pendant un certain temps la garantie de 10 % qu'il retient dans les contrats pour la construction des chemins, afin de constater si tous les comptes ont été payés.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** déclare de nouveau qu'il approuve le principe du bill mais qu'il ne peut concourir dans ses détails, à cause des pouvoirs qu'il confère au ministre de la Voirie. Si on n'accordait pas de pouvoirs absolus au gouvernement, dit-il, je crois que j'approuverais le projet.

Les articles 53 à 111 sont adoptés. Le comité adopte un amendement à l'article 56.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté avec certains amendements. Les amendements sont lus une première fois.

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska):** propose que les amendements soient maintenant lus une deuxième fois.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Sur division.

Les amendements sont adoptés.

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** insiste, avant l'adoption du bill, pour faire insérer une clause de garantie en faveur des journaliers et des fournisseurs dans les contrats des entrepreneurs.

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska)** remet à la prochaine séance la troisième lecture, afin d'avoir le temps d'étudier la suggestion.

**Demande de documents:****Machine  
Agricole Nationale limitée**

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** propose, appuyé par le représentant de Laval (M. Renaud), qu'il soit mis devant cette Chambre copie de toute correspondance, documents, etc., concernant la "Machine Nationale limitée" et le gouvernement, depuis 1919.

Il désire savoir quelle part le gouvernement a prise dans l'organisation et la liquidation de l'entreprise, et jusqu'à quel point est-il intervenu?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): répond au chef de l'opposition.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** L'honorable ministre des Travaux Publics est reposé lui, il est arrivé vers cinq heures...

**L'honorable M. Galipeault (Bellechasse):** Si le chef de l'opposition disait moins de bêtises, il serait plus reposé.

**M. l'Orateur** décide que le terme n'est pas parlementaire.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** rappelle que l'an dernier les directeurs de cette compagnie, aujourd'hui en faillite, ont donné un grand banquet auquel assistaient des ministres et autres représentants éminents du Parti libéral. Au cours de ce grand banquet, l'on a célébré à qui mieux mieux, parmi certains ministres qui y assistaient, les gloires de cette industrie et la naissance du génie qui y présidait. Ces ministres et députés qui ont assisté à ce banquet tenu à Montmagny, à l'occasion du lancement de l'entreprise de la Machine Agricole, ont prononcé des paroles imprudentes.

**L'honorable M. David (Terrebonne):** Quelle imprudence?

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** En prononçant les discours faits à cette occasion, certains ministres se sont montrés imprudents. Ce sont ces paroles qui sont en grande partie responsables de pertes qui ont été faites par les actionnaires et les ouvriers. Elles n'avaient qu'un but politique, celui de préparer les voies au député de Montmagny (M. Paquet) pour un

ministère du Commerce, cependant qu'elles étaient de nature à inspirer une confiance illimitée dans l'entreprise. Ce banquet fut organisé pour des fins politiques plutôt que pour des fins industrielles.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): L'année dernière, la députation a été invitée à assister à un banquet organisé à Montmagny et à visiter les usines de la Machinerie Agricole. On y a réuni des conservateurs aussi bien que des libéraux. Il y avait à ce banquet quelques-uns des meilleurs amis du chef de l'opposition qui ont eu à l'adresse des promoteurs de l'entreprise les mêmes bonnes paroles que le chef de l'opposition nous reproche. J'y étais moi-même et je ne regrette pas les paroles dites au banquet. J'ai été impressionné par ce que j'ai vu. Il y a à Montmagny des gens intelligents et entreprenants qui ont créé de grandes choses et auxquelles on avait foi. Un malheur est venu qui a affecté non seulement la compagnie et Montmagny, mais toute la province. On ne devrait pas prendre avantage de son malheur pour déprécier cette compagnie.

Que veut donc dire cette motion du chef de l'opposition qui demande la correspondance à ce sujet? Il veut toute la correspondance que nous avons eue avec la Machine Agricole. Mais il n'y en a pas! Il n'y a pas de correspondance. Le chef de l'opposition le sait. Quel but se proposait-il avec sa motion? Nous dire ce qu'il nous a dit. Quel avantage va en retirer lui-même et la province? Il réalisera qu'il a eu tort. Nous n'avons pas d'intérêt quand quelques-uns des nôtres, qui s'attachent à doter notre province d'industrie prospère, tombent dans le malheur; nous n'avons pas intérêt à nous réjouir de ces malheurs. Quand on a des citoyens entreprenants, qui veulent créer des industries, on ne va pas crier aux quatre vents qu'ils n'ont pas réussi.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Je n'ai pas dit cela!

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Le chef de l'opposition a dit que s'il y en a qui ont perdu de l'argent, c'est à cause des discours qui ont été prononcés par les députés. Je suis sûr que le chef de l'opposition voudrait ne plus se rappeler ce qu'il vient de dire. (Applaudissements)

Cette industrie était la grande industrie d'une ville prospère, elle a eu du malheur, mais quand il arrive un malheur comme celui-là, on tâche de l'oublier. Ailleurs dans d'autres villes, quand il arrive de ces catastrophes, on ne le crie pas partout. Les ministres dont on blâme la conduite n'ont fait



qu'obéir à leur devoir et à leur patriotisme en allant encourager de leurs paroles une industrie dont toute la province doit être fière, mais sur laquelle le malheur s'est par la suite abattu.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Ce que je dis au sujet du fameux banquet, c'est la vérité. On a voulu monter le député de Montmagny, en le qualifiant d'homme de génie, pour en faire ensuite un futur ministre du Commerce. Il exprime sa surprise que le gouvernement n'ait rien fait pour l'aider. Les discours qui ont été prononcés l'an dernier ont eu pour effet d'inspirer la confiance en cette industrie, et beaucoup de personnes y ont perdu de l'argent. Le gouvernement aurait dû venir en aide à cette compagnie, afin de l'aider à sortir de ses difficultés. J'avais le droit de faire cette motion, car j'étais porté à croire que le gouvernement s'était intéressé dans la faillite. Je constate maintenant qu'il s'est occupé de monter aux nues le gérant de cette entreprise et qu'il n'a rien fait pour protéger ceux qui ont mis de l'argent dans cette affaire.

La proposition est adoptée.

#### **Vin Coderre**

**M. Dufresne (Joliette)** propose, appuyé par le représentant de Laval (M. Renaud), qu'il soit mis devant cette Chambre copie de toute correspondance, télégrammes, etc., entre le gouvernement ou la Commission des liqueurs et toute personne concernant la vente du vin Coderre depuis 1921.

Il désire savoir ce qu'a fait la Commission des liqueurs au sujet du vin de Coderre auquel le président de la Commission, l'honorable Georges-Aimé Simard, serait intéressé. Ce vin, ajoute-t-il, est vendu contrairement à la loi.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** ajoute quelques remarques.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): D'abord, M. Simard n'est nullement intéressé dans cette industrie du vin Coderre depuis qu'il fait partie de la Commission. Comme question de fait, il a été fait plusieurs saisies de ce vin Coderre, comme de bien d'autres sortes de vins médicamenteux dont on a inondé la province. C'est à tel point que la Chambre va être appelée à passer un bill qui réglementera à l'avenir la vente de ces vins. Ces saisies témoignent le désir de la Commission de faire respecter la loi.

Dans quelques jours, une législation sera présentée, qui mettra fin au commerce des vins médicamenteux. C'est le trésorier de la province (l'honorable M. Nicol) qui va présenter prochainement à la Chambre un projet de loi pour interdire la vente de vins médicamenteux qui ne sont qu'un moyen dissimulé pour vendre de l'alcool. Nous voulons faire cette réglementation la plus complète et la plus sévère. Nous avons eu beaucoup de plaintes au sujet de ces vins et nous voulons en empêcher d'autres.

La proposition est adoptée.

#### **Hamon & Hess**

**M. Smart (Westmount)** propose, appuyé par le représentant de Laval (M. Renaud), qu'il soit mis devant cette Chambre copie de toute correspondance entre le gouvernement ou aucun des ministres et M. Ernest Hess au sujet de l'assistant-procureur général de cette province, M. Charles Lanctôt, depuis 1914 et des marchandises vendues par la maison Hamon & Hess.

Adopté.

#### **Bureaux du gouvernement à Shawinigan Falls**

**M. Ricard (Saint-Maurice)** propose, appuyé par le représentant de Frontenac (M. Grégoire), qu'il soit mis devant cette Chambre copie de toutes correspondances, lettres et télégrammes concernant l'établissement d'un bureau d'enregistrement, d'un bureau du percepteur du revenu et d'un bureau d'agence des terres de la couronne, à Shawinigan Falls.

Il réclame pour Shawinigan un bureau d'enregistrement, un bureau des terres de la couronne et un bureau du percepteur du revenu. Il insiste fortement sur la nécessité de ces bureaux dans la petite ville manufacturière. Il fait remarquer que Shawinigan grandit beaucoup et, sans enlever quoi que ce soit aux autres villes environnantes, il exprime le désir de voir établir des bureaux particuliers dans cette ville. Il profite de l'occasion pour remercier le gouvernement d'avoir satisfait déjà à ses désirs en établissant une cour des magistrats à Shawinigan.

**M. Mercier (Trois-Rivières)** s'oppose fortement à la requête, si en l'accordant on devait priver de quelque chose la cité de Laviolette. Ces bureaux sont déjà établis à Trois-Rivières, qui est la place la plus centrale pour eux. Il ne voit pas la nécessité de multiplier ces bureaux, quand dans d'autres districts

on cherche à les fusionner. Si le député de Saint-Maurice veut des bureaux, qu'il demande donc tout simplement de transporter de Trois-Rivières à Shawinigan, la cour, la prison, l'évêché, etc. Comment le gouvernement pourrait-il multiplier les bureaux d'enregistrement dans cette partie de la province quand il les centralise à Montréal?

**M. Ricard (Saint-Maurice)** répond qu'il ne demande que ce qu'il croit juste sans vouloir rien enlever à personne.

Le débat se poursuit<sup>5</sup>.

La proposition est adoptée.

### Motions des députés

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) appelle des motions inscrites au nom des députés de l'opposition.

**Des députés de l'opposition:** Debout!

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) appelle le numéro d'une motion inscrite au nom du député de Joliette (M. Dufresne).

**M. Dufresne (Joliette)** acquiesce.

**M. l'Orateur** fait lecture de la motion.

**M. Dufresne (Joliette):** Ce n'est pas celle-là; je me suis trompé de numéro.

### Ajournement

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Au moment de proposer l'ajournement, M. le Président, j'apprends que c'est aujourd'hui le 42ième anniversaire de votre naissance. Je demande à l'honorable chef de l'opposition de seconder ma motion pour vous présenter, au nom de cette Chambre, nos plus sincères félicitations.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** acquiesce de grand cœur. (Applaudissements)

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) fait un bel éloge de l'Orateur. (Applaudissements)

Il propose que la Chambre s'ajourne à demain après-midi à 3 heures.

Adopté.

La séance est levée.

### NOTES

1. Ce bill concernant les écoles protestantes est volontairement présenté par un député catholique et, le bill concernant les écoles catholiques sera présenté par un député protestant pour signifier l'entente intervenue à l'amiable entre les deux commissions, selon *Le Devoir*. Voir aussi à ce sujet: "Jews will pay at Protestant Rate", *Montreal Daily Star*, à la page 2.

2. Les différents journaux ne rapportent aucune discussion concernant lesdits amendements.

3. Selon *La Tribune*, c'est le plus important bill de la session.

4. *Le Devoir* dit que M. Sauvé a fait ses critiques sur un ton badin. *La Patrie* dit que la discussion s'est faite non pas tant sur le ton du débat que sur celui d'un échange de vues entre le chef de l'opposition et le ministre de la Colonisation et qu'on a réédité sur plusieurs points les débats de la veille. *L'Événement* décrit ainsi le débat: "Vers quatre heures, on se mit à l'étude de la loi Perron, pour l'entretien des chemins. Pendant près de deux heures, M. Sauvé demanda des explications à l'honorable M. Perrault, qui défendait le projet. Le ministre répondit à toutes les questions du chef de l'opposition."

5. Selon *Le Soleil*, il s'en est suivi une discussion assez intéressante au cours de laquelle les deux députés ont échangé des paroles assez amères. Il y avait là une petite question de clocher qui a un peu amusé la Chambre.

Séance du jeudi 14 décembre 1922

Présidence de l'honorable J.-N. Francoeur

La séance est ouverte à 3 heures.

Prière.

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

#### Rapport de la Commission des liqueurs

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Puis-je savoir quand nous aurons le rapport de la Commission des liqueurs?

**L'honorable M. Nicol (Richmond):** Demain.

#### Commissaires d'écoles de Montréal

**M. Smart (Westmount)** propose, appuyé par le député de Montréal-Saint-Georges (M. Gault), que toutes les dispositions du règlement qui ont trait à l'avis, à la présentation, à la réception et à l'examen des pétitions introductives de bills privés ainsi que l'examen préliminaire, à la présentation et à l'examen par les comités des bills privés, soient suspendues et qu'il lui soit, en conséquence, permis de présenter la pétition conjointe de "The Protestant Board of School Commissioners of Montreal" et de la Commission des écoles catholiques de Montréal, que cette pétition soit lue et reçue aussitôt que présentée, et qu'il lui soit permis de présenter un bill concernant le Bureau des commissaires d'écoles protestants de la cité de Montréal et la Commission des écoles catholiques de Montréal.

Adopté.

#### Présentation et lecture de pétitions:

En conséquence, ladite pétition de The Protestant Board of School Commissioners of Montreal et de la Commission des écoles catholiques de Montréal est présentée, lue et reçue par la Chambre.

**M. Smart (Westmount)** demande la permission de présenter le bill 114 concernant le Bureau des commissaires d'écoles protestants de la cité de Montréal et la Commission des écoles catholiques de Montréal.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

#### Taxes scolaires à Verdun

**M. Ashby (Jacques-Cartier)** propose, appuyé par le député de Montréal-Saint-Louis (M. Bercovitch), que toutes les dispositions du règlement qui ont trait à l'avis, à la présentation, à la réception et à l'examen des pétitions introductives de bills privés ainsi que l'examen préliminaire, à la présentation et à l'examen par les comités des bills privés, soient suspendues et qu'il lui soit, en conséquence, permis de présenter une pétition, et qu'il lui soit permis de présenter un bill concernant la taxation scolaire en la cité de Verdun.

Adopté.

#### Présentation et lecture de pétitions:

En conséquence, ladite pétition concernant la taxation scolaire en la cité de Verdun est présentée, lue et reçue par la Chambre.

**M. Ashby (Jacques-Cartier)** demande la permission de présenter le bill 113 concernant la taxation scolaire dans la cité de Verdun.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

#### Rapports de comités:

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le seizième rapport du comité permanent des bills publics. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, les bills suivants:

- bill 161 modifiant la loi de pharmacie de Québec;

- bill 101 ratifiant un acte de convention entre la commission scolaire de la municipalité de Saint-Aimé et la corporation de l'œuvre et fabrique de la paroisse de Saint-Aimé et la succession de J.-Aimé Massue.

**M. Ashby (Jacques-Cartier):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le seizième rapport du comité permanent des bills privés. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, le bill suivant:

- bill 108 autorisant la reconstruction d'une église et d'une sacristie en la paroisse du Sacré-Cœur-de-Jésus en la cité de Montréal.

**L'honorable M. Moreau (Lac-Saint-Jean):**

J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le troisième rapport du comité permanent de l'agriculture, de l'immigration et de la colonisation. Voici le rapport:

Votre comité, après avoir délibéré sur les témoignages entendus aux diverses séances sur l'opportunité de créer un crédit agricole, propose que lesdits témoignages soient référés à la Chambre, pour que celle-ci puisse en prendre connaissance, se renseigner et décider de l'opportunité de l'établissement d'un tel crédit agricole dans cette province. Ce comité exprime aussi le vœu que les susdits témoignages soient imprimés<sup>1</sup>.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, appuyé par le représentant des Îles-de-la-Madeleine (l'honorable M. Caron), que la prise en considération de ce rapport soit remise à une prochaine séance.

Adopté.

**Vente  
des narcotiques**

**L'honorable M. Nicol (Richmond)** demande la permission de présenter le bill 183 concernant la vente des narcotiques.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Liqueurs alcooliques**

**L'honorable M. Nicol (Richmond)** demande la permission de présenter le bill 195 amendant la loi concernant la possession et le transport de liqueurs alcooliques.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Loi des  
grèves municipales**

**L'honorable M. Galipeault (Bellechasse)** demande la permission de présenter le bill 48 amendant la loi des grèves et contre-grèves municipales.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Questions et réponses:**

**Vente au détail  
à la Commission des liqueurs**

**M. Smart (Westmount):** 1. La Commission des liqueurs vend-elle des liqueurs alcooliques, telles

que whisky, brandy, gin, etc., à la caisse ou seulement à la bouteille, tel que prévu par la loi des liqueurs?

2. Dans l'affirmative, à qui vend-elle à la caisse et en vertu de quelle autorité?

**L'honorable M. Nicol (Richmond):** 1. Oui.

2. Aux médecins, aux hôpitaux, aux vaisseaux pour l'usage à bord et à d'autres acheteurs, tel que prévu par la loi des liqueurs alcooliques.

**Bureaux de la  
Commission des liqueurs**

**M. Smart (Westmount):** Quel est le montant total dépensé à date par la Commission des liqueurs: *a.* pour agrandissements et additions à la vieille prison de Montréal? *b.* pour ameublement et décoration des bureaux employés par la Commission des liqueurs?

**L'honorable M. Nicol (Richmond):** *a.* \$506,261.44; *b.* \$3,124.70.

**Sommes portées au budget  
du procureur-général  
en 1916-1917**

**M. Smart (Westmount):** 1. Le mandat de \$70,337.18 qui, d'après les *Comptes publics de 1916-17*, page 225, a été remis à l'assistant-procureur général, pendant l'exercice 1916-17, représente-t-il l'ensemble des balances, non dépensées pendant l'exercice 1916-17, des crédits de l'administration de la justice qui avaient été votés pour cet exercice?

2. Si oui, ces balances ont-elles été dépensées depuis? Et dans l'affirmative, quel montant a été dépensé pendant chacun des exercices subséquents au 30 juin 1917?

**L'honorable M. Nicol (Richmond):** 1. Oui.

2. Payé du 30 août 1917 au 25 juin 1918.

**Sommes portées au budget  
du procureur-général  
en 1920-1921**

**M. Smart (Westmount):** 1. Le montant de \$31,815.80 qui, d'après les *Comptes publics de 1920-21*, page 138, a été remis au procureur-général pendant l'exercice 1920-21, représente-t-il l'ensemble des balances, non dépensées pendant l'exercice 1920-21, des crédits de l'administration de la justice qui avaient été votés pour cet exercice?

2. Si oui, ces balances ont-elles été dépensées depuis? Et dans l'affirmative, quel montant a été dépensé pendant chacun des exercices subséquents au 30 juin 1921?

**L'honorable M. Nicol (Richmond):** 1. Oui.  
2. Payé du 12 août 1921 au 19 juillet 1922.

#### **Travaux de voirie à Chambord**

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** 1. Un entrepreneur du nom de Desbiens a-t-il construit ou réparé des chemins dans la municipalité de Saint-Louis-de-Chambord, comté du Lac Saint-Jean?

2. Si oui, combien de milles?  
3. Quelles sont les conditions de prix du contrat?

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska):** 1. Oui.  
2. 4.1 milles.  
3. Prix unitaires.

#### **Licence de la Commission des liqueurs**

**M. Smart (Westmount):** 1. Un nommé Benoît de Sherbrooke, a-t-il eu une licence de la Commission des liqueurs?

2. Si oui, ce nommé Benoît est-il le seul propriétaire de son établissement?  
3. Si non, quels sont les noms de ses associés?

**L'honorable M. Nicol (Richmond):** 1. Oui.  
2. Il a fait une déclaration solennelle dans l'affirmative.  
3. Réponse au no 2.

#### **Lots de colonisation dans le canton d'Awantjish (Matane)**

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** 1. Les lots 1 à 15, rang I et II du canton Awantjish ont-ils été demandés par des colons en 1921 et 1922?

2. Si oui, quels sont les noms des personnes qui exploitent ou détiennent ces lots actuellement?

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska):** 1. Oui.  
2. Dans le rang I, les lots 1 et 10 à 15 sont vendus comme suit:

Lot 1 à M. Alfred Lévesque; Lot 10 à M. Hormisdas Dufour; Lot 11, à M. Pamphile Gagnon; Lot 12 à M. François Brochu; Lot 13 à

M. Adrien Brochu; Lot 14, à M. Moïse Otis; Lot 15 à M. Gérard Dufour.

Dans le rang II, les 10, 11 et 12 sont vendus comme suit:

Lot 10 à M. Joseph Deroy; Lot 11 à M. Alph. Jean; Lot 12 à M. Jos. Lavoie. Les lots 13 et 14 ont été patentés à "John Fenderson & Co" pour fins industrielles. Les autres lots appartiennent à la couronne. Tous ces lots, à l'exception du lot 1 du rang I, n'ayant été vendus qu'en avril dernier, les colons sont encore dans les délais pour en commencer l'exploitation.

#### **Ouverture d'un chemin dans le canton Cabot (Matane)**

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** 1. Le ministre de la Colonisation a-t-il reçu une requête des colons de Saint-François-Xavier-des-Hauteurs et de Sainte-Jeanne-d'Arc s'opposant à l'ouverture de la route dans les rangs I, II, III du canton Cabot?

2. Si oui, quelle a été sa réponse?  
3. Cette route a-t-elle été faite?  
4. Si oui, à la demande de qui et pourquoi?

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska):** 1. Non.

2. Répondu par la réponse précédente.  
3. Commencée mais non encore parachevée.  
4. À la demande des intéressés, afin d'avoir un chemin moins montagneux et moins long pour se rendre à la gare du chemin de fer.

#### **Inspecteurs de colonisation dans Matane**

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** 1. Combien y a-t-il d'inspecteurs de travaux de colonisation dans le comté de Matane?

2. Quel salaire chacun d'eux a-t-il?  
3. Qui les a recommandés?  
4. Quelles sont les qualités exigées d'un inspecteur?

5. Quel est le nombre de milles de chemin sous la surveillance de chacun de ces inspecteurs?

6. Y a-t-il un inspecteur général, qui sert d'intermédiaire entre l'ingénieur du département et les inspecteurs de canton?

7. Qui avait le contrôle de la dynamite pour le comté de Matane depuis trois années, pour les travaux de colonisation?

8. Quel prix cette dynamite a-t-elle été payée par le fournisseur et à quel prix a-t-elle été vendue pour les travaux de colonisation?

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska):** 1. Douze.

2. \$125.00 pour chaque mois de travail; ils paient eux-mêmes toutes leurs dépenses.

3. Tous choisis par l'ingénieur.

4. Honnêteté, sobriété, jugement, instruction suffisante, connaissant ou pouvant se mettre rapidement au courant des travaux nécessaires pour la confection d'un bon chemin.

5. En moyenne 15 à 20 milles.

6. Non.

7. Le département de la Colonisation.

8. Achetée directement de la "Canadian Explosive" par le département et distribuée pour les travaux.

#### **Enquête sur un domaine forestier dans Matane**

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** 1. Est-il vrai que le ministre de la Colonisation aurait été invité à faire une enquête sur le domaine exploité par un marchand de bois du comté de Matane?

2. Si oui, quel est le nom de ce propriétaire de limites ou commerçant de bois?

3. Lors de sa visite dans le comté de Matane, le ministre de la Colonisation s'est-il rendu à Saint-Moïse, en réponse à l'invitation qui lui aurait été faite? Si non, pourquoi?

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska):** 1. Oui.

2. Joseph Dufour.

3. Le ministre de la Colonisation aurait désiré se rendre à Saint-Moïse, mais la visite des cantons de Awantjish, Blais, Humqui, Langis et Nemtayé, où des travaux importants de colonisation se font, a pris tout son temps.

#### **Lots de colonisation concédés dans Matane**

**M. Dufresne (Joliette):** Dans le canton Cabot, par qui ont été exploités les lots portant les numéros 28, 34, 35, 36, du rang N.-E. du chemin Kempt (43, 44, 45 pat.)?

2. Même question pour rang III, Nos 42, 43, 44, 45, 46, 59, 51, 52, 53, 54, 55, 56?

3. Même question pour rang IV, lots 42, 43, 49 à 56?

4. Même question pour rang V, Nos 50 à 56?

5. Même question pour rang VI, No 55?

6. Même question pour canton Awantjish, rang I, Nos 26, 27, 33, 39, 40?

7. Même question pour canton McNider, rang XI, Nos 35 à 51?

8. *a.* Quels sont parmi ces lots, ceux qui sont patentés? *b.* Quels sont ceux pour lesquels des billets de location ont déjà été livrés?

9. Y a-t-il eu révocation de vente concernant les susdits lots?

10. Quels sont les noms des personnes qui ont loué les droits de coupe directement du ministère des Terres, depuis cinq ans, sur les lots ou le domaine de la couronne dans le comté de Matane?

11. Les lots No 42, III canton Cabot, 33, 39, 40; I canton Awantjish portaient-ils les défrichements et résidences nécessaires quand ils ont été patentés?

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska):** 1. Les lots 28, 36, 43, 44 et 45, rang nord-est, chemin Kempt, canton de Cabot étant patentés, le gouvernement n'a plus à voir par qui ils sont exploités.

D'après les rapports de nos inspecteurs, les lots 34 et 35 du même rang, qui sont sous billet de location, sont occupés respectivement par MM. Camille Gagnon et P. St-Pierre.

2. Les lots 42 et 43, rang III, canton de Cabot étant patentés, le gouvernement n'a plus à voir par qui ils sont exploités.

Les lots 44, 45, 46 et 50, d'après les rapports de nos inspecteurs, sont occupés comme suit:

Lot 44 par M. François Plante; Lot 45 par M. Joseph Paradis; Lot 46 par M. Joseph St-Pierre;

Lot 50 par M. J.-B. Gagnon; les lots 51, 52, 53, 54, 55 et 56 appartiennent à la couronne.

3. Le lot 42, rang IV canton de Cabot, étant patenté, le gouvernement n'a plus à voir par qui il est exploité.

Les lots 43, 49, 50, 53 et 54, sous billet de location, sont occupés comme suit, d'après les rapports de nos inspecteurs:

Lot 43 par M. Alph. Bouchard; lot 49 par M. Paul St-Pierre; lot 50 par M. Paul Tremblay; lot 53 par M. Alex. Morin; lot 54 par M. Charles Pouliot. Les lots 51, 52, 55 et 56 appartiennent à la couronne.

4. Les lots 54, 55 et 56, rang V, canton de Cabot, étant patentés, le gouvernement n'a plus à voir par qui ils sont exploités.

Les lots 51 et 53, sous billet de location, sont occupés par M. L. St-Pierre, d'après les rapports de nos inspecteurs.

Les lots 50 et 52 appartiennent à la couronne.

5. Le lot 55, rang VI, canton de Cabot étant patenté, le gouvernement n'a plus à voir par qui il est exploité.

6. Les lots 26, 27, 33, et 40, rang I, canton d'Awantjish, étant patentés, le gouvernement n'a plus à voir, par qui ils sont exploités.

D'après les rapports de nos inspecteurs, le lot 39, sous billet de location est occupé par M. H. St-Amand.

7. Les lots 35 à 51, rang XI, canton de McNider, appartiennent à la couronne.

8. Canton de Cabot:

a. Le rang nord-est chemin Kempt: lots 28, 36, 43, 44, 45. Rang III: lots 42, 43. Rang IV: lot 42. Rang V: lots 54, 55, 56. Rang VI: lot 55.

Canton d'Awantjish: Rang I, lots 26, 27, 33, 40.

b. Canton de Cabot:

Rang nord-est, chemin Kempt: lots 34, 35. Rang III: lots 44, 45, 46, 50. Rang IV: lots 43, 49, 50, 53, 54. Rang V: lots 51, 53.

Canton d'Awantjish: rang I, lot 39.

9. Oui, pour les lots suivants:

Canton de Cabot:

Rang III: lots 51, 52, 53, 54, 55. Rang IV: lots 51, 52.

Canton McNider:

Rang XI: lots 35, 36, 37, 38, 39, 40, 41, 42, 43, 44, 45, 46, 47, 48, 49, 50, 51.

10. Les porteurs de permis de coupe de bois dans le comté de Matane sont: Price Brothers & Co.

Ltd; John Fenderson & Co. Inc.; Montgomery & Sons Co. Ltd; P.Q. Lumber Co.; Sydney Lumber, Co.; La Cie du Ruisseau Fraser; La cie Roy Ltée; Chaleurs Bay Mills; Matapedia Lumber Co.; Joseph Dufour; Carrier & Roberge; Carrier & Rousseau; M. C. Small, Canadian Pulpwood Corp. Ltd; Lincoln Mills, Ltd; New Richmond Lumber Co.; Cascapedia Trading & Mfg. Co.; James Richardson & Co. Ltd; Alcide Beaulieu; Dominion Lumber Co.; Fraser Companies Ltd.

11. Pour le lot 42, rang III, canton de Cabot: Oui.

Pour le lot 33, rang I, canton d'Awantjish: Oui, la résidence se faisant sur le lot voisin.

Pour le lot 40, rang I, canton d'Awantjish: Oui, la résidence se faisant sur le lot 73, rang ouest, chemin Matapédia, canton de Cabot, à 2¾ milles.

Le lot 39, rang I, canton d'Awantjish n'est pas patenté.

#### Subventions scolaires dans Joliette

**M. Dufresne (Joliette):** Quels octrois ont reçus du gouvernement les paroisses de Saint-Ambroise, Sainte-Elizabeth, Saint-Charles-Barromée et Saint-Flavien, du comté de Joliette, pour leurs écoles, chaque année depuis 1919?

	1919-1920	1920-1921	1921-1922
<i>Municipalité de Saint-Ambroise:</i>			
Écoles publiques:	\$ 94.57	\$102.25	\$ 62.81
Écoles publiques minimum de salaires:	275.88	293.34	270.00
Municipalités les plus méritantes	30.00		
<i>Municipalité de Sainte-Élisabeth:</i>			
Écoles publiques:	148.54	149.44	133.33
Écoles publiques minimum de salaires:	498.24	488.80	526.68
Écoles supérieures:	60.50		65.20
Allocation aux municipalités qui emploient des maîtres pour les garçons:	142.00	142.00	144.00
<i>Municipalité de Saint-Charles-Borromée:</i>			
Écoles publiques:	99.60	94.44	97.81
Écoles publiques minimum de salaires:	296.42	277.68	338.18
Municipalités les plus méritantes		35.00	
Fonds des écoles élémentaires		1,350.00	

*Municipalité de Saint-Flavien:*

Aucune municipalité scolaire n'a été érigée sous ce nom, dans le comté de Joliette.

### **Vente de narcotiques**

**L'honorable M. Nicol (Richmond)** propose, selon l'ordre du jour, appuyé par le représentant de Montréal-Dorion (l'honorable M. Lacombe), qu'à sa prochaine séance, la Chambre se forme en comité général pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 183 concernant la vente des narcotiques.

Adopté.

### **Code de procédure civile, article 1143**

**M. Mercier (Trois-Rivières)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 167 amendement l'article 1143 du Code de procédure civile soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics.

### **Charte de Québec**

La Chambre procède à la prise en considération des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 70 amendement la charte de la cité de Québec. Les amendements sont lus une deuxième fois et adoptés. Le bill est retourné au Conseil législatif.

### **Women's Hospital of Montreal**

**M. Conroy (Montréal-Sainte-Anne)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 109 exemptant The Women's Hospital of Montreal du paiement de la taxe scolaire à la cité de Montréal.

Adopté.

### **En comité:**

**Des députés de l'opposition** questionnent le député de Sainte-Anne.

**M. Conroy (Montréal-Sainte-Anne)** déclare que cet hôpital, qui aura bientôt 50 ans d'existence, n'a jamais été appelé à payer la taxe scolaire. Pour une raison ou pour une autre, on lui a réclamé le paiement de cette taxe l'an dernier. C'est une institution de charité et les médecins y donnent leurs soins gratuitement.

Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

**M. Conroy (Montréal-Sainte-Anne)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

### **Commission métropolitaine de l'île de Montréal**

**M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 103 amendement la loi constituant en corporation la Commission métropolitaine de l'île de Montréal.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

**M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

### **Loi des faillites**

**M. Létourneau (Québec-Est)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre reprenne le débat sur la motion dont elle a été saisie, le mardi 5 décembre courant: Que cette Chambre regrette que l'Acte des faillites, tel qu'amendé, invite à la malhonnêteté et à la fraude, cause au commerce et à l'industrie des embarras sérieux, qui sont de nature à ruiner les crédits, et elle invite le gouvernement fédéral à révoquer cette loi.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** J'approuve tout ce que le député de Québec-Est (M. Létourneau) et l'honorable ministre de la Colonisation (l'honorable M. Perrault) ont dit au sujet de cette loi de faillites, que je condamne moi-même et qui devrait être rappelée. Le député de Québec-Est a fait un long exposé de cette loi et l'honorable ministre de la Colonisation l'a disséquée avec la science légale dont il a déjà fait preuve.

C'est dire que je n'entreprendrai pas de discuter cette loi. Je me contenterai de dire que cette loi qui, me dit-on, est l'œuvre de M. Jacobs, député de Montréal à Ottawa, est une loi néfaste. Elle incite, dit-on, les gens honnêtes à agir malhonnêtement. Elle



affaiblirait le crédit parce qu'elle permettrait à tout homme qui ne voudrait pas faire honneur à ses affaires de faire faillite de ses biens, quand même il serait en état de payer ses créanciers. Cette loi, ajoute-t-on, a autorisé des spéculations frauduleuses. Mes honorables amis l'ont aussi clairement démontré.

Cette loi crée une mentalité dangereuse à base de malhonnêteté, contraire à la mentalité de notre population qui est à base de christianisme et d'honneur. Depuis quelques années, notre population a subi des transformations morales dont les conséquences effraient ceux qui songent à l'intérêt de l'humanité aussi bien qu'à ceux de notre province, conséquences qui font naître des problèmes très inquiétants et des crises embarrassantes. Ceux qui ont crié à la prospérité, ceux qui ont dit: "En avant, toujours en avant!" sont les premiers à vouloir reculer devant les faux progrès qui ont plongé notre population dans le gouffre des folles obligations.

Mais là où je cesserai peut-être de partager l'opinion de mes honorables amis, c'est sur la façon de procéder. L'an dernier, l'honorable député de Québec-Est a présenté ici la même motion que celle qu'il soumet présentement à la Chambre. C'est en somme la même résolution. La Chambre l'a adoptée le 21 février 1922. Elle invitait le gouvernement fédéral à étudier de nouveau la loi de faillite. Cette année, la résolution invite le gouvernement fédéral à révoquer cette loi. Avant de présenter cette dernière résolution, il semble que l'honorable député de Québec-Est aurait dû se rendre compte de quel cas a fait le gouvernement fédéral de la résolution que la Chambre a adoptée l'an dernier.

A-t-il consenti à étudier de nouveau la question? Le gouvernement de Québec a-t-il fait communiquer cette résolution au gouvernement fédéral? A-t-elle été envoyée? Y a-t-il eu échange de correspondance? Quelle réponse a donné le gouvernement fédéral à la suite de la résolution de la dernière session? Je crois que l'honorable député de Québec-Est aurait dû présenter une motion pour production de documents avant de soumettre sa résolution à la Chambre.

Maintenant, à l'appui de sa motion, le député de Québec-Est a prétendu: "Durant les neuf premiers mois de 1922 il y a eu 2,729 faillites dans le pays dont 1,083 dans la province de Québec, c'est-à-dire 40 %, dont 300 faillites de cultivateurs. En 1921, on a enregistré 2,451 faillites dans le dominion. En 1921 et 1922, les faillites égaleront les sept années précédentes". Voilà les prétentions de mon honorable ami de Québec-Est.

Le député de Québec-Est prétendra-t-il que ces faillites sont frauduleuses? Si une pareille déclaration était faite par un membre de l'opposition, le ministre de l'Agriculture et le premier ministre crieraient au dénigreur! Mais ils ne diront pas cela du député de Québec-Est, parce que c'est un bon partisan. Trois cents faillites frauduleuses chez les cultivateurs! Mais c'est assez pour provoquer une question de privilège par le député de Portneuf (M. Hamel). On n'en fera rien, vu que c'est un bon libéral qui parle de cette façon. Si les faillites sont si nombreuses dans les campagnes, c'est donc que l'agriculture n'est pas aussi prospère qu'on le dit.

**M. Cannon (Québec-Centre):** Il semble inutile d'intervenir dans ce débat après l'exposé pratique de toute la question fait par mon honorable collègue de Québec-Est (M. Létourneau) et la solide dissertation légale de l'honorable ministre de la Colonisation.

À titre de représentant d'une division de ville, je crois devoir joindre ma voix à la leur pour dénoncer cette loi des faillites qui semble être le produit caractéristique de cette période d'aberration dont a souffert le Canada pendant la guerre, sous le régime du gouvernement unioniste Borden-Meighen.

En somme, dans notre province, les dispositions du Code de procédure civile concernant la cession des biens donnaient satisfaction; elles étaient conformes à notre droit civil, aux habitudes et aux mœurs de notre population. Elles donnaient plus de satisfaction.

La loi de faillites de 1921 pêche à la base en ce qu'elle donne au débiteur le droit de se faire libérer de ses dettes, de se moquer de ses engagements; c'est un principe inadmissible qui sape la base même de notre organisme économique. Nous avons adopté les méthodes propres à l'Allemagne. C'est un principe "boche", que les Allemands cherchent à appliquer, en trouvant mille raisons pour ne pas honorer leur signature au bas du traité de Versailles. Si le gouvernement de Berlin pouvait se prévaloir de notre loi des faillites, la question des réparations serait vite réglée: la France verrait sa créance mise de côté, du moment que les autres créanciers, pour des motifs plus ou moins avouables, seraient disposés à accepter un concordat. Le plus souvent, en effet, le débiteur le libère par une simple promesse de payer une partie de sa créance plus tard. Il garde son actif même si le tiers en nombre des créanciers s'y refuse, et la moitié moins un en nombre s'y objecte; et même grâce à la complaisance d'un syndic, le débiteur est souvent laissé en possession et continue ses affaires.

Cette loi de faillite est en train de tuer le crédit dans notre province; le cultivateur n'obtient plus le crédit que lui donnait volontiers le marchand de campagne; ce dernier lui-même a des difficultés à obtenir de ses fournisseurs de la ville le même délai qu'autrefois. Le prêt sur hypothèque est devenu dangereux et les capitaux des successions et autres fiducies ne peuvent comme autrefois être placés sur hypothèque, quand, dans les trois mois, le débiteur peut radier la garantie hypothécaire en faisant faillite, qu'il soit commerçant ou non.

Cette loi devrait disparaître. Si la chose n'est pas possible, elle devrait être modifiée de manière à ne plus laisser au débiteur le choix du syndic et du lieu de la liquidation. La liquidation devrait toujours se faire au domicile d'affaire du débiteur.

Les syndics sous le nouveau régime, encore plus que sous cession de biens, cherchent et provoquent les faillites à cause des profits qu'ils en retirent. Certains d'entre eux ont des racoleurs qui parcourent les villes et les campagnes pour consoler les débiteurs fatigués du poids de leurs responsabilités. Ensuite, ils leur enseignent le moyen de se débarrasser facilement de leurs dettes, tout en conservant leur argent. On les amène au bureau des syndics, on les accueille comme des enfants prodiges de retour au bercail, on leur promet de régler facilement leur affaire; on les traite en clients et les syndics pour la plupart semblent se croire obligés de protéger le débiteur d'abord, et les créanciers sont laissés à la grâce de Dieu.

Je suis convaincu d'une chose, que la loi des faillites disparaisse ou non, le vice radical du système est dans le mode de nomination et de rémunération des syndics liquidateurs. On les a nommés en trop grand nombre. Dix ou quinze à Montréal, cinq à Québec et un au chef-lieu de chaque district seraient amplement suffisants. Ces syndics officiels devraient être nommés par le gouvernement à un salaire suffisamment élevé pour les rendre indépendants et leur enlever tout intérêt à encourager les faillites et en augmenter le nombre. Ils seraient des employés de cour auxquels les créanciers s'adresseraient au besoin; ils n'auraient aucun intérêt à provoquer des faillites et les frais si considérables payés aux liquidateurs en vertu de la loi actuelle disparaîtraient pour augmenter d'autant le dividende des créanciers.

En résumé, cette loi des faillites est immorale et néfaste dans sa conception et dans son application. Elle devrait disparaître. Mais ce résultat une fois acquis, notre loi des cessions de biens devrait être administrée par des curateurs officiels nommés pour

chaque district, à salaire fixe et n'ayant aucun intérêt pécuniaire à augmenter ou encourager le nombre des cessions de biens.

La motion est adoptée.

#### Messages du Conseil législatif:

**M. l'Orateur** informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

- bill 88 autorisant le Collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec à admettre Georges Laurencelle au nombre de ses membres;

- bill 91 autorisant le Collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec à admettre Jean-Baptiste Delâge à la pratique de la médecine et de la chirurgie, après examen.

#### Département de la Voirie

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 24 concernant le département de la Voirie soit maintenant lu une troisième fois.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** demande au ministre s'il ne pourrait pas ajouter une clause pour garantir les créances des ouvriers et des fournisseurs des entrepreneurs.

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska):** Ils ont déjà des garanties et je crois que cela compliquerait inutilement la législation.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** insiste en disant que l'on doit protéger autant les cultivateurs et les ouvriers que les entrepreneurs; il suggère que l'on oblige l'ingénieur du département de la Voirie, ou l'inspecteur qui surveille les travaux, à surveiller les créances, pour garantir les ouvriers et les fournisseurs contre les entrepreneurs et informer le département sur les comptes des créanciers.

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska):** Après avoir consulté les officiers supérieurs de la voirie, ceux-ci ont déclaré qu'une clause de cette nature compliquerait beaucoup les soumissions et créerait

toute sorte d'embarras. Il est donc difficile d'introduire une clause spéciale dans la loi. Une telle clause nuirait à la demande de soumissions et empêcherait plusieurs soumissionnaires de donner leurs prix. Du reste à quoi servirait-elle?

Comme question de fait, aucun journalier ou ouvrier n'a encore perdu de l'argent sur les salaires gagnés. Tout le monde a été payé pour le travail accompli. La difficulté vient du cas où un entrepreneur transporte son contrat. Mais alors, il ne peut le faire sans l'autorisation du ministre de la Voirie et le consentement de ce dernier constitue une garantie pour les fournisseurs du nouvel entrepreneur. Si le contrat a été transporté sans le consentement du ministre de la Voirie, c'est le premier entrepreneur qui est responsable des comptes.

Ainsi, la clause qui défend le transfert du contrat sans l'autorisation du ministre est une bonne garantie pour les fournisseurs et les journaliers. Quoi qu'il arrive, c'est toujours l'entrepreneur qui est responsable. Bref, toute la question se réduit à une affaire de surveillance de la part des officiers de la voirie; ils ont toujours fait leur devoir sous ce rapport et ils continueront de le faire. Le département va surveiller les entrepreneurs et veut s'assurer que tous les employés de la voirie soient rémunérés comme ils ont droit de l'être pour leur travail.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** n'est pas satisfait de cette réponse. Il serait plus satisfait d'entendre le ministre dire que ses officiers vont faire mieux dans l'avenir qu'ils n'ont fait dans le passé. Il réclame protection pour les cultivateurs et les ouvriers. Il croit que l'inspecteur ou l'ingénieur de la voirie qui dirigent les travaux peuvent informer le département sur les comptes des ouvriers et des cultivateurs créanciers.

Il formule l'espoir qu'à l'avenir le ministre prendra plus de précautions pour surveiller le transport des contrats de la voirie et pour protéger les cultivateurs qui travaillent ou fournissent des matériaux pour les sous-entrepreneurs de travaux de voirie. Du moment que le département sera disposé à prendre plus de précautions que dans le passé, cela sera mieux, car beaucoup d'ouvriers sont exposés à perdre de l'argent.

La proposition est adoptée. Le bill est lu une troisième fois.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

### **Palais de justice de Québec**

L'ordre du jour appelle de nouveau la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolutions relatives au bill 189 amendant la loi concernant l'agrandissement du palais de justice du district de Québec.

En conséquence, la Chambre se forme en comité.

#### **En comité:**

**L'honorable M. Galipeault (Bellechasse)** propose: 1. Qu'il sera loisible au lieutenant-gouverneur en conseil d'autoriser le ministre des Travaux publics et du Travail à poursuivre l'agrandissement du palais de justice du district de Québec, dans la cité de Québec, suivant des plans et devis approuvés par le lieutenant-gouverneur en conseil, au coût, y compris l'acquisition des terrains nécessaires et de l'ameublement, n'excédant pas cinq cent mille dollars, au lieu de la somme de trois cent mille dollars mentionnée dans la section 1 de la loi 12 George V, chapitre 3;

2. Que, pour défrayer le coût de la construction et de l'ameublement dudit palais de justice, le trésorier de la province pourra, de temps à autre, avancer et payer à même les deniers publics, une somme totale de cinq cent mille dollars, au lieu de la somme de trois cent mille dollars autorisée par la section 3 de la loi 12 George V, chapitre 3, ou contracter un ou des emprunts n'excédant pas, en tout, cinq cent mille dollars, pour les fins et de la manière mentionnée dans ladite section 3.

L'an dernier, nous avons décidé de construire une aile au palais de justice de Québec. Nous avons demandé des soumissions pour des travaux qui nous coûteront \$282,000. On avait voté l'an dernier une somme de \$300,000 pour cette construction. Les travaux sont commencés et, suivant les plans des architectes, il faudra encore environ \$200,000 pour terminer cet édifice.

Le total des contrats accordés ne permettra de construire que les murs et les planchers. Nous aurons encore besoin de \$175,000 pour finir l'annexe et meubler l'édifice. C'est cette somme que nous demandons à la Chambre.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** (Souriant) Avec la permission de la Chambre, je poserai une question au ministre des Travaux publics.

**L'honorable M. Galipeault (Bellechasse):**  
Allez-y, nous ne sommes pas pour nous chicaner tous les jours...!

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Où cette aile est-elle construite?

**L'honorable M. Galipeault (Bellechasse):**  
En arrière du palais.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** C'est pour l'esthétique que l'on construit comme cela en arrière?

**L'honorable M. Galipeault (Bellechasse):**  
Non, c'est pour l'économie. De nos amis auraient voulu que nous construisions sur la rue Saint-Louis, mais il aurait fallu faire des expropriations qui nous auraient coûté très cher. Le gouvernement a fait comme doit faire tout homme d'affaires. Le gouvernement avait des terrains à sa disposition et il s'en est servi. Il a dû faire l'achat d'un terrain seulement. En construisant sur la rue Saint-Louis, il aurait été obligé de faire des expropriations qui auraient coûté près de \$100,000 à la province<sup>2</sup>. Nous avons économisé et nous allons remplir toutes les fins de la nouvelle construction.

Les résolutions sont adoptées.

#### Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté deux résolutions, lesquelles sont lues deux fois et adoptées.

**L'honorable M. Galipeault (Bellechasse)**  
demande la permission de présenter le bill 189 amendant la loi concernant l'agrandissement du palais de justice du district de Québec.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**L'honorable M. Galipeault (Bellechasse)**  
propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté.

**L'honorable M. Galipeault (Bellechasse)**  
propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### Messages du Conseil législatif:

**M. l'Orateur** informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, avec certains amendements qu'il la prie d'agréer, les bills suivants:

- bill 60 amendant la charte de la compagnie The Montreal Public Service Corporation et changeant son nom en celui de Quebec New England Hydro-Electric Corporation;

- bill 82 validant un acte de rétrocession par Joseph Leblanc, ès qualité, à Georges Painchaud;

- bill 93 constituant en corporation la Congregation Beth Yitzchok.

#### Montreal Public Service Corporation

La Chambre procède à la prise en considération des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 60 amendant la charte de la compagnie The Montreal Public Service Corporation et changeant son nom en celui de Quebec New England Hydro-Electric Corporation. Les amendements sont lus deux fois et adoptés. Le bill est retourné au Conseil législatif.

#### Rétrocession par J. Leblanc à G. Painchaud

La Chambre procède à la prise en considération des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 82 validant un acte de rétrocession par Joseph Leblanc, ès qualité, à Georges Painchaud. Les amendements sont lus deux fois et adoptés. Le bill est retourné au Conseil législatif.

#### Congregation Beth Yitzchok

La Chambre procède à la prise en considération des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 93 constituant en corporation la Congregation Beth Yitzchok. Les amendements sont lus deux fois et adoptés. Le bill est retourné au Conseil législatif.

### Aide à la colonisation

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 44 amendant la loi autorisant un emprunt pour aider à la colonisation.

Adopté.

Il informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolution et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

#### En comité:

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska)** propose: Que, pour aider à la colonisation dans la province, le lieutenant-gouverneur en conseil pourra autoriser le trésorier de la province à contracter, de temps à autre, tous les emprunts qu'il jugera nécessaires à cette fin, mais que le ou les emprunts ainsi contractés ne pourront excéder, en totalité, la somme de sept millions de piastres, au lieu de la somme de cinq millions de piastres mentionnée dans la section 1 de la loi 10 George V, chapitre 6.

Au mois de mars 1920<sup>3</sup>, la Législature autorisait un emprunt de \$5,000,000 pour aider la colonisation. Grâce à ce subside, nous avons pu faire exécuter des travaux considérables dans les différents centres de colonisation de toute la province, dans le but d'aider les colons. Le département de la Colonisation a dépensé de fortes sommes d'argent à la construction de chemins dans les régions nouvelles, à l'amélioration et à la réfection de chemins dans les régions plus anciennes. La Chambre me permettra de donner quelques chiffres. En 1920, nous avons dépensé \$986,165<sup>4</sup>; nous avons construit 301 milles de chemins de colonisation, nous avons terminé 364 milles de chemins déjà commencés, et nous avons réparé 81 milles de chemins anciens.

Pendant l'année 1921, nous avons dépensé \$1,550,000 pour les chemins; nous avons construit 482 milles de chemins, nous en avons parachevé 367 milles et nous en avons réparé 201 milles; 1,591 milles de chemins ont été construits, terminés ou refaits. Cette année, bien que je n'aie pas tous les rapports, nous avons construit 520 milles de chemins<sup>5</sup>, nous en avons parachevé autant et nous en avons réparé 350 milles<sup>6</sup>.

Dans l'espace de trois ans, nous avons fait 3,300 milles de chemins de colonisation<sup>7</sup>. Avec les

1,695 milles de chemins de colonisation construits avec les octrois ordinaires, cela fait un total de 5,195 milles de chemins nouveaux construits depuis trois ans. En outre de cela, le département a construit 130 ponts de 125 à 150 pieds de longueur, soit une longueur totale de 50,000 pieds, et nous avons aidé à l'ouverture de 45 écoles dans les centres de colonisation. Nous avons dépensé, pendant ces trois ans, \$4,100,000 et il ne nous reste des \$5,000,000 que \$900,000. Pour terminer les travaux commencés, il faut un autre subside de \$2,000,000. Il faut continuer à dépenser pour les travaux projetés en 1923 et en 1924. C'est pourquoi on demande de porter la limite de cet emprunt à \$7,000,000.

Il fait quelques remarques au sujet de la politique qu'il a récemment inaugurée concernant les lots de colonisation dans la vallée de la Matapédia. C'est une expérience qu'il fait actuellement en faisant défricher des lots et en faisant construire des maisons sur les lots défrichés. Si cette expérience réussit, il (l'honorable M. Perrault) étendra sa politique et demandera à la Chambre de l'autoriser à mettre cette politique en application d'une manière plus considérable.

Voilà ce à quoi nous avons employé l'argent que l'on nous avait voté. Sans ce subside, nous n'aurions pu rien faire de cela. Maintenant, il nous faut, pour continuer cette excellente politique, un nouveau subside. Si nous voulons que la colonisation continue de se développer, il nous faut encore de l'argent et le projet que je sou mets à la Chambre a pour but de voter un nouveau subside de \$2,000,000 et d'assurer cette nouvelle somme à la colonisation.

(Applaudissements)

Le gouvernement est convaincu d'avoir bien répondu aux besoins de la colonisation dans cette province et c'est pourquoi mon département est convaincu que sa demande sera accordée et bien vue.

#### **L'honorable M. Moreau (Lac-Saint-Jean):**

Je veux ajouter un mot aux paroles du ministre de la Colonisation. Le subside de cinq millions, comme il l'a si bien dit, a beaucoup aidé la grande cause.

La région du Lac-Saint-Jean est l'une des plus prospères, au point de vue du développement des terres neuves. Ces cinq millions que nous avons votés en 1920 ont eu d'excellents résultats, non seulement au Lac-Saint-Jean, mais dans tous les centres de colonisation de la province. À tel point que l'on peut dire aujourd'hui que ce n'est plus le colon qui précède le chemin dans ces régions, mais ce sont les chemins qui précèdent le colon, et cela est

dû à la grande attention que l'on a apportée surtout dans la construction des chemins.

Il cite un rapport d'un missionnaire agricole, qui signale l'ouverture de nouvelles paroisses dans le Lac-Saint-Jean. Dans son rapport, M. l'abbé Jean Bergeron cite des exemples de progrès admirables, dit-il. À Sainte-Jeanne d'Arc, par exemple, une des plus nouvelles paroisses de la région, 68 familles se sont placées sur des terres, l'année dernière. À l'Ascension, une autre nouvelle paroisse, 110 familles sont venues s'établir durant l'année. Il cite encore plusieurs autres exemples.

Pour ce qui regarde les chemins dont ont tant besoin les colons, nous n'avons assurément pas à nous plaindre. Le département de la Colonisation a fait noblement sa part en ces dernières années, et je ne doute nullement que le ministre de la Colonisation poursuivra l'œuvre qu'il a à cœur de mener à bonne fin. Je le dis encore une fois avec plus de conviction que jamais, que c'est la colonisation qui doit être notre visée principale, car notre destinée repose sur la belle et noble industrie de l'agriculture qui est si bien sauvegardée dans notre province par celui qui en a la direction. Nous sommes un peuple de paysans et nous n'avons pas à en rougir. Cela ne veut pas dire que nous devons négliger le commerce et l'industrie, mais là n'est pas le côté principal de notre destinée, c'est l'agriculture qui va faire notre province belle et grande. Gardons la toujours dans la concorde et dans l'harmonie, dans l'union de ses deux races qui font son honneur et sa prospérité.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** L'honorable ministre a-t-il inauguré sa politique de défrichement de lots et de construction de maisons?

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska):** Les officiers en loi sont précisément à étudier cette question. S'il faut une législation spéciale, nous la présenterons. C'est une expérience que nous avons voulu faire et c'est pourquoi nous ne voulons pas, d'abord, dépenser de grandes sommes d'argent pour commencer.

Cette politique consiste à faire défricher des lots dans certains cantons et à y faire construire des maisons. Ces lots ainsi prêts à la culture doivent être offerts en vente ensuite aux colons.

Si notre expérience réussit, nous étendrons les effets de cette politique, les défrichements de lots que nous avons choisis sont commencés et nous avons fait des abatis à l'automne; quand ces derniers seront terminés, nous commencerons la construction des maisons. Nous n'avons pas encore construit de

maisons, nous n'en sommes pas rendus là, tout à fait. Il nous faut d'abord brûler le bois et c'eût été imprudent de commencer, en même temps, la construction des habitations. Enfin, nous avons aussi essayé de défricher des terres sans construire de maison. On aura donc le choix. Nous savons cependant que beaucoup de colons préféreront des lots encore non défrichés; et c'est pourquoi nous attendons avec confiance les résultats de notre expérience que nous ne voulons pas davantage étendre avant les premiers résultats.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** L'honorable ministre a-t-il confiance dans cette politique?

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska):** Un missionnaire colonisateur nous a déclaré, au comité de l'agriculture, que ça ne réussirait pas. Il s'est donné comme exemple. Il a bâti des maisons sur des lots et ça n'a pas réussi. Il peut avoir pris un mauvais entrepreneur. Pour moi, j'ai confiance dans ce projet pour aider les colons. C'est un plan qui n'a jamais été essayé, mais j'ai vraiment confiance.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Eh bien, je crois, moi, que le ministre de la Colonisation a parfaitement raison d'avoir confiance. Je félicite cordialement le ministre de la Colonisation et le gouvernement pour avoir inauguré cette politique. Je ne doute pas du succès et je sais le reconnaître.

(Longs applaudissements)

Si j'ai posé quelques questions au ministre, c'était pour bien comprendre sa politique et pour voir comment il voulait l'appliquer. Le ministre veut être prudent, il veut faire un essai modéré et si cela réussit, il développera sa politique, si cela ne réussit pas, il arrêtera. Il a raison et je l'approuve. Je crois que c'est une bonne politique et je l'en félicite.

(Applaudissements)

Je l'approuve d'autant plus que c'est la politique que j'ai préconisée dans mon journal en 1919 et qui a été formulée dans un article du programme adopté à la convention de l'opposition provinciale, au mois de mai dernier. Je n'aurais pas accepté cette politique comme un article de mon programme, sans l'intention arrêtée de l'appliquer avec la plus grande prudence. Il y a des gens qui, ayant un peu d'argent, préféreront ces lots, nos compatriotes des États-Unis, par exemple.

Je vous demande pardon. M. le Président, mais je vous avoue que je suis confus. Je suis si peu habitué aux applaudissements de la Chambre... Vraiment, les applaudissements de la Chambre à mes

modestes paroles me jettent dans la confusion, vu qu'elle n'a pas l'habitude de m'en prodiguer. Je les accepte, mais ma confusion ne m'empêchera pas de faire mon devoir et de rendre justice au ministre de la Colonisation. Cela ne veut pas dire que j'approuverai tout ce que fera le gouvernement. (Rires) Mais je tiens à démontrer que, lorsque le gouvernement propose une bonne mesure, il peut compter sur l'appui le plus loyal de l'opposition. Cette politique, que l'opposition a réclamée, vient à son heure et je l'approuve de tout cœur.

Cependant, cela ne veut pas dire que l'opposition approuve toute la politique de colonisation du gouvernement. L'argent a été dépensé en partie pour d'autres fins que la colonisation. Il y a eu trop de favoritisme. L'opposition a trop réclamé l'importance des chemins de colonisation pour le colon, pour ne pas approuver le vote d'argent destiné à réaliser cette idée. Il engage le gouvernement à ne pas laisser couler cet argent dans les goussets des favoris, mais à le dépenser pour le colon.

Trop de colons émigrent ou changent de lots. Cela veut dire pour les uns qu'ils ne sont pas satisfaits, pour d'autres qu'ils sont maltraités par certains spéculateurs protégés par certains agents. Pour les autres, cela veut dire que ce sont des spéculateurs des colons à pulpe.

**L'honorable M. Perrault (Athabaska):** Le chef de l'opposition a eu lors de la convention une excellente idée, bien qu'elle ne fût pas très neuve, parce que M. Laurent-Olivier David l'avait déjà lancée il y a quelque 30 ans.

La résolution est adoptée.

#### Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté une résolution, laquelle est lue deux fois et adoptée.

#### Aide à la colonisation

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska)** demande la permission de présenter le bill 44 amendant la loi autorisant un emprunt pour aider à la colonisation.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska)** propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté.

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### Subsides

**L'honorable M. Nicol (Richmond)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides et commence l'étude du budget de l'Instruction publique<sup>8</sup>.

**L'honorable M. David (Terrebonne):** Le gouvernement a compris la nécessité d'encourager les écoles rurales, "la petite école du rang". C'est une des choses les plus importantes dont on doit s'occuper, et leur progrès est lié aux universités et aux collèges privés.

Lorsque nous avons donné aux universités \$3,000,000, lorsque nous avons donné \$190,000 aux collèges classiques, on nous a dit: "Pourquoi pas commencer par la petite école?" Cela peut paraître paradoxal, mais il me semble que pour créer un bon système éducationnel, il faut former de bons professeurs. C'est ce qui importe tout d'abord, la formation des professeurs, du personnel enseignant. Après avoir donné à nos collèges classiques, nous avons aidé nos écoles normales, dont nous avons aussi augmenté le nombre.

Nous avons aidé les écoles normales, car ce sont là des centres de formation générale où doivent être préparés des hommes au vrai sens du mot, énergiques et volontaires, qui auront le plus d'influence sur notre vie intellectuelle et dispenseront l'éducation. Qu'on n'aille pas oublier que ces institutions que j'ai nommées ne préparent pas qu'aux professions libérales, mais qu'elles remplissent aussi les cadres du professorat. Elles peuvent même alimenter l'enseignement primaire. À Montréal spécialement, plusieurs jeunes gens sortis des collèges classiques se sont dirigés vers l'enseignement et ils sont devenus d'excellents instituteurs aux écoles primaires.

Je sais aussi de jeunes avocats, à Montréal, qui, n'ayant pu faire leur trouée dans leur profession, se sont résignés - et je trouve cette résignation admirable - à dévouer leur carrière à enseigner aux petits enfants. Il n'en reste pas moins que l'école normale est surtout destinée à former des professeurs.

C'est pourquoi le gouvernement s'est tourné de ce côté avec une particulière bienveillance et a augmenté les salaires des principaux et des professeurs.

Des écoles normales, de plus, ont été fondées récemment à Sherbrooke, à Saint-Jérôme dans le nord et en d'autres endroits. Ceci, afin de parer au danger que la jeune fille de la campagne, s'habituant à la grande ville, ne veuille plus retourner à la campagne où elle devait être utile. Cette politique de décentralisation sera poursuivie.

L'inspectorat est à la base du système éducationnel, il en est peut-être le pivot, et c'est afin de rendre plus efficace le service de l'inspection des écoles que le gouvernement a augmenté le nombre des inspecteurs. Sept ou huit nouveaux inspecteurs ont été nommés, et c'est ainsi que le district d'inspection des inspecteurs a été diminué en étendue. On a permis de cette manière aux inspecteurs de visiter plus facilement les écoles dont ils sont chargés et de se rendre plus facilement compte de la manière dont l'instruction y est donnée aux élèves. On a augmenté leurs salaires et leurs allocations pour dépenses de voyage. Ainsi, nous avons amélioré le sort des inspecteurs d'écoles, comme ils nous l'ont demandé. Ce sera l'idéal le jour où il y aura assez d'inspecteurs pour que chaque école soit visitée quatre, cinq, dix fois par année.

Est-ce que cela veut dire que nous avons tout accompli, que nous sommes rendus à un tel sommet qu'il faille dire que nous ne pouvons faire plus? Loin de là! Il ne faut pas croire que nous avons atteint le plus haut point dans le domaine de l'éducation. Il faudrait plaindre, d'ailleurs, un peuple qui, en matière éducationnelle, croirait avoir atteint le sommet, car ce peuple est à la veille de son déclin. Nous voulons encore profiter de l'expérience des autres, sans aller si vite que nous dépassions le but. Nous nous trouverions alors dans la triste position de la France, qui, après un chambardement du programme classique, admet son erreur.

On ne saurait jamais atteindre la perfection en matière d'instruction. Mais entre cela et aller trop vite, il y a une différence. Il faut continuer le travail de développement sans aller trop vite. Il vaut mieux être lent et sage, être prudent et atteindre le but proposé. Je crois que la méthode de Québec est la meilleure et la plus saine. De même que dans tous les domaines de son activité nationale, notre province regarde les choses en face; elle ne se laisse guider, en ce cas-ci, que par une pensée, savoir qu'elle doit donner à tous ses enfants, partout où ils se trouvent, le baptême de l'instruction. Si on lui reproche d'être lente, je dis qu'elle n'est que sage. Si on la prétend arriérée, je crois qu'elle est plutôt prudente. C'est

pourquoi nous ne songeons nullement aujourd'hui à sabrer notre système, tout en étant ouvert à la nécessité de l'améliorer.

En 1892, la France a changé tout son système scolaire, mais elle a été obligée de réorganiser ses études classiques en reprenant les anciennes méthodes. Aux États-Unis, malgré l'instruction obligatoire, il y a dans dix États 10,000,000 d'illettrés. En 1910, nous avions 374,547 élèves dans nos écoles; en 1921, nous en avions 512,651.

Le gouvernement accordera des octrois aux municipalités, afin de permettre à celles-ci d'augmenter le salaire des institutrices. À ce sujet, il y a eu une amélioration depuis une dizaine d'années.

En 1908, les salaires moyens payés par les municipalités étaient de \$167 par année; en 1920, ils étaient de \$450. Il y a une augmentation de \$283, ou 169 %. En 1908, il y avait 6,549 écoles; en 1920, il y en avait 7,733. Dans l'espace de 13 ans, il y a eu une augmentation de 1,484 ou de 18 %. En 1907-1908, le salaire des inspecteurs d'écoles était de \$1,000 sans dépenses de voyage; en 1920-1921, il était de \$1,500 à \$2,000, avec \$500 pour dépenses de voyage. En 1907-1908, le salaire des professeurs des écoles normales était de \$1,200; en 1920-1921, il était de \$1,600 à \$2,000.

Le gouvernement veut reconnaître l'effort fait par les municipalités, et c'est pourquoi il demande à la Chambre de voter un montant de \$125,000 qui sera divisé entre les municipalités à raison de \$0.50 par enfant dans les écoles rurales. En 1908, les municipalités avaient dépensé pour la construction des écoles un montant de \$688,407; en 1920, ce montant a atteint le chiffre de \$3,102,744. Le gouvernement, dans le même but, avait dépensé en 1908 une somme de \$22,333; cette somme est montée à \$159,630 en 1920.

En 1915, l'actif des corporations scolaires était de \$38,542,258.11; en 1920, cet actif était de \$56,652,671.05; d'où une augmentation de plus de \$18,000,000. Durant les 20 années qui se sont écoulées de 1885 à 1905, les sommes totales votées par le gouvernement pour l'instruction publique en général, y compris les sommes votées pour l'enseignement agricole, les écoles de réforme et les autres institutions d'enseignement, se sont élevées à \$10,406,979.49. Durant les 19 années qui ont suivi, y compris le budget pour 1923-1924, les sommes votées pour les mêmes fins se sont élevées à \$25,418,770.69, soit une augmentation de \$15,011,791.20. En y ajoutant les dons spéciaux récents aux universités qui ont été de \$1,150,000, on



arrive à une augmentation totale de \$18,161,791.20 ou de 174.5 %.

Pour les écoles de colonisation dans les municipalités pauvres, les prévisions pour l'année 1923-1924 montrent qu'on accordera \$200,000. Ces statistiques démontrent les progrès scolaires de la province de Québec.

Et si l'on veut savoir les progrès accomplis durant ces dernières années, il suffit de lire certaines statistiques parues dans le *Times* de Londres. La province de Québec est le pays de l'Empire britannique qui a le plus augmenté les octrois à l'instruction publique. De 1914 à 1919, la dépense pour l'instruction publique a augmenté de 33 % en Angleterre et en Écosse, de 31 % dans l'Île-du-Prince-Édouard, de 25 % en Nouvelle-Écosse, de 54 % au Nouveau-Brunswick, de 17 % en Ontario. Elle a diminué de 7 % en Colombie britannique. Elle a augmenté de 30 % dans les neuf provinces réunies. Mais cette proportion est surtout due à la province de Québec où les sommes dépensées à des fins d'éducation augmentèrent dans une proportion de 89 % ! (Applaudissements)

Contrairement à ce que pense un journal dans une grande ville, qui n'est ni Montréal ni Québec, dont un article, l'autre jour, s'intitulait "Rough on protestants in Quebec", la minorité a toujours été particulièrement bien traitée.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes) et M. Smart (Westmount):** Quel journal?

**L'honorable M. David (Terrebonne):** Le *Toronto Telegram*.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Il est six heures.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Comme nous ne siégerons pas ce soir, nous pouvons continuer.

**L'honorable M. David (Terrebonne):** Oh! j'en ai pour quelques minutes seulement.

Je puis répondre au *Telegram* que les deux races s'entendent bien dans la province de Québec. Si nous avons basé nos calculs sur la population, lorsque nous avons donné trois millions aux universités, les protestants n'auraient eu que \$433,000 au lieu d'avoir \$1,000,000. Nous n'avons pas fait cela et nous ne le ferons pas. Nous faisons entrer en ligne de compte l'élément de richesse des Anglais.

La minorité protestante dans cette province est bien traitée, avec équité et générosité. Je ne crois pas qu'il y ait d'autres pays où la minorité soit aussi

bien traitée. Dans la province, il y avait, en 1921, 6,761 écoles élémentaires, modèles et académies catholiques; le nombre des écoles protestantes semblables était de 782; d'où un total de 7,543 écoles. Les octrois du gouvernement pour ces écoles des deux religions furent les suivants: en 1910, \$329,975 pour les écoles catholiques et \$44,572 pour les écoles protestantes; en 1921, \$446,313 pour les écoles catholiques et \$66,333, pour les protestantes; il y a donc eu une augmentation de 87 % pour les écoles catholiques et de 13 % pour les écoles protestantes.

Suivant les prévisions pour l'année courante, il y a une augmentation de \$435,000 dans les octrois que le gouvernement accordera dans le but d'aider à l'éducation. Lors de l'octroi des \$3,000,000 aux universités, si le gouvernement s'en était tenu à la division de l'argent voté suivant la proportion de la population catholique et protestante, la répartition de l'octroi aurait été faite autrement qu'elle le fut. On aurait accordé aux universités catholiques \$2,716,560, au lieu de \$2,500,000; l'université McGill aurait eu \$433,440, au lieu de \$1,100,000. Au *pro rata* de la population, les protestants devraient recevoir \$700,000 de moins. Mais, si nous ne calculons pas en proportion exacte du chiffre de la population, c'est que nous savons apprécier l'élément de richesse qu'apportent nos compatriotes protestants au développement de notre province.

Dans les jours qui vont suivre, les deux éléments de cette province vont d'ailleurs donner un nouvel exemple de l'entente et de l'harmonie qui présida toujours à leurs relations. Il prendra la forme de deux bills rémédiateurs qui ont pour but de corriger la situation difficile dans laquelle se trouvent aujourd'hui les protestants, et qui découle, on ne l'oublie pas, d'un privilège accordé en 1903 et que sollicitaient les protestants eux-mêmes, de recevoir dans leurs écoles, les enfants juifs.

Continuons notre route. Si elle est longue, elle est sage. Si elle est lente, elle est prudente. Le problème du jour dans la province de Québec, c'est la petite école. Nous voulons l'aider aujourd'hui, et nous demandons à la Chambre de nous permettre, entre autres choses, de donner de meilleurs salaires aux institutrices, et de voter un octroi spécial de \$125,000 pour les petites écoles de nos campagnes.

(Applaudissements)

La proposition est adoptée.

**En comité:**

**L'honorable M. Nicol (Richmond)** propose: Qu'un crédit de \$275,000 soit ouvert à Sa Majesté pour les écoles publiques pour l'exercice finissant le 30 juin 1924 et qu'un crédit de \$125,000 soit ouvert à Sa Majesté pour les écoles rurales pour l'exercice finissant le 30 juin 1924<sup>9</sup>.

Le comité fait rapport qu'il n'a pas terminé l'examen de la résolution et demande la permission de siéger de nouveau.

#### Dépôt de documents:

##### Nomination de M. Lesage

**L'honorable M. David (Terrebonne)** dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre, en date du 11 décembre 1922, pour la copie de l'arrêté en conseil nommant M. Lesage commissaire enquêteur des chemins à barrières et des ponts à péage. (Document de la session no 66)

La séance est levée.

#### NOTES

1. La chronique de *La Presse* précise que c'est à la suggestion du député de Verchères, J.-M. Richard, que ce comité "a décidé de recommander à la Chambre de faire imprimer son rapport qui contient le texte sténographié des témoignages rendus devant lui sur ce sujet qui intéresse vivement tous nos cultivateurs".

2. \$175,000, selon *La Presse*.

3. En février 1920, selon *Le Soleil*.

4. \$986,137.05 selon *Le Canada*, page 1, *The Montreal Daily Star*, page 35 et *La Gazette du Nord* du 28 décembre 1922, à la page 5.

5. 560 milles, selon *Le Canada*, *Le Devoir* et *La Gazette du Nord*.

6. 250 milles, selon *Le Canada* et *Le Devoir*.

7. 3,500 milles, selon *Le Canada* et *Le Devoir*, et 5,195 milles, selon *Le Soleil*.

8. *La Patrie* à la page 15 précise que le ministre a fait son discours sur la motion du trésorier avant que la Chambre se forme en comité.

9. *Le Montreal Daily Star*, à la page 33, affirme que les résolutions ont été adoptées.

Séance du vendredi 15 décembre 1922

**Présidence de l'honorable J.-N. Francoeur**La séance est ouverte à 3 heures<sup>1</sup>.**Prière.**

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

**Rapports de comités:**

**M. Ashby (Jacques-Cartier):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le dix-septième rapport du comité permanent des bills privés. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, le bill suivant:

- bill 111 amendant la charte de la cité de Longueuil.

**Affaires  
municipales**

**L'honorable M. Nicol (Richmond)** demande la permission de présenter le bill 185 amendant le Code municipal de Québec et les statuts refondus, 1909, relativement aux affaires municipales.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Vins  
médicamentés**

**L'honorable M. Nicol (Richmond)** demande la permission de présenter le bill 191 concernant la vente des vins médicamentés.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Convictions sommaires**

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** demande la permission de présenter le bill 186 amendant la loi des convictions sommaires de Québec.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Conditions  
de travail**

**L'honorable M. Galipeault (Bellechasse)** demande la permission de présenter le bill 182 concernant la création d'une commission relativement à certaines conditions du travail dans la province.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Saisies**

**M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis)** demande la permission de présenter le bill 148 amendant le Code de procédure civile relativement aux choses qui ne peuvent être saisies.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Questions et réponses:**

**Colonisation  
à Saint-Moïse (Matane)**

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** 1. Le gouvernement ou aucun des ministres a-t-il reçu de maires, marchands ou autres personnes dirigeantes, des plaintes ou requêtes, etc., concernant la colonisation dans le comté de Matane, notamment à Saint-Moïse?

2. Est-ce que le gouvernement a fait droit à ces requêtes ou plaintes?

3. Est-ce qu'il y a des lots dans Saint-Moïse sur lesquels il ne reste plus ou presque plus de bois marchand?

4. Si oui, par qui ont-ils été exploités?

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska):** 1. Oui, une plainte au sujet de Saint-Moïse.

2. Le gouvernement a pris des renseignements pour savoir ce qu'il y avait de fondé dans cette plainte.

3. Il ressort de ces renseignements que les lots mentionnés dans la plainte sont encore suffisamment pourvus de bois, à l'exception de trois qui sont patentés depuis plusieurs années et sur lesquels vivent des colons.

4. Par leurs propriétaires.

**Saisies  
de fourrures**

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** 1. Combien de saisies de fourrures ont été opérées dans la province durant 1921 par les officiers du département de la Colonisation et des pêcheries?

2. Combien d'actions ont été prises pour ces saisies?

3. Combien *a.* dans la Beauce, en 1921? *b.* dans Lotbinière? *c.* dans Kamouraska? *d.* dans Rimouski?

4. Combien de ces actions ont été retirées?
5. À qui des articles saisis ont-ils été remis *a.* en 1921? *b.* en 1922?
6. Quelle est l'adresse de chacune de ces personnes?
7. Est-ce que le département de la Colonisation, des Mines et des Pêcheries, etc., détient encore de ces fourrures saisies l'an dernier?

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska):** 1. 195 saisies.

2. 142 actions.
3. Beauce, 2 actions; Lotbinière, 1 action; Kamouraska, 0; Rimouski, 1 action;
4. 8 actions retirées sur les 142.
5. et 6. En 1921: Paul Asselin, Ste-Méthode; B. Cohen, Sherbrooke; J. A. Ash, Québec; T. S. Copping, Rawdon; B. Ayotte, St-Justine; Enoch Côté, St-Félicien; D. Bastien, Montréal; Elie Cyr, Newport Point; T. Beaudoin, Leeds; S. Deig, Lachute; Pierre Beaudoin, Thetford-Mines; Louis Dupuis, St-Salomé; Joseph Beaulieu, St-Georges; D. A. Fleurant, Mont-Laurier; Ludger Berger, Rimouski; Fox Raising & Trading, Rivière-du-Loup; Charles Berthiaume, Pointe du Lac; Norbert Gagnon, L'Annonciation; Z. Bertrand, Laine Koster; J. E. Gauthier, St-Jovite; Propriétaire de l'île d'Anticosti; A. Gélinas, Trois-Rivières; Compagnie Boivin, St-Jean; Francis Généreux, St-Ursule; Albert Boucher, Hull; H. Genest, Stenson; Joseph Charrette, L'Annonciation; D. Goodman, Québec; Amédée Charron, Hull; W. H. Mulligan, Mulligan Ferry; H. Chartfield, Montréal; North East Fur Company, Québec; E. Perreault, St-Alphonse; N. A. Ostigny, Valleyfield; Joseph Perreault, Nantel; Fred Paré, Atholstan; Albert Picher, St-Janvier; Lister Parkenson, Rawdon; E. Pinsonneault, Waterloo; L. G. Payne, La Tuque; J. A. Prévost, Mont-Laurier; J.-A. Poliquin, Sorel; Armand Prévost, Verchères; Redmond Company, Ltd, Montréal; Angus Richardson, West Brome; Francis Rivest, Joliette; F. Roarke, Rawdon; H. Robin, Québec; Rothschild Fur Co., Sudbury, Ont.; A. Roy, Trois-Rivières; Maurice Sanregret, Joliette, Napoléon Sauvageau, Grondines; Joseph Gosselin, Girardville; F. E. Smith, Glen Sutton; H. J. Guilbert, Montréal; Évariste St-Jean, Canton Joli; Capt. Jos. Harvey, Bagotville; Madame Ovide Tanguay, Portage du Fort; Alcides Jacques, Rivière Boisclair; Samuel Zuck, Montréal; Paul Koenig, Montréal; Mac Bluestone, Rimouski; Laberge & Chevalier, Montréal; J. Cherriotte, Ste-Adèle; Alfred Leclerc, Baie du Febvre; M. Raby,

Grandy; Joseph Leclair, St-Tite; Pierce Fur Co., Montréal; A. Levasseur, Valley Junction; Busque, St-Georges de Beauce; Adélarde Lirette, St-Raymond; Knight, J.-A., Halifax; L. Maillotte, St-Zéphirin; Hollander & Son, Montréal; Peter Maloney, Ste-Agathe, L. A. Gagnon, Fredericton; Henry Martin, Lachine; Maranda & Labrecque, Québec; Eugène Martin, Perkins Mills; J. B. Laliberté, Québec; Marcel Masse, Ste-Marquerite; Trefflé Gagnon, Québec; Mundo MacDonald, Weedon; Émile Moore, Lévis; Robert McKinnon, Blanche; Henry Cream, Brownsburg; Jos. Miller, Bersimis; Joseph Michaud; Canadian Raw Fur, Montréal; Aimé Bédard, Lambton; Alex. Nelson & Co., Montréal; Napoléon Rivard, St-Elizabeth, Warwick; Jos. Wiselberg, Montréal; J. E. Caron, Québec; Louis Gagnon, Acton Vale; Judd Fur Company, Chicago; M. Block, Montréal; Adélarde St-Louis, St-Sylvestre Revillon & Frères, Montréal; Miss Isabel Pratt, Matapédia; Bourdeau & Fils, Montréal; Ovide Rocheleau, Trois-Rivières; W. Donat, Labelle; F. Schanauffer & Sons, Montréal; E. Noël, Montréal; E. Noël, Montréal; G. Goldman, Montréal; Dumouchel-Taxidermiste, Montréal; J. A. Savard, Doucet; S. Catkin, Montréal; St. Lawrence Fur Co., Montréal; E. Pollak, Montréal; John Hallam, Toronto.

Les autres fourrures saisies en 1921 ont été confisquées au bénéfice de la Couronne et ont été remises au département de la colonisation, des mines et des pêcheries, Québec.

En 1922: O. T. Anderson, Bury; J. A. Mercier, Ste-Julie; Alfred Bélanger, Rimouski; Isaac B. Mills, East Angus; Michel Bernier, Valcourt; Morin & Weber, St-Georges, Beauce; G. Gastonguay, Pointe-aux-Trembles; J. B. Neault, Rivière Desert; M. L. Engel, Sherbrooke; S. D. Robert, Ste-Marguerite; L. Finégan, Piopolis, K. Bassior, Montréal; Abraham Fishman, Montréal; Beatty, Montréal; Léonidas Fortier, St-Michel, Yamaska; J. Batiste, Montréal; J.-B. Frigeau, St-Césaire; S. Schwartz, Montréal; Selem Gastonguay, St-Zéphirin; Avila Robert, St-Basile; B. C. Howard, Sherbrooke; Wilfrid Viau, Montréal; Jean Charette, L'Annonciation; A. B. Lapierre, Montréal; Gnaedinger & Son, Montréal; A. Yanofsky, Montréal; B. Cohen, Montréal; Lucien Lavoie, Macamic; J. A. St-Mars, Amos; Charles Solomon, Montréal; Victor Zender, Montréal; Cummings & Cummings, Montréal; Fenster Brothers, St-Louis, Minn. U.S.A.; Philémon Groulx, St-Henri, Montréal; Jas. Innis, Granby; Florian Proulx, St-Jean-de-Dieu; House of Learo, Montréal; Fairweathers, Montréal; R. L. Montgomery, New Richmond, Charles Gagné, Grand Métis.

Les autres fourrures saisies en 1922 ont été confisquées au bénéfice de la Couronne et ont été remises au département de la Colonisation, des Mines et des Pêcheries, Québec.

7. Oui.

#### **Frais de voyage des inspecteurs d'écoles**

**M. Dufresne (Joliette):** Est-ce l'intention du gouvernement de payer les dépenses de voyage des inspecteurs d'écoles?

**L'honorable M. David (Terrebonne):** Le gouvernement a l'intention de continuer le paiement des dépenses de voyages des inspecteurs d'écoles, comme il le fait actuellement.

#### **Faillite de la Richelieu Transportation Company**

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** 1. Le département de la Voirie a-t-il été informé de la faillite de la Richelieu Transportation Company?

2. Le département de la Voirie doit-il encore une balance de comptes à MM. Desjardins & Compagnie pour travaux de voirie sur la route Lévis-St-Lambert?

3. Si oui, a-t-il l'intention de retenir ces montants pour payer les créanciers de la Richelieu Transportation Company?

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska):** 1. Oui.

2. Le département n'a pas d'entrepreneur de ce nom.

3. Réponse à la question 2.

#### **Ponts en fer**

**M. Smart (Westmount):** Qui a entrepris la construction des ponts en fer: *a.* À Bastican? *b.* À Sherbrooke? *c.* À East-Angus? *d.* À Weedon? *e.* À Fontainebleau?

**L'honorable M. Galipeault (Bellechasse):** *a.* À Bastican, sous-structure, Cie Jos. Gosselin, ltée; superstructure, MacKinnon Steel Co. tous deux les plus bas soumissionnaires.

*b.* À Sherbrooke, le département l'ignore.

*c.* À East-Angus, contrat accordé par la municipalité à MacKinnon Steel Co.

*d.* À Weedon (Canton) Pont Victoria, contrat accordé par la municipalité à la Dominion Bridge Co.

*e.* À Fontainebleau, contrat accordé par la municipalité à MacKinnon Steel Co.

#### **Vins médicamentés**

**L'honorable M. Nicol (Richmond)** propose, selon l'ordre du jour, appuyé par le représentant de Lac-Saint-Jean (l'honorable M. Moreau), qu'à sa prochaine séance, la Chambre se forme en comité général pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 191 concernant la vente des vins médicamenteux.

Adopté.

#### **Conditions de travail**

**L'honorable M. Galipeault (Bellechasse)** propose, selon l'ordre du jour, appuyé par le représentant de Terrebonne (l'honorable M. David), qu'à sa prochaine séance, la Chambre se forme en comité général pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 182 concernant la création d'une commission, relativement à certaines conditions du travail dans la province.

Adopté.

#### **Église du Sacré-Cœur-de-Jésus, Montréal**

**M. Gauthier (Montréal-Sainte-Marie)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 108 autorisant la reconstruction d'une église et d'une sacristie en la paroisse du Sacré-Cœur-de-Jésus, en la cité de Montréal.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

**M. Gauthier (Montréal-Sainte-Marie)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

### **Succession J.-Aimé Massue**

**M. Péloquin (Richelieu)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 101 ratifiant un acte de convention entre la commission scolaire de la municipalité de Saint-Aimé et la corporation de l'œuvre et fabrique de la paroisse de Saint-Aimé et la succession de J.-Aimé Massue.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

**M. Péloquin (Richelieu)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

### **Loi de pharmacie**

**M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 161 modifiant la loi de pharmacie de Québec.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

**M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

### **Transport du bois de construction**

**M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 165 amendant les statuts refondus, 1909, relativement au transport par endossement des reçus pour bois de construction soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics.

### **Loi des grèves municipales**

**L'honorable M. Galipeault (Bellechasse)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 48 amendant la loi des grèves et contre-grèves municipales soit maintenant lu une deuxième fois.

Cette loi a pour but de permettre aux parties qui soumettent une difficulté à un tribunal d'arbitrage de se faire assister par un aviseur légal. Cette loi dit aussi que tous les ouvriers, même ceux qui enlèvent et transportent les déchets, pourront soumettre les différends à un tribunal d'arbitrage. Cependant, aucun des arbitres ne pourra être intéressé dans une des parties qui soumettent leur cause. Le projet de loi porte à \$200 la pénalité *minima* en cas de grève ou de contre-grève. Cette pénalité était de \$100 autrefois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité général.

**L'honorable M. Galipeault (Bellechasse)** propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté.

### **En comité:**

**M. Gault (Montréal-Saint-Georges):** Pouvez-vous nous donner quelques explications?

**L'honorable M. Galipeault (Bellechasse):** Certainement. Les amendements nous ont été demandés par les intéressés. Le premier a pour but de permettre aux avocats d'être nommés arbitres par une partie intéressée dans un différend, mais à la condition expresse que, pour cela, ils ne reçoivent pas de traitement.

Les avocats, jusqu'à aujourd'hui, ne pouvaient pas représenter les intéressés dans un tribunal d'arbitrage appelé à régler un différend ouvrier. Ils en ont le droit maintenant, mais sans indemnité... Ils feront cela pour la gloire... et pour mériter la reconnaissance des patrons ou des ouvriers.

**Une voix:** Adopté!

**L'honorable M. Galipeault (Bellechasse):** Le second amendement a pour but de faire entrer dans la liste des ouvriers municipaux, qui ont le droit de grève, les préposés à l'enlèvement et au transport des déchets. Cela intéresse surtout Montréal.

**Une voix:** Adopté aussi.

**L'honorable M. Galipeault (Bellechasse):** Enfin, il y a deux autres amendements, l'un pour empêcher les ouvriers de choisir un homme de leur métier, comme arbitre dans un différend. Ainsi, à

l'avenir, un pompier ne pourra être nommé représentant de la brigade du feu, au cas d'une grève de nos pompiers qui serait réglée par un tribunal d'arbitrage. Le dernier amendement a pour but d'augmenter de \$100 à \$200 le minimum de l'amende pour les violations de la loi des grèves.

**M. Gault (Montréal-Saint-Georges):** Cela vise les patrons...

**L'honorable M. Galipeault (Bellechasse):** Oui, les patrons.

Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

**L'honorable M. Galipeault (Bellechasse)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

### Subsides

**L'honorable M. Nicol (Richmond)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

**M. Fortier (Beauce)** fait une revue du travail accompli par le gouvernement libéral depuis 25 ans. Nous sommes, dit-il, et serons quelque temps encore dans la période de formation. Elles naissent chez nous encore, les institutions dont les racines fouillent les profondeurs du vieux continent: l'École polytechnique, fondée et développée pour le génie civil; l'École des hautes études commerciales, desservant le grand commerce; les écoles techniques; nos universités dotées de millions; nos collèges classiques, rentiers de l'État de \$10,000 chacun, ou \$210,000 pour tous.

Après avoir ainsi donné une attention toute spéciale à l'enseignement supérieur et secondaire par l'octroi de fortes subventions aux collèges classiques, aux universités et aux écoles spéciales, le gouvernement tourne son attention maintenant vers l'école des tout petits, l'école du peuple. La petite école des campagnes est enfin l'objet de sa sollicitude. L'honorable secrétaire provincial nous a annoncé, hier, qu'un octroi spécial de \$125,000 serait accordé pour nos écoles de rang. L'école des petits, de l'humble artisan, de l'agriculteur, l'école du peuple reçoit un octroi de \$125,000, cela à la campagne seulement.

Déjà, les écoles élémentaires recevaient une allocation additionnelle du chef d'une échelle de salaire fixe versée aux institutrices. Certaines municipalités sont trop pauvres pour payer les institutrices autant qu'elles l'auraient voulu; le projet comblera donc les vœux d'une grande partie de la population de nos campagnes. Et ce ne serait là que le premier pas dans la carrière. Pour l'honorable premier ministre et le secrétaire provincial, le premier pas ne coûte pas et le dernier ne vient jamais. Québec est État agricole d'abord. Dans le soleil de l'éducation, les rayons doivent percer toutes les ombres.

Les chefs du gouvernement aiment qu'on leur fasse des suggestions, ils nous invitent à leur en faire. On me permettra de signaler une lacune dans l'enseignement, à la petite école. Nos jeunes gens, - nombre toujours trop grand - à peine pourvus d'une instruction quelconque, se désintéressent du sol ancestral. Les jeunes filles surtout. Ils se dirigent vers la ville et délaissent leur état qu'ils mésestiment. Pourquoi? Parce que, peut-être, ils n'ont pas puisé aux sources de la science les rudiments de la culture agricole. Dans leurs aperçus nouveaux, la terre était absente.

Ne pourrait-on pas leur donner un enseignement qui leur ferait aimer davantage leur profession, qui est la plus noble, assurément? Ne pourrait-on pas leur faire aimer davantage leur science, qui est la plus belle entre toutes? Que l'on enseigne d'abord à l'institutrice les éléments de l'agriculture, afin qu'elle les rende comme elle les aura reçus et qu'elle les fasse aimer au petit cultivateur qu'elle formera demain.

(Applaudissements)

La diffusion de la science agricole, même chez les petits, serait de nature à faire aimer la terre et à former pour l'avenir des cultivateurs solides et des colons convaincus. Combien de bras et de cœurs vigoureux ne conserverons-nous pas ainsi à la terre et à la colonisation!

Aux évolutions accomplies, aux *desiderata* formulés, va succéder le nouveau programme d'études de l'enseignement primaire adopté par le comité catholique du Conseil de l'instruction publique dont la mise en vigueur a été fixée à septembre 1923.

Je ne me reconnais pas la compétence voulue pour expliquer le nouveau programme. Mais quelques vérités de bon sens frappent même les profanes qui ont parcouru le nouveau programme et lu les commentaires qu'en a fait l'*Enseignement primaire*. Tout d'abord, l'école primaire élémentaire, en absorbant les deux années du cours modèle actuel,

5<sup>e</sup> et 6<sup>e</sup> années, pourra, dès l'année prochaine, orienter ses efforts vers ces 5<sup>e</sup> et 6<sup>e</sup> années jusqu'ici réservées à l'école modèle ou à l'académique du village. C'est là un progrès réel qui décentralise l'éducation moyenne en la faisant circuler dans tous les rangs, à la condition que les commissaires d'écoles fournissent au moins une assistante à la première institutrice qui aura conduit les élèves les plus avancés jusqu'à la 5<sup>e</sup> année, à plus forte raison à la 6<sup>e</sup>.

Les services d'une institutrice supplémentaire permettent de grouper les commençants ensemble, au lieu de leur laisser perdre leur temps dans une classe trop nombreuse pour un seul titulaire. Ce sera un surcroît de dépense pour la commission scolaire, mais dépense profitable, puisqu'elle assurerait aux jeunes élèves une formation première bien suivie et, aux plus âgés, permettra d'atteindre le cours supérieur de l'école élémentaire, cours équivalent dans le programme nouveau au cours modèle actuel, et cela, dans tous les rangs où le nombre d'élèves et le nombre d'institutrices le permettront.

Un point important à noter, c'est que les sacrifices des commissions scolaires seront en partie compensés par l'augmentation du nombre d'écoles subventionnées que le mise en opération du programme va amener. Dans l'avenir, toute école élémentaire qui justifiera un certain nombre d'élèves en 5<sup>e</sup> ou 6<sup>e</sup> année aura droit à une part sur le fond de l'éducation supérieure, conformément aux règles déterminées par le conseil catholique du Conseil de l'instruction publique.

Une autre des réformes opportunes du nouveau programme, c'est la transformation de nos académies actuelles, presque toutes commerciales, même dans les campagnes, en écoles complémentaires de culture générale, mais pourvues de sections agricoles commerciales et industrielles que les commissions scolaires pourront adapter aux besoins du milieu. À la dernière session, une loi a été votée pourvoyant à l'établissement de cours ou sections agricoles, industrielles ou commerciales, selon le milieu, dans les écoles, à raison de l'aide gouvernementale de 50 % du montant attribué par les commissions scolaires. Il semble que cet avantage n'affecte que les écoles supérieures. Cette loi devrait aussi s'appliquer aux écoles élémentaires. Je forme le vœu pour que la section agricole soit installée dans toutes les écoles complémentaires rurales.

L'enseignement est bilingue. Les écoles sont confessionnelles. Les écoles publiques ou neutres où l'enseignement religieux est banni sont inconnues dans la province de Québec. Catholiques et

protestants peuvent faire instruire leurs enfants dans une école où la foi des parents est respectée, où l'enseignement se donne régulièrement. Nul catholique n'est forcément tenu d'envoyer leurs enfants à une école protestante ou simplement neutre, ni de contribuer de ses deniers à son soutien, et vice-versa pour les protestants. Chaque groupe de contribuables ayant les mêmes croyances religieuses organise ses écoles, engage ses maîtres et maîtresses et se cotise pour en assurer le soutien et la survivance. Quels ont été les résultats? La magnifique étude de M. C.-J. Magnan, *Éclairons la route*, nous en donne un aperçu. L'enseignement bilingue et confessionnel dans notre province a produit des résultats qu'il n'est plus possible d'ignorer.

Le nombre des illettrés de 1901 à 1911 a diminué ici plus qu'ailleurs. Le niveau de l'enseignement s'élève sans cesse, ne le cède à personne, et la fréquentation scolaire est satisfaisante, d'après la *Gazette* de Montréal, du 31 janvier 1921. Le journal doute qu'aucune loi puisse modifier les conditions économiques dont elle dépend. L'impulsion éclairée, qui a tant fait pour le progrès scolaire, continuera son action bienfaisante. Si l'instruction n'est pas inférieure chez les catholiques par rapport aux autres provinces, l'on peut dire que nos compatriotes protestants du Québec ne sont pas moins instruits ni plus arriérés que leurs coreligionnaires des autres parties de la Confédération.

L'argument saillant à l'encontre de l'école confessionnelle, c'est qu'elle désunit la nation, la sépare en deux fragments. Mais, Monsieur l'Orateur, où donc les relations entre les deux grandes races se départageant le Canada sont-elles meilleures? Où donc les rapports entre les catholiques et les protestants sont-ils plus harmonieux? Dans quelle province sommes-nous plus près les uns des autres? Les relations sont excellentes entre les deux races de cette province et la bonne entente existe entre protestants et catholiques.

Dans les champs divers où le développement de la province s'est exercé depuis 25 ans, le progrès de l'instruction publique n'a pas été dépassé. De tous les artisans de l'œuvre libérale, l'honorable secrétaire de la province a conquis et les cœurs et les intelligences par son patriotisme, servi par des facultés auxquelles notre libéralisme est heureux de rendre hommage.

Après un quart de siècle de régime libéral, l'armature de notre organisation scolaire, que nos pères dressèrent sous l'Union des deux Canadas, après deux luttes héroïques, et de concert avec notre



admirable clergé, se retrouve intacte, renforcée, complétée, et cela, dans l'esprit même des fondateurs. Nos écoles confessionnelles datent de 1846, et elles sont restées telles qu'elles avaient été créées. Concessionnelles furent établies nos écoles, confessionnelles elles sont restées.

Soumises au contrôle et à la surveillance du prêtre dans la paroisse au point de vue moral et religieux: au même contrôle encore elles sont soumises; confiées à la garde des parents par le moyen de la commission scolaire: à la même autorité elles sont encore confiées. C'est grâce au contrôle du prêtre et à celui des parents que ces écoles ont produit les résultats qu'on attendait et qu'elles sont demeurées telles qu'elles avaient été établies au début. Le gouvernement libéral de Québec, fidèle à son programme depuis un quart de siècle, a fait preuve d'un traditionalisme ferme et large, progressif, mais il a refusé de laisser pénétrer chez nous les expériences malheureuses qui ont jeté la perturbation dans d'autres pays, par l'inspiration de l'école neutre.

Il a combattu l'école neutre, l'instruction obligatoire et autres manœuvres qui avaient pour but d'enlever à la surveillance des parents nos écoles professionnelles. Il a refusé l'introduction dans les lois scolaires d'un régime de contrainte odieux à la dignité du père de famille, incompatible avec notre conception de la vraie liberté. Le gouvernement libéral de Québec s'en est tenu à ses principes, et les lois scolaires qu'il a adoptées sont un exemple pour les autres provinces et un véritable exemple de la liberté qui existe dans la province de Québec elle-même.

La politique libérale en matière d'éducation ne saurait manquer de recevoir l'approbation de la population de la province. Au débat sur la motion Hamel, une motion pour protester contre les excès d'Armand Lavergne, l'honorable chef de l'opposition disait: "Toutes les lois du gouvernement sont désapprouvées, mauvaises et tyranniques; tout le monde en souffre et s'en plaint". Quand sonnera l'appel au peuple, nous serons prêts à aller devant lui munis des lois comme celle-ci, des lois concernant la colonisation et l'agriculture, sous le drapeau de notre chef, et nous attendrons son jugement avec la confiance que donne le devoir accompli.

L'agriculture, la colonisation, l'instruction publique, telles sont l'idéal (sic) dont nous nous inspirons, sources fécondes des progrès d'un peuple. C'est le cri de ralliement que nous avons lancé à travers la province et contre lequel aucune politique négative ne prévaudra.

(Applaudissements)

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** répond au discours du député de Beauce (M. Fortier). Il approuve l'octroi aux écoles du rang. Il félicite le gouvernement d'avoir présenté cette mesure, il trouve cependant que c'est un acte de générosité tardive.

**Des voix:** (de la tribune des journalistes) Plus fort!

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Quand bien même *Le Soleil* ne comprendrait pas! Il félicite le député de Beauce pour sa prétendue improvisation qui avait d'ailleurs été bien préparée. C'est l'éloquence du secrétaire provincial, sans doute, qui a inspiré le député de Beauce à offrir à la Chambre une si bonne improvisation.

Il fait l'éloge de ce qu'on appelle "l'école du rang", chose pour laquelle son parti, dit-il, a toujours combattu. C'était l'un des articles de notre programme adopté à la dernière convention du Parti conservateur de la province de Québec.

Et, cependant, au lendemain de la convention conservatrice de Montréal, les organes du gouvernement s'écriaient: "il n'y a rien dans le programme que vient d'énoncer le parti de M. Sauvé!"

À la mise en nomination des candidats dans le comté de Labelle, à Papineauville, je me rappelle le discours prononcé par l'honorable secrétaire provincial. "Au lieu d'attaquer le gouvernement, s'écriait le ministre, pourquoi ne formulez-vous pas un programme; cessez de critiquer et tâchez donc d'émettre une idée!"

M. le Président, nous sommes bien vengés! Le voilà, notre programme! C'est cette réforme que l'honorable secrétaire provincial nous propose aujourd'hui. Je l'en félicite; il a adopté enfin ce que nous avons prêché, et j'approuve le gouvernement avec la même sincérité que j'approuvais, hier, l'honorable ministre de la Colonisation.

J'ai tenu à féliciter le ministre de la Colonisation pour sa politique de défrichement de lots, et, aujourd'hui, j'aime à féliciter le secrétaire provincial de cette attention qu'il accorde à l'école du rang.

L'honorable secrétaire provincial a prononcé un grand discours, hier, un vrai discours d'un franc conservateur. Mon honorable ami a du sang bleu dans les veines. Il est de bonne lignée...

**L'honorable M. David (Terrebonne):** Je suis petit-fils de cultivateur.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Soyez-en fier! Il a porté l'attention sur les avantages de l'éducation et sur la générosité du gouvernement pour l'éducation primaire. Le secrétaire provincial, cependant, n'a pas dit à la Chambre qu'il a emprunté plusieurs de ses idées de la plate-forme conservatrice. L'honorable secrétaire provincial a eu une exclamation vraiment conservatrice quand il s'est écrié, hier: "Il ne faut pas sabrer notre bon vieux système scolaire". Mais ce n'est pas ce que disaient les amis du secrétaire provincial! Qui donc voulait sabrer le vieux système en cette province? Et quels sont ceux qui l'ont défendu, qui ont dit qu'il était inattaquable?

L'honorable ministre se disait orgueilleux de son œuvre. Mais est-ce son œuvre ou celle des conservateurs? Il a déclaré qu'il ne fallait pas saper notre programme scolaire, mais cette exclamation a été entendue dans cette Chambre, alors que le Parti libéral dénonçait notre système d'instruction publique et ceux qui l'avait administrée, disant que ceux-ci n'étaient que des réactionnaires et qu'il fallait absolument transformer notre système et créer un ministère de l'Instruction publique. Il suffit de connaître son histoire contemporaine pour savoir quels sont ceux qui ont organisé notre système d'éducation et qui l'ont conservé. Le Parti libéral n'a pas le droit de s'attribuer la moitié de ce programme. Il faut discuter cette question de l'éducation sans faire injure à la vérité historique. Il parle du christianisme dans nos écoles.

(Un journaliste tousse et éternue bruyamment dans les galeries)

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Il n'y a que la galerie de la presse où il reste un peu de liberté...<sup>2</sup>! Il n'est pas défendu de parler de christianisme et ceux qui s'en moquent manquent de quelque chose d'essentiel.

Comme l'honorable député de Beauce, qui a prononcé un beau discours, j'approuve le gouvernement qui se décide à encourager l'école de rang. Que cette mesure vienne d'un gouvernement libéral ou d'un gouvernement conservateur, peu importe, pourvu que la cause du peuple triomphe. Je ne sais si le gouvernement me reconnaîtra cette sincérité, mais puisqu'il se décide à aider la petite école, je l'approuve entièrement. Peu importe de qui cela vient, du moment que c'est pour le bien du peuple. C'est un article qui vient du programme conservateur et j'espère qu'on ne continuera pas à nier à l'opposition le mérite d'avoir cherché elle aussi à améliorer l'école du rang.

Mon honorable ami de la Beauce a fait une suggestion. Il a demandé qu'on enseigne aux institutrices les éléments de l'agriculture, afin qu'elles puissent faire aimer aux petits cultivateurs la belle profession qui les attend. Je crois que nous ne devons pas tant apprendre l'agriculture aux enfants que leur faire aimer la terre, leur montrer le noble rôle du cultivateur. Le programme est déjà trop chargé pour le nombre d'heures. On ne devrait pas le surcharger avec des théories inutiles. Le but que l'on cherche à atteindre serait beaucoup plus sûrement atteint si à l'école, au lieu de voir parfois tourner en ridicule la profession de cultivateurs, au lieu d'en entendre parler parfois avec un certain mépris par les maîtres et les maîtresses d'école, dans nos campagnes. Ce qui importe, c'est d'avoir des maîtresses qui enseignent à leurs élèves les beautés et les noblesses de l'agriculture, du rôle du cultivateur, c'est de rendre l'enseignement conforme à la pratique, afin que l'enfant apprenne bien le rôle qu'il sera appelé à jouer plus tard et qu'on fasse comprendre à l'enfant combien ce rôle est beau et important.

On devrait raconter ce que les cultivateurs d'autres pays ont atteint. Un système plus pratique pourrait être adopté dans les écoles rurales qui donnerait des résultats plus satisfaisants. Je visite souvent l'école de mon village et je me rends compte que les enfants ne s'intéressent pas beaucoup à l'enseignement agricole. Ce qu'il faut surtout, c'est de leur faire aimer le sol. Les enfants dans les écoles rurales devraient apprendre l'importance de l'industrie fermière et ils devraient être entraînés à la vie future qu'ils doivent mener sur la terre. On a trop dit à notre population que les temps seraient beaux tant que nous aurons des finances provinciales prospères. L'argent n'est pas tout. Quand on examine l'œuvre du gouvernement actuel, on voit qu'elle repose sur un principe faux. Nos marchés sont changés et les revenus de nos agriculteurs ne sont plus les mêmes et ne sont plus suffisants pour supporter les charges qu'on lui a imposées.

Il demande des salaires raisonnables pour les institutrices. Les salaires des institutrices et des inspecteurs d'écoles ne sont pas assez élevés. Il y a une pénurie d'instituteurs parce que les jeunes gens ne prennent pas l'enseignement comme profession, quand ils ne peuvent pas s'attendre à recevoir plus de \$1,000 à \$1,200 par année. Il termine en formulant l'espoir que le secrétaire de la province se rendra à la demande qu'il a déjà faite de réformer le système d'inspection, de façon à rendre l'inspection plus fréquente et plus pratique. Il demande un plus grand nombre d'inspecteurs et un meilleur salaire pour ceux-ci.

**L'honorable M. David (Terrebonne):** L'école complémentaire a un programme assez considérable, mais l'école de rang a un programme qui n'est pas trop chargé. L'enseignement agricole entre dans le programme nouveau adopté pour les écoles complémentaires, déclare-t-il.

Il souligne l'augmentation considérable des salaires des institutrices en ces dernières années. Dans quelques cas, les salaires des instituteurs ont été élevés de 100 pour cent dans ces dernières années.

Il félicite le chef de l'opposition et le député de Beauce, pour leurs intéressants discours.

La proposition est adoptée.

#### **En comité:**

**L'honorable M. Nicol (Richmond)** propose:

1. Qu'un crédit n'excédant pas deux cent soixante-quinze mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour écoles publiques, pour l'exercice finissant le 30 juin 1924.

Adopté.

2. Qu'un crédit n'excédant pas dix mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour être distribué parmi les écoles publiques en dehors des cités et villes, conformément aux dispositions de l'article 2929, S. R. Q., 1909, tel qu'amendé par 3 George V, chapitre 25, section 1, et de l'article 2930 desdits statuts, tel qu'amendé par 1 George V, (1<sup>ère</sup> session), chapitre 20, section 3, pourvu que les municipalités intéressées paient à leurs instituteurs et institutrices, un traitement annuel d'au moins trois cent cinquante piastres, pour l'exercice finissant le 30 juin 1924.

Adopté.

3. Qu'un crédit n'excédant pas quatorze mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour allocation aux municipalités scolaires de village et de la campagne qui emploient des instituteurs pour les garçons de 10 à 18 ans, pour l'exercice finissant le 30 juin 1924.

Adopté.

4. Qu'un crédit n'excédant pas vingt mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour écoles des beaux-arts de Québec et de Montréal, 12 George V, chapitre 55, section 12, pour l'exercice finissant le 30 juin 1924.

Adopté.

Le comité étudie d'autres crédits relatifs à l'instruction publique.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** intervient sur certains articles, comme l'achat de livres canadiens, le concours de littérature. Il accorde, dit-il, peu de confiance en particulier au jury du concours de littérature.

**L'honorable M. David (Terrebonne)** donne quelques explications sur le prix de littérature. Il admet qu'il n'est pas le premier à avoir eu l'idée d'un concours de littérature, car l'honorable M. Robidoux en a institué un, il y a plusieurs années.

#### **Résolutions à rapporter:**

Le comité fait rapport qu'il a adopté plusieurs résolutions et demande la permission de siéger de nouveau. Lesdites résolutions sont lues deux fois et adoptées<sup>3</sup>.

#### **Dépôt de documents:**

##### **Lots du 3<sup>e</sup> rang du canton de Taillon**

**L'honorable M. David (Terrebonne)** dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre, en date du 11 décembre 1922, pour copies de tout rapport, contrat, correspondance entre le gouvernement et toute personne concernant les lots 9 et 10 du 3<sup>e</sup> rang du Canton Taillon. (Document de la session no 67)

##### **Lots du 4<sup>e</sup> rang du canton de Taillon**

**L'honorable M. David (Terrebonne)** dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre, en date du 11 décembre 1922, pour copies de tout rapport, contrat, correspondance entre le gouvernement et toute personne concernant le lot no 7 du 4<sup>e</sup> rang du canton Taillon, depuis janvier 1920. (Document de session no 68)

##### **Machine Nationale limitée**

**L'honorable M. David (Terrebonne)** dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre, en date du 13 décembre 1922, pour copie de toute correspondance, documents, etc., concernant la "Machine Nationale limitée" et le gouvernement, depuis 1919. (Document de la session no 69)

### Ajournement

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, appuyé par le représentant des Îles-de-la-Madeleine (l'honorable M. Caron), que, lorsque cette Chambre s'ajournera, elle soit ajournée à lundi prochain.

Adopté.

crédits ont été aussi votés par la Chambre qui s'est ensuite ajournée à lundi après-midi".

La séance est levée vers 6 heures.

---

### NOTES

1. Beaucoup de députés sont absents lors de cette séance et l'Assemblée est à la limite du quorum. La ville de Québec essayait, ce jour là, une forte tempête de neige, selon *The Gazette* du 16 décembre 1922, à la page 3.

2. Voici comment *L'Événement* relate cet incident: "Les journalistes, juchés dans leur espèce de poulailler, grelottaient et, à plusieurs reprises, ils durent quitter la Chambre pour aller se réchauffer dans la tabagie des députés. Pendant le discours de M. Sauvé, sur l'instruction publique, un correspondant parlementaire, qui n'avait pas voulu manquer les flots d'éloquence qui coulaient depuis une heure, malgré la température en dessous de zéro, fut pris d'un éternuement si sonore que le chef de l'opposition foudroya d'un regard la tribune des journalistes." *La Presse* ajoute: "Nous avons interviewé le journaliste en question, qui est l'un des rares conservateurs suivant les débats de la Chambre, et il nous a assuré qu'il avait le rhume."

3. *Le Canada* donne un sommaire différent des crédits adoptés lors de cette séance: "Ces crédits comprennent \$215,000 pour êtres distribués parmi les écoles publiques, en dehors des cités et villes, \$10,000 pour être distribués dans les municipalités pauvres et dans les centres de colonisation, \$30,000 pour les écoles protestantes pauvres. On a voté aussi \$25,000 pour l'encouragement des beaux-arts, \$6,000 pour le Conseil de l'instruction publique et \$45,000 pour les écoles du soir et les écoles de coupe. On a porté à \$10,000 la somme de \$7,000 qui était allouée pour les archives canadiennes. Plusieurs autres

Séance du lundi 18 décembre 1922

**Présidence de l'honorable J.-N. Francoeur**

La séance est ouverte à 3 h 45.

**Prière.**

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

**Code civil,  
article 2036**

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) demande la permission de présenter le bill 176 amendant l'article 2036 du Code civil.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Développement  
des pêcheries**

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska)** demande la permission de présenter le bill 174 pour aider au développement des pêcheries dans cette province.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Barbiers**

**M. Gauthier (Montréal-Sainte-Marie)** demande la permission de présenter le bill 149 concernant les barbiers de la province de Québec.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Heure de fermeture  
des magasins**

**M. Caron (Hull)** demande la permission de présenter le bill 146 amendant les statuts refondus, 1909, relativement à la fermeture des magasins à bonne heure.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Commissaires d'écoles  
de Grand'Mère**

**L'honorable M. David (Terrebonne)** demande la permission de présenter le bill 177 constituant en corporation les commissaires d'écoles pour la municipalité de Grand'Mère, dans le comté de Champlain.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Voitures d'hiver**

**M. Simard (Témiscamingue)** demande la permission de présenter le bill 147 amendant l'article 7630 des statuts refondus, 1909, relativement à la manière d'atteler les chevaux sur les voitures d'hiver, dans certains comtés.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Juridiction  
des tribunaux**

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) demande la permission de présenter le bill 172 amendant les statuts refondus, 1909, relativement à la juridiction de certains tribunaux dans certains districts.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Cour supérieure  
et Cour de circuit, Québec**

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) demande la permission de présenter le bill 180 concernant la tenue de la Cour supérieure et de la Cour de circuit dans et pour le district de Québec.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Ivrognes d'habitude**

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) demande la permission de présenter le bill 187 amendant le Code civil relativement à l'internement des ivrognes d'habitude.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Habeas corpus**

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) demande la permission de présenter le bill 170 concernant l'*habeas corpus*.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Division d'enregistrement  
de La Tuque**

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) demande la permission de présenter le bill 179 amendant les statuts refondus, 1909, relativement à la création de la division d'enregistrement de La Tuque.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

### Archives des cours de circuit

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) demande la permission de présenter le bill 171 amendant les statuts refondus, 1909, relativement aux dossiers et archives des cours de circuit.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

### Chemins d'hiver

**M. Phaneuf (Bagot)** demande la permission de présenter le bill 145 amendant le Code municipal relativement à certains chemins d'hiver.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

### Questions et réponses:

#### Gilbert Grignon, garde-chasse et pêche

**M. Dufresne (Joliette):** 1. Est-ce que M. Gilbert Grignon, de Saint-Côme de Joliette, est encore à l'emploi du gouvernement comme garde-chasse et pêche?

2. Est-il vrai qu'il aurait donné sa démission?

3. Dans l'affirmative, pour quelle raison?

4. Le gouvernement lui doit-il une partie de son salaire?

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska):** 1. Non.

2. Non, mais sa commission a été révoquée le 22 octobre 1920.

3. Répondu par le no 2.

4. Non.

### Sommes payées à *La Tribune*

Un député pour M. Sauvé (Deux-Montagnes): 1. Le gouvernement a-t-il payé des sommes d'argent à *La Tribune* de Sherbrooke?

2. Si oui, quelles sommes en 1921?

3. Est-il vrai que le trésorier provincial est le ou l'un des directeurs de *La Tribune*?

**L'honorable M. Nicol (Richmond):** 1. Oui.

2. \$17,744.23.

3. Il est un des directeurs.

### Inamovibilité des registrateurs

Un député pour M. Sauvé (Deux-Montagnes):

1. Les registrateurs de la province ont-ils demandé depuis la convocation de la session à être déclarés inamovibles?

2. Si oui, à quelle date?

3. Est-ce l'intention du gouvernement de faire amender la loi pour les rendre inamovibles?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

1. Oui.

2. Au commencement de la session.

3. Non.

### Dépôts bancaires de la Commission des liqueurs

**M. Smart (Westmount):** À quelle date le trésorier de la province a-t-il demandé à la Commission des liqueurs de Québec de déposer ses recettes à la Banque Nationale?

**L'honorable M. Nicol (Richmond):** Le 24 février 1922.

### Importations de vins par la Commission des liqueurs

Un député pour M. Sauvé (Deux-Montagnes):

1. La Commission des liqueurs de Québec a-t-elle acheté des vins ou liqueurs aux mois d'août, septembre et octobre 1922 de la maison Bouchard, Père & Fils, de Bordeaux, France?

2. Si oui, à combien se montent ces achats?

3. Est-il à la connaissance de la Commission des liqueurs de Québec qu'une commission de 5 % aurait été allouée à une maison canadienne d'agence pour l'obtention de cette commande?

**L'honorable M. Nicol (Richmond):** 1. Oui.

2. \$3,269.65.

3. Non.

### F. H. Dunn ex-employé du Trésor

**M. Gault (Montréal-Saint-Georges):** 1. D'après les examens et vérifications que le gouvernement a fait faire, quelle somme globale de deniers payables au trésorier de la province F. H. Dunn, ex-employé du Trésor, a-t-il frauduleusement convertie à son usage?

2. Sur recommandation de qui ledit F. H. Dunn a-t-il été nommé officier du Trésor par le trésorier ou par le lieutenant-gouverneur en conseil?

3. Quand a-t-il été suspendu?

4. Quand a-t-il été porté plainte contre lui devant les tribunaux criminels?

**L'honorable M. Nicol (Richmond):** 1. L'enquête n'est pas encore complète.

2. Son nom fut mentionné sans aucune recommandation au gouvernement.

3. Le 20 avril 1922.

4. Le 24 août 1922.

#### **Lots du canton Campbell dans Labelle**

Un député pour M. Sauvé (Deux-Montagnes):  
1. Combien de lots ont été patentés dans les troisième et quatrième rangs du canton de Campbell comté de Labelle, depuis 1912?

2. Quels sont les noms de ces colons, la date de l'émission des lettres patentes et la nature des développements faits sur chacun de ces lots?

3. Quel est le propriétaire actuel de chacun de ces lots?

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska):** 1. 52 lots ou parties de lots.

2. Lots 1, 2, 3 et 4 du 3ième rang et 4, 5, 6, 7 et 8 du 4ième rang - patentés à Sam-J. Campbell, les 22 septembre 1914 et 24 septembre 1914. Sur tous ces lots pris dans leur ensemble, il y avait, d'après le rapport de feu l'agent Pagé, 123 acres en culture, alors que le billet de location n'en exigeait que 77¾. Il y avait de plus 5 bonnes maisons et 8 camps bâtis par la compagnie qui a construit le chemin de fer. Il y a eu résidence sur chacun des lots 4, 5, 6, 7 et 8 du 4ième rang durant une période de 4 à 5 ans.

Lot 5 du 3ième rang - patenté à Donaï Paré, le 24 juillet 1917; 15 acres en culture, 4 ans de résidence, maison, grande, écurie.

Lot 6 du 3ième rang - patenté à Arthur Villemaire, le 20 juin 1917: 18 acres en culture, 4 ans de résidence, maison, écurie, grange en construction.

Lot 7 du 3ième rang - patenté à Alfred Villemaire, le 27 septembre 1917: 16 acres en labour, 4 ans de résidence, maison, grange et écurie.

Lot 13 du 3ième rang et partie à l'ouest du lac du lot 13 du 4ième rang - patentés à J.-L. Fortier, le 13 janvier 1918: 25 acres en culture, 5 ans de résidence, maison grange et écurie.

Lots 14 et 15 du 3ième rang - patentés à Aimé Galipeau, le 13 décembre 1913: 23 acres en culture, 5 ans de résidence, maison, grange et écurie.

Lots 16 et 17 du 3ième rang - patentés à Thomas Brunet, le 9 avril 1914: 19 acres en culture, 7 ans de résidence, maison, grange et écurie.

Lot 22 du 3ième rang - patenté à Wilfrid Thibault, le 30 avril 1914: 20 acres en culture, 4 ans de résidence, maison, grange et écurie.

Lots 23 et 24 du 3ième rang - patentés à Toussaint Maisonneuve, le 26 août 1913: 22 acres en culture, 9 ans de résidence, maison, grange et écurie.

Lot 25 du 3ième rang - patenté à Henri Marcoux, le 28 mars 1916: 15 acres en culture, 4 ans de résidence maison, grange et écurie.

Partie est du lot 26 du 3ième rang - patentée à Maurice Marcoux, le 28 mars 1916: 12 acres en culture, 3½ ans de résidence, maison, grange et écurie.

Lot 27 du 3ième rang - patenté à Maurice Marcoux, le 25 septembre 1917: 15 acres en culture, 8 ans de résidence, maison, grange et écurie.

Lots 28 et 29 du 3ième rang - patentés à Camille Lefebvre, le 25 septembre 1917: 32 acres en culture, 5 ans de résidence, maison, grange et écurie.

Lot 30 du 3ième rang - patenté à Thomas Bijou, le 18 mars 1921: 20 acres en culture, 7 ans de résidence, maison, grange et écurie.

Lot 31 du 3ième rang - patenté à Willie Desrosiers, le 27 novembre 1919: 18 acres en culture, 7 ans de résidence, maison, grange et écurie.

Lot 35 du 3ième rang - patenté à Félix Sanche, le 23 décembre 1913: 10 acres en culture, 7 ans de résidence, maison, grange et écurie.

Lots 37 et 38 du 3ième rang - patentés à Magloire Venne, le 17 juin 1914: 20 acres en culture, résidence sur le lot 38 du 2ième rang, maison et bâtiments de ferme sur le lot 38 du 2ième rang.

Lot 39 du 3ième rang - patenté à Élie Venne, le 25 novembre 1916: 12 acres en culture, résidence sur le lot 39 du 2ième rang, sur lequel il y a maison et grange.

Lot 40 du 3ième rang - patenté à Siméon Hotain, le 31 juillet 1913: 29 acres en culture, résidence pendant 7 ans, maison, grange et écurie.

Lot 42 du 3ième rang - patenté à dame Marie-Louise Lepage, veuve de Onésime Hotain, le 24 janvier 1913: 15 acres en culture, 6 ans de résidence, maison, grange et écurie.

Lot 43 du 3ième rang - patenté à Alfred Venne, le 22 août 1922: 30 acres en culture, 12 ans de résidence, maison, grange et écurie.

Lot 48 du 3<sup>ième</sup> rang - patenté à Omer Arbour, le 22 juillet 1913: 15 acres en culture, 7 ans de résidence, maison, grange et écurie.

Lot 1 du 4<sup>ième</sup> rang - patenté à Dame Ida Fitzpatrick, épouse séparée de biens de Henri-Étienne Parent, le 13 février 1913: 10 acres en culture, maison, plusieurs années de résidence.

Partie ouest des lots 14, 15 et 16 et lot 17 du 4<sup>ième</sup> rang (147 acres) - patentés à Édouard Forcier, le 12 septembre 1913: 40 acres en culture, 9 ans de résidence, maison, grange et écurie.

Partie est du lot 20 du 4<sup>ième</sup> rang - patentée à Louis Gagnon, le 29 août 1913 et partie ouest du même lot, - patentée à Emmanuel Gagnon, le 24 janvier 1913: 20 acres en culture, 9 ans de résidence, maison, grange et écurie.

Partie est du lot 21 du 4<sup>ième</sup> rang - patentée à Louis Gagnon, le 29 août 1913: 2 acres en culture, 8 ans de résidence, maison, grange et écurie.

Lot 22 du 4<sup>ième</sup> rang - patenté à Louis Gagnon le 8 août 1913: 30 acres en culture, 6 ans de résidence, maison, grange et écurie.

Lot 25 du 4<sup>ième</sup> rang - patenté à Louis Pauzé, le 13 avril 1917: 28 acres en culture, 15 ans de résidence, maison, grange et écurie.

Lot 26 du 4<sup>ième</sup> rang - patenté à Omer Plouffe, le 8 avril 1914: 18 acres en culture, 7 ans de résidence, maison, grange et écurie.

Lot 30 du 4<sup>ième</sup> rang - patenté à Hormidas Plouffe, le 17 janvier 1913: 12 acres en culture, grange, résidence sur le lot 6 du 3<sup>ième</sup> rang nord ouest, à 5 arpents, où il y a maison et bâtiments de ferme.

Lots 31 et 32 du 4<sup>ième</sup> rang - patentés à Albert Plouffe le 12 octobre 1916: 30 acres en culture, 9 ans de résidence maison, grange et écurie.

Lot 33 du 4<sup>ième</sup> rang - patenté à Wilfrid Jolicœur, le 26 août 1918: 16 acres en culture, 6 ans de résidence, maison, grange et écurie.

Lot 34 du 4<sup>ième</sup> rang - patenté à Joseph Jolicœur, le 28 août 1918: 16 acres en culture, 6 ans de résidence, maison, grange et écurie.

Lot 36 du 4<sup>ième</sup> rang - patenté à Henri Desnoyers, le 22 avril 1919: 16 acres en culture, 4 ans de résidence maison, grange et écurie.

3. Ces lots, étant patentés, échappent au contrôle du gouvernement.

#### **Sommes perçues par la Commission des liqueurs**

**M. Dufresne (Joliette):** Quel est le montant perçu par la Commission des liqueurs: *a.* sur la saisie

des liqueurs? *b.* sur les amendes? *c.* sur les licences? *d.* sur la bière?

**L'honorable M. Nicol (Richmond):** Au 30 avril 1922: *a.* \$73,282.18; *b.* \$54,830.00; *c.* \$681,844.74; *d.* \$784,304.02.

#### **Charte de Longueuil**

**M. Richard (Verchères)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 111 amendant la charte de la cité de Longueuil.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

**M. Richard (Verchères)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **Éducation des enfants**

**M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 112 concernant l'éducation des enfants non catholiques et non protestants de Montréal soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics.

#### **Commissaires d'écoles de Montréal**

**M. Smart (Westmount)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 114 concernant le Bureau des commissaires d'écoles protestants de la cité de Montréal et la Commission des écoles catholiques de Montréal soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics.

#### **Taxes scolaires à Verdun**

**M. Ashby (Jacques-Cartier)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 113 concernant la taxation scolaire dans la cité de Verdun soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics.



### Saisies

**M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 148 amendant le Code de procédure civile, relativement aux choses qui ne peuvent être saisies, soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics.

### Développement des pêcheries

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska)** propose, selon l'ordre du jour, appuyé par le représentant de Terrebonne (l'honorable M. David), qu'à sa prochaine séance, la Chambre se forme en comité général pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 174 pour aider au développement des pêcheries dans cette province.

Adopté.

### Protection des édifices publics

**L'honorable M. Galipeault (Bellechasse)** propose, selon l'ordre du jour, appuyé par le représentant de Terrebonne (l'honorable M. David), qu'à sa prochaine séance, la Chambre se forme en comité général pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 188 amendant les statuts refondus, 1909, relativement à la protection des édifices publics contre les incendies.

Adopté.

### Service civil

**L'honorable M. Nicol (Richmond)** propose, selon l'ordre du jour, appuyé par le représentant de Montréal-Dorion (l'honorable M. Lacombe), qu'à sa prochaine séance la Chambre se forme en comité général pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 184 amendant les statuts refondus, 1909, relativement aux traitements de certains membres du service civil.

Adopté.

### Écoles agricoles et industrielles

**L'honorable M. David (Terrebonne)** propose, selon l'ordre du jour, appuyé par le représentant de Lac-Saint-Jean (l'honorable M. Moreau), qu'à sa

prochaine séance, la Chambre se forme en comité général pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 181 créant certaines écoles agricoles et industrielles.

Adopté.

### Demande de documents:

### Loi des faillites

**M. Dufresne (Joliette)** propose, appuyé par le représentant de Westmount (M. Smart), qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le lieutenant-gouverneur, le priant de bien vouloir mettre devant cette Chambre une copie de toute correspondance, requête, résolution, etc., échangée depuis le 21 février 1922, entre le gouvernement de Québec et le gouvernement d'Ottawa au sujet de la loi des faillites.

M. l'Orateur, le but de ma motion est d'entretenir cette Chambre de la loi des faillites, ses causes et ses conséquences dans cette province. La loi des faillites du Canada est une des plus mauvaises lois qui existent dans ce pays; je la comprends comme tel, parce que, moi-même étant un homme d'affaires, faisant des affaires dans toutes les provinces du dominion, j'en souffre considérablement.

M. le Président, j'ai écouté avec beaucoup d'attention et d'intérêt le discours de l'honorable député de Québec-Est, prononcé dans cette Chambre à l'appui de sa motion pour inviter le gouvernement fédéral à révoquer la loi des faillites, et il m'est venu à l'esprit quelques considérations que je me propose de soumettre à la Chambre.

Si, comme le prétend le député de Québec-Est, la loi des faillites favorise par sa constitution même et par ses dispositions essentielles les opérations malhonnêtes et frauduleuses dans toutes les classes de la société sans en excepter une seule; si elle constitue un danger national, cause des embarras sérieux au commerce, à l'industrie, à la classe agricole et ruine notre crédit national, je me demande pourquoi le gouvernement provincial, se rendant ainsi coupable de négligence, a aussi longtemps attendu pour demander au gouvernement fédéral la révocation de cette mauvaise loi? On ne sait pourquoi, lorsque l'an dernier la Chambre adopta à l'unanimité la motion du député de Québec-Est demandant la condamnation de cette loi, le gouvernement n'a pas immédiatement communiqué

avec le ministre de la Justice à Ottawa pour demander que les mesures soient prises dans le plus bref délai, dans le sens exprimé dans ladite motion.

Qu'a fait le gouvernement de Québec et le gouvernement d'Ottawa au sujet de la motion qui avait été adoptée, lors de la dernière session, alors qu'une première fois le député de Québec-Est (M. Létourneau) avait protesté contre cette loi et avait fait voter une résolution demandant au gouvernement fédéral d'amender cette loi? M. le Président, le gouvernement, depuis ce temps-là, n'a rien fait que je sache pour obtenir la révocation de cette loi. Que nous sert, M. le Président, d'adopter des motions si le gouvernement ne s'en occupe pas? Je voudrais savoir si le gouvernement va prendre les mesures nécessaires pour la révocation de cette loi. Il ne s'agit pas de faire des grands discours dans cette Chambre demandant le respect de nos droits, mais il faut aussi agir pour avoir justice.

Le député de Québec-Est (M. Létourneau) nous a dit que, dans cette province, dans les neuf premiers mois de 1922, la province de Québec a compté 1,083 faillites sur les 2,729 faillites enregistrées dans le pays, soit 40 % des faillites totales, dans la province de Québec. De plus, le député de Québec-Est a ajouté que 300 cultivateurs ont fait faillite dans cette province. Je dis, M. le Président, que ce n'est pas un honneur pour le gouvernement de faire de pareils aveux; cela veut dire que la province n'est pas aussi prospère que le gouvernement l'a laissé entendre au début de cette session dans le discours du trône, qui a dressé un portrait élogieux de la prospérité de la classe agricole. La province ne peut se glorifier du fait qu'elle a enregistré à elle seule 40 % des faillites totales qui se sont produites dans le pays tout entier. Je me le demande, M. le Président, si 300 cultivateurs ont fait faillite, quelle en est la cause.

Je me suis occupé d'agriculture pendant plusieurs années et je n'ai jamais vu de situation aussi pénible que celle qui existe cette année. M. le Président, les jours se suivent et ne se ressemblent pas. Je me souviens que, dans cette même Chambre, sous ce même gouvernement, sous le même drapeau libéral, avec les mêmes ministres, je me souviens avoir entendu le gouvernement chanter la prospérité de notre province disant: "avec le Parti libéral, comme la classe agricole est prospère!" Le gouvernement disait aux cultivateurs de ne rien craindre sous un régime libéral; il leur conseillait dans le temps, d'acheter des fermes, des tracteurs et des machines agricoles; aujourd'hui, le gouvernement dit que les cultivateurs ont été

imprudents. Pourtant, ce sont le même gouvernement, les mêmes ministres. Dans ces conditions, il n'y a pas à faire l'éloge du gouvernement. Je dis, M. le Président, je dis que les cultivateurs ne sont pas des imprudents; c'est le gouvernement qui a été imprudent en ne prenant pas les mesures pour empêcher les cultivateurs de s'endetter.

Dans les circonstances, les cultivateurs ont été des hommes prévoyants, mais l'imprudence du gouvernement d'avoir endetté les municipalités de plusieurs millions a été la cause, une des causes, de ce grand nombre de faillites chez les cultivateurs. Je ne blâme pas nos bons cultivateurs, mais je blâme ceux qui ont administré les affaires de la province depuis un si grand nombre d'années, et je ne suis pas surpris de voir un nombre aussi élevé de faillites dans notre principale classe de la société avec les obligations que lui impose le gouvernement. Le gouvernement s'est montré très imprudent en augmentant la dette des municipalités pour un montant considérable. La dette des municipalités en 1915 était de \$182,835,879; en 1919, elle était de \$207,488,833 et en 1921, de \$231,232,276: soit de 1915 à 1921 - six ans - une augmentation de \$49,397,397.

On a trop couvert les cultivateurs d'obligations. La dette de nos commissions scolaires a augmenté en trois ans de \$18,938,917. Voici des dettes qui pèsent sur la classe agricole. Depuis dix ans, les taxes chez nos cultivateurs ont triplé; un cultivateur qui payait, il y a dix ans, 75 sous du cent piastres, paie aujourd'hui de \$2 à \$2.50 du cent. Le nombre de nos cultivateurs diminue dans cette province d'une année à l'autre, parce que les cultivateurs ne peuvent plus rencontrer leurs affaires, en payant des taxes aussi lourdes. Cette année, nous avons eu 300 cultivateurs qui ont fait faillite; si le gouvernement ne prend pas les moyens nécessaires pour leur venir en aide, les faillites seront encore plus nombreuses l'an prochain. Voilà la cause, voilà la raison pour laquelle une partie de nos cultivateurs sont forcés de quitter leur terre ou de faillir, pour s'expatrier aux États-Unis, c'est bien regrettable M. le Président.

L'honorable député de Québec-Est nous a dit que, dans cette province, il y avait eu 783 faillites commerciales et 300 faillites de cultivateurs, ce qui fait un total de 1,083 faillites. M. le Président, Est-ce qu'on peut dire que l'industrie et le commerce sont prospères dans cette province? Je dis non, M. le Président. Je trouve curieux que l'honorable député de Québec-Est attribue à la mauvaise loi des faillites cette situation. Je parle comme homme d'affaires et je n'ai jamais connu un homme faisant des affaires et

ayant un surplus raisonnable, mis en faillite par ses fournisseurs; pour ma part, je n'ai jamais fait cela. Dans la crise que nous traversons, il est de l'intérêt des fournisseurs de maintenir le commerce en donnant un délai raisonnable à leurs débiteurs.

M. le Président, je l'ai dit l'an dernier et je le répète encore dans cette Chambre cette année, nous devrions avoir un ministère du commerce dans cette province, un ministère qui s'occuperait exclusivement du commerce et de l'industrie dans cette province. On va me dire que cela est du ressort du fédéral, mais rien ne nous empêche de nous occuper des intérêts de la province. Je suis certain que si nous avions un ministère du commerce, la loi des faillites, la question des faillites serait réglée aujourd'hui.

M. le Président, on dirait que le gouvernement ne veut pas s'occuper du commerce et de l'industrie, ou plutôt non, je fais erreur, le gouvernement ne veut s'occuper que d'un seul commerce, le commerce des liqueurs. Je ne crois pas que la Commission des liqueurs fasse faillite au prix exorbitant auquel elle vend sa marchandise. Les trusts font rarement faillite et le commerce des liqueurs ou plutôt la Commission des liqueurs est le plus grand trust de la province.

Le gouvernement, par l'imposition de ses taxes et les mauvais conseils donnés par lui aux cultivateurs, est responsable de la triste situation qui existe chez ces derniers. Les cultivateurs ont une dette scolaire de plusieurs millions et ils doivent assumer de très lourdes taxes sur leurs fermes, etc., sans compter leur part de responsabilité dans la construction de leurs chemins. La situation est telle que la plupart de ceux qui ne peuvent faire face à la situation émigrent aux États-Unis, quittent la province où ils ne peuvent plus vivre.

M. le Président, je suis pour que le gouvernement prenne des mesures auprès du gouvernement d'Ottawa, pour faire amender la loi des faillites que nous avons actuellement, l'amender de façon à rendre justice à tout le monde et à ce qu'elle soit la moins coûteuse possible.

M. le Président, si la chose était possible pour régler les faillites, de prendre comme liquidateur un des créanciers qui serait choisi par les créanciers du failli réunis en assemblée, pour liquider l'actif du failli et prendre le temps voulu, la chose serait bien moins coûteuse et ferait l'affaire des deux partis, le failli et les créanciers. Tout devrait être fait pour diminuer les frais judiciaires et les frais d'enregistrement qui sont très élevés.

M. le Président, j'ai remarqué bien souvent que le failli, après inventaire fait, pouvait payer 40 à 50 sous dans la piastre; tout cela retourne en frais,

chose qui ne devrait pas exister. Une cause qui augmente les faillites commerciales ou agricoles, ce sont les frais judiciaires et les bureaux d'enregistrement qui coûtent énormément cher à toutes les classes de la société.

L'honorable premier ministre a déclaré en Chambre et dans un des comités, lors de la réunion du Barreau de cette province, que les frais judiciaires, les tarifs sont ruineux. Si je fais cette remarque, c'est que le premier ministre, qui est l'un des avocats les plus distingués de cette province, en a déjà parlé avant moi. Il a déclaré que les taux sur les bureaux d'enregistrement seraient diminués; cette déclaration a été faite au cours de la dernière session, et, si je ne fais pas erreur, rien n'a été fait jusqu'ici. M. le Président, dans un cas comme celui des faillites, la chose devrait être étudiée sérieusement, car c'est une question d'affaires et il serait très important de consulter des hommes qui s'y connaissent, afin d'avoir une loi plus économique qui protège réellement notre commerce, nos industries et notre classe agricole qui est la base de notre avenir national. Nous devrions, avant de nous mettre en communication avec Ottawa, étudier un projet de loi, le meilleur possible pour notre province, et le soumettre à l'approbation de la Chambre des communes.

J'espère que le gouvernement s'occupera immédiatement de la chose. Si nous souffrons de cette loi, les autres provinces doivent en souffrir aussi, bien que dans les autres provinces les faillites soient moins nombreuses que chez nous. Nous souffrons donc plus qu'aucune autre province des effets de la loi des faillites. Nous avons surtout un grand nombre de cultivateurs qui ont fait faillite. Est-ce que cela veut dire que notre classe agricole est aussi prospère qu'on l'a prétendu? Je dis non, M. le Président! L'agriculture dans cette province rapporte moins que dans l'Ontario. Je ne comprends pas du tout pourquoi cette infériorité dans la production. Je crois que le gouvernement ne protège pas assez la classe agricole, qu'il ne prend pas les moyens nécessaires pour améliorer la situation. Il faut travailler pour connaître le mal et y apporter le remède nécessaire.

J'ai fait plusieurs suggestions au gouvernement depuis que j'ai l'honneur de siéger dans cette Chambre, et le gouvernement ne semble pas s'en occuper. Un jour viendra où la classe agricole verra qu'elle n'est pas traitée comme elle devrait être traitée, qu'elle n'a pas la protection qu'elle devrait avoir du gouvernement. De toutes les classes de cette province, c'est elle cependant qui paie le plus de taxes; ses produits se vendent au prix d'avant-guerre et ses taxes ainsi que ses dépenses ont triplé.

Je vous le demande M. le Président, un cultivateur peut-il se maintenir sur sa ferme dans ces conditions? C'est avec beaucoup de difficultés qu'il rattacherait les deux bouts. Le gouvernement vante ses gros surplus, pourquoi n'aiderait-il pas à cette classe en diminuant les taxes qui pèsent sur elle?

Je termine, M. le Président. J'ai cru qu'il était de mon devoir de faire ces quelques remarques à la Chambre et j'espère que le gouvernement voudra bien les prendre en considération dans l'intérêt de mon comté et de toute la province.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) dit qu'il a écouté avec soin le discours du député de Joliette (M. Dufresne) qui a dû le préparer, lui aussi, avec soin, et s'il a un reproche à lui adresser, c'est qu'il ne comprend pas à quel sentiment il peut obéir quand il dit que l'agriculture n'est pas prospère dans cette province, que les terres se désertent et que les cultivateurs sont écrasés sous le poids des taxes. Il trouve donc étrange les remarques faites par le député de Joliette. Il partage pourtant ses opinions en autant que la loi des faillites est concernée. Il sait que cette loi en est une désastreuse dont souffre tout particulièrement la classe agricole. C'est une loi *ultra vires*, une loi qui non seulement enfreint les dispositions de l'Acte de l'Amérique britannique du Nord, mais met aussi de côté les dispositions des articles principaux du Code civil.

Le gouvernement partage entièrement l'opinion de l'honorable chef de l'opposition... de l'honorable député de Joliette, en ce qui regarde la loi des faillites. Cette loi devrait être non seulement amendée, mais rappelée par le gouvernement fédéral.

(Applaudissements)

C'est ce que l'honorable député de Québec-Est (M. Létourneau) a demandé d'ailleurs et j'espère que le gouvernement fédéral écoutera les vœux exprimés en cette Chambre. Le gouvernement provincial demandera à Ottawa de rappeler cette loi. C'est son intention de prendre toutes les mesures nécessaires pour obtenir le rappel de la loi des faillites.

Mais, il ne peut vraiment pas comprendre à quels sentiments obéissent les membres de l'opposition quand ils prétendent que les cultivateurs ne sont pas prospères dans la province de Québec et que l'agriculture y périlite.

Pourtant, si l'on consulte attentivement les statistiques, l'on verra que, de toutes les provinces de l'est du dominion, c'est la province de Québec qui a su le mieux garder sa classe agricole; c'est la seule province du Canada où la population rurale augmente. L'on verra aussi que ce sont les

cultivateurs de la province de Québec qui sont les moins taxés. C'est dans notre province que notre population est la moins taxée par tête, comme l'indiquent les statistiques fournies à cette Chambre par le secrétaire de la province. Il conseille au député de Joliette de prendre connaissance des statistiques. Tandis qu'en Ontario et dans les provinces maritimes, la population agricole a diminué, celle du Québec augmentait. C'est ce que les statistiques nous révèlent à chaque instant.

Il n'y a en somme que les membres de l'opposition qui s'attachent à dire le contraire. Quel est donc leur but? Le chef de l'opposition... le député de Joliette reproche au gouvernement d'avoir dépensé trop pour les écoles. Il sera, j'en suis sûr, le seul citoyen de cette province à dire que les sommes dépensées pour le développement chez nous de l'éducation sont des sommes mal placées. Le chef de l'opposition... le député de Joliette... Je demande pardon à l'honorable député de Joliette d'anticiper. Je présume qu'il sera chef de l'opposition après les prochaines élections... (rires)<sup>1</sup>. Le député de Joliette reproche au gouvernement l'augmentation de la dette des municipalités scolaires. Nous ne voyons pas en quoi le gouvernement serait responsable de cela. Cet argent va pour la construction d'écoles, ce à quoi les oppositionnistes ne devraient pas être opposés. Jamais le gouvernement n'a forcé la population à dépenser un sou pour les écoles. Il lui a fallu plutôt intervenir souvent pour l'arrêter.

Nous avons aidé à la construction d'écoles et nous ne voyons pas que le gouvernement mérite des reproches à ce sujet. L'argent que nous accordons aux écoles est de l'argent bien placé. Et d'ailleurs, tous les partis politiques qui arrivèrent au pouvoir, en quelque circonstance que ce fût, décidèrent d'aider, dans toute la mesure de leurs forces, au développement de l'éducation, de doter les municipalités de bonnes écoles où les enfants de nos cultivateurs peuvent maintenant se procurer une éducation convenable qui ne leur est certes pas nuisible dans la vie qu'ils doivent plus tard vivre, pour bénéficier ensuite du fruit de leur travail.

Il nie que les municipalités se soient endettées par suite des mauvais conseils du gouvernement. Il se dit au contraire convaincu que l'honorable secrétaire provincial ainsi que le surintendant de l'Instruction publique furent toujours les premiers à conseiller aux municipalités de ne pas aller trop loin, quand il s'est agi pour elles d'entreprendre des mouvements pouvant améliorer leur situation, au point de vue éducationnel. Quant à l'encouragement donné par le gouvernement, nous

donnons aujourd'hui pour les écoles dix fois plus que l'on donnait du temps des conservateurs, du temps des amis du député de Joliette qui ne trouvaient moyen que de consacrer des sommes très minimes, pour assurer aux écoliers des campagnes une instruction convenable.

La loi des faillites est désastreuse, elle est néfaste, je le sais. Le député de Joliette a mis le gouvernement en demeure de la faire rapporter. Mais la première mesure contre cette loi aurait dû être passée par les amis de l'opposition. Le député de Joliette n'a pas protesté contre cette mesure, c'est d'Ottawa, quand ils ont passé cette loi. Il aurait mieux fait d'intervenir auprès de ses députés, ce sont des conservateurs qui l'ont passée.

Après l'adoption de la résolution de l'an dernier par la Législature, la loi a été amendée. Mais, cela ne suffit pas. Ce ne sont pas des amendements que l'on aurait dû apporter contre cette mesure, c'est la révocation de la loi que l'on aurait dû demander. Qu'est-ce que nous allons faire maintenant? Les idées suggérées par le député de Québec-Est (M. Létourneau), le remède suggéré par ce dernier en est un bien efficace. Il a demandé que la loi des faillites soit non seulement amendée, mais qu'elle soit abrogée et que l'on revienne à l'ancien système de la cession de biens. C'est le meilleur remède, et c'est celui que le gouvernement demandera au gouvernement fédéral d'appliquer.

Nous irons même plus loin, le gouvernement va faire faire une étude sérieuse de cette loi. C'est une loi *ultra vires*, qui enfreint l'Acte de l'Amérique du Nord et empiète sur le Code civil; elle n'a produit ici que des résultats désastreux pour le commerce et l'industrie. C'est pourquoi nous avons voté unanimement la révocation de cette loi, nous allons la faire étudier. Nous demanderons à une commission de légistes distingués de cette province de faire une étude approfondie de la loi, et si ces légistes nous rapportent que cette loi des faillites est inconstitutionnelle, comme nous le croyons, le gouvernement est prêt à intervenir dans la première cause où le point constitutionnel de cette loi sera soulevé, et à porter la cause, s'il le faut, jusqu'au Conseil privé.

Nous irons en Cour suprême, nous allons lui demander d'intervenir et de casser cette loi, nous prendrons toutes les procédures nécessaires, nous irons même jusque devant le Conseil privé, s'il le faut, pour la faire déclarer inconstitutionnelle, même si les autres provinces ne font pas comme nous, en demandant unanimement le rappel immédiat!

(Longs applaudissements)

Les autres provinces feront ce qu'elles voudront. Elles pourront la garder si elles le veulent; quant à nous, nous ne voulons pas plus longtemps porter la responsabilité des mauvais effets de cette loi. Nous ferons tout notre possible pour la faire casser par les tribunaux. Le gouvernement ne ménagera pas ses efforts pour mettre cette loi de côté, car c'est de la plus haute importance.

C'est à cette loi vicieuse que sont dues le grand nombre de faillites que nous avons eu à déplorer dans notre province. Les faillites dans les campagnes ne sont pas du tout causées par les paiements occasionnés par la confection des chemins ou par la construction des écoles. Elles ont pour cause cette nuée d'agents de faillites qui s'en vont conseiller aux cultivateurs dans l'embarras de régler à raison de 25 %. Il a été personnellement témoin, dit-il, que des campagnes sont inondées par des agents qui conseillent aux cultivateurs de se déclarer en faillite, leur promettant qu'ils s'en tireront à des conditions très avantageuses. Il en résulte que les cultivateurs, qui en toute justice ne peuvent se plaindre de la mauvaise administration du gouvernement, sont anxieux de se débarrasser de leurs obligations personnelles.

Ils consentent à frauder involontairement leurs créanciers, et il arrive que ce qu'ils espéraient réaliser par leur mise en liquidation retourne finalement à ces agents qui, cela est évident, ne désiraient que faire eux-mêmes aux dépens de ces pauvres travailleurs de la terre, des bénéfices considérables. Dans une campagne peu éloignée de Québec, un agent autorisé est venu s'établir: quelque temps après, il y avait 12 faillites par lesquelles les cultivateurs ont été ruinés. Cet agent a déterminé 12 faillites dans le village. On promettait aux cultivateurs qu'ils pourraient régler avec leurs créanciers à 25 sous dans la piastre, mais les frais ont tout mangé et ils ont pris la route des États-Unis.

C'est de cette façon que la loi des faillites a été désastreuse pour nous. Elle a tué le crédit des cultivateurs et elle va jusqu'à déclarer illégale une hypothèque que notre Code déclare légal. Les cultivateurs voient tuer son crédit auprès de toutes les institutions, des marchands qui, sans cette loi désastreuse des faillites, consentiraient à l'aider financièrement. On n'ose plus prêter aux cultivateurs, le marchand ne veut plus lui avancer parce que lui-même, le marchand, se trouve embarrassé par la même loi. Les marchands et les banques hésitent à avancer de l'argent aux cultivateurs. On ne veut plus leur prêter de l'argent parce que la loi des faillites met d'autres créances devant les hypothèques de bonne foi que reconnaissent nos lois provinciales.

Il est impossible de prendre une hypothèque, car la loi des faillites fait passer des créances privilégiées devant les hypothèques et déclare illégales des hypothèques que la loi provinciale avait validées. Les banques ne veulent plus prêter sur billet aux cultivateurs, parce qu'elles craignent la faillite qui rend leurs billets caducs dans un certain délai. Les marchands de gros n'osent pas avancer aux marchands des campagnes et ceux-ci font faillite parce qu'ils y sont souvent entraînés par les faillites des cultivateurs.

Tant que cette loi existera, le crédit des cultivateurs sera dans une mauvaise position. Tant qu'il y aura une autorité civile supérieure à celle de la province, une autorité civile qui nous est étrangère et antipathique, le crédit des cultivateurs sera ruiné. Tant qu'il y aura dans la province cette loi des faillites qui détruit nos hypothèques, nos caisses populaires et ce crédit agricole dont on parle ne pourront remplir leur objet. On aura beau avoir des caisses rurales ou même un crédit agricole, le crédit du cultivateur sera ruiné tant que nous aurons cette loi. La loi des faillites comporte d'ailleurs cette anomalie qui consiste à donner aux faillis les privilèges que leur enlève la loi provinciale de cession de biens. Pour toutes ces raisons, je ne crois pas que, si le cultivateur voit ses affaires diminuer, sa situation va devenir moins brillante, du moins pour quelques-uns d'entre eux; ce n'est pas par suite de la mauvaise administration du gouvernement de la province, ni à cause des impôts trop lourds qui lui sont imposés.

Quoi qu'il en soit, le gouvernement va prendre toutes les mesures pour faire disparaître cette loi des statuts du pays; il espère que le plus haut tribunal donnera raison à notre province. Quoi qu'il en soit, là où le député de Joliette a tort, c'est d'insinuer que les travaux de la voirie ont pu être la cause du mauvais état des affaires dans les campagnes. Aucune paroisse où le gouvernement a amélioré la voirie, le système d'éducation, encouragé l'industrie, développé l'agriculture, n'a encore reproché au gouvernement d'avoir accompli ces réformes. Et d'ailleurs, le député de Joliette, en qui les électeurs de son comté ont trouvé un homme intelligent puisqu'ils l'ont choisi pour les représenter, le député de Joliette peut-il se plaindre des 100 milles de chemins que le gouvernement a fait construire dans sa division?

L'on a fait beaucoup de voirie dans le comté de Joliette, est-ce que le député de ce comté peut raisonnablement dire que cela a fait tort à son comté? Le député va-t-il prétendre que le comté de Joliette a mal fait? Je ne crois pas que le développement de la

voirie dans un comté ait nui aux cultivateurs de ce comté. On a construit des écoles aussi dans ce comté; cela a-t-il fait tort aux cultivateurs? Peut-il se plaindre des octrois faits dans son comté pour le développement des écoles primaires, des collèges classiques? Partout, dans n'importe quelle campagne peut-on dire que les développements de la voirie, des ponts, des écoles ont nui aux cultivateurs? Il n'ajoute donc pas foi aux remarques faites par le député de Joliette.

Au reste, ajoute-t-il, notre province, quoiqu'en dise l'opposition, n'est pas dans une situation si difficile; au contraire. Toutes les autres provinces envient notre prospérité et surtout la prospérité de nos cultivateurs. Il rappelle les opinions émises par les plus grandes autorités des provinces sœurs qui envient la belle prospérité de notre province, qui constatent avec jalousie la vie heureuse, prospère que vivent les citoyens de Québec.

Les municipalités de notre province ne sont pas aussi endettées au point de vue scolaire que l'a dit le député de Joliette. Le comté de ce dernier, par exemple, a un actif scolaire de \$385,000 et un passif n'excédant pas \$254,000, ce qui fait un surplus de l'actif considérable s'élevant à près de \$135,000. Cet argument du député de Joliette n'est donc basé sur aucun fait sérieux. On vante partout notre crédit. Il n'y a en somme que les membres de l'opposition qui prétendent que les choses vont tellement mal que les cultivateurs n'aspirent plus qu'à s'en aller hors de la province. On sait que ce n'est pas le cas. Il est malheureux qu'il s'élève comme cela des voix qui nous dénigrent systématiquement quand toutes les autres provinces envient notre sort et que notre province est heureuse et prospère.

**M. Dufresne (Joliette):** Le gouvernement a dépensé de l'argent pour les écoles et il le félicite de cet acte. Il le félicite aussi d'avoir dépensé de l'argent pour les chemins. Il est, dit-il, satisfait des travaux de voirie effectués par le gouvernement dans son comté, ainsi que des sommes considérables consacrées pour le développement de l'éducation et il remercie le gouvernement pour avoir accédé à toutes les demandes qu'il a faites en ce sens, dans l'intérêt de ses électeurs. Il est donc loin de condamner les dépenses faites pour la voirie et les écoles dans le comté de Joliette comme ailleurs.

Mais il n'en est pas moins vrai que le cultivateur est accablé de taxes et qu'il incombe au gouvernement de diminuer ce fardeau, puisqu'il se vante de l'excellence de ses finances. L'augmentation des taxes dans les municipalités est l'une des causes

du malaise qui a conduit tant de cultivateurs à la faillite. Il faut dépenser prudemment et ne pas excéder les possibilités financières des municipalités. Il a voulu demander au gouvernement d'intervenir pour faire révoquer la loi des faillites, parce que ses électeurs le lui ont demandé. Il voudrait que le gouvernement protège davantage la classe des cultivateurs en qui repose le succès commercial et financier de l'industrie et du commerce. Si la classe agricole devient non prospère, toutes les autres classes s'en ressentiront.

La proposition est adoptée.

### **Lutte au chômage**

**M. Gauthier (Montréal-Sainte-Marie)** propose, appuyé par le représentant de Maisonneuve (M. Laurendeau), que le gouvernement soit prié de faire exécuter autant de travaux qu'il est en son pouvoir, afin d'aider à diminuer le chômage dans notre province.

M. l'Orateur, j'ai cru de mon devoir, comme ouvrier et comme représentant d'une division ouvrière, de dire quelques mots sur une question d'actualité qui met dans la gêne tant de familles de notre province: le chômage. On ne doit pas oublier que, malgré une certaine amélioration et malgré tout ce qu'on a fait, l'on compte encore des milliers de sans-travail qui ne désirent pourtant qu'une chose: avoir de l'ouvrage.

Je me permettrai de citer ici une définition de la situation des ouvriers lorsqu'ils sont victimes du chômage, recueillie dans un livre traitant de cette chose intéressante: "Le chômage pour l'ouvrier désigne la condition du travailleur congédié et privé de ses moyens d'existence." Il sait que cet accident arrive constamment, quels que soient l'âge, l'habileté, le caractère des ouvriers, et qu'il est tout à fait indépendant de la conduite et des circonstances individuelles. Il constate qu'on peut être congédié pour toutes sortes de raisons. Mieux que personne peut-être, il se rend compte des fluctuations incessantes que subit la production dans son métier, pour des causes innombrables: hauts et bas périodiques de l'industrie nationale, succession des saisons, changements de goûts, d'habitudes et de modes, invention de machines nouvelles, découvertes de nouvelles matières premières, adoption de nouveaux procédés, déplacements de la population ou de l'industrie, banqueroute de tel patron et mort de tel autre.

Il sait trop bien qu'il n'y a rien de certain dans aucune situation de salarié, si ce n'est la constante insécurité et qu'il est impossible de prévoir combien de travailleurs, et à tel moment donné, se trouveront privés d'emploi. Cette insécurité chronique, cette instabilité perpétuelle lui semblent devenir de plus en plus les traits caractéristiques de la vie industrielle. Et quand l'ouvrier a perdu sa place, la recherche fastidieuse et décourageante d'une situation nouvelle peut durer plus ou moins longtemps, selon les circonstances ou la chance. Quelquefois, l'ouvrier renvoyé trouve au bout de quelques jours à s'embaucher ailleurs, et les ressources de la famille ne subissent qu'une atteinte passagère. Quelquefois, il doit attendre jusqu'à ce que la morte-saison soit passée; quelquefois, il cherchera pendant une année, ou même plus longtemps, un patron ayant besoin de ses bras; et il se peut enfin qu'il ne trouve plus jamais à s'engager dans le métier qu'il aimait regarder comme sa propriété, soit que ce métier est en décadence, soit que lui-même soit devenu trop vieux pour se faire agréer d'un contremaître.

Mais à part les renvois plus ou moins fréquents auxquels est toujours exposé l'ouvrier, et qui constituent pour lui le problème du chômage, il y a autre chose encore. Le travailleur sent autour de lui une classe nombreuse d'hommes très différents par l'âge, la conduite et le caractère qui passent toute leur vie sans pouvoir être rangés ni parmi ceux qui travaillent, ni parmi ceux qui ne travaillent pas; ils n'ont jamais eu la chance d'avoir un emploi fixe, payé à la semaine, et leurs seules ressources viennent d'une suite de besognes accidentelles dont chacune ne dure que quelques heures; ils n'ont jamais la certitude de trouver chaque semaine des menues besognes pour vivre, ou d'en être privés à ce point qu'il leur faudra absolument chercher une autre source de revenus.

Ceux qui ne connaissent pas par expérience, ou pour l'avoir observé de près, la vie des sans-travail qui n'ont point de rentes, ne peuvent guère se faire une idée des effets que produisent dans la vie de la famille ouvrière le chômage prolongé et le sous-emploi chronique; et si on essaie de les leur décrire, il est difficile d'éviter le ton du mélodrame et d'être ainsi taxé d'exagération. Ayant pour conséquences le manque de nourriture, de vêtements, de feu, d'habitation décente, le chômage frappe les femmes et les enfants aussi durement pour le moins que les hommes. Non seulement il les accable de privations matérielles, mais il les condamne encore à cette dégradation morale qui, dans les villes, accompagne presque fatalement la misère.

Pour l'homme valide lui-même, rien n'est plus démoralisant que cette harassante recherche du travail avec tous les maux qui l'accompagnent, le sentiment que la femme et les enfants manquent de tout à la maison, la torture des espérances toujours renouvelées et toujours déçues, les longues périodes d'absences, la fatigue de courir de place en place, l'attente à la porte des usines, la tentation presque irrésistible d'accepter la tournée offerte par des camarades plus heureux que lui. Voilà le sort auquel sont exposées presque toutes les familles de la classe ouvrière.

Le chômage, M. l'Orateur, est certainement le problème que voudraient voir résoudre tous ceux qui s'occupent du bien-être des individus et de la prospérité d'un pays. La province de Québec n'est pas la seule à souffrir de cette calamité. Tous les pays du monde ont été victimes de cette crise, de l'arrêt des affaires qui est venue les frapper après que la guerre, qui a ensanglanté l'univers durant cinq années, eût pris fin. Quelques-uns, qui avaient subi des dévastations immenses et perdu des centaines de milliers d'hommes et de jeunes gens, ont pu, par la reconstruction des régions dévastées, donner de l'ouvrage à leurs hommes valides et traverser cette période troublée et critique mieux que les autres. D'autres contrées, au contraire, ont vu la révolution gronder à leurs portes, des rassemblements nombreux de sans-travail se former et aller demander aux autorités de leur fournir soit de l'ouvrage, soit de l'aide pécuniaire pour empêcher leurs familles de mourir de faim.

Ici, en Canada, bien que la situation soit devenue grave par moment, elle n'a jamais été aussi critique. Pourtant, dans la seule ville de Montréal, durant l'hiver de 1921, l'on a compté au-delà de 35,000 sans-travail. L'esprit de travail de nos ouvriers, l'esprit de modération de la classe ouvrière et le respect des lois de notre population ont fait que nous avons pu traverser cette critique période sans aucune mauvaise intention de la part de ceux qui étaient victimes de la crise.

Une amélioration s'est fait sentir dans le courant de 1922, surtout dans les métiers de construction, mais la stabilité des affaires n'est pas encore rétablie d'une façon permanente pour pouvoir dire que nous avons atteint la solution complète du problème. L'on me permettra de dire que les apparences pour cet hiver ne sont pas des plus encourageantes, et je parle avec connaissance de cause, puisque j'ai l'honneur de représenter dans cette Chambre un comté presque exclusivement ouvrier, et j'ai l'occasion de constater le grand nombre de gens qui sont sans emploi et dont les familles ont

grandement à souffrir, parce que le chef n'apporte pas à la fin de la semaine de quoi subvenir aux besoins de sa femme et de ses enfants.

Un grand nombre de gens sont sans-emploi et sont sous le contrôle des institutions de bienfaisance, comme la Société Saint-Vincent-de-Paul. La situation est franchement alarmante. Les Sociétés Saint-Vincent-de-Paul, dans les différentes paroisses de mon quartier, grâce au dévouement du clergé et des membres qui en font partie, ainsi que d'autres institutions de bienfaisance, ont pu, dans la limite de leurs pouvoirs, atténuer chez quelques-uns les effets de la crise, mais ce n'est pas là le vrai remède. De plus, la chose doit être traitée au point de vue général, non pas la faire tourner en question de clocher.

Dans les circonstances, quels seraient les moyens pour rétablir l'équilibre de la situation économique et ainsi faire face à la crise du chômage qui menace de s'éterniser? Il est un peu difficile de répondre à cette question, puisque les plus grands économistes n'ont pu encore trouver les moyens certains pour changer la face des choses depuis que la guerre est terminée. Pour moi, je suis d'opinion que la chose doit être traitée suivant les besoins et les ressources des différents pays. Quelques-uns qui ont une grande population répandue sur une petite étendue de territoire, et dont les ressources naturelles sont limitées, sont dans une situation plus embarrassante que d'autres qui possèdent une petite population et dont le territoire est immense, les richesses naturelles pour ainsi dire illimitées. Et je classerai notre province dans cette dernière catégorie.

Cependant, plusieurs suggestions ont été faites pour remédier au mal, qui malheureusement n'ont pas été mises à exécution. La journée de travail limitée à huit heures, qui a été recommandée par la conférence de Washington, de même que par celle de Gênes, conférences auxquelles le gouvernement de cette province était représenté, et qui a aussi été suggérée par toutes les autres réunions internationales qui ont été tenues, n'a pas eu la considération qu'elle aurait dû recevoir de la part des différents pays qui ont pris part à ces conventions. Il est certain que l'adoption d'une journée plus courte de travail permettrait à un plus grand nombre de pouvoir gagner leur vie.

Supposons pour un instant qu'un établissement emploie en temps normal 125 employés travaillant dix heures par jour, et qu'un temps de crise survenant, l'on en renvoie 25. Si l'on avait réduit la journée de travail à huit heures, l'on n'aurait pas eu besoin de suspendre personne puisque, pour exécuter le travail de 100 hommes à dix heures par jour, en ne



travaillant seulement que huit heures, il en aurait fallu 125. Et ainsi, proportionnellement, suivant le nombre d'hommes employés dans les différents établissements. Ceci serait de nature à rétablir l'équilibre normal du travail en ce qui concerne la main-d'œuvre.

Le gouvernement de cette province ne pourrait-il prendre l'initiative de cette question de la journée de huit heures avec les gouvernements des autres provinces du dominion? Je comprends qu'il serait imprudent pour le gouvernement de Québec de décréter que la journée de travail devrait être limitée à huit heures dans cette province, ceci étant de nature à mettre nos manufacturiers sur un pied d'infériorité avec ceux des autres provinces, mais je suis d'opinion que l'initiative doit être prise par quelqu'un, et pourquoi pas par notre propre province?

Une cause de la crise est aussi la tentation d'un trop grand nombre d'industriels de réduire les salaires aux taux d'avant-guerre, quand le coût de la vie n'a pas diminué d'une façon aussi sensible pour permettre un tel état de choses. L'on semble oublier que, en laissant à un ouvrier juste de quoi payer son loyer et acheter la nourriture de sa famille, quand il peut le faire, on lui enlève cependant son pouvoir d'achat pour les autres nécessités de l'existence. La prospérité de l'ouvrier est à la base de la prospérité des marchands et des manufacturiers.

Si les ouvriers d'un pays ne gagnent pas un salaire suffisant, pour leur permettre d'encourager le commerce d'une façon générale, ce pays ne peut prospérer; le marchand ne vendant pas sa marchandise, le manufacturier, par la suite, n'ayant pas de commande pour renouveler l'approvisionnement du détailleur, est obligé de suspendre une partie de son personnel ou fermer ses portes. Ainsi, au mois de septembre, 1,700 hommes furent remerciés de leurs services pour une cause que je ne connais pas, par une grande compagnie. Toutes ces personnes, ou presque toutes, demeurent dans le même arrondissement dont une très grande partie dans mon propre quartier, et le résultat a été que le commerce est arrêté dans cette partie de la ville et que les fournisseurs des magasins qui y sont situés ne peuvent plus placer leurs marchandises, le consommateur n'ayant pas d'argent pour acheter. Heureusement que, depuis une couple de semaines, cette compagnie a réouvert ses portes et repris son personnel.

Que l'on cesse donc de vouloir réduire les salaires d'une façon déraisonnable, et l'une des principales causes du chômage sera disparue. Puis, l'on a prêché un peu trop l'économie. L'économie, tout en étant une très bonne chose, devient pourtant

mauvaise lorsqu'elle est portée à son extrême limite, et peut donner des résultats complètement différents de ceux que l'on croit pouvoir atteindre, en paralysant les affaires, en ruinant le système économique d'un pays. Lorsque les habitants d'une contrée quelconque refusent d'encourager le commerce par l'esprit d'économie développée à outrance, les affaires deviennent languissantes et les ouvriers en sont les premières victimes.

Il ne faut pas oublier que si la crise du chômage a un peu diminué durant le cours de cette année, elle va cependant reprendre à l'approche de l'hiver, par suite de l'arrêt dans la construction et la cessation de travail dans nos ports. Plusieurs milliers d'hommes seront sans ouvrage de par ce fait; et il leur faudra trouver un autre emploi pour boucler le budget de leurs familles.

Je suis, dit-il, à même de constater le grand nombre d'ouvriers, particulièrement dans mon comté, qui sont sans emploi et dont les familles auront à souffrir de la faim. Beaucoup de choses pourraient être faites pour aider à la diminution du chômage dans les grandes villes. D'abord, si, comme je l'ai dit il y a un instant, il est impossible pour une province seule de limiter le travail à huit heures par jour, la chose pourrait cependant être mise en pratique pour tous les travaux du gouvernement, et dans des périodes de chômage, trois équipes d'ouvriers, travaillant chacune huit heures, pourraient être employées, afin de donner du travail à un plus grand nombre. Je suggérerais que cette idée soit mise en pratique cet hiver dans les constructions de la nouvelle bâtisse du palais de justice de Montréal, et pour tous les autres travaux du gouvernement.

*L'Action Catholique* de Québec lançait elle-même le cri d'alarme à ce sujet, il y a quelques jours et craignait une autre crise du chômage à Québec. Il (M. Gauthier) cite un article de *L'Action catholique* de Québec disant que le chômage est revenu avec le commencement de l'hiver, et que la chose est constatée par le secrétariat des syndicats catholiques qui a déjà reçu de nombreuses demandes d'emploi. Cet article se lit ainsi: "Avec le commencement de l'hiver, est revenu le chômage. En effet, depuis quelque temps, il ne se passe pas une journée sans que le secrétariat des syndicats catholiques soit visité par un bon nombre de travailleurs se cherchant de l'emploi. Un tel de ceux-là travaillait à la construction de maisons, construction passablement ralentie déjà; un autre travaillait dans le port, mais avec la fermeture de la navigation, il ne lui reste plus rien à faire; un autre était occupé aux travaux de la voirie municipale, la neige a mis fin à ces travaux.

"Déjà, nous disent les officiers du secrétariat, les chômeurs se chiffrent à plusieurs centaines qui augmenteront à mesure que les travaux encore en cours se parachèveront. À date, nous sommes heureux de constater que la situation semble meilleure qu'elle ne l'était l'hiver dernier, mais elle ne laisse pas cependant d'être inquiétante et de réclamer des efforts constants de la part de ceux qui ont charge de veiller au bien-être de la population.

"L'an dernier, la situation était extraordinairement difficile et débordante et le secrétariat des syndicats catholiques accepta la tâche de travailler deux mois durant à la distribution des secours et de placer ceux qui manquaient de travail, et cela, sans distinction d'allégeance syndicale. Cette besogne, très lourde et on sait combien ingrate, fut généralement bien appréciée, mais on se rappelle quels remerciements ceux qui tinrent ce bureau de secours reçurent de quelques-uns parmi ceux qui leur avaient confié cette lourde tâche.

"Nous n'insisterons pas sur ce chapitre, car ce ne sont pas des misères de l'an dernier qu'il s'agit actuellement, mais bien des misères présentes qui commencent déjà à se faire sentir avec le commencement de l'hiver. Il faut que les autorités soient immédiatement averties de la situation pour qu'elles puissent donner tout le secours dont elles peuvent disposer. À elles incombe actuellement le devoir de rechercher s'il n'y a pas des travaux à exécuter pour fournir le plus possible de travail, car ce n'est pas tant la charité, que ces chômeurs demandent, que de l'ouvrage pour gagner leur vie et celle de leur famille. Elles devront aussi probablement voter des secours.

"Il suffira sans doute de signaler la situation pour que les autorités, qui ont fait beaucoup l'an dernier, s'efforcent une fois encore d'aider ceux qui ont grandement besoin de travail. Plus on retardera, plus la tâche menacera de devenir lourde."

Un moyen qui pourrait aussi aider à diminuer le nombre des chômeurs serait d'entreprendre une grande campagne en faveur du retour à la terre dans nos grandes villes. Il ne faut pas oublier que durant la guerre, un grand nombre de cultivateurs et de fils de cultivateurs, sachant que des salaires assez élevés étaient payés dans les usines de munitions, sont venus s'établir dans les villes, et la fin subite de ce travail a jeté ces gens sur le pavé.

Si des conférences étaient données dans les grands centres, expliquant les avantages que le gouvernement offre pour l'établissement des nouveaux colons, beaucoup d'entre eux iraient s'établir dans nos endroits de colonisation, et ceci

aiderait au décongestionnement des centres peuplés et réduirait le nombre de nos travailleurs, tout en peuplant nos campagnes. Et puis, notre province est tellement riche en ressources naturelles de toutes sortes, qui ne demandent qu'à être exploitées, je vois que de grands efforts devraient être tentés pour inviter les industriels à investir leurs capitaux chez nous, ce qui fournirait encore du travail à un nombre considérable.

Il n'y a aucun doute que la situation financière de la province, qui tient la tête de tout le dominion, est la meilleure sauvegarde pour ceux qui veulent placer leur argent chez nous et, qu'avant longtemps, nous verrons de nouvelles villes surgir un peu partout, et les ouvriers y travailler par milliers. Mais comme ceci ne peut être fait du jour au lendemain et qu'il peut procurer du travail à ceux qui en demandent, que les gouvernements et les municipalités fassent faire tous les travaux qu'il est en leur pouvoir d'exécuter; que chacun mette l'épaule à la roue et aide à la solution du problème du chômage, que toutes les énergies et les bonnes volontés travaillent ensemble.

Et, encore une fois, je crois que notre province, avec ses immenses ressources, devrait être la première à solutionner cet important problème; nous devons donner l'exemple aux autres; nous l'avons déjà fait en d'autres circonstances. Eh bien! Continuons à marcher de l'avant, et je suis certain que, chacun y apportant son concours et sa coopération, nous pourrons finir par ramener dans les foyers de notre province les deux choses indispensables à leur bien-être: le bonheur et la prospérité.

(Applaudissements)

**M. Laurendeau (Maisonnette):** M. l'Orateur, c'est avec beaucoup d'intérêt et d'attention que j'ai écouté l'éloquent exposé du fléau du chômage que l'honorable membre pour Sainte-Marie (M. Gauthier) vient de faire; il a traité la question de main de maître et je suis persuadé qu'il a su convaincre cette Chambre de la gravité, de la situation et des dangers qu'elle comporte, si un remède efficace n'est pas trouvé pour atténuer ses effets désastreux.

Comme le représentant de Montréal-Sainte-Marie, je connais par expérience l'anxiété que cause à un travailleur le spectre toujours présent et redouté du chômage. Comme lui, je sais que cette menace perpétuelle suspendue sur la tête du travailleur est l'une des causes principales du mécontentement et du malaise qui règnent aujourd'hui pour ainsi dire à l'état chronique.

Plus l'industrie se spécialise et se centralise, plus le danger du chômage est imminent et intense, plus la petite industrie disparaît, plus grand est le nombre de ceux qui sont exposés à n'avoir qu'un travail intermittent, plus grossit la grande armée des sans-travail.

Aussi longtemps, M. l'Orateur, que l'ouvrier ne sera pas assuré de son pain quotidien et se trouvera exposé aux hasards d'une morte-saison avec son cortège de privations, de souffrances et de misères, il n'y aura pas de paix industrielle, et on continuera à voir des grèves et des contre-grèves surgir; les unes pour s'assurer un salaire plus en rapport avec le coût de la vie ou des conditions de travail plus équitables; les autres pour faire accepter aux ouvriers un salaire réduit ou les empêcher d'exiger plus que l'industrie ne semble pouvoir ou vouloir donner. Les unes comme les autres ne font souvent qu'empirer la situation de l'ouvrier d'abord, et celle de l'industrie ensuite.

Personne ne niera l'existence d'une crise de chômage quasi mondiale, et tout le monde admettra que c'est un des problèmes des plus graves et des plus sérieux qui confrontent aujourd'hui l'humanité. Ce point établi, n'est-il pas juste et opportun que les législateurs et tous ceux qui s'intéressent au bien-être de notre population ouvrière envisagent la question bien en face, se mettent résolument à la besogne et trouvent un remède efficace et immédiat.

Plusieurs solutions ont été mises de l'avant; parmi celles-ci, quelques-unes ont été appliquées, mais n'ont pas donné les résultats qu'on en attendait. On peut classer en deux groupes les remèdes employés jusqu'ici à résoudre la question du chômage: les remèdes temporaires et les remèdes permanents.

Si la crise du chômage est temporaire, il y a moyen d'y remédier par des palliatifs; mais si elle est permanente et découle du système actuel de production et de distribution, c'est un changement radical qui s'impose. Les remèdes temporaires, soit qu'ils proviennent de l'assistance financière volontaire de particuliers ou de sociétés de charité organisées, ou soit qu'ils émanent sur une plus vaste échelle des fonds de secours municipaux ou provinciaux, ne sont qu'une aumône déguisée.

Durant un temps restreint, cette charité aide à alléger la misère de l'infortuné qui la reçoit, mais elle finit, si la crise se prolonge, par avilir le caractère de l'ouvrier qui s'habitue insensiblement à vivre aux dépens des autres, perd une partie de sa dignité ainsi que le goût du travail. Ce système est en vogue en Angleterre et dans d'autres pays, et partout, il a

prouvé son inefficacité; quoiqu'à défaut d'autres remèdes efficaces, immédiats, c'est le seul qui soit d'application facile et à la portée de tous les gouvernements, en cas d'urgence ou pour une période restreinte.

Les remèdes permanents peuvent également se subdiviser en deux groupes; le premier est l'établissement d'un système d'échange rationnel de travail qui facilite une distribution plus équitable de la main d'œuvre, en fournissant où il y a pénurie d'ouvriers d'un certain métier, et en décongestionnant les centres où il y a surabondance d'ouvriers de ce métier. Nos bureaux de placement provinciaux sont tout désignés pour accomplir cette mission, ils s'en acquittent d'ailleurs déjà partiellement, mais pour faciliter cette migration d'un centre à l'autre, il faut la coopération active des compagnies de chemins de fer qui devraient accorder aux chômeurs des taux de passage très réduits sinon gratuits.

Comme le faisait remarquer mon honorable confrère de Sainte-Marie, nous pourrions grandement aider à solutionner le problème en favorisant de plus en plus le retour à la terre de milliers de campagnards qui sont venus s'échouer à la ville, grossissant inconsciemment l'armée déjà si grande des sans-travail. Combien ne seraient pas prêts à retourner soit au village natal, soit dans nos centres de colonisation, si le gouvernement leur en facilitait les moyens, soit par un don gratuit d'une terre, d'une habitation et d'une certaine avance de fonds qui pourrait se faire par l'institution d'un fonds spécial ou d'un crédit agricole ou tout autre système approprié aux besoins de l'heure. Ce serait faire d'une pierre deux coups: décongestionner les grandes villes d'abord et par là même rendre la lutte pour l'existence moins âpre pour les ouvriers industriels, et augmenter notre population rurale ensuite, créant ainsi une plus grande abondance de produits de la ferme, tout en abaissant par ricochet le coût élevé de la vie.

L'autre remède permanent - le seul vraiment qui guérirait infailliblement la crise du chômage et ferait disparaître le malaise et l'inquiétude actuels - consiste dans l'établissement d'une assurance contre le chômage à charge de l'industrie.

Je comprends, M. l'Orateur, que c'est un projet qui rencontrera bien de l'opposition et qui a besoin d'être mûri sagement avant d'être appliqué, mais qui n'a rien d'irréalisable, ni d'impossible. Il s'agit simplement de vouloir pour y arriver. Cette solution du problème du chômage, au moyen d'une assurance à charge de l'industrie, a d'ailleurs déjà été mise en pratique en Suisse, où elle a donné de bons

résultats. Cela à bien servi tant les travailleurs que les industries. Il n'est pas plus impossible à l'industrie de se charger de ses chômeurs qu'il lui fut impossible de se charger de ses risques d'incendie ou de sa responsabilité dans les accidents du travail.

Déjà, en 1910, quand la crise du chômage n'avait pas atteint le caractère de gravité qu'elle a aujourd'hui, les esprits s'en inquiétaient déjà et, en septembre de cette même année, Sir Llewellyn Smith, le secrétaire permanent du Board of Trade d'Angleterre, définissait ce projet d'assurance du chômage devant la section économique et scientifique de l'Association britannique à Sheffield. Il soumettait que, pour être efficace, cette assurance devait être obligatoire pour tous les industriels, qu'elle devait revêtir un caractère contributif pour l'ouvrier, que les divers gouvernements municipaux, provinciaux et fédéral devaient l'aider au moyen de subsides annuels, suivant la gravité de la situation. Comme mesure de précaution, il favorisait la fixation d'un maximum de bénéfices et d'un minimum de contributions, afin de lui donner une stabilité parfaite et une garantie contre l'exploitation de personnes plus ou moins scrupuleuses.

Tout en reconnaissant qu'il est difficile de mettre un projet aussi compliqué en vigueur du jour au lendemain, je reste convaincu qu'il n'en est pas moins vrai qu'il faut faire quelque chose pour remédier à la situation; ce n'est pas la charité que l'ouvrier demande, c'est du travail; faisons donc tout ce qui est humainement possible de faire pour lui en donner. Je partage entièrement les vues exprimées par l'honorable député de Sainte-Marie à ce sujet.

Même si cela entraînait une dépense additionnelle, le gouvernement devrait faire exécuter la plus grande somme de travaux publics possible durant la morte-saison, compatibles avec les rigueurs des mois d'hiver, plutôt que faire vivre les ouvriers de charité publique. Le gouvernement devrait aussi limiter dans ses entreprises la journée de travail à huit heures et insérer dans tous ses contrats, et ceux subventionnés par les deniers publics, une clause concernant un salaire raisonnable garantissant à l'ouvrier une somme suffisante pour subvenir aux besoins de sa famille et fixant ainsi un étalon de gages pour l'industrie privée. Le gouvernement devrait procurer autant de travaux publics qu'il lui est possible, dans le but de diminuer le nombre de sans-emploi dans notre province.

Nous pouvons également décourager les longues heures de travail dans l'industrie privée et limiter la journée de travail à huit heures pour tout ouvrier industriel; s'il y avait un surcroît de travail

dans une industrie ou pour une certaine période, il serait préférable d'établir deux ou trois équipes de huit heures chacune, au lieu de permettre à quelques-uns de faire des heures supplémentaires pendant que d'autres se croisent les bras et envisagent la misère. Il est nécessaire parfois de sacrifier un peu de la liberté individuelle pour le bien de tous. Si l'on veut conserver une population honnête, respectueuse de l'ordre et attachée au sol natal, donnons-lui le contentement et la plus grande somme de bonheur et de mieux être possible, et cela peut se faire en lui donnant du travail.

Le Conseil du service de placement canadien s'est occupé de cette grave question du chômage, lors de sa troisième assemblée annuelle en 1921 et, de nouveau, lors de sa quatrième assemblée annuelle au mois de juin dernier, et a préparé un mémoire de résolutions très intéressant sur ce sujet qu'il a soumis au gouvernement fédéral, et c'est à la suite de ce rapport que le gouvernement a adopté l'arrêté en conseil C. P. 191 en vertu duquel les municipalités entreprenant au cours de l'hiver des travaux publics, en vue de soulager le chômage, avaient droit à une remise par le gouvernement fédéral de la moitié et par le gouvernement provincial du tiers du coût additionnel, par suite de l'exécution de ces travaux pendant l'hiver.

Le Congrès des métiers et du travail du Canada s'en est également occupé lors de sa dernière conférence de Montréal en août dernier, et voici les recommandations qu'il faisait à ce sujet:

"1. Le travail est le meilleur remède au chômage et d'en fournir est une responsabilité qui incombe conjointement au gouvernement fédéral, aux Législatures provinciales et aux autorités, municipales.

"Et voici par quels moyens: *a.* en exécutant toutes les entreprises publiques et en achetant les approvisionnements publics pendant les périodes de dépression, et en accordant ces travaux ou ces commandes aux régions où le chômage est le plus répandu; *b.* en construisant, pendant lesdites périodes, les édifices publics, requis et en faisant les réparations nécessaires aux édifices actuels; *c.* en faisant la construction des chemins, sur une grande échelle; *d.* en pratiquant le reboisement; *e.* en défrichant et en développant les terrains propres à l'agriculture; *f.* en limitant à huit heures la journée de travail dans toutes les entreprises du gouvernement; *g.* en restreignant l'immigration non justifiée par les circonstances actuelles; *h.* en prêtant de l'argent pour la construction de logements ouvriers.

"2. L'industrie privée doit être soumise à un contrôle, pour empêcher: *a.* que le marché ouvrier ne soit inondé par la main-d'œuvre étrangère alors qu'on pourrait trouver au pays les ouvriers nécessaires, ou qu'on fasse venir du dehors des ouvriers dont on n'a besoin que pour une période limitée; *b.* que de nombreux travailleurs ne soient congédiés quand il reste des commandes à exécuter, ou avant d'avoir réduit suffisamment les heures de tous les employés de l'industrie; *c.* et pour obtenir l'égalisation du travail pour des périodes prolongées, afin qu'il n'y ait pas, ou le moins possible, de périodes pressées, avec temps supplémentaire, suivies de périodes tranquilles, avec chômage comme résultat.

"3. L'abolition des agences de placements privées et le développement le plus complet donné au Service de placement du gouvernement canadien, avec conseils consultatifs fédéral, provinciaux et locaux. Les travailleurs devront coopérer avec ce service dans toute la mesure possible, en s'enregistrant immédiatement quand ils sont sans travail, fournissant ainsi des statistiques plus exactes quant au chômage existant réellement à un moment donné.

"4. L'assurance contre le chômage devrait être établie sans délai, afin d'aider ceux qui ne peuvent trouver du travail ou ceux qui, par suite de la réduction de leurs heures de travail, n'ont pas un revenu suffisant pour maintenir un niveau de vie convenable.

"Le chômage devrait être une première charge incombant à l'industrie, et un fonds d'assurance de l'État contre le chômage, obtenu au moyen de cotisations imposées à l'industrie, d'après le système adopté pour les fonds provinciaux de compensations pour les accidents du travail.

"5. La matière première qui se trouve au pays doit être exportée sous forme manufacturée aussi avancée que possible.

"6. Que nos ressources naturelles soient soustraites à la main mise des spéculateurs et des monopoles privés, pour être développées dans toute la mesure possible. À cette fin, qu'on encourage les recherches scientifiques et industrielles dans le but de découvrir des usages commerciaux pour nombre de choses regardées aujourd'hui comme n'ayant aucune valeur commerciale.

"7. Le développement du marché domestique, en payant aux ouvriers canadiens des salaires assez élevés pour leur permettre d'acheter les produits de la main d'œuvre canadienne."

Voilà ce que les porte-parole de la classe ouvrière vous suggèrent, comme remèdes efficaces à la crise du chômage. J'aime à croire, M. l'Orateur,

que leur voix sera entendue et que cette Chambre adoptera les mesures législatives nécessaires pour assurer leur réalisation.

(Applaudissements)

L'honorable M. Lacombe (Montréal-Dorion) propose, appuyé par le représentant de Lac-Saint-Jean (l'honorable M. Moreau), que le débat soit ajourné.

Adopté.

#### Messages du Conseil législatif:

**M. l'Orateur** informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant: Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

- bill 33 amendant les statuts refondus, 1909, relativement à certains députés-protonotaires et députés-registrateurs;

- bill 49 amendant le Code municipal, au sujet de l'entretien des chemins d'hiver.

#### Lots de Saint-Colomb-de-Sillery

**M. Cannon (Québec-Centre)** propose, appuyé par le représentant de Drummond (M. Laferté), que, vu que le bill 89 détachant certains lots de la municipalité de la paroisse de Saint-Colomb-de-Sillery et les annexant à la cité de Québec, a été rejeté par le Conseil législatif, tous les droits ordinaires et additionnels que les promoteurs de ce bill ont payés leur soient remboursés, après déduction de tous frais d'impression et de traduction.

Adopté.

#### Subsides

**L'honorable M. Nicol (Richmond)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

Adopté.

#### En comité:

**L'honorable M. Nicol (Richmond)** propose: 1. Qu'un crédit n'excédant pas cinq cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour Alexandra Hospital, Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1924.

Adopté.

2. Qu'un crédit n'excédant pas deux cent trente piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'asile, rue Bonaventure, Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1924.

Adopté.

3. Qu'un crédit n'excédant pas deux cent dix piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'asile de Nazareth, pour les enfants abandonnés, Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1924.

Adopté.

4. Qu'un crédit n'excédant pas trois cent quinze piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'asile de Saint-Vincent de Paul, Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1924.

Adopté.

5. Qu'un crédit n'excédant pas cent piastres soit ouvert à Sa Majesté pour Catholic Sailors Club, Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1924.

Adopté.

6. Qu'un crédit n'excédant pas cent trente-cinq piastres soit ouvert à Sa Majesté pour Church Home, Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1924.

Adopté.

7. Qu'un crédit n'excédant pas trois mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'Hôpital des incurables, Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1924.

Adopté.

8. Qu'un crédit n'excédant pas cent cinq piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'hospice de Saint-Joseph du Bon-Pasteur, Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1924.

Adopté.

9. Qu'un crédit n'excédant pas cent piastres soit ouvert à Sa Majesté pour Montreal Convalescent Home, 103, rue Mark, Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1924.

Adopté.

10. Qu'un crédit n'excédant pas deux mille deux cent quarante piastres soit ouvert à Sa Majesté, pour malades indigents, Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1924.

Adopté.

11. Qu'un crédit n'excédant pas quatre cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour la Maternité, sous les soins des sœurs de la Miséricorde, Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1924.

Adopté.

12. Qu'un crédit n'excédant pas cent piastres soit ouvert à Sa Majesté pour Montreal Sailors' Institute, Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1924.

Adopté.

13. Qu'un crédit n'excédant pas deux cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour Old Brewery Mission, Montréal pour l'exercice finissant le 30 juin 1924.

Adopté.

14. Qu'un crédit n'excédant pas cinq cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'orphelinat Saint-Arsène, Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1924.

Adopté.

15. Qu'un crédit n'excédant pas deux cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour les Petites sœurs des pauvres, Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1924.

Adopté.

16. Qu'un crédit n'excédant pas trois cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour Prisoners' Aid Association, Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1924.

Adopté.

17. Qu'un crédit n'excédant pas deux cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour le refuge des incurables, Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1924.

Adopté.

18. Qu'un crédit n'excédant pas cent soixante-quinze piastres soit ouvert à Sa Majesté pour Roman Catholic Orphan Asylum, Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1924.

Adopté.

19. Qu'un crédit n'excédant pas mille cent vingt piastres soit ouvert à Sa Majesté pour St. Patrick's Hospital, Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1924.

Adopté.

20. Qu'un crédit n'excédant pas cent cinquante piastres soit ouvert à Sa Majesté pour Sheltering Home, Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1924.

Adopté.

21. Qu'un crédit n'excédant pas mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour les sœurs de la Miséricorde, entretien des enfants trouvés, Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1924.

Adopté.

22. Qu'un crédit n'excédant pas six cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour les sœurs de la Providence, Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1924.

Adopté.

23. Qu'un crédit n'excédant pas cent cinquante piastres soit ouvert à Sa Majesté pour les sœurs de la Providence, angle des rues Sainte-Catherine et Fullum, Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1924.

Adopté.

24. Qu'un crédit n'excédant pas deux cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'Union nationale française, Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1924.

Adopté.

25. Qu'un crédit n'excédant pas huit cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'Association des dames charitables de l'orphelinat catholique de Nazareth, Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1924.

Adopté.

26. Qu'un crédit n'excédant pas cent cinq piastres soit ouvert à Sa Majesté pour dispensaire, Québec, pour l'exercice finissant le 30 juin 1924.

Adopté.

27. Qu'un crédit n'excédant pas sept cent cinquante piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'Hôpital général, Québec, pour l'exercice finissant le 30 juin 1924.

Adopté.

28. Qu'un crédit n'excédant pas deux cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'hospice des sœurs de la Charité de Saint-Sauveur, Québec, pour l'exercice finissant le 30 juin 1924.

Adopté.

29. Qu'un crédit n'excédant pas cent piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'Institut des marins, Québec, pour l'exercice finissant le 30 juin 1924.

Adopté.

30. Qu'un crédit n'excédant pas huit cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour maison de la Providence, Saint-Malo, Québec, pour l'exercice finissant le 30 juin 1924.

Adopté.

31. Qu'un crédit n'excédant pas deux mille deux cent quarante piastres soit ouvert à Sa Majesté pour les malades indigents, Québec, pour l'exercice finissant le 30 juin 1924.

Adopté.

32. Qu'un crédit n'excédant pas mille cinq cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour la maternité, sous les soins des sœurs du Bon-Pasteur, Québec, pour l'exercice finissant le 30 juin 1924.

Adopté.

33. Qu'un crédit n'excédant pas six cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'Oeuvre du patronage, Québec, pour l'exercice finissant le 30 juin 1924.

Adopté.

34. Qu'un crédit n'excédant pas deux cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'ouvroir des sœurs de la Charité, Québec, pour l'exercice finissant le 30 juin 1924.

Adopté.

35. Qu'un crédit n'excédant pas cent piastres soit ouvert à Sa Majesté pour le Patronage Laval, 40, Ave Bigaouette, Québec, pour l'exercice finissant le 30 juin 1924.

Adopté.

36. Qu'un crédit n'excédant pas cent piastres soit ouvert à Sa Majesté, pour Salvation Army, Québec, pour l'exercice finissant le 30 juin 1924.

Adopté.

37. Qu'un crédit n'excédant pas cent trente-cinq piastres soit ouvert à Sa Majesté pour les sœurs de la Charité, Québec, pour l'exercice finissant le 30 juin 1924.

Adopté.

38. Qu'un crédit n'excédant pas deux cent cinquante piastres soit ouvert à Sa Majesté pour les sœurs de la Charité, asile des orphelins, Québec, pour l'exercice finissant le 30 juin 1924.

Adopté.

39. Qu'un crédit n'excédant pas deux cent dix piastres soit ouvert à Sa Majesté pour les sœurs de la Charité, asile des veuves et des infirmes, Québec, pour l'exercice finissant le 30 juin 1924.

Adopté.

40. Qu'un crédit n'excédant pas cent cinq piastres soit ouvert à Sa Majesté pour Young Women's Christian Association, Québec, pour l'exercice finissant le 30 juin 1924.

Adopté.

41. Qu'un crédit n'excédant pas deux cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'hôpital de Beauceville, (Beauceville) comté de Beauce, pour l'exercice finissant le 30 juin 1924.

Adopté.

42. Qu'un crédit n'excédant pas deux cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'orphelinat Saint-Joseph, comté de Beauce, pour l'exercice finissant le 30 juin 1924.

Adopté.

43. Qu'un crédit n'excédant pas trois cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'hospice de la Providence de Valleyfield, (Valleyfield) comté de Beauharnois, pour l'exercice finissant le 30 juin 1924.

Adopté.

44. Qu'un crédit n'excédant pas quatre cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'Hôtel-Dieu de Valleyfield, (Valleyfield) comté de Beauharnois, pour l'exercice finissant le 30 juin 1924.

Adopté.

45. Qu'un crédit n'excédant pas deux cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'hospice de la Providence de Lanoraie, comté de Berthier, pour l'exercice finissant le 30 juin 1924.

Adopté.

46. Qu'un crédit n'excédant pas trois cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'hospice Saint-Antoine, pour les orphelins, les infirmes et les malades (Longueuil) comté de Chambly, pour l'exercice finissant le 30 juin 1924.

Adopté.

47. Qu'un crédit n'excédant pas deux cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'hôpital de La Tuque, comté de Champlain, pour l'exercice finissant le 30 juin 1924.

Adopté.

48. Qu'un crédit n'excédant pas trois cent soixante-quinze piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'hospice Sainte-Anne de la Baie Saint-Paul, pour les vieillards, les infirmes et les idiots, (Baie Saint-Paul) comté de Charlevoix, pour l'exercice finissant le 30 juin 1924.

Adopté.

49. Qu'un crédit n'excédant pas trois cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour Hôtel-Dieu Saint-Vallier, (Chicoutimi) comté de Chicoutimi, pour l'exercice finissant le 30 juin 1924.

Adopté.

50. Qu'un crédit n'excédant pas trois cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'hospice Youville de Saint-Benoît, comté de Deux-Montagnes, pour l'exercice finissant le 30 juin 1924.

Adopté.

51. Qu'un crédit n'excédant pas deux cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour Drummondville Hospital, (Drummondville) comté de Drummond, pour l'exercice finissant le 30 juin 1924.

Adopté.

52. Qu'un crédit n'excédant pas cent piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'hôpital de la Providence, (Chandler) comté de Gaspé, pour l'exercice finissant le 30 juin 1924.

Adopté.

53. Qu'un crédit n'excédant pas cinq cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'hôpital du Sacré-Cœur de Hull, (Hull) comté de Hull, pour l'exercice finissant le 30 juin 1924.

Adopté.

54. Qu'un crédit n'excédant pas quatre cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'hôpital général de Maniwaki, (Maniwaki) comté de Hull, pour l'exercice finissant le 30 juin 1924.

Adopté.

55. Qu'un crédit n'excédant pas deux cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'hôpital Saint-Joseph de Lachine, comté de Jacques-Cartier, pour l'exercice finissant le 30 juin 1924.

Adopté.

56. Qu'un crédit n'excédant pas trois cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour Lachine General Hospital (Lachine) comté de Jacques-Cartier, pour l'exercice finissant le 30 juin 1924.

Adopté.

57. Qu'un crédit n'excédant pas quatre cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'hôpital Saint-Eusèbe, (Joliette), comté de Joliette, pour l'exercice finissant le 30 juin 1924.

Adopté.

58. Qu'un crédit n'excédant pas trois cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour le jardin de l'enfance Saint-Joseph, (Joliette) comté de Joliette, pour l'exercice finissant le 30 juin 1924.

Adopté.

59. Qu'un crédit n'excédant pas cent piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'orphelinat de la Providence Sainte-Elizabeth, comté de Joliette, pour l'exercice finissant le 30 juin 1924.

Adopté.

60. Qu'un crédit n'excédant pas cent piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'hospice des sœurs de la Charité, Saint-André, comté de Kamouraska, pour l'exercice finissant le 30 juin 1924.

Adopté.

61. Qu'un crédit n'excédant pas cent piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'hospice Sainte-Anne-de-la-Pocatière, comté de Kamouraska, pour l'exercice finissant le 30 juin 1924.

Adopté.

62. Qu'un crédit n'excédant pas deux cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'hospice Saint-André-Avellin, (Saint-André-Avelin) comté de Labelle, pour l'exercice finissant le 30 juin 1924.

Adopté.

63. Qu'un crédit n'excédant pas trois cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour Saint Michael Hospital, (Buckingham) comté de Labelle, pour l'exercice finissant le 30 juin 1924.

Adopté.

64. Qu'un crédit n'excédant pas cent piastres soit ouvert à Sa Majesté pour les sœurs de la Providence, (Mont-Laurier), comté de Labelle, pour l'exercice finissant le 30 juin 1924.

Adopté.

65. Qu'un crédit n'excédant pas cent piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'hospice de Laprairie, comté de Laprairie, pour l'exercice finissant le 30 juin 1924.

Adopté.

66. Qu'un crédit n'excédant pas deux cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'hospice de la



Providence, (L'Assomption) comté de L'Assomption, pour l'exercice finissant le 30 juin 1924.

Adopté.

67. Qu'un crédit n'excédant pas cent piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'hospice de la Providence, (Saint-Henri de Mascouche) comté de L'Assomption, pour l'exercice finissant le 30 juin 1924.

Adopté.

68. Qu'un crédit n'excédant pas deux cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'hospice Saint-Antoine, (Saint-Lin) comté de L'Assomption, pour l'exercice finissant le 30 juin 1924.

Adopté.

69. Qu'un crédit n'excédant pas deux cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour maison de la Providence, (Saint-Vincent-de-Paul) comté de Laval, pour l'exercice finissant le 30 juin 1924.

Adopté.

70. Qu'un crédit n'excédant pas trois cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'hospice Guay, (Lauzon) comté de Lévis, pour l'exercice finissant le 30 juin 1924.

Adopté.

71. Qu'un crédit n'excédant pas deux cent dix piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'hospice de la Délivrance, comté de Lévis, pour l'exercice finissant le 30 juin 1924.

Adopté.

72. Qu'un crédit n'excédant pas deux cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'hospice Saint-Joseph de la Délivrance, (section orphelinat), comté de Lévis, pour l'exercice finissant le 30 juin 1924.

Adopté.

73. Qu'un crédit n'excédant pas trois cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'Hôtel-Dieu, comté de Lévis, pour l'exercice finissant le 30 juin 1924.

Adopté.

74. Qu'un crédit n'excédant pas trois cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'hôpital Saint-Édouard, comté de Lotbinière, pour l'exercice finissant le 30 juin 1924.

Adopté.

75. Qu'un crédit n'excédant pas deux cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'hospice des sœurs de la Charité, (Saint-Jean-Deschaillons) comté de Lotbinière, pour l'exercice finissant le 30 juin 1924.

Adopté.

76. Qu'un crédit n'excédant pas cent piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'hospice Sainte-Ursule, (Louiseville) comté de Maskinongé, pour l'exercice finissant le 30 juin 1924.

Adopté.

77. Qu'un crédit n'excédant pas deux cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour Children's Hospital, (Black Lake) comté de Mégantic, pour l'exercice finissant le 30 juin 1924.

Adopté.

78. Qu'un crédit n'excédant pas deux cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'hôpital Saint-Joseph (Thetford-Mines) comté de Mégantic, pour l'exercice finissant le 30 juin 1924.

Adopté.

79. Qu'un crédit n'excédant pas deux cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour Bedford Hospital, (Sweetsburg) comté de Missisquoi, pour l'exercice finissant le 30 juin 1924.

Adopté.

80. Qu'un crédit n'excédant pas quatre cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'hospice Sainte-Elizabeth-de-Farnham, (Farnham) comté de Missisquoi, pour l'exercice finissant le 30 juin 1924.

Adopté.

81. Qu'un crédit n'excédant pas trois cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'hospice des sœurs de la Charité, (Montmagny) comté de Montmagny, pour l'exercice finissant le 30 juin 1924.

Adopté.

82. Qu'un crédit n'excédant pas deux cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'hospice Saint-Célestin, comté de Nicolet, pour l'exercice finissant le 30 juin 1924.

Adopté.

83. Qu'un crédit n'excédant pas sept cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'Hôtel-Dieu, (Nicolet) comté de Nicolet, pour l'exercice finissant le 30 juin 1924.

Adopté.

84. Qu'un crédit n'excédant pas deux cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'hôpital Saint-Casimir, (Saint-Casimir) comté de Portneuf, pour l'exercice finissant le 30 juin 1924.

Adopté.

85. Qu'un crédit n'excédant pas mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'Hôpital général, (Sorel) comté de Richelieu, pour l'exercice finissant le 30 juin 1924.

Adopté.

86. Qu'un crédit n'excédant pas deux cent soixante-quinze piastres soit ouvert à Sa Majesté pour les sœurs de la Charité, (Rimouski) comté de Rimouski, pour l'exercice finissant le 30 juin 1924.

Adopté.

87. Qu'un crédit n'excédant pas deux cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour les sœurs de la Charité de l'hospice Sainte-Croix, (Marieville) comté de Rouville, pour l'exercice finissant le 30 juin 1924.

Adopté.

88. Qu'un crédit n'excédant pas six cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'hôpital de Saint-Hyacinthe, (Saint-Hyacinthe) comté de Saint-Hyacinthe, pour l'exercice finissant le 30 juin 1924.

Adopté.

89. Qu'un crédit n'excédant pas deux cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'hospice Sainte-Anne, (Yamachiche) comté de Saint-Maurice, pour l'exercice finissant le 30 juin 1924.

Adopté.

90. Qu'un crédit n'excédant pas deux cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'hôpital de Magog, (Magog) comté de Stanstead, pour l'exercice finissant le 30 juin 1924.

Adopté.

91. Qu'un crédit n'excédant pas quatre cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'hôpital Sainte-Famille, (Ville-Marie) comté de Témiscamingue, pour l'exercice finissant le 30 juin 1924.

Adopté.

92. Qu'un crédit n'excédant pas quatre cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'hôpital de Fraserville, (Fraserville) comté de Témiscouata, pour l'exercice finissant le 30 juin 1924.

Adopté.

93. Qu'un crédit n'excédant pas cent piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'hospice Drapeau, (Sainte-Thérèse-de-Blainville) comté de Témiscouata, pour l'exercice finissant le 30 juin 1924.

Adopté.

94. Qu'un crédit n'excédant pas deux cent cinquante piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'hôpital Saint-Jérôme, (Saint-Jérôme) comté de Terrebonne, pour l'exercice finissant le 30 juin 1924.

Adopté.

95. Qu'un crédit n'excédant pas deux mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'hôpital des sœurs de la Charité de la Providence pour leurs indigents, malades, orphelins, etc., Trois-Rivières, pour l'exercice finissant le 30 juin 1924.

Adopté.

96. Qu'un crédit n'excédant pas cinq cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'hôpital des sœurs de la Charité de la Providence, pour leur maternité, Trois-Rivières, pour l'exercice finissant le 30 juin 1924.

Adopté.

97. Qu'un crédit n'excédant pas trois cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'hospice des Dominicains du Rosaire, Trois-Rivières, pour l'exercice finissant le 30 juin 1924.

Adopté.

98. Qu'un crédit n'excédant pas deux cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'hôpital Saint-Victor, (Belœil) comté de Verchères, pour l'exercice finissant le 30 juin 1924.

Adopté.

99. Qu'un crédit n'excédant pas cinquante mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour divers en général, pour l'exercice finissant le 30 juin 1924.

Adopté.

100. Qu'un crédit n'excédant pas trois mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour agent en France: traitement et allocation pour loyer de bureau, etc., pour l'exercice finissant le 30 juin 1924.

Adopté.

101. Qu'un crédit n'excédant pas deux mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour agent de la province, à Ottawa: traitement, comprenant toutes ses dépenses de voyages et autres, pour l'exercice finissant le 30 juin 1924.

Adopté.

102. Qu'un crédit n'excédant pas deux cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'annuité à Mlle Marie Régina Drolet, par résolution de l'Assemblée législative du 3 février 1890, pour l'exercice finissant le 30 juin 1924.

Adopté.

103. Qu'un crédit n'excédant pas trois mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour le Barreau de la province de Québec; aide à la publication des rapports judiciaires, pour l'exercice finissant le 30 juin 1924.

Adopté.

104. Qu'un crédit n'excédant pas mille cinq cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'officier spécial, côte nord du Saint-Laurent: traitement, dépenses de voyages (arrêté ministériel no 51 du 31 janvier 1896) pour l'exercice finissant le 30 juin 1924.

Adopté.

105. Qu'un crédit n'excédant pas mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour Association de tir de la province de Québec, Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1924.

Adopté.

106. Qu'un crédit n'excédant pas quatre cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour la Société d'archéologie et de numismatique de Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1924.

Adopté.

107. Qu'un crédit n'excédant pas cent piastres soit ouvert à Sa Majesté pour Royal Military College of Canada Rifle Association, pour l'exercice finissant le 30 juin 1924.

Adopté.

108. Qu'un crédit n'excédant pas cinq cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour le Dr S.-P. Robbins, principal, retraité de l'école normale McGill, allocation annuelle en vertu de l'arrêté ministériel no 800, du 21 décembre 1905, pour l'exercice finissant le 30 juin 1924.

Adopté.

109. Qu'un crédit n'excédant pas cinq cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour la Société de géographie de Québec, pour l'exercice finissant le 30 juin 1924.

Adopté.

#### **Résolutions à rapporter:**

Le comité fait rapport qu'il a adopté plusieurs résolutions et demande la permission de siéger de nouveau. Lesdites résolutions sont lues deux fois et adoptées.

La séance est levée vers 6 heures.

---

#### **NOTE**

1. M. Sauvé étant absent, le premier ministre s'est trompé fréquemment en appelant ainsi le député de Joliette.



Séance du mardi 19 décembre 1922

**Présidence de l'honorable J.-N. Francoeur**

La séance est ouverte à 3 heures.

**Prière.**

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

**Rapports de comités:**

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le dix-septième rapport du comité permanent des bills publics. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, sans amendement, les bills suivants:

- bill 158 amendant les articles 48, 54, 551 du Code de procédure civile;
- bill 166 amendant l'article 29 du Code de procédure civile;
- bill 167 amendant l'article 1143 du Code de procédure civile;
- bill 165 amendant les statuts refondus, 1909, relativement au transport par endossement des reçus pour bois de construction.

Et, avec amendements, les bills suivants:

- bill 148 amendant le Code de procédure civile relativement aux choses qui ne peuvent être saisies;
- bill 164 amendant le Code civil relativement aux baux à loyer.

**M. Ashby (Jacques-Cartier):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le dix-huitième rapport du comité permanent des bills privés. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, le bill suivant:

- bill 63 constituant en corporation la Quebec Tramways and Gas Company.

Votre comité fait rapport que les promoteurs du bill 61 constituant en corporation Quebec Gas Company ont déclaré qu'ils désiraient le retirer.

Le rapport est adopté.

**Questions et réponses:**

**Poursuites contre  
la Commission des liqueurs**

**M. Dufresne (Joliette):** Le gouvernement a-t-il refusé le Fiat pour poursuivre la Commission des liqueurs?

2. Si oui, en combien d'occasions? Donner les noms et adresses des requérants et de leurs avocats.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

1. Oui.

2. En quatre occasions:

a. Adélard Lauzon, de Chicoutimi, représenté par MM. Roy, Langlais, Laverne & Godbout, de Québec;

b. Georges L'Heureux, de Lévis, représenté par Mre Bernier, de Québec;

c. Lionel Boisvert, adresse inconnue, représenté par Mre René Chênevert, de Montréal;

d. Félix Perreault, adresse inconnue, représenté par Mre René Chênevert, de Montréal.

**Refonte  
des statuts**

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** 1. À quelle date a commencé le travail de refonte des statuts de Québec, qui se poursuit actuellement?

2. Quand sera-t-il terminé et quand sera publié le rapport de cette refonte?

3. Quelles personnes, à part les membres de la Commission, ont travaillé à cette refonte? Combien chacune a-t-elle reçu pour son travail? Combien de temps chacune a-t-elle travaillé?

4. A-t-il été fait un contrat pour l'impression du rapport de refonte?

5. Combien ont coûté jusqu'à date les impressions occasionnées par la refonte? À qui ces impressions ont-elles été payées? Combien a-t-il été payé à chacun?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

1. La Commission de refonte a été nommée le 26 août 1919.

2. Le travail de la Commission sera terminé dans le cours de l'année 1923.

3. A.-W.-G. Macalister, du 1<sup>er</sup> avril 1920 au 16 août 1922, \$2,460.54; J.-A. Hudon, depuis le 1<sup>er</sup> avril 1920, \$2,850.81; A. Caron, depuis le 1<sup>er</sup> avril 1920, \$2,749.96; Robert Cannon, depuis le 15 février 1921, \$1,291.58; Arthur Dionne, depuis le 1<sup>er</sup> avril 1921, \$1,333.26; H.-C.-G. Mariotti, depuis le 16 août 1922, \$233.31; Jean Hudon, du 1<sup>er</sup> au 20 août 1921, \$60.00.

4. Il n'a pas été signé de contrat.

5. La Commission n'a encore rien déboursé pour ses impressions; mais il a été présenté aux Chambres des refontes de lois et de nombreux amendements qui avaient été préparés par la Commission et dont l'impression a été payée par l'Assemblée législative, comme l'impression des autres projets de lois.

#### Dépôts du gouvernement à la Banque Nationale

**M. Dufresne (Joliette):** 1. Quelle somme minimum le gouvernement a-t-il eue en dépôt à la Banque Nationale pendant chacun des mois écoulés depuis le 1<sup>er</sup> juillet 1921?

2. Quels intérêts le gouvernement a-t-il reçus sur ces dépôts pendant l'exercice 1921-22? Combien depuis?

**L'honorable M. Nicol (Richmond):** 1. Année 1921, juillet \$89,307.59; août, \$36,308.21; septembre, \$36,015.77; octobre, \$30,142.40; novembre, \$29,570.62; décembre, \$28,803.35.

Année 1922; janvier, \$86,786.72; février, \$70,352.74; mars, \$577,311.96; avril, \$447,638.06; mai, \$1,080,772.97; juin, \$807,474.86; juillet, \$1,406,144.67; août, \$644,666.06; septembre, \$88,635.65; octobre, \$81,055.77.

2. Année 1921-22: \$322.59. Depuis, \$10,157.87.

#### Subsides fédéraux contre le chômage

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Quels montants le gouvernement provincial a-t-il reçus du gouvernement fédéral en vertu de l'ordre en conseil fédéral, relativement à la contribution des municipalités aux sans-travail au cours des années 1920-1921-1922, et à quelle date ces divers montants ont-ils été reçus du gouvernement fédéral?

2. Quelle partie de ces montants a été allouée: *a.* à la ville de Montréal; *b.* à la ville de Québec?

3. Quand ces montants ont-ils été payés: *a.* à la ville de Montréal; *b.* à la ville de Québec?

4. Y a-t-il sur les montants alloués à la ville de Montréal une balance non payée?

**L'honorable M. Nicol (Richmond):** Aucun montant n'a été reçu.

#### Fournisseurs de la Commission des liqueurs

**M. Dufresne (Joliette):** 1. De quelle distillerie la Commission des liqueurs achète-t-elle l'alcool?

2. Quel prix paie-t-elle par gallon?

3. Quels sont les droits payés par la Commission sur chaque gallon d'alcool?

4. Est-ce l'intention de la Commission de continuer l'embouteillage de l'alcool?

**L'honorable M. Nicol (Richmond):** 1. Consolidated Distilleries Ltd., Hiram Walker & Sons, Ltd., Montreal Products Co. Ltd.

2. Les prix varient de \$1.65 à \$1.82 le gallon.

3. (Actuels) \$9.00 par gallon preuve.

4. Oui.

#### Profits de la Commission des liqueurs

**M. Dufresne (Joliette):** 1. Quel a été le chiffre d'affaires de la Commission des liqueurs depuis le 1<sup>er</sup> mai 1921 au 30 avril 1922?

2. Quelles ont été les dépenses de la Commission dans ce même laps de temps?

3. Quels ont été ses profits nets?

4. Quel a été le chiffre d'affaires de chacun des magasins de la Commission depuis le 1<sup>er</sup> mai 1921 au 30 avril 1922?

5. Quelles ont été les dépenses de chacun de ces magasins durant cette même période?

6. Quels ont été les profits nets pour chacun d'eux?

**L'honorable M. Nicol (Richmond):** 1. Pour les opérations commerciales, \$15,212,801.21.

2. \$2,164,245.25.

3. Sur les opérations commerciales, \$2,860,010.64.

	4.	5.
Mag. No 1	\$874,940.34	13,093.32
Mag. No 2	806,876.35	13,048.09
Mag. No 3	572,805.65	10,999.71
Mag. No 4	580,013.58	11,299.09

	4.	5.		4.	5.
Mag. No 5	539,807.61	9,391.14	Mag. No 60	67,776.15	3,277.42
Mag. No 6	213,832.47	6,550.04	Mag. No 61	13,198.95	2,284.42
Mag. No 7	256,547.30	7,657.47	Mag. No 62	7,146.35	2,024.51
Mag. No 8	390,316.95	11,199.83	Mag. No 63	164,677.00	3,300.22
Mag. No 9	189,545.93	7,746.84	Mag. No 65	.....	150.00
Mag. No 10	198,163.50	10,392.32	Mag. No 66	.....	962.28
Mag. No 11	312,961.35	6,478.00	Mag. No 68	.....	352.55
Mag. No 12	272,808.90	7,064.22	Mag. No 71	.....	153.19
Mag. No 13	62,667.90	5,211.72	Anc. No 28	92,299.12	5,923.55
Mag. No 14	104,491.45	4,748.59			
Mag. No 15	286,266.60	6,247.87			
Mag. No 16	163,388.30	6,455.52			
Mag. No 17	178,484.89	6,420.86			
Mag. No 18	195,851.94	6,207.57			
Mag. No 19	181,955.79	6,819.04			
Mag. No 20	306,799.85	8,160.69			
Mag. No 21	167,053.80	6,116.87			
Mag. No 22	326,421.92	6,848.25			
Mag. No 23	247,617.35	6,789.58			
Mag. No 24	262,485.10	6,545.79			
Mag. No 25	318,576.61	7,101.45			
Mag. No 26	84,466.30	5,662.94			
Mag. No 27	213,902.64	9,847.62			
Mag. No 28	15,060.00	353.91			
Mag. No 29	92,537.00	6,298.75			
Mag. No 30	99,775.35	6,536.11			
Mag. No 31	310,616.25	13,030.97			
Mag. No 32	330,133.15	11,755.69			
Mag. No 33	61,340.95	4,886.65			
Mag. No 34	493,101.80	8,716.72			
Mag. No 35	608,065.25	10,646.12			
Mag. No 36	346,478.70	7,518.59			
Mag. No 37	81,445.80	5,408.67			
Mag. No 38	577,848.25	14,709.58			
Mag. No 39	347,003.37	8,567.19			
Mag. No 40	61,685.40	5,475.73			
Mag. No 41	140,848.256	4,681.63			
Mag. No 42	29,702.35	3,461.38			
Mag. No 43	101,623.65	4,709.90			
Mag. No 44	625,686.00	7,849.27			
Mag. No 45	101,348.15	5,205.08			
Mag. No 46	61,954.47	4,657.34			
Mag. No 47	94,900.10	6,158.86			
Mag. No 48	24,654.04	3,434.54			
Mag. No 49	49,378.50	4,995.46			
Mag. No 50	646,479.25	15,092.71			
Mag. No 51	50,136.95	3,785.41			
Mag. No 52	31,664.50	3,518.11			
Mag. No 53	27,692.87	3,891.24			
Mag. No 57	43,686.47	1,211.77			
Mag. No 58	361,704.57	5,642.08			
Mag. No 59	72,382.05	3,966.97			

6. Les magasins ne font pas de profit, vu que le prix de vente leur est chargé au complet par le bureau-chef. Ces profits sont donc faits au bureau-chef.

#### Échanges de lots

**M. Smart (Westmount):** 1. Est-il vrai que le gouvernement aurait fait récemment des échanges de lots?

2. Si oui, avec qui?

3. Combien d'âres de la Couronne ont été échangés?

4. Où se trouvent situés les lots ou limites qui ont été échangés?

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):

1. Non.

2. 3. et 4. Réponse par 1.

#### Travaux de voirie dans Montmorency

**M. Dufresne (Joliette):** 1. Quels ont été les inspecteurs pour les travaux de voirie exécutés dans les paroisses de l'Ange-Gardien, Château-Richer et Sainte-Anne-de-Beaupré, dans le comté de Montmorency pendant l'année 1922?

2. Quelles étaient les qualifications de chacun desdits inspecteurs pour lesdits travaux?

3. Quel était leur salaire?

4. Quelle était l'épaisseur de pierre qui devait être mise sur lesdits chemins?

5. Quelle est l'épaisseur de pierre qui a été mise sur lesdits chemins où les travaux ont été exécutés?

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska):** 1. Arthur Talbot.

2. A 16 ans d'expérience dans la construction des chemins de fer et des chemins.

3. \$100.00 par mois.

4. Huit et dix pouces.

5. Huit, neuf et dix pouces.

### Barbiers

**M. Gauthier (Montréal-Sainte-Marie)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 149 concernant les barbiers de la province de Québec soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté sur division. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics.

### Heure de fermeture des magasins

**M. Caron (Hull)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 146 amendement les statuts refondus, 1909, relativement à la fermeture des magasins à bonne heure soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté sur division. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics.

### Voitures d'hiver

**M. Simard (Témiscamingue)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 147 amendement l'article 7630 des statuts refondus, 1909, relativement à la manière d'atteler les chevaux sur les voitures d'hiver, dans certains comtés soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics.

### Lutte au chômage

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat sur la motion dont elle a été saisie le lundi 18 décembre courant: Que le gouvernement soit prié de faire exécuter autant de travaux qu'il est en son pouvoir, afin d'aider à diminuer le chômage dans notre province.

L'honorable M. Lacombe (Montréal-Dorion): M. l'Orateur, lorsque mon honorable ami le député de Sainte-Marie a soulevé hier le débat sur l'importante question du chômage, j'ai écouté avec un intérêt tout particulier les justes remarques qu'il a faites ainsi que l'honorable député de Maisonneuve.

Je n'aurais donc pas voulu rester muet sur cette question et ne pas dire à mon tour combien je ressens les souffrances matérielles et morales du chômeur, souffrances que le député de Sainte-Marie, dans un tableau bien vivant, nous a si bien décrites au cours de ses remarques. C'est donc dire que je partage entièrement son opinion en autant que la gravité de la situation du chômage est concernée.

Cependant, M. l'Orateur, j'ajoute à mon tour, après avoir personnellement connu tous les ennuis qui résultent du chômage, après avoir peiné avec ces camarades dont je vois aujourd'hui avec tristesse la situation devenir de plus en plus embarrassante, par suite du manque de travail d'un grand nombre d'entre eux. Plusieurs ouvriers qui, pendant dix, quinze ans et plus, occupèrent des emplois permanents, sont venus me trouver, me suppliant de leur procurer de l'emploi, se trouvant réduits à la mendicité parfois, après avoir donné le meilleur de leur vie à l'industrie dont ils sont aujourd'hui les victimes. Ces ouvriers pourtant, et je l'affirme hautement, furent des travailleurs consciencieux, soucieux de leurs devoirs, des hommes qui avaient à cœur l'honneur de leur nom, des hommes qui ne reculaient jamais devant leurs obligations. C'est bien regrettable. Mon attitude, M. l'Orateur, sera donc bien comprise, quand moi aussi je me lève pour demander qu'on vienne en aide à ces infortunés.

Je puis dire ici qu'il y a quelque temps déjà j'eus une entrevue avec mon honorable collègue le ministre du Travail qui, croyez-le, désire lui aussi et de tout cœur, trouver la meilleure solution possible à ce difficile problème. Je lui ai fait plusieurs suggestions qui, je le crois, pourront aider à trouver la solution de ce problème, et je puis déclarer que nous avons trouvé certains moyens que mon honorable collègue énoncera tout à l'heure, moyens qui auront pour effet, j'en suis convaincu, d'améliorer le sort des sans-travail. En tant que les travaux publics provinciaux sont concernés, je crois pouvoir dire que les travaux de construction de l'annexe du palais de justice de Montréal vont être incessamment continués et que ceux du pont de l'Île Perrot viennent d'être commencés et seront activement poussés.

Je comprends que ces travaux ne pourront pas assurer du travail à tous ceux qui n'en ont pas, mais il est nécessaire que les efforts faits dans ce sens, par le gouvernement provincial, soient secondés par les autorités municipales et par l'industrie privée, qui devraient se faire un devoir d'employer le plus grand nombre d'ouvriers possible durant l'hiver. Comme mes collègues de Sainte-Marie et de Maisonneuve, je reconnais que la crise que nous ressentons ici est universelle, mais on admettra cependant que, dans la province de Québec, le chômage est beaucoup moins considérable que dans beaucoup d'autres endroits. À tout événement, quelle que soit la gravité de la crise du chômage dans notre province, il faut y remédier; mon honorable collègue, le ministre du Travail, en expliquant ses vues sur cette question, vous énoncera la solution qu'il croit acceptable pour résoudre le problème auquel nous avons à faire face.



Je veux que l'on vienne en aide à ces infortunés. En terminant, permettez-moi, M. l'Orateur, de féliciter bien sincèrement les honorables membres pour Sainte-Marie et Maisonneuve d'avoir intéressé la Chambre au sort de nos confrères qui souffrent, d'avoir soulevé ce débat et d'avoir suggéré différents moyens pour y remédier. Je suis heureux de me lever à mon tour pour demander qu'on leur vienne en aide. J'ose exprimer l'espoir que la motion présentée par le député de Sainte-Marie sera votée à l'unanimité par cette Chambre.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Je sympathise de tout cœur avec les sans-travail. Il ne faudrait pas avoir de cœur pour ne pas comprendre la misère des chômeurs, surtout en cette saison de l'année. Ces ouvriers qui manquent d'ouvrage doivent affronter les rigueurs de l'hiver sans pouvoir compter sur l'appui de personne, même pas du gouvernement. Il n'est pas nécessaire de représenter une division ouvrière et de s'intituler représentant ouvrier pour exprimer ses sympathies aux ouvriers et réclamer pour ceux-ci du travail et de l'emploi.

Il ne croit pas, comme l'a dit le député de Montréal-Dorion (l'honorable M. Lacombe) que le gouvernement ait fait tout ce qu'il aurait dû faire pour aider les chômeurs. Le gouvernement fédéral, dit-il, a promis de l'aide aux gouvernements provinciaux pour régler la question du chômage. J'ai été surpris d'apprendre que le gouvernement n'a rien reçu du gouvernement fédéral pour aider aux chômeurs. Je croyais qu'après des retards, le gouvernement avait consenti à accorder certains montants pour les sans-travail à Montréal. Dernièrement, on nous a dit que Québec n'avait rien eu.

Je ne crois pas que le gouvernement de Québec ait fait son devoir, car il n'a pas demandé de secours à Ottawa, et il n'en a pas obtenu. Il me semble qu'il serait facile au gouvernement de faire quelque chose pour venir en aide aux ouvriers. Il se dit heureux de constater que le ministre des Travaux publics et du Travail a l'intention de faire à la Chambre certaines déclarations à ce sujet. J'espère que le gouvernement va enfin, par l'entremise du ministre, annoncer qu'il aidera efficacement aux sans-travail.

Je me suis laissé dire que, dans Montréal et Québec, le gouvernement avait bien tardé à aider aux chômeurs; on m'a dit qu'à Québec on n'avait encore rien fait jusqu'à ces derniers jours et qu'à Montréal, le gouvernement avait agi seulement après de

nombreuses instances. Le proposeur de la motion débattue se contente d'inviter le gouvernement à faire quelque chose pour les chômeurs. Il faudrait une attitude plus complète. Il se propose aussi, conclut-il, de revenir un de ces jours sur ce sujet, car un homme libre peut aller plus loin qu'un partisan.

**M. Smart (Westmount)** appuie aussi sur l'importance de venir en aide aux sans-travail. Mais il reproche au gouvernement de n'avoir pas assez fait pour aider les chômeurs et de n'avoir pas poussé assez activement des travaux publics qu'il a entrepris. Le gouvernement, dit-il, effectue bien lentement ses travaux.

Il reproche au gouvernement sa façon de procéder dans la construction du palais de justice de Montréal. Après, dit-il, s'être renseigné auprès des constructeurs et des ingénieurs qui s'y connaissent, on lui a assuré que de la façon dont les travaux sont conduits, la taille seule de la pierre devant servir pour l'érection des murs de l'annexe durera au moins deux ans<sup>1</sup> par suite du retard à octroyer le contrat pour la pierre de taille (sic). Le gouvernement a manqué de lancer un appel d'offres pour la pierre de taille (sic) et, dans le cours normal des choses, n'importe quel entrepreneur prendrait au moins deux ans pour tailler cette pierre.

L'été dernier, le gouvernement a fait travailler des hommes pour construire l'infrastructure, les empêchant ainsi de travailler ailleurs pendant qu'il y avait beaucoup d'emplois de disponibles, les privant ainsi de tant de travail en cette période de chômage que signifie l'hiver. Il demande si cela est vrai et si le gouvernement va se hâter pour terminer ses travaux.

**L'honorable M. Galipeault (Bellechasse)** (Applaudissements) se dit d'accord avec les orateurs qui l'ont précédé en ce qui concerne l'opportunité plus que jamais d'aider aux sans-travail de notre province. Avec son collègue, (l'honorable M. Lacombe) dont il dit avoir fort apprécié les remarques, il croit que la crise du chômage, l'an dernier, était plus aiguë qu'elle l'est actuellement.

Et si cette crise est diminuée, si les ouvriers de Québec en ont moins souffert que ceux des autres provinces, même des autres pays, si les choses se sont bien passées, les ouvriers le doivent à la paternelle sollicitude du gouvernement à leur égard et à l'intérêt que nos législateurs ont toujours porté à l'amélioration de leur sort.

Cette année, je ne sais pas s'il y a une crise à proprement parler. On ne doit pas s'étonner si, à cette époque de l'année, il existe du chômage ici comme

ailleurs. La chose est d'ailleurs prévue depuis de nombreuses années, puisqu'elle ne manque jamais de se produire, surtout au début de la froide saison. Toutefois, dans Québec, bien peu d'ouvriers manquent de travail, pendant qu'à Montréal, la chose est pratiquement aussi disparue.

Le gouvernement n'a jamais manqué une seule occasion de contribuer à l'amélioration de la crise du chômage. Pour alléger le chômage, le gouvernement fera sa part, comme l'an dernier. Que la ville de Montréal, plus intéressée encore que le gouvernement, imite cet exemple et la situation ne sera pas grave. Si la ville de Montréal ou toutes les autorités municipales de la province font leur part, et y mettent de la bonne volonté, le chômage ne tardera pas à disparaître complètement dans cette province.

Le gouvernement a pris sur lui, depuis quelques années surtout, d'effectuer à des prix souvent très considérables, une foule de travaux. Dans la province entière l'an dernier, des travaux pour plus de \$38,000,000<sup>2</sup> ont été effectués dont plus de \$21,000,000 par le gouvernement, ce qui fait une augmentation très considérable sur les chiffres établissant le coût des travaux effectués au cours des années précédentes. La construction, depuis un an, n'a donc pas été inactive. Cet hiver, il y a de grands travaux de commencés et nous espérons que cela aidera à solutionner le problème.

Et le gouvernement a encore beaucoup d'autres travaux qu'il fera effectuer le plus tôt possible, cet hiver même, nonobstant les dépenses additionnelles qu'il encourra par ce fait. En autant que le gouvernement est concerné, l'on sait qu'il y a plusieurs bâtisses du gouvernement qui sont actuellement en construction. Lorsque l'honorable député de Westmount (M. Smart) s'est levé tout à l'heure, j'ai cru qu'il allait nous parler de la censure des journaux, dont il a annoncé la découverte à ses amis de Montréal, samedi dernier.

J'ai été surpris d'apprendre ces déclarations de mon honorable ami. En ce qui concerne le palais de justice de Montréal, il a l'air également bien renseigné, mais ses renseignements ne valent pas mieux pour ce qui est de la taille de la pierre que pour ce qui est de la prétendue censure. Je puis lui dire, cependant, que les travaux marchent rondement. Les plans pour le palais de justice ont été définitivement adoptés, et bientôt, peut-être même avant la fin de l'année, un appel d'offres sera lancé. La préparation de la pierre ne demandera pas deux années, mais au plus six mois et les ouvriers y trouveront du travail cet hiver. Dans quelques mois, le travail sera terminé.

Le ministère des Travaux publics se propose de plus de presser les travaux de construction pour toutes les entreprises. Il demandera des soumissions peut-être avant la fin de l'année, pour la construction de l'école des arts.

Quant à la crise du chômage et le difficile problème qu'elle constitue, ce n'est pas une question nouvelle et tous les gouvernements ont essayé de la résoudre. Leurs efforts furent réduits pratiquement à néant, même quand on dépensa des millions pour améliorer le sort des sans-travail.

L'honorable chef de l'opposition a prétendu que nous ne nous étions pas entendus avec Ottawa. L'honorable premier ministre et le ministre des Travaux publics et du Travail ont eu des conférences avec le ministre fédéral du Travail. Mais le système de l'aide aux chômeurs, tel que soumis par le gouvernement fédéral l'an dernier, était inapplicable et absolument impossible.

Le ministre du Travail à Ottawa a admis lui-même la chose. Le gouvernement a cru qu'il pouvait aider les ouvriers sans le concours du gouvernement fédéral. Il espérait que les travailleurs ne comptent pas seulement sur le gouvernement provincial, mais qu'ils fassent appel aussi aux municipalités. Pour ce qui est des subventions fédérales pour pallier au chômage, cela impliquait que les trois parties concernées en viennent à un accord sur les travaux à entreprendre. Il a souvent été difficile d'en venir à un tel accord.

Comme remède au chômage, on nous a suggéré la journée de huit heures. Cette question est bien discutée. Elle fut longuement étudiée et même adoptée lors de la conférence internationale de Genève, l'an dernier. J'ai eu l'honneur d'assister à cette conférence internationale du travail où je représentais le gouvernement. La France, qui avait adopté la journée de huit heures, a admis que cette prétendue réforme était un désastre, un véritable désastre pour l'industrie dont les travailleurs n'ont tiré aucun avantage.

Bien que la plupart des délégués aient alors voté en faveur de ce principe, quelques pays seulement voulurent assumer la responsabilité d'un semblable système; les principaux pays d'Europe surtout, refusant catégoriquement de favoriser ce système. D'autres pays ont refusé de l'adopter. Pour ma part, je ne crois pas que le fait de travailler une heure de moins par jour réglerait le problème du chômage chez les ouvriers ou contribuerait à diminuer la crise dans notre province. Ceux qui doivent payer la facture pourraient interpréter cela comme une hausse de salaire.

On nous a aussi suggéré la troisième équipe comme un moyen de diminuer le nombre des sans-travail. Le gouvernement est prêt à considérer la chose et, s'il est prouvé que ce moyen serait de nature à améliorer la situation, le gouvernement n'hésitera devant aucun sacrifice pour le mettre en pratique. En autant que les travaux du gouvernement sont concernés, il ne croit pas, dit-il, que beaucoup d'ouvriers puissent bénéficier de ce système. Ce serait une goutte d'eau dans le fleuve. Mais c'est possible et si on nous le demande, si l'on croit que cela serait de nature à aider les ouvriers, je serai heureux de soumettre le projet à mes collègues. Je leur soumettrai la question et me ferai un devoir de recommander l'adoption des trois équipes, telle que les ouvriers en font la demande.

La classe ouvrière de toute la province est assurée du dévouement du gouvernement à sa cause et du désir sincère de nos législateurs de les doter de lois généreuses qui contribueront à leur bonheur et à leur prospérité. Encore une fois, M. l'Orateur, le gouvernement espère que, grâce aux grands travaux qu'il a entrepris, nos ouvriers auront assez de travail pour traverser l'hiver sans trop d'ennuis. C'est notre vœu le plus ardent. (Applaudissements)

Et la motion étant mise aux voix, la Chambre l'adopte.

#### **Épiscopat et loi de l'assistance publique**

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) appelle le numéro 81 du feuillet.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** propose, appuyé par le représentant de Montréal-Saint-Georges (M. Gault), que, vu que les évêques de la province de Québec auraient représenté au premier ministre que la loi de l'assistance publique offre un danger pour l'autonomie des institutions de bienfaisance catholiques, le comité permanent des bills publics soit chargé d'inviter ces évêques à venir en personne ou par procureurs exposer leurs griefs devant ledit comité et de préparer et présenter un bill modifiant en conséquence la loi de l'assistance publique.

J'ai cru devoir faire cette motion à cause de l'attitude que j'ai prise dans le passé, sur la loi de l'assistance publique. Il croit, dit-il, rester fidèle à la conduite qu'il a tenue à ce sujet. Dans les débats antérieurs, dans toutes ses déclarations publiques, il a affirmé que la loi n'était pas conforme à la doctrine

qu'il professe et ne rend pas justice aux autorités religieuses. Depuis deux ans, dans cette Chambre comme au dehors, je me suis prononcé contre la loi de l'assistance publique, parce que son principe étatiste portait atteinte à des droits qui avaient toujours été considérés comme sacrés par les autorités religieuses. J'ai dit ici comme ailleurs que cette loi est dangereuse et porte atteinte au caractère sacré de la charité dans cette province. Je veux savoir si les autorités que je cite ont encore de la valeur dans ma province et dans cette Chambre. Si nous devons les mettre de côté, qu'on le dise, je veux le savoir pour orienter ma conduite. Je mets au défi le gouvernement de montrer que les autorités religieuses sont satisfaites de cette loi.

J'ai demandé à plusieurs reprises s'il est vrai que les autorités religieuses ont manifesté le désir de faire modifier cette loi. On a dit un peu partout que les autorités religieuses sont opposées aux principes et aux conditions de la loi de l'assistance publique, aux pouvoirs inquisitoriaux excessifs que la loi donne aux inspecteurs ou aux fonctionnaires du gouvernement. Des articles très sérieux ont été publiés dans les journaux et dans des revues, considérés comme les organes des autorités religieuses. Ils ont critiqué sévèrement cette loi; ils en ont signalé les vices et les remèdes possibles à leur apporter. On a dit que les évêques avaient prétendu que cette loi offrait un gros danger pour l'autonomie de nos institutions privées de bienfaisance.

Le gouvernement a toujours nié cette prétention et affirmé que la loi avait la confiance des autorités religieuses. C'est en raison de cette divergence que je demande que l'on invite les évêques ou leurs représentants devant le comité, afin de recevoir une direction convenable. Il s'agit de savoir qui a tort, si l'on a vraiment considéré cette loi comme dangereuse pour nos institutions de bienfaisance, s'il est vrai que le gouvernement a refusé de retirer cette loi lorsqu'on le lui a demandé, du moins de ne pas l'amender en ce qui concerne les institutions protestantes, enfin s'il est vrai qu'on a refusé de l'amender de façon à sauvegarder l'autonomie des institutions catholiques. Les institutions protestantes n'auraient pas été traitées de même façon dans l'application de la loi que les institutions catholiques. Le gouvernement devrait au moins, s'il ne voulait pas retirer sa loi, laisser fonctionner cette législation pour les établissements protestants ou autres, mais la modifier de manière à assurer la sauvegarde de l'autonomie des institutions catholiques.

Des plaintes sérieuses ont ainsi été faites concernant une foule de clauses de la loi et si les évêques, qui ont enregistré la plupart de ces plaintes, étaient assignés devant le comité des bills publics, ces derniers pourraient suggérer plusieurs amendements qui rendraient probablement la loi sinon parfaite, du moins plus efficace pour le soulagement de ceux qui sont désignés pour en bénéficier.

On a dit que les autorités religieuses étaient opposées au pouvoir inquisitorial trop excessif. Je veux savoir si le gouvernement a reçu un document signalant le danger de cette législation pour l'autonomie des institutions catholiques. Si le premier ministre a reçu un document épiscopal, qu'en a-t-il fait? A-t-il respecté les demandes qui lui étaient adressées? Quelles sont ces demandes? La Chambre pour s'éclairer, a voulu connaître ce document - au moins une partie de la Chambre - mais le premier ministre a répondu: "Ce document est confidentiel". Des personnes hautement autorisées continuent à critiquer cette loi. C'est pourquoi, je fais motion pour que le comité permanent des bills publics soit chargé d'inviter les évêques à venir en personne ou par procureur exposer leurs griefs devant lui et pour qu'il prépare et présente un bill modifiant en conséquence la loi. Les évêques ou leurs procureurs, cela veut dire leurs représentants religieux ou avocats.

Je comprends que l'on pourrait laisser les protestants bénéficier de la loi actuelle, qu'ils trouvent acceptable, mais ne pourrait-on pas la modifier, dans le sens que veulent les membres de l'épiscopat de notre province? Qu'y a-t-il d'irrespectueux dans cette conduite? Il n'y a pas de mal à cela! Les membres de cette Chambre ne doivent-ils pas chercher à s'éclairer sur une affaire aussi importante? Ne peut-on se renseigner surtout sur une législation aussi difficile? Il me semble que j'ai fait mon devoir vis-à-vis des autorités religieuses, qui ont toujours eu, dans le passé, leur mot à dire dans le règlement de ces questions.

Ce n'est que depuis quelques mois que c'est un crime dans cette province que de se pencher vers l'autorité religieuse pour lui demander son opinion, et que l'on fait un crime au chef de l'opposition, parce qu'il cherche à se renseigner; la presse ministérielle m'injurie à ce sujet, mais on ne m'empêchera pas de faire mon devoir. Et je crois que la Chambre sera de mon avis. Quel mal y a-t-il? N'ai-je pas le droit de vouloir me renseigner à pareille source? N'est-ce pas mon devoir? Pourquoi pour cela me dire, me faire tant d'injures dans les organes du gouvernement?

Est-ce vrai ou non que les autorités religieuses ne sont pas satisfaites de la loi? Si c'est vrai, n'ai-je pas raison de vouloir la modifier? Pas une autorité religieuse, pas un évêque, pas un prêtre m'a dit que je devais accepter cette loi et que je me trompais en la critiquant. J'occupe une position officielle dans cette province et il me semble que je mérite tout autant que le premier ministre d'être renseigné sur la législation qui affecte la doctrine religieuse. Je l'ai été aussi, et j'ai respecté l'enseignement, les conseils que j'ai reçus. Le premier ministre a-t-il respecté les demandes, les conseils qu'il a reçus?

On a parlé d'indiscrétions commises dans la rédaction de cette motion. L'organe du gouvernement a dit que je m'étais trompé, que le document des évêques ne condamnait pas la loi. Comment le savait-il si le document est secret? De deux choses l'une: ou bien le rédacteur a vu le document, ou non. S'il ne l'a pas vu, comment peut-il dire cela, et s'il l'a vu, comment peut-on refuser aux députés de cette Chambre d'en prendre connaissance, eux qui devraient être renseignés les premiers. En quoi cette motion constitue-t-elle un manque de respect envers l'autorité? Où est le mal à exprimer le désir de se renseigner à la source de vérité? Je crois que ma conduite est digne d'un homme soucieux du respect de l'autonomie des institutions religieuses et de l'ordre public.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Le chef de l'opposition, par sa motion, demande ce qui suit: "Que vu que les évêques de la province de Québec auraient représenté au premier ministre que la loi de l'assistance publique offre un danger pour l'autonomie des institutions de bienfaisance catholiques, le comité permanent des bills publics soit chargé d'inviter ces évêques à venir en personne ou par procureurs exposer leurs griefs devant ledit comité et de préparer et présenter un bill modifiant en conséquence la loi de l'assistance publique."

L'honorable chef de l'opposition nous a parlé de l'attitude qu'il a prise sur la loi de l'assistance publique. Il a beaucoup critiqué la loi dans son discours, il a parlé de ses principes, mais à la vérité, il n'a pas insisté sur l'opportunité d'amener les évêques de la province de Québec à la barre du comité des bills publics. Je suppose qu'il a été mieux avisé. A-t-il réalisé, depuis qu'il a présenté sa motion, qu'il était mieux de ne pas insister? Peut-être a-t-il réfléchi depuis sur l'inconvenance du procédé. Je le crois.

Le chef de l'opposition a laissé entendre que l'épiscopat a demandé de rejeter la loi, alors qu'il n'en a pas été question. En toute rigueur, j'aurais pu soulever un point d'ordre, j'aurais pu vous demander, M. l'Orateur, de rejeter cette motion, comme hors d'ordre, car elle suppose, dans son préambule, une chose qui n'existe pas quand elle dit que les évêques auraient demandé l'abrogation de la loi... Mais je n'ai pas voulu.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** veut placer une interruption et en demande la permission.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Pourvu que ce soit la dernière.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Ma motion ne dit pas cela.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Que veut dire alors le passage: "charger les évêques de préparer et présenter un bill modifiant en conséquence la loi de l'assistance publique"? Mais je n'insiste pas là-dessus et je crois que le chef de l'opposition lui-même préfère ne pas insister. Et s'il n'a pas d'interruption plus sérieuse, je le prierais de ne plus en faire!

Le chef de l'opposition a parlé de quelque chose qui s'est présenté dans cette Chambre. Il a fait allusion à un document dont il a demandé la production dès l'année dernière et dont on a refusé la production. L'année dernière, je l'ai dit au chef de l'opposition, les évêques de cette province m'ont adressé un document marqué secret et confidentiel. Mon honorable ami, le chef de l'opposition, à deux reprises a demandé la production de cette lettre, je la lui ai refusée. Je lui ai répondu qu'il s'agissait là d'une lettre confidentielle. En voici la preuve. Je vais lire à la Chambre un passage de la lettre qui l'accompagnait.

Sa Grandeur Mgr Roy, y dit en substance: "Cette lettre est confidentielle et nous voudrions qu'elle ne fût communiquée ni au cabinet ni au Parlement"<sup>3</sup>.

Y a-t-il un homme d'honneur, qui, après avoir reçu une semblable requête, jetterait ce document dans le public? L'honorable chef de l'opposition pourrait nous provoquer, nous insulter, comme il l'a fait déjà, la presse à sa solde pourra insinuer ce qu'elle voudra, j'aime mieux qu'on aille jusqu'à laisser entendre que notre loi n'est pas approuvée par les évêques que de trahir la confiance que ceux qui m'ont écrit ce document ont mise en moi.

(Applaudissements)

Que ce soit des évêques ou qui que ce soit, quand on vient nous demander de garder un document sous le sceau personnel, il faudrait avoir peu d'honneur pour aller manquer ainsi à la discrétion, même sous les menaces du chef de l'opposition, même sous les insinuations; que le chef de l'opposition nous dise ce qu'il voudra, il ne me fera pas trahir la confiance que l'on m'aura accordée. Mes correspondants m'ont d'ailleurs bien dit "qu'ils n'entendaient pas prendre le public comme interprète de leurs confidences".

Je ne veux pas entrer dans les détails, mais dans ce document personnel, l'on demandait une chose qui est maintenant publique et dont je peux parler. Si le chef de l'opposition a eu connaissance de ce document, il doit savoir alors qu'une allusion y était faite à la loi des cités et villes. On nous demandait, au sujet de la refonte de la charte des cités et villes, de rendre le texte des clauses qui ont trait à l'exemption des taxes pour les communautés religieuses, le même que celui qui existe dans le Code municipal.

Un seul document a été publié, au sujet de cette législation adoptée en cette Chambre et de l'épiscopat, c'est une lettre que j'ai reçue du notaire Jos. Sirois, m'adressant copie d'une autre lettre de Son Éminence le cardinal Bégin. Je ne veux pas discuter le document épiscopal, mais citer simplement une chose réglée. Dans cette lettre, le vénérable archevêque disait que l'épiscopat accepterait dans la loi des cités et villes, le texte du Code civil. C'est ce que nous avons fait. Le texte inséré dans la loi est mot pour mot celui demandé par le représentant du cardinal. Voici du reste le texte de ces deux lettres:

Québec, 23 novembre 1922

M. Joseph Sirois  
Notaire, Québec.

Mon cher notaire,

Il y a actuellement, devant la Législature de Québec, un projet de loi no 3 concernant les cités et villes. L'article 492 détermine les biens non imposables. Il nous est absolument impossible d'accepter les dispositions de cet article. Cependant, parlant au nom de ceux de mes collègues de l'épiscopat qu'il m'a été possible de consulter et en mon nom, je vous autorise à informer l'honorable premier ministre de la province que nous consentirions, dans les circonstances, à accepter un texte dont la portée serait celle des articles 693 et 694 du Code municipal de la province.

Je vous serais reconnaissant de faire auprès du gouvernement provincial toutes les démarches que vous jugerez nécessaires pour obtenir cette substitution du texte.

Bien à vous  
(Signé) L.-N. card. Bégin.

Québec, 18 décembre 1922

L'honorable L.-A. Taschereau,  
Premier ministre de la province de Québec  
Hôtel du Gouvernement  
Québec.

Monsieur le Premier Ministre,

Par la lettre en date du 23 novembre dernier, Son Éminence le cardinal Bégin m'a autorisé en son nom et au nom de ses collègues de l'épiscopat qu'il lui avait été possible de consulter, à vous informer qu'il consentait, dans les circonstances, à accepter au lieu du projet d'article 492 de la loi des cités et villes, un texte dont la portée serait celle des articles 693 et 694 du Code municipal de la province.

Vous m'avez soumis un texte que je considère avoir cette portée, et je l'ai approuvé.

Veuillez agréer, Monsieur le premier ministre, l'expression de ma considération la plus distinguée.

(Signé) Jos. Sirois.

Cependant, en dépit de cette approbation des autorités, nous avons vu les journaux qui nous critiquent venir dire qu'ils ne sont pas satisfaits et que cette loi est odieuse. Ils nous ont critiqués et nous critiquent encore, ces journaux à la solde du chef de l'opposition. Mais nous avons la conscience en paix à ce sujet. Ce qui a satisfait le cardinal Bégin évidemment devrait satisfaire tous les autres catholiques, tous les bons catholiques de la province, il me semble. C'est donc une école qui ne saurait être satisfaite, même quand les autorités religieuses le sont. Il y a des gens qu'on ne satisfera jamais, et si jamais ils le sont, nous aurons probablement eu tort de les satisfaire. Il faudrait que le gouvernement fasse quelque chose qui ne serait pas correct. Le chef de l'opposition a-t-il eu connaissance de cette lettre confidentielle? Je ne le sais pas.

L'honorable chef de l'opposition a demandé dans sa motion que les évêques soient amenés devant

le comité des bills publics, afin de les interroger et de modifier la loi de l'assistance publique. Cette demande du chef de l'opposition, je n'ai pas peur qu'elle se réalise. Je voudrais que les évêques viennent dire ce qu'ils pensent de notre loi. S'ils désirent venir parler, le chef de l'opposition serait peut-être étonné de ce qu'ils diraient. Mais ils ne désirent pas se rendre aux désirs du chef de l'opposition et affronter ses inquisitions. Je leur ai proposé de venir, et demandé à quelques-uns si tel était leur désir. Nous avons en particulier écrit à Sa Grandeur Mgr Paul-Eugène Roy et voici ce qu'il a répondu:

Archevêché de Québec, 19 décembre 1922

À l'honorable M. L.-A. Taschereau,  
Premier ministre de la province de Québec

Monsieur le Premier Ministre,

Dans votre lettre du 18 courant, vous me demandez si c'est le désir des évêques de comparaître devant le comité des bills publics pour faire connaître leurs griefs contre la loi de l'assistance publique.

Je ne puis évidemment parler au nom de mes vénérés collègues, que je n'ai pas le temps de consulter à ce sujet. Mais, après avoir fait part de votre demande à Son Éminence le cardinal Bégin, je puis vous déclarer que ce n'est pas son désir, non plus que le mien, de recourir au procédé suggéré par la motion que vous nous communiquez.

Je vous prie, Monsieur le Premier Ministre, d'agréer l'assurance de mon religieux dévouement,

(Signé) P.-E. Roy,  
Archevêque de Séleucie.

Nous nous sommes aussi adressé à l'administrateur du diocèse de Montréal. Et voici le texte du message que j'ai reçu de Mgr Gauthier.

Montréal, 9 décembre 1922

Honorable M. Taschereau,  
Québec.

Aucun désir comparaître devant comité bills publics au sujet assistance publique.

(Signé) Mgr Gauthier

C'est que ces questions-là se règlent autrement qu'en comparaisant devant le chef de l'opposition. Mais, j'espère que le chef de l'opposition persistera dans sa motion. Que l'honorable chef de l'opposition la soumette maintenant aux voix, nous lui prêterons des députés, s'il n'a pas les cinq voix requises pour demander un vote, j'ai confiance que la Chambre refusera d'adopter sa motion.

La loi de l'assistance publique, je suis heureux d'en parler. Nous avons accepté au sujet de l'assistance publique toutes les suggestions qu'on a bien voulu nous faire. Nous avons fait de bonnes lois dans cette province, nous n'en avons pas fait de meilleures. (Applaudissements)

Il n'y en a pas dont je sois plus fier. Elle est basée sur un principe très juste. Le principe de cette loi, c'est que ceux qui sont riches, qui s'amuse et qui ont de l'argent paient pour ceux qui souffrent. Cette loi a donné déjà une somme d'un million de dollars pour les gens qui souffrent et qui pleurent. Notre loi est en opération depuis un peu plus d'un an, elle est établie depuis le 1<sup>er</sup> septembre 1921, et déjà, nous avons donné plus d'un million aux malheureux<sup>4</sup>.

La loi ne convient pas à la théologie du chef de l'opposition, elle offense ses vertus, les vertus qu'il prêche et que, j'espère, il pratique aussi. Quarante-vingt-dix institutions catholiques ont pourtant reconnu cette loi, 90 institutions de bienfaisance, dont 60 sont dirigées par des religieux et des religieuses qui ont agi avec l'autorisation de l'épiscopat; ce qui veut dire que ses principes ne sont pas aussi mauvais que mon honorable ami le prétend. Évidemment, ils n'ont pas, ceux-là, été arrêtés par les principes qui ont si fortement scandalisé l'âme candide du chef de l'opposition.

La loi de l'assistance publique ne sera pas abolie, elle ira de l'avant. Hier encore, la crèche de la Miséricorde de Montréal, qui est dirigée par des religieuses, est venue se ranger sous la loi. Évidemment, la loi s'accorde avec la théologie d'institutions catholiques.

Si l'honorable chef de l'opposition veut prendre un jour de congé, qu'il reste un jour à Québec après la session, qu'il vienne voir le bien que nous avons fait à la crèche de Québec que la loi a littéralement sauvée de la faillite. On a pu faire avec cet argent des améliorations qui ont eu pour résultat de considérablement diminuer la mortalité infantile. La mortalité infantile y a été réduite de 50 %. Nous lui montrerons aussi l'hôpital Laval. En outre, un comité, qui compte un évêque à sa tête et sera dirigé

par des religieuses, vient de demander \$200,000, pour un hôpital des tuberculeux à Québec qui comptera 600 lits. Nous leur accorderons!

À Montréal, on a demandé \$150,000 pour un hôpital antituberculeux et le gouvernement les a accordés. Nous allons donner ces sommes. Il n'y a que l'honorable chef de l'opposition qui s'en scandalise; mais malgré tous les scandales que peut porter notre loi dans sa belle âme, la loi de l'assistance publique continuera à faire du bien dans la province de Québec. Nous allons continuer à l'appliquer. Et, je le répète, je serai fier de cette loi, l'une des meilleures que nous ayons jamais votée.

Maintenant, si, comme le veut le chef de l'opposition, si les évêques ont des représentations à faire, ils feront comme par le passé et ils trouveront toujours le gouvernement des mieux disposés à entendre leurs représentations; et si l'épiscopat a des griefs contre cette loi, nous serons toujours heureux de les entendre. Nous serons toujours là avec notre esprit large, tolérant, pour écouter les représentations.

Le gouvernement ne se rendra pas à la motion du chef de l'opposition et espère que la Chambre ne s'y rendra pas non plus; mais il existe d'autres moyens de connaître les désirs des évêques et de s'y conformer. Le gouvernement les a employés et il les emploiera encore, qu'il s'agisse du clergé catholique ou protestant, il recevra des suggestions avec le même esprit tolérant. Les institutions catholiques et les institutions protestantes ont toujours été traitées également, quoi qu'en ait dit le chef de l'opposition, et l'on continuera d'en agir de la sorte. Nous devons assurer la Chambre que ce traitement a été absolument le même des deux côtés. La loi ne fait aucune différence entre les institutions protestantes et les institutions catholiques. Nous avons dans cette province un régime pareil pour toutes les religions.

C'est à cette condition que notre province gardera sa belle réputation. Dans cette province, toutes les races et toutes les religions sont traitées sur un pied d'égalité dans cette province. C'est pour cette raison que la province de Québec continuera à marcher dans la voie du progrès. C'est la manifestation de cet esprit de tolérance qui a fait que la province de Québec est probablement, de toutes les provinces de la Confédération, la plus bienveillante, celle où règnent le plus la paix, l'harmonie et la concorde. (Longs applaudissements)

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** L'amertume du premier ministre me surprend. Il me prête des intentions que je j'ai pas. Je n'ai jamais voulu amener

les évêques devant le comité pour amender la loi; j'ai voulu les faire inviter à se faire représenter par des procureurs, et c'est le comité qui aurait proposé les amendements qu'ils auraient suggérés. Quel mal y-a-il à cela? Est-ce que la Chambre va se priver des représentations que peuvent avoir à lui faire les membres de l'épiscopat?

Le premier ministre a déplacé la question pour se donner une apparence de raison. Il ne s'agit pas de la loi des cités et villes, mais de la loi de l'assistance publique. Pas un évêque ne dit qu'il approuve la loi de l'assistance publique, ni Mgr Roy, ni Mgr Gauthier. Est-ce que le premier ministre va prétendre que ceux qui n'ont pas confiance dans cette loi, au point de vue de la doctrine, sont des menteurs?

Le premier ministre a reçu des lettres, il n'a pas montré celles qu'il a envoyées pour en recevoir des réponses. Il faudrait connaître ces lettres que le premier ministre a écrites aux évêques pour juger du sens exact des réponses. En tous cas "je ne désire pas aller", cela ne veut pas dire "je ne veux pas" ou "je désire ne pas y aller". Ces réponses ne prouvent pas que les évêques approuvent la loi de l'assistance publique. Plusieurs évêques sont déjà venus devant le comité, notamment Nos Seigneurs Gauthier et Forbes, lors de l'adoption de la charte de l'Université de Montréal, Mgr Lepailleur, etc., et on n'a pas trouvé la chose étrange.

D'ailleurs, les évêques, comme l'indique clairement la motion, n'auraient eu à envoyer que leurs représentants. Le premier ministre veut-il dire que les autorités religieuses qui publient des articles dans leurs revues ont critiqué à tort la loi de l'assistance publique.

Le premier ministre a bien dit que le gouvernement avait payé des milliers de dollars selon cette loi aux institutions religieuses. Mais, il ne s'agit pas d'un montant d'argent à défendre ou à demander, mais d'une question très élevée, d'une question de principe et de doctrine.

Il fait remarquer que les autorités ecclésiastiques n'ont jamais démenti les déclarations qu'il a faites et il a été informé à plusieurs reprises que leurs vues étaient conformes à ses prétentions. Le gouvernement aurait pu accorder des octrois en faisant une loi comme les évêques en voulaient une. Je reste convaincu qu'on a fait d'énergiques représentations au gouvernement et que la Chambre devrait les écouter.

Ce n'est pas seulement le chef de l'opposition qui désire des amendements à la loi de l'assistance

publique. Cette demande est formulée dans des revues religieuses...

**M. l'Orateur** fait remarquer que le chef de l'opposition s'écarte de la question en réplique, le premier ministre n'ayant pas parlé de ces revues religieuses dans son discours.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Le premier ministre a prétendu que le chef de l'opposition est le seul de son opinion en condamnant la loi de l'assistance publique. J'ai donc le droit d'établir que je ne suis pas le seul de mon opinion.

Il admet, dit-il, qu'on n'a pas le droit d'exiger du premier ministre la publication de la lettre des évêques, mais les députés ont le droit, aussi bien que le premier ministre, d'être renseignés sur le sentiment du clergé quant à la loi de l'assistance publique.

C'est le devoir pour moi de chercher d'amender cette loi, à la rendre meilleure; c'est pour cela que je présente ma motion, et quels que soient les moyens que le premier ministre emploie pour y faire obstacle, je la soumets quand même à la considération et à l'approbation de cette Chambre.

Il réclame le vote sur sa motion<sup>5</sup>.

La motion étant mise aux voix, la Chambre se divise et, sur la demande qui en est faite, les noms sont enregistrés ainsi qu'il suit:

**Pour:** MM. Dufresne, Gault, Renaud, Sauvé, Smart, 5.

**Contre:** MM. Ashby, Bédard, Bergevin, Bissonnet, Bordeleau, Bouthillier Bugeaud, Bullock, Cannon, Caron (Hull), Caron (Îles-de-la-Madeleine), Cédilot, Conroy, David, Desjarlais, Dufour (Charlevoix-Saguenay), Dufour (Matane), Farand, Forest, Forget, Fortier, Galipeault, Gaudrault, Gauthier, Godbout, Grégoire, Hamel, Hay, Lacombe, Laferté, Lafrenière, Lahaie, Lapierre, Laurendeau, Leclerc, Lemieux (Gaspé), Lemieux (Wolfe), Madden, McDonald, Mercier fils (Chateauguay), Mercier (Trois-Rivières), Miles, Moreau, Nicol, Oliver, Ouellet (Dorchester), Ouellette (Yamaska), Paquet (Montmagny), Péloquin, Perrault, Phaneuf, Philps, Pilon, Poulin, Reed, Ricard, Richard, Roy, Saurette, Simard, Taschereau, Vautrin, 62.

La motion est rejetée.

#### Messages du Conseil législatif:

**M. l'Orateur** informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant: Le Conseil législatif informe l'Assemblée



législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

- bill 24 concernant le département de la voirie;
- bill 44 amendant la loi autorisant un emprunt pour aider à la colonisation;
- bill 48 amendant la loi des grèves et contre-grèves municipales;
- bill 95 constituant en corporation la Société coopérative fédérée des agriculteurs de la province de Québec.

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, avec certains amendements qu'il l'a prie d'agréer, le bill suivant:

- bill 94 amendant la loi concernant la succession de feu John Pratt.

#### **Succession John Pratt**

La Chambre procède à la prise en considération des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 94 amendant la loi concernant la succession de feu John Pratt. Les amendements sont lus deux fois et adoptés. Le bill est retourné au Conseil législatif.

#### **Enseignement forestier**

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 41 pour développer l'enseignement forestier, l'enseignement de la papeterie et activer les recherches forestières.

Adopté.

Il informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolutions et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

#### **En comité:**

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay) propose: 1. Qu'une somme de quarante mille dollars, payable sur le fonds consolidé du revenu, soit affectée à l'achat des terrains et au paiement du coût de construction et d'équipement de l'école des gardes forestiers, mentionnée au paragraphe 1 de la

section 1 de la loi qui accompagne les présentes résolutions, et qu'une allocation annuelle de vingt mille dollars soit affectée aux dépenses du maintien et de l'entretien de ladite école.

2. Qu'une somme de trente mille dollars, payable sur le fonds consolidé du revenu, soit affectée au coût d'installation et d'équipement des écoles ou chaires destinées à l'enseignement de la papeterie mentionnées au paragraphe 2 de la section 1 de la loi qui accompagne les présentes résolutions, et qu'une allocation annuelle de vingt-cinq mille dollars soit affectée aux dépenses du maintien et de l'entretien desdites écoles ou chaires.

3. Qu'une somme de cinquante mille dollars, payable sur le fonds consolidé du revenu, soit affectée à l'achat de terrains, aux frais de construction, et au coût des installations et de l'équipement des stations et laboratoires de recherches forestières mentionnées au paragraphe 3 de la section 1 de la loi qui accompagne les présentes résolutions, et qu'une allocation annuelle de vingt-cinq mille dollars soit affectée aux dépenses du maintien et de l'entretien de ces stations et laboratoires.

4. Qu'il sera loisible au lieutenant-gouverneur en conseil, aux conditions qui pourront être arrêtées entre lui et le syndicat financier de l'Université Laval, à Québec, d'accorder audit syndicat une somme annuelle de quinze mille dollars pour aider au maintien d'une chaire ou école d'enseignement forestier et d'arpentage.

Les ingénieurs, explique-t-il, iront parfaire leurs études à cette école de papeterie, destinée à augmenter la production de la grande industrie de pâte et papier dans la province.

Il parle aussi de la demande d'une somme pour l'université Laval, où l'on va créer une chaire de génie forestier et d'arpentage.

Les résolutions sont adoptées.

#### **Résolutions à rapporter:**

Le comité fait rapport qu'il a adopté plusieurs résolutions, lesquelles sont lues deux fois et adoptées.

Il est ordonné que lesdites résolutions soient renvoyées au comité général chargé d'étudier le bill 41 pour développer l'enseignement forestier,

l'enseignement de la papeterie et activer les recherches forestières.

**Enseignement  
forestier**

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 41 pour développer l'enseignement forestier, l'enseignement de la papeterie et activer les recherches forestières soit maintenant lu une deuxième fois.

Il y a eu des consultations pendant un certain temps avec les sociétés de pâte des bois et avec la société de protection, mais les mesures en cours ont été arrêtées à cause de la guerre. L'école des gardes forestiers a pour but de former des gardes forestiers et des préposés au contrôle du mesurage des bois dans leurs fonctions, et elle serait complémentaire à l'école des ingénieurs forestiers de Québec. Cette école ne permettrait pas seulement de former des jeunes recrues, mais aussi de donner la possibilité aux employés actuels du gouvernement de parfaire leur éducation professionnelle, tout comme aux employés des sociétés protectrices.

Il (l'honorable M. Mercier fils) ne peut pas dire où l'école sera construite, mais elle devra nécessairement être le plus près possible des zones forestières, ainsi que des terres qu'il faudra reboiser et des usines, de manière à ce que l'on n'enseigne pas que la théorie, mais aussi la pratique. Il croit que le cours régulier sera d'environ deux ans, dont six mois, divisés par intervalles, seront consacrés à la théorie, et dix-huit mois, à la pratique. Dans l'organisation de cette école, le dessin devra être enseigné; on devra y installer un laboratoire et un petit musée pour enseigner aux étudiants les différentes sortes de bois. De telles écoles existent déjà dans d'autres pays comme la Suède et les États-Unis.

En ce qui concerne l'école de fabrication de papier, l'intention du gouvernement était de donner à cette école environ le même caractère que celle de Grenoble en France. Cette école a été fondée, il y a quinze ans, et elle a donné de bons résultats. Il y aura une école primaire en relation avec l'école principale, où les étudiants qui travaillent auront la chance d'étudier une partie de la journée et de travailler dans les usines à proximité le reste du temps. Le gouvernement a déjà reçu des promesses d'appui pour ce projet de la part des associations forestières. Le cours sera probablement aussi d'une durée de deux ans.

En ce qui a trait aux projets de laboratoire et de recherche, le gouvernement veut faire tout son possible pour protéger les forêts. L'idée est d'étudier

les différentes causes qui contribuent à la destruction des forêts, plus particulièrement les insectes et les fungus, qui ont fait tant de dommages à certaines espèces d'arbres au Québec et ailleurs au Canada. Une étude va aussi être entreprise sous forme d'expérience pour trouver des utilisations aux produits dérivés du bois, de manière à utiliser les déchets, pour en faire du charbon de bois, de l'alcool méthylique et d'autres produits.

J'espère que d'ici l'automne prochain, les écoles seront en partie ouvertes.

La proposition est adoptée. Le bill est renvoyé au comité général.

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay) propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté.

**En comité:**

Les articles 1 à 4 sont adoptés.

Le comité étudie l'article 5 qui se lit ainsi:

"5. Le ministre des Terres et Forêts est autorisé à recevoir les contributions, subsides ou donations que des sociétés ou des particuliers pourront donner ou faire, dans le but d'aider au développement et au bon fonctionnement des diverses écoles d'ingénieurs et de gardes forestiers, de l'école de papeterie ou des stations et laboratoires de recherches forestières. Ces contributions, subsides, ou donations formeront des fonds spéciaux désignés chacun sous le nom de l'institution à laquelle ces contributions, subsides ou donations auront été attribués par le donateur et ils seront administrés par le ministre des Terres et Forêts."

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay): Il est dans l'intention du gouvernement de travailler en collaboration avec les industries de pâtes et papier. Ce point est souligné dans cet article de la loi.

L'article 5 est adopté.

Le comité étudie l'article 6 qui se lit ainsi:

"6. Il est loisible au lieutenant-gouverneur en conseil, aux conditions qui pourront être arrêtées entre lui et le syndicat financier de l'Université Laval, à Québec, d'accorder audit syndicat une somme annuelle de quinze mille dollars pour aider

au maintien d'une chaire ou école d'enseignement forestier et d'arpentage."

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay): L'Université est dotée d'une telle école depuis quelques années et a reçu \$12,000 par année à cette fin, et l'augmentation est, par conséquent, de \$3,000. G.-C. Piché, le chef du service de la foresterie de la province, deviendra de plein droit l'inspecteur général des enseignements forestiers et de la papeterie et directeur général des stations ou laboratoires de recherches forestières.

L'article 6 est adopté.

Les articles 7 à 9 ainsi que le préambule sont adoptés.

Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **Convictions sommaires**

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 186 amendant la loi des convictions sommaires de Québec soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité général.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **Archives des cours de circuit**

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 171 amendant les statuts refondus, 1909, relativement

aux dossiers et archives des cours de circuit soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité général.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **Ivrognes d'habitude**

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 187 amendant le Code civil, relativement à l'internement des ivrognes d'habitude, soit maintenant lu une deuxième fois.

Cela est du ressort de la loi de l'interdiction prononcée par un juge, conséquemment au rapport d'un conseil de famille. Actuellement, un juge n'a pas d'autre option que d'interner un ivrogne d'habitude dans un asile. Selon le bill, le juge peut ordonner d'office l'internement de tels ivrognes d'habitude pour une telle période de temps jugée nécessaire; ceci dans le but de leur donner une chance de guérir.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité général.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose que le bill soit lu une troisième fois à la prochaine séance.

Adopté.

#### **Conditions de travail**

**L'honorable M. Galipeault (Bellechasse)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 182 concernant la création d'une commission, relativement à certaines conditions du travail dans la province.

Adopté.

Il informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolutions et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

#### En comité:

**L'honorable M. Galipeault (Bellechasse)** propose: 1. Que les membres de la commission qui pourra être nommée en vertu de la loi qui accompagne les présentes résolutions, pour s'enquérir des conditions de travail en cette province, relativement aux système ou systèmes qu'il conviendrait d'établir pour fixer et déterminer les indemnités ou compensations dans le cas d'accidents soufferts par les ouvriers dans le cours ou à l'occasion de leur travail, recevront l'indemnité fixée par le lieutenant-gouverneur en conseil.

2. Que cette indemnité et les dépenses encourues par la commission seront payées sur le fonds consolidé du revenu de la province.

Les résolutions sont adoptées.

#### Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté plusieurs résolutions, lesquelles sont lues deux fois et adoptées.

Il est ordonné que lesdites résolutions soient renvoyées au comité général chargé d'étudier le bill 182 concernant la création d'une commission, relativement à certaines conditions du travail dans la province.

**L'honorable M. Galipeault (Bellechasse)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 182 concernant la création d'une commission, relativement à certaines conditions du travail dans la province, soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité général.

**L'honorable M. Galipeault (Bellechasse)** propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

**L'honorable M. Galipeault (Bellechasse)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### Vues animées

**L'honorable M. Nicol (Richmond)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 11 amendant les statuts refondus, 1909, concernant les exhibitions de vues animées.

Adopté.

Il informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolution et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

#### En comité:

**L'honorable M. Nicol (Richmond)** propose: Que les commissaires et le secrétaire du Bureau de censure des vues animées nommés en vertu de l'article 3713e des statuts refondus, 1909, tel qu'édicte par la loi 3 George V, chapitre 36, section 1, recevront, au lieu de la rémunération mentionnée à l'article 3713m desdits statuts refondus, tel qu'amendé, la rémunération annuelle fixée par le lieutenant-gouverneur en conseil, mais n'excédant pas:

Pour le président .....	\$2,500.00
Pour un commissaire .....	\$1,500.00
Pour le secrétaire .....	\$ 600.00

Le but du projet est d'augmenter le salaire du président, ceux des censeurs et celui du secrétaire. Le président gagne \$1,600; il aura droit à \$2,500. Les censeurs avaient \$1,200; ils auront \$1,500. Enfin, le salaire du secrétaire sera porté de \$600 à \$800 (sic)<sup>6</sup>.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Le président, M. De Salles fait du bon travail et consacre tout son temps à son travail. Les autres

provinces font constamment appel au Bureau du Québec pour avoir des renseignements.

**M. Gault (Montréal Saint-Georges):** Quel âge a-t-il?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): 64. C'est un âge respectable pour un homme qui faisait un travail de censure de vues animées.

**M. Gault (Montréal Saint-Georges):** Je crois que le salaire n'est pas trop élevé.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Je ne crois pas que ce soit suffisant, si M. De Salles est si compétent qu'on le dit, et je me demande comment il a fait pour accepter le poste au faible salaire qu'il recevait avant. À un tel salaire, je me demande s'il ne risque pas de manquer à son devoir.

La résolution est adoptée.

#### Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté une résolution, laquelle est lue deux fois et adoptée.

**L'honorable M. Nicol (Richmond)** demande la permission de présenter le bill 11 amendant les statuts refondus, 1909, concernant les exhibitions de vues animées.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**L'honorable M. Nicol (Richmond)** propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.  
Adopté.

**L'honorable M. Nicol (Richmond)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.  
Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### Dépôt de documents:

##### *Statistique de l'enseignement*

**L'honorable M. David (Terrebonne)** dépose sur le bureau de la Chambre *Statistique de l'enseignement pour l'année scolaire 1921-22*. (Document de la session no 11)

#### Vin Coderre

**L'honorable M. David (Terrebonne)** dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre, en date du 13 décembre 1922, pour copie de toute correspondance, télégrammes, etc., entre le gouvernement ou la Commission des liqueurs et toute personne concernant la vente du vin Coderre depuis 1921. (Document de la session no 70)

#### Recettes et dépenses gouvernementales

**L'honorable M. Nicol (Richmond)** dépose sur le bureau de la Chambre l'état des recettes et des dépenses de la province de Québec, de toute nature, depuis le 1<sup>er</sup> juillet jusqu'au 30 novembre 1922. (Document de la session no 71)

À 6 heures, la Chambre suspend ses travaux.

#### Reprise de la séance à 8 h 30

#### Protection des édifices publics

**L'honorable M. Galipeault (Bellechasse)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 188 amendant les statuts refondus, 1909, relativement à la protection des édifices publics contre les incendies.

Adopté.

Il informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolutions et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

#### En comité:

**L'honorable M. Galipeault (Bellechasse)** propose 1. Que les examinateurs nommés en vertu de l'article 3789*h* des statuts refondus, 1909, tel qu'édicte par la loi 11 George V, chapitre 75, section 2, recevront un salaire n'excédant pas, pour chacun d'eux, mille piastres par année.

2. Que les inspecteurs nommés en vertu de l'article 3789*z* des statuts refondus, 1909, tel

qu'édicte par la loi 11 George V, chapitre 75, section 2, recevront un salaire n'excédant pas, pour chacun d'eux, mille huit cents piastres par année.

3. Que les salaires des examinateurs et des inspecteurs et des dépenses encourues pour la mise à exécution des articles 3789*a* à 3789*ff* des statuts refondus, 1909, tels qu'édicte par la loi 11 George V, chapitre 75, section 2, seront payés sur le fonds consolidé du revenu.

Les résolutions sont adoptées.

#### Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté plusieurs résolutions, lesquelles sont lues deux fois et adoptées.

#### Protection des édifices publics

**L'honorable M. Galipeault (Bellechasse)** demande la permission de présenter le bill 188 amendant les statuts refondus, 1909, relativement à la protection des édifices publics contre les incendies.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**L'honorable M. Galipeault (Bellechasse)** propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté.

**L'honorable M. Galipeault (Bellechasse)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### Code civil, article 2036

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 176 amendant l'article 2036 du Code civil soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité général.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### Affaires municipales

**L'honorable M. Nicol (Richmond)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 185 amendant le Code municipal de Québec et les statuts refondus, 1909, relativement aux affaires municipales soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité général.

**L'honorable M. Nicol (Richmond)** propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté avec un amendement. L'amendement est lu deux fois et adopté.

**L'honorable M. Nicol (Richmond)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### Hygiène publique

**L'honorable M. David (Terrebonne)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 32 amendant la loi de l'hygiène publique de Québec soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité général.

**L'honorable M. David (Terrebonne)** propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté avec un amendement<sup>7</sup>. L'amendement est lu deux fois et adopté.

**L'honorable M. David (Terrebonne)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### Subsides

**L'honorable M. Nicol (Richmond)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** propose en amendement, que tous les mots après "Que", dans la motion principale, soient remplacés par les suivants:

Cette Chambre, tout en se prononçant en faveur de l'amélioration de la voirie, regrette:

1. Que le gouvernement n'ait pas pris les mesures suffisantes pour protéger, contre l'insolvabilité des entrepreneurs et des sous-entrepreneurs, les cultivateurs, ouvriers ou autres personnes qui ont travaillé à la confection des chemins construits ou subventionnés avec des deniers publics ou qui ont fourni les matériaux ou des marchandises pour la confection de ces chemins;

2. Que le gouvernement, avant de classifier les routes et d'arrêter un plan uniforme, ait, au moyen de subventions, induit les municipalités à construire des routes importantes à des prix très élevés et ait ensuite, après avoir fait encourir des dépenses d'entretien considérables à ces municipalités, rangé ces routes au nombre des routes non régionales ou simplement locales;

3. Que par l'incompétence de certains officiers du département de la Voirie, et par des plans, des devis et des chemins mal faits, sous la surveillance et la direction d'ingénieurs du gouvernement, le gouvernement ait fait perdre des sommes considérables aux municipalités de notre province et ait ainsi causé inutilement l'augmentation des obligations municipales.

Il appuie sa motion par une critique dans laquelle il cherche à établir le bien fondé de ses griefs contre l'administration du département de la Voirie.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) demande le vote immédiat.

L'amendement étant mis aux voix<sup>8</sup>, la Chambre se divise, et sur la demande qui en est faite, les noms sont enregistrés ainsi qu'il suit:

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Debout les morts!

**Pour:** MM. Dufresne, Gault, Renaud, Sauvé, Smart, 5.

**Contre:** MM. Bédard, Bergevin, Bordeleau, Bouthillier, Caron (Îles-de-la-Madeleine), Cédilot, Conroy, David, Dufour (Charlevoix-Saguenay), Dufour (Matane), Farand, Forget, Forest, Fortier, Galipeault, Gaudrault, Godbout, Grégoire, Hamel, Lacombe, Laferté, Lahaie, Lapierre, Lemieux (Gaspé), Lemieux (Wolfe), McDonald, Mercier fils (Chateauguay), Mercier (Trois-Rivières), Moreau, Morin, Nicol, Ouellette (Yamaska), Paquet (Saint-Sauveur), Péloquin, Perrault, Phaneuf, Philips, Pilon, Poulin, Reed, Richard, Saurette, Savoie, Simard, Taschereau, Vautrin, 46.

L'amendement est ainsi rejeté.

Et, la motion principale étant mise aux voix, la Chambre l'adopte.

En conséquence, la Chambre se forme en comité des subsides.

#### En comité:

**L'honorable M. Nicol (Richmond)** propose:

1. Qu'un crédit n'excédant pas soixante-cinq mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour les cercles agricoles, pour l'exercice finissant le 30 juin 1924.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** demande quelle différence il y a dans le traitement que l'on accorde aux cercles agricoles des régions de colonisation et ceux des régions plus vieilles.

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine) répond que les deux sortes de cercles sont bien traitées<sup>9</sup>.

La résolution est adoptée.

**L'honorable M. Nicol (Richmond)** propose:

2. Qu'un crédit n'excédant pas cinq cent mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'encouragement à l'agriculture en général, y compris

les fermes de démonstration, pour l'exercice finissant le 30 juin 1924.

Adopté.

3. Qu'un crédit n'excédant pas trois mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour le Conseil d'agriculture, pour l'exercice finissant le 30 juin 1924.

Adopté.

4. Qu'un crédit n'excédant pas quatre-vingt-dix mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour les écoles d'agriculture, pour l'exercice finissant le 30 juin 1924.

Adopté.

5. Qu'un crédit n'excédant pas neuf mille cinq cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'enseignement vétérinaire, pour l'exercice finissant le 30 juin 1924.

Adopté.

6. Qu'un crédit n'excédant pas trente mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour les écoles ménagères, pour l'exercice finissant le 30 juin 1924.

Adopté.

#### Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté plusieurs résolutions et demande la permission de siéger de nouveau. Lesdites résolutions sont lues deux fois et adoptées.

#### Dépôt de documents:

##### Rapport de la Commission des liqueurs

L'honorable M. Nicol (Richmond) dépose sur le bureau de la Chambre le rapport annuel de la Commission des liqueurs, 1922. (Document de la session, no 72)

La séance est levée.

2. La version de *L'Événement* diffère sensiblement de celle du *Canada*. Voici ce qu'on lit dans *L'Événement*: "Il y en a eu (des travaux de construction) pour \$21,000,000 dans la seule ville de Montréal et, dans la province de Québec, le chiffre total de la construction a atteint, depuis douze mois, la somme de \$34,000,000."

3. *Le Devoir* ajoute que, conformément aux règles de la Chambre, le chef de l'opposition aurait pu demander la production de la lettre citée par le premier ministre, mais il pourrait encore y remédier par une motion.

4. Deux millions, selon le *Sherbrooke Daily Record*, à la page 1.

5. *Le Devoir* écrit que le premier ministre, pour tenir sa promesse de prêter des votes au chef de l'opposition pour demander le vote, "lui-même seul, avant tous les autres, s'est levé pour stimuler ses partisans par l'exemple. Il s'en trouve vingt pour le suivre. Et pour la première fois depuis le début de la session, les membres de l'opposition n'ont pas eu à se lever pour faire sonner la cloche et prononcer le traditionnel: "Appelez les députés!".

6. Note de l'édition: Le tableau qui précède et qui émane des procès-verbaux de l'Assemblée législative indique un salaire de \$600 à titre de salaire pour le secrétaire. Qui dit vrai? Nous n'avons pu l'établir.

7. Selon *La Presse*, il y a eu quelques débats autour de l'adoption de ce projet de loi.

8. Selon *Le Devoir*, M. Perrault, responsable des dossiers de la voirie à l'Assemblée a voulu répliquer au chef de l'opposition, mais le premier ministre lui a fait signe de ne pas le faire.

9. *Le Soleil* mentionne que le chef de l'opposition et le ministre de l'Agriculture ont eu de longues discussions à propos de l'adoption de ces crédits.

#### NOTES

1. Selon *Le Devoir*, ce délai ne serait que de cinq à six mois.



## Séance du mercredi 20 décembre 1922

## Présidence de l'honorable J.-N. Francoeur

La séance est ouverte à 3 heures.

## Prière.

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

## Rapports de comités:

Un député pour l'honorable M. Taschereau (**Montmorency**): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le dix-huitième rapport du comité permanent des bills publics. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rejeter le bill suivant:

- bill 149 concernant les barbiers de la province de Québec.

**M. Ashby (Jacques-Cartier):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le dix-neuvième rapport du comité permanent des bills privés. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, sans amendement, le bill suivant:

- bill 107 constituant en corporation The Montefiore Hebrew Orphans Home of Montreal.

Et, avec des amendements, les bills suivants:

- bill 62 constituant en corporation Quebec Power Company;
- bill 98 constituant en corporation The Quebec Golf Club;
- bill 106 constituant en corporation la Compagnie d'immeubles Jacques Rochon, limitée.

**M. Daniel (Montcalm):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le quatrième rapport du comité permanent du Code municipal. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, le bill suivant:

- bill 160 amendant l'article 407 du Code municipal.

## Loi électorale

Un député pour l'honorable M. Taschereau (**Montmorency**) demande la permission de présenter le bill 169 modifiant de nouveau la loi électorale de Québec.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Cour de magistrat  
de district

Un député pour l'honorable M. Taschereau (**Montmorency**) demande la permission de présenter le bill 50 amendant le Code de procédure civile, relativement à la Cour de magistrat de district.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

## Subsides

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine): Le premier ministre étant à l'enquête royale, j'invite l'opposition, dit-il, à étudier les crédits du ministère de l'Agriculture.

**L'honorable M. Nicol (Richmond)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

Adopté.

## En comité:

**L'honorable M. Nicol (Richmond)** propose:

1. Qu'un crédit n'excédant pas deux mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour la Société d'industrie laitière de la province de Québec, S. R. Q., 1909, articles 1958-1970, tels qu'amendés par 3 George V, chapitre 20; 5 George V, chapitre 31; 11 George V, chapitre 37 et arrêté ministériel no 75, du 24 janvier 1891, pour l'exercice finissant le 30 juin 1924.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** La Société d'industrie laitière a perdu beaucoup d'importance et beaucoup de son ancienne splendeur en ces dernières années. Ne serait-il pas juste de lui redonner cette importance? Ne serait-il pas à propos de la refondre quelque peu? Elle a rendu de grands services naguère à l'industrie laitière dans la province. On lui a enlevé ses attributions, ses pouvoirs; elle n'est plus rien. C'est devenu une société décorative simplement.

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine): La Société d'industrie laitière a toujours joué un grand rôle dans la province et elle n'a rien perdu de son importance, surtout au point de vue éducationnel. Elle n'a plus, il est vrai aujourd'hui le pouvoir de contrôler les beurreries et les fromageries, ni

l'administration de l'École de laiterie de Saint-Hyacinthe, mais, ce n'est pas un mal. Cela est mieux, car le contrôle qu'elle exerçait de ce côté n'était pas suffisant, et tel qu'il est exercé par les officiers du département de l'Agriculture, il est beaucoup plus efficace.

Les officiers de la Société ne pouvaient se réunir assez fréquemment pour que ce contrôle soit effectif. L'inspection du beurre et du fromage est donc meilleure maintenant.

De tous les autres côtés, la Société a un rôle à remplir. Ses conventions sont ce qu'elles étaient, aussi importantes qu'autrefois. Elles réunissent les sommités du monde agricole et l'on y traite de tous les problèmes qui intéressent la classe des agriculteurs.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** L'honorable ministre parle de l'administration de l'école. Mais le comptable de l'école n'a-t-il pas été destitué?

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine): Oui, à la suite de détournements.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Quel salaire gagnait-il?

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine): Le salaire de sa classe, \$1,300 ou \$1,400.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Il n'y a donc pas de surveillance à l'école.

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine): Le directeur de l'école, M. Charron, avait fait des représentations au comptable, mais c'est pendant l'absence de M. Charron que le comptable s'est oublié. On connaît la nature humaine. C'était un bon employé, un employé modèle.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** A-t-il été arrêté?

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine): Non, un mandat d'arrestation a été émané, mais on ne l'a pas trouvé. Nous avons fait tout ce qui était possible pour le faire arrêter.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Ce coupable était un favori politique! Je crois que c'est là où la nature humaine a été prise en considération.

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine): Il a été nommé à cause de sa compétence.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Le surintendant de l'école, M. Charron, savait que la conduite de Carbonneau était de nature à donner des inquiétudes. Il savait que la conduite du comptable dépassait les bornes du bon sens et de son salaire. Il savait depuis un certain temps que la perception des comptes était en retard et ne se faisait pas comme elle aurait dû être faite. Il y a eu défalcation et le gouvernement en est responsable. La famille de ce comptable est favorisée par le gouvernement.

Je crois que c'est là une preuve de la mauvaise administration de la justice. J'ai dit et je ne crains pas de répéter que la police provinciale est inefficace parce que mal payée. Certains policiers de ses principaux membres sont incompetents et passent leur temps à se jalouser, à se dénoncer, nuisent à la bonne administration de la justice et protègent en quelque sorte les malfaiteurs qui se cachent sous l'incompétence de ces policiers.

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine): Les policiers ne peuvent pas toujours arrêter les criminels.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** J'espère que le coupable sera retrouvé et qu'on ne s'abritera pas derrière l'incompétence de la police du département du procureur général. Voici le premier ministre qui entre, il va peut-être nous expliquer cela. (Se tournant vers le premier ministre) Nous parlons de la police provinciale.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Je viens de rendre témoignage, l'honorable chef de l'opposition va-t-il y aller? Vous aurez l'occasion de dire ce que vous avez à dire devant la Commission royale.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** J'irai devant la Commission quand je serai prêt et quand je voudrai. Je n'ai pas à agir sous les menaces du procureur général. Je ne suis pas un accusé. Le premier ministre devrait commencer par retrouver les coupables, au lieu d'accuser et de chercher à faire subir des procès à ceux qui ne le sont pas.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) sourit.

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine): Le département a fait dans les circonstances tout ce qu'il devait faire. Le comptable n'a pas été nommé à cause de la politique. Le département a averti les

autorités de l'école dès que le vérificateur des comptes du département l'eût notifié que certains comptes n'avaient pas été rentrés dans la comptabilité de l'École; puis, quand il fut manifeste qu'il y avait eu détournement, le département a demandé d'émaner un mandat d'arrestation contre le comptable défalcataire.

Le mandat a été émis contre ce jeune homme et des recherches sont faites actuellement, afin de découvrir le lieu où il s'est retiré. Le département a donc fait tout son devoir sur cette question et il a fait tout son possible afin que la province ne perde pas d'argent dans cette occasion. Le directeur de l'École a été mis en garde dès que les faits furent connus au département; le comptable en question a été aussitôt remercié de ses services.

La résolution est adoptée.

**L'honorable M. Nicol (Richmond)** propose:  
2. Qu'un crédit n'excédant pas vingt-cinq mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'École de laiterie de la province de Québec, Saint-Hyacinthe (11 George V, chapitre 39); travaux de la ferme, et laboratoire officiel de la province de Québec, pour l'exercice finissant le 30 juin 1924.

Adopté.

#### Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté deux résolutions et demande la permission de siéger de nouveau. Lesdites résolutions sont lues deux fois et adoptées.

#### Code de procédure civile, articles 48, 54 et 551

**M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 158 amendant les articles 48, 54 et 551 du Code de procédure civile.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

**M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### Code de procédure civile, article 29

**M. Cannon (Québec-Centre)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 166 amendant l'article 29 du Code de procédure civile.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

**M. Cannon (Québec-Centre)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### Code de procédure civile, article 1143

**M. Mercier (Trois-Rivières)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 167 amendant l'article 1143 du Code de procédure civile.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

**M. Mercier (Trois-Rivières)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### Transport du bois de construction

**M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 165 amendant les statuts refondus, 1909, relativement au transport par endossement des reçus pour bois de construction.

Adopté. Le comité étudie le bill et fait rapport qu'il n'en a pas terminé l'examen.

#### Saisies

**M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 148 amendant le Code de procédure civile, relativement aux choses qui ne peuvent être saisies.

Adopté.

**En comité:**

**M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis)** donne encore quelques mots d'explication. Le but de cette loi, dit-il, est de porter de \$50 à \$300 la valeur des objets non saisissables. Je crois que c'est là une protection pour les pauvres et la Chambre devrait ratifier ce projet.

Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

**M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

**Baux  
à loyer**

**M. Gauthier (Montréal-Sainte-Marie)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 164 amendement le Code civil relativement aux baux à loyer.

Adopté.

**En comité:**

**M. Gauthier (Montréal-Sainte-Marie):** Le but de ce bill est de diminuer de trois mois à deux mois la longueur de l'avis à donner pour l'expiration des baux. Actuellement, les loyers sont remis à leurs propriétaires le 1<sup>er</sup> février. À partir de cette date, une affiche est posée à la porte des maisons et la visite en est commencée par les gens qui cherchent des loyers. Le mois de février, on le sait, est le mois des grosses tempêtes et des grands froids...

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** C'est pourtant le mois que le gouvernement a choisi, dit-on, pour faire ses élections!

**M. Gauthier (Montréal-Sainte-Marie):** ... Le mois de février est aussi le mois des épidémies et il y a danger, alors, à avoir les portes continuellement ouvertes à tous ceux qui cherchent des loyers. Je crois donc que la Chambre sera sage en ratifiant le projet de loi qui fixe au 1<sup>er</sup> mars la date d'avis pour remettre les logements.

Le comité de législation fait subir un léger amendement au projet. Les municipalités auront

l'autorisation de passer cette loi, mais la date du 1<sup>er</sup> mars n'est pas décrétée par le gouvernement, pour les ans de déménagement.

Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

**M. Gauthier (Montréal-Sainte-Marie)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

**Travaux de  
la Chambre**

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, appuyé par le représentant des Îles-de-la-Madeleine (l'honorable M. Caron), qu'à partir du 21 décembre courant, cette Chambre tienne trois séances par jour: la première, de onze heures du matin à une heure de l'après-midi; la deuxième, de trois à six heures de l'après-midi; et la troisième, depuis huit heures jusqu'à l'ajournement; et qu'à chaque séance, l'ordre des affaires soit désormais réglé suivant les dispositions de l'article 111 du règlement relatives aux séances du mardi et du jeudi.

Il dit que la prorogation de la législature aura lieu le 29 décembre. Avec trois séances par jour à partir de jeudi, il sera possible, en siégeant la semaine prochaine, et avec la coopération du chef de l'opposition, de proroger avant le jour de l'An.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Avant que nous prenions cette motion en considération, je voudrais savoir si c'est l'intention du gouvernement d'ajourner pour les fêtes de Noël et du jour de l'An, comme cela se fait dans les autres Parlements. Nous ne pouvons terminer la session cette semaine. Les comités ont fini leur travail, mais nous avons d'autres questions à étudier. L'ordre du jour est encore bien chargé. Le gouvernement a-t-il l'intention de proroger pour le 1<sup>er</sup> janvier prochain? Tous les Parlements du pays ajournent pour le temps des fêtes, ce sont des fêtes chrétiennes et bien canadiennes.

Je ne vois pas pourquoi on se presserait à ce point, car la coutume veut que les députés aillent passer le temps des fêtes dans leur famille et tous les députés aimeraient sans doute le passer dans leur foyer. Est-il raisonnable de les forcer à passer ici le temps des fêtes? Siéger entre Noël et le jour de l'An, à mon avis, n'aurait pas de bon sens. Nous avons des

familles, nous aimons à respecter les vieilles traditions. Nous devrions ajourner jusqu'après les Rois. Nous avons aussi besoin d'un peu de repos. Il fait très froid en ce moment, nous ne sommes pas pour voyager pendant les fêtes. La grippe, d'autant plus, exerce quelques ravages ici comme ailleurs. Il fait si froid que le premier ministre a eu, je crois, la grippe... Il en a souffert et je le regrette.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Moi, j'ai souffert de la grippe? C'est la première nouvelle que j'en ai.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): C'est ce qu'on nous a dit.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Je suis très chagriné d'apprendre que j'ai été malade.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Si le premier ministre n'en a pas souffert, alors je m'en réjouis. Mais je ne cacherai pas que j'en souffre moi-même et que quelques jours de répit me feraient du bien. Encore une fois, il n'y a pas urgence et je crois que nous pourrions aller passer le temps des fêtes dans nos familles et revenir après les Rois. Cela se faisait sous les anciens régimes; cela se fait à Ottawa. Nous sommes fatigués et un juste repos ne ferait pas de tort.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Je remercie le chef de l'opposition de sa sympathie pour ma santé. S'il est souffrant lui-même, nous avons de bons médecins de ce côté-ci de la Chambre pour le guérir.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Pas trop de poison.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Nous ne voulons pas la mort du chef de l'opposition, nous voulons sa conversion. Je crois que c'est le désir des députés de voir la session terminée avant le jour de l'An et que la Chambre est prête à siéger la semaine prochaine pour terminer les travaux cette année. Les députés préfèrent en finir avec les travaux de la session et ne veulent pas revenir après le jour de l'An. Sans compter que si la Chambre ajournait pendant 15 jours, nous resterions avec tout le personnel sessionnel pendant le temps des fêtes, ce qui coûterait très cher et serait une grosse dépense inutile. Nous allons continuer notre travail et nous verrons dans deux jours où nous en sommes. Le

travail de la session sera très avancé à la fin de cette semaine. Je crois que deux jours de travail, la semaine prochaine, suffiront pour terminer tous les travaux. Et nous en aurons fini. Nous allons bien travailler et si nous réussissons à terminer la session cette année, nous passerons un jour de l'An beaucoup plus heureux, avec la satisfaction du devoir accompli. Nous saurons que nous aurons donné à la province, comme étrennes, l'excellente législation que nous avons passée.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Je n'ai pas fait ces remarques pour m'attirer des railleries.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Je ne fais pas de raillerie.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Je ne comprends pas pourquoi le premier ministre a fait un commentaire parce que j'ai parlé de fêtes chrétiennes. Il y a des chrétiens dans cette province. J'ai dit que nous devrions observer les fêtes chrétiennes! Je suis chrétien, je ne suis pas musulman, bien que je sois traité par un gouvernement turc!

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) assure au chef de l'opposition qu'il ne voulait rien dire de désobligeant.

La proposition est adoptée.

#### Musées de la province

L'honorable M. David (Terrebonne) propose, selon l'ordre du jour, appuyé par le représentant de Bellechasse (l'honorable M. Galipeault), qu'à sa prochaine séance, la Chambre se forme en comité général pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 192 concernant les musées de la province.

Adopté.

#### Demande de documents:

#### Transport du bois

M. Bugeaud (Bonaventure) propose, appuyé par le représentant de Trois-Rivières (M. Mercier), qu'il soit mis devant cette Chambre la copie de toutes

correspondances, documents, etc., échangés entre le gouvernement de cette province et les détenteurs de permis de coupe de bois, en rapport avec le transport du bois dans les autres provinces pour y être manufacturé.

Je reviens à la charge encore cette année pour attirer l'attention de la Chambre et du gouvernement sur un état de choses qui existe non seulement dans le comté de Bonaventure, mais sur toute la côte de Gaspé et dans plusieurs parties de la province, état de choses préjudiciables au progrès et au développement de notre province. Il s'agit du transport du bois coupé dans la province et manufacturé dans les autres provinces. Cette question est d'une extrême importance. La province de Québec continue à être dépouillée de ses richesses.

Il faut bien se rendre compte que, tous les ans, des millions et des millions de pieds de bois brut ne font que passer dans notre province et s'en vont à l'étranger. Tout ce que Québec en retire, ce sont quelques sous ou quelques dollars aux hommes de chantiers, aux bûcherons. Ce bois est coupé dans notre province et s'en va de chez nous pour d'autres provinces pour y être manufacturé sans que nous en retirions le moindre profit. La province perd ainsi de précieux revenus en laissant les provinces voisines manufacturer ce bois. C'est une situation qui ne peut durer longtemps. La situation est surtout pénible dans le comté de Bonaventure. Et elle l'est dans Bonaventure plus que nulle part.

Le gouvernement, qui est animé d'esprit de progrès, devrait remédier à cet état de choses et trouver la solution à ce problème qui est urgent. Il voudrait que le gouvernement s'occupe sérieusement de cette importante question. Il veut que l'agriculture soit développée, mais il ne souhaite pas que l'on néglige le commerce et l'industrie; le développement de l'agriculture et de l'industrie doit être égal.

Il n'y a pas, dit-il, que le comté de Bonaventure et de Gaspé qui souffrent actuellement de ce transport du bois à l'étranger, les comtés de Matane, Témiscouata, Charlevoix, Frontenac, l'Abitibi, Témiscamingue, Pontiac, Labelle, Nominigou sont dans une situation semblable. Il importe que nous développions chez nous nos ressources et que ce développement profite premièrement à notre population. Il demande que le gouvernement trouve une solution à ce grave problème.

Il suggère au gouvernement d'imposer des droits de coupe suivant une échelle basée sur la topographie et autres conditions des endroits où se

fait la coupe du bois. Celui qui exploite une limite à bois dans le district des Trois-Rivières devrait payer un droit plus élevé que celui qui en exploite une dans la région de Gaspé, parce qu'il est 400 milles plus rapproché des marchés que le deuxième. Le gouvernement devrait prendre tous les moyens de retirer le plus de bénéfices possibles de l'exploitation de nos forêts.

Tant que je serai dans la vie publique, je ne cesserai de réclamer à ce sujet, je réclamerai non seulement pour ma région mais pour toute la province. Le gouvernement doit faire œuvre nationale et voir à ce que la population bénéficie de nos richesses. Dans le comté de Bonaventure, tout notre domaine, c'est notre bois. On vient le chercher et on le transporte ailleurs. Cela doit cesser.

(Applaudissements)

Je sais que le gouvernement qui a su aborder tant de problèmes difficiles et qui en a trouvé la solution, je sais que le gouvernement saura trouver moyen de régler la difficulté que je signale de nouveau. C'est une question difficile, délicate je le sais, mais nous devons trouver le moyen de la solutionner à l'avantage de notre province.

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay) assure à la Chambre que le gouvernement fait tout son possible pour que le bois de coupe dans la province de Québec soit manufacturé ici, mais il est difficile de trouver une solution s'appliquant à tous les cas. Nous savons que la situation décrite par le député de Bonaventure (M. Bugeaud) est conforme aux faits. J'ai en effet, reçu au cours de l'année, et avant, un grand nombre de plaintes au sujet de cet état de choses que décrit le député de Bonaventure.

Il s'occupe, dit-il, depuis déjà assez longtemps de cette question, de ce problème dont les causes sont multiples, difficiles et délicates, mais dont il espère bientôt pouvoir trouver une solution satisfaisante pour tous. Il rappelle que l'an dernier, il avait déclaré que la question était des plus importantes et il est encore sous la même impression. Elle mérite une solution. Je dirai franchement au député de Bonaventure que nous en cherchons une et que nous la voulons satisfaisante. Quelle sera cette solution? Nous n'en savons rien encore. Mais il y en aura une.

Les officiers du département des Terres et Forêts ont fait une étude sérieuse de la question et cherché un moyen de remédier au mal qui existe. Le remède à la situation, nous le cherchons encore. Il y a beaucoup de difficultés à surmonter et la question, si elle est importante, est extrêmement difficile.

Il y a quelques années, des propriétaires de limites sur la côte ont entrepris de grandes exploitations. Alors, les communications étaient plutôt difficiles et ces propriétaires, voyant que l'on ne pouvait pas développer un pouvoir d'eau dans Bonaventure, en sont venus à la conclusion que, pour obtenir un meilleur rendement de leurs limites, ils devaient traverser la frontière pour aller travailler le bois qu'ils avaient coupé dans leurs limites québécoises à Bathurst, N.-B. où avaient été établies de grandes usines et où on a fondé une pulperie. C'est là une des causes de la situation actuelle. Il y en a bien d'autres qu'il serait trop long d'énumérer.

Il est vrai maintenant que les communications du côté de Québec sont plus faciles et que le chemin de fer qui longe la côte s'est grandement amélioré. Aussi suis-je convaincu que la solution que nous cherchons n'est pas éloignée. Je ne veux pas expliquer davantage les causes de cette situation. Nous voulons faire des efforts pour que le bois coupé sur notre territoire soit travaillé sur notre territoire.

(Applaudissements)

Mais bien des circonstances nuisent au règlement définitif de ce problème. Quel serait le moyen? Quels seront les meilleurs remèdes à appliquer? Je me le demande souvent et je ne le trouve pas.

Imposer des taxes, comme on me l'a suggéré? On nous a dit d'imposer un droit de \$2 par 1,000 pieds de bois pour empêcher l'exportation. Quel serait le résultat? Je crois qu'il serait désastreux et pitoyable pour plusieurs comtés, car les opérateurs de la forêt cesseraient immédiatement leurs opérations, devant cette surcharge, pour quelques années. Cela aurait pour effet de faire fermer plusieurs moulins importants. Je ne crois pas que ce soit l'intérêt de la population de Bonaventure. Et nous n'avons pas les moyens de faire quoi que ce soit pour arrêter l'exploitation forestière dans cette partie du pays, ni dans aucune autre partie où une grande partie de la population est intéressée dans le commerce du bois.

On nous a aussi suggéré de varier les taux des droits de coupe selon les régions où elles sont opérées; une échelle différente. C'est encore une chose difficile à appliquer. Je ne crois pas que nous puissions faire cela, car lorsque nous avons affermé nos limites des forêts de notre province, nous avons déclaré que les droits de coupe seraient uniformes, même en tenant compte des difficultés où les coupes se faisaient dans certaines parties de la province. Le prix ne devait pas varier.

Maintenant, quant à ce qui regarde le comté de Bonaventure, je puis assurer l'honorable député qu'il n'y a pas de comté qui m'intéresse plus que le

sien. Rien ne me ferait plus plaisir que de trouver une solution pratique à l'état de choses dont il se plaint, car ce comté me tient au cœur plus que tout autre<sup>1</sup>, j'y ai des attaches personnelles et j'ai confiance que, dans un avenir rapproché, nous trouverons une solution qui donnera satisfaction à la population de cette région. Je puis promettre au dévoué député de ce comté que tout ce que je pourrai faire en ce sens, je le ferai. J'ai déjà fait des démarches nombreuses auprès des propriétaires de limites de cette région, nous avons maintes fois discuté avec eux la question qui nous occupe en ce moment. Nous la discuterons encore.

Des efforts seront faits afin d'améliorer le sort des comtés qui pâtissent de l'état de choses actuel. Mon département va continuer ses démarches afin de trouver une solution au problème et, avant longtemps, nous pourrons annoncer d'heureux résultats à ce sujet. Je caresse même l'espoir que nous finirons par convaincre les propriétaires de ces limites à bois, ceux qui exploitent les forêts de la province de Québec, qu'il y va de leur intérêt de travailler leur bois dans les limites mêmes de notre province et de fonder des industries chez nous.

(Applaudissements)

Encore une fois, je puis assurer le député de Bonaventure que tous mes efforts actuellement sont portés vers la solution de ce problème dont il a raison de se plaindre.

La proposition est adoptée.

### **Accidents du travail**

**M. Ricard (Saint-Maurice)** propose, appuyé par le représentant de Témiscamingue (M. Simard), qu'il soit mis devant cette Chambre la copie de toutes correspondances, lettres et télégrammes, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1920 en rapport avec la loi des accidents et du travail, au sujet des procédures à suivre pour faire une réclamation dans le cas d'accident.

Je réclame, au nom des ouvriers, un meilleur sort. Les indemnités dans les accidents du travail ne sont pas toujours aussi grosses qu'elles devraient l'être, mais elles sont souvent mangées par les frais judiciaires.

La Chambre a autorisé, hier, la formation d'une commission qui sera chargée d'étudier la loi des accidents du travail, et de suggérer, dans un rapport qu'elle devra remettre dans le plus court délai, les amendements qu'elle jugera à propos d'apporter à cette loi. Il s'en réjouit, dit-il.

Cependant, n'y aurait-il pas moyen de simplifier les procédures? On a suggéré - je crois que cela vient du député de Bonaventure - la création d'une commission, non pas comme celle que le gouvernement va nommer cette année, mais une commission permanente, comme la Commission des services publics, qui réglerait les indemnités, en cas d'accidents aux ouvriers, une commission qui serait chargée de régler elle-même les différends au sujet de l'indemnité dans les cas d'accidents de travail, les décisions de cette commission devant être finales et, par conséquent, sans appel. Cette commission remplacerait les tribunaux. Cela empêcherait les compagnies de traîner les ouvriers jusqu'au Conseil privé, avant de leur payer une indemnité.

Les frais judiciaires sont actuellement beaucoup trop élevés, même dans les moindres causes pour l'ouvrier qui a à se pourvoir de la loi. Ces frais sont exorbitants. La formation d'une commission dans le sens indiqué permettrait à l'ouvrier de faire valoir ses droits, sans avoir à assumer des frais trop onéreux que, dans la plupart des cas, sa bourse lui refuse. Je crois que cette question intéresse le gouvernement; en tout cas, elle intéressera la Chambre.

**M. Lapierre (Mégantic):** J'appuie les remarques de mon collègue de Saint-Maurice. Mais j'ai confiance que le ministre des Travaux publics et du Travail trouvera une solution.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Quel remède suggérez-vous pour améliorer le sort des ouvriers?

**M. Lapierre (Mégantic):** Je crois que le ministre le trouvera le remède. J'espère, en tout cas, que l'on finira par empêcher ces longs procès, dans lesquels les ouvriers retirent peu de chose. Les frais judiciaires dans les causes d'accidents de travail sont trop élevés. C'est à tel point que bon nombre de causes sont réglées à l'amiable, les ouvriers ayant peur d'avoir à payer de trop gros frais aux avocats, dont vous connaissez le tarif, M. le Président<sup>2</sup>.

Il a demandé déjà, dit-il, la création d'une commission médicale chargée de déterminer le taux d'invalidité. Cette commission d'experts médecins aurait à décider jusqu'à quel point les ouvriers ont souffert des accidents dont ils se plaignent. Cela aiderait au moins à alléger les frais des procès.

Un point qui n'a pas été traité par l'honorable député de Saint-Maurice et dont je veux parler, c'est que, d'après la loi actuelle, un ouvrier qui n'a personne à sa charge n'a pas droit à une indemnité,

en cas d'accident; dans un cas de mort, ses héritiers ne peuvent rien réclamer. On devrait amender la loi de façon à ce qu'il y ait au moins la moitié de l'indemnité dans ces cas-là. On devrait fixer un minimum de compensation pour tous les accidents du travail pour que les héritiers d'une victime d'un accident, même si cette victime n'a pas de famille ou de personne à sa charge, puissent retirer une certaine indemnité.

Il y a beaucoup d'accidents dans nos mines, ne pourrait-on pas nommer deux inspecteurs de plus, afin de prévenir autant que possible les accidents qui sont toujours trop nombreux. S'ils ne réussissaient qu'à éviter un seul accident, le gouvernement serait justifiable de les avoir nommés. Je sais que les ouvriers peuvent compter sur le gouvernement; ils lui doivent l'excellente législation ouvrière que nous avons et je suis convaincu qu'ils continueront dans l'avenir à témoigner leur confiance au gouvernement actuel.

**M. Fortier (Beauce):** Je ne désire ajouter que quelques mots. Le point de vue qui m'a frappé, dans ce débat, est celui des frais judiciaires que les ouvriers doivent payer dans les procès, à la suite d'accidents du travail. La Chambre me permettra de me faire l'écho des paroles prononcées par l'honorable premier ministre lui-même et par l'honorable député de Dorchester (M. Ouellet) au sujet des frais judiciaires. Je ne veux pas faire une revue complète de la question. Il y a quelques faits qui doivent être relevés, cependant. Pendant la guerre, on a augmenté les frais judiciaires, qui n'étaient pas assez élevés, disait-on, à cette époque.

La guerre est finie et je suggère humblement que nous donnions l'exemple, en diminuant les honoraires professionnels dans cette province. Il veut, dit-il, comme avocat, donner l'exemple et demande la réduction des honoraires des professionnels pour qu'ils redeviennent ce qu'ils étaient avant la Guerre. On entend souvent formuler des reproches contre les classes professionnelles. Nous parlons de concorde, d'harmonie et de paix entre les différentes classes de notre pays. Montrons notre sincérité en diminuant les frais judiciaires, s'ils pèsent trop lourdement sur le peuple, comme je le crois.

Depuis la disparition de la Cour de révision, les frais judiciaires ont augmenté d'une façon si marquante, qu'un grand nombre de plaideurs préfèrent abandonner leurs réclamations, car les frais d'une réclamation sont vraiment trop élevés. Je suggère que la Cour d'appel imite, avec un tribunal



de trois juges, le système simple de l'ancienne cour de révision, pour diminuer les frais d'appel. Les longs retards, tous les frais, qui retombent sur le public, en somme, disparaîtraient. Les factums qu'il faut faire imprimer aux frais des plaideurs seraient inutiles, on pourrait se contenter d'un seul factum, comme au temps de la cour de révision, d'un seul dossier, au lieu de forcer les avocats à faire imprimer plusieurs copies du dossier dans une cause. Je veux simplement indiquer la route à suivre pour assurer la diminution des frais...

**M. l'Orateur:** L'honorable député s'éloigne peut-être de la question.

**M. Fortier (Beauce):** Je veux indiquer à la Chambre un moyen d'aider la classe ouvrière et la classe agricole; j'espère que les suggestions que j'ai faites seront prises en bonne considération et que nous réussirons à faire diminuer les frais judiciaires, dans l'intérêt des ouvriers, non seulement des ouvriers industriels, mais des ouvriers agricoles. Tous ont à souffrir de cette augmentation de tarif chez les professionnels qui n'a plus sa raison d'être, de l'avis du premier ministre de cette province, et de l'avis même d'un bon nombre de membres du Barreau.  
(Applaudissements)

**L'honorable M. Galipeault (Bellechasse):** Nous venons d'entendre un bien intéressant débat. Le gouvernement a entouré sa loi des accidents du travail de toutes les précautions possibles, afin d'empêcher que l'ouvrier soit spolié. Lorsque cette loi fut adoptée dans cette province, il n'en existait aucune semblable sur tout le continent américain, ni dans aucune province du dominion, ni même aux États-Unis. Nous avons dû nous appuyer sur les lois européennes. Notre loi ressemble donc à la loi française et aux autres lois européennes. Il fallait un certain courage, au début, lorsque nous avons créé cette loi, pour imposer à l'industrie, et, par ricochet, au consommateur, l'obligation de payer des compensations aux ouvriers, en cas d'accidents. Nous avons dit aux ouvriers: "Vous irez devant les tribunaux; vous n'aurez qu'à faire votre réclamation à un juge et vous n'aurez pratiquement pas de frais à payer."

Cette loi fonctionne très bien à Québec. J'exerce ma profession activement, j'ai beaucoup de clients ouvriers et il y en a peu qui ont payé des frais. Comme le député de Mégantic l'a dit, un grand nombre de causes, en fait la plupart des cas, sont réglées à l'amiable. Le patron est même prêt à payer les frais de réclamation. Ces frais n'existent pas dans

notre ville et ne sont pas aussi considérables qu'on le dit; il peut arriver quelquefois seulement que les ouvriers ont des frais assez considérables à payer. Ça arrive peut-être deux fois sur cent.

Nos tribunaux sont une grande protection pour le pauvre. Les droits d'appel sont aussi une protection pour les plaideurs, qui ne sont pas riches, et je suis pour que les tribunaux continuent à régler les réclamations des ouvriers. C'est encore le meilleur gage de protection pour l'ouvrier, pour les pauvres et pour les faibles. Il est, dit-il, en faveur du maintien du droit d'appel. Le système actuel est un système sain qui accorde protection à tout le monde. Les patrons paient les frais et les patrons ont des polices d'assurance contre les accidents, de sorte qu'en définitive ce sont les compagnies d'assurance qui paient les frais.

Le gouvernement a adopté une nouvelle législation. Il peut la perfectionner. La commission d'étude que la Chambre vient de permettre au gouvernement de créer aura pour but d'étudier cette loi des accidents du travail et de soumettre tous les amendements qu'elle croira utiles de faire.

Quant aux honoraires professionnels, il y a depuis quelques années une tendance trop générale à les augmenter. Les avocats ne sont pas les plus à blâmer. Les arpenteurs, les ingénieurs, les notaires ont aussi des honoraires très élevés. Je considère que c'est jeter du discrédit sur sa profession que d'imposer de trop gros honoraires à ses clients. Il se dit lui aussi en faveur d'une diminution des honoraires professionnels.

(Applaudissements)

Le député de Mégantic (M. Lapierre) a fait une suggestion à propos de la nomination de deux inspecteurs. Notre système d'inspection et de protection s'améliore de plus en plus. Les industries se multiplient en notre province et, cependant, je constate par les statistiques qu'il n'y a eu que 12 accidents mortels dans nos industries en 1921. En 1920, il y en avait eu 25. D'année en année, ces accidents mortels diminuent. Cette diminution est due au zèle des employés du gouvernement. Il fait un éloge du service d'inspection des édifices industriels.

L'honorable député de Mégantic voudrait une indemnité pour tout le monde. La loi ne repose pas sur la faute; c'est une loi humanitaire. Le patron est toujours obligé de payer une indemnité; c'est pourquoi, nous inspirant des meilleures lois européennes, de la loi française, nous avons décrété que l'ouvrier qui n'a pas de dépendants n'aurait pas d'indemnité. Mais si cet ouvrier a une réclamation, il a toujours la loi commune pour s'adresser aux tribunaux et il peut réclamer.

Il n'est pas favorable que la loi des accidents du travail accorde une indemnité aux héritiers d'une victime qui n'a personne à sa charge. La loi commune permet aux héritiers de réclamer des dommages, si l'accident est dû à la négligence du patron. On pourra toujours avoir recours à la loi commune et on aura toujours aussi le droit de s'adresser aux patrons.

Bref, je crois que notre loi - qui nous a valu des éloges - est bonne et elle est ouverte à toutes les améliorations. Répond-elle aux exigences de l'heure? Nous sommes toujours prêts à entendre les suggestions. Nous n'oublierons pas celles que l'on nous a faites. C'est pourquoi, nous avons nommé, cette année, cette commission sur la loi des accidents du travail qui étudiera la situation, et son rapport permettra au gouvernement de traiter l'ouvrier, comme il l'a toujours traité par le passé, avec toute la considération à laquelle il a droit.

(Longs applaudissements)

**M. Ricard (Saint-Maurice):** J'espère qu'on ne se contentera pas de paroles sympathiques et que la session ne se terminera pas sans que le gouvernement présente une loi pour réduire les frais judiciaires, non seulement les honoraires des avocats, mais de toutes les autres professions.

La proposition est adoptée.

#### **Comptabilité de l'École de laiterie**

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** propose, appuyé par le représentant de Westmount (M. Smart), qu'il soit mis devant cette Chambre la copie de toute correspondance échangée depuis mai 1921 entre le gouvernement et le directeur de l'École de laiterie de la province de Québec, M. A.-T. Charron, au sujet de la comptabilité de cette institution et du comptable Rosaire Carbonneau.

Adopté.

#### **Lots dans le canton Cabot**

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** propose, appuyé par le représentant de Westmount (M. Smart), qu'il soit mis devant cette Chambre la copie de toute correspondance, rapport de M. Gédéon Roy, etc. concernant les lots 42 et 43, III canton Cabot.

Adopté.

#### **Messages du Conseil législatif:**

**M. l'Orateur** informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

- bill 16 concernant la vente et la distribution du combustible et des comestibles en temps de crise;

- bill 189 amendant la loi concernant l'agrandissement du palais de justice du district de Québec.

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, avec certains amendements qu'il la prie d'agréer, le bill suivant:

- bill 84 amendant la charte de la ville Laval-des-Rapides.

#### **Charte de Laval-des-Rapides**

La Chambre procède à la prise en considération des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 84 amendant la charte de la ville de Laval-des-Rapides. Les amendements sont lus deux fois et adoptés. Le bill est retourné au Conseil législatif.

#### **Questions et réponses:**

##### **Dépenses d'impressions**

**M. Smart (Westmount):** 1. Quels sont les noms des journaux, personnes et compagnies auxquels le gouvernement a payé ou avancé des frais d'annonces, d'impression et de reliure depuis le 1<sup>er</sup> juillet 1922?

2. Combien a-t-il payé ou avancé à chacun: *a.* pour frais d'annonces? *b.* pour frais d'impressions et de reliure?

**L'honorable M. Nicol (Richmond):** (Voir la liste à la page suivante)

<i>Noms</i>	<i>Annonces</i>	<i>Impressions et reliure</i>
Aubé, Louis.....		\$152.98
Association des marchands détaillants du Canada.....	30.00	
Association de prévoyance et de secours mutuel des bouchers de Montréal.....	30.00	
Ahern, M. Jos. ....		387.50
Association des facteurs fédérés de Québec .....	100.00	
Beaulieu, L. ....		175.00
Benallack Lithographing & Printing Co. ....		45.75
<i>Bulletin de la Chambre de commerce</i> .....	100.00	
Cie de L'Événement .....	143.75	4,457.03
Cie de publication Le Nouvelliste.....	44.60	6.25
Cie de publication La Patrie.....	474.67	148.20
Contract Record & Engineering Review .....	206.60	
Cie de publication La Presse.....	10,796.84	26.10
Cie de publication La Tribune .....	44.10	2,357.39
Cie de publication Le Canada .....	513.60	8,126.88
Cie l'Automobile au Canada .....	40.00	
Charrier & Dugal .....		2,062.40
<i>Canada Français</i> .....	100.00	3,207.29
Cercle des commis épiciers (Montréal) .....	25.00	
Cie de publication de Lévis.....		3,331.51
Cie d'imprimerie commerciale.....		2,954.56
Chouinard, C. ....		131.79
Copeland & Chatterson Ltd. ....		55.28
<i>Canadian Engineer</i> .....	71.21	
C. C. des syndicats catholiques .....	100.00	
Conseil des métiers et du travail du Canada .....	100.00	
Cie de publication Le Soleil ltée.....	163.09	48,897.87
Drouin, J.-P.-R. ....		264.07
Dussault & Proulx.....		2,760.64
Eng. Institute of Canada.....	60.00	
Faber, F.-N. ....		575.83
Gazette Printing Co. Ltd. ....	882.17	
Granger & frères .....		117.00
Gendron, J.-B. ....		17.80
Gagné, Cyrille .....	75.00	
Herald publishing Co. ....	1,076.00	44.16
Imprimerie de Montmagny .....		117.88
Imprimerie générale de Rimouski.....		2,304.06
Irish canadian Publishing Co. ....	50.00	
Imprimerie Aubé.....		902.44
Imprimerie du Peuple.....		332.56
Imprimerie Modèle .....		789.16
Imprimerie Perfecta .....		988.99
Imprimerie d'Arthabaska inc.....		91.96
Journal of Commerce Publishing Co. ....	15.45	
Lafrance, Victor, enrg .....		1,441.32
<i>Le Monde Ouvrier</i> .....	75.00	
<i>Le Bulletin de la Ferme</i> .....	1,476.44	3,114.43
<i>L'Autorité</i> .....	27.50	
<i>Le Bulletin</i> .....	224.52	
L'Éclaireur ltée .....	4.20	1,660.27

<i>Noms</i>	<i>Annonces</i>	<i>Impressions et reliure</i>
<i>Le Progrès de l'Est</i> .....	39.00	
<i>La Semaine Commerciale</i> .....		419.37
La O. K. feuilles mobiles .....		24.89
<i>L'Action Française</i> .....	40.00	
Librairie Beauchemin.....		10,836.77
<i>Le Bien Public Trois-Rivières</i> .....		8.00
Liguori, rév. Frère .....		368.77
L'imprimerie Yamaska.....		156.08
L'imprimerie populaire ltée.....		11.00
<i>L'Argus de la presse internationale</i> .....	90.00	
<i>L'Avenir du Nord</i> .....	13.42	
Laflamme, J.-A.-K .....		86.76
<i>La revue Trimestrielle Canadienne</i> .....	15.00	
L'Abeille enregistrée .....		386.79
L'Action sociale ltée.....		25.00
Montreal Star Publishing Co.....	142.00	
Moore & Co. T.....		9.45
Montreal Automobile Ass. Ltd .....	75.00	
Montreal Star Publishing Co.....	246.75	
Montreal Envelope Co .....		42.50
Macleon Publishing Co. ....	180.08	
Marketing Publishing Co. ....	100.00	
<i>McGill News</i> .....	100.00	
Mercantile Printing .....		992.90
Nagant, H.-M., La Trappe.....		1,639.11
Prévost, J.-E. ....		206.59
<i>Progrès de Valleyfield</i> .....		40.00
Pigeon ltée, A.-P. ....		1,096.50
Paradis, A. ....		60.00
Poitrass, G.....		5,774.65
Perreault Printing .....		52.19
Review Publishing Co.....	1,747.20	
Richard, Jérémie .....		70.90
Sherbrooke Record Co. ....	145.05	
St. Patrick's Literary Institute.....	25.00	
Telegraph printing Co. ....	234.36	22,181.15
Tremblay, Ernest.....		473.47
Waterloo Advertiser.....	6.30	

#### **Division d'enregistrement de La Tuque**

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 179 amendant les statuts refondus, 1909, relativement à la création de la division d'enregistrement de La Tuque soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité général.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

**Subsides**

**L'honorable M. Nicol (Richmond)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

Adopté.

**En comité:**

**L'honorable M. Nicol (Richmond)** propose:  
1. Qu'un crédit n'excédant pas cent trente-cinq mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour Industrie laitière et inspection des fabriques de produits laitiers, 5 George V, chapitre 31, et 11 George V, chapitre 37, pour l'exercice finissant le 30 juin 1924.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) discute plusieurs aspects de la politique du gouvernement, puis demande la suspension des travaux de la Chambre jusqu'à 8 heures et demie.

La résolution est adoptée.

À 6 h 10, la Chambre suspend ses travaux.

**Reprise de la séance à 8 h 30****Demande de documents:****Colons du canton Nelson**

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** propose, appuyé par le représentant de Montréal-Saint-Georges (M. Gault), qu'il soit mis devant cette Chambre, la copie de toute correspondance entre le gouvernement ou aucun de ses ministres au sujet des colons du canton Nelson et des lots no 11 sud-ouest, depuis décembre 1919.

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska)** promet qu'on examinera les griefs du colon en question et qu'on lui rendra la justice qui lui est due.

Adopté.

**Subsides**

**L'honorable M. Nicol (Richmond)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

Adopté.

**En comité:**

**L'honorable M. Nicol (Richmond)** propose:  
2. Qu'un crédit n'excédant pas vingt-cinq mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'horticulture, pour l'exercice finissant le 30 juin 1924.

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine) discute l'article sur les sociétés d'horticulture et parle d'une société du comté de Beauharnois.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Quelle est cette société? Où opère-t-elle? L'honorable député de Beauharnois doit savoir cela?

**M. Bergevin (Beauharnois):** L'horticulture est en honneur dans mon comté. J'en fais moi-même dans mon jardin et j'invite le chef de l'opposition à venir en manger.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Est-ce pour le jardin du député de Beauharnois que l'on vote des crédits à l'horticulture?

**M. Bergevin (Beauharnois)** réplique au chef de l'opposition et offre de faire un discours sur ce sujet, tout comme son discours de l'année dernière sur le creusage du Saint-Laurent.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** réplique à son tour au député de Beauharnois. Si la Chambre ajourne pour le temps des fêtes, dit-il, je propose que le député de Beauharnois prépare un discours sur la question. Il pourra alors parler pendant 40 jours et 40 nuits.

**M. le président (M. Fortier)** rappelle les députés à l'ordre. La proposition est adoptée.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Pas encore, M. le Président.

**Des députés** murmurent.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** J'ai déjà entendu d'autres loups.

L'adoption de l'item est reportée<sup>3</sup>.

**L'honorable M. Nicol (Richmond)** propose:

3. Qu'un crédit n'excédant pas vingt-sept mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour le *Journal d'agriculture*, pour l'exercice finissant le 30 juin 1924.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** critique longuement certains journaux agricoles.

La résolution est adoptée.

**L'honorable M. Nicol (Richmond)** propose:

4. Qu'un crédit n'excédant pas quinze mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'aviculture, pour l'exercice finissant le 30 juin 1924.

Adopté.

5. Qu'un crédit n'excédant pas trente-cinq mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour expositions, pour l'exercice finissant le 30 juin 1924.

Adopté.

#### Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté plusieurs résolutions et demande la permission de siéger de nouveau. Lesdites résolutions sont lues deux fois et adoptées.

#### Ajournement

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, appuyé par le représentant des Îles-de-la-Madeleine (l'honorable M. Caron), que, lorsque cette Chambre s'ajournera, elle soit ajournée à trois heures demain après-midi.

Adopté.

La séance est levée à 9 h 45.

2. *Le Soleil*, *L'Action* et *La Presse* disent le contraire de *L'Événement* pour ce passage. *Le Soleil* écrit en page 9: "Selon le député de Mégantic, il y a peu de cas qui sont réglés à l'amiable".

3. Le débat a duré une demi-heure, selon *L'Événement*.

---

#### NOTES

1. Le comté de Bonaventure fut représenté de 1890 à 1894 par le premier ministre Honoré Mercier, père du ministre des Terres.

## Première séance du jeudi 21 décembre 1922

## Présidence de l'honorable J.-N. Francoeur

La séance est ouverte à 3 h 30.

## Prière.

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Commissaires d'écoles  
de Grand'Mère

**M. Bordeleau (Champlain)** propose, appuyé par le représentant de Laprairie (M. Cédilot), que toutes les dispositions du règlement qui ont trait à l'avis à la présentation, à la réception et à l'examen des pétitions introductives de bills privés, ainsi que l'examen préliminaire à la présentation et à l'examen par les comités des bills privés, soient suspendues et qu'il soit, en conséquence, dispensé de présenter une pétition, et qu'il lui soit permis de présenter un bill constituant en corporation les commissaires d'écoles pour la municipalité de Grand'Mère, dans le comté de Champlain.

Adopté.

**M. Cédilot (Laprairie)** demande la permission de présenter le bill 115 constituant en corporation les commissaires d'écoles pour la municipalité de Grand'Mère, dans le comté de Champlain.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

## Rapports de comités:

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le dix-neuvième rapport du comité permanent des bills publics. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de référer à la Chambre les bills suivants:

- bill 146 amendant les statuts refondus, 1909, relativement à la fermeture des magasins à bonne heure;

- bill 147 amendant l'article 7630 des statuts refondus, 1909, relativement à la manière d'atteler les chevaux sur les voitures d'hiver, dans certains comtés;

- bill 112 concernant l'éducation des enfants non catholiques et non protestants de Montréal;

- bill 114 concernant le Bureau des commissaires d'écoles protestants de la cité de Montréal et la Commission des écoles catholiques de Montréal.

**M. Daniel (Montcalm):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le cinquième rapport du comité permanent du Code municipal. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, sans amendement, le bill suivant:

- bill 163 amendant l'article 730 du Code municipal.

Votation dans les  
municipalités scolaires

**L'honorable M. David (Terrebonne)** demande la permission de présenter le bill 173 amendant la loi concernant l'instruction publique, au sujet de la votation au scrutin secret dans certaines municipalités scolaires.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Éducation  
pour aveugles

**L'honorable M. David (Terrebonne)** demande la permission de présenter le bill 175 autorisant la passation de contrats avec les institutions d'éducation pour aveugles.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

## Questions et réponses:

Sommes payées  
à Charles Lanctôt

**M. Smart (Westmount):** Relativement aux sommes de \$700, \$3,500 et \$1,100 qui, d'après les *Comptes publics*, 1921-22, pages 156 et 157, ont été payées à M. Charles Lanctôt, assistant-procureur général, pour services en divers cas, le gouvernement voudra-t-il bien déclarer en vertu de quel article ou de quels articles des statuts lesdits montants ont été payés sans autorité par arrêté ministériel?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Ces honoraires d'avocat ont été payés en vertu de la loi 11 George V, chapitre 1, cédula B, item 14.

### **Chemins sur la côte de Beaupré**

**M. Smart (Westmount):** 1. Quelles sont les demandes de changement de tracé qui ont été faites durant l'année 1922, aux chemins entre Québec et Sainte-Anne-de-Beaupré?

2. Quand et par qui ont été faits ces changements de tracé?

3. Tous les changements demandés ont-ils été accordés? Si non, quels sont ceux qui ont été accordés?

4. Les changements accordés ont-ils été faits en tout ou en partie?

5. Quant à ceux qui ont été faits, par qui ont-ils été faits?

6. Aux frais de qui ont-ils été faits?

7. Quel en a été le coût jusqu'à maintenant?

8. Quel en sera le coût complet?

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska):** 1. *a.* Changement de tracé près de la côte des Pères, dans le village de Beauport et le village de Giffard; *b.* Élargissement et redressement du chemin près de l'église de l'Ange-Gardien; *c.* Redressement vis-à-vis la propriété de M. Canac Marquis, dans la paroisse de Château-Richer.

2. Par le département de la voirie, du 2 novembre au 5 décembre 1922.

3. Non; le changement "*b*" seul a été accordé.

4. Le changement "*b*" a été complété à l'exception des garde-fous.

5. Par le département de la voirie.

6. Du gouvernement et de la municipalité.

7. \$3,399.47

8. \$3,424.47.

### **Dépenses pour la voirie**

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** 1. Quel montant total le gouvernement a-t-il prêté: *a.* à la paroisse de Boucherville et; *b.* au village de Boucherville en vertu de la loi des bons chemins de 1912 et ses amendements?

2. Même question aux municipalités des paroisses: *a.* de Sainte-Rose; *b.* Saint-Martin; *c.* Bord-à-Plouffe; *d.* à Laval-des-Rapides; *e.* à Saint-François de Sales; *f.* à Saint-Vincent-de-Paul?

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska):** 1. *a.* \$238,105.01; *b.* \$33,383.72.

2. *a.* \$16,467.95; *b.* \$173,597.94; *c.* Aucun; *d.* \$24,986.00; *e.* \$99,420.57; *f.* \$128,056.46.

### **Kirsh & Son**

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** 1. Le département de la voirie a-t-il passé des contrats avec la raison sociale de Kirsh & Son?

2. Dans l'affirmative, à quelles dates et pour quel montant?

3. Quels sont les associés de cette raison sociale?

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska):** 1. Non.

2. Réponse au no 1.

3. Réponse au no 1.

### **Votation dans les municipalités scolaires**

**L'honorable M. David (Terrebonne)** propose, selon l'ordre du jour, appuyé par le représentant de Bellechasse (l'honorable M. Galipeault), qu'à sa prochaine séance la Chambre se forme en comité général pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 173 amendant la loi concernant l'instruction publique, au sujet de la votation au scrutin secret dans certaines municipalités scolaires.

Adopté.

### **Éducation pour aveugles**

**L'honorable M. David (Terrebonne)** propose, selon l'ordre du jour, appuyé par le représentant de Bellechasse (l'honorable M. Galipeault), qu'à sa prochaine séance la Chambre se forme en comité général pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 175 autorisant la passation de contrats avec les institutions d'éducation pour aveugles.

Adopté.

### **Hôpital protestant des aliénés**

**L'honorable M. Nicol (Richmond)** propose, selon l'ordre du jour, appuyé par le représentant de Montréal-Dorion (l'honorable M. Lacombe), qu'à sa prochaine séance la Chambre se forme en comité général pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 168 concernant l'hôpital protestant des aliénés.

Adopté.



### **Sociétés coopératives agricoles**

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 190 amendant les statuts refondus, 1909, relativement aux sociétés coopératives agricoles soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité général.

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine) propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

### **Cour supérieure et Cour de circuit, Québec**

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 180 concernant la tenue de la Cour supérieure et de la Cour de circuit dans et pour le district de Québec soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité général.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté avec un amendement. L'amendement est lu deux fois et adopté.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

### **Vente des narcotiques<sup>1</sup>**

L'honorable M. Nicol (Richmond) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en

comité général pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 183 concernant la vente des narcotiques.

Adopté.

Il informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolution et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

### **En comité:**

**L'honorable M. Nicol (Richmond)** propose: Que le permis pour la vente des narcotiques, visé par la loi qui accompagne la présente résolution, sera accordé par le trésorier de la province, sur paiement de la somme de vingt-cinq piastres, s'il lui est démontré que la personne qui en fait la demande y a droit, en vertu de la loi.

**M. Poulin (Montréal-Laurier):** M. le Président, j'ai tout lieu de supposer que la résolution relative au bill 183, qui est actuellement soumis à l'approbation de cette Chambre, touchant l'usage et le commerce des stupéfiants, va infailliblement rallier tous les suffrages. En vérité, il faudrait être un oppositionniste enragé à outrance pour ne pas approuver le projet de l'honorable trésorier, dont le but est d'enrayer le trafic des drogues. Il faudrait être aveugle pour ne pas reconnaître que l'intérêt public, l'avenir de notre race, le souci de notre bonne réputation et la charité la plus élémentaire envers les victimes de ces drogues, nous font à tous un devoir sacré de prendre des mesures énergiques pour couper le mal dans sa racine. Aussi, ce n'est pas tant un plaidoyer à l'appui du nouveau bill que je désire faire aujourd'hui qu'une opportune mise au point réclamée par la justice, par les citoyens de Montréal en général et par mes électeurs de Laurier en particulier.

Je me lève, non pas seulement pour applaudir à ce projet, mais pour remettre les choses au point, en ce qui concerne Montréal. À lire les faits divers publiés chaque jour, dans certains journaux, on pourrait croire que la métropole est devenue une Babylone moderne et que sa population tout entière se livre sans frein à tous les excès des Chinois dégénérés. Qui sait si dans certains milieux on n'admet pas déjà en soupirant que les Montréalais, oublieux de leur vieille tradition, sont en train de devenir un chancre hideux capable d'empoisonner tout le reste de la province. Si de tels soupçons venaient à se généraliser, ce serait la dernière des abominations.

La vérité, c'est que Montréal étant comme un avant-poste pour tout le reste du pays, c'est là naturellement que la lutte se fait plus ardente. Personne n'ignore que, pendant des siècles, la plaie des drogues a été pratiquement inconnue au Canada.

Il y a 50 ans, il y a 25 ans même, les cas de morphinomanie, etc. parfaitement caractérisés étaient de rares exceptions. Cette plaie nous est donc venue de l'extérieur, elle nous est venue des États-Unis, elles nous est venue des pays d'Europe. Encore actuellement, les véritables trafiquants de drogues sont des étrangers. Les véritables trafiquants d'opium, de morphine et de cocaïne, ce ne sont pas les pauvres diables que l'on arrête ici et là en possession d'un gramme ou deux de la poudre fatale, mais ce sont tous des étrangers. Évidemment, ces étrangers, pour introduire et pousser leur néfaste commerce dans notre pays, n'ont jamais songé un instant à planter leur tente aux Escoumins, à Saint-Côme ou à Sainte-Perpétue.

Ils n'ont pas choisi ces endroits comme champ de leurs activités; c'est à Montréal, la plus grande ville du pays, qu'ils opèrent. Instinctivement, ils ont cherché à entrer par la porte, ils ont cherché le plus grand centre du commerce, le plus grand centre des chemins de fer, le plus grand port pour les océaniques. Quand bien même tous les Montréalais auraient fait partie du Tiers-Ordre ou des Chevaliers de Colomb, ils seraient venus s'établir à Montréal quand même. Cela n'empêcherait pas ces odieux personnages de venir s'établir dans la métropole.

C'est à cause de sa situation démographique de ville cosmopolite que Montréal s'est acquis quelque notoriété dans le commerce des narcotiques. Qu'au milieu de cette immense population, qui égale en partie celle de tout le reste du pays, les trafiquants soient parvenus à faire des victimes, il n'y a là rien d'extraordinaire, rien qui ne soit de nature à alarmer les âmes les plus jalouses de bonnes mœurs et de notre bon nom.

Ce que tous les bons Canadiens avaient lieu d'espérer de la ville de Montréal, c'est qu'elle fit crânement face à l'orage, c'est qu'elle montrât assez de poigne et assez de vigilance pour protéger non seulement ses propres citoyens, mais les milliers et milliers de visiteurs qui nous arrivent chaque jour et souvent avec d'autres idées en tête que celle de faire un pieux pèlerinage. Personne ne désire plus que Montréal l'enrayement de ce commerce maudit.

Or, sur ce terrain, je me fais un devoir d'affirmer que la ville de Montréal a su noblement faire son devoir. Toutes les classes et tous les partis se sont unis comme un seul homme pour combattre

le fléau. Le clergé, les échevins, les hommes de police, les magistrats, les avocats, les journalistes et les unions ouvrières de toutes les dénominations se sont prêté un mutuel appui, et si le nombre de condamnations enregistrées chaque jour a pu paraître formidable, gardez-vous de conclure que notre population est sérieusement entamée, mais dites-vous plutôt que l'œuvre d'assainissement se poursuit sans merci et sans trêve.

C'est absolument parce que nous voulons un assainissement complet que nous avons été en instance pour obtenir des lois plus sévères. Nous comprenons qu'il y a des types de malfaiteurs qui ne lâchent prise que sous la menace du fouet, nous voulons appliquer aux grands maux, les grands remèdes. Il se réjouit donc de voir que le gouvernement veut punir sévèrement les trafiquants de drogues.

Nous avouons volontiers que nous avons reçu dans le combat quelques blessures, mais peut-on reprocher aux troupes qui combattent à la frontière de perdre plus d'hommes que celles qui se reposent tranquillement en garnison? Peut-on s'étonner si les gens du golfe sont plus souvent victimes de la fureur des flots que les paisibles canotiers de la rivière Saint-Charles? Peut-on accuser les médecins de la Grosse-Isle de négliger l'hygiène parce qu'ils ont souvent des épidémies à combattre?

Pendant les dix premières années de son existence, l'antique Ville-Marie a bien perdu la moitié de ses habitants, tombés tour à tour sous les coups des Iroquois, ce qui ne l'a pas empêché de demeurer le plus solide boulevard de la colonie contre l'invasion des barbares. Que le pays se rassure, les Montréalais d'aujourd'hui sont les descendants en ligne directe des compagnons de Maisonneuve et de Dollard, lors même qu'ils perdraient encore quelques déchets dans le combat avec les barbares trafiquants de drogue. Ils resteront toujours comme autrefois la meilleure protection et le plus solide boulevard de la race canadienne.

**M. Conroy (Montréal-Sainte-Anne)** approuve entièrement les vues de son collègue, le député de Montréal-Laurier (M. Poulin). Il remercie le gouvernement d'avoir présenté cette mesure qui va être de nature à faire face à une situation sérieuse. Cette loi plus sévère aura beaucoup fait pour améliorer l'état de choses actuel.

Au sujet de la situation qui existe à Montréal, il ne faut pas oublier, dit-il, que le port de Montréal est ouvert durant sept mois de l'année et que ce n'est pas l'habitude des narcotiques qui fait le plus de mal.

Il croit que les drogues sont importées d'Allemagne et il suggère que le gouvernement se mette en communication avec le gouvernement fédéral pour obtenir une plus grande surveillance des colis envoyés des pays d'Europe. La coopération des autorités fédérales est nécessaire et celles-ci pourraient aider sensiblement la campagne contre les narcotiques en exerçant une surveillance étroite sur les étrangers qui arrivent au pays et qui cachent dans leurs effets les narcotiques, qu'ils vendent ensuite à notre population.

**M. Miles (Montréal-Saint-Laurent)** appuie les remarques du député de Montréal-Laurier (M. Poulin). Il fait aussi remarquer que l'approvisionnement des drogues vient aujourd'hui de l'Allemagne et du Japon, car il n'y a que ces pays qui produisent en grandes quantités. Tous les efforts des gouvernements doivent être dirigés vers les sources d'approvisionnement, de façon à arrêter l'importation. Malheureusement, les drogues en usage n'entrent pas par les canaux ordinaires, car ceux-ci sont couverts par la loi fédérale, et les consommateurs de drogues ne s'approvisionnent pas chez le pharmacien, sauf exception. Le gouvernement devrait faire tout son possible pour découvrir la source de ces drogues et la manière dont elles sont introduites au pays.

Dans ces dernières années, aux États-Unis, on a pris tous les moyens possibles pour enrayer le commerce de la drogue, et les recherches que l'on a faites ont permis de croire qu'une loi uniforme dirigée contre les façons d'importer la drogue pourrait avoir quelque effet. Les représentants de tous les États se sont réunis à New York et ont adopté une législation uniforme très sévère, ne laissant aux États la liberté de légiférer qu'en matière pénale. Il croit que l'année prochaine, le gouvernement, quand il aura connu les résultats des recherches que l'on a entreprises aux États-Unis, pourra agir avec encore plus d'efficacité.

Il suggère cependant que les cours peuvent être d'une grande utilité, en mettant en pratique les pénalités les plus rigoureuses que l'on aura édictées. Il souhaite que l'on s'occupe davantage de ce problème à la prochaine session et suggère, comme son collègue de Saint-Laurent, que le fouet soit employé comme le meilleur remède contre les drogues. Ce remède a obtenu d'excellents résultats en Angleterre. Il espère qu'à une prochaine session, le gouvernement agira avec plus de sévérité encore et adoptera le système du fouet auquel il tient absolument. Jamais, dit-il, l'on ne pourra édicter de pénalités assez sévères contre les contempteurs de la

loi fédérale et de la loi que le gouvernement provincial veut passer.

**L'honorable M. Nicol (Richmond):** Je suis heureux de voir que les députés de la cité de Montréal approuvent le projet de loi du gouvernement, dont le but est de débarrasser la province des vendeurs de drogues. Il y a une bonne loi fédérale, pour réglementer le commerce des narcotiques, mais nous voulons exercer un plus grand contrôle et rendre la peine plus sévère. Nous proposons donc d'imposer une licence de \$25 à tout marchand de drogues, sauf les médecins, les pharmaciens et les dentistes. Notre but est de pouvoir faire arrêter toute personne qui se livrera au commerce des drogues et de leur infliger une peine sévère.

Le but principal de la loi est de définir tout particulièrement le mot "vente", puisque la loi fédérale en dehors de cette définition est pratique et complète, quant aux pénalités qui sont édictées. Mais la loi ne définit pas suffisamment ce que l'on peut entendre par le mot "vente". Le but de la loi provinciale est donc de donner à la loi fédérale ce qu'elle n'a pas. La définition sera de solliciter ou recevoir une commande de garder ou de mettre en vente, de livrer, moyennant une certaine compensation, d'offrir en vente, d'en faire le commerce ou de promettre directement ou indirectement et sous aucun prétexte d'en obtenir, d'en faire offrir ou d'en mettre en vente. Cette définition incluse dans le bill des liqueurs a contribué à la bonne observance de la loi.

Il ne croit pas que des permis pour la vente des drogues seront donnés au premier venu, mais il est convaincu que ces permis ne seront accordés qu'à ceux qui y auront droit de par la loi fédérale. Par cette loi, dit-il, personne, excepté ceux qui ont obtenu des permis pour vendre des narcotiques, ne pourra exercer le commerce, à moins d'encourir les peines les plus sévères. Le fait que le gouvernement punira de la défense d'exercer sa profession tout médecin, pharmacien, vétérinaire ou autre qui, sans permis, aura été trouvé coupable de vendre des narcotiques, veut dire assez que le gouvernement veut aller aussi loin qu'il le peut. Le but de la loi provinciale n'est pas de remplacer la loi fédérale, mais de rendre cette dernière plus complète et encore plus sévère. Elle pourra permettre d'arrêter toute personne qui, dans les rues ou autrement, sera trouvée coupable de vendre des drogues sans permis.

La résolution est adoptée.

**Résolutions à rapporter:**

Le comité fait rapport qu'il a adopté une résolution, laquelle est lue deux fois et adoptée.

Il est ordonné que ladite résolution soit renvoyée au comité général chargé d'étudier le bill 183 concernant la vente des narcotiques.

**Vente des  
narcotiques**

**L'honorable M. Nicol (Richmond)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 183 concernant la vente des narcotiques soit maintenant lu une deuxième fois.

Il fait un bref exposé de la loi.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Nous sommes en face d'un état de choses alarmant, en ce qui regarde la loi des narcotiques. La loi fédérale est assez complète, mais la province se trouve dans une situation spéciale à ce sujet. Les condamnations pour infractions à cette loi ont augmenté dans des proportions considérables en ces dernières années. En 1917, nous avons enregistré 75 condamnations en vertu de la loi des narcotiques<sup>2</sup>. En 1918, il y a eu 75 condamnations dans la province, contre la loi des narcotiques<sup>3</sup>; en 1919, 84 condamnations<sup>4</sup>; en 1920, 108 condamnations<sup>5</sup>; en 1921, 234<sup>6</sup>; et, en 1922, cette année, le nombre de ces effractions atteint déjà le chiffre considérable de 534<sup>7</sup>. Comme on peut le voir, c'est une gradation considérable et une augmentation sensible et qui en dit long sur la marche du progrès de la drogue.

La loi fédérale, je l'avoue, est assez complète, quant aux amendes imposées et à l'emprisonnement, mais nous de la province de Québec, nous ne pouvons décréter le fouet, comme on l'a suggéré. Mais si on ajoutait la peine du fouet, je crois personnellement, avec le député de Saint-Laurent, que ce serait une bonne chose et un bon remède. La pénalité dans ces cas d'infractions, du moins en autant que le droit de pratique n'est pas concerné, est imposée en vertu d'une loi fédérale. Dans les circonstances et par les clauses de son bill, le gouvernement est allé à la limite de ses pouvoirs. La province ne peut pas imposer le fouet pour les infractions, mais le gouvernement fédéral peut le faire. Nous allons exiger, par notre loi provinciale, que toute personne qui voudra vendre des narcotiques devra avoir un permis de la province. Le prix du permis est nominal, \$25, mais cela nous

permettra, comme l'a dit l'honorable trésorier, d'exercer un plus grand contrôle sur les vendeurs. Un agent provincial pourra arrêter en aucun temps un trafiquant de drogue, si ce dernier n'a pas de permis du gouvernement.

Pour donner une idée du nombre d'infractions à la loi des narcotiques, la Chambre me permettra de lui citer encore une statistique. Le 1<sup>er</sup> décembre, nous avions, dans la prison de Bordeaux, 687 prisonniers, dont 179 détenus pour infractions à la loi des narcotiques. Sur 687 femmes détenues dans la prison de Montréal, 187 ont été arrêtées pour la vente de narcotiques. La situation est donc plus critique que jamais. Il est devenu urgent que l'État s'occupe du problème. J'espère que les amendements que nous proposons à la loi nous permettront d'enrayer ce fléau.

La mesure telle que présentée qui obligera à l'avenir tout accusé, pour du moins la plupart d'entre eux, à répondre à deux accusations au lieu d'une, obtiendra, espère-t-il, de bons résultats. Ainsi, tout professionnel, qui enfreindra la loi fédérale sur les narcotiques, perdra le droit de pratiquer sa profession pendant un an. Il faut sévir contre les abus considérables qu'il y a à Montréal et il faut le faire aussi sévèrement que possible. J'espère que le concours de tous les pouvoirs publics aura pour effet de mettre fin à cet état de choses et produira de bons résultats. Donc que cette loi très sévère, je l'avoue, aura pour effet de diminuer les abus des narcotiques.

La proposition est adoptée à l'unanimité. Le bill est renvoyé au comité général.

**L'honorable M. Nicol (Richmond)** propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté.

**En comité:**

**L'honorable M. Nicol (Richmond)** et **l'honorable M. Taschereau (Montmorency)** expliquent que le bill, tel que présenté, a surtout pour objet de compléter la loi fédérale en définissant d'une façon bien précise le mot vente, interprété comme suit: solliciter ou recevoir une commande de garder ou de mettre en vente, de livrer, moyennant une certaine compensation, d'offrir en vente, d'en faire le commerce ou de promettre directement ou indirectement et sous aucun prétexte d'en obtenir, d'en faire offrir ou d'en mettre en vente.

Ils expliquent aussi les clauses principales du bill qui stipule que les pharmaciens, les médecins, les chirurgiens, les dentistes ou les vétérinaires, trouvés coupables d'une offense contre la loi fédérale ou toute autre loi provinciale concernant les narcotiques soient suspendus de leur pratique pour la période d'une année. Ces professionnels reçoivent d'Ottawa leur pouvoir de vendre les narcotiques, mais leur permis d'exploiter leur profession leur est donné en vertu de la loi provinciale.

Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

**L'honorable M. Nicol (Richmond)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **Demande de documents:**

##### **Secours aux sinistrés du Témiscamingue**

**M. Simard (Témiscamingue)** propose, appuyé par le représentant de Saint-Maurice (M. Ricard), qu'il soit mis devant cette Chambre la copie de toute correspondance échangée avec le gouvernement concernant l'octroi et l'envoi de secours aux sinistrés des paroisses de Nédélec et de Témiscamingue-Nord.

Si je propose cette motion, c'est uniquement pour me fournir l'occasion de m'acquitter d'une dette de reconnaissance envers le gouvernement et ceux qui ont si généreusement aidé aux sinistrés des paroisses de Nédélec et de Témiscamingue-Nord dans le comté que j'ai l'honneur de représenter. C'est l'occasion de remercier ceux qui se sont portés avec une si spontanée générosité au secours des sinistrés.

Au nom de la population du Témiscamingue, je tiens à remercier le gouvernement et tous ces généreux citoyens qui ont porté secours à la population, si cruellement éprouvée par les feux de forêt. Grâce à ces secours, les maisons incendiées se reconstruisent et la colonisation de notre belle région va se continuer avec une ardeur nouvelle.

Au mois d'octobre dernier, comme la Chambre le sait et comme toute la province le sait d'ailleurs, un incendie terrible jetait dans l'angoisse et un dénuement presque complet ces deux paroisses. Trois ou quatre jours après cet incendie, c'est-à-dire

le temps de mesurer un peu la grandeur du désastre et celui de descendre ici, accompagné de l'honorable ministre de la Colonisation, les abbés Gauvin et Moreau, curés de ces deux paroisses, ainsi que du maire de Ville-Marie, nous nous présentions chez le premier ministre pour lui faire d'abord un rapport de la cause et ensuite pour demander l'aide du gouvernement.

Une demi-heure après cette entrevue, l'honorable ministre de la Colonisation donnait ordre à l'un de ses officiers d'avoir à partir dans l'après-midi du même jour pour acheter un million de pieds de bois, avec le clou, papier, etc. nécessaire. En même temps, l'honorable premier ministre télégraphiait lui-même à Ottawa, demandant à l'honorable M. King des secours en argent. Résultat, c'est qu'une semaine après, nous avions la promesse d'un chèque de \$25,000 du gouvernement fédéral et que les premiers chars de matériaux de construction étaient déjà rendus à Liskeard, et cela, pour se continuer tous les jours, jusqu'au nombre d'au-delà de 60.

L'initiative privée à Québec et à Montréal a été admirable et efficace. La ville de Québec a souscrit sans délai la somme de \$1,000, tandis que la Ligue nationale de colonisation, dont M. le docteur P.-H. Bédard est le président, se mettait à l'œuvre pour recueillir des fonds et des vêtements pour les malheureux incendiés.

De son côté, Son Éminence le cardinal Bégin, dans une lettre circulaire à son clergé, recommandait une quête dans toutes les églises de son diocèse. Les citoyens de la ville de Montréal ne se sont pas montrés moins généreux à l'égard des colons du Témiscamingue. Un comité sous la direction de M. Raoul Dandurand et dont l'âme était Mme Mercier, femme de M. le ministre des Terres et Forêts, ainsi que Mme G. MacDermott, ouvrit une souscription et, en quelques jours, des chars de lits, d'ustensiles et de vêtements ainsi que des sommes assez importantes furent envoyés au directeur d'un comité de secours organisé au Témiscamingue, le tout pour être divisé, avec équité, aux plus nécessiteux.

D'autres secours ont été reçus du comté de Champlain et d'ailleurs. Le comté de Champlain compte un bon nombre de ses enfants dans cette région. Il témoigna de sa vive sympathie à l'égard de ces colons éprouvés. Sous la direction de M. Bordeleau, député de ce comté, s'organisa une souscription, et ce dernier se rendit lui-même au Témiscamingue non seulement pour porter ses secours en argent, mais encore avec sa sympathie si naturelle chez lui, offrir à la population éprouvée l'encouragement moral dont elle avait besoin.

Mais, je ne saurais oublier le zèle et le dévouement, au-dessus de tout éloge, que les deux abbés Gauvin et Moreau ont témoigné aux malheureux incendiés, lors de cette terrible conflagration qui a jeté dans le dénuement complet toute une population, jusqu'alors dans une aisance relative.

Grâce à tous ces secours et ces dévouements, j'ai plaisir, M. l'Orateur, de vous assurer que les sinistrés, avec un courage vraiment stoïque, sont tous restés à leur poste, convaincus que dans le cours de l'hiver ils n'auront pas à souffrir l'absolu nécessaire, et fermement décidés à se remettre à la tâche avec la même ardeur qu'avant. Pour toutes ces sympathies si réconfortantes, pour tous ces dévouements si efficaces et d'autres initiatives que j'oublie certainement, ainsi qu'à ceux qui veulent que la main gauche ignore ce que la main droite donne, j'offre mes sincères remerciements et le témoignage public de ma vive gratitude. Ces bienfaits sont de ceux que l'on ne peut oublier. Les colons du Témiscamingue unissent leurs voix à la mienne en ce moment pour exprimer leurs sincères remerciements et leur reconnaissance à qui de droit.

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska):** La population de notre province s'est émue des malheurs arrivés aux colons de Nédélec et de Témiscamingue-Nord et le gouvernement s'est hâté de les secourir. Les abbés Moreau et Gauvin sont venus avec le député de Témiscamingue (M. Simard) pour exposer l'étendue des pertes. Au lendemain de ce désastre, à la première demande qui lui a été faite par les curés de Nédélec et de Témiscamingue-Nord, le gouvernement a commencé par donner un octroi en argent aux sinistrés, puis on a expédié immédiatement un million de pieds de bois, ainsi que du papier goudronné et des clous.

Quelques jours après, les abbés Moreau et Gauvin, curés des deux paroisses, nous ont remerciés. Ils ont écrit au gouvernement pour dire que les secours étaient rendus et que, grâce à eux, pas un seul colon de Nédélec et de Témiscamingue-Nord ne quitterait son lot. Nous n'avons fait que notre devoir. Nous sommes heureux de constater que pas un seul colon de ces deux paroisses ne quittera le Témiscamingue. Nous n'avons aucun doute que Nédélec et Témiscamingue-Nord, vont redevenir des centres de colonisation très prospères. Ces deux localités se relèveront de leurs ruines et elles continueront à être des centres importants de colonisation dans notre province.

La proposition est adoptée.

### **Quebec Tramway and Gas Company**

**M. Richard (Verchères)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 63 constituant en corporation la Quebec Tramways and Gas Company.

**M. Cannon (Québec-Centre):** Je me lève sur un point d'ordre. Je considère que la Chambre ne peut étudier ce projet, que nous n'avons jamais étudié ici. Personne n'a jamais été autorisé à présenter un bill ainsi intitulé. Un tel bill n'a jamais été lu en cette Chambre, il n'a pas été adopté ni en première lecture, ni en seconde lecture, ni renvoyé au comité des bills privés ou aucun autre comité de la Chambre. Celle-ci avait adopté un tout autre bill constituant en corporation le Quebec Tramway Company. Il affirme que les bills sont *ultravires* en ce sens qu'ils empiètent sur les compétences fédérales.

On sait ce qui s'est passé. Trois bills ont été présentés à la Chambre; nous les avons envoyés au comité des bills privés après avoir reçu leur première et seconde lecture. En passant, je soumets que les bills auraient dû être envoyés au comité des chemins de fer. Le comité des bills privés n'avait pas juridiction pour étudier le bill 63. Au comité des bills privés, les promoteurs ont retiré leurs trois bills et leur ont substitué deux autres projets, dont celui que nous avons devant nous. Il est vrai que c'est le bill 63, le même numéro que celui d'un des trois bills présentés au début, mais ce n'est plus le même projet de loi du tout.

Il n'a pas été présenté à cette Chambre de pétition demandant la constitution en corporation de "Quebec Tramways and Gas Company"; et un comité auquel a été renvoyé un bill ne peut y apporter des modifications qui fassent de ce bill un projet tout différent de celui qui a été lu une deuxième fois. Je ne crois pas même que les honoraires aient été payés pour le nouveau bill. Ce bill ne devrait pas se retrouver sur l'ordre du jour pour étude en comité, car il n'est pas passé par la procédure préliminaire. En guise d'appui à son affirmation, il cite les règles de la Chambre et les autorités parlementaires.

Le moment est venu de demander le respect des règles de la Chambre. Or, la règle 526 dit que le comité n'a pas le droit de retourner à la Chambre un nouveau projet de loi qui lui a été soumis. De plus, le bill doit être soumis aux officiers en loi, et l'officier en loi n'a pas fait de rapport sur ce sujet. Or, le bill n'a été soumis aux légistes qu'à la dernière minute, après la séance du comité. Le bill n'a jamais existé,

selon moi, je ne veux pas mettre d'entrave au travail de la Chambre, mais je veux faire respecter les droits des représentants du peuple. Comme représentant d'une division de la cité de Québec, je m'objecte à la prise en considération de ce projet du tramway, et du gaz, car je considère qu'il nous a été soumis subrepticement, dans les avis nécessaires. Il demande au président de la Chambre de déclarer hors d'ordre le projet de loi soumis à la Chambre.

**M. l'Orateur:** L'article 550 des règles de la Chambre décrète que la question des avis ne peut être décidée par l'Orateur. Il appartient au comité et non à l'Orateur ou au président de comité de décider de l'insuffisance des pétitions et des avis ainsi que des écritures qui doivent être déposées avec les bills privés. C'est aux officiers en loi à décider ce point.

**M. Cannon (Québec-Centre):** Ce n'est pas tant des avis que je me plains, que du fait que le bill n'est pas le même que nous avons référé au comité des bills privés.

**M. l'Orateur:** Je n'ai pas le droit de décider cette question. S'appuyant, répète-t-il, sur l'article 550 du règlement, il décide qu'il ne lui appartient pas de décider de l'insuffisance des pétitions, des avis, etc.

La proposition est adoptée sur division.

#### En comité<sup>8</sup>:

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) suggère que l'on vote sur le préambule du bill.

**M. Sauvé (deux-Montagnes)** s'objecte et dit que l'on devrait voter seulement sur le point d'ordre, car certains députés qui pourraient voter en faveur du point d'ordre pourraient aussi voter en faveur du bill, s'ils étaient sûrs que les règles de la Chambre sont respectées.

**M. le président (M. Lemieux, Wolfe)** donne lecture du préambule du bill: "Attendu que Edmund-Arthur Robert, financier; Charles Glass Greensheild, conseil du roi et avocat; James Edward Hutcheson, gérant; Kenneth Buchanan Thornton, ingénieur de la cité de Montréal, et l'honorable David-Ovid L'Espérance, sénateur de la cité de Québec, ont demandé, par leur pétition, d'être constitués en corporation comme compagnie portant le nom de

Quebec Tramway and Gas Company aux fins et avec les pouvoirs ci-après définis, et attendu qu'il convient de faire droit à leur dite pétition;

"À ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:"

**M. Cannon (Québec-Centre):** J'insiste pour avoir une décision sur le point d'ordre que j'ai soulevé et que je soulève de nouveau.

**M. le président (M. Lemieux, Wolfe):** Le préambule sera-t-il adopté?

**M. Cannon (Québec-Centre):** Non, non, je veux régler d'abord la régularité du bill. Il soulève de nouveau un point d'ordre. Il se base sur l'article 490 des règlements de la Chambre et soutient que le préambule ne contient pas des motifs et les faits qui justifient l'adoption du bill. Il demande au président du comité de déclarer le préambule hors d'ordre.

**M. le président (M. Lemieux, Wolfe)** déclare qu'il ne lui appartient pas de prendre une décision qu'il laisse à la Chambre.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Les faits relatés par le député de Québec-Centre (M. Cannon) sont exacts. La Chambre, croit-il, ne devrait pas permettre sans l'étudier sérieusement une pareille législation. Il ne s'agit pas de dire si on est en faveur du bill ou non; il s'agit de déclarer si le point d'ordre est bien fondé. Il partage, dit-il, l'opinion du député de Québec-Centre (M. Cannon) et demande le respect des règlements de la Chambre. On ne devrait faire aucune exception pour ce bill.

**L'honorable M. Galipeault (Bellechasse):** Les points d'ordre soulevés par le député de Québec-Centre ne sont pas nouveaux, ils ont été formulés au comité des bills privés et le président s'est prononcé contrairement à sa prétention. Le comité a bien le droit de fusionner deux bills en un seul, il l'a déjà fait dans le passé. Ainsi, les trois bills de Montréal ont été fusionnés comme un seul par le comité. Le préambule du bill contient tout ce qu'il doit contenir et, excluant le député de Québec-Centre (M. Cannon), l'opinion (contraire) vient de certains compéitionnaires. Le comité a donc accepté les bills en parfaite connaissance de cause. Il ne nie pas le droit du député de Québec-Centre de soulever des points d'ordre, mais par eux, il manifeste une inquiétude sur la législation présentée qui dépasse le

souci de l'intérêt public et est plutôt destiné à servir l'intérêt privé et de celui des compétiteurs. Ce n'est pas le temps, à la fin de la session, de retarder un bill sur des technicités (sic), quand aucun privilège de la Chambre n'est violé.

**M. Cannon (Québec-Centre)** fait remarquer que ce bill sort de l'ordinaire, puisqu'un ministre prend part au débat. En Angleterre, dit-il, les ministres ont adopté la règle sage de ne pas prendre part aux discussions des bills privés; cette règle devrait s'appliquer ici. Il corrige le ministre des Travaux publics et dit que le comité des bills privés n'a pris une décision que sur un seul point d'ordre, à savoir que ce comité n'avait pas le droit d'examiner un bill qui relevait du comité des chemins de fer.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) ne partage pas l'opinion du député de Québec-Centre, au sujet de l'opportunité pour les ministres de s'occuper de législation privée, car ceux-ci doivent accepter les responsabilités en législation privée comme ailleurs. Le gouvernement devrait avoir sa part de responsabilité de toute la législation venant devant la Chambre. Ces bills peuvent être, comme c'est le cas de celui qui occupe à l'heure actuelle l'attention de la Chambre, d'un intérêt public. Le bill en question intéresse non seulement la ville, mais aussi tout le district de Québec.

Robert et ses associés ont soumis trois projets qui étaient inacceptables. Ces bills, croit-il, étaient les plus extraordinaires qu'il ait jamais vus. Je n'hésite pas à dire que ces premiers projets étaient monstrueux. Ils demandaient tout simplement à la Législature de leur céder toute la province de Québec, à partir du comté de Joliette en descendant. M. Robert voulait s'emparer de toute la province. J'ai dit moi-même à M. Robert que, s'il insistait sur ces bills, je les combattrais de toutes mes forces. J'ai fait des représentations à M. Robert, et je ne sais si c'est à cause de cette déclaration, mais je suppose qu'il l'a comprise, puisqu'il a amendé considérablement ses projets de loi.

Aujourd'hui, il ne nous demande pratiquement que l'incorporation des compagnies. M. Robert les a confondus en deux bills et a renoncé aux clauses auxquelles on pouvait faire objection. Tout ce qu'il demande, c'est le droit de s'organiser et d'acheter des compagnies qui ont des chartes fédérales. Cependant, il faudrait trouver dans ces chartes le droit pour ses compagnies de se vendre elles-mêmes. Les deux bills devant la Chambre donnent aux promoteurs qui se verraient incorporés le pouvoir d'acheter, mais n'obligent pas les

propriétaires des compagnies visées à vendre. Ces compagnies ont des chartes fédérales et ces chartes protègent les actionnaires et les porteurs de débentures, et c'est à Ottawa que ceux-ci devraient regarder afin de se protéger. Il n'y a rien dans la législation actuelle de Québec qui ordonne qu'ils doivent vendre aux compagnies que l'on veut former ici.

Le député de Québec-Centre a affirmé que les avis n'ont pas suffisamment annoncé ces bills et que ces derniers devraient être déclarés hors d'ordre. Les bills ont fait l'objet de discussions pendant plusieurs jours et les membres de la Chambre, de même que le public, ont été bien informés. La Chambre devrait étudier la mesure et ne pas la rejeter sur un point d'ordre. Les avis ont été donnés en temps et lieu et il n'a pas d'hésitation à voter en faveur du préambule. Tels quels, ces projets de loi sont raisonnables et il croit que la Chambre devrait les adopter.

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay) est du même avis que le premier ministre et conteste le point d'ordre du député de Québec-Centre (M. Cannon).

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska)** est également du même avis que le premier ministre et conteste le point d'ordre du député de Québec-Centre.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** D'où vient cet empressement des ministres pour combattre le représentant de Québec-Centre? On prétend que M. Robert faisait des sacrifices. Les sacrifices de M. Robert ne sont pas aussi considérables qu'ils paraissent, et il peut arriver que ce soit le public qui fasse des sacrifices. L'exemple du tramway de Montréal lui inspire des craintes dit-il. M. Robert est un homme très habile, dit-il. Il paraît avoir fait des concessions, le fait est qu'il a fait des concessions qui ont plu au premier ministre, de l'aveu de celui-ci. Mais qu'on ne se y trompe pas, il se peut très bien que ces concessions aient été faites au détriment du public. Il (M. Sauvé) a entendu des ministres dire à M. Robert de retrancher certaines clauses en disant qu'elles passeraient à la prochaine session. Comment ces ministres savent-ils qu'ils seront en Chambre à la prochaine session?

**M. Smart (Westmount)** partage l'opinion du chef de l'opposition et du député de Québec-Centre. De plus, il cite certains règlements de la Chambre, afin de montrer l'à-propos du point d'ordre. Il dit que les règlements interdisent que des bills soient substitués, sans la permission de la Chambre.



**M. le président (M. Lemieux, Wolfe)** soumet le point d'ordre au comité plénier et met la question aux voix.

La Chambre décide que le bill est régulier par un vote de 38 contre 11. On procède donc à l'examen du bill.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Il faut sauver le Quebec Railway de la faillite et je n'ai pas peur d'en prendre la responsabilité.

**M. Cannon (Québec-Centre):** Je considère que le capital que demande la compagnie est excessif. Nous avons à Québec un service de tramway suffisant et nous n'avons pas demandé de modifications. Parmi les promoteurs du bill, il n'y a que le sénateur L'Espérance qui vient de Québec; les autres sont des financiers de Montréal qui veulent, disent-ils, sauver la situation du tramway à Québec.

Le mal, c'est que les cinq pétitionnaires sont les directeurs des compagnies qu'il s'agit d'acheter. Ce n'est pas une bonne législation, celle qui permet à des acheteurs d'être en même temps les vendeurs et d'être exposés à décider entre leur intérêt et leur devoir; c'est un mauvais principe. Il y a aussi dérogation dangereuse à la loi générale, quand on exige que la majorité des deux tiers des actionnaires présents à l'assemblée soient remplacés par la simple majorité des actionnaires présents à l'assemblée.

Les lobbyistes de M. Robert ont fait circuler des histoires selon lesquelles l'opposition au bill venait de la Shawinigan. Mais ceci est faux et ceux qui ont fait circuler ces histoires le savent. Il veut corriger cette affirmation. Il est injuste de dire que la Shawinigan est opposée au bill. L'opposition au bill Robert ne vient pas de la Shawinigan Water & Power Company. Cette compagnie est absolument indifférente au projet Robert, car elle n'a pas le droit d'opérer à Québec. Elle n'opère que par l'entremise d'une compagnie subsidiaire: la Public Service Corporation. Il fait à son tour l'historique de Quebec Light, Heat & Power Company.

En 1911, les citoyens de Québec étaient à la merci du "merger" pour l'éclairage et c'est à cette époque que fut formée la Dorchester Electric. La Quebec Power exerçait un monopole dans la ville de Québec; elle commandait les prix. C'est lui, alors qu'il représentait les citoyens de Québec au conseil municipal, qui a décidé de lui faire une concurrence. La Dorchester Electric est née, qui a fait place à la Public Service Corporation. Nous avons donc organisé à Québec cette compagnie d'éclairage, la

Public Service Corporation, dans le but de faire la concurrence au Merger. Et cela n'a pas coûté neuf ou dix millions de piastres pour cette organisation. Cela nous a coûté à peine \$600,000<sup>9</sup>.

Grâce à cette concurrence, nous avons réussi à faire baisser de 12 à 7 sous le prix de l'électricité. Les prix de l'énergie électrique, tant pour la ville de Québec que pour les citoyens de Québec, ont été coupés de plus de moitié. La Public Service Corporation, après ce résultat, est dans une solide position financière: elle paie un dividende de 5 % à ses actionnaires sur ses obligations. C'est qu'il n'y a pas d'eau dans son stock. Ceux qui ont dit que la Shawinigan et la Public Service Corporation faisaient partie des opposants au bill savaient très bien que leur affirmation était fausse.

Les promoteurs viennent de Montréal et veulent s'accaparer des pouvoirs qui, en toute justice devraient appartenir, comme la chose existe actuellement, à des personnes de Québec qui, quoi qu'on dise, sont en bonne voie de succès. Je demande maintenant à la Chambre s'il convient d'écouter plutôt des étrangers que les représentants de Québec. Nous sommes ici quatre députés qui représentons des divisions de la cité de Québec et nous avons tous combattu le bill. M. Robert est un financier compétent et un homme dont Québec devrait être fier.

Mais, je nie à M. Robert et ses consorts associés de Montréal, ainsi qu'au sénateur L'Espérance, de Québec, le droit de parler au nom de la population de Québec. Je l'ai dit à qui de droit et je le répète. Je leur nie le droit de venir passer par-dessus les règles de la Chambre pour nous imposer leurs vues, comme ils ont essayé de le faire en tentant de "railroader" leurs bills devant le comité des bills privés.

La Chambre n'a pas le droit de laisser violer ses privilèges. Si elle permet de passer outre à ses règlements, de présenter des bills qui n'ont pas suivi la filière ordinaire, ce sont en réalité les privilèges du peuple des sujets britanniques qu'elle laisse violer. Les privilèges de la Chambre ne sont pas faits seulement pour la Chambre, mais pour la protection du public aussi. Le jour où nous les abdiquerons, c'en sera fait de la liberté. Il faut procéder avec ordre. Je m'oppose comme député, je m'oppose comme citoyen de Québec à ce que quatre citoyens de Montréal, auxquels s'est joint le sénateur L'Espérance, qui n'a pas droit de parler au nom des citoyens de Québec, viennent réclamer l'incorporation d'une nouvelle compagnie, au risque de violer les contrats existants et de porter atteinte aux droits de détenteurs de débiteures.

La Chambre n'a pas le droit de sauter à pieds joints sur ses libertés pour faire l'affaire de quatre financiers montréalais, et d'un financier de Québec. C'est une indignité. Cet après-midi, l'honorable député de Champlain (M. Bordeleau) nous a présenté un projet de loi qui est dans l'intérêt public, et il s'est soumis aux règlements de la Chambre. Son projet nous arrive après les délais fixés par les règlements de la Chambre, mais il n'a pas procédé comme les promoteurs de ce bill; il a présenté une motion pour la suspension des règlements de la Chambre, nous y avons consenti. C'est ainsi que les promoteurs du bill actuel auraient dû procéder. Que M. Robert et ses associés en fassent autant; s'ils se sont trompés en présentant leurs premiers bills, si leurs avocats ont présenté des bills qui ont suscité et soulevé l'indignation générale, qu'ils fassent comme le député de Champlain et qu'ils respectent les règlements de la Chambre.

**L'honorable M. Galipeault (Bellechasse):**

Je crois que la question de régularité des bills a été réglée et je soulève un point d'ordre.

**M. Cannon (Québec-Centre):** Ce point d'ordre sera-t-il décidé par le président ou par un vote du comité?

**L'honorable M. Galipeault (Bellechasse):**

Je n'insiste pas sur mon point d'ordre du moment que nous procédons.

**M. Cannon (Québec-Centre):** Je persiste à dire que les règlements de la Chambre n'ont pas été observés. Je sais que la majorité sera peut-être contre moi. On m'a même menacé de me laisser seul, mais quand même il n'en resterait qu'un seul pour combattre ces projets de financiers, je serai celui-là et je serai fier d'être le seul convaincu d'avoir raison.

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska):** Je crois que l'honorable député de Québec-Centre exagère. Les députés de Québec ne sont pas les seuls appelés à se prononcer sur cette question. Bien que les autres membres de cette Chambre y soient moins directement intéressés, leur opinion n'en est pas moins respectable. Il proteste contre l'affirmation du député voulant que les députés de Québec se soient fait museler par les autres députés et qu'on ait tenté de passer les bills à la vapeur. Il s'agit de remarques injustes. Les bills ont été discutés au comité des bills privés pendant trois ou quatre jours, et toutes les règles de la Chambre furent respectées. Ils arrivent du comité avec certains amendements.

On a établi, devant le comité, que la Quebec Railway, Light, Heat and Power Company est bien près de la faillite, qu'elle ne paie ses taxes qu'avec des billets promissaires qu'elle renouvelle de mois en mois. Je suis certain que la majorité de cette Chambre désire que l'on donne aux promoteurs de ce projet la chance de rétablir l'équilibre dans les finances de cette compagnie. Il ne s'agit pas d'un bill nouveau, mais d'amendements à un bill régulier qui a subi toutes les étapes régulières de la procédure.

Le comité ayant étudié le bill fait rapport qu'il n'en a pas terminé l'examen.

#### Ajournement

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, appuyé par le représentant des Îles-de-la-Madeleine (l'honorable M. Caron), que, lorsque cette Chambre s'ajournera, elle soit ajournée à huit heures et demie ce soir.

Adopté.

La séance est levée à 6 heures.

#### Deuxième séance du 21 décembre 1922

#### Présidence de l'honorable J.-N. Francoeur

La séance est ouverte à 8 h 30.

#### Prière.

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

#### Service civil

**L'honorable M. Nicol (Richmond)** demande la permission de présenter le bill 184 amendant les statuts refondus, 1909, relativement aux traitements de certains membres du service civil.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

#### Messages du Conseil législatif:

**M. l'Orateur** informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté les messages suivants:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

- bill 11 amendant les statuts refondus, 1909, concernant les exhibitions de vues animées bill 41 pour développer l'enseignement forestier, l'enseignement de la papeterie et activer les recherches forestières;
- bill 45 amendant la loi des accidents du travail de la province de Québec;
- bill 46 modifiant la loi électorale de Québec concernant la confection et la révision des listes dans la cité de Hull;
- bill 101 ratifiant un acte de convention entre la commission scolaire de la municipalité de Saint-Aimé et la corporation de l'œuvre et fabrique de la paroisse de Saint-Aimé et la succession de J.-Aimé Massue;
- bill 171 amendant les statuts refondus, 1909, relativement aux dossiers et archives des cours de circuit;
- bill 182 concernant la création d'une commission relativement à certaines conditions du travail dans la province;
- bill 188 amendant les statuts refondus, 1909, relativement à la protection des édifices publics contre les incendies.

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, avec certains amendements qu'il la prie d'agréer, les bills suivants:

- bill 78 constituant en corporation la Société de prêts et placements de Québec;
- bill 90 amendant la charte de la cité de Hull;
- bill 102 amendant la charte de The St. Francis Valley Railway Company.

#### **Société de prêts et placements de Québec**

La Chambre procède à la prise en considération des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 78 constituant en corporation la Société de prêts et placements de Québec. Les amendements sont lus deux fois et adoptés. Le bill est retourné au Conseil législatif.

#### **Charte de Hull**

La Chambre procède à la prise en considération des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 90 amendant la charte de la cité de Hull. Les amendements sont lus deux fois et adoptés. Le bill est retourné au Conseil législatif.

#### **St. Francis Valley Railway Company**

La Chambre procède à la prise en considération des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 102 amendant la charte de The St. Francis Valley Railway Company. Les amendements sont lus deux fois et adoptés. Le bill est retourné au Conseil législatif.

#### **Code municipal, article 407**

**M. Lafrenière (Berthier)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 160 amendant l'article 407 du Code municipal.

Adopté.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté avec un amendement. L'amendement est lu deux fois et adopté.

**M. Lafrenière (Berthier)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **Transport du bois de construction**

**M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme de nouveau en comité général pour étudier le bill 165 amendant les statuts refondus, 1909, relativement au transport par endossement des reçus pour bois de construction.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

**M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **Voitures d'hiver**

**M. Simard (Témiscamingue)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 147 amendant l'article 7630 des statuts refondus, 1909, relativement à la

manière d'atteler les chevaux sur les voitures d'hiver, dans certains comtés.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

**M. Simard (Témiscamingue)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **Code municipal, article 730**

**M. Fortier (Beauce)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 163 amendant l'article 730 du Code municipal.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

#### **Montefiore Hebrew Orphans Home of Montreal**

**M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 107 constituant en corporation The Montefiore Hebrew Orphans Home of Montreal.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

**M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **Quebec Golf Club**

**M. Cannon (Québec-Centre)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 98 constituant en corporation The Quebec Golf Club.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

**M. Cannon (Québec-Centre)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **Compagnie d'immeubles Jacques Rochon**

**M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 106 constituant en corporation la Compagnie d'immeubles Jacques Rochon limitée.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

**M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **Demande de documents:**

#### **Voirie à Chambord**

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** propose, appuyé par le représentant de Montréal-Saint-Georges (M. Gault), qu'il soit mis devant cette Chambre la copie de toute correspondance, télégramme, requêtes, etc. entre le conseil de la municipalité de Chambord, son maire ou tout autre officier et le gouvernement ou le ministre de la Voirie, au sujet de la voirie depuis 1920.

Adopté.

#### **Lot no 7 du 4<sup>e</sup> rang de Taillon**

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** propose, appuyé par le représentant de Montréal-Saint-Georges (M. Gault), qu'il soit mis devant cette Chambre la copie de toute correspondance entre le gouvernement et toute personne depuis trois ans au sujet du lot no 7 du quatrième rang de Taillon vendu par le gouvernement à M. Joseph Potvin.

Adopté.

#### **Hôpital de Notre-Dame-de-Protection, Beauce**

**M. Fortier (Beauce)** propose, appuyé par le représentant de Hull (M. Caron), que l'honoraire payé pour le bill 66 constituant en corporation l'hôpital de Notre-Dame-de-Protection, à Sainte-

Marie, Beauce soit remis, moins les frais d'impression et de traduction, vu que ce bill a pour objet de favoriser l'expansion d'œuvres de bienfaisance publique.

Adopté.

### **Quebec Tramways and Gas Company**

**M. Richard (Verchères)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme de nouveau en comité général pour étudier le bill 63 constituant en corporation la Quebec Tramways and Gas Company.

Adopté.

#### **En comité:**

**M. Cannon (Québec-Centre)** s'objecte de nouveau.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Je ne crains pas de prendre la responsabilité de voter en faveur de ces bills tels que présentés actuellement à la Chambre. Lorsque M. Robert soumit d'abord les trois premiers bills, ils causèrent beaucoup d'agitation dans l'ensemble de la province, et il ne faisait aucun doute que les trois bills originaux étaient inacceptables. J'étudiai ce projet sérieusement et j'avoue que j'eus peur que le projet émis dans ces mesures ne rencontrassent pas les vues de l'Assemblée, je fis part de mes vues à M. Robert qui consentit à amender ses bills. Il les a amendés à tel point que deux bills seulement furent présentés, ceux que nous devons étudier ce soir.

Je ne crois pas que les pouvoirs accordés dans ces bills soient exagérés, car s'il est vrai que nous permettons à la nouvelle corporation d'acheter les obligations des autres compagnies déjà formées, ces dernières, d'après leur charte fédérale, ne sont pas obligées de vendre, ce qui est leur absolue garantie. Je ne sais pas si M. Robert les achètera. Il doit acheter des compagnies fédérales, et des lois fédérales les gouvernent et stipulent si elles peuvent ou non vendre et sous quelles conditions. Des lois fédérales protègent les actionnaires et les porteurs de débentures. Si je comprends bien, ce que nous nous apprêtons à faire est de donner le pouvoir d'organiser des compagnies qui veulent acheter d'autres compagnies, mais seulement des compagnies qui veulent vendre. Et celles-ci ne peuvent vendre qu'en vertu des dispositions de la loi fédérale qui les gouverne.

Il aborde les questions de procédure soulevées par le député de Québec-Centre et affirme que c'est la Chambre qui est souveraine et qui peut suspendre ses règles et faire ce que bon lui semble en ces matières. Des avis portant sur l'objet des bills originaux furent publiés par les promoteurs dans la *Gazette officielle* et dans les journaux. Toutes les parties intéressées connaissent la situation et, à en juger par ce qu'il a lu dans les journaux dernièrement, le public est bien informé.

Il ne fait pas de doute qu'il y a un besoin de financement. Il ne veut pas se faire prophète de malheur ou dire quoi que ce soit qui alarmerait les actionnaires, mais, selon M. Robert, si le bill n'est pas adopté, c'est la faillite. Des débentures pour une valeur de 2.5 millions arrivent à échéance en juin et, comme il a déjà été dit, ce sera la faillite s'il n'y a pas de réorganisation. Rien ne lui laisse croire que la situation des détenteurs de débentures et des actionnaires des compagnies qui pourraient être vendues serait pire dans le cas d'une faillite que dans le cas où ce bill est adopté.

S'il y a faillite, les détenteurs de débentures et les actionnaires perdraient probablement tout, et non seulement leur situation serait-elle alors pire, mais il regretterait que les services de tramway, d'éclairage et de gaz de la capitale de la province se retrouvent entre les mains d'un liquidateur. M. Robert a dit, lors de son passage au comité des bills privés, que si la Législature lui permettait d'accomplir cette réorganisation, il pourrait assurer un financement et il n'y aurait pas de faillite. Eh bien, voici un gain important.

Tout au long de cette discussion, on a oublié que les actionnaires et les porteurs de débentures des compagnies à charte fédérale sont protégés par la loi fédérale et que leur charte ne permet pas la vente de leurs actifs sans qu'ils se conforment à la législation fédérale. Les porteurs de débentures et les actionnaires ne peuvent perdre leur avoir qu'en vertu de la loi fédérale.

Nous ne pouvons donner le pouvoir à ces compagnies de vendre, mais ce qu'on nous demande est d'incorporer deux compagnies, afin qu'elles puissent les acheter, si ces compagnies acceptent de vendre. Que les actionnaires et les détenteurs de débentures se tournent vers Ottawa pour obtenir sa protection. Ils ne peuvent vendre qu'en vertu de l'autorité fédérale, et maintenant que nous procédons à l'incorporation, ces compagnies doivent obtenir une législation supplémentaire d'Ottawa, et c'est là que les détenteurs de débentures et les actionnaires doivent protester.

Il (l'honorable M. Taschereau) parle encore des trois bills originaux en disant qu'on demandait alors tous les pouvoirs de Joliette à Gaspé. Mais il est confiant que les deux bills seront adoptés et que les porteurs de débentures et les actionnaires seront mieux protégés que s'il y avait faillite. Il souhaite que l'organisation des nouvelles compagnies soit un succès, qu'on puisse assurer les services à Québec et que les porteurs de débentures et les actionnaires en profitent.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Est-ce que ces bills offrent des garanties aux porteurs de débentures?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): La question n'est pas là. Les bills n'effacent pas les garanties et, de toute façon, leur situation serait pire en cas de faillite. Il est de plus nécessaire que l'on agisse avec diligence, car 2.5 millions en débentures arrivent à échéance en juin. Nous n'abolissons aucune garantie. Nous ne forçons pas les compagnies à vendre aux compagnies que nous créons.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** critique à son tour les bills Robert. Il reproche aux ministres de s'intéresser à un bill privé. Il prononce un discours à caractère général dans lequel il affirme que plusieurs des législations concernant les compagnies adoptées à Québec se sont révélées néfastes pour le peuple.

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse) opine dans le même sens que le premier ministre et rejette les arguments du chef de l'opposition. On ne peut, dit-il, faire un reproche aux ministres de s'intéresser à ce bill, puisqu'il intéresse tout Québec. N'a-t-on pas vu le bill des tramways de Montréal devenir un bill du gouvernement?

Par la nouvelle législation, les actionnaires seront bien protégés et les porteurs de débentures ne s'en porteront que mieux. La situation des porteurs de débentures n'empire pas. En présentant son amendement, le député de Québec-Centre a dit qu'il y avait un risque que les promoteurs s'adressent à Ottawa pour leur législation supplémentaire et disent au législateur fédéral que Québec leur a donné les pouvoirs qu'ils demandaient et qu'ils peuvent en faire autant, étant donné que la Législature est la gardienne des droits civils du peuple.

Les promoteurs peuvent dire au gouvernement fédéral qu'étant donné que Québec a substitué la clause du 50 % au vote des deux tiers des actionnaires, Ottawa peut en faire autant, en ce qui concerne les chartes fédérales. Tout ce qu'il veut est qu'aucun doute ne subsiste, autant pour les veuves et

les orphelins des porteurs de débentures que pour la ville et pour les porteurs de débentures. Pourquoi s'opposer à ses deux amendements? Il craint un empiètement sur des droits acquis, et jamais dans toute sa carrière à la Législature, on n'a touché à des droits acquis.

Il explique pourquoi il est contre les amendements du député de Québec-Centre. Si on demande un prêt à un capitaliste et que celui-ci, après avoir examiné les clauses des deux mesures, se rend compte qu'on y protège tous les droits acquis et qu'il prend ensuite connaissance des deux clauses à caractère général, il se demandera bien ce que tout ceci veut dire et deviendra méfiant. La ville de Québec est satisfaite et il ne croit pas qu'aucun autre droit acquis n'est affecté. Rien dans le bill actuel n'affecte les droits acquis dont le député de Québec-Centre a longuement traité. La ville de Québec ne s'est pas objectée.

Ce n'est pas la première fois que l'on fait des changements dans une compagnie; pourquoi se scandaliser? Les actions seront toujours engagées, que ce soit dans une compagnie ou dans une autre. Encore une fois, en quoi lèse-t-on les actionnaires et les porteurs de débentures dans ce nouveau bill? Nous ne donnons en somme à cette compagnie que ce que nous donnons à toutes les autres compagnies.

**M. Cannon (Québec-Centre)** intervient de nouveau.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) affirme de plus qu'à tout événement la situation des actionnaires et des porteurs de débentures des compagnies visées par un éventuel achat ne serait pas plus grave avec les promoteurs actuels, M. Robert *et al.*, que si cette compagnie faisait faillite, un résultat dont nous a assuré M. Robert, si ces bills n'étaient pas adoptés.

**MM. Caron (Île-de-la-Madeleine), Cannon (Québec-Centre), Smart (Westmount), Sauvé (Deux-Montagnes), Richard (Verchères), Ricard (Saint-Maurice)** parlent sur la mesure.

Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

### **Quebec Tramways and Gas Company**

**M. Richard (Verchères)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

**M. Cannon (Québec-Centre)** propose en amendement, appuyé par le représentant de Hull (M. Caron), que tous les mots après "Que" dans la motion principale, soient remplacés par les suivants: "Ce bill soit renvoyé de nouveau au comité plénier avec instruction de l'amender, en y ajoutant les articles suivants:

"1. Rien, dans la présente loi, n'affectera ou pourra être interprété comme affectant les droits de la cité de Québec.

"2. Rien dans la présente loi, n'affectera ou pourra être interprété comme affectant les droits des porteurs de débentures des compagnies mentionnées aux clauses 7, 8, 9."

Il prononce un autre discours à l'appui de sa motion.

**L'honorable M. Galipeault (Bellechasse)** répond au député de Québec-Centre qu'il ne voit pas ce que ces clauses peuvent ajouter au bill. Elles ne feraient que le compliquer à cause de leur caractère nuageux. La cité de Québec, dit-il, s'est déclarée satisfaite et elle reconnaît que ses droits et ses contrats seront respectés. Ce serait nuire à la législation que d'insérer des clauses semblables.

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise et, sur la demande qui en faite, les noms sont enregistrés ainsi qu'il suit:

**Pour:** MM. Bordeleau, Cannon, Caron (Hull), Dufresne, Fortier, Grégoire, Hamel, Laferté, Leclerc, Létourneau, Ouellet (Dorchester), Renaud, Ricard, Sauvé, Smart, 15.

**Contre:** MM. Bergevin, Bugeaud, Caron (Îles-de-la-Madeleine), Conroy, David, Forget, Galipeault, Gault, Gauthier, Godbout, Lacombe, Lafrenière, Lahaie, Lapierre, Laurendeau, Lemieux (Gaspé), Lemieux (Wolfe), McDonald, Miles, Nicol, Oliver, Péloquin, Perrault, Phaneuf, Philps, Pilon, Reed, Roy, Saurette, Savoie, Taschereau, Tourville, Vautrin, 33.

L'amendement est ainsi rejeté.

La motion principale est de nouveau mise aux voix.

**M. Cannon (Québec-Centre)** soulève le point d'ordre que le préambule du bill n'allègue pas de faits suffisants pour justifier l'adoption de ce bill.

**M. l'Orateur** décide qu'il n'est pas nécessaire que le préambule allègue tous les faits qu'on invoque

par la suite, et que le préambule lui paraît suffisamment motivé.

La proposition est adoptée et le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

### Quebec Power Company

**M. Richard (Verchères)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 62 constituant en corporation Quebec Power Company.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

**M. Richard (Verchères)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

La séance est levée à 11 h 30<sup>10</sup>.

### NOTES

1. Les sources ne sont pas très claires en ce qui concerne l'ordre des interventions dans ce débat, et à quelle étape législative on doit les consigner. L'organisation des discours telle que proposée ici nous a semblé la plus conforme aux textes et à la logique des interventions.

2. Seuls *Le Soleil* et *La Presse* mentionnent l'année 1917 dans les chiffres cités par le premier ministre. *L'Annuaire statistique* parle cependant de 198 condamnations pour 1917.

3. Tous les journaux donnent ce chiffre de 75, sauf *La Patrie* qui parle de 76 condamnations. *L'Annuaire statistique* parle de 207.

4. Tous les journaux donnent ce chiffre de 84, sauf *La Presse* qui parle de 83 condamnations. *L'Annuaire statistique* donne 383.

5. Tous les journaux donnent ce chiffre de 108, sauf *La Patrie*, qui parle de 107 condamnations. *L'Annuaire statistique* donne 459.

6. Tous les journaux donnent ce chiffre de 234, sauf *Le Canada* et le *Montreal Daily Star* qui parlent de 235 condamnations. *L'Annuaire statistique* donne 278.

7. Les journaux donnent ce chiffre de 534, sauf *Le Soleil* qui parle de 254 condamnations et le *Sherbrooke Daily Record* qui mentionne le chiffre de 524 condamnations.

8. Selon *L'Événement*, il était 4 h 15 quand le comité s'est formé. Il était présidé par le vice-président de la Chambre, le député de Wolfe, J.-P.-C. Lemieux.

9. *L'Événement* dit \$600,000, *Le Soleil* et *L'Action*, \$800,000.

10. La séance fut levée peu avant minuit, selon *Le Soleil*. On peut néanmoins retenir l'heure de 11 h 30, puisque ce sont des députés revenant du parlement qui réalisèrent que la cathédrale de Québec était en flammes et qui sonnèrent l'alarme avant minuit.



## Première séance du vendredi 22 décembre 1922

## Présidence de l'honorable J.-N. Francoeur

La séance est ouverte à 11 heures.

## Prière.

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

**Destruction de la  
basilique-cathédrale de Québec<sup>1</sup>**

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Je crois me faire l'interprète de tous les membres de cette Chambre en offrant à Son Éminence le cardinal Bégin, à Monseigneur Roy, à Monseigneur Laflamme et au clergé de notre ville l'expression de nos profonds regrets à la suite de l'incendie qui a complètement détruit notre vieille basilique. La perte n'est pas seulement pour eux et pour nous; elle est nationale.

La fatalité inexorable paraît s'acharner à la destruction de nos vieux monuments qui nous conservent si vivant le souvenir du passé et qui disparaissent l'un après l'autre, en dépit des efforts que nous faisons pour les conserver. Avec chacun d'eux se déchire une page vécue de notre histoire. Mais jamais nous n'avons éprouvé une perte aussi douloureuse, aussi poignante que celle de la basilique de Québec.

Pour beaucoup d'entre nous, et je suis de ceux-là, notre vieille église était comme un coin du foyer, elle faisait partie du domaine familial. Avant que la tourmente de la vie vînt nous prendre, c'est là que nous avons connu les grands jours de notre existence, les moments qui ne s'oublient pas et que le vieux clocher nous rappelait tout doucement chaque fois que nous passions et que nous nous découvriions devant lui.

De tout cela, il ne reste plus ce matin qu'un peu de cendres. Faut-il y voir une dernière leçon que nous donne la vieille basilique après avoir marqué tant d'événements joyeux?

Je sais, pour en avoir entendu l'expression depuis ce matin, que tous les membres de cette Chambre partagent la douloureuse émotion de notre population et se joignent à moi pour déplorer cet affreux malheur.

Puisse la cathédrale renaître bientôt et reprendre dans notre vie la large place qu'elle y a toujours occupée.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** exprime, à son tour, les vives émotions qu'il avait ressenties, en voyant la destruction de la mère des églises canadiennes. Je me fais un devoir, dit-il, de me joindre à l'honorable premier ministre et d'exprimer toute la douleur que j'ai éprouvée quand, à deux heures ce matin, j'ai constaté que c'était l'incendie de la vieille basilique qui éclairait ma chambre. Je me suis rendu compte de l'étendue de cette perte et de la douleur qu'elle causait. Son Éminence le cardinal Bégin a dit, ce matin, que c'était la grande épreuve de sa vie. Nous avons pensé à sa douleur en déplorant l'incendie de son vieux temple historique qui renfermait des trésors inestimables, et nos sympathies les plus profondes allaient vers lui.

Tous les catholiques du pays, tous les bons Canadiens partagent les sympathies exprimées par M. le premier ministre et nous le prions en sa qualité de citoyen de Québec d'en accepter l'expression pour la transmettre aux autorités religieuses et civiles de la Vieille Capitale si cruellement éprouvée.

Maintenant, ne faut-il pas se demander si cet incendie n'est pas l'œuvre d'une organisation criminelle. Cela en a l'air, et j'attire l'attention du procureur général sur le fait que depuis un an, chaque mois, nous avons eu à enregistrer des incendies de ce genre.

**L'honorable M. Nicol (Richmond)** saisit l'occasion pour offrir la sympathie des catholiques et des protestants des Cantons de l'Est. Il assure ses concitoyens catholiques de toute la sympathie des protestants en cette grande tragédie.

**M. Smart (Westmount)** déclare qu'en tant que député protestant, il s'associe aux sentiments exprimés par le premier ministre et le chef de l'opposition. Il exprime là non seulement ses propres sentiments, mais aussi ceux de ses électeurs, indépendamment de la race ou de l'allégeance. Il croit que les protestants de la province souhaitent exprimer au cardinal Bégin leurs plus profondes sympathies. Il déplore la perte de la basilique au nom de toute la province et de tous les catholiques, perte qui ne peut être remplacée par de l'argent.

**M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis)**, au nom de l'élément israélite, exprime également ses regrets pour ce désastre qui affecte la province. C'était un édifice dont tous les Canadiens étaient

fiers, un monument national. Il espère que, même si ces choses dont le peuple était si fier ne peuvent être remplacées, il sera possible d'ériger au même endroit un monument plus grand, plus impressionnant et même plus beau.

**M. Bugeaud (Bonaventure)** exprime, au nom des anciens élèves de l'Université Laval, ses sympathies au vénérable chef de l'Église canadienne. Il fait allusion à la cause mystérieuse et inquiétante de ces désastres répétés. On dirait, dit-il, que les forces du mal ont plané récemment au-dessus des institutions catholiques, mais d'autres monuments au catholicisme naîtront des cendres de l'université et des églises. Mais, nos ennemis s'acharnent en vain, car il nous restera toujours pour célébrer la messe, le toit bleu du ciel, ou, comme aux premiers chrétiens, les catacombes!

**M. Cannon (Québec-Centre)** exprime, en tant que député de Québec-Centre au cœur duquel se trouvait situé le vieux temple détruit, sa douleur en termes émus. Quand nous avons vu, dit-il, cette nuit s'en aller en flammes notre vieux temple historique, nous avons pleuré. C'était comme si l'on avait détruit notre maison paternelle. Il remercie les membres de la Chambre de leur sympathie et les assure que, loin de se décourager, le peuple regarde en avant.

**M. Gault (Montréal-Saint-Georges)** dit que, même si les expressions de sympathie semblent sans effet, il veut quand même les exprimer au nom d'un grand nombre de protestants. Le feu qui a détruit la basilique a réveillé des souvenirs non seulement dans la ville de Québec, mais aussi partout dans la province et au pays. Malheureusement, la basilique contenait tellement de peintures et de reliques et d'autres choses qui avaient une signification au point de vue historique.

Les marques de sympathie ne semblent pas vouloir dire grand-chose, mais sûrement que plus tard l'occasion de montrer une appréciation tangible se présentera et de cette façon tous les Canadiens, qu'ils soient catholiques ou protestants, auront l'occasion de s'exprimer.

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay) exprime, au nom des députés de Montréal et de sa population, ses plus vives sympathies au chef vénéré de l'Église canadienne et à la population de Québec. Il dit son espoir de voir renaître bientôt de ses cendres, plus beau que jamais, le vieux temple historique de Québec.

**M. Philps (Huntingdon)** dit sa plus profonde sympathie au nom de l'élément protestant de la province, exprimant sincèrement leurs regrets pour la perte nationale que la province vient de faire.

**M. Grégoire (Frontenac)** rend éloquemment sa douleur devant ce désastre national.

#### Rapports de comités:

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le vingtième rapport du comité permanent des bills publics. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, le bill suivant:

- bill 110 concernant les syndics d'écoles de la municipalité d'Outremont.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le vingt-et-unième rapport du comité permanent des bills publics. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, le bill suivant:

- bill 113 concernant la taxation scolaire de la cité de Verdun.

#### Questions et réponses:

##### Salaires à la Commission des liqueurs

**M. Dufresne (Joliette):** Quels salaires reçoivent les chefs des magasins de la Commission des liqueurs de Québec ?

**L'honorable M. Nicol (Richmond):** De \$1,500 à \$2,500 par année.

##### Achats de vins et d'alcools par la Commission des liqueurs

**M. Dufresne (Joliette):** 1. Quelle est la quantité de liqueurs que la Commission des liqueurs a achetées de chacun des magasins de gros qui faisaient affaires en cette province avant le 1<sup>er</sup> mai 1921?

2. Quel est le nombre de gallons de chaque espèce?

3. À combien se sont élevés ces achats pour chaque espèce?

4. Combien de gallons de vin la Commission a-t-elle perdus dans les entrepôts Caron?
5. Quelle somme représentait ce vin perdu?

**L'honorable M. Nicol (Richmond):** 1. 181,128 caisses et 10,168 barils.

2. et 3. Vu que les achats ont été faits, partie par caisses de bouteilles de différentes dimensions, à différents prix, et partie en barils, le nombre de gallons et le coût ne peuvent être établis pour chaque espèce.

4. Aucun.

5. Voir réponse no 4.

#### **Poursuites en vertu de la loi des liqueurs**

**M. Smart (Westmount):** 1. Combien de poursuites ont été prises pour contraventions à la loi des liqueurs de Québec depuis sa mise en vigueur:  
*a.* pour ventes illégales de boissons sans permis?  
*b.* pour possession illégale de liqueurs alcooliques?

2. Combien de poursuites pour ventes illégales de boissons ont été renvoyées par les tribunaux?

3. Combien de poursuites pour possession illégale de boissons ont été renvoyées?

4. Combien de personnes ont subi l'emprisonnement pour ventes illégales de boissons?

5. Combien de personnes ont payé l'amende pour possession illégale de boissons et quel est le montant perçu par la Commission pour ces amendes?

**L'honorable M. Nicol (Richmond):** 1. *a.* 1,613; *b.* 820.

2. 313

3. 149

4. 803

5. *a.* 207 personnes; *b.* \$97,725.

#### **Licence d'alcool**

**M. Smart (Westmount)** 1. La Commission des liqueurs a-t-elle accordé une licence à un nommé Rousseau qui tient une hôtellerie ou maison de club sur la route King Edward, entre Lacolle, Québec et Champlain, N. Y.?

2. Dans l'affirmative, pour quelle raison, ou sur la recommandation de qui cette licence a-t-elle été accordée?

**L'honorable M. Nicol (Richmond):** 1. Non.

2. Réponse par no 1.

#### **Alcool acheté à la Consolidated Distillers Ltd**

**M. Smart (Westmount):** 1. Quelles marques de liqueurs ont été achetées par la Commission des liqueurs depuis ses débuts jusqu'au 1<sup>er</sup> décembre 1922 de "Consolidated Distillers Limited, Montréal"?

2. Quelle est la valeur totale de ces achats pendant la même période?

**L'honorable M. Nicol (Richmond):** 1. Alcool 65 O.P.; Royal Reserve Rye; Old Kentucky Bourbon Whisky; Old Crow Bourbon Whisky; Charter Oak Bourbon Whisky; Hills & Underwood Gin; Royal Palace Liqueur Whiskey; Corby's Special Selected Rye.

2. \$594,739.29.

#### ***Habeas corpus***

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 170 concernant l'*habeas corpus* soit maintenant lu une deuxième fois.

Il explique son projet de loi qui comporte plusieurs changements importants à la loi actuelle.

L'objet principal du bill est de faire disparaître le doute qui existe actuellement au sujet du droit d'appel dans une cause d'*habeas corpus*. Suite au jugement rendu par la cour d'appel dans l'affaire Labrie à Sherbrooke, il a été convenu, pour régler la cause, d'en appeler de la décision. En ce qui concerne les avis donnés au procureur général, cela n'est que justice. Dans plusieurs cas, les juges exigent que les avocats fassent parvenir un avis au procureur général, et plusieurs avocats s'y soumettent.

Mais le département devrait être tenu au courant des demandes de remise en liberté, même si cela ne signifie pas nécessairement qu'il prenne un intérêt particulier à chacune des causes. L'émission d'un bref d'*habeas corpus* ne pourra donc être accordée si le procureur général n'en a pas été informé.

Il y aura appel à la Cour du banc du roi siégeant en appel de tout jugement final maintenant ou renvoyant un bref d'*habeas corpus* rendu par un juge de la Cour supérieure ou de la Cour du banc du roi. La personne qui a demandé l'émission d'un bref d'*habeas corpus* ne peut être admise à caution que par cinq juges de la Cour d'appel.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** demande si ce bill aura quelque conséquence, par exemple, dans l'affaire John H. Roberts, si celui-ci demandait l'émission d'un bref d'*habeas corpus*.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) ne le croit pas. Le gouvernement sera de toute façon mis au fait de l'application. Et pour ce qui est de l'appel, cela signifie que, si Roberts perd devant le tribunal de première instance, il pourra obtenir une deuxième audience, ou vice versa.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** demande si cela ne veut pas dire que M. Roberts pourra être gardé en prison jusqu'à l'issue de l'appel de la part du gouvernement, concernant la décision du tribunal de première instance.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) précise qu'en ce cas, la cour pourra accorder la remise en liberté.

La proposition est adoptée. Le bill est renvoyé au comité général.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

### Subsides

**L'honorable M. Nicol (Richmond)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

Adopté.

Le comité fait rapport qu'il n'a pas terminé l'examen des résolutions et demande la permission de siéger de nouveau à la prochaine séance.

### Exploitation des forêts

L'ordre du jour appelle la prise en considération d'un projet de résolutions relatives au

bill 39 pour aider à l'exploitation des forêts de la province.

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay) propose appuyé par le représentant d'Arthabaska (l'honorable M. Perrault), que l'ordre soit révoqué et que ledit projet de résolutions soit retiré.

Adopté.

### Protection des forêts

L'ordre du jour appelle la prise en considération d'un projet de résolutions relatives au bill 40 modifiant les statuts refondus, 1909, relativement à la protection des forêts contre les incendies.

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay) propose appuyé par le représentant d'Arthabaska (l'honorable M. Perrault), que l'ordre soit révoqué et que ledit projet de résolutions soit retiré.

Adopté.

### Commissaires d'écoles de Grand'Mère

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill 177 constituant en corporation les commissaires d'écoles pour la municipalité de Grand'Mère, dans le comté de Champlain.

**L'honorable M. David (Terrebonne)** propose, appuyé par le représentant de Bellechasse (l'honorable M. Galipeault) que l'ordre soit révoqué et que le bill soit retiré.

Adopté.

### Travaux de la Chambre

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Si vous voulez passer plusieurs mesures aux séances de l'après-midi et du soir, je donnerai congé aux députés et nous ne siégerons pas demain samedi, avant-veille de Noël.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Nous ne sommes pas des enfants d'écoles et vous ne nous garderez pas en retenue. La Législature n'est pas non plus une manufacture où l'on travaille à la pièce<sup>2</sup>.

La séance est levée.

**Deuxième séance du 22 décembre 1922****Présidence de l'honorable J.-N. Francoeur**

La séance est ouverte à 3 heures.

**Prière.**

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

**Déclarations de  
M. Georges-A. Simard à *La Presse***

**M. Smart (Westmount)** proteste contre la déclaration faite par l'honorable M. Georges-A. Simard, à *La Presse*. Le président de la Commission des liqueurs, dans un interview, a laissé entendre que si le député de Westmount formulait tant de griefs contre la Commission, c'est que cette dernière n'avait pas voulu acheter un stock de liqueurs qui appartenait à une compagnie dans laquelle le député de Westmount aurait été intéressé.

Il n'est pas surpris, dit-il, de cette attitude de M. Simard. Il affirme qu'à une séance du comité des comptes publics, M. Simard qui comparaisait comme témoin l'a menacé de déclarer les prix auxquels il offre de vendre ses liqueurs. Je n'ai jamais fait le commerce des liqueurs, déclare-t-il, et je suis surpris qu'un fonctionnaire se permette une pareille attaque contre un membre de cette Chambre. M. Simard a dit des faussetés dans son entrevue et il savait que ce qu'il disait est faux.

**Écoles juives**

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) annonce qu'il y a eu une entente conclue entre les autorités scolaires protestantes et catholiques, au sujet des juifs. Par cette entente, les juifs paieront les mêmes taxes que les protestants et jouiront des mêmes privilèges scolaires, à partir du 1<sup>er</sup> juillet prochain. En attendant, leurs enfants fréquenteront, comme aujourd'hui, les écoles protestantes de Montréal.

**Éducation  
des enfants**

**M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en

comité général pour étudier le bill 112 concernant l'éducation des enfants non catholiques et non protestants de Montréal.

Adopté.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté avec certains amendements. Les amendements sont lus deux fois et adoptés.

**M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

**Commissaires d'écoles  
de Montréal**

**M. Smart (Westmount)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 114 concernant le Bureau des commissaires d'écoles protestants de la cité de Montréal et la Commission des écoles catholiques de Montréal.

Adopté.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté avec un amendement. L'amendement est lu deux fois et adopté.

**M. Smart (Westmount)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

**Syndics d'écoles  
d'Outremont**

**M. Smart (Westmount)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 110 concernant les syndics d'écoles de la municipalité d'Outremont.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

**M. Smart (Westmount)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

**Taxes scolaires  
à Verdun**

**M. Ashby (Jacques-Cartier)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 113 concernant la taxation scolaire dans la cité de Verdun.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

**M. Ashby (Jacques-Cartier)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

**Commissaires d'écoles  
de Grand'Mère**

**M. Bordeleau (Champlain)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 115 constituant en corporation les commissaires d'écoles pour la municipalité de Grand'Mère, dans le comté de Champlain, soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité général.

**M. Bordeleau (Champlain)** propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

**M. Bordeleau (Champlain)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

**Chemins  
d'hiver**

**M. Phaneuf (Bagot)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 145 amendement le Code municipal relativement à certains chemins d'hiver soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité général.

**M. Phaneuf (Bagot)** propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

**Affaire  
Roberts**

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** demande la prise en considération de la motion dont il a donné avis, au sujet de l'affaire Roberts.

**M. l'Orateur** signale l'irrégularité apparente de la motion suivante de M. Sauvé, inscrite au feuilleton:

Que depuis l'adoption par l'Assemblée législative du bill portant le numéro 31 et intitulé: "Loi amendement les statuts refondus, 1909, et pourvoyant à l'emprisonnement de John H. Roberts", il s'est élevé des doutes sérieux sur la constitutionnalité des dispositions de ce bill pour entre autres raisons, les suivantes:

1. Parce que si le paragraphe 15 de la section 92 de l'Acte de l'Amérique britannique du Nord, 1867, confère à notre Législature le pouvoir d'infliger des punitions pour assurer l'exécution future d'une loi du ressort de cette province, il n'est pas certain qu'il l'autorise à infliger une peine nouvelle ou plus sévère, en punition d'une infraction déjà commise;

2. Parce que si notre Législature, en vertu du Colonial Laws Validity Act de 1865 et du paragraphe 1 de la section 92 de l'Acte de l'Amérique britannique du Nord, 1867, a le pouvoir d'amender sa constitution et, partant, de définir ses privilèges et ceux de ses membres, il est douteux qu'elle puisse reconnaître à l'Assemblée législative, ou à ses membres, des privilèges et des pouvoirs que ni la Chambre des communes du Royaume-Uni, ni les membres de celle-ci ne possédaient en 1865 ou en 1867, vu qu'à ces dates les deux Chambres du Parlement du Royaume-Uni avaient depuis longtemps renoncé au pouvoir de s'attribuer de nouveaux privilèges et que, d'autre part, notre Législature ne saurait prétendre à tous les pouvoirs et privilèges de la Chambre des Lords, qui constitue un corps judiciaire en même temps qu'un corps législatif;

3. Parce qu'en tout cas, il est douteux que notre Législature puisse se prévaloir de ces actes de 1865 et 1867 pour reconnaître à l'Assemblée législative ou à ses membres, des privilèges autres que ceux qui sont nécessaires à l'existence de cette Chambre ou à l'exercice des fonctions dévolues à cette Chambre et à ses membres;

4. Parce qu'aucun tribunal n'aurait reconnu à une Législature du Canada des privilèges plus étendus que ceux dont jouit la Chambre des Communes du Royaume-Uni;

5. Parce qu'il est douteux que le Parlement du Royaume-Uni, qui a décrété par la loi 38-39 Victoria, chapitre 38, que les Chambres fédérales n'auraient pas le pouvoir de s'attribuer des privilèges plus étendus que ceux de la Chambre des communes du Royaume-Uni, aurait implicitement donné ce pouvoir aux Chambres provinciales;

6. Parce qu'il est douteux qu'un libelle, tout infamant qu'il soit, puisse constituer une violation de privilèges, s'il ne vise pas une des Chambres prise comme corps ou un conseiller législatif ou un député considéré en cette qualité, et surtout s'il n'a pas trait à quelque procédure ou opération de cette Chambre ou de la Chambre dont fait partie ce conseiller ou député;

7. Parce que, pour constituer une violation de privilèges de la Chambre ou des membres des communes du Royaume-Uni, un libelle doit viser cette Chambre prise comme corps ou un député considéré en sa qualité de représentant et, en outre, avoir trait à quelque procédure ou opération de cette Chambre; que c'est par application de cette règle que, le 22 février 1887, on a refusé à la Chambre des Communes du Royaume-Uni de voir une question de privilège dans un article du *Times* de Londres qui, après avoir mentionné certains députés de ladite Chambre, contenait à leur adresse l'accusation suivante: "History will record with amazement that these men, whose political existence depends upon an organized system of midnight murder, and who draw at one their living and notoriety from the steady perpetration of crimes for which civilization decrees gallows, are permitted to sit in the British House of Commons";<sup>3</sup> et qu'en conséquence le libelle dudit John H. Roberts, tout infamant qu'il soit, ne constituerait pas une violation de privilèges d'après la loi et les usages reconnus à la Chambre des communes du Royaume-Uni;

8. Parce que, vu qu'aux termes du Code criminel, la diffamation écrite constitue en certains cas un acte criminel, il est douteux que notre Législature puisse légiférer sur la diffamation écrite, telle que définie dans le Code criminel, excepté lorsque celle-ci viole des privilèges nécessaires à l'existence des Chambres ou à l'exercice des fonctions dévolues à celles-ci ou à leurs membres;

9. Parce que, vu que la section 96 de l'Acte de l'Amérique britannique du Nord, 1867, décrète qu'il appartient au gouverneur-général de nommer les juges des Cours supérieures, il est douteux que notre Législature puisse se constituer juge d'un acte qui n'est pas une violation de privilèges et qui, partant, est du seul ressort des Cours supérieures;

Qu'en conséquence cette Chambre rescinde et révoque les trois résolutions et ordres suivants qu'elle a votés:

1. "Qu'il lui soit permis (à l'honorable M. Taschereau) de présenter un bill (No 31) intitulé: "Loi amendant les statuts refondus, 1909, et pourvoyant à l'emprisonnement de John H. Roberts". (*Procès-verbaux*, 7 novembre 1922, page 51);

2. "Le bill 31, loi amendant les statuts refondus, 1909, et pourvoyant à l'emprisonnement de John H. Roberts, est lu la deuxième fois sur division, renvoyé au comité plénier, étudié en comité plénier et rapporté sans amendement" (*Procès verbaux*, 8 novembre 1922, page 62).

3. "Que le bill 31, loi amendant les statuts refondus, 1909, pourvoyant à l'emprisonnement de John H. Roberts, soit maintenant lu une troisième fois." (*Procès verbaux*, 9 novembre 1922, page 66).

Et qu'une humble adresse soit votée et présentée à Son Honneur le lieutenant-gouverneur, le priant de bien vouloir prendre sur les différents points ci-dessus, l'avis de la Cour du banc du roi, conformément aux articles 579 et suivants des statuts refondus, 1909.

Je considère, dit-il, que la motion de l'honorable chef de l'opposition n'est pas dans l'ordre, parce qu'elle demande la reconsidération d'un projet de loi qui est actuellement devant Son Honneur le lieutenant-gouverneur. Nous ne savons même pas si lieutenant-gouverneur sanctionnera cette loi. Nous n'avons plus de pouvoirs à exercer et je crois que la motion est hors d'ordre. Je prie l'honorable chef de l'opposition de m'indiquer sur quelles règles de la Chambre il s'appuie pour faire cette proposition et quelles sont ses raisons.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Volontiers. Je me base, dit-il, sur l'article 208 des règlements de la Chambre qui me permet de présenter cette motion. Je crois qu'il n'y a aucune hésitation à ce sujet. Il cite des autorités et Bourinot entre autres, qui disent que lorsqu'un projet n'est pas loi, il est résolution et que, par conséquent, la Chambre a parfaitement le droit de le rescinder. Bourinot me donne ainsi raison et je demanderais sur quel article le président de la Chambre se base pour déclarer ma motion hors d'ordre.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) soulève un point d'ordre. Je ne suis pas de cet avis, dit-il. Il fait valoir que la motion présentée par le chef de l'opposition n'a aucun effet concret.

Il faut toujours qu'il y ait pour une pareille procédure quelques raisons pratiques. Le gouvernement n'a qu'à se féliciter d'avoir soumis cette mesure à la Chambre et Roberts ne reçoit que la punition qu'il mérite. Ce bill a été présenté à la Chambre et il a suivi la procédure ordinaire. La Chambre l'a adopté de même que le Conseil législatif. Il est maintenant devant le lieutenant-gouverneur dont il attend la sanction.

D'ailleurs, ce que demande le chef de l'opposition est une absolue impossibilité. Du moment que le bill est passé, que fera la révocation des résolutions que demande le chef de l'opposition? Le bill resterait le même, quand bien même l'on aura rappelé les résolutions concernant la première, la seconde et la troisième lecture. Même si la motion était adoptée, je crois que le bill ne serait pas révoqué. Je crois qu'il n'est pas dans les attributions de cette Chambre de le révoquer.

La Chambre a pris une décision qu'elle ne peut pas changer; John H. Roberts a reçu le châtiment qu'il méritait et la Chambre ne peut revenir sur sa décision. Au reste, ce serait une chose inouïe dans nos annales parlementaires; c'est contraire à toutes les procédures suivies jusqu'à présent.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** J'attirerai l'attention du premier ministre sur la fin de ma motion. Je ne demande pas seulement de révoquer les trois lectures du bill, mais aussi de présenter une adresse au lieutenant-gouverneur dans le but de savoir si cette loi est constitutionnelle.

La Chambre a le droit de demander au lieutenant-gouverneur de prendre là-dessus l'avis de la Cour du banc du roi concernant la constitutionnalité de cette loi. Les règlements, dit-il, lui donnent raison malgré que la procédure soit plutôt extraordinaire. Le premier ministre, qui a eu la mauvaise idée de consulter les parlementaires les plus compétents non seulement de cette province, mais à Ottawa également, a obtenu sur cette question une réponse conforme au règlement.

Si les autorités qu'il a citées n'ont effectivement aucune valeur, qui donc tranchera à savoir si la motion est hors d'ordre? Ma procédure est peut-être étrangère (sic), mais il s'agit pour le moins aussi d'une loi des plus extraordinaires.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Une motion ne peut être déclarée mauvaise pour une partie et recevable pour une autre. Le fait qu'elle soit inadmissible pour une raison la rend hors d'ordre, et elle est d'autant plus inadmissible qu'elle propose de

rescindre une procédure sur un bill qui a déjà été passé. Le chef de l'opposition ne peut pas s'adresser au lieutenant-gouverneur par une motion dont une partie est viciée. Si le chef de l'opposition désire le rappel de la loi Roberts, il n'a qu'à présenter un nouveau bill demandant le rappel de cette loi. Je soutiens que sa façon de procéder est absolument illégale.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** demande la décision de l'Orateur.

**M. l'Orateur:** Cette motion est hors d'ordre. Elle est irrégulière parce que les deux Chambres sont dessaisies du bill 31 dont on demande de rescinder la première, la deuxième et la troisième lecture, et que les articles 208, 209 et 153 paragraphe 2, du règlement, cités par le député des Deux-Montagnes, ne s'appliquent pas à un bill dont les deux Chambres sont dessaisies.

Toutes les phases de la loi en question ont été passées à la Chambre. La Chambre des députés là-dessus a épuisé ses pouvoirs. Je considère que les deux Chambres ont exercé tous leurs pouvoirs sur cette question, et que nous ne pouvons prendre en considération une motion qui dit que le lieutenant-gouverneur devrait consulter la Cour d'appel, avant de sanctionner la loi.

En attendant sa sanction, ce projet de loi reste un projet de loi. Le projet n'ayant pas encore force de loi, le lieutenant-gouverneur ne peut demander à un tribunal d'en examiner la constitutionnalité.

La motion est donc déclarée hors d'ordre, parce que le bill 31 n'a pas été sanctionné et qu'on ne peut mettre en question la constitutionnalité d'un bill tant qu'il n'a pas été sanctionné, et parce que je ne trouve, dans le règlement et dans les auteurs de droit parlementaire que j'ai consultés, aucun texte qui autorise le député des Deux Montagnes à faire une pareille motion.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** J'en appelle de votre décision, M. le Président!

**M. l'Orateur:** Ceux qui sont pour le maintien de la décision diront oui, ceux qui sont contre diront non.

**Quelques députés de la gauche<sup>4</sup>:** Non!

La Chambre se divise et maintient la décision. En conséquence, la décision de l'Orateur est maintenue.



### Loi électorale

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 169 modifiant de nouveau la loi électorale de Québec soit maintenant lu une deuxième fois.

Nous voulons, explique-t-il, que les élections dans les Îles-de-la-Madeleine aient lieu à la même date que dans les autres comtés de la province. Or, la loi dit actuellement que les élections ne peuvent avoir lieu dans les îles de la Madeleine entre le 1<sup>er</sup> décembre et le 1<sup>er</sup> mai. Nous enlevons cette disposition de la loi; nous modifions la loi électorale pour ce comté en disant que les candidats ne seront pas obligés de signer leurs bulletins de présentation, que les bulletins de vote pourront être écrits à la machine et non imprimés, et, enfin, que les rapports des élections pourront être envoyés au greffier de la couronne en chancellerie par dépêches télégraphiques.

Bref, ce que l'on demande c'est de suivre les mêmes formalités qui ont été suivies lors du référendum sur les vins et les bières.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Pourquoi tous ces changements?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Tout simplement pour que les élections dans ce comté aient lieu le même jour que les autres. Il n'y a aucune raison que les élections des Îles-de-la-Madeleine aient lieu en un autre temps.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Mais il n'y a pas de communication entre décembre et mai, entre les îles et le continent. Comment faire la votation?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): C'est bien simple. Les noms des candidats seront envoyés par télégraphe, ainsi que le rapport de l'élection alors que les bulletins de vote seront faits à la machine au lieu d'être imprimés comme dans les autres comtés.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** L'élection se fera peut-être par *télégraphes* dans ce comté? Il voit dans cette mesure une simple loi d'élection. Il critique cette loi et fait allusion aux télégraphes de Sainte-Marie, au commerce des liqueurs et à la baisse des prix à la veille des élections, aux télégraphes du poll 13 dans Saint-Jacques, etc. On croirait que le premier ministre est prêt à proroger et

à se lancer en campagne électorale. Il taquine le ministre de l'Agriculture et député des Îles-de-la-Madeleine en faisant allusion à ces étrangers qui se font élire dans des circonscriptions éloignées et qui, une fois élus, n'y retournent jamais pour rencontrer leurs électeurs.

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine): Je reviens tout juste d'une tournée dans ma circonscription.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Oh! Le ministre de l'Agriculture est un de ceux-là, hein? J'imagine qu'il s'est rendu jusqu'aux Îles pour préparer le terrain.

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine) sourit.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité général.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

### Véhicules-moteurs

**L'honorable M. Nicol (Richmond)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 194 amendant la loi concernant les véhicules-moteurs.

Adopté.

Il informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolutions et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

### En comité:

**L'honorable M. Nicol (Richmond)** propose:

1. Que l'honoraire d'enregistrement de tout autobus

soit le même que celui fixé pour les véhicules de commerce par le paragraphe 4 de l'article 1389 des statuts refondus, 1909, tel qu'édicte par la loi 12 George V, chapitre 35, section 2.

2. Que si la propriété d'un véhicule-moteur enregistré est transportée à une autre personne, cet enregistrement expirera et, la personne au nom de laquelle il est enregistré devra, avant d'en faire la livraison, remettre au bureau du revenu, à Québec, son certificat d'enregistrement et les plaques en portant le numéro, avec un avis écrit donnant la date de ce transport et les nom et adresse du nouveau propriétaire; et que celui-ci devra immédiatement faire une demande pour faire enregistrer le véhicule-moteur en son propre nom, et payer l'honoraire requis pour cet enregistrement, en sus du prix des nouvelles plaques.

3. Que l'enregistrement en premier lieu mentionné dans la résolution no 2 pourra cependant être continué au nom du nouveau propriétaire, et les plaques pourront être laissées attachées au véhicule-moteur, jusqu'à l'expiration de la période pour laquelle l'enregistrement a eu lieu, si l'avis est donné en la forme établie par le contrôleur du revenu de la province, est signé par les deux parties et est déposé chez un officier du revenu spécialement autorisé à cette fin, au bureau du revenu, à Québec ou à Montréal, avec le certificat d'enregistrement, avant de faire la livraison du véhicule-moteur, et que, dans ce cas, un certificat d'enregistrement sera émis au nouveau propriétaire, et que l'honoraire requis ne sera que de une piastre.

4. Que si le propriétaire enregistré s'est conformé aux dispositions du paragraphe 1 de l'article 1397 des statuts refondus, 1909, et demande d'enregistrer un autre véhicule-moteur durant la même année d'enregistrement, au taux de l'année entière, le trésorier de la province pourra imputer au paiement de l'honoraire pour ce nouvel enregistrement, ou rembourser, après paiement de l'honoraire pour ce nouvel enregistrement, la partie de l'honoraire que ce propriétaire a payé pour l'enregistrement expiré avant terme, proportionnelle au nombre de mois complets de calendrier restant à courir sur la période pour laquelle l'enregistrement avait eu lieu.

5. Qu'il sera défendu à toute personne de tenir un garage, à moins d'avoir obtenu du trésorier de la province une licence à cet effet, sur demande faite en la manière établie par le contrôleur du revenu de la province, et sur paiement au trésorier de la province de l'honoraire établi par l'article 1402e des statuts refondus, 1909.

À l'avenir, explique-t-il, les véhicules de commerce et les autobus paieront une taxe différente. Cette taxe sera accordée pour le véhicule et non pour la personne; si celle-ci change de voiture, elle sera obligée de se pourvoir d'une autre licence.

Les résolutions sont adoptées.

### Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté plusieurs résolutions, lesquelles sont lues deux fois et adoptées.

Il est ordonné que lesdites résolutions soient renvoyées au comité général chargé d'étudier le bill 194 amendant la loi concernant les véhicules-moteurs.

### Véhicules-moteurs

**L'honorable M. Nicol (Richmond)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 194 soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité général.

**L'honorable M. Nicol (Richmond)** propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté.

### En comité:

Le comité étudie l'article 1 qui impose aux tracteurs une taxe identique à celle des véhicules de commerce.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** s'oppose à la taxe sur les tracteurs. L'honorable ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Caron) a déjà nié cette taxe en réponse à l'opposition.

**L'honorable M. Nicol (Richmond)** admet cette taxe, mais il croit qu'elle est trop légère pour en parler. Cette taxe fut de \$5, puis de \$2 ensuite par année.

Le comité étudie l'article 4 relatif à l'enregistrement et à l'immatriculation des véhicules.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** demande de nouveau cette année des demi-licences d'automobiles pour la campagne.

**L'honorable M. Nicol (Richmond)** répond qu'il est très difficile d'accorder une pareille mesure.

Le comité étudie l'article 8 relatif aux vitesses permises.

**L'honorable M. Nicol (Richmond):** Le gouvernement n'a pas changé la vitesse permise dans les campagnes. On a cependant rendu la loi plus sévère. Toute personne trouvée coupable d'avoir enfreint ces règlements pourra être condamnée à l'amende aux première, deuxième et troisième offenses; à la troisième offense toutefois, le tribunal pourra enlever la licence de cette personne pour une période d'un an.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** voudrait que la vitesse dans les villages soit réduite à 12 ou 15 milles à l'heure.

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine) ne partage pas l'opinion du chef de l'opposition.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** plaide qu'avec une vitesse légale de 20 milles dans les villages, les automobilistes font du 25 et 30 milles, ce qui est un danger et un grave inconvénient pour les résidents qui sont enterrés dans la poussière. Les villages ne peuvent plus jouir de leurs galeries.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes), M. Renaud (Laval), M. Smart (Wetmount)** posent une foule de questions au trésorier.

**L'honorable M. Nicol (Richmond)** répond<sup>5</sup>.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté avec un amendement. L'amendement est lu deux fois et adopté.

**L'honorable M. Nicol (Richmond)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.  
Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **Ivrognes d'habitude**

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 187 amendement le Code civil relativement à l'internement des ivrognes d'habitude soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **Éducation des aveugles**

**L'honorable M. David (Terrebonne)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 175 autorisant la passation de contrats avec les institutions d'éducation pour aveugles.

Adopté.

Il informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolutions et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

#### **En comité:**

**L'honorable M. David (Terrebonne)** propose:

1. Que le lieutenant-gouverneur en conseil pourra conclure des arrangements et, à ces fins, consentir des contrats avec The Montreal Association for the Blind, les Sœurs grises de Montréal et l'association "l'Aide aux aveugles", corps politiques et incorporés ayant leur siège social en la cité de Montréal, en vue de l'éducation des aveugles.

2. Que les conditions, le mode et l'époque de paiement du montant stipulé dans lesdits contrats y seront déterminés et que le montant qui pourra être réclamé directement ou indirectement des aveugles en état de payer devra être déduit de la somme stipulée auxdits contrats qui seront sujets à ratification par la Législature.

3. Que les dépenses autorisées par ce contrat seront payées à même les deniers annuellement affectés à ces fins à la Législature.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** demande si ce projet se rattache directement ou indirectement avec la loi de l'assistance publique.

**L'honorable M. David (Terrebonne)** répond au chef de l'opposition que l'aide que le gouvernement va donner aux aveugles n'a aucune relation avec la loi de l'assistance publique. Le gouvernement passera des contrats avec l'atelier des aveugles de Montréal, la maison Nazareth, le Montreal Blind Institute, les Sœurs grises de Montréal et l'Aide aux aveugles. Ces contrats seront approuvés par les autorités religieuses et seront ratifiés par la Chambre à la prochaine session.

**Résolutions à rapporter:**

Le comité fait rapport qu'il a adopté plusieurs résolutions, lesquelles sont lues deux fois et adoptées.

Il est ordonné que lesdites résolutions soient renvoyées au comité général chargé d'étudier le bill 175 autorisant la passation de contrats avec les institutions d'éducation pour aveugles.

**Questions et réponses:****Crédits de l'administration  
de la justice**

**M. Smart (Westmount):** 1. Le mandat de \$50,506.81 qui, d'après les *Comptes publics de 1918-19*, page 135, a été remis à l'assistant-procureur général pendant l'exercice de 1918-19 représente-t-il l'ensemble des finances, non dépensées pendant l'exercice 1918-19, des crédits de l'administration de la justice qui avaient été votés pour cet exercice?

2. Si oui, ces balances ont-elles été dépensées depuis? Et dans l'affirmative, quel montant a été dépensé pendant chacun des exercices subséquents au 30 juin 1919?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

1. Oui.

2. Payé au cours des exercices 1920-21, 1921-22, 1922-23, sauf \$6,929.17 qui restent disponibles pour les fins de l'administration de la justice.

**Rapports sur les crédits  
de l'administration de la justice**

**M. Smart (Westmount):** 1. Quand l'assistant-procureur général a-t-il rendu compte au Trésor ou à l'auditeur de la province des \$49,988.61 qui provenaient des balances non dépensées du crédit "administration de la justice", pour l'exercice 1917-18 et qui, d'après une réponse fournie par le premier ministre le 29 novembre 1922, (page 151 des *Procès-verbaux*), ont été dépensés pendant l'exercice 1918-19?

2. Même question quant aux \$53,326.26 provenant des mêmes balances et dépensés pendant l'exercice 1919-20?

3. Même question quant aux \$1,586.08 provenant des mêmes balances et dépensés pendant l'exercice 1920-21?

4. Même question quant au montant d'intérêt, \$1,276.58, mentionné dans ladite réponse du premier ministre?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

1. 2. 3. et 4. Après que ces divers montants eurent été entièrement payés.

**Dépôt de documents:****Rapport sur les  
hôtels de la province**

**L'honorable M. David (Terrebonne)** dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre, en date du 28 novembre 1922, demandant la production de copies de tous rapports concernant les hôtels situés ailleurs que dans les cités de Montréal et de Québec, soumis au gouvernement, par les divers inspecteurs des hôtels entre le 1<sup>er</sup> juillet 1921 et le 15 novembre 1922. (Document de la session no 73)

**Ajournement**

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose que, lorsque cette Chambre s'ajournera, elle soit ajournée à 8 heures.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Avant l'ajournement, je voudrais savoir quand le gouvernement va répondre aux ordres de la Chambre pour la production de documents.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Y a-t-il des documents auxquels vous tenez davantage? Nous pourrions les produire plus vite.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Et les autres?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Nous vous les donnerons aussitôt que possible.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Il y a un grand nombre de projets de loi du gouvernement qui ne sont pas imprimés, et l'on parle de proroger la semaine prochaine. Est-il vrai que l'on va faire travailler les ateliers d'imprimerie toute la journée de dimanche, pour hâter la prorogation?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Je n'ai pas entendu parler de cela.

La proposition est adoptée.

La séance est levée à 6 heures.

### **Troisième séance du 22 décembre 1922**

#### **Présidence de l'honorable J.-N. Francoeur**

La séance est ouverte à 8 h 15.

#### **Prière.**

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

#### **Messages du Conseil législatif:**

**M. l'Orateur** informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, avec certains amendements qu'il la prie d'agréer, les bills suivants:

- bill 52 concernant les terres en culture dans la cité de Montréal;
- bill 83 concernant la succession de dame Éléonore Gauvin;
- bill 97 amendant la charte de la ville de La Tuque;
- bill 100 amendant la charte de la cité de Montréal;
- bill 108 autorisant la reconstruction d'une église et d'une sacristie en la paroisse du Sacré-Cœur-de-Jésus, en la cité de Montréal.

#### **Charte de Montréal**

La Chambre procède à la prise en considération des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 100 amendant la charte de la cité de Montréal. Les amendements sont lus une première fois.

#### **Terres en culture à Montréal**

La Chambre procède à la prise en considération des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 52 concernant les terres en culture dans la cité

de Montréal. Les amendements sont lus deux fois et adoptés. Le bill est retourné au Conseil législatif.

#### **Succession Éléonore Gauvin**

La Chambre procède à la prise en considération des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 83 concernant la succession de dame Éléonore Gauvin. Les amendements sont lus deux fois et adoptés. Le bill est retourné au Conseil législatif.

#### **Charte de La Tuque**

La Chambre procède à la prise en considération des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 97 amendant la charte de la ville de La Tuque. Les amendements sont lus deux fois et adoptés. Le bill est retourné au Conseil législatif.

#### **Église du Sacré-Cœur-de-Jésus, Montréal**

La Chambre procède à la prise en considération des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 108 autorisant la reconstruction d'une église et d'une sacristie en la paroisse du Sacré-Cœur-de-Jésus, en la cité de Montréal. Les amendements sont lus deux fois et adoptés. Le bill est retourné au Conseil législatif.

#### **Éducation pour aveugles**

**L'honorable M. David (Terrebonne)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 175 autorisant la passation de contrats avec les institutions d'éducation pour aveugles soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité général.

**L'honorable M. David (Terrebonne)** propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

**L'honorable M. David (Terrebonne)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

### **Cour de magistrat de district**

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 50 amendant le Code de procédure civile relativement à la Cour de magistrat de district soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité général.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

### **Musées de la province**

L'honorable M. David (Terrebonne) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 192 concernant les musées de la province.

Adopté.

Il informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolutions et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

#### **En comité:**

L'honorable M. David (Terrebonne) propose:

1. Qu'il soit loisible au lieutenant-gouverneur en conseil d'établir, dans la cité de Québec, un musée pour servir à l'étude de l'histoire, des sciences et des beaux-arts.

2. Que le gouvernement soit autorisé à acquérir tous les terrains, bâtisses, baux à louer et baux quelconques qu'il jugera nécessaires, et faire toutes les constructions requises pour l'établissement de ce musée.

3. Que, pour payer le coût des acquisitions et des constructions mentionnées dans la résolution

précédente, le lieutenant-gouverneur en conseil pourra autoriser le trésorier de la province à payer, sur le fonds consolidé du revenu, une somme n'excédant pas cent cinquante mille dollars, et que les montants requis seront payés au ministre des travaux publics et du travail, sur demande accompagnée d'un certificat établissant qu'ils sont nécessaires pour la mise à exécution de la résolution no 2.

4. Qu'il soit loisible au lieutenant-gouverneur en conseil de nommer, pour le bon fonctionnement de ce musée, le personnel nécessaire et de pourvoir à sa rémunération.

5. Que les dépenses du maintien, de l'entretien et des traitements ci-dessus mentionnés, seront payées à même les deniers affectés annuellement à ces fins par la Législature.

Le gouvernement est désireux d'établir plusieurs musées de ce genre dans la province. D'autres musées seront donc construits dans la province de Québec.

Le gouvernement créera d'abord le premier dans la ville de Québec car, pour le moment, le gouvernement ne peut se limiter qu'à celui-là, espérant pouvoir doter Montréal bientôt de son musée d'histoire naturelle. Québec est la ville historique par excellence, dit-il, et plus tard l'on verra à établir un musée similaire à Montréal. Cela ne se réalisera que lorsque les sommes requises seront votées, ultérieurement. À cette fin, une somme de \$150,000 sera dépensée, mais seulement pour l'établissement du musée à Québec.

Il explique toute l'importance de tels musées pour une ville et il fait allusion aux incendies récents qui ont détruit tant de richesses artistiques dans cette province. Nous traversons une période de calamités et nos principaux édifices historiques sont détruits par les flammes.

La province, dit-il, possède un grand nombre de trésors artistiques d'une grande valeur et qui sont chaque jour exposés à la destruction, faute d'un endroit propre à garder et à conserver ces richesses. Notre musée en serait volontiers le dépositaire. C'est ainsi que nous pourrions recevoir les toiles qui ont été épargnées de la désastreuse conflagration de la nuit dernière.

Ce désastre de la basilique de Québec est une nouvelle preuve de la nécessité d'une institution comme celle que va créer la nouvelle loi. Il y a eu des trésors historiques détruits dans cet incendie comme il y en eut dans ceux des autres institutions de la province qui ont été rasées par les flammes.

Le temps est venu de créer un édifice à l'épreuve du feu où toutes les richesses que possède notre province en archives, tableaux, etc. pourront être réunies et conservées pour les générations futures. Il faut conserver ce qui plus tard nous rappellera notre histoire, il faut donner aux générations futures des souvenirs qui leur diront ce que furent les anciens, ceux d'aujourd'hui comme ceux d'hier.

**M. Cannon (Québec-Centre):** Avant de passer à la deuxième lecture du bill, il tient à remercier sincèrement l'honorable secrétaire provincial pour le grand honneur qu'il fait à Québec en y établissant ce musée. C'est un vœu que Sir Wilfrid Laurier exprimait dès 1908 que l'on réalise, et Sir Wilfrid Laurier, s'il sait ce qui se passe en Chambre ce soir, doit être heureux de l'acte du secrétaire provincial. Laurier avait conçu ce projet au lendemain des fêtes du tricentenaire, et il se trouve que c'est le fils de l'ami le plus intime de Laurier qui en assure la réalisation.

Que le gouvernement ait pensé à construire le premier musée à Québec est un beau geste, et toute la population de la Vieille Capitale se joint à moi pour en remercier le gouvernement.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** félicite le secrétaire d'avoir présenté cette mesure. Il approuve de tout cœur le projet et félicite le gouvernement pour cette nouvelle initiative qui aurait dû être réalisée plus tôt.

Je vois, dit-il, que le personnel sera choisi par le lieutenant-gouverneur en conseil; en quoi consistera ce personnel?

**L'honorable M. David (Terrebonne):** D'abord en un conservateur. Comme dans tous les musées du monde, il nous faudra un conservateur...

**L'honorable M. Galipeault (Bellechasse):** C'est la place pour mettre les conservateurs, dans un musée!

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** s'informe aussi de la propriété des œuvres.

**L'honorable M. David (Terrebonne):** Les institutions qui enverront des œuvres d'art au musée en resteront propriétaires et le gouvernement n'en sera que le dépositaire.

Les résolutions sont adoptées.

### Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté plusieurs résolutions, lesquelles sont lues deux fois et adoptées.

Il est ordonné que lesdites résolutions soient renvoyées au comité général chargé d'étudier le bill 192 concernant les musées de la province.

### Musées de la province

**L'honorable M. David (Terrebonne)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 192 soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité général.

**L'honorable M. David (Terrebonne)** propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté avec certains amendements. Les amendements sont lus deux fois et adoptés.

**L'honorable M. David (Terrebonne)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

### Liqueurs alcooliques

**L'honorable M. Nicol (Richmond)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 195 amendant la loi concernant la possession et le transport de liqueurs alcooliques soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité général.

**L'honorable M. Nicol (Richmond)** propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement<sup>6</sup>.

**L'honorable M. Nicol (Richmond)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

### Vins médicamentés

**L'honorable M. Nicol (Richmond)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 191 concernant la vente des vins médicamentés.

Adopté.

Il informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolution et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

#### En comité:

**L'honorable M. Nicol (Richmond)** propose: Que, nonobstant toute loi à ce contraire, aucune personne ne pourra vendre un vin médicamenté en quelque quantité que ce soit, à moins qu'elle ne jouisse de l'exemption créée par la section 4 de la loi qui accompagne la présente résolution ou à moins qu'un permis à cet effet ne lui ait été octroyé par le trésorier de la province, sur paiement de la somme de une piastre, et que ce permis ne soit en vigueur.

Il explique la loi.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** questionne le premier ministre à propos de la loi et des abus signalés.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) déclare que les abus viennent de ce qu'on fait adopter à Ottawa une formule de vins avec un certain pourcentage d'alcool bien défini et qu'on vend ensuite une toute autre marchandise. Cette loi ne viendra en force que le 1<sup>er</sup> mai 1923. De cette manière, les marchands qui ont des provisions pourront facilement les écouler d'ici cette date. Pour vendre des vins médicamentés, il faudra nécessairement une licence. Cette licence, à un prix nominal de \$1, sera accordée aux marchands. Les médecins et les pharmaciens pourront vendre sans permis. Mais seuls les médecins, les pharmaciens et les détenteurs de permis payés au trésorier auront droit de vendre des vins médicamentés reconnus comme tels par les officiers fédéraux.

Tous ceux qui feront le commerce de vins médicamentés seront obligés de faire rapport. Les marchands de gros ne pourront vendre qu'aux licenciés. C'est seulement pour permettre au

gouvernement de contrôler et de connaître ceux qui vendront de ces vins, ce qu'ils devront faire raisonnablement. Dans les places où le médecin ou le pharmacien ne voudra pas tenir de ces vins, on pourra octroyer la licence à un ou deux marchands qui auront seuls le droit de vendre ces vins. Ceux qui auront droit de vendre ces vins ne pourront pas en vendre plus qu'il ne faut pour l'usage de ce vin comme médicament. On édicte une pénalité contre ceux qui enfreindront la loi; cette pénalité sera une amende de \$50 à \$500. De cette manière, l'on espère que tous les abus seront réprimés.

La résolution est adoptée.

#### Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté une résolution, laquelle est lue deux fois et adoptée.

Il est ordonné que ladite résolution soit renvoyée au comité général chargé d'étudier le bill 191 concernant la vente des vins médicamentés.

### Vins médicamentés

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 191 concernant la vente des vins médicamentés soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité général.

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine) propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté.

#### En comité:

Le comité étudie le bill.

**M. Bugeaud (Bonaventure)** propose un amendement à la loi obligeant les marchands licenciés pour vendre des vins médicamentés de fournir un rapport, afin que l'on sache s'ils n'ont pas commis d'abus dans leurs ventes. Ils devront donc faire rapport au trésorier de la province des ventes qu'il auront faites durant l'année.

L'amendement est adopté.



Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté avec un amendement. L'amendement est lu deux fois et adopté.

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine) propose, que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **Votation dans les municipalités scolaires**

L'honorable M. David (Terrebonne) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 173 amendant la loi concernant l'instruction publique, au sujet de la votation au scrutin secret dans certaines municipalités scolaires.

Adopté.

Il informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolution et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

#### **En comité:**

L'honorable M. David (Terrebonne) propose: Que, avec l'autorisation du lieutenant-gouverneur en conseil, un fonctionnaire de l'enseignement primaire nommé membre du service civil pourra transporter au fonds de pension du service civil les retenues qui sont à son crédit dans le fonds de pension des fonctionnaires de l'enseignement primaire, et que ses années de service comme fonctionnaire de l'enseignement primaire lui seront comptées, comme s'il les avait passées dans le service civil, nonobstant les dispositions de l'article 686 des statuts refondus, 1909.

Adopté.

#### **Résolutions à rapporter:**

Le comité fait rapport qu'il a adopté une résolution, laquelle est lue deux fois et adoptée.

Il est ordonné que ladite résolution soit renvoyée au comité général chargé d'étudier le bill 173 amendant la loi concernant l'instruction publique, au sujet de la votation au scrutin secret dans certaines municipalités scolaires.

#### **Votation dans les municipalités scolaires**

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 173 amendant la loi concernant l'instruction publique, au sujet de la votation au scrutin secret dans certaines municipalités scolaires, soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité général.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté avec un amendement. L'amendement est lu deux fois et adopté.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **Succession J.-Aimé Massue**

M. Péloquin (Richelieu) propose, appuyé par le représentant de Matane (M. Dufour) que, vu que le bill 101 ratifiant un acte de convention entre la commission scolaire de la municipalité de Saint-Aimé et la corporation de l'œuvre et fabrique de la paroisse de Saint-Aimé et la succession de J.-Aimé Massue a pour objet de favoriser l'instruction chrétienne et catholique, les droits ordinaires et additionnels que les promoteurs de ce bill ont payés leur soient remboursés, après déduction de tous frais d'impression et de traduction.

Adopté.

#### **Subsides**

L'honorable M. Nicol (Richmond) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

Adopté.

#### **En comité:**

L'honorable M. Nicol (Richmond) propose:  
1. Qu'un crédit n'excédant pas vingt mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour le Bureau des

statistiques de Québec, 3 George V, chapitre 16, pour l'exercice finissant le 30 juin 1924.

Adopté.

2. Qu'un crédit n'excédant pas un million quarante-cinq mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour asiles d'aliénés, y compris le transport de patients des prisons aux asiles, et autres dépenses contingentes pour l'exercice finissant le 30 juin 1924.

Adopté.

#### Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté deux résolutions et demande la permission de siéger de nouveau. Les résolutions sont lues deux fois et adoptées.

#### Demande de documents:

##### Colonisation dans Labelle et Matane

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** propose, appuyé par le représentant de Westmount (M. Smart), qu'il soit mis devant cette Chambre la copie de toute correspondance, télégramme, requête, etc., depuis le mois de septembre 1921, se plaignant de la condition des colons et des entraves à la colonisation dans les comtés de Labelle et de Matane.

Adopté.

##### Condamnation de Raoul Binet

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** propose, appuyé par le représentant de Westmount (M. Smart), qu'il soit mis devant cette Chambre la copie de tout dossier, documents condamnant Raoul Binet pour parjure à être emprisonné dans le pénitencier de Saint-Vincent-de-Paul de cette province, et à y être détenu aux travaux forcés durant l'espace de cinq ans.

Adopté.

##### Ajournement

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, appuyé par le représentant des Îles-de-la-Madeleine (l'honorable M. Caron) que, lorsque cette Chambre s'ajournera, elle soit ajournée à mardi prochain à 4 heures de l'après-midi.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Pourquoi pas mercredi? Il nous restera encore suffisamment de temps pour expédier la besogne et ceci permettra à tous les députés de revenir pour le jour indiqué.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Il est absolument nécessaire de siéger mardi pour permettre au comité de terminer son ouvrage.

Adopté.

La séance est levée à 11 heures.

#### NOTES

1. Les journaux donnèrent des détails sur ce désastreux incendie et son impact sur les parlementaires.

Voici le compte-rendu de *L'Événement*: "Il était minuit moins cinq, lorsque MM. L. A. Cannon, de Québec-Centre, le Dr Lemieux de Wolfe, le notaire Hamel de Portneuf et M. Ernest Ouellet de Dorchester, revenant de la Chambre, sentirent une forte odeur de fumée en passant près du Clarendon. En arrivant au coin des rues Buade et Desjardins, ils aperçurent de petites colonnes de fumée qui sortaient des portes de la basilique ou des carreaux des fenêtres. Ils crurent tout de suite à l'incendie, et l'un d'eux cria à un jeune ouvrier qui travaillait à la voie du tramway, rue Buade, de sonner l'alarme. Ce dernier courut aussitôt à la boîte 7 et sonna la première alarme. En même temps, M. Cannon se dirige en toute hâte vers le presbytère, afin de prévenir Mgr Laflamme, curé de la paroisse Notre-Dame."

"Le désastre de la basilique a eu son écho, hier, à la chambre où des députés, profondément affligés de cette catastrophe nationale, ont fait trêve à leurs querelles politiques pour offrir leurs sympathies à notre vénéré cardinal Bégin. Presque tous les membres de l'Assemblée législative ont été témoins de l'incendie, dans la nuit de jeudi. Le premier ministre n'avait pas encore quitté l'Hôtel du gouvernement lorsque M. L. A. Cannon, qui fut le premier à avertir Mgr Laflamme que son église brûlait, téléphona à l'honorable M. Taschereau: "La basilique est en feu!" Le premier ministre courut à

une fenêtre qui donne sur la Haute ville et, chercha, avec anxiété, dans le firmament, la lueur de l'incendie. Ce n'est qu'une demi-heure après qu'il vit les torrents de flammes illuminer le ciel... Il se rendit alors sur la place de l'hôtel de ville et assista, avec plusieurs collègues, à l'horrible spectacle. Le chef de l'opposition, M. Arthur Sauvé, était déjà rentré dans ses appartements au Château, lorsque M. Jos. Dufresne, député de Joliette, vint lui annoncer le triste événement, dont il fut, lui aussi, le témoin ému."

2. Seul *La Minerve* du 30 décembre 1922, à la page 6, rapporte cet échange, et nous ne savons pas exactement où il se situe. Le journal ajoute que M. Sauvé aurait dit dans une conversation privée: "Jamais nous avons été traités de cette façon par Sir Lomer Gouin. Jamais gouvernement du Canada ou de l'Empire britannique n'a traité l'opposition de la façon dont la traite le premier ministre du Québec."

3. "L'histoire se souviendra avec consternation que ces hommes, dont l'existence politique dépend d'une organisation criminelle de meurtriers nocturnes allant jusqu'à tirer subsistance et notoriété en perpétuant des crimes pour lesquels l'humanité décrète la peine capitale, soient autorisés à siéger à la Chambre des communes du Royaume-Uni."

4. Il ne restait que quatre députés présents: MM. Sauvé, Dufresne, Smart et Renaud, M. Gault avait déjà quitté la capitale. Il n'y avait donc pas le nombre des cinq députés nécessaires pour demander l'enregistrement d'un vote.

5. Les journaux mentionnent que ce débat fut assez long.

6. Un résumé des articles du bill a été publié dans *Le Canada* du 23 décembre, à la page 1.



## Première séance du mardi 26 décembre 1922

## Présidence de l'honorable J.-N. Francoeur

La séance est ouverte à 4 heures<sup>1</sup>.

## Prière.

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

**Billets de faveur des  
compagnies de chemins de fer  
pour les députés**

**M. l'Orateur:** J'ai l'honneur d'informer la Chambre que les chemins de fer nationaux et le Grand Tronc ont décidé de prolonger les billets de faveur des députés, qui expirent le 31 décembre, jusqu'au 31 mars prochain.

**Quelques députés:** Des belles étrennes!

**Un député:** Pourquoi les chemins de fer nationaux prennent-ils cette précaution?

**Un autre député:** Mais, tout simplement parce que nous allons avoir des élections<sup>2</sup>.

**Chemins de fer**

**L'honorable M. Galipeault (Bellechasse)** demande la permission de présenter le bill 198 modifiant la loi 2 George V, chapitre 5, concernant des subventions à certaines compagnies de chemins de fer.

Ce bill amende la loi adoptée en 1912, pour accorder des subsides en terres à certaines compagnies de chemins de fer. Il est décrété que le délai de quatre ans, mentionné dans cette loi de 1912, pour le parachèvement des travaux, sera de cinq ans pour la partie du chemin de fer de la rivière Rouge, d'Huberdeau aux mines de la Canadian China Clay et de son prolongement immédiat jusqu'au village de Saint-Rémi d'Amherst, comté de Labelle.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Conflagration  
à Terrebonne**

**L'honorable M. David (Terrebonne)** demande la permission de présenter le bill 197 autorisant la

garantie d'un certain emprunt pour venir en aide aux victimes de la conflagration du 1<sup>er</sup> décembre 1922, dans la ville de Terrebonne.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Réponses aux  
interpellations**

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Je voudrais savoir si le gouvernement va répondre bientôt aux nombreuses interpellations de l'opposition, qui sont inscrites au feuillet. Il serait important d'y répondre avant de parler de prorogation.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Il faut toujours le temps de préparer ces réponses. Il y a des questions qui vont nous demander plus d'un mois de travail. Si l'honorable chef de l'opposition voulait bien nous indiquer celles auxquelles il tient le plus... Pour une seule d'entre elles, il faut consulter seulement douze dossiers; une autre exige un travail de comptabilité considérable. L'une de ces questions va nous obliger à consulter 1,200 dossiers.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Alors, pourquoi parler de prorogation! Nous avons besoin des réponses à ces interpellations pour des choses très, très importantes.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Nous faisons toute la diligence possible.

**Questions et réponses:**

**Administration  
de la justice**

**M. Smart (Westmount):** 1. Quelles personnes ont eu, depuis le 1<sup>er</sup> juillet 1916, charge de la comptabilité des dépenses faites pour l'administration de la justice?

2. Ont-elles rendu compte de toutes sommes que le trésor leur a avancées ou versées depuis le 1<sup>er</sup> juillet 1916?

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):**  
1. Le département du Trésor.

2. ...

### **Conflagration à Terrebonne**

**L'honorable M. David (Terrebonne)** propose, selon l'ordre du jour, appuyé par le représentant de Montréal-Dorion (l'honorable M. Lacombe), qu'à sa prochaine séance, la Chambre se forme en comité général pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 197 autorisant la garantie d'un certain emprunt pour venir en aide aux victimes de la conflagration du 1<sup>er</sup> décembre 1922, dans la ville de Terrebonne.

Adopté.

### **Charte de Montréal**

La Chambre procède à la prise en considération des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 100 amendant la charte de la cité de Montréal. Les amendements sont lus une deuxième fois.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, appuyé par le représentant des Îles-de-la-Madeleine (l'honorable M. Caron), qu'un message soit envoyé au Conseil législatif informant les honorables conseillers que cette Chambre agréée les amendements du Conseil législatif au bill 100 amendant la charte de la cité de Montréal, mais avec l'amendement suivant: Le mot "tunnel", dans les 4e et 10e lignes du dernier alinéa desdits amendements est remplacé par le mot "viaduc".

Adopté. Le bill est retourné au Conseil législatif.

### **Code municipal, article 730**

**M. Fortier (Beauce)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 163 amendant l'article 730 du Code municipal soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

### **Développement des pêcheries**

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour prendre en considération un

projet de résolutions relatives au bill 174 pour aider au développement des pêcheries dans cette province.

Adopté.

Il informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolutions et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

### **En comité:**

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska)** propose:

1. Qu'il sera loisible au lieutenant-gouverneur en conseil d'autoriser le trésorier de la province à mettre annuellement à la disposition du ministre de la Colonisation, des Mines et des Pêcheries, une somme de quarante mille piastres durant dix années pour les fins suivantes:

1° Aider, dans la mesure qui sera fixée par le lieutenant-gouverneur en conseil, à construire et maintenir, en la cité de Québec, un entrepôt frigorifique destiné à recevoir le poisson provenant des pêches maritimes de cette province; cet entrepôt devant être d'une capacité d'au moins trois cent mille livres, pourvu de tous les appareils les plus propres à assurer la conservation du poisson, et construit d'après les plans approuvés par le lieutenant-gouverneur en conseil;

2° Aider, dans la mesure qui sera fixée par le lieutenant-gouverneur en conseil, à construire et maintenir des entrepôts frigorifiques dans une ou plusieurs localités de la côte nord, de la côte sud et des Îles-de-la-Madeleine, de la capacité et selon les plans et munis des appareils déterminés par le lieutenant-gouverneur en conseil;

3° Aider, dans la mesure qui sera fixée par le lieutenant-gouverneur en conseil, à construire et maintenir un ou des entrepôts frigorifiques sur les navires qui servent au transport du produit des pêcheries maritimes de cette province;

4° Payer les dépenses d'un nombre d'élèves n'excédant pas trois, qui iront à l'étranger apprendre les méthodes les plus modernes pour pêcher, préparer et conserver le poisson, ces élèves devant être choisis par le lieutenant-gouverneur en conseil;

5° Aider à la construction et au maintien d'une ou de plusieurs installations pour la mise en conserve du poisson.

2. Qu'il sera loisible au lieutenant-gouverneur en conseil d'autoriser le ministre de la Colonisation, des Mines et des Pêcheries à établir, aux endroits les plus propres à cet objet, des établissements de pisciculture construits d'après les plans et au coût

qu'il déterminera, et que le coût de la construction, de l'organisation et du maintien de ces établissements sera payé à même les fonds qui seront votés de temps à autre par la Législature.

3. Que les établissements de pisciculture actuellement construits à Magog, Baldwin's Mills, Saint-Alexis-des-Monts, Lac Tremblant, Gaspé et Tadoussac seront censés avoir été construits conformément à la résolution précédente et que les dépenses encourues pour leur maintien seront régies par ladite résolution.

4. Que toute société coopérative de pêcheurs pourra faire vendre par encan ou autrement, par toute personne licenciée ou non, et sans paiement des droits exigés par la loi en pareille circonstance, le poisson et tous les produits en dérivant qui lui appartiendront ou qui appartiendront à quelque autre société coopérative de pêcheurs, et ce, aux conditions fixées par le bureau de direction.

5. Que les biens des sociétés coopératives de pêcheurs seront exempts de toutes taxes du gouvernement.

Il explique brièvement le projet dans ses grandes lignes et les intentions du gouvernement en ce qui concerne le développement de nos pêcheries maritimes et l'amélioration du sort de nos pêcheurs. Le gouvernement, dit-il, présente ce projet de loi dans le but d'organiser nos pêcheries maritimes et d'aider nos pêcheurs. Au mois de février dernier (1922), durant la dernière session, le gouvernement fédéral a donné à la province de Québec le contrôle de ses pêcheries. Seules les Îles-de-la-Madeleine restent encore sous le contrôle fédéral, mais nous espérons pouvoir les mettre bientôt sous l'administration du gouvernement de Québec.

Nous sommes actuellement en communication et en pourparlers avec le département fédéral des Pêcheries, afin d'obtenir que notre province ait le contrôle absolu de ses pêcheries. Nous attendons le retour du ministre de la Marine et des Pêcheries, l'honorable M. Lapointe, pour terminer le règlement de cette affaire. Lors du transfert des pêcheries maritimes en février dernier, le gouvernement n'était pas prêt à prendre le contrôle des pêcheries maritimes sur les Îles-de-la-Madeleine, dont l'organisation entière dépendait de la Nouvelle-Écosse. Nous sommes maintenant en état de prendre ce contrôle. Le bill permettra donc au gouvernement d'organiser le système de nos pêcheries et d'aider nos pêcheurs.

Il n'est pas besoin de parler des richesses considérables que représente pour la province

l'exploitation de ses pêcheries, sans compter que celles-ci ne sont pas en grande partie exploitées comme elles devraient l'être. Le présent bill a pour but d'en assurer l'exploitation plus intense. Notre champ de pêche comprend au-delà de 2,000 milles de côte. Il est avantageux parce que les pêcheurs ne sont pas obligés de s'éloigner des côtes pour pêcher.

Les parties de la province intéressées sont les Îles-de-la-Madeleine, les comtés de Gaspé, Bonaventure, Rimouski, Matane et Saguenay. L'an dernier, le produit de nos pêcheries n'a été évalué qu'à \$1,815,284, bien que l'année précédente il ait été de \$2,592,382. et que durant les années 1917-1918 et 1919, le chiffre en valeur de nos pêcheries dépassât même la somme de \$4,000,000.

Malgré que tous les rapports ne me soient pas encore parvenus, il semble que la production, cette année, a été plus considérable que celle de l'an dernier. Nous sommes évidemment loin des montants obtenus pendant les années de la guerre et spécialement 1917, 1918 et 1919. Le relèvement du trafic et les prix élevés obtenus en ces trois années étaient dus au fait que les approvisionnements de poisson, dans les contrées baignées par la Mer du Nord, étaient épuisés et que les nations en guerre ne produisaient presque plus. Les prix à cette époque furent rehaussés, vu la grande exportation des produits de notre province dans ces pays situés dans la région de la Mer du Nord, et il faut se rendre compte que maintenant ces causes sont disparues et que nous sommes revenus dans cette province aux prix d'avant-guerre.

Nos pêcheurs ont à faire face à une sérieuse concurrence sur tous les marchés du monde. Nous avons aujourd'hui à rencontrer, plus forte et plus sérieuse encore qu'auparavant, la concurrence anglaise, allemande, française, japonaise, norvégienne, américaine, terre-neuvienne et de l'Islande<sup>3</sup>. Les pêcheurs doivent lutter sur les marchés contre cette concurrence. Pour y faire face ainsi qu'à la surproduction qui ne manquera pas de naître, il faut que nos pêcheurs mettent sur le marché un produit de première qualité. Pour atteindre ce but, il faut que le poisson frais soit parfaitement conservé et arrive sur le marché en excellent état. Les pêcheries peuvent comporter deux différentes industries, celles du poisson frais et du poisson séché. Mais, les pêcheurs sont aussi isolés et l'exportation du poisson frais, par exemple, produit dans cette province, se fait très difficilement, vu le manque de moyens propres à le conserver en bon état. Quant aux autres poissons, le poisson séché, fumé, mis en boîte, sa préparation doit être de premier ordre.

J'ai eu l'occasion, durant l'été dernier de visiter les pêcheries de la Gaspésie et de Bonaventure et celle de la Côte Nord. Un employé de mon département, un pêcheur de 40 ans d'expérience, a fait l'inspection de tous les postes de pêche et s'est rendu compte des conditions existant partout.

Notre poisson frais se vend en grande partie aux États-Unis, et une quantité très minime est consommée dans notre province. Quant au poisson séché, il est exporté pour la majeure partie en Grèce ou dans l'Amérique du Sud. Notre industrie la plus importante est celle de la morue. Il n'y a point de meilleure mise sur le marché que celle de la Gaspésie. Cette morue est expédiée dans les États de l'Amérique du Sud, en Grèce et en Italie, et sur ces marchés, nous rencontrons de redoutables concurrents. Notre commerce de poisson frais a été abondant durant la dernière saison, spécialement le saumon, le maquereau et l'éperlan. Ce sont les marchés de New York, Boston et Philadelphie qui absorbent presque tout notre poisson frais.

Les poissonniers de Montréal eux-mêmes s'approvisionnent de saumon de Gaspé, par exemple, sur le marché de Boston, au lieu de le faire venir directement des pêcheries de la province. Une autre industrie, c'est celle de la morue sèche. Cette morue séchée fait plus de chemin que le poisson frais; elle se rend jusque dans l'Amérique du Sud, en Italie et en Grèce. Nos homards se vendent surtout sur les marchés d'Angleterre. Il est de première importance que le poisson arrive en parfait état de conservation sur le marché. Il ne voit pas pourquoi le poisson pêché dans cette province ne trouverait pas un marché adéquat ici même. Le bill a pour but d'organiser un tel marché.

Nos pêcheurs manquent d'organisation. Ils vivent isolés, et ce, à leur grand détriment. Beaucoup d'entre eux n'ont pas l'outillage voulu pour faire une pêche fructueuse et préparent le poisson sans précaution, ce qui fait que, souvent, des mécomptes malheureux arrivent. L'on vend un article de première qualité. L'acheteur découvre sur le marché éloigné que cet article est inférieur et refuse de donner le prix convenu. Il est nécessaire: 1. d'instruire le pêcheur, 2. de l'organiser, 3. d'améliorer les voies de transport et d'assurer la conservation du poisson, 4. de lui trouver des marchés.

Nous voulons développer cette richesse naturelle. Pour cela, il faut que les pêcheurs soient au courant des méthodes modernes, qu'ils soient bien organisés, afin de ne pas être comme aujourd'hui à la merci de deux ou trois acheteurs qui leur paient les

prix qu'ils veulent et qui ensuite contrôleront les prix du poisson. Le gouvernement veut organiser les pêcheurs, afin de les aider à mettre sur les marchés les meilleurs produits. Et pour cela, le gouvernement fournira aux pêcheurs les moyens de conserver leurs produits en bon état et de les offrir en bon état sur les marchés étrangers. Nous voulons donc activer la production, améliorer les produits et permettre aux pêcheurs de conserver leur poisson en bon état, jusqu'à ce qu'il soit vendu sur les marchés.

J'ai mentionné que notre poisson frais était surtout absorbé par New York, Boston et Philadelphie. Ces marchés sont illimités, à la condition que les produits arrivent en excellent état. La grande source de revenus est le saumon. Le saumon, c'est le roi des produits de nos pêcheries. La Gaspésie, l'été dernier, a vendu sur le marché de New York une quantité considérable de saumon et de maquereau. Notre principal concurrent sur les marchés américains, quant au saumon, est la Colombie anglaise.

D'après l'enquête que j'ai fait faire parmi les acheteurs de New York, par les employés du ministère des Pêcheries, je constate que le saumon canadien y arrive en assez bon état, mais il y a un pourcentage de perte, tandis que, par exemple, le saumon de la Colombie anglaise est vendu sur le marché de New York en très bon état, sans perte. Il est malheureux que la Colombie anglaise, malgré la distance beaucoup plus considérable que la nôtre, puisse expédier aux États-Unis du saumon inférieur peut-être au nôtre, mais qui est expédié en bon état et se trouve complètement conservé, lorsqu'il est rendu sur le marché étranger.

Le saumon de la Colombie anglaise, qui doit subir un voyage de huit jours, grâce à son emballage et aux chars réfrigérateurs, arrive en parfaite condition à destination, dans la métropole américaine, tandis que le nôtre n'est pas toujours en bonne condition. La raison est que nous n'avons pas d'entrepôts frigorifiques chez nous, ni de chars réfrigérateurs dans la Gaspésie. Et notre province, par suite de ce manque de chars frigorifiques, doit enregistrer presque invariablement une perte d'au moins 40 % de ses produits qu'elle exporte. C'est ce qu'il faut éviter. Pour remédier à cet état de choses, le gouvernement est actuellement en communication et en négociations avec les autorités des chemins de fer nationaux pour que tous les trains qui transporteront à l'avenir les produits de nos pêcheries à l'étranger soient munis de wagons frigorifiques.

Nous aurons donc pour la saison prochaine, ces wagons-réfrigérateurs, qui assureront le transport



du poisson frais. Le saumon et les poissons frais de la Côte Nord sont expédiés, partie de Gaspé à Halifax, partie aux États-Unis, partie à Québec. Il arrive qu'une surproduction a lieu. Tout le poisson frais arrive à peu près à la même époque et les pêcheurs d'un peu partout reçoivent de ceux à qui ils devaient vendre du poisson frais, ordre de n'en pas expédier. De là perte considérable parce qu'il n'y a pas d'endroit, au moins sur la Côte Nord, pour conserver ce poisson.

Nous désirons qu'une chaîne d'entrepôts frigorifiques soit établie pour recevoir le poisson frais à sa sortie de l'eau. De l'entrepôt frigorifique local, le poisson sera mis à bord d'un bateau ou de chars munis de réfrigérateurs. Du bateau, il sera transporté dans un entrepôt frigorifique à Québec où il sera congelé et où il attendra la demande du marché et que la surproduction ait disparue.

Afin d'améliorer le sort des pêcheurs et leur permettre de développer d'une façon plus pratique les richesses de cette précieuse industrie, et pour arriver à toutes les fins que je viens d'énumérer, le gouvernement créera, en vertu du bill qu'il présente, un bureau spécial dans le département de la Colonisation, des Mines et des Pêcheries, qui sera appelé service des pêcheries maritimes. Nous aurons à sa tête et sous le contrôle du ministre, un surintendant - j'espère que nous pourrons trouver un expert - car le gouvernement le choisira parmi les hommes les plus expérimentés dans le commerce et l'exploitation des pêcheries.

Ses fonctions consisteront à organiser des sociétés coopératives de pêcheurs, à renseigner les coopératives et les pêcheurs sur les meilleures méthodes à adopter pour conserver le poisson et le bien préparer, à tenir les pêcheurs au courant des demandes du marché, de la qualité nécessaire pour satisfaire les exigences des consommateurs, surveiller l'inspection du poisson et sa classification, voir au bon fonctionnement des entrepôts frigorifiques qui seront subventionnés par le gouvernement, se tenir en coopération avec le service fédéral des pêcheries.

Le lieutenant-gouverneur en conseil est autorisé à nommer les officiers et les employés nécessaires au fonctionnement de ce bureau du service des pêcheries maritimes. Il y aura des inspecteurs et des agents qui visiteront les côtes du nord et du sud ainsi que les Îles-de-la-Madeleine, pour aider à la classification du poisson. Nous aurons aussi, dans ce bureau, des employés dont la fonction sera de renseigner les pêcheurs sur l'outillage dont ils ont besoin, la manière de pêcher, de préparer le

poisson, de l'emballer soit frais ou autrement, donc, de fournir aux pêcheurs tous les renseignements concernant la conservation et l'exploitation de leurs produits.

Un ou deux inspecteurs ou agents seront aussi sur les marchés américains, se mettront en relation avec les acheteurs aux États-Unis, afin de connaître les désirs de ces derniers et renseigner ensuite nos pêcheurs sur les produits qu'ils pourront à l'avenir offrir le plus avantageusement possible sur les marchés, et ce, afin de pouvoir soutenir la concurrence des autres pays. Ils sauront ainsi ce que les consommateurs désirent obtenir et ils nous tiendront en contact continu avec les pêcheurs. Ils veilleront sur les intérêts des pêcheurs québécois aux États-Unis, dans l'Amérique du Sud et même en Europe, et ils verront à augmenter le commerce du poisson avec ces pays. Ce bureau du service des pêcheries maritimes verra à venir en aide aux pêcheurs de toutes façons.

Ainsi, pour donner un exemple, les pêcheurs de la Côte Nord perdent assez souvent des parties de leur pêche, vu qu'ils n'ont pas le sel nécessaire ou encore les tonneaux pour l'expédition de leur poisson. Mon département s'est entendu avec la compagnie qui fait le transport sur la Côte Nord pour qu'elle tienne de place en place des dépôts de tous les objets nécessaires aux pêcheurs, entre autres le sel et les tonneaux.

De plus, le gouvernement enverra à l'étranger deux jeunes gens qui se spécialiseront dans les pêcheries et en feront une étude très approfondie, avec la perspective d'être ensuite pris au service du gouvernement. En Europe, ils pourront étudier les développements de cette grande industrie, pour étudier les meilleures méthodes de pêche ainsi que de la préparation et de la mise en conserve du poisson et en faire bénéficier notre province.

Le pêcheur est isolé, il a besoin d'un organisme. Le gouvernement est anxieux d'assurer aux pêcheurs un confort convenable et il a décidé de faire tout son possible pour leur procurer les moyens d'exploiter leur industrie le plus avantageusement possible. Le projet de loi actuellement devant cette Chambre pourvoit à la création et à l'établissement de coopératives de pêcheurs, basées sur le système des coopératives agricoles. Le gouvernement permettra aux pêcheurs d'organiser des sociétés coopératives, sur les mêmes bases que la Coopérative agricole fédérée des agriculteurs, qui comprend maintenant les trois grandes sociétés coopératives agricoles de cette province. L'article 2308 donne l'objet de ces coopératives.

Ces sociétés se forment de la même façon que les sociétés coopératives agricoles, en ce qu'elles se composent d'au moins 25 membres. La société est de la nature d'une société par actions. Le montant de chaque action est de dix piastres, payables en cinq versements annuels. La déclaration est signée en double par les membres fédérateurs, le ministre de la Colonisation en autorise la fondation par avis dans la *Gazette officielle de Québec*, et la société existe à partir de cet avis. Le bureau de direction est composé de cinq directeurs.

La société peut faire tous les règlements nécessaires pour obtenir ces fins. Chaque coopérative peut devenir membre d'une autre coopérative. Ces coopératives peuvent devenir membres de la Société coopérative fédérée des agriculteurs de la province de Québec, en y souscrivant une ou plusieurs actions. La Coopérative des pêcheurs coopérera avec la Coopérative fédérée des agriculteurs, car celle-ci, en vertu de ses attributions, est autorisée à pourvoir les pêcheurs de tous les instruments qui leur sont nécessaires pour l'exploitation de leur industrie, pendant que la Société coopérative de Montréal, en plus de ce pouvoir, a le privilège d'agir comme l'intermédiaire sur les marchés américains pour le commerce du poisson. Le projet de loi donne donc à la grande Coopérative fédérée le droit d'aider les pêcheurs, de leur fournir ce dont ils ont besoin, et d'être aussi l'intermédiaire entre les acheteurs et les pêcheurs. Je crois que les pêcheurs trouveront dans ces coopératives unies à la coopérative fédérée des agriculteurs de cette province toute l'organisation nécessaire pour améliorer leur situation.

Un point essentiel, c'est la conservation du poisson: une grande partie du poisson est perdue, faute d'entrepôts frigorifiques. Il faut donner aux pêcheurs les moyens qu'ils n'ont pas eus jusqu'ici d'expédier, sans crainte d'enregistrer trop de pertes, leurs produits à l'étranger. C'est pourquoi, le projet permet au gouvernement de donner \$40,000 par an, en subventions à des entrepôts. Le gouvernement demande de pouvoir consacrer, pendant dix années consécutives, une somme annuelle de \$40,000 pour subventionner les entrepôts frigorifiques dont il désire voir s'établir un chaînon sur les côtes du nord et du sud.

Les entrepôts pourraient être établis, sur la côte nord, à Natashquan, à la Pointe aux Esquimaux et aux Sept-Îles, dans la Gaspésie et dans les Îles-de-la-Madeleine. Ces entrepôts sont indispensables pour assurer la conservation de notre poisson. Nous voulons aussi en établir un à Québec, dont la capacité serait de 300,000 livres de poisson. Nous

voudrions faire de Québec, Trois-Rivières et Montréal des centres pour le commerce et la distribution du poisson non seulement à l'étranger, mais aussi dans notre province, car il faut encourager notre population à consommer plus de poisson de notre province, car elle consomme peu de poisson frais.

Nous voulons augmenter la consommation du poisson dans la province de Québec. Pourquoi une campagne ne sera-t-elle pas faite par la presse de cette province, pour attirer l'attention des habitants de la province sur la valeur nutritive du poisson et les exhorter à en consommer davantage? Je l'ai dit, il faut aux pêcheurs un marché. Pourquoi ne commencerions-nous pas par créer un marché domestique au poisson de cette province? Pourquoi faut-il qu'assez souvent les marchands de poisson aillent s'approvisionner sur les marchés américains et y achètent notre propre poisson? Le saumon se vendait l'été dernier sur la Côte Nord cinq à six sous la livre. Voilà une nourriture dont le prix serait à la portée de toutes les bourses, dès qu'elle pourrait être transportée et conservée en bon état et en grande quantité.

Nous voulons aussi subventionner les compagnies de navigation qui transporteront le poisson. Le marché américain pour le poisson est illimité. Le gouvernement a aussi l'intention de subventionner les fabriques de conserves, afin d'encourager la mise en conserve de notre poisson séché et même du poisson frais si possible. Nous croyons que des fabriques seront créées, si notre industrie est développée. Le gouvernement encouragera aussi la pisciculture. C'est notre intention d'augmenter le nombre des établissements de pisciculture. Il existe déjà six établissements de ce genre établis à Magog, Baldwins Mills, Saint-Alexis-des-Monts, Lac-Tremblant, Gaspé et Tadoussac. Sur les six, quatre sont consacrés aux truites et deux pour la morue. Nous planterons deux établissements additionnels de pisciculture pour le doré, l'esturgeon et le maskinongé.

Voilà en quelques mots notre projet. Nous espérons que le projet de loi soumis à l'étude de cette Chambre marquera une ère nouvelle pour les pêcheurs de la province, qu'il favorisera leur organisation et leur viendra en aide dans une large mesure. Avec ces réformes, le gouvernement espère que les pêcheurs pourront à l'avenir continuer à exploiter leur profession. Nous ne nous cachons pas qu'il y aura des difficultés à surmonter. Nous aurons sans doute à faire face à beaucoup d'obstacles, mais j'espère qu'avec des employés dévoués, zélés et compétents, le gouvernement parviendra à obtenir le

but qu'il se propose en demandant à la Chambre d'adopter le projet de loi, savoir: 1. activer la production; 2. améliorer les produits de la pêche pour obtenir une qualité supérieure, trouver des marchés dans la province d'abord, et à l'étranger, créer chez le pêcheur une organisation qui l'aide, qui le supporte, qui fasse qu'il ne soit à la merci de personne, qui l'engage à demeurer dans sa profession de dur et pénible labeur et à travailler au développement d'une de nos plus importantes richesses naturelles, une des plus riches industries de cette province, et qui lui procure une bien grande somme d'aisance et de richesse, une plus grande prospérité.

(Applaudissements)

**M. Smart (Westmount):** J'ai un peu d'expérience dans l'industrie des pêcheurs et dans cette question des pêcheries maritimes, étant intéressé dans une compagnie de pêcheries des provinces maritimes. Le ministre n'a pas suffisamment étudié cette question et il a fait une grave erreur en déclarant qu'il est possible de mettre en conserve le saumon produit dans notre province. Je ne crois pas que notre saumon produit dans l'Est puisse être mis en conserve avec la même facilité que le saumon de la Colombie. Ce saumon n'est pas fait pour être mis en conserve. C'est un saumon de qualité supérieure, de meilleure qualité encore que ce que l'on peut produire sur les côtes du Pacifique, et qui peut atteindre des prix intéressants lorsqu'il est frais.

Il y a un bon marché pour le saumon frais, mais il faut le commercialiser très rapidement pour obtenir ces prix. Cette mise en conserve n'est pas pratique dans le commerce. Je ne suis pas prêt à dire que la chose est absolument impossible, mais il faudrait trop hâter les choses, et les prix deviendraient exorbitants. Il assure le ministre qu'une compagnie qui mettrait en conserve 800,000 livres de poisson par année ne rapporterait rien. Il est intéressé dans une compagnie qui met en conserve jusqu'à 15,000,000 livres de poisson, et là encore, elle n'a jamais rapporté de dividendes.

Les entrepôts frigorifiques que l'on veut établir sur la Côte-Nord coûteront excessivement cher. Cela a déjà été essayé et a fait faillite. Certaines espèces de saumon perdent du prix, du moment qu'elles sont transportées ailleurs. Je crois que l'entreprise du ministre sera très coûteuse. Il n'y a pas de doute que nous devons aider les pêcheurs, mais c'est une tâche difficile, car le poisson est un produit périssable, qu'il est très difficile de vendre en bonne condition. Il vaudrait peut-être mieux saler le poisson. Quant aux fabriques de conserves, les

intentions du gouvernement entraîneront des dépenses considérables et inutiles, car il s'en est trouvé qui ont tenté de maintenir ces fabriques dans les régions du Nord, et ils n'ont pu le faire sans encourir des risques trop considérables. La compétition est féroce entre les compagnies de pêche, rappelle-t-il à la Chambre, et à un tel point que celles qu'il a surveillées ces dernières années n'ont rapporté aucun bénéfice. J'espère que l'honorable ministre réussira tout de même.

Je croyais qu'il y avait assez d'entrepôts frigorifiques à Québec<sup>4</sup>. Je pensais, dit-il, que de telles installations existaient déjà ici. Le commerce du poisson est un commerce dangereux. Je suis en faveur de l'encouragement aux pêcheurs, mais je conseille au ministre d'y aller tranquillement avec cette aide; les compagnies ne mettront en conserve que 500,000 à 600,000 livres de poisson.

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska):** Sans se croire aussi expert en fait de pêcheries maritimes que le député de Westmount, il a, dit-il, étudié sérieusement la question. Il est évident que nous aurons des difficultés, mais ce projet est le résultat d'études que j'ai faites moi-même. Il a, dit-il, décidé de faire à la Chambre ces suggestions après s'être rendu compte, au cours d'un voyage, de la situation réelle des pêcheries chez nous. Il a fait ce voyage avec un vieux commerçant de poisson, un expert en la matière, et sans vouloir douter de l'expérience de l'honorable député de Westmount, je dois dire que nous avons l'opinion d'un homme qui a 40 ans d'expérience dans cette industrie, comme pêcheur et comme commerçant de poisson.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Quel est son nom?

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska):** Le projet de loi est le résultat d'une longue enquête faite particulièrement par M. Alcide Gaudet, le nouvel inspecteur des pêcheries maritimes. L'honorable député de Westmount dit que notre saumon ne peut pas être mis en conserve...

**M. Smart (Westmount):** Je n'ai pas dit cela tout à fait, mais je ne crois pas que ce soit une proposition commerciale.

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska):** Le département de la Colonisation est saisi d'une proposition fort alléchante faite par une compagnie très en vue qui s'offre d'établir, dans la région du

Nord une fabrique de conserve. Nous avons ainsi une compagnie qui nous offre de prendre 500,000 à 600,000 livres de saumon au cours de l'été, pour le mettre en conserve. Ces gens sont des experts et je suis convaincu que leur projet est réalisable. Et nous voulons intéresser d'autres commerçants.

**M. Smart (Westmount):** Ils doivent s'attendre à une importante subvention gouvernementale.

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska):** L'honorable député de Westmount a laissé entendre que le poisson étant un produit très périssable, il vaudrait peut-être mieux le saler, au lieu de l'envoyer à New York, encore frais. Je ne partage pas son opinion, car je sais que l'on a expédié, l'été dernier, de Port-Daniel et de New Carlisle, 200,000 livres de maquereau à New York, en très bon état, de même que de l'éperlan et du saumon.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Le maquereau se transporte-t-il plus facilement que le saumon?

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska):** Je ne sais pas si l'honorable chef de l'opposition sait comment le maquereau se transporte. Il doit savoir cela aussi bien que moi. Dans tous les cas, les marchands de New York disent qu'il y est arrivé en bon état. Notre projet est le point de départ d'une organisation nouvelle. C'est l'intention du gouvernement d'aller lentement, lentement peut-être mais sûrement. Le gouvernement se propose de subventionner les industries avec prudence.

Nous ne voulons pas dépenser d'argent qui ne rapportera pas un bon revenu à la province. L'honorable député de Westmount croyait qu'il y avait assez d'entrepôts frigorifiques à Québec. Celui que nous voudrions voir bâtir n'est pas même suffisant, selon moi avec une capacité de 300,000 livres. Si la cité de Québec et le gouvernement fédéral voulaient nous aider, nous ferions bâtir un plus grand entrepôt. Nous avons besoin d'un grand réfrigérateur à Québec.

**M. Smart (Westmount)** ne voit pas comment une compagnie puisse mettre en conserve sur la côte Nord 500,000 livres de saumon. Le saumon qui a été gelé, prétend-il, ne peut plus être vendu. Les entrepôts frigorifiques sont une entreprise qui ne peut payer. Il ne veut pas contredire un expert qui a 40 ans d'expérience en la matière, mais souvent ces experts ont fait perdre de grosses sommes d'argent au gouvernement. Et il conclut en disant qu'il

connaît une compagnie qui met en conserve 500,000 à 600,000 livres de poisson et qui n'a pas encore fait de profits.

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska):** Celle-ci est prête à le faire. Le gouvernement n'a pas l'intention de se lancer lui-même dans cette industrie, mais seulement de la subventionner.

**M. Smart (Westmount):** Il vaudrait mieux y aller avec prudence. Comment une compagnie pourrait-elle faire de l'argent en mettant en conserve 500,000 livres de saumon, alors que le saumon frais est disponible? Il n'y aura aucun marché pour l'autre marchandise.

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska):** Ce n'est pas le poisson congelé qui sera mis en conserve, mais uniquement celui que l'on ne pourra pas congeler.

**M. Smart (Westmount)** ne pense pas que le saumon congelé pourrait se vendre.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Voici une question très importante qui nous arrive à la fin de la session. Je regrette que les députés qui s'intéressent à cette question soient absents. Nous ne pouvons avoir l'appui des députés par télégraphe, comme cela se pratiquera probablement, pendant les prochaines élections. L'heure n'est pas encore venue où l'on peut parler par télégraphe. Nous n'avons pas encore de machine assez puissante pour cela. Je regrette surtout que l'honorable député de Bonaventure (M. Bugeaud), un des plus grands députés du Parti libéral, ne soit pas présent. L'opinion du député de Bonaventure aurait prévalu sur tout ce qui a été dit sur cette question.

L'honorable ministre de la Colonisation nous arrive avec un beau cadeau de Noël pour les pêcheurs, qui sont, enfin, l'objet de sa sollicitude! Je ne veux pas critiquer l'honorable ministre personnellement, car on sait que j'ai pour mon honorable ami le plus grand respect. Mais il me permettra de lui dire que, pendant longtemps, il a oublié les pêcheurs, malgré les pressantes sollicitations du député de Bonaventure.

Cette question touche à notre domaine économique. Je ne suis pas un pêcheur expert, mais je connais la richesse de nos lacs, de nos rivières. Je ne crois pas que ce projet solutionne le problème des pêcheurs. Est-ce qu'il répond même aux demandes que le député de Bonaventure a formulées dans un

discours, l'an dernier. Il a fait une critique amère de l'isolement où sont laissés les pêcheurs. Que disait-il alors? Que les méthodes de pêche n'avaient pas évolué depuis le temps de Jacques-Cartier; que le nombre de pêcheurs diminuait, la production aussi. L'honorable député de Bonaventure n'a pas craint de dire que nous étions les derniers au point de vue de la production; il appuyait cela sur des statistiques...

**L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):** Nous ne sommes pas à la queue pour la production des pêcheries!

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** L'honorable ministre me répondra tantôt.

**L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):** Au point de vue de la production, nous ne sommes pas à la queue, nous sommes en deuxième place, parmi les provinces du dominion.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** En tenant compte du nombre de pêcheurs, nous sommes à la queue; c'est ce que l'honorable député de Bonaventure a dit et il avait raison. Il cite de larges extraits d'un discours sur les pêcheries prononcé à la dernière session par le député de Bonaventure pour démontrer que le gouvernement, dans le passé, n'a pas accordé à l'industrie de la pêche toute l'attention qu'elle méritait.

L'honorable ministre de la Colonisation ne lui a pas répondu, comme le ministre des Terres, me répond, quand il a prétendu cela, l'an dernier. Il l'a couvert de fleurs. L'honorable ministre des Terres, qui est un expert en chiffres - j'espère que le trésorier n'en sera pas jaloux - nous dit que nous sommes en deuxième place. Ce n'est pas ce qu'a dit le député de Bonaventure. Et il s'y connaît en fait de pêche. Notre collègue de Bonaventure n'est pas un sportsman qui pêche les gros poissons, à la mouche; c'est un vrai pêcheur. Aussi, lorsqu'il a formulé des griefs, on l'a écouté religieusement.

Si un député de l'opposition avait osé tenir le langage qu'il a tenu, on se serait révolté. Mais, lorsqu'il a parlé, on a dû dire aux journaux ministériels de n'en rien dire. Il n'y avait pas de danger, puisqu'il est libéral, que le ministre de l'Agriculture le traite de dénigreur. L'honorable député de Bonaventure a parlé et voilà la mesure salulaire. Voilà le Messie de la Gaspésie que nous annonce le ministre de la Colonisation. On ne peut pas accuser le gouvernement d'avoir attendu les élections pour présenter cette mesure! En 1919, nous avons eu des élections pour faire approuver un

programme d'après-guerre. Aujourd'hui, le ministre de la Colonisation nous présente un plat. Le plat est grand, mais le poisson n'est pas gros!

Il cite quelques statistiques que faisait l'an dernier le député de Bonaventure qui concluait, après ces statistiques, que Québec était, au point de vue de la production du poisson, à la queue de la Confédération, malgré que Québec emploie aux pêcheries 10,000 hommes. Nos pêcheries, ajoute-t-il, sont depuis trop longtemps dans un état de stagnation.

L'honorable ministre nous a dit que c'est un M. Gaudet qui a préparé ce projet. C'est aussi le projet de M. Furois, je crois. M. Furois a fait des études spéciales. Je crois qu'un M. Bossé a aussi fait des rapports au gouvernement. Ce bill n'est qu'une ficelle électorale tendue dans le but d'apaiser les pêcheurs et d'obtenir leurs votes aux prochaines élections. Le gouvernement, en prétendant favoriser les pêcheries maritimes, a jusqu'ici réservé ses faveurs. Il accuse le gouvernement d'avoir, dans le passé, accordé des faveurs et des privilèges à certaines compagnies dont certains directeurs et actionnaires étaient des amis de l'administration provinciale, malgré le fait que ces compagnies exploitaient les pêcheurs de la Côte-Nord.

Si l'industrie de la pêche n'a pas réussi, depuis quelques années, c'est dû au fait que le gouvernement a surtout encouragé une compagnie, la compagnie Clarke, qui avait de gros personnages dans son bureau de direction. Cette compagnie a obtenu des contrats qui ont paralysé l'industrie. Tout cela, je crois, a été représenté au ministre par M. Bossé. Le gouvernement parle d'établir des réfrigérateurs sur les bateaux, surtout pour favoriser la compagnie Clarke. Et nous aurons l'occasion d'en reparler.

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska):** Je dois informer le chef de l'opposition que la compagnie donne un excellent service de navigation sur la côte nord et sur la côte sud, tant au point de vue du transport qu'au point de vue du transport des passagers. Ce service a considérablement aidé au développement de ces régions. La compagnie Clarke a fait beaucoup pour les populations de ces régions et a rendu des services appréciables. Je crois que mon honorable ami a fait allusion à des compagnies qui n'ont pu donner un aussi bon service que la compagnie Clarke. Les renseignements reçus à ce sujet par le chef de l'opposition viennent de personnes intéressées à croire le contraire. Je sais d'où ils viennent.

Quant à M. Furois, je ne le connais pas. Il a pu faire de très bons rapports mais je ne les ai jamais vus. Quant à M. Bossé, il ne m'a pas fait de rapports non plus, mais je crois qu'il aurait voulu obtenir une subvention.

Le chef de l'opposition a attiré l'attention du gouvernement sur certaines statistiques fournies l'année dernière, par le député de Bonaventure; ces statistiques portent sur des chiffres de production comparatifs entre les provinces pendant les années 1918 et 1921. Je regrette que l'honorable député de Bonaventure ne soit pas ici.

Dans le temps, j'ai fait remarquer au député de Bonaventure que ces comparaisons n'étaient pas justes, puisqu'il comparait l'année 1918, qui a été la plus forte année de production de poisson, et l'année 1921, qui a été la plus pauvre dans le monde entier; après la guerre, la dépression dans la production des pêcheries a été générale dans le monde entier. Le chef de l'opposition peut constater cela dans les statistiques fédérales.

L'an dernier, je l'ai dit au député de Bonaventure que ses conclusions ne découlaient pas des statistiques. Mon honorable ami le chef de l'opposition a aussi cité des statistiques. La Colombie a produit 10 millions avec ses pêcheries; Ontario, 3 millions, et Québec, 4 millions.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Oui, mais nous avons 10,000 pêcheurs, quand Ontario n'en a que 4,000. Tenant compte de la moyenne, nous sommes à la queue.

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska):** Il faut tenir compte aussi de la situation de nos pêcheurs. Les pêcheurs d'Ontario sont tout près des marchés; les nôtres sont loin des grands marchés américains.

Il est vrai que nous avons un plus grand nombre de pêcheurs, mais les enfants qui aident leurs parents à la pêche, en Gaspésie, sont comptés parmi les 10,000 pêcheurs de la province.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Alors nous sommes d'accord!

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska):** Oui, mais, je le répète, nous ne pêchons pas dans les mêmes conditions que dans Ontario.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** L'honorable ministre de la Colonisation est un bon avocat, mais il a admis ce que je voulais lui faire admettre.

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska)** dit que le député de Bonaventure a pris connaissance du projet de loi et qu'il en est absolument satisfait.

Les résolutions sont adoptées.

#### Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté plusieurs résolutions, lesquelles sont lues deux fois et adoptées.

Il est ordonné que lesdites résolutions soient renvoyées au comité général chargé d'étudier le bill 174 pour aider au développement des pêcheries dans cette province.

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 174 pour aider au développement des pêcheries dans cette province soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité général.

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska)** propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté.

#### En comité:

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Le ministre des Pêcheries se propose-t-il de contrôler ces coopératives comme le ministre de l'Agriculture contrôle les coopératives agricoles, ou croit-il que les pêcheurs peuvent administrer intelligemment eux-mêmes leurs propres affaires, se choisir des administrateurs, des employés, un exécutif, etc.? Les coopératives de pêcheurs auront-elles le droit de faire ce qu'elles voudront?

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska):** Certainement. Elles seront sur le même pied que les coopératives agricoles.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Le ministre n'aura pas droit d'intervenir?

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska):** Non.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Alors, j'en félicite mon honorable ami. Mais il fait exactement le contraire de son collègue de l'Agriculture.

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine): Oh non! Les coopératives agricoles locales sont entièrement libres, comme les coopératives de pêcheurs le seront<sup>5</sup>.

Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **Demande de documents:**

##### **Voyages à l'extérieur de la province**

**M. Dufresne (Joliette)** propose, appuyé par le représentant de Deux-Montagnes (M. Sauvé), qu'il soit mis devant cette Chambre un état indiquant: 1. Quels sont les noms et prénoms et occupations des personnes qui, depuis le 1<sup>er</sup> juillet 1920, sont allées hors de la province et aux frais du gouvernement: *a.* représenter la province ou le gouvernement à des réunions, fêtes, etc.? *b.* faire des études, investigations, recherches, etc.?

2. Quelle somme le gouvernement a-t-il payée ou avancée à chacune?

3. Quel était l'objet du voyage de chacune?

Adopté.

##### **Division territoriale de la province**

L'ordre du jour appelle la prise en considération en comité plénier du bill 2 amendant les statuts refondus, 1909, relativement à la division territoriale de la province.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, appuyé par le représentant des Îles-de-la-Madeleine (l'honorable M. Caron), que les ordres de cette Chambre pour la deuxième lecture dudit bill et pour la formation en comité plénier sur le même bill soient révoqués.

Adopté.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose que le bill soit inscrit au feuillet des ordres du jour pour deuxième lecture à la prochaine séance<sup>6</sup>.

#### **Dépôt de documents:**

##### **Raoul Binet**

**L'honorable M. David (Terrebonne)** dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre, en date du 22 décembre 1922, pour la copie de tout dossier, documents, condamnant Raoul Binet pour parjure à être emprisonné dans le pénitencier de Saint Vincent de Paul de cette province, et à y être détenu aux travaux forcés durant l'espace de cinq ans. (Document de la session no 74)

##### **Colons du canton Nelson**

**L'honorable M. David (Terrebonne)** dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre, en date du 20 décembre 1922, pour la copie de toute correspondance entre le gouvernement ou aucun de ses ministres au sujet des colons du canton Nelson et des lots no 11 sud-ouest, depuis décembre 1919. (Document de la session no 75)

##### **Hammon & Hess**

**L'honorable M. David (Terrebonne)** dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre, en date du 13 décembre 1922, pour la copie de toute correspondance entre le gouvernement ou aucun des ministres et M. Ernest Hess, au sujet de l'assistant-procureur général de cette province, M. Charles Lancôt, depuis 1914 et des marchandises vendues par la maison Hammon & Hess. (Document de la session no 76)

##### **Lots à Sainte-Sophie-de-Lévrard**

**L'honorable M. David (Terrebonne)** dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre, en date du 21 février 1921, pour la copie de correspondance, états de comptes, etc., concernant le gouvernement de J.-Alfred Savoie, pour échange ou acquisition de lots à Sainte-Sophie-de-Lévrard ou ailleurs. (Document de la session no 77)

##### **Lettres patentes dans le canton Viger**

**L'honorable M. David (Terrebonne)** dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre, en date du 15 mars 1922, pour la production de tout

document, correspondance, chèques, etc., relativement à l'obtention des lettres patentes des lots 18, 19, 20, 21 du rang 8, canton Viger, aussi à la remise par le gouvernement d'une somme de trop payée pour lettres patentes ou prix des susdits. (Document de la session no 78)

### Ajournement

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, appuyé par le représentant des Îles-de-la-Madeleine (l'honorable M. Caron), que, lorsque cette Chambre s'ajournera, elle soit ajournée à huit heures et demie, ce soir.

Adopté.

La séance est levée à 6 h 05.

### Deuxième séance du 26 décembre 1922

#### Présidence de l'honorable J.-N. Francoeur

La séance est ouverte à 8 h 30.

#### Prière.

**M. l'Orateur:** À l'ordre Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

#### Messages du Conseil législatif:

**M. l'Orateur** informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

- bill 96 autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Frank Bernard Chauvin à l'exercice de la profession d'avocat, après examen;
- bill 176 amendant l'article 2036 du Code civil;
- bill 186 amendant la loi des convictions sommaires de Québec.

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, avec certains amendements qu'il la prie d'agréer, le bill suivant:

- bill 179 amendant les statuts refondus, 1909, relativement à la création de la division d'enregistrement de La Tuque.

### Division d'enregistrement de La Tuque

La Chambre procède à la prise en considération des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 179 amendant les statuts refondus, 1909, relativement à la création de la division d'enregistrement de La Tuque. Les amendements sont lus deux fois et adoptés. Le bill est retourné au Conseil législatif.

### Loi des licences

**L'honorable M. Nicol (Richmond)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 196 amendant la loi des licences de Québec.

Adopté.

Il informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolutions et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

#### En comité:

**L'honorable M. Nicol (Richmond)** propose:

1. Que, en sus des droits payables à la province pour l'émission ou le transfert d'une licence, en vertu de la loi des licences de Québec, la personne qui en demandera l'émission ou le transfert devra payer un honoraire équivalent à vingt pour cent du droit de la licence pour l'émission ou le transfert de laquelle il sera payé; mais que, toutefois, cet honoraire ne pourra pas excéder cinq piastres, dans aucun cas.

2. Que les droits payables pour l'exploitation d'un hippodrome ou pour tenir une réunion de courses seront, pour chaque hippodrome reconnu comme rond de courses d'un mille, de cinq cents piastres par jour, au lieu de mille piastres par jour, tel que fixé par le sous-paragraphe *a* du paragraphe 2 de l'article 948 de la loi des licences de Québec.

3. Que les droits payables pour l'exploitation d'un hippodrome ou pour tenir une réunion de course seront, pour chaque hippodrome reconnu comme rond de courses d'un demi-mille, de trois cents piastres par jour au lieu de cinq cents piastres par jour, tel que fixé par le sous-paragraphe *b* du paragraphe 2 de l'article 948 de la loi des licences de Québec.



4. Que les droits payables pour tout hippodrome ou réunion de courses autre que ceux mentionnés dans les résolutions 2 et 3, seront de cent piastres au lieu de trois cents piastres, tel que fixé par le sous-paragraphe *c* du paragraphe 2 de l'article 948 de la loi des licences de Québec.

5. Que aucune personne ne devra assister à une réunion de courses, ni entrer sur un terrain occupé pour une réunion de courses dans cette province, à moins qu'avant d'y entrer ou d'y assister, cette personne n'ait payé au percepteur du revenu de la province qu'il appartient ou à l'officier en charge dûment nommé par ce dernier ou par le trésorier de la province, un droit d'entrée équivalent à dix pour cent du prix d'entrée; que toute fraction devra être comptée comme un entier; et que le porteur d'un billet de faveur ou de saison devra payer le droit basé sur le prix d'entrée qu'il paierait s'il ne possédait pas ce billet.

6. Que le trésorier de la province pourra exiger que le droit d'entrée mentionné dans la résolution numéro 5 sera perçu par la personne qui exploite l'hippodrome ou tient la réunion de courses, et sera remis par cette dernière au trésorier de la province et que cette personne, en pareil cas, agira comme l'agent du trésorier de la province.

7. Que, si des gageures, paris ou poules ne sont pas vendus, reçus ou enregistrés à une réunion de courses, en vertu du système du pari mutuel, les droits d'entrée, au lieu de ceux fixés par l'article 949 de la loi des licences de Québec, seront réduits à cinq cents pour chaque admission ou entrée.

8. Que toute personne qui fera un pari à une réunion de courses, d'après le système du pari mutuel, devra payer au trésorier de la province un droit égal à la différence entre douze et demi pour cent de montant déposé par elle pour son enjeu et les tantièmes et le montant, en cents, qui dépasse tout multiple de cinq cents que le directeur de la réunion de courses a le droit de retenir, en vertu de la loi du parlement du Canada, 10-11 George V, chapitre 43, suivant l'article 950 de la loi des licences de Québec, telle qu'amendée par la section 5 du bill qui accompagne les présentes résolutions.

9. Que les droits payables pour chaque licence d'encanteur dans le district de revenu de Québec, sauf la cité de Québec, et dans le district de revenu de Montréal, sauf la cité de Montréal, et dans chacun des autres districts de revenu, seront de cinquante piastres, au lieu de cent piastres, tel que fixé par le sous-paragraphe *b* du paragraphe 1 de l'article 966 de la loi des licences de Québec.

Il explique que ces amendements statuent que, pour tout transport de licence ou émission de licence, toute personne devra payer 20 % du droit de la licence. C'est une réduction. Les droits payables pour l'exploitation d'un hippodrome ou pour tenir une réunion de course seront de \$500 par jour, au lieu de \$1,000. Sur une piste de ½ mille, les droits seront de \$300, au lieu de \$500. Sur les autres pistes, les droits seront de \$100, au lieu de \$300.

Toute personne qui voudra assister à ces courses devra payer, en sus du droit d'entrée, une somme de 10 % du droit d'entrée.

S'il n'y a pas de pari mutuel, toute personne devra payer cinq centins. Les encanteurs sauf ceux de Québec et de Montréal, devront payer \$50 au lieu de \$5, comme licence. C'est une augmentation.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** dit qu'il soupçonne là un petit bill d'élections. À la veille des élections, remarque-t-il, le gouvernement s'empresse de réduire les taxes qui pèsent sur le peuple. Le gouvernement a reculé devant les protestations des propriétaires de champs de courses, à cause du taux trop élevé des licences. Le gouvernement a-t-il eu peur des menaces qui lui ont été faites par les propriétaires de champs de courses? Le gouvernement fait ces réductions parce que des élections s'en viennent. Ce n'est qu'après s'être rendu compte qu'il aurait besoin de leur support qu'il a commencé à les craindre.

Au lieu de surveiller d'aussi près les activités des courses, il ferait mieux de garder un œil sur ses propres employés et de les empêcher de voler l'État de plusieurs centaines de dollars. Ses fonctionnaires lui volaient \$50,000 à \$60,000 sur les jeux de courses. Le gouvernement devrait surveiller les voleurs, parmi ses employés, qui profitent des courses pour s'enrichir sur les paris mutuels. Le gouvernement a peur des propriétaires parce qu'ils l'ont menacé de faire certaines révélations qui lui mettraient l'électorat à dos et qui pourraient également impliquer d'autres employés et favoris du gouvernement.

À la veille des élections, le gouvernement offre à l'électorat une belle petite beurrée de miel, sous forme d'une apparente réduction de taxes. On essaie par là de faire oublier aux gens que le gouvernement protège des voleurs qui sont ou ont été à son emploi. Ce n'est qu'en face de l'appel au peuple qu'on arrive avec des mesures doucereuses.

**L'honorable M. Nicol (Richmond):** Jamais aucune menace n'a été faite contre le gouvernement par ceux dont parle le chef de l'opposition. Le

gouvernement ne fait pas ces réductions sur le prix des licences par crainte des propriétaires de champs de course ou de quiconque. On a cependant exprimé certains griefs contre le prix des licences, qui était élevé, et certains propriétaires ont déclaré qu'ils ne pouvaient continuer plus longtemps leurs opérations en payant ces licences.

De plus, nous étions un peu intéressés avec ces propriétaires, à cause de la licence que nous leur percevons et qui est à l'usage de l'assistance publique. C'est du pari mutuel surtout que nous retirons le plus pour l'assistance publique; enfin, nous croyons que ce n'est pas le désir de la population de voir abolir ces sortes d'amusements que sont les courses, le sport des rois. Le gouvernement a compris que la population souhaite continuer de fréquenter les champs de courses et jouir de cette forme d'amusement.

Le gouvernement n'a pas cru sage de priver les gens d'un divertissement légitime, et dès qu'il a été informé qu'à moins d'une réduction du prix des licences, les propriétaires ne seront plus capables d'opérer, il a décidé de les réduire. Pour toutes ces raisons, depuis longtemps, le gouvernement pensait à diminuer le prix de ces licences et c'est ce qu'il a fait par la mesure que nous présentons.

Quant aux voleurs de l'affaire Dunn auxquels le chef de l'opposition fait allusion, relativement au pari mutuel, dès que nous nous sommes aperçus d'irrégularités, nous avons fait arrêter les coupables et les tribunaux ont disposé de leur personne.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Ils ont été pendus?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Non, suspendus!

**L'honorable M. Nicol (Richmond):** Non, ils ont été suspendus en attendant leur procès.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Comment il se fait que le gouvernement a compris si tard que les gens souhaitent continuer de fréquenter les champs de courses. Il pense aussi à ce genre de choses lorsque vient le temps de se présenter devant l'électorat?

**M. Smart (Westmount)** demande si les propriétaires de champs de courses ont demandé la réduction des prix des licences et s'ils ont promis en retour de rembourser le gouvernement pour les sommes que ses propres employés ont volées, en échange de la diminution du prix des licences.

**L'honorable M. Nicol (Richmond):** Non, aucune entente de la sorte n'a été convenue entre les propriétaires et le gouvernement.

Les résolutions sont adoptées.

#### Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté plusieurs résolutions, lesquelles sont lues deux fois et adoptées.

Il est ordonné que lesdites résolutions soient renvoyées au comité général chargé d'étudier le bill 196 amendant la loi des licences de Québec.

**L'honorable M. Nicol (Richmond)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 196 amendant la loi des licences de Québec soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité général.

**L'honorable M. Nicol (Richmond)** propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

**L'honorable M. Nicol (Richmond)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### Liqueurs alcooliques

**L'honorable M. Nicol (Richmond)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 193 amendant la loi des liqueurs alcooliques.

Adopté.

Il informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolutions et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

#### En comité:

**L'honorable M. Nicol (Richmond)** propose  
1. Que le lieutenant-gouverneur en conseil pourra augmenter jusqu'à six ou diminuer jusqu'à trois le nombre des membres de la Commission des liqueurs.

2. Que les droits exigibles par la Commission, en vertu de l'article 37 de la loi des liqueurs alcooliques, pour garder dans un club des liqueurs alcooliques appartenant aux membres de ce club, seront les suivants:

- a. Dans une cité ou ville, dix piastres;
- b. Ailleurs, cinq piastres.

Il explique les résolutions.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** discute longuement cet amendement et critique la loi telle que mise en vigueur<sup>7</sup>. Il demande au ministre s'il y aura un nouveau membre dans la Commission des liqueurs.

**L'honorable M. Nicol (Richmond)** répond que, s'il y a lieu, il faudra ajouter un nouveau membre dans la Commission.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Pour quelles raisons cette clause a-t-elle été insérée dans le projet de loi du ministre? Pourquoi vouloir ainsi augmenter de cinq à six le nombre des membres de la Commission? N'y en a-t-il pas assez de commissaires à l'heure actuelle? Il croit tout simplement qu'on ne devrait non seulement pas augmenter le nombre, mais qu'on devrait les abolir, et qu'il faudrait faire disparaître la Commission. Les trois-quarts sont inutiles. Les autres sont dangereux. C'est peut-être parce que la Commission a beaucoup de besogne à accomplir, tellement qu'elle manque de temps pour remettre son rapport.

Le gouvernement est en peine de caser un sixième commissaire, comme le veut la rumeur. Il a déjà été question de nommer un membre du gouvernement dans la Commission. Des dépêches et des dépêches inspirées sont parties de Québec. Il est parfois utile de trouver du travail à certains d'entre eux. Il n'y a rien de dangereux comme les fins de session. C'est le temps pour caser des amis. Ceux qui sont fatigués sous le harnais, on les passe à la Commission, entendu qu'il est vrai que tous les vieux partisans du gouvernement ne peuvent pas avoir leur entrée au Conseil législatif. On a enlevé le commerce des liqueurs aux épiciers, parce qu'on disait que c'étaient des voleurs, qu'ils vendaient du poison. Vous allez voir comment c'est économique une commission. Rien que pour les fins d'administration, les dépenses se chiffrent à \$565,436.12.

Il (M. Sauvé) analyse longuement le rapport soumis par la Commission. Il reproche au gouvernement de ne pas vouloir nommer les maisons

avec lesquelles la Commission des liqueurs fait affaire. Le gouvernement, en créant une Commission pour contrôler la vente du combustible, disait que cette Commission, pour protéger le public, ferait connaître les prix de revient du charbon. La publication de ces prix empêcherait les marchands de charbon de faire du profitage. Or, lorsqu'il s'agit de la Commission des liqueurs, celle-ci peut cacher ses prix d'achat et imposer les prix de vente qu'elle juge à propos, sans que le public puisse faire la comparaison.

Il passe en revue l'administration de la loi des liqueurs et pense que le peuple n'en est pas satisfait, surtout à cause des prix exorbitants exigés pour les liqueurs. L'opposition et le public de la province ne sont pas justement traités, au point de vue de la Commission. Mais leur mécontentement n'est pas aussi grand que la frustration de l'opposition face au traitement que lui réserve le gouvernement, lorsqu'elle lui demande des informations. Le public s'intéresse au prix des liqueurs. L'opposition a demandé de l'information et n'a jamais eu de réponse. On donne pour excuse qu'il y a des combines dans le commerce des liqueurs en Europe et que le fait de divulguer certains noms nuirait à la province.

Je sais qu'il existe des combines, et c'est à cela que nous voulons nous attaquer. Le gouvernement n'a pas le droit de cacher de l'information à la population. L'opposition a été maltraitée par le gouvernement, depuis le commencement de la session. Le gouvernement lui a refusé les renseignements qu'elle avait le droit d'avoir et qui ne peuvent être refusés à l'opposition et au public. Le gouvernement n'a pas d'excuse pour refuser à l'opposition les renseignements qu'il tient à avoir sur la Commission des liqueurs, laquelle n'est, après tout, que la servante du public.

**M. Smart (Westmount)** parle de chiffres et proteste à son tour contre ce qu'il appelle les dépenses folles faites par la Commission pour son administration. Il ne croit pas que les membres de la Commission possèdent les moindres notions de l'économie.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** (Applaudissements) Le discours du chef de l'opposition lui rappelle celui fait l'an dernier par celui-ci sur la même question. Le chef de l'opposition prétend qu'il s'agit d'une mesure d'élections. Je ne sais pas ce que l'avenir nous réserve, mais le chef de l'opposition parle d'élections plus que nous le faisons.

Il pense beaucoup plus à cette question que le gouvernement. Il est peut-être plus renseigné que nous ne le sommes. Nous ne prétendons pas être des prophètes, et mon honorable ami peut faire les prophéties qu'il désire, mais je peux lui dire que quand le temps sera arrivé de l'appel au peuple, nous ne craignons pas de subir le verdict de l'électorat sur notre administration.

À tout événement, quelle que soit la date de l'appel au peuple, celui-ci devra se prononcer pour ou contre la loi des liqueurs, approuver ou désapprouver la conduite du gouvernement. Cependant, quand l'appel viendra, mon désir est qu'il puisse s'en trouver encore cinq devant le public pour défendre son programme. Pour ma part, je ne craindrai pas d'affronter le verdict populaire avec cette loi que je considère comme l'une des plus belles œuvres du gouvernement libéral et qui, quoiqu'on en dise, a fait beaucoup de bien dans notre province. Si le gouvernement n'avait pas fait les profits que lui assure la loi des liqueurs, il n'aurait pas pu accomplir l'œuvre immense qu'il a entreprise pour la province.

Je m'étonne que le chef de l'opposition s'objecte à la première résolution de cette loi, (celle) demandant le pouvoir d'augmenter à six ou de diminuer jusqu'à trois le nombre des membres de la Commission des liqueurs. Cet amendement prévoit une éventuelle réduction du nombre de ces hommes que déteste tant le chef de l'opposition, les commissaires des liqueurs. Si nous réduisons à trois le nombre des officiers de la Commission, il n'aura pas raison de se scandaliser, puisqu'il trouve qu'il y en a déjà trop. Peut-être pourrions-nous le réduire, mais je crois plutôt qu'il est possible que nous nous retrouvions à l'avenir devant la nécessité d'augmenter le nombre des membres de la Commission. Cela ne veut pas dire qu'on le fera, mais à l'heure actuelle, du moins, deux de ces commissaires sont très occupés au commerce et au stockage des liqueurs.

À l'époque où notre loi a été créée, nous ignorions les affaires que ferait la Commission, et ces affaires ont dépassé nos prévisions. Les opérations de la Commission, comme le travail considérable qui incombe à ses membres, exigent que ceux déjà nommés reçoivent un aide qui leur sera très précieux. La tournure que prend le commerce qu'exploite la Commission exige que des changements soient faits dans l'administration de ses affaires, et bientôt, il faudra répartir entre deux groupes de trois, les pouvoirs de la Commission à ses membres. Ainsi, deux commissaires de Montréal et un de Québec contrôleront l'achat et la vente de liqueurs, pendant

que deux commissaires de Québec et un de Montréal contrôleront la surveillance de l'octroi des licences et l'application de la loi des liqueurs. Cela pourrait être une bonne chose.

Le chef de l'opposition ne cesse de répéter que la population s'oppose à la loi des liqueurs et qu'elle le montrera aux prochaines élections. J'informerai le chef de l'opposition qu'aux prochaines élections la vaste majorité de l'électorat exprimera par vote son accord avec la loi des liqueurs, telle qu'elle existe actuellement dans la province de Québec. La loi est tellement appréciée et on la trouve si efficace que toutes les provinces considèrent sérieusement l'adoption d'un contrôle législatif similaire pour les liqueurs.

Comment pourrait-on prendre au sérieux les critiques du chef de l'opposition et de ses collègues, quand les provinces-sœurs, où il existe des lois ainsi qu'un vigoureux mouvement en faveur de la prohibition, désirent calquer notre loi, quand, aux États-Unis, il se fait actuellement une violente réaction en faveur d'un système qui ressemblerait entièrement à celui adopté ici pour la vente des spiritueux. Tous envient notre loi et le peuple de cette province l'approuvera. La loi des liqueurs est une bonne loi et elle est ici pour rester.

Le taux de consommation n'a jamais été si bas qu'aujourd'hui, et les seules représentations faites au gouvernement sont celles des hôteliers qui veulent ravoïr ce qu'on leur a enlevé. Néanmoins, la Commission a reçu quelques concessions du trust européen qui tente de maintenir les prix des liqueurs.

La Commission fait un excellent travail et a fait de la loi un grand succès, tant d'un point de vue moral que matériel. Tous en conviennent, excepté ceux qui trouvent un intérêt à prétendre le contraire. Il n'y a que les hôteliers qui se plaignent de la loi, ils veulent ravoïr leurs privilèges d'autrefois. Le chef de l'opposition ne peut reprocher à la Commission de vendre les liqueurs à des prix exorbitants, quand en comparant les prix avec ceux exigés dans l'Ontario et la Colombie anglaise par les établissements autorisés à vendre les alcools et les vins, on constate que nos prix sont de 25 % moins élevés que dans ces deux provinces. C'est la taxe fédérale qui augmente surtout le prix des liqueurs, et les frais d'administration sont pris à même les profits.

Et le chef de l'opposition qui se plaint que les frais d'administration de la Commission des liqueurs sont trop élevés, il devrait, je crois, se rappeler que lorsque notre loi devint en vigueur, ses amis d'Ottawa, qui avaient alors le pouvoir, doublèrent immédiatement les droits de douanes sur les liqueurs importées, ce qui a

forcé la Commission à hausser ses prix, sans qu'elle retire pour cela un sou de plus que le bénéfice raisonnable qu'elle avait décidé de retirer de son commerce.

L'an dernier, la Commission a versé au gouvernement fédéral en droits pour douanes, etc. une somme égale à trois fois le total de ses bénéfices nets qui se sont évalués à plus de quatre millions. De plus, la Commission construit tous ses entrepôts, a installé une foule de magasins, s'est organisée complètement, sans pour cela emprunter un seul sou des autres départements et sans demander un seul centin du gouvernement. Il est vrai que le coût de démarrage des opérations est élevé, que l'argent sert à financer les installations et à payer les intérêts. La Commission a débuté sans capital et a dû emprunter aux banques.

Le gouvernement n'ira pas prendre des sommes dans les divers services publics pour constituer un capital à la Commission. C'est là une des raisons principales qui expliquent facilement, et sans qu'il soit besoin de discuter bien longuement, le chiffre peut-être élevé des dépenses d'administration, et si de ce chiffre, on déduit le coût des entrepôts et des frais d'installation des magasins, bureaux, etc., on constatera que les frais ordinaires d'administration de la Commission sont bien ordinaires et ne sont pas aussi exorbitants que le prétend le chef de l'opposition.

Un surplus de quatre millions a été obtenu, et, avec les surplus d'argent résultant des autres opérations gouvernementales, le gouvernement a pu constituer un supplément de cinq millions de dollars. Le chef de l'opposition n'est jamais content, c'est pour cela qu'il est trop difficile de lui plaire. Le gouvernement n'a jamais autant fait pour les routes, l'agriculture et l'éducation, et pour lutter contre la mortalité et la maladie dans la province. Tout cela aurait été impossible, si nous n'avions pu bénéficier des surplus de la Commission.

Nous nous attendons à des profits semblables, l'an prochain, ce qui nous permettra d'épargner et d'envisager l'avenir avec confiance, et aussi de voter cette session-ci un budget sans précédent dans notre province. Le système que nous avons adopté, il y a deux ans, a réduit la consommation dans la province, a amené la paix et nous a permis de réaliser de grandes choses.

Les reproches du chef de l'opposition, quant au fait qu'on lui refuse des informations concernant la Commission, sont non fondés. La Commission est parfaitement justifiée de s'abstenir de divulguer les noms et les prix des marchands européens. Il y a une combine en Europe qui tente de garder les prix à la hausse, et si la Commission essaie de s'aménager des concessions, il n'est pas bon de rendre ces informations publiques.

À Ottawa, quand les conservateurs étaient au pouvoir et qu'on lui adressait des questions à propos de la Commission des chemins de fer, le gouvernement du temps a répondu que l'information relevait de la Commission des chemins de fer et que tout ce que la Chambre des communes pouvait se contenter de dire se trouvait dans les rapports de la Commission des chemins de fer, qui est en charge du réseau ferroviaire.

En plus, à cette session-ci et à la dernière session, le gouvernement a donné toutes les informations qu'il pouvait donner et a répondu à d'innombrables questions. Mais lorsqu'il s'agit de divulguer de l'information nuisible et qui pourrait se traduire en une augmentation des prix, le gouvernement refuse de le faire, même s'il doit par la suite le regretter.

Le chef de l'opposition prétend que notre loi a eu un effet absolument ruineux au point de vue moral comme au point de vue financier et matériel. Où sont ces délégations qui devaient venir protester contre cette loi jusqu'à Québec? Je siége depuis 22 années dans cette Chambre et, avant la création de la présente loi, je me souviens que, chaque année, des représentants du clergé catholique comme protestant venaient nous rencontrer pour demander d'améliorer le système de la vente des liqueurs, et quelques-uns même approuvaient déjà le système que nous préconisons. Ce système, nous l'avons, et depuis, aucune délégation de ce genre n'est encore venue se plaindre, de sorte que nous avons lieu de croire qu'au point de vue moral, les autorités religieuses de toutes les dénominations sont absolument d'accord avec nous pour déclarer que notre loi a été un réel succès. Ce n'est pas rien.

Le gouvernement a reçu des éloges flatteurs de membres du clergé au sujet de cette loi. Jamais la loi des licences ou la loi des alcools n'a été absorbée comme l'est la loi actuelle. Il ne fait aucun doute qu'ils sont beaucoup plus satisfaits avec la nouvelle loi qu'ils ne l'étaient dans les conditions d'autrefois. Les seules (délégations) que nous avons aujourd'hui, ce sont celles d'anciens hôteliers qui veulent faire élargir la loi pour pouvoir reprendre leur négoce.

Quant au point de vue financier, malgré les lourdes responsabilités qu'a dû assumer la Commission, malgré les dépenses très considérables qu'elle a dû faire pour s'organiser et assurer sa stabilité, il suffit de songer à son premier surplus de 4 millions pour constater qu'une fois de plus le chef de l'opposition n'est pas sincère, quand il crie à la ruine, au fiasco que seuls ses amis d'Ottawa peuvent connaître, puisque les événements surtout de ces dernières années nous l'ont prouvé.

Si le gouvernement n'avait pas pu bénéficier de ses revenus et des ressources qui lui ont été données par la Commission, il n'aurait pu accomplir les grandes choses que le peuple lui crédite dans l'amélioration et le progrès de nos institutions et de nos industries.

Si, après tout cela, le chef de l'opposition n'est pas satisfait de notre administration, je lui souhaite de rester longtemps là où il se trouve, car j'espère qu'un jour il appréciera peut-être le travail de ceux qui, tout au contraire de ses amis, n'ont à cœur que les intérêts de la province, le progrès de nos industries et la prospérité générale de la population.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Depuis deux ans, dit-il, on chante que les autres provinces vont nous imiter et elles ne l'ont pas encore fait<sup>8</sup>. Il soutient qu'il y a des abus dans la vente des liqueurs et défie le gouvernement de se présenter devant le peuple avec la loi telle qu'elle est, sans l'amender. Soixante pour cent des partisans du gouvernement trouvent la loi ridicule. Le député de Napierville avait donné avis d'une motion pour sabrer la tête de la Commission. Il disait : "Vous allez voir ce que peut faire un vieux rouge quand il se lance." Et aussitôt le rusé premier ministre glissait un petit projet de loi disant qu'un magistrat pourrait être nommé après cinq ans de pratique. La motion disparut et la foudre de guerre aussi: il était nommé magistrat.

Le gouvernement libéral à Ottawa n'a pas enlevé la taxe sur les alcools que le gouvernement Meighen avait imposée, taxe dont se plaignent les libéraux de Québec. Il (M. Sauvé) persiste à demander que les opérations de la Commission des liqueurs soient connues du public, afin que celui-ci ne croie pas qu'il se fait des opérations frauduleuses en Europe. Il s'élève contre le prix des liqueurs; les profits, dit-il, sont exorbitants, si l'on considère la boisson comme un article de nécessité demandé par le peuple.

**M. Smart (Westmount)** parle dans le même sens que le chef de l'opposition. Répondant au premier ministre, il ne croit pas que la comparaison qu'il a établie entre la Commission des liqueurs et la Commission des chemins de fer en charge de la National Railways est valable. Le gouvernement fédéral a sorti la question des chemins de fer de la politique et a créé une corporation pour qu'elle la prenne en charge. Il lui a donné carte blanche. Il faut de plus se rappeler que la National Railways est en compétition avec la Canadian Pacific Railways Company.

La Commission des liqueurs est un organisme politique au même titre qu'un département. Le premier ministre a fait allusion à des sommes importantes dépensées par la Commission pour fins de construction, mais le rapport annuel de la Commission indique qu'aucune de ces dépenses n'a été portée au compte des profits. Les montants dépensés n'ont même pas été mentionnés dans le rapport, et la valeur des édifices n'a pas été inscrite dans les actifs. La Commission n'a aucun mérite d'avoir débuté ses opérations sans capital, car n'importe qui peut connaître un succès, lorsqu'il a l'appui du gouvernement et des banques.

Il critique la loi des liqueurs et les actes de la Commission. Il affirme que, dans certaines villes, la loi est violée ouvertement et fait remarquer que le département du procureur général est chargé de l'application de la loi Scott dans les comtés où elle existe encore. La Commission de régie des alcools, dit-il, a envahi des pays "secs" où elle a fait des saisies. C'est du moins ce que disent les réponses du gouvernement aux questions posées par l'opposition cette session-ci. Elle n'a pourtant aucune juridiction dans ces contrées. Il faut donc en conclure que la Commission a agi illégalement en envahissant ces régions. Si la Commission est incapable de surveiller les abus flagrants qui ont cours dans ces contrées, le gouvernement aurait pu, lui, le faire. Il est vrai que la loi Scott est une loi fédérale, mais n'appartenait-il pas au procureur général de faire appliquer cette loi?

Le gouvernement a néanmoins négligé sa responsabilité et permis la vente de se poursuivre au vu et au su de tous, de telle sorte que la population de ces régions est à présent dégoûtée du système et tentée de voter pour abolir la loi Scott. C'est ce qui s'est produit dans Missisquoi. La Commission a aussi accordé un permis dans Sainte-Anne-de-Bellevue contre le gré du doyen Laird du collège Macdonald, de tout le clergé et de Sir Arthur Currie, appuyés par quatre échevins de cette localité. Ils ont tous fait pression contre l'octroi de la licence.

**L'honorable M. Nicol (Richmond)** Y a-t-il eu un vote de pris dans les circonstances?

**M. Smart (Westmount):** Je crois qu'il y en a eu un, mais la Commission indique dans son rapport qu'avant d'accorder une licence, elle consulte le clergé et les autorités, et fait preuve de discernement. Les dirigeants de l'hôpital et les infirmières s'y sont opposés. Le fait d'avoir accordé la licence ne prouve qu'une chose, soit que le seul désir de la Commission est de vendre le plus de liqueur

possible. Mais la Commission tâche de vendre le plus de liqueurs qu'elle peut. On a vu cela aussi à Valleyfield, où ils ont ouvert un deuxième magasin pour faire du commerce illégal. Selon lui, les raisons que met de l'avant le premier ministre pour éviter de divulguer les prix et les noms des commerçants européens qui vendent à la Commission ne sont pas très crédibles. Dans le domaine des liqueurs en Europe, l'offre est abondante. Toutes ces allusions à propos de combines, c'est de la fumisterie.

**L'honorable M. Nicol (Richmond):** Les amendements que l'on a fait à la loi permettent la vente de la bière au verre, dans un hôtel licencié de campagne. Cette permission ne sera accordée qu'au cas où la municipalité le demandera. Il sera permis à un club de garder des liqueurs appartenant à ses membres. Un distillateur licencié pourra acheter et importer des vins ou spiritueux nécessaires à la fabrication de ces produits.

**M. Miles (Montréal-Saint-Laurent)** n'a pas une haute opinion de la façon dont les députés de l'opposition traitent de cette question, relativement à la Commission des liqueurs. Il n'apprécie pas tellement le fait que, tout au long de la session, il y ait eu autant de questions à l'ordre du jour pour tenter de dénigrer la Commission et faire croire à la population qu'elle fait l'objet de méfiance à Québec. Lorsque le gouvernement a annoncé pour la première fois son intention de prendre en charge le commerce des liqueurs, il a hésité. Mais l'aspect moral de la question l'a convaincu, et aujourd'hui le gouvernement est satisfait de la Commission et de son travail, particulièrement en ce qui concerne le traitement des manufacturiers, desquels il fait lui-même partie.

Il dit qu'en cette qualité, cela lui permet d'avoir de bonnes relations d'affaire avec la Commission. Il loue le gouvernement pour sa loi et se dit heureux d'appuyer une mesure qui aura contribué non seulement à faire disparaître des abus, mais aussi et surtout à augmenter les revenus de la province, qui maintenant voit une ère nouvelle de prospérité commencer pour elle. Il montre le bien accompli à tous les points de vue et déclare que la province est satisfaite de la Commission.

Il loue chaleureusement la Commission pour le travail qu'elle fait. Les questions déposées par l'opposition sont ridicules. On va jusqu'à interroger à propos des salaires des messagers, et on lui a dit qu'une de ces questions a exigé 30 hommes et six jours pour y répondre. La Commission n'est pas un

gouvernement et la Législature devrait l'appuyer sans réserve. Elle a réussi dans des conditions très difficiles et ne devrait pas être harcelée ainsi par des questions en Chambre. C'est une honte que d'assister à une telle déloyauté envers la Commission. Ce n'est pas dans l'intérêt de la province, et il suggère qu'à l'avenir le gouvernement réponde à ces questions, bien qu'elles ne sont "pas d'intérêt public".

Quant aux affirmations du député de Westmount, à l'effet que la Commission vend de mauvaises liqueurs, il (M. Miles) ne prétend pas être le mieux placé pour en discuter, admet-il, mais chaque liqueur est soigneusement examinée et il se dit convaincu qu'aucune liqueur impure n'est vendue. Peut-être que quelques-unes d'entre elles ne correspondent pas au goût du député de Westmount et de quelques autres, mais ce n'est justement qu'une simple question de goût. Il termine en utilisant une fois de plus le mot "ridicule" et en référant à nouveau au nombre de questions qui ont été déposées à l'ordre du jour, cette session-ci, concernant la Commission.

**M. Smart (Westmount)** est stupéfait de la manière dont parle le député de Saint-Laurent. C'est certainement un fidèle serviteur du gouvernement, et ayant pu l'affronter par le passé sur cette question des liqueurs, il se dit prêt à le faire encore aujourd'hui. Quand il dit que nos questions sont ridicules, il dit des bêtises.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) soulève un point d'ordre et attire l'attention de l'Orateur sur le mot "bêtises". Il demande au député de retirer ses paroles.

**M. Smart (Westmount):** Donnez-moi un mot plus parlementaire!

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Je n'ai pas à faire votre éducation.

**M. Smart (Westmount):** J'essaie de faire l'éducation du député de Saint-Laurent qui semble avoir une idée plutôt tordue des droits d'un député de cette Chambre. Nous avons le droit de poser des questions, ici.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) insiste pour que le mot "bêtises" soit retiré.

**M. Smart (Westmount):** Nous avons un Orateur pour maintenir l'ordre, nous n'avons pas besoin de vous!

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Je ne fais qu'attirer l'attention sur le mot.

**M. Smart (Westmount):** Il ne l'a pas fait avec moi.

**M. le président (M. Thériault, L'Islet)** rappelle à l'ordre le député de Westmount et lui demande de retirer les paroles qu'il a employées, à l'égard de son collègue de Saint-Laurent, qui ne sont pas parlementaires. Le mot "bêtises" n'est pas parlementaire, indique-t-il.

**M. Smart (Westmount)** accepte de retirer ses paroles et dit plutôt que le député de Saint-Laurent ne savait pas de quoi il parlait. L'opposition n'a pas à se justifier d'inscrire des questions sur l'ordre du jour.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** déplore le tort que cause en Chambre le fait de donner un mauvais exemple en matière d'emploi du langage. Il est prêt à voir dans le député de Saint-Laurent non seulement un expert dans le commerce des liqueurs, mais un connaisseur en la matière. Il félicite le premier ministre d'avoir employé un langage modéré, mais il se rappelle que cela n'a pas été toujours le cas. Le premier ministre s'est souvent égaré dans ses déclarations en Chambre; il l'a déjà prouvé et il le fera à nouveau.

Cela fait deux ans maintenant que le premier ministre nous dit que les autres provinces du Canada et que les États-Unis vont suivre l'exemple de notre province, et cela ne s'est pas encore produit. Est-ce parce que le gouvernement s'y oppose ou parce que les populations des autres provinces ne sont pas d'accord avec notre système? Il penche plutôt pour cette deuxième explication. Qu'arrivera-t-il avec les revenus de notre province, si les autres provinces n'emboîtent pas le pas? Le gouvernement répète constamment que la consommation est à la baisse ici.

Il (M. Sauvé) rappelle l'article du *Star* disant que les magasins de la Commission vendaient 1 bouteille par 40 secondes. Il fait ensuite référence à l'affaire Lazure à Sherbrooke, où, dit-il, M. Lazure, un partenaire de l'honorable trésorier (M. Nicol), a déclaré en plein tribunal que la Commission des liqueurs vendait des liqueurs à la caisse et à la voiture. Il est vrai que "Monsieur" s'est rétracté, et quelques journaux se sont également rétractés. Mais d'autres journaux comme *The Montreal Gazette*, indépendants du gouvernement, ne l'ont pas fait. *La Tribune*, dont l'honorable député de Richmond

(M. Nicol) était un directeur, a retiré la déclaration, et *The Sherbrooke Record* a fait de même, mais c'est uniquement pour se mettre en bons termes avec le gouvernement.

À Ottawa, à l'époque où les libéraux étaient dans l'opposition, l'honorable M. King, leur chef, avait protesté contre le fait que les conservateurs leur refusaient des informations à propos de la National Railways. Il a déclaré que cela était contre les principes libéraux et contre les droits des parlementaires. Pourquoi le premier ministre n'adopte-t-il pas la façon de voir du chef libéral fédéral ici?

Il n'a rien personnellement contre la Commission, dit-il, et ne doute pas que M. Simard soit un chic type<sup>9</sup>.

**L'honorable M. Nicol (Richmond)** dit qu'il se pourrait même, si M. Lazure a fait la déclaration qu'on lui attribue, qu'il se soit trompé. C'est un jeune avocat, et un jeune avocat peut commettre des erreurs. Il dit préférer le point de vue de *The Gazette* à propos de la loi des liqueurs et cite l'éditorial de *The Gazette*, en date d'aujourd'hui. Voilà l'opinion d'un journal indépendant à propos de la loi et il la préfère à celle du député de Westmount.

**M. Smart (Westmount)** enchaîne avec un autre éditorial de *The Gazette*, en date du 28 juin, qui parle de la nécessité d'empêcher les infractions à la loi, et ajoute: Tenez, voici un exemplaire de *The Gazette* pour vous.

**M. Gault (Montréal-Saint-Georges)** intervient pour critiquer la loi des liqueurs et son administration.

Les résolutions sont adoptées.

#### Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté deux résolutions, lesquelles sont lues deux fois et adoptées.

Il est ordonné que lesdites résolutions soient renvoyées au comité général chargé d'étudier le bill 193 amendant la loi des liqueurs alcooliques.

#### Liqueurs alcooliques

**L'honorable M. Nicol (Richmond)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 193 amendant la loi



des liqueurs alcooliques soit maintenant lu une deuxième fois<sup>10</sup>.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité général.

**L'honorable M. Nicol (Richmond)** propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté.

#### En comité:

Les articles 1 à 11 sont adoptés.

Le comité étudie l'article 12, paragraphe *a* qui se lit ainsi:

"12. L'article 50 de ladite loi est amendé:

"*a*. En en remplaçant le paragraphe *e* par le suivant:

"*e*. Étant le fabricant ou l'agent en cette province du fabricant d'un liquide ou solide contenant des liqueurs alcooliques, vend ce liquide ou ce solide comme médicament, après que la Commission l'a avisé conformément à l'article 48 de la présente loi; ou,"

L'amendement est adopté.

L'article 12 ainsi amendé est adopté et se lit désormais comme suit:

"12. L'article 50 de ladite loi est amendé:

"*a*. En en remplaçant le paragraphe *e* par le suivant:

"*e*. Étant le fabricant ou l'agent en cette province du fabricant d'un liquide ou solide contenant des liqueurs alcooliques, vend ce liquide ou ce solide comme médicament ou préparation après que la Commission l'a avisé conformément à l'article 48 de la présente loi; ou,"

Le comité étudie l'article 13, paragraphe *a* qui se lit ainsi:

"13. L'article 51 de ladite loi, tel qu'amendé par la loi 12 George V, chapitre 31, section 15, est de nouveau amendé:

"*a*. En en remplaçant le paragraphe *m* par le suivant:

"*m*. Ayant acquis pour le revendre un liquide ou un solide contenant des liqueurs alcooliques, le vend comme médicament, après que la Commission l'a avisé, conformément à l'article 48 de la présente loi; ou,"

L'amendement est adopté.

L'article 13 ainsi amendé est adopté et se lit désormais comme suit:

"13. L'article 51 de ladite loi, tel qu'amendé par la loi 12 George V, chapitre 31, section 15, est de nouveau amendé:

"*a*. En en remplaçant le paragraphe *m* par le suivant:

"*m*. Ayant acquis pour le revendre un liquide ou un solide contenant des liqueurs alcooliques, le vend comme médicament ou préparation après que la Commission l'a avisé, conformément à l'article 48 de la présente loi; ou,"

Les articles 14 à 30 sont adoptés.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté avec certains amendements. Les amendements sont lus deux fois et adoptés.

#### Chemins d'hiver

**M. Phaneuf (Bagot)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 145 amendant le Code municipal relativement à certains chemins d'hiver soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### Conflagration à Terrebonne

**L'honorable M. David (Terrebonne)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 197 autorisant la garantie d'un certain emprunt, pour venir en aide aux victimes de la conflagration du 1<sup>er</sup> décembre 1922, dans la ville de Terrebonne.

Adopté.

Il informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolutions et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

#### En comité:

**L'honorable M. David (Terrebonne)** propose:

1. Que le lieutenant-gouverneur en conseil sera autorisé à garantir, jusqu'à concurrence de la somme de trois cent mille dollars, en capital et intérêts, à taux n'excédant pas cinq et demi pour cent par année, le paiement des obligations que pourra émettre la ville de Terrebonne, sous l'autorité de la loi qui accompagne les présentes résolutions.

2. Que la garantie du gouvernement ne pourra être consentie qu'aux conditions suivantes:

a. Les avances mentionnées dans la section 1 de la loi qui accompagne les présentes résolutions ne seront faites, par la ville de Terrebonne, qu'aux propriétaires des maisons ou autres bâtisses détruites par ladite conflagration, ou leurs héritiers ou ayant cause, pour les aider à reconstruire ou à payer le coût de la reconstruction de ces maisons et bâtisses.

b. La ville de Terrebonne aura le droit d'employer une partie des fonds empruntés au moyen du ou des règlements ci-dessus, à construire un hôtel de ville, une station de feu et autres édifices publics dans ladite ville; et aussi acquérir, pour et moyennant une somme n'excédant pas dix mille dollars, l'emplacement où était la manufacture de Limoges & cie, qui a été incendiée le 1<sup>er</sup> décembre 1922 et qui se compose du lot de terre connu et désigné sous le numéro 311 et comme faisant aussi partie du lot numéro 310, aux plans et livre de renvoi officiels de la ville de Terrebonne.

En outre, ladite ville de Terrebonne, dans le but de venir en aide aux ouvriers de ladite ville, est autorisée à consentir, à même les fonds ci-dessus mentionnés, un prêt n'excédant pas dix mille dollars, au taux de six pour cent par an, pour une période de dix ans, à ladite compagnie Limoges & cie ou ses héritiers ou représentants légaux et remboursable en dix versements égaux et annuels de mille dollars chacun, le premier versement devant être fait dans un an après la signature de l'acte de prêt, et les autres, les années suivantes à la même époque; ladite compagnie devant donner à ladite ville une première hypothèque sur le terrain où sera construite ladite manufacture.

c. Lesdites avances aux sinistrés devront être garanties par une première hypothèque sur la propriété immobilière en faveur de laquelle l'avance est consentie; les montants ainsi prêtés ne devant en aucun cas dépasser soixante pour cent de la valeur des terrains et du coût des nouvelles constructions; et les obligations émises par la ville de Terrebonne seront sujettes aux conditions de la loi générale relative à la création et au placement d'un fond d'amortissement et au paiement des intérêts.

d. Les règlements d'emprunt ci-dessus devront mentionner d'une manière spécifique et détaillée l'emploi qui devra être fait des deniers empruntés, et ces règlements, avant d'avoir force et effet, devront être votés par la majorité en nombre et en valeur des propriétaires de la ville de Terrebonne ayant voté, et être approuvés par le lieutenant-gouverneur en conseil.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** profite de l'occasion pour dire toute la sympathie qu'il éprouve à l'égard des sinistrés de Terrebonne et il félicite le gouvernement pour la passation de cette loi. Tout en approuvant cette mesure, il demande au gouvernement de prêter à 4 et 5 % au lieu de 5½ %. Lui-même et ses collègues, dit-il, ont sympathisé et sympathisent encore avec les victimes de la conflagration. Si la Chambre n'a pas cru devoir, comme dans le cas de la basilique de Québec, exprimer ses sympathies aux sinistrés de Terrebonne, il croit, lui, de son devoir de saisir cette occasion pour leur dire combien leur douleur est encore partagée par la députation.

**L'honorable M. David (Terrebonne)** remercie chaleureusement le chef de l'opposition pour sa sympathie et ses belles paroles à l'adresse des sinistrés et aussi de son concours dans l'adoption de la mesure de secours. Le gouvernement pourra prêter à 4 ou 5 pour cent.

Les résolutions sont adoptées.

#### Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté plusieurs résolutions, lesquelles sont lues deux fois et adoptées.

Il est ordonné que lesdites résolutions soient renvoyées au comité général chargé d'étudier le bill 197 autorisant la garantie d'un certain emprunt, pour venir en aide aux victimes de la conflagration du 1<sup>er</sup> décembre 1922, dans la ville de Terrebonne

#### Conflagration à Terrebonne

**L'honorable M. David (Terrebonne)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 197 autorisant la garantie d'un certain emprunt, pour venir en aide aux victimes de la conflagration du 1<sup>er</sup> décembre 1922, dans la ville de Terrebonne soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité général.

**L'honorable M. David (Terrebonne)** propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

**L'honorable M. David (Terrebonne)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

La séance est levée à minuit quinze.

## NOTES

1. La séance a débuté à l'heure fixée et 31 députés étaient à leur siège, selon *L'Événement*, à la page 1.

2. À ce propos, on lit le commentaire suivant dans *L'Événement*: "On comprit tout alors! Les C. N. R. et le Grand Tronc savent que les députés actuels ne seront pas tous réélus. Or, leur donner une nouvelle "passe", c'était leur permettre de voyager encore pendant toute une année... car même si le député est battu, on ne lui fait pas l'affront de lui retirer le précieux petit carton. Les compagnies ont deviné que certains députés vont faire le plongeon, et qu'il valait mieux attendre le résultat des élections pour faire la distribution des billets de faveur. C'est un bon point pour la nouvelle administration; cela diminuera peut-être le déficit des chemins de fer nationaux, mais cela a gâté un peu la joie qu'éprouvaient les députés à se retrouver ensemble, hier après-midi. Après cet incident, plusieurs d'entre eux ne pouvaient s'empêcher de penser: "Pourrai-je voyager encore à bon marché après le 31 mars?" Voir aussi le commentaire de *La Presse*, du 27 décembre 1922, à la page 6, "Pour faire réfléchir les députés".

3. Le journaliste du *Canada*, ayant peut-être mal entendu, a écrit "d'Irlande".

4. Dans *La Presse* du 27 décembre 1922, à la page 10, ce passage est différent; on fait dire à M. Smart: "qu'il n'existe pas assez d'entrepôts frigorifiques dans la ville de Québec."

5. Selon *Le Devoir*, le premier ministre a retenu son ministre qui souhaitait répliquer longuement aux provocations du chef de l'opposition.

6. *L'Événement* fait quelques remarques à propos de ce dépôt: "Avant l'ajournement de la première séance

de la journée, à 6 heures, le premier ministre a déposé devant la Chambre son projet de redistribution de la carte électorale de la province. C'est un volume considérable, qui comporte la création de cinq nouveaux collèges électoraux et la fusion d'un vieux comté avec son voisin. Les comtés nouveaux porteront les beaux noms de Papineau, Matapédia, Abitibi, Mercier et Verdun, et le comté que l'on fusionne est celui de Napierville, qui sera désormais rattaché à Laprairie, comme le comté fédéral. M. le juge Amédée Monet, le dernier représentant de Napierville au parlement provincial, de passage à Québec hier, était dans la galerie, lorsque l'honorable M. Taschereau annonça la disparition de son ancien comté. Le jeune magistrat, bien qu'il portât une sombre redingote, comme lorsqu'il va condamner un accusé, ne semblait pas du tout affecté de ce triste événement.

"Évidemment, M. Monet ne s'ennuie pas sur le banc..."

"Tout le monde s'attendait à la création de quatre nouveaux comtés, mais on ne savait pas si le gouvernement en créerait un cinquième dans Matapédia. M. Jos. Dufour, député de Matane, le demandait avec insistance. Le gouvernement l'a exaucé. C'est un succès pour M. Dufour. Que décrochera-t-il, maintenant, ce géant? Un portefeuille?"

Il y aura donc 85 députés dans la prochaine Chambre."

7. *Le Canada* écrit que le chef de l'opposition a parlé pendant près d'une heure.

8. Cet argument est repris et développé dans le "Bloc-notes" du *Devoir*, du 27 décembre 1922, à la page 1, sous le titre "Pas certain".

9. D'après *Le Soleil*, M. Sauvé a parlé pendant une demi-heure.

10. *Le Soleil* écrit qu'il y a eu des discussions en deuxième lecture.



## Première séance du mercredi 27 décembre 1922

## Présidence de l'honorable J.-N. Francoeur

La séance est ouverte à 11 heures.

## Prière.

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

## Subsides

**L'honorable M. Nicol (Richmond)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** propose, appuyé par le représentant de Montréal-Saint-Georges (M. Gault), que tous les mots après "que" dans la motion principale soient remplacés par les suivants: Cette Chambre regrette que le gouvernement, tout en accordant des subventions à l'instruction publique et à l'agriculture, ait dirigé sa politique de façon à contribuer à l'augmentation excessive du budget domestique, ainsi qu'à l'augmentation des taxes municipales et scolaires, sans augmenter en proportion le revenu des fermes, et qu'il ait ainsi causé la désertion de nos campagnes vers les grands centres du Canada et des États-Unis.

L'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise et, sur la demande qui en est faite, les noms sont enregistrés ainsi qu'il suit:

**Pour:** MM. Dufresne, Gault, Renaud, Sauvé, Smart, 5.

**Contre:** MM. Ashby, Bédard, Bercovitch, Bergevin, Bordeleau, Bouthillier, Bugeaud, Bullock, Caron (Hull), Caron (Îles-de-la-Madeleine), Cédilot, Conroy, David, Forest, Forget, Fortier, Galipeault, Gaudrault, Gauthier, Godbout, Hamel, Hay, Lacombe, Lahaye, Laurendeau, Lemieux (Gaspé), Lemieux (Wolfe), McDonald, Mercier fils (Châteauguay), Mercier (Trois-Rivières), Miles, Moreau, Morin, Nicol, Ouellet (Dorchester), Paquet (Montmagny), Péloquin, Perrault, Phaneuf, Philps, Pilon, Poulin, Reed, Ricard, Richard, Saurette, Taschereau, 47.

L'amendement est ainsi rejeté.

La motion principale étant mise aux voix, la Chambre l'adopte.

## En comité:

**L'honorable M. Nicol (Richmond)** propose: Qu'un crédit n'excédant pas quatre mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour les sociétés de colonisation en général, pour l'exercice finissant le 30 juin 1924.  
Adopté.

## Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté une résolution et demande la permission de siéger de nouveau. Ladite résolution est lue deux fois et adoptée.

## Questions et réponses:

Nouveaux employés  
des greffes

**M. Renaud (Laval):** 1. Quels sont les nouveaux employés qui ont été engagés depuis le mois de janvier 1922 à ce jour, au greffe de la Cour supérieure, au greffe de la Cour de circuit, au greffe de la Cour de magistrat, au palais de justice à Québec?

2. Pendant combien de temps chacun de ces employés ont-ils travaillé?

3. Combien ont-ils été payés?

4. Quel était leur salaire mensuel?

5. Ont-ils pris des vacances et pendant combien de temps?

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):**

1. Cour de circuit et de magistrat: MM. Jos. Fradette; Achille Trudel; Gérald Coot; Cour supérieure: MM. Ls Grenier, J. Bourbeau, J. O'Shea, L. Gosselin, P.-G. Roy et Mlle M. Talbot.

2. M. Jos Fradette, à compter du 18 juillet, M. Achille Trudel, à compter du 17 octobre, M. Gérald Coot, du 1<sup>er</sup> juillet au 31 août, M. L. Grenier, à compter du 9 janvier, M. J. Bourbeau, pendant les mois de juillet, août, octobre, novembre et décembre, M. J. O'Shea, à compter du 31 août, M. L. Gosselin, à compter du 14 juillet, M. P.-G. Roy, à compter du 14 novembre, Mlle M. Talbot, à compter du 15 mai.

3. et 4. M. Jos Fradette, du 18 juillet au 31 juillet, \$26, les mois d'août, septembre, octobre, novembre et décembre, \$58.33 par mois.

M. Achille Trudel, du 18 octobre au 31 octobre, \$22.54, les mois de novembre et décembre, \$50 par mois.

M. Gérald Coot, du 1<sup>er</sup> juillet au 31 août, 2 mois à \$60 par mois.

M. L. Grenier, du 9 janvier au 31 janvier, \$67.85, les mois de février à décembre, \$91.66 par mois.

M. J. Bourbeau, mois de juillet, août, octobre, novembre et décembre, \$50 par mois.

J. O'Shea, mois de septembre, octobre, novembre et décembre, \$50 par mois.

L. Gosselin, du 17 au 31 juillet, \$56.40, les mois d'août, septembre, octobre, novembre et décembre, \$116.66 par mois.

P.-G. Roy, du 14 au 30 novembre, \$42.50, mois de décembre \$75.

Mlle M. Talbot, du 15 mai au 31 mai, \$12.50, les mois de juin à décembre, \$25 par mois.

5. M. Jos Fradette, du 23 au 28 août, les autres personnes mentionnées n'ont pas pris de vacances.

#### **Dettes municipales pour fins de voirie**

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** 1. Les statistiques municipales publiées par le gouvernement donnent-elles le chiffre des sommes que les municipalités ont empruntées du gouvernement en vertu de la loi des bons chemins de 1912?

2. Si non, pourquoi?

3. Si oui, comment expliquer que la paroisse de Boucherville, qui a emprunté \$238,105.01 du gouvernement, ne paraisse, d'après les *Statistiques municipales*, n'avoir que \$5,543 de dettes?

**L'honorable M. David (Terrebonne):** 1. Non.

2. La statistique de ces sommes est recueillie et tenue par le département du Trésor.

La séance est levée<sup>1</sup>.

#### **Deuxième séance du 27 décembre 1922**

#### **Présidence de l'honorable J.-N. Francoeur**

La séance est ouverte à 3 heures.

**Prière.**

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

#### **Hôpital protestant des aliénés**

**L'honorable M. Nicol (Richmond)** propose: Que la Chambre se forme en comité général pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 168 concernant l'Hôpital protestant des aliénés. Adopté.

Il informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolution et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

#### **En comité:**

**L'honorable M. Nicol (Richmond)** propose que:

Attendu que le lieutenant-gouverneur en conseil a garanti, en vertu de la loi 2 Édouard VII, chapitre 8, le remboursement du capital et de l'intérêt de soixante-cinq mille piastres d'obligations émises pour un terme de vingt années par l'Hôpital protestant des aliénés;

Attendu que lesdites obligations sont devenues dues le 9 juin 1922, et qu'il est à propos de garantir, pour un terme d'au plus vingt années, une nouvelle émission d'obligations de l'Hôpital protestant des aliénés, pour rembourser l'emprunt dont la garantie par le gouvernement a été autorisée par la loi 2 Édouard VII, chapitre 8;

Attendu qu'en sus des soixante-cinq mille piastres d'obligations, il faudrait une somme de cent trente-cinq mille piastres pour liquider les dépenses se rapportant à l'hôpital, et que, en conséquence, l'hôpital se trouve dans la nécessité d'emprunter la somme de deux cent mille piastres;

Attendu que l'hôpital n'est pas en mesure de négocier un emprunt, si ce n'est avec la garantie du gouvernement, et attendu qu'il est de l'intérêt public que cette garantie lui soit donnée;

Qu'il soit en conséquence résolu:

Qu'il sera loisible au lieutenant-gouverneur en conseil de garantir le paiement du capital et de l'intérêt, à un taux n'excédant pas six pour cent par an, d'un nouvel emprunt de deux cent mille piastres qui sera fait par l'Hôpital protestant des aliénés, lequel emprunt devra être employé à la satisfaction du lieutenant-gouverneur en conseil, au remboursement de l'emprunt échu le 9 juin 1922, et pour liquider les dépenses se rapportant à l'hôpital, pourvu:

a. Que toute somme que le gouvernement pourra être appelé à payer par suite de cette garantie, soit déduite du montant annuellement dû audit hôpital en vertu de son contrat avec le gouvernement pour l'entretien et le maintien des aliénés, tant que durera ce contrat;

b. Que ledit hôpital consente, en faveur du gouvernement, pour assurer le remboursement de toute somme qu'il payera en vertu de la garantie, une hypothèque, à la satisfaction du lieutenant-gouverneur en conseil, sur ses édifices ainsi que sur le terrain où ils s'élèvent;

c. Que ledit hôpital assurera lesdites constructions pour au moins les trois quarts de leur valeur, et transportera au gouvernement les polices constatant cette assurance.

Adopté.

#### Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté une résolution, laquelle est lue deux fois et adoptée.

**L'honorable M. Nicol (Richmond)** demande la permission de présenter le bill 168 concernant l'Hôpital protestant des aliénés.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**L'honorable M. Nicol (Richmond)** propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté.

**L'honorable M. Nicol (Richmond)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### Questions et réponses:

**Sam J. Campbell**

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** 1. Où demeurerait Sam. J. Campbell, quand il a acheté les lots 1, 2, 3 et 4 du 3ième rang ainsi que 4, 5, 6, 7 et 8 du 4ième rang du canton de Campbell?

2. De qui et quand ce M. Campbell a-t-il acheté ces lots?

3. Qui les a défrichés? Quels sont les noms de ceux qui ont occupé les premières maisons bâties sur ces lots?

4. A-t-il vendu ces lots?

5. Dans l'affirmative, à qui?

6. Par qui et quand la coupe de bois marchand à billots a-t-elle été vendue?

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska):** 1. À New York.

2. D'Ernest St-Amour, comptable, de la cité de Montréal, agissant en sa qualité de curateur aux biens de H.-E. Parent & Cie.

3. E. Lavoie, N. Beauvais, Pierre Martel, N. Champagne, H.-E. Parent, P. Nantel, Élie Rodgers.

4. 5. 6. Le gouvernement l'ignore, attendu que les terres de la couronne, à cette époque, échappaient à son contrôle, après l'émission des lettres patentes.

#### Lots du canton de Turgeon

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** 1. À qui et quand ont été livrés des billets de location pour les lots 5 et 6 du rang 5, canton de Turgeon?

2. Combien ces messieurs ont-ils fait de paiements?

3. Ces lots ont-ils été patentés?

4. Si oui, quand?

5. Qui était alors inspecteur du gouvernement pour ledit canton?

6. Un nommé Picard était-il à l'emploi du gouvernement pour des travaux d'inspection?

7. Si oui, quel était son prénom?

8. Est-il encore à l'emploi du gouvernement?

9. Si oui, quel est son emploi?

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska):** 1. Pour le lot 5, à Firmin Taffet, le 21 août 1914; pour le lot 6, Georges Taffet, le 25 juillet 1914.

2. Trois versements.

3. Non.

4. et 5. Compris dans la réponse à la question 3.

6. Oui.

7. Armand.

8. Oui.

9. Chef de district pour le service des inspections.

#### Masse, Monfette, Laroche & Cie

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** 1. La compagnie Masse, Monfette, Laroche & Cie a-t-elle acheté des lots dans le canton Boyer, comté de Labelle, rangs 1 et 2?

2. Si oui, quels sont les numéros de ces lots?
3. Ces lots se trouvent-ils dans une limite de McLaren & Cie de Buckingham?
4. Est-ce vrai que les directeurs de la compagnie Masse, Moffette, Laroche & Cie demeurent dans Lotbinière?
5. La compagnie Masse, Mofette, Laroche & Cie a-t-elle eu ses billets de location?
6. Si oui, quand?
7. A-t-on érigé des bâtisses sur chacun de ces lots?
8. Si oui, combien sur chacun et quelles sortes?
9. Ces lots ont-ils été patentés? Si oui, quand?
10. Ces lots ont-ils été vendus ensuite?
11. Si oui, quand, à qui, pour quelle somme?

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska):** 1. Non.  
2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10 et 11. Compris dans la réponse à la question.

#### **Division territoriale de la province**

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 2 amendant les statuts refondus, 1909, relativement à la division territoriale de la province soit maintenant lu une deuxième fois.

Le bill est lu une deuxième fois avec concours de la majorité des députés qui représentent les districts mentionnés en la 2<sup>e</sup> annexe de l'Acte de l'Amérique britannique du Nord, 1867.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité général pour étude au cours de la présente séance.

#### **Liqueurs alcooliques**

**L'honorable M. Nicol (Richmond)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 193 amendant la loi des liqueurs alcooliques soit maintenant lu une troisième fois.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** (tenant en main le premier rapport annuel de la Commission des liqueurs) Je vois dans ce rapport qu'il y a eu des vols de commis dans plusieurs magasins de la Commission des liqueurs. Nous avons interpellé le gouvernement à ce sujet, et le trésorier provincial nous a répondu que l'on ne possédait pas de renseignements sur ces vols. Les informations fournies par le gouvernement à propos de certaines

opérations de la Commission des liqueurs sont insuffisantes et ne répondent pas aux questions posées. Pourtant, l'information aurait pu en tout temps être tirée des statistiques du rapport de la Commission.

J'ai donc raison de répéter que le gouvernement ne respecte plus l'institution séculaire du Parlement. On ne s'occupe plus des représentants du peuple; on s'occupe de ses propres affaires. On dirait que la province, c'est le gouvernement, et que le trésor public est devenu la caisse personnelle des ministres. C'est la première fois, depuis quinze ans que je siége en cette Chambre, que je vois le gouvernement mettre de côté ou mépriser ainsi les questions de l'opposition. Le gouvernement veut bâillonner le régime parlementaire; ses actions démontrent qu'aucune information ne pourra être tirée concernant la Commission des liqueurs.

La Commission des liqueurs est une machine politique, Nous en avons eu la preuve dans Labelle, alors qu'en pleine campagne électorale, elle a accordé des licences. Loin de rencontrer le but du gouvernement, qui voulait contrôler un commerce délicat, dangereux, on a enlevé aux commerçants toute liberté, pour former un immense trust, qui permet toutes sortes de spéculations. La Commission est composée d'hommes inexpérimentés; elle opère en secret, puisqu'elle refuse d'informer la Chambre sur les détails de son administration.

**M. l'Orateur:** La motion proposant de porter le bill en troisième lecture est-elle adoptée?

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** En conséquence, M. le président, j'ai l'honneur de proposer, secondé par l'honorable député de Laval (M. Renaud) la motion suivante:

Cette Chambre invite le gouvernement à proposer une mesure qui, sans affecter le revenu de la province et tout en assurant une politique d'offre et de tempérance, fasse disparaître le monopole du commerce des boissons enivrantes exercé pour la province par une commission revêtue de pouvoirs arbitraires, et qui nie même aux représentants du peuple le droit d'exiger un compte complet des opérations qu'elle fait.

**Des voix de l'opposition:** Adopté!

**Des voix ministérielles:** Rejeté!

L'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise. Les noms sont appelés et inscrits comme suit:



**Pour:** MM. Dufresne, Gault, Renaud, Sauvé, Smart, 5.

**Contre:** MM. Bédard, Bercovitch, Bergevin, Bordeleau, Bouthillier, Bullock, Cannon, Caron (Hull), Caron (Îles-de-la-Madeleine), Cédilot, Daniel, David, Dufour (Charlevoix-Saguenay), Forest, Forget, Fortier, Galipeault, Gauthier, Godbout, Grégoire, Lacombe, Laferté, Lahaye, Lapierre, Laurendeau, Leclerc, Lemieux (Gaspé), Lemieux (Wolfe), Létourneau, McDonald, Mercier fils (Châteauguay), Mercier (Trois-Rivières), Miles, Moreau, Morin, Nicol, Ouellet (Dorchester), Ouellette (Yamaska), Péloquin, Perrault, Phaneuf, Philps, Poulin, Reed, Ricard, Richard, Roy, Saurette, Taschereau, Tourville, Thériault, Vautrin, 52.

L'amendement est ainsi rejeté.

La motion principale étant mise en délibération, ...

**M. Dufresne (Joliette):** J'ai un autre amendement à proposer. Je propose en amendement, appuyé par l'honorable député de Saint-Georges (M. Gault), la motion suivante: que tous les mots après "Que", dans la motion principale, soient remplacés par les suivants: Ce bill soit renvoyé de nouveau en comité plénier avec instruction de l'amender en ajoutant après le mot bière, dans l'article 5, cinquième ligne du paragraphe *a*, ainsi qu'à la dixième ligne du même paragraphe, les mots "et du vin".

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Nous ne pouvons référer ce projet au comité, car l'amendement que l'on propose affecte les revenus de la province et aurait pour effet d'augmenter les charges qui pèsent sur le peuple. Il devrait être précédé, selon les règlements, d'une résolution. Cet amendement ne peut être proposé, sans la recommandation de Son Honneur le lieutenant-gouverneur qui le mettrait sous son vrai jour. Je soulève donc un point d'ordre.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Je soumetts que la motion est absolument dans l'ordre. Nous sommes à amender la loi des liqueurs; nous avons droit de suggérer un nouvel amendement.

**M. l'Orateur:** Le point d'ordre est bien soulevé. D'ailleurs, l'amendement ne mentionne pas le comité auquel le projet doit être référé et, sur ce point seulement, je pourrais le rejeter. Je déclare, dit-il, l'amendement irrégulier, parce que contraire à l'article 157 du règlement.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** J'en appelle de votre décision, M. le Président.

La Chambre se divise. Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

**Pour:** MM. Bédard, Bercovitch, Bergevin, Bordeleau, Bouthillier, Bugeaud, Bullock, Cannon, Caron (Hull), Caron (Îles-de-la-Madeleine), Cédilot, Daniel, David, Dufour (Charlevoix-Saguenay), Forest, Forget, Fortier, Galipeault, Gaudrault, Godbout, Grégoire, Hay, Lacombe, Laferté, Lahaye, Lapierre, Leclerc, Lemieux (Gaspé), Lemieux (Wolfe), Létourneau, Madden, McDonald, Mercier fils (Châteauguay), Mercier (Trois-Rivières), Miles, Moreau, Morin, Nicol, Oliver, Ouellet (Dorchester), Ouellette (Yamaska), Péloquin, Perrault, Phaneuf, Philps, Pilon, Poulin, Reed, Ricard, Richard, Roy, Saurette, Taschereau, Thériault, Tourville, Vautrin, 56.

**Contre:** MM. Dufresne, Gault, Renaud, Sauvé, Smart, 5.

La décision de l'Orateur est ainsi maintenue.

La motion principale est mise aux voix et adoptée.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

### Chemins de fer

**L'honorable M. Galipeault (Bellechasse)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 198 modifiant la loi 2 George V, chapitre 5, concernant des subventions à certaines compagnies de chemins de fer soit maintenant lu une deuxième fois.

Tout ce qu'il y a dans ce projet, c'est ceci: une compagnie de chemin de fer s'est engagée à bâtir une voie ferrée entre Huberdeau et Saint-Rémi d'Amherst, dans le comté de Labelle. La compagnie a construit 8 milles de cette voie, qui est opérée par les chemins de fer nationaux. La compagnie demande un délai d'un an pour terminer ce tronçon auquel il ne manque plus que deux milles.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** s'informe auprès du député de Labelle (M. Lahaie) si vraiment le chemin de fer est en opération.

**M. Lahaie (Labelle):** Oui, mais j'ai reçu des résidents de Saint-Rémi une requête demandant que la fin de la construction soit hâtée, de sorte que je ne voudrais pas donner un trop long délai.

**L'honorable M. Galipeault (Bellechasse):** Nous ne prolongeons le délai que d'une seule année.

**M. Smart (Westmount):** Je crois que c'est là un des "schemes" de Mackenzie et Mann. Je sais que de mes amis ont perdu de l'argent dans ce projet.

**L'honorable M. Galipeault (Bellechasse):** Tout ce que nous savons, c'est que le chemin de fer est presque construit en entier. La compagnie n'a reçu aucun subside et elle n'en recevra pas, tant que le chemin de fer ne sera pas entièrement construit.

**M. Smart (Westmount):** À quel subside la compagnie a-t-elle droit?

**L'honorable M. Galipeault (Bellechasse):** Deux mille acres de terre par mille de chemin de fer.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité général.

**L'honorable M. Galipeault (Bellechasse)** propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

**L'honorable M. Galipeault (Bellechasse)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### Questions et réponses:

##### Permis d'alcool pour usage personnel

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** 1. La Commission des liqueurs de Québec accorde-t-elle des permis aux citoyens de cette province qui importent des liqueurs alcooliques pour leur usage personnel?

2. Si oui, quels droits ou honoraires fait-elle payer actuellement sur l'obtention d'un tel permis?

3. Depuis quand fait-elle payer des droits honoraires pour l'obtention de ce permis?

4. Quels droits ou honoraires a-t-elle exigés tout d'abord?

5. S'il y a eu augmentation de ces droits ou honoraires, pour quelle raison?

**L'honorable M. Nicol (Richmond):** 1. Oui, dans certains cas exceptionnels.

2. 40 %.

3. Depuis le commencement de ses opérations.

4. 25 %.

5. Parce qu'il est préférable que toutes les importations soient faites par la Commission.

##### Dettes de la Commission des liqueurs

**M. Smart (Westmount):** Quelle somme maximum la Commission des liqueurs de Québec a-t-elle due pendant chacun des mois écoulés depuis le 1<sup>er</sup> mai 1921: *a.* à la Banque de Montréal; *b.* à la Banque d'Hochelaga?

**L'honorable M. Nicol (Richmond):**

	<i>Banque de Montréal</i>	<i>Banque d'Hochelaga</i>
<i>1921</i>		
Mai	54,323.20	25,308.80
Juin	65,314.14	126,877.60
Juillet	.....	.....
Août	50,370.39	168,561.04
Septembre	257,487.48	370,062.87
Octobre	377,258.99	336,290.54
Novembre	1,457,740.31	183,517.88
Décembre	1,183,081.58	1,349,818.52
<i>1922</i>		
Janvier	1,906,389.51	1,154,818.67
Février	1,934,816.01	1,307,303.12
Mars	1,836,235.82	1,210,216.02
Avril	1,609,203.95	1,283,780.85
Mai	1,374,064.91	1,159,363.06
Juin	1,281,235.12	958,791.76
Juillet	1,336,289.03	696,906.92
Août	1,404,719.56	669,686.29
Septembre	1,590,833.93	867,919.91
Octobre	1,528,176.28	858,128.57
Novembre	1,846,627.28	1,000,646.57

##### Vérificateur à la Commission des liqueurs

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** 1. Le lieutenant-gouverneur en conseil a-t-il nommé quelqu'un pour vérifier les opérations des la Commission les liqueurs de Québec?

2. Si oui, quand?
3. Quelles personnes ont été nommées?
4. Ont-elles fait des rapports de vérification?
5. Si oui, quand?

**L'honorable M. Nicol (Richmond):** 1. 2. 3. 4. et 5. Les comptes et rapports de la Commission des liqueurs de Québec sont vérifiés par le personnel du département du Trésor et de l'auditeur de la province.

#### **Comptes de la Commission des liqueurs**

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** 1. À quelle époque la Commission des liqueurs de Québec a-t-elle, depuis sa création, rendu compte au trésorier de la province, conformément à la section 19 de la loi des liqueurs alcooliques?

2. Quel était, à chacune de ces époques, le chiffre des recettes, des paiements et déboursés ainsi que l'actif et le passif de la Commission?

**L'honorable M. Nicol (Richmond):** 1. Quotidiennement en autant que les recettes, les paiements et déboursés sont concernés, et annuellement, en autant que l'actif et le passif sont concernés.

2. Pour les recettes, les paiements et déboursés, la réponse pour cette question a déjà été donnée à la Chambre en réponse à un ordre en date du 7 novembre 1922, document de session no (sic).

Au 30 avril 1922, l'actif était de \$6,409,569.11, et le passif de \$6,300,993.56.

#### **Terrains concédés aux compagnies ferroviaires en Abitibi**

**M. Dufresne (Joliette):** 1. Quelle étendue de terrain a été choisie par le Canadien Pacifique ou par toute autre compagnie comme subside de chemin de fer ou à tout autre titre, depuis 1920, dans la région de l'Abitibi?

2. Ces terrains ont-ils été transportés par le gouvernement auxdites compagnies? Si oui, à quelle date?

3. S'ils n'ont pas été transportés, doivent-ils l'être?

4. Ces transports couvrent-ils le fond de la terre et le bois qui est sur ces terrains?

5. Dans quels cantons ont été pris ces terrains, et quelle étendue a été prise dans chaque canton?

**L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):**

1. Par le Canadien Pacifique, 299,120 acres. Par le Canada and Gulf Terminal, 1,110 acres.

2. Non, pour le Canadien Pacifique, oui, pour le Canada & Gulf Terminal.

3. Oui, si la compagnie remplit ses obligations.

4. Oui.

5. Réponse par 2. *re* Canadien Pacifique et dans le canton de Dollard *re* Canada & Gulf Terminal.

#### **Écoles agricoles et industrielles**

**L'honorable M. David (Terrebonne)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 181 créant certaines écoles agricoles et industrielles.

Adopté.

Il informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolutions et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

#### **En comité:**

**L'honorable M. David (Terrebonne)** propose:

1. Que la garde et l'entretien d'un enfant dans une institution seront payés moitié par le gouvernement et moitié par la municipalité de comté, la cité ou la ville, dans laquelle se trouvait l'enfant lors de sa comparution; et que, dans le cas où l'enfant aura été envoyé dans une institution mentionnée dans l'article 5 de la loi qui accompagne les présentes résolutions, une moitié sera payée par le gouvernement et une moitié par la municipalité de comté, la cité ou la ville où l'enfant se trouvait lors de son entrée à l'institution, sauf, dans ces deux cas, le recours de cette municipalité, lorsque l'enfant n'était pas alors domicilié dans les limites de son territoire, contre la municipalité de comté, la cité ou la ville où il avait son domicile.

2. Que si, cependant, la municipalité de comté, la cité ou la ville qui pourra être appelée à payer en vertu de la résolution précédente, indique d'une manière certaine au secrétaire de la province, avant la poursuite, la municipalité de comté, la cité ou la ville où l'enfant avait son domicile, le gouvernement fera payer directement cette dernière.

3. Que les dispositions des résolutions 1 et 2 ne s'appliquent pas dans le cas prévu par l'article 14 de la loi qui accompagne les présentes résolutions.

4. Que, dans les premiers quinze jours du mois de janvier de chaque année, les propriétaires ou directeurs de chaque institution devront transmettre au secrétaire de la province une liste spécialement préparée pour les fins de la loi qui accompagne les présentes résolutions, dûment attestée sous serment devant un juge de paix et contenant:

a. Le nom des enfants qui se trouvent à l'institution suivant ordonnance du juge, du magistrat ou du recorder;

b. Leur résidence actuelle à l'époque de l'internement.

5. Que, sur réception de cette liste, le secrétaire de la province devra préparer sans retard, pour chaque municipalité de comté, chaque cité ou ville, un état détaillé des sommes d'argent dues par elles, en vertu de la loi qui accompagne les présentes résolutions, et le transmettre tout de suite au percepteur du revenu de la province pour le district où se trouve située cette municipalité de comté, cette cité ou ville.

6. Que, sur réception de cet état, le percepteur du revenu devra transmettre sans délai au secrétaire-trésorier de la municipalité de comté ou au greffier de la cité ou de la ville intéressée, suivant le cas, un extrait dûment certifié de cet état contenant les noms des enfants à l'entretien desquels cette municipalité de comté, cette cité ou ville devra contribuer, ainsi que le montant dû pour l'année précédente avec un avis le requérant de verser entre ses mains, avant le premier mai alors prochain, le montant dû pour cet objet.

7. Qu'il sera loisible au lieutenant-gouverneur en conseil de faire tout contrat ou convention fixant notamment le taux et les conditions des allocations qui pourront être accordées aux personnes, institutions ou écoles auxquelles des mineurs auront été confiés par l'application de la loi qui accompagne les présentes résolutions.

Nous avons dans la province de Québec, depuis un grand nombre d'années, des écoles de réforme qui, grâce au dévouement des religieux et des religieuses qui les dirigent, ont rendu de très grands et réels services à l'enfance et à la jeunesse dont ils ont fait le redressement. Des religieux et des associations se sont dévoués pour faire le reclassement des enfants qui leur étaient confiés. Dans tous les pays, on essaie de corriger les jeunes délinquants en les punissant le moins possible. Le

gouvernement désirerait abolir autant que possible les mots "réforme, punition, châtiment et incarcérations" dans les jugements contre les jeunes délinquants.

Nous voulons transformer ces écoles en des écoles agricoles et industrielles. À cette fin, le projet que j'ai l'honneur de présenter permet au gouvernement de passer des contrats avec des institutions de charité, catholiques ou protestantes, des fermes ou des écoles, pour prendre soin des jeunes délinquants, mais pourvu qu'elles soient situées dans un rayon de 50 milles des cités de Montréal et Québec. Nous voudrions que les prochaines institutions qui seront fondées le soient à 25 milles des grandes cités, afin de permettre aux parents d'aller voir leurs enfants. En tous cas, il sera dans l'intérêt des enfants, des parents et de la justice que ces institutions soient situées les moins loin possible. Ces institutions devront donner un enseignement agricole et industriel.

Il faudra que les fermes que nous emploierons soient de dimensions reconnues convenables et suffisantes par le lieutenant-gouverneur en conseil pour le nombre d'élèves que ces écoles pourront recevoir, afin de donner du travail autant que possible. Il ne s'agit pas cependant de ne former que des agriculteurs, on fera toujours assez difficilement d'un fils d'ouvrier, un petit agriculteur. Il pourra cependant apprendre un métier dans ces écoles. Il faut donc que l'on puisse apprendre là tous les métiers. Il faut pourvoir aussi aux longs mois d'hiver, alors qu'il ne sera pas possible de travailler sur la terre.

À venir jusqu'à présent, dans un grand nombre de cas, je dois dire que, lorsqu'un enfant a été arrêté comme vagabond ou voleur, si le juge veut faire une enquête sur les causes qui ont conduit l'enfant au crime, il découvre que c'est l'éducation familiale. Le gouvernement a donc trouvé qu'il était juste, quand il y aura lieu, de faire porter la responsabilité de la faute et du redressement sur les parents, quand on aura trouvé que ces parents sont capables de le faire. Le gouvernement veut que les parents - quand ils en ont les moyens - paient en tout ou en partie, pour l'entretien des enfants, si le juge décide qu'ils sont responsables en quelque sorte. Ils seront capables de contribuer à faire élever chrétiennement leurs enfants, tout en leur faisant apprendre un état de vie.

Voilà le principe fondamental de la loi. Pour éviter aux enfants l'ennui d'un casier judiciaire, le projet permet au magistrat de réprimander les prévenus et d'enregistrer cette réprimande dans un registre spécial. La loi ne s'appliquera qu'aux enfants en bas de 18 ans. À venir jusqu'à présent, il a été

prouvé que des enfants de 13 ans ne commettaient avec discernement une mauvaise action qu'une fois sur cent. Aussi, avons-nous donné au juge le privilège de réprimander l'enfant de 13 ans ou au-dessous. Cependant, la loi s'applique à tous les mineurs de moins de 18 ans, jusqu'à présent, l'âge était de 16 ans. C'est de 15 à 18 ans qu'un jeune homme, soumis à une bonne discipline, peut être le plus facilement reclassé. Ce qui arrive aujourd'hui au jeune homme condamné pour une faute, c'est qu'après avoir passé plusieurs années dans une prison, il en sort sans le moindre moyen de ressources de vie, sans métier, il retombe dans la rue et, le plus souvent, dans ses mauvaises habitudes. Nous lui donnons aujourd'hui les moyens de se redresser.

Le mineur de 13 ans, lui, pourra être réprimandé, mais après enquête par le juge sur ses antécédents, ses parents et la moralité de ses parents, la conclusion où en viendra le juge sera alors l'une de ces dernières: ou bien l'enfant sera remis à sa famille, mais gardé sous surveillance spéciale; ou bien il sera dirigé dans une institution quelconque; ou bien, enfin, il sera placé dans une école industrielle et agricole. Si le juge cependant croit qu'un traitement sous liberté est insuffisant pour corriger l'enfant, il pourra être incarcéré dans un local spécial attaché à l'école. Mais d'une façon générale, c'est la liberté dans les écoles. Un pensionnaire de ces écoles cependant, pour mauvaise conduite, pourra être condamné à la détention dans les écoles.

Voici maintenant de quelle façon on procédera: quand un enfant sera conduit devant un magistrat, accusé d'un délit quelconque, il y aura tout d'abord une enquête entre le juge, les parents, les représentants des institutions religieuses intéressées, et les représentants de la presse. C'est après cette enquête que l'on disposera de l'enfant en la manière prévue par la loi.

Nous avons aussi pensé à la publicité qui est donnée aux crimes et nous suggérons que les journalistes soient admis au tribunal des jeunes délinquants; ils pourront même faire des comptes rendus des procès, mais il ne leur sera plus permis de publier le nom de l'enfant qui aura été traduit devant le juge. Les représentants de la presse ne pourront désigner les prévenus que par leurs initiales...

**M. Renaud (Laval):** Vous feriez aussi bien de les nommer, alors.

**L'honorable M. David (Terrebonne):** Les journaux ne pourront mentionner les délits. Il s'agit, par notre loi, de corriger et non de marquer pour la vie. C'est le reclassement de l'enfant que nous

voulons, et, à cette fin, nous cherchons à enlever tout ce qu'il y a d'odieux dans la condamnation d'un mineur. Il faut que les termes "sentence", "condamnation", "prison", "réforme" disparaissent de nos lois pour les enfants qui commettent des délits, mais qui sont le plus souvent victimes de leur éducation plutôt que de leur propre faute. Nous voulons améliorer notre société; pour l'améliorer, il faut commencer par la base, l'enfant.

(Applaudissements)

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** fait quelques observations au secrétaire provincial, signale le fait que la création de ces écoles entraîne une nouvelle taxe, un nouveau fardeau pour les municipalités. Il rappelle que jadis, les libéraux ont prétendu injuste et vexatoire la taxe imposée aux municipalités pour l'entretien des aliénés. Pourquoi, demande-t-il, le gouvernement qui se vante aujourd'hui de si gros surplus, veut-il faire peser de nouvelles taxes sur les contribuables en leur faisant payer le coût de l'entretien des enfants comparaisant devant les tribunaux. Il pose plusieurs questions au secrétaire provincial.

**L'honorable M. David (Terrebonne)** répond que le principe qui s'applique aux aliénés devrait s'appliquer aux enfants délinquants.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** considère que la mesure produira d'excellents effets chez notre jeunesse, mais déplore aussi l'atteinte que le bill porte à la liberté de la presse. D'ailleurs, croit-il, il n'y a plus de liberté de la presse avec notre gouvernement autocratique. Le fait de rapporter les enquêtes des jeunes délinquants en ne mentionnant que les initiales est bien pis que le fait de publier les noms tout au long. Cela est de nature à laisser faire une foule de conjections (sic) déplorables.

**M. le président (M. Lemieux)** déclare le bill adopté sans amendement.

Les résolutions sont adoptées.

#### Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté plusieurs résolutions, lesquelles sont lues deux fois et adoptées.

Il est ordonné que lesdites résolutions soient renvoyées au comité général chargé d'étudier le bill 181 créant certaines écoles agricoles et industrielles.

### Écoles agricoles et industrielles

**L'honorable M. David (Terrebonne)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 181 créant certaines écoles agricoles et industrielles soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité général.

**L'honorable M. David (Terrebonne)** propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté avec un amendement. L'amendement est lu deux fois et adopté.

### Demande de documents:

#### Mortalité infantile

**M. Lemieux (Wolfe)** propose, appuyé par le représentant de Sherbrooke (M. Forest), qu'il soit mis devant cette Chambre la copie de documents relatifs à la tuberculose et à la mortalité infantile<sup>3</sup>.

M. l'Orateur, j'ai conscience, en me levant pour demander cette production de documents, d'inaugurer un débat dont devra bénéficier la population de notre province.

L'exposition d'opinions qui devrait se faire jour dans cette Chambre, en rapport avec la tuberculose et la mortalité infantile, il me semble que tout le monde l'appelle, la demande, l'attend et la désire.

Depuis longtemps déjà, tous les bons citoyens, et parmi eux, tous ceux qui s'occupent de l'avenir de la race, regardent avec tristesse, sinon avec anxiété, le tableau qui fait face à celui de notre splendide natalité, et qui, dans sa brutale exposition mathématique, affiche les pertes que ces deux grands fléaux nous font subir tous les ans.

Dans tous les pays du monde, on cite comme exemple au point de vue natalité, la province de Québec, et nous nous montrons avec orgueil des statistiques qui contribuent à donner raison à ceux qui prétendent que la province de Québec est la plus saine de toutes celles qui composent la Confédération.

Les chiffres de la natalité dans notre province sont splendides puisqu'en 1921, sur un total de 257,428 naissances dans tout le pays, Québec seule, avec sa natalité de 88,749 a contribué pour plus de 33 % dans l'accroissement naturel de la population, 37.57 par 1,000 de population en 1921, à comparer avec 34.70 en 1920. Tel est le taux de notre natalité; chiffre splendide que les provinces-sœurs nous envient, et qui nous permettraient d'envisager avec confiance l'avenir de notre province. Pourquoi, en face de ces chiffres si consolants, se dresse-t-il un autre tableau, mais bien sombre celui-là, de nos pertes que, peut-être par notre faute, nous n'avons pas su prévoir, que nous n'avons pas su conjurer.

En 1921, la mortalité infantile en nous enlevant 11,393 enfants de 0 à 1 an, ce qui équivaut à 128 morts par 1,000 naissances, et la tuberculose, en faisant mourir 2,908 personnes, ont chargé ce tableau d'un passif de 14,305 décès, dont un grand nombre auraient pu être évités, si les conditions d'éducation populaire au point de vue hygiénique et sociale avaient été autres.

Alors, à quoi nous sert cette natalité dont nous nous faisons gloire, si le clair bénéfice qui nous reste au bout de l'année, si nous tenons compte de nos mortalités, ne sert qu'à nous mettre sur un pied d'égalité avec les provinces voisines? Ontario, avec sa mortalité infantile de 6,763 en 1921, la Colombie britannique, avec ses 602 morts d'enfants, comparés à 10,653 naissances peuvent nous regarder avec assurance et nous dire: "Nous, nous avons moins d'enfants, mais nous savons les conserver."

14,305 décès en un an dus à ces deux causes: la tuberculose et la mortalité infantile; vous êtes-vous déjà arrêtés à ce que cela représente? La population du comté de Brome est de 13,381, celle des Deux-Montagnes est de 14,309, celle de Saint-Jean de 14,319. Figurez-vous la population entière d'un de ces comtés balayée dans la période de douze mois... ne laissant derrière elle qu'un désert inhabité et solitude funèbre. 14,305 décès en un an!!! C'est au bout de dix ans la population d'une ville plus considérable que celle de Québec et ses alentours immédiats... C'est une bataille perdue que nous n'avons pas les moyens de perdre... C'est un gaspillage de vies humaines que nous ne pouvons pas nous permettre... C'est une veine largement ouverte par où s'écoule à grands flots notre sang et que le plus simple instinct nous commande de ligaturer.

Et puisque nous sommes à considérer les chiffres que nous fournissent les statistiques, permettez-moi, M. l'Orateur, avant d'envisager la question au point de vue économique et social, de

donner quelques aperçus sur les quelques remèdes qu'il convient d'apporter à la situation, de mettre devant vous l'état comparé de la mortalité infantile dans toutes les provinces du Canada en 1921, avec le pourcentage des décès de 0 à 1 an par 1,000 naissances:

Nouveau-Brunswick, 11,465 naissances, 1,299 morts, 113.3 %.

Nouvelle-Écosse, 13,020 naissances, 1,311 morts, 100.7 %.

Ontario, 74,152 naissances, 6,763 morts, 91.02 %.

Île-du-Prince-Édouard, 2,156 naissances, 180 morts, 83.05 %.

Alberta, 16,561 naissances, 1,391 morts, 84.0 %.

Manitoba, 18,478 naissances, 1,533 morts, 83.0 %.

Saskatchewan, 22,493 naissances, 1,814 morts, 80.06 %.

Colombie Britannique, 10,653 naissances, 602 morts, 56.05 %.

Québec, 88,749 naissances, 11,387 morts, 128.00 %.

Ajoutez à cela une mortalité de 2,908 causée par la tuberculose, la plus forte de toutes les provinces du Canada, et vous me donnerez raison quand je vous dirai que nous n'avons pas à nous montrer orgueilleux en présence d'un tel tableau.

Dans ce siècle qu'on a qualifié de siècle d'argent, où il est passé dans les mœurs de réduire toute puissance, tout talent, toute vie à un terme monétaire, où la science économique va jusqu'à calculer, au prix de l'or, l'étincelle de vie qui anime tout être humain, et pose à l'actif d'une nation une somme déterminée pour indiquer la valeur de chaque vie qui la constitue, imaginez ce que représente au bout d'un an, au bout de 10 ans, au bout de 20 ans, la valeur en moins transcrite à votre bilan causée par cette déperdition.

J'admets tout de suite qu'il ne faut pas tomber dans l'exagération, et dire que ces 14,305 vies pourraient être sauvées en entier, rien qu'à vouloir et à le décréter. Non! Hélas! L'humanité a pour destin de se renouveler constamment, et chaque vie qui s'allume porte en soi un germe de mort qui tôt ou tard doit s'éteindre.

Mais je prétends, avec tous ceux qui ont étudié la question que je traite, et ici c'est le médecin qui a consacré 25 ans de sa vie aux maux, aux peines et aux misères de ses semblables qui parle, qu'au moins la moitié de cette hécatombe annuelle pourrait et devrait être épargnée.

On parle quelquefois avec un peu d'ironie de médecins et sociologues qui cherchent un remède à cette situation, et qui s'en vont prêchant toujours et partout l'amélioration des conditions hygiéniques et sociales du peuple et l'on dit avec un vague sourire: "Ce sont des gens qui veulent nous empêcher de mourir!" À ceux-là je poserai une question. Pourquoi en Angleterre dans l'espace de 30 ans, la moyenne de la vie humaine a-t-elle passée de 35 à 42 ans? Pourquoi aux États-Unis, durant la même période, a-t-elle progressé de 35 à 45? C'est parce qu'il y a eu dans ces pays, encore et encore des hommes, réels bienfaiteurs de l'humanité, qui sont allés partout, chevaliers errants et désintéressés du bien-être de l'humanité, qui sont allés partout prêchant la bonne parole, faisant l'éducation de peuple et portant la conviction dans l'âme des dirigeants de leurs pays.

En Angleterre, aux États-Unis, la décroissance des décès dus à la tuberculose a été de 30 et de 25 pour cent. En France, après le cataclysme de la guerre qui a couché dans les fosses creusées, le soir des batailles, 1,000,000 de morts, on a compris que toutes les forces du pays devaient être tendues vers la préservation de la santé de ceux qui survivaient et qui naissaient.

En 1919, la Fondation Rockefeller, haute organisation qui fait servir les millions et les millions dont elle dispose à l'amélioration des conditions de vie chez les hommes, s'implanta dans le pays de nos ancêtres, choisit sur son sol cette province du Perche d'où émigrèrent une grande partie de ceux qui furent nos pères; et dans le département de l'Eure-et-Loire, s'institua une lutte intensive aux deux fléaux qui, là comme ici, dévastent la population, dévastent l'humanité. La bataille s'y continue, très active; des premiers résultats font prévoir que, dans quelques années, ces plaies vont se cicatriser et guérir.

M. l'Orateur, ce qui se fait ailleurs peut se faire ici; et les résultats que l'on obtient aux États-Unis, en Angleterre et en France, on peut les obtenir sur notre sol. Dieu merci! Notre population, que parfois en matière d'hygiène, le préjugé entraîne, est ouverte à l'intelligence, aux paroles de bon sens que les éducateurs peuvent lui porter. Ici comme ailleurs, l'éducation, la persuasion, l'exemple portent leurs fruits.

Nos mères de famille aiment leurs enfants à l'égal de celles des autres pays; et quand on leur aura dit et redit qu'elles doivent se conformer aux dictées de l'hygiène pour le bien de leurs petits; quand on les aura convaincues par le journal, le tract, la conférence et le cinéma, vaste campagne dont je ne fais qu'ébaucher les principaux éléments, la partie sera gagnée, et vous verrez descendre précipitamment le chiffre qui assombrit le tableau de nos statistiques vitales.

À Dieu ne plaise que je ne rende justice à qui justice est due; et ce sera un titre de gloire d'avoir, au cours de ma carrière politique, appuyé un gouvernement qui, plus que tout autre dans le passé, a su comprendre la nécessité de faire la lutte aux deux grands fléaux qui déciment la race. En 1920, lorsque le premier ministre prit les rênes du pouvoir, il énonça dans un grand discours les articles de son programme. L'un des principaux, sinon le principal de ces articles, était la lutte contre la tuberculose et la mortalité infantile. Depuis lors, il a marqué jusqu'à quel point ce désir de faire du bien lui tenait à cœur, et jusqu'où cette volonté de combattre les deux fléaux était tenace dans son esprit.

La loi de l'assistance publique, destinée à faire tant de bien, restera comme un monument bien longtemps après que les récriminations, les murmures et les insinuations se seront éteints sous la masse des charités qu'elle est appelée à prodiguer. L'achat des sanatoriums du Lac-Édouard, l'assurance à l'hôpital Laval de son maintien et de son développement, l'octroi généreux des \$150,000 pour l'aménagement du Mont-Lasalle destiné au traitement des tuberculeux de Montréal, la prise prochaine de possession par la province du sanatorium de Sainte-Agathe où 400 lits recevront les tuberculeux de la région de Montréal; les secours; les secours aux Gouttes de lait, aux cliniques de l'assistance publique; le subside, encore trop restreint cependant, mis à la disposition du service provincial d'hygiène qui par ses 16 inspecteurs, répand dans toutes les municipalités de nos comtés les connaissances sanitaires, se font conférenciers, opérateurs de cinéma, et imprègnent de plus en plus tous les jours notre population du sens de ses devoirs.

Voilà des œuvres, M. le Président, et je suis certain d'être l'écho de toute cette Chambre en présentant à l'honorable premier ministre et tous ses collègues les félicitations qu'ils méritent et en les encourageant à continuer l'œuvre commencée.

Déjà leur travail a porté des fruits; déjà des résultats consolants apparaissent qui doivent les inciter à faire plus encore, et toujours plus. J'ai parlé au début de mes remarques d'un pourcentage de la mortalité infantile de 128 par 1,000 naissances en 1921. Ce pourcentage était de 163 en 1920, de 165 en 1916, de 168 en 1913, de 185 en 1911 et de 198 en 1908. J'ai parlé d'une mortalité par la tuberculose de 102 par 100,000 de population en 1921. Grâce à Dieu, il y a progrès, et je tiens à mettre ces chiffres devant la Chambre pour montrer à ceux qui nous dirigent, à ceux qui prétendent que nous sommes toujours à l'arrière que la province de Québec, dans

cette voie comme dans les autres, marche d'un pas ferme vers les buts suprêmes dont l'atteinte est le lot des grandes nations.

J'ai voulu, M. l'Orateur, que dans cette enceinte où se discutent et se votent les lois destinées à faire le bonheur du peuple, mêler ma voix à celles qui, dès le début de cette mission, se sont fait entendre, et parler de cet élément sans lequel tous les autres ne sont rien: la santé du peuple. En 1876, Disraeli, qui était pour la quatrième fois premier ministre de la Grande-Bretagne, présentait à la considération de la Chambre des communes son fameux "Public Health Act"... Et ce grand homme d'État, aux visions de génie tel qu'il fut le créateur de l'Empire britannique, faisait un grand discours en présentant son projet de loi: "Ayez, disait-il à ses collègues, la meilleure culture et les meilleures méthodes pour la développer; ayez les industries les plus prospères; ayez le commerce le plus florissant et la marine la plus active pour le propager; ayez les soldats les plus courageux et les plus disciplinés, conduits par les chefs les plus éprouvés et les plus savants; ayez les cuirassés d'escadre les plus puissants et les torpilleurs les plus rapides; ayez les fonctionnaires, les administrateurs, les officiers les plus dévoués et les plus capables, tout cela ne servira de rien si tout cela ne repose pas sur la santé publique."

Et vous permettez de dire à mon tour, M. l'Orateur: *Sic parva licet componere magnis*. Vous aurez l'agriculture la plus florissante comme elle l'est actuellement; vous aurez la voirie la mieux perfectionnée; vous aurez l'instruction publique répandue dans tous les coins de la province, si tout cela ne repose pas sur la santé publique, sur un peuple fort et sain, transmettant aux générations successives un sang riche et pur, ces avantages ne compteront pour rien, car il manquera à ce peuple le premier élément de bonheur, générateur de la force et de la prospérité.

(Applaudissements)

**L'honorable M. David (Terrebonne)** croit, dit-il, devoir se faire l'interprète de toute la députation pour féliciter et remercier le représentant de Wolfe (M. Lemieux) pour l'intéressant travail qu'il a soumis à la Chambre. Le discours de l'honorable député n'aurait pu mieux intéresser nos législateurs sur une question plus à l'ordre du jour, puisqu'elle comporte l'hygiène domestique, l'hygiène que l'on doit placer à la base de tout.

Sans vouloir blesser la susceptibilité de la population de notre province, il n'hésite pas à déclarer que, dans tous les pays, la plus grande difficulté ou du moins, l'une des plus grandes que les



législateurs doivent résoudre, c'est l'éducation du peuple au point de vue de l'hygiène. Cette éducation toutefois est absolument indispensable pour assurer le bien physique de la nation; et dans notre province, le gouvernement a fait tout ce qu'il a pu pour développer parmi notre population les notions du moins les plus élémentaires de l'hygiène.

Celle-ci, cependant, est souvent le pire ennemi des terribles fléaux telle que la tuberculose, etc., quand elle est trop précoce; et c'est ainsi que la mortalité infantile prend des proportions trop considérables. Les statistiques de la mortalité infantile dans notre province sont horribles si on les compare aux naissances enregistrées chaque année, mais notre département d'hygiène multiplie ses efforts pour combattre ce fléau.

S'il est vrai que les statistiques de la mortalité infantile sont désolantes, il y a des progrès qui s'accomplissent. Les inspecteurs d'hygiène au service du gouvernement ne restent pas seulement dans les limites de leurs attributions, mais se transforment en apôtres, parcourant les paroisses les plus éloignées, donnant aux mères de sages conseils et leur enseignant à conserver ce sur quoi la province a droit de compter, la jeunesse, la classe dirigeante de demain.

Il n'y a rien de plus difficile que l'éducation du peuple sur la question d'hygiène. Le clergé l'a si bien compris que, pour enseigner l'hygiène, il a ouvert toutes grandes les portes de ses églises pour qu'on aille y parler d'hygiène. Le clergé a compris que la santé physique du peuple amène invariablement sa santé morale.

Il y a beaucoup à faire pour combattre les deux fléaux qui ravagent notre population, mais il n'y aura aucune hésitation dans la lutte. Il faut que la population entre dans le mouvement et profite des efforts accomplis. Les statistiques de la mortalité infantile sont alarmantes, mais le Bureau provincial d'hygiène fait tout ce qu'il est possible de faire pour assurer aux mères de la province de Québec la protection de leurs plus grands trésors, la vie de leurs jeunes enfants. Le directeur de l'hygiène, ainsi que le Conseil supérieur d'hygiène ne reculeront devant aucun sacrifice, aucun dévouement pour atteindre le noble but qu'ils se sont assigné.

La proposition est adoptée.

### Subsides

**L'honorable M. Nicol (Richmond)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

**M. Dufresne (Joliette):** L'opposition a souvent reproché au premier ministre de n'avoir pas rendu service à toutes les classes de la société dans la réorganisation de son cabinet. Je ne veux faire injure à aucune classe, ni discuter la capacité des ministres actuels, qui sont avocats, mais je réclame justice pour les compétences des autres classes. J'ai souvent demandé la création d'un ministère du commerce et c'est un homme du commerce qui devrait présider à ce nouveau ministère.

Aussi ai-je l'honneur de proposer en amendement, secondé par l'honorable député de Laval, la motion suivante: que tous les mots après "Que" dans la motion principale, soient remplacés par les suivants: "Attendu qu'il est important que toutes les classes de la société soient proportionnellement représentées, par leurs compétences, dans le gouvernement ou les grands conseils de nation, cette Chambre regrette que le gouvernement n'ait point donné à la classe ouvrière la représentation qu'elle avait droit d'avoir dans le Conseil exécutif de cette province, et qu'au lieu de nommer deux avocats pour représenter la province au dernier grand congrès ouvrier tenu à Genève, il n'ait pas cru à propos de choisir ses délégués parmi les représentants les plus attirés de la classe ouvrière."

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** L'honorable député de Joliette a été extrêmement sobre dans ses remarques à l'appui de cette motion. C'est une motion de non-confiance dans le gouvernement, mais je crois que mon honorable ami n'a pas beaucoup confiance dans sa motion. Si l'honorable député de Joliette voulait regarder en arrière, il verrait qu'au temps où son parti était au pouvoir, il n'y avait même pas de département du Travail, dans la province. Il nous reproche d'avoir un avocat à la tête de ce ministère. C'est sans doute pour cela que les lois du travail de la province de Québec sont les meilleures au Canada. Le Parti libéral a créé le département du Travail; il a assuré aux ouvriers un représentant dans le cabinet et il a aussi nommé un sous-ministre du travail, qu'il a choisi dans les rangs des ouvriers. Je m'étonne que ce ne soit pas un député ouvrier qui formule les griefs des ouvriers contre le gouvernement, s'ils en ont. L'honorable député de Joliette est un patron...

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Il n'y a rien d'incompatible à cela.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Oh! non. L'honorable député de Joliette a parfaitement le droit de proposer cette motion, mais je ne crois pas que la Chambre l'approuve, car les

griefs formulés par l'honorable député ne viennent pas des ouvriers. Nous voulons que les ouvriers viennent nous dire eux-mêmes qu'ils ne sont pas satisfaits de notre législation, des réalisations de notre ministre du Travail et de nos politiques.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Cette motion est une expression d'opinion fort juste. Ou il y a des hommes capables parmi les ouvriers, ou il n'y en a pas. S'il y en a, et je le crois, pourquoi ne pas avoir fait l'honneur aux ouvriers d'envoyer des représentants de leur classe à la conférence du travail au lieu d'y envoyer des avocats? Le premier ministre dit qu'il y a 25 ans, il n'y avait pas de département du Travail, sous le régime conservateur. Mais, les conditions du travail n'étaient pas les mêmes. Est-ce qu'il y a un homme qui oserait dire que Mercier n'était pas l'ami des ouvriers, parce qu'il n'a pas créé de ministère du Travail dans son cabinet! Le premier ministre a dit encore que le député de Joliette était un patron. Tant mieux si un patron veut donner justice aux ouvriers! Il est vrai, comme l'a dit le chef du gouvernement, qu'un ouvrier est ministre sans portefeuille, mais il paraît qu'il n'a pas été nommé par le travail, mais par le capital.

L'opposition prône la représentation proportionnelle de toutes les classes au sein du gouvernement, et personne dans cette Chambre n'osera se prononcer contre cela. Le gouvernement s'enorgueillit d'avoir nommé un ministre du Travail; c'est un ministre sans portefeuille. Est-ce là ce que le gouvernement peut faire de mieux pour les ouvriers? Je me demande si l'honorable député de Maisonneuve est bien satisfait de la façon dont les ouvriers sont traités. Je voterai pour cette motion, afin de montrer que nous voulons rendre justice aux ouvriers.

Ainsi, l'amendement étant mis aux voix<sup>4</sup>, la Chambre se divise. Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

**Pour:** MM. Dufresne, Gault, Laurendeau<sup>5</sup>, Renaud, Sauvé, Smart, 6.

**Contre:** MM. Ashby, Bédard, Bordeleau, Cannon, Caron (Hull), Caron (Îles-de-la-Madeleine), Cédilot, Daniel, David, Dufour (Charlevoix-Saguenay), Dufour (Matane), Forget, Galipeault, Gaudrault, Godbout, Grégoire, Hamel, Lacombe, Laferté, Lafrenière, Lahaye, Lapierre, Leclerc, Lemieux (Gaspé), Lemieux (Wolfe), Létourneau, Madden, McDonald, Mercier fils (Châteauguay), Mercier (Trois-Rivières), Moreau, Morin, Nicol, Ouellette (Yamaska), Péloquin, Perrault, Phaneuf, Pilon, Reed, Ricard, Richard, Roy, Saurette, Savoie, Taschereau, Tourville, Vautrin, 47.

L'amendement est ainsi rejeté<sup>6</sup>.

**M. Smart (Westmount):** Trois votes en une seule séance! Cela ne s'est pas vu depuis vingt-cinq ans!

La motion principale étant mise aux voix, la Chambre l'adopte.

#### En comité:

**L'honorable M. Nicol (Richmond)** propose: Qu'un crédit n'excédant pas trente-cinq mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour service d'enregistrement (cadastre), pour l'exercice finissant le 30 juin 1924.

Adopté.

#### Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté une résolution et demande la permission de siéger de nouveau. Ladite résolution est lue deux fois et adoptée.

#### Dépôt de documents:

##### Voyages à l'extérieur de la province

**L'honorable M. David (Terrebonne)** dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre, en date du 26 décembre 1922, pour communication d'un état indiquant: 1. Quels sont les noms et prénoms et occupations des personnes qui, depuis le 1<sup>er</sup> juillet 1920, sont allées hors de la province et aux frais du gouvernement: *a.* représenter la province ou le gouvernement à des réunions, fêtes, etc.? *b.* faire des études, investigations, recherches, etc.?

2. Quelle somme le gouvernement a-t-il payée ou avancée à chacune?

3. Quel était l'objet du voyage de chacune? (Document de la session no 79)

#### Ajournement

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose que, lorsque cette Chambre s'ajournera, elle soit ajournée à 8 h 30.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** proteste.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) déclare que la Chambre siégera au moins jusqu'à minuit pour voter les crédits de la Colonisation et des Mines et ceux des Pêcheries.

Adopté.

La séance est levée.

### Troisième séance du 27 décembre 1922

#### Présidence de l'honorable J.-N. Francoeur

La séance est ouverte à 8 h 30.

Prière.

**M. l'Orateur:** À l'ordre Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

#### Messages du Conseil législatif:

**M. l'Orateur** informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

- bill 105 amendant la charte de la Scottish Trust Company;
- bill 109 exemptant The Women's Hospital of Montreal du paiement de la taxe scolaire à la cité de Montréal;
- bill 111 amendant la charte de la cité de Longueuil;
- bill 147 amendant l'article 7630 des statuts refondus, 1909, relativement à la manière d'atteler les chevaux sur les voitures d'hiver, dans certains comtés;
- bill 152 détachant certains lots du comté d'Arthabaska et les annexant à la municipalité de Lemieux, dans le comté de Nicolet, pour les fins électorales, judiciaires, municipales et d'enregistrement;
- bill 167 amendant l'article 1143 du Code de procédure civile.

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a agréé les amendements de l'Assemblée législative à ses amendements au bill 100 amendant la charte de la cité de Montréal.

#### Écoles agricoles et industrielles

**L'honorable M. David (Terrebonne)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 181 créant certaines écoles agricoles et industrielles soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### Subsides

**L'honorable M. Nicol (Richmond)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

**M. Gault (Montréal-Saint-Georges):** Depuis 1911, dit-il, la population n'a augmenté que de 17 % et les droits de toutes sortes se sont accrus dans les proportions effrayantes.

En conséquence, il propose par voie d'amendement, appuyé par le représentant de Westmount (M. Smart), que tous les mots après "Que" dans la motion principale, soient remplacés par les suivants:

Cette Chambre constate avec regret que, bien que la population de cette province, ainsi qu'il appert à la page 26 de l'*Annuaire statistique* de 1922, n'ait de 1911 à 1921 augmenté que de 355,423 âmes, soit 17 %;

1. La dépense ordinaire, ainsi qu'il appert à la page 137 du même annuaire, ait, de 1912 à 1922, passé de \$7,022,796 à \$16,575,976, soit une augmentation de 135 %;

2. La dette publique (dette fondée et dépôts temporaires), ainsi qu'il appert à la page 137 du même annuaire, ait, de 1912 à 1922, passé de \$24,830,661 à \$53,932,097, soit une augmentation de 116 %;

3. Le revenu provenant des droits de successions, ainsi qu'il appert à la page 155 dudit annuaire et aux états financiers déposés par le trésorier, ait, de 1912 à 1922, passé de \$1,230,066 à \$3,005,292, soit une augmentation de 142 %;

4. Le revenu provenant des taxes sur les corporations commerciales, ainsi qu'il appert à la même page dudit annuaire et aux mêmes états financiers, ait, de 1912 à 1922, passé de \$776,543 à \$2,009,673, soit une augmentation de 160 %;

5. Le revenu provenant des licences, ainsi qu'il appert à la même page dudit annuaire et aux mêmes états financiers, ait, de 1912 à 1922, passé de \$900,062 à \$1,502,736, soit une augmentation de 67 %;

6. Le revenu provenant des droits sur les automobiles, ainsi qu'il appert à la même page dudit annuaire et aux mêmes états financiers, ait, de 1912 à 1922, passé de \$49,026 à \$1,982,906, soit une augmentation de 3,945 %;

7. Le revenu provenant des timbres judiciaires et des timbres d'enregistrement, ainsi qu'il appert à la même page dudit annuaire et aux mêmes états financiers, ait, de 1912 à 1922, passé de \$518,995 à \$842,521, soit une augmentation de 62 %;

8. Le gouvernement, ainsi qu'il appert aux mêmes états financiers a aussi, par l'intermédiaire de la Commission des liqueurs, créée en 1921, prélevé en 1921-1922 de prétendus bénéfices au total de \$2,860,010, qui ne sont que des taxes directes sur les consommateurs de boissons.

Que ces augmentations des dépenses ordinaires, de la dette publique ainsi que des différentes taxes prélevées par le gouvernement, sont hors de proportion avec l'augmentation de la population, qu'elles dénotent de la mauvaise administration de la part du gouvernement;

Que la réorganisation de la part de certains départements et des réformes dans les méthodes de subventions permettraient de mieux répondre aux besoins de la province et éviteraient des dépenses inutiles et extravagantes, et que le gouvernement mérite le blâme et la censure de cette Chambre et de la province.

**M. Smart (Westmount)** retourne à son siège pour le vote.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): (s'adressant au député de Westmount) Combien en avez-vous eu?

L'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise. Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

**Pour:** MM. . Dufresne, Gault, Renaud, Sauvé, Smart, 5.

**Contre:** MM. Bédard, Bergevin, Bordeleau, Bouthillier, Cannon, Caron (Hull), Caron (Îles-de-la-Madeleine), Conroy, Dufour (Matane), Galipeault, Gauthier, Godbout, Grégoire, Hamel, Laferté, Lahaye, Lapierre, Laurendeau, Leclerc, Lemieux (Gaspé), Lemieux (Wolfe), Létourneau, McDonald, Mercier (Trois-Rivières), Moreau, Nicol, Ouellet (Dorchester), Ouellette (Yamaska), Péloquin, Perrault, Phaneuf, Pilon, Ricard, Richard, Roy, Saurette, Taschereau, Thériault, Tourville, Vautrin, 40.

Ainsi, l'amendement est rejeté.

La motion principale étant mise aux voix, la Chambre l'adopte.

#### En comité:

**L'honorable M. Nicol (Richmond)** propose:

1. Qu'un crédit n'excédant pas quatre cent cinquante mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour chemins de colonisation, pour l'exercice finissant le 30 juin 1924.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** discute longuement la situation faite aux colons de cette province par les fonctionnaires du gouvernement. Cet item provoque, dans son esprit, un tableau touchant des colons de l'arrière-pays de la province. Les inspecteurs ou les autres agents du gouvernement sont en position pour former ce que l'on pourrait appeler un "petit gouvernement" avec à sa tête le premier ministre, ses assistants et "petits ministres". L'opposition n'est pas prête d'applaudir un tel traitement réservé aux colons, dit-il, faisant allusion au fait que de tolérer ainsi les conditions relâchées auxquelles le gouvernement expose les colons pourrait très bien les rendre sujets à de basses tyrannies.

La résolution est adoptée.

**L'honorable M. Nicol (Richmond)** propose

2. Qu'un crédit n'excédant pas cinq mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour publication de cartes et brochures, pour l'exercice finissant le 30 juin 1924.

Adopté

3. Qu'un crédit n'excédant pas trente mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour immigration, colonisation et publicité, pour l'exercice finissant le 30 juin 1924.

Adopté.

4. Qu'un crédit n'excédant pas seize mille cinq cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour les mines, pour l'exercice finissant le 30 juin 1924.

**M. Smart (Westmount):** Il y a une grosse différence entre l'industrie minière d'Ontario et celle de Québec, et ce, en grande partie au désavantage de notre province. Les dispositions prises par le département pour les dépenses sur les mines semblent ridiculement maigres, comparées à ce que représente l'industrie; \$154,000 sont dépensés en cartes, et on l'a informé qu'il n'y a aucune carte disponible pour les prospecteurs, et qu'une somme d'au moins \$250,000 serait requise pour obtenir des cartes adéquates.

Il est impossible de fournir à cette province le capital pour développer l'industrie minière sous la loi actuelle sur les mines, bourrée de "si" et beaucoup trop vague.

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska):** La branche minière prospecte de manière encourageante et autant qu'il est possible de le faire. L'industrie minière est en expansion dans la province, et dans l'Ontario, ce n'est qu'après les découvertes de cobalt que l'industrie minière a commencé son expansion<sup>7</sup>.

La résolution est adoptée.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** dit qu'après un aussi long débat sur les crédits, il souhaite passer à autre chose, ajourner même. À en juger sur les regards de quelques-uns des députés de cette Chambre, dit-il, un peu de sommeil serait nécessaire.

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine) n'est pas d'accord.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Vous avez dit cet après-midi que, dans les beaux jours d'autrefois, l'on parlait jusqu'à deux et trois heures du matin.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Ce ne sont plus les beaux jours, ce sont les pires jours parlementaires.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Nous allons toujours siéger jusqu'à minuit.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Oui, pendant que le premier ministre va se reposer, nous allons siéger<sup>8</sup>.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Pardon, je travaille plus que le chef de l'opposition.

**L'honorable M. Nicol (Richmond)** propose:  
5. Qu'un crédit n'excédant pas cent vingt-cinq mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour la pêche et chasse, pour l'exercice finissant le 30 juin 1924.

Adopté.

6. Qu'un crédit n'excédant pas dix mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour comptes en suspens (Colonisation, Mines et Pêcheries), pour l'exercice finissant le 30 juin 1924.

Adopté.

7. Qu'un crédit n'excédant pas dix mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'amélioration et entretien des parcs, pour l'exercice finissant le 30 juin 1924.

Adopté.

### Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté plusieurs résolutions et demande la permission de siéger de nouveau. Lesdites résolutions sont lues deux fois et adoptées.

Il est résolu qu'à la présente séance la Chambre se formera de nouveau en comité des subsides.

### Subsides

**L'honorable M. Nicol (Richmond)** propose que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

**M. Renaud (Laval)** propose par voie d'amendement, appuyé par le représentant de Joliette (M. Dufresne), que tous les mots après "Que", dans la motion principale, soient remplacés par les suivants: "Cette Chambre regrette que le gouvernement n'ait pas jugé à propos d'accorder des demi-licences d'automobiles dans les municipalités rurales de cette province".

L'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise. Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

**Pour:** MM. . Dufresne, Gault, Renaud, Sauvé, Smart, 5.

**Contre:** MM. Ashby, Bédard, Bordeleau, Bouthillier, Bullock, Cannon, Caron (Hull), Caron (Îles-de-la-Madeleine), Cédilot, Conroy, Daniel, Dufour (Charlevoix-Saguenay), Dufour (Matane), Forest, Forget, Fortier, Galipeault, Gaudrault, Gauthier, Grégoire, Hamel, Hay, Lacombe, Laferté, Lafrenière, Lahaye, Lapierre, Laurendeau, Leclerc, Lemieux (Gaspé), Lemieux (Wolfe), Létourneau, McDonald, Mercier (Trois-Rivières), Miles, Moreau, Morin, Nicol, Ouellet (Dorchester), Péloquin, Perrault, Phaneuf, Philps, Pilon, Ricard, Richard, Saurette, Savoie, Taschereau, Thériault, Vautrin, 51.

Ainsi, l'amendement est rejeté.

La motion principale étant mise aux voix, la Chambre l'adopte.

**En comité:**

**L'honorable M. Nicol (Richmond)** propose:

1. Qu'un crédit n'excédant pas douze mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour la Commission sur perception de royauté et de licences de chasse et de pêche, pour l'exercice finissant le 30 juin 1924.

Adopté.

2. Qu'un crédit n'excédant pas soixante-dix mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'administration des ventes de terres publiques pour fins d'agriculture, pour l'exercice finissant le 30 juin 1924.

Adopté.

**Résolutions à rapporter:**

Le comité fait rapport qu'il a adopté deux résolutions et demande la permission de siéger de nouveau. Lesdites résolutions sont lues deux fois et adoptées.

**Demande de documents:**

**Barrage de la  
Grande-Décharge**

**M. Dufresne (Joliette)** propose, appuyé par le représentant de Laval (M. Renaud), qu'il soit mis devant cette Chambre la copie de toute correspondance, contrats, etc., entre le gouvernement et toute autre personne, concernant le développement projeté des forces hydrauliques au Lac-Saint-Jean, connu sous le nom de la Grande-Décharge.

Adopté.

**Travaux de voirie  
à Chicoutimi**

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** propose, appuyé par le représentant de Montréal-Saint-Georges (M. Gault), qu'il soit mis devant cette Chambre la copie de toute correspondance, requête, document, etc., depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1922 entre le gouvernement et toute autre personne, concernant une convention ou un "compromis" entre la corporation du canton Chicoutimi, par Arthur Tremblay, et la société Riverin & Riverin, au sujet de travaux de macadam dans les chemins Saint-Jean-Baptiste et Saint-Pierre de Chicoutimi.

Adopté.

**Sommes prêtées aux  
municipalités pour la voirie**

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** propose, appuyé par le représentant de Montréal-Saint-Georges (M. Gault), qu'il soit mis devant cette Chambre l'état des sommes totales que le gouvernement a prêtées à chaque municipalité de la province en vertu de la loi des bons chemins de 1912, avec indication du total pour chaque district électoral.

Adopté.

**Commission des liqueurs  
et François Pelletier**

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** propose, appuyé par le représentant de Montréal-Saint-Georges (M. Gault), qu'il soit mis devant cette Chambre la copie de toute correspondance, documents, etc. entre le gouvernement ou aucun de ses membres ou la Commission des liqueurs et M. François Pelletier, de Rivière-du-Loup, depuis 1921.

Adopté.

**Vérification des comptes  
à la Commission des liqueurs**

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** propose, appuyé par le représentant de Montréal-Saint-Georges (M. Gault), qu'il soit présenté à Son Honneur le lieutenant-gouverneur une adresse priant son Honneur de faire déposer sur le bureau de cette Chambre, la copie de tous les arrêtés en conseil nommant des personnes pour faire la vérification des opérations de la Commission des liqueurs de Québec ainsi que tous les rapports faits par ces personnes.

Adopté.

**Division territoriale  
de la province**

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 2 amendant les statuts refondus, 1909, relativement à la division territoriale de la province.

**Des députés de l'opposition** font signe qu'ils souhaitent l'ajournement.

Adopté.

**En comité:**

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) explique le bill en énumérant les cinq nouvelles divisions qui seront: Verdun, Mercier, dans l'île de Montréal, Labelle-Nord et Labelle-Sud, Matapédia et Abitibi. Deux comtés, Napierville et Laprairie sont fusionnés en un seul comté. Les autres changements n'on guère d'importance, dit-il.

**M. Conroy (Montréal-Sainte-Anne)** demande que les limites de sa division de Montréal-Sainte-Anne, qui doivent empiéter sur la division de Montréal-Saint-Henri, soient laissées les mêmes qu'elles existaient jusqu'ici, pour garder un comté où l'élément irlandais domine.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) souligne que la délégation libérale de la division Montréal-Sainte-Anne a eu raison en protestant que la division risquait de perdre son identité en tant que siège irlandais.

**M. Smart (Westmount)** demande quels changements pourraient être apportés dans Westmount.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Nous le laisserons dans ses limites actuelles. Il (l'honorable M. Taschereau) sort une immense carte, et les députés dont les divisions sont concernées se rassemblent autour de la table, alors que la Chambre prend une allure plutôt informelle.

**M. Smart (Westmount)** semble satisfait, après avoir jeté un coup d'œil aux plans.

**M. Gault (Montreal-Saint-Georges)** se plaint du fait que 85 députés, c'est trop pour la province. D'après lui, 74 ou 75 députés suffiraient.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté avec certains amendements. Les amendements sont lus deux fois et adoptés.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

**Rapports de comités:****Impression d'un rapport  
du comité de l'Agriculture**

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine) propose, appuyé par le représentant de Châteauguay (l'honorable M. Mercier fils), que le troisième rapport du comité de l'Agriculture, de l'Immigration et de la Colonisation, ainsi que les dépositions qui l'accompagnent soient imprimés<sup>9</sup>.

Adopté.

**Messages du Conseil législatif:**

**M. l'Orateur** informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, avec certains amendements qu'il la prie d'agréer, les bills suivants:

- bill 62 constituant en corporation Quebec Power Company;
- bill 63 constituant en corporation la Quebec Tramways and Gas Company;
- bill 67 concernant la succession de feu Alfred Dalbec;
- bill 110 concernant les syndic d'écoles de la municipalité d'Outremont;
- bill 151 amendant les statuts refondus, 1909, concernant la loi médicale de Québec;
- bill 161 modifiant la loi de pharmacie de Québec;
- bill 162 amendant le Code municipal relativement aux expropriations pour fins municipales;
- bill 166 amendant l'article 29 du Code de procédure civile.

**Loi médicale**

La Chambre procède à la prise en considération des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 151 amendant les statuts refondus, 1909, concernant la loi médicale de Québec. Les amendements sont lus une première fois.

**Écoles agricoles  
et industrielles**

La Chambre procède à la prise en considération des amendements que le Conseil

législatif a apportés au bill 62 constituant en corporation Quebec Power Company. Les amendements sont lus deux fois et adoptés. Le bill est retourné au Conseil législatif.

#### **Quebec Tramways and Gas Company**

La Chambre procède à la prise en considération des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 63 constituant en corporation la Quebec Tramways and Gas Company. Les amendements sont lus deux fois et adoptés. Le bill est retourné au Conseil législatif.

#### **Succession Alfred Dalbec**

La Chambre procède à la prise en considération des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 67 concernant la succession de feu Alfred Dalbec. Les amendements sont lus deux fois et adoptés. Le bill est retourné au Conseil législatif.

#### **Syndics d'écoles d'Outremont**

La Chambre procède à la prise en considération des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 110 concernant les syndics d'écoles de la municipalité d'Outremont. Les amendements sont lus deux fois et adoptés. Le bill est retourné au Conseil législatif.

#### **Loi de pharmacie**

La Chambre procède à la prise en considération des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 161 modifiant la loi de pharmacie de Québec. Les amendements sont lus deux fois et adoptés. Le bill est retourné au Conseil législatif.

#### **Expropriations**

La Chambre procède à la prise en considération des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 162 amendant le Code municipal relativement aux expropriations pour fins municipales. Les amendements sont lus deux fois et adoptés. Le bill est retourné au Conseil législatif.

#### **Code de procédure civile, article 29**

La Chambre procède à la prise en considération des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 166 amendant l'article 29 du Code de procédure civile. Les amendements sont lus deux fois et adoptés. Le bill est retourné au Conseil législatif.

#### **Women's Hospital of Montreal**

**M. Conroy (Montréal-Sainte-Anne)** propose, appuyé par le représentant de Montréal-Saint-Laurent (M. Miles), que l'honoraire payé pour le bill 109 exemptant The Women's Hospital of Montreal du paiement de la taxe scolaire à la cité de Montréal soit remis, moins les frais d'impression et de traduction, vu que ce bill a pour objet l'extension des œuvres de charité publiques.

Adopté.

La séance est levée à minuit et demi.

#### **NOTES**

1. Le *Montreal Daily Star*, à la page 4, écrit: "Comme la Chambre, épuisée, a ajourné tôt ce matin, le premier ministre Taschereau est conforté dans son sentiment que la prorogation se ferait demain. Il croit que la Chambre pourra finir ses travaux aujourd'hui."

2. *L'Événement* écrit qu'à ce moment, "les cloches carillonnèrent pour rappeler les députés à la Chambre, car bon nombre d'entre eux étaient partis tout de suite après le premier vote. Les whips ministériels, MM. Pilon, Létourneau et Bullock, qui n'avaient jamais été si occupés, coururent après leurs collègues, afin d'augmenter si possible la majorité du gouvernement. Il y réussirent, car la décision du président fut maintenue par un vote de 56 à 5." De son côté, le *Montreal Daily Star* écrit que les députés ministériels étaient irrités par les motions de censure de l'opposition: "Quelques députés libéraux étaient furieux devant les tactiques de l'opposition,



prétendant que c'était une tentative organisée d'empêcher que la prorogation ait lieu cette semaine."

3. Le député de Wolfe, qui prononçait son premier discours à l'Assemblée, fut applaudi par ses collègues.

4. Pendant que l'Orateur lisait la motion, John Hay, député d'Argenteuil, est entré. On lui a alors indiqué de quitter le parquet, étant donné qu'il n'avait pas été à son siège au moment de l'annonce de la division. L'opposition a grandement apprécié la situation.

5. Le vote du député de Maisonneuve fut salué par les applaudissements de la gauche.

6. "Deux petits incidents marquèrent ce troisième vote de la séance. M. Hay arriva un peu en retard et il s'installa sur un fauteuil qui n'était pas le sien. Le Président l'obligea à quitter la Chambre. Enfin, lorsque le Dr Gustave Lemieux se leva pour voter, l'assistant-greffier, M. L.-N. Patenaude, l'appela M. Mercier...! La chambre éclata de rire en voyant que l'assistant-greffier ne reconnaissait pas son vice-président. Après l'ajournement, à 6 heures, on expliqua cette erreur de deux façons; d'abord, les malins prétendirent que l'autre Dr Lemieux, celui de Wolfe, ayant fait ses débuts dans l'après-midi, avait éclipsé son homonyme, qui n'a pas prononcé un seul discours en Chambre depuis les dernières élections. Mais, c'est sans doute parce que M. Sauvé avait évoqué le souvenir du grand Mercier, dont M. Patenaude fut le secrétaire et l'ami de cœur, que ce dernier changea ainsi, par erreur, le nom du député de Gaspé. Enfin, peu importe la raison, l'incident dérida un peu la députation, qui est composée de bons garçons, mais qui n'est pas gaie du tout, à la Chambre, entre Noël et le Jour de l'An. Espérons que l'opposition tirera, aujourd'hui, ses derniers coups de canon et que les députés feront bientôt leurs paquets, comme le général Smart, sur l'air: "On ne peut être mieux qu'au sein de sa famille!", selon *L'Événement*, page 1.

7. Ce débat sur les mines a duré une heure.

8. Le chef de l'opposition fait allusion au fait que le premier ministre s'était retiré pendant la séance.

9. D'après le *Montreal Daily Star*, il y eut une courte discussion sur cette question.



## Première séance du jeudi 28 décembre 1922

## Présidence de l'honorable J.-N. Francoeur

La séance est ouverte à 11 heures.

## Prière.

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

**Loi  
médicale**

La Chambre procède à la prise en considération des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 151 amendant les statuts refondus, 1909, concernant la loi médicale de Québec. Les amendements sont lus une deuxième fois et adoptés. Le bill est retourné au Conseil législatif.

**Heure de fermeture  
des magasins**

**M. Caron (Hull)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 146 amendant les statuts refondus, 1909, relativement à la fermeture des magasins à bonne heure.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

**M. Caron (Hull)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

**Juridiction  
des tribunaux**

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, appuyé par le représentant des Îles-de-la-Madeleine (l'honorable M. Caron), que l'ordre du jour appelant la deuxième lecture du bill 172 amendant les statuts refondus, 1909, relativement à la juridiction de certains tribunaux dans certains districts, soit révoqué et que le bill soit retiré.

Adopté.

**Subsides**

**L'honorable M. Nicol (Richmond)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

Adopté.

Le comité fait rapport qu'il n'a pas terminé l'examen des résolutions et demande la permission de siéger de nouveau au cours de la présente séance.

**Division territoriale  
de la province**

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, appuyé par le représentant des Îles-de-la-Madeleine (l'honorable M. Caron), et avec le consentement unanime de la Chambre, que l'ordre de la Chambre de mercredi 27 décembre courant portant la troisième lecture du bill 2 amendant les statuts refondus, 1909, relativement à la division territoriale de la province, soit révoqué.

Adopté.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, appuyé par le représentant des Îles-de-la-Madeleine (l'honorable M. Caron), et avec le consentement unanime de la Chambre, que le bill 2 amendant les statuts refondus, 1909, relativement à la division territoriale de la province, soit maintenant lu une troisième fois avec le consentement de la majorité des députés qui représentent les districts mentionnés en la 2<sup>ème</sup> annexe de l'Acte de l'Amérique du Nord britannique, 1867.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, appuyé par le représentant des Îles-de-la-Madeleine (l'honorable M. Caron), qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le lieutenant-gouverneur l'informant que l'Assemblée législative a voté, en deuxième et troisième lecture, le bill 2 amendant les statuts refondus, 1909, relativement à la division territoriale de la province, avec le consentement de la majorité des députés qui représentent les districts électoraux mentionnés en la seconde annexe de l'Acte de l'Amérique britannique du Nord, 1867.

Adopté.

### Subsides

**L'honorable M. Nicol (Richmond)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

Adopté.

### En comité:

**L'honorable M. Nicol (Richmond)** propose: Qu'un crédit n'excédant pas quinze mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour apiculture pour l'exercice finissant le 30 juin 1924.

Adopté.

### Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté une résolution et demande la permission de siéger de nouveau. Ladite résolution est lue deux fois et adoptée.

**L'honorable M. Nicol (Richmond)** propose que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

**M. Smart (Westmount)** propose par voie d'amendement, appuyé par le représentant de Montréal-Saint-Georges (M. Gault), que tous les mots après "Que" dans la motion principale, soient remplacés par les suivants:

Cette Chambre constate avec regret, dans une réponse du trésorier de la province, qui se trouve à la page 217 des procès-verbaux de la présente session, que pendant l'exercice 1921-22 le gouvernement, sans y être autorisé par arrêté en conseil, a payé à M. Charles Lanctôt, assistant-procureur général, \$5,300 pour services dans différentes causes, en sus du traitement régulier de \$6,000 qui est attaché aux fonctions d'assistant-procureur général, et en sus du traitement de \$3,000 qui est attaché aux fonctions de président de la Commission de refonte des statuts; et elle censure le gouvernement pour avoir violé l'article 659 des statuts refondus 1909, qui décrète: "Il ne doit être payé à aucune personne employée dans le service civil aucune rémunération en sus du traitement régulier attaché à ses fonctions, si ce n'est au moyen d'un arrêté en conseil dans lequel doit être mentionné le nom de la personne devant recevoir la rémunération, ainsi que le service pour lequel cette rémunération est allouée<sup>1</sup>.

Il reproche à maître Lanctôt d'exercer sa profession d'avocat, bien qu'il fût employé du gouvernement.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** intervient.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** La somme mentionnée par le chef de l'opposition a bien été payée à M. Lanctôt. Mais, la loi du Barreau permet à M. Lanctôt de pratiquer sa profession d'avocat. C'est comme avocat que le gouvernement a employé les services de M. Lanctôt pour plaider certaines causes devant le Conseil privé. C'est un avocat très compétent, surtout sur les questions de constitutionnalité au Canada. C'est un bon serviteur de la province et ses talents d'avocat servent l'intérêt de la province dans les plus hauts tribunaux du pays aussi bien que devant le Conseil privé. Grâce à lui, nous avons gagné de gros procès devant le plus haut tribunal de l'Empire.

L'assistant-procureur général, durant son séjour en Europe, a plaidé au nom de la province devant le Conseil privé et a gagné plusieurs causes. C'est lui qui nous a gagné la cause de Sharples, par exemple, qui assure à la province de Québec des millions de dollars de revenus par année; c'est encore lui qui a fait triompher, au Conseil privé, nos droits sur les pêcheries, et cela nous permet, aujourd'hui, d'assurer le développement d'une de nos grandes richesses naturelles. Il a plaidé ces causes des pêcheries et des réserves indiennes. Enfin, nous n'avons qu'à nous louer des services de maître Lanctôt. Il a sauvé à la province des millions et des millions de dollars. Je crois que l'opposition devrait les reconnaître, comme le gouvernement.

Le travail qui lui incombe dans son propre département exige déjà de lui un dévouement dont il ne s'est jamais départi et si, en plus de ce travail considérable, il a entrepris d'aller défendre en Angleterre les intérêts de Québec et de revendiquer victorieusement ses droits, pouvons-nous reprocher au gouvernement d'avoir reconnu ses services en le rémunérant bien raisonnablement.

Il croit que le chef de l'opposition est passablement mesquin en présentant une motion de censure sur cette question et, pour sa part, dit-il, il assumera volontiers la responsabilité d'un vote contre la motion présentée.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** reconnaît la compétence de M. Lanctôt, mais il croit que la manière de procéder entre le gouvernement et M. Lanctôt, au point de vue des sommes d'argent, est irrégulière et singulière.

L'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise. Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

**Pour:** MM. Dufresne, Gault, Renaud, Sauvé, Smart, 5.

**Contre:** MM. Ashby, Bédard, Bercovitch, Bergevin, Bordeleau, Bouthillier, Bugeaud, Cannon, Caron (Hull), Caron (Îles-de-la-Madeleine), Cédilot, Daniel, David, Dufour (Matane), Forest, Forget, Gauthier, Godbout, Grégoire, Hamel, Hay, Lacombe, Laferté, Lahaie, Lapierre, Laurendeau, Leclerc, Lemieux (Gaspé), Lemieux (Wolfe), Létourneau, Mercier fils (Châteauguay), Mercier (Trois-Rivières), Miles, Moreau, Morin, Nicol, Oliver, Ouellet (Dorchester), Ouellette (Yamaska), Péloquin, Perrault, Phaneuf, Philps, Pilon, Poulin, Reed, Ricard, Richard, Saurette, Taschereau, Thériault, Tourville, Vautrin, 53.

Ainsi, l'amendement est rejeté.

La motion principale étant mise aux voix, la Chambre l'adopte.

#### En comité:

**L'honorable M. Nicol (Richmond)** propose: Qu'un crédit n'excédant pas soixante-quinze mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour inspection des lots pour colonisation, pour l'exercice finissant le 30 juin 1924.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** parle de nouveau de la démission de M. Ed. Robert, comme agent de colonisation. Le ministre de la Colonisation (l'honorable M. Perrault) devait produire hier matin la lettre de démission de M. Robert, dit-il.

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska)** annonce que son secrétaire est à la chercher. Il la croit temporairement écartée. Hier soir, elle n'avait pas encore été retrouvée.

La résolution est adoptée.

#### Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté une résolution et demande la permission de siéger de nouveau. Ladite résolution est lue deux fois et adoptée.

La séance est levée.

#### Deuxième séance du 28 décembre 1922

#### Présidence de l'honorable J.-N. Francoeur

La séance est ouverte à 3 heures.

#### Prière.

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

#### Rapport de la commission sur l'affaire Blanche Garneau

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Est-ce que le rapport de la Commission royale qui a enquêté sur le meurtre de Blanche Garneau assassiné en juillet 1920 va être déposé devant la Chambre? Il s'agit d'une question qui intéresse la Chambre.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): L'arrêté en conseil stipulait que le rapport devait être présenté avant le 1<sup>er</sup> janvier. Il ne sait pas si le rapport est prêt et quand il sera soumis. L'un des commissaires, le juge Archibald, est indisposé et il ne peut dire quand le rapport sera soumis. En tout cas, il faut qu'il soit fait non pas à la Chambre, mais au lieutenant-gouverneur en conseil.

#### Questions et réponses:

#### Compagnie d'économie nationale ltée

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** La Compagnie d'économie nationale ltée, qui s'occupe de conserves alimentaires à la maison, a comme promoteur M. E.-N. Turner anciennement de la Chambre commerciale des cultivateurs, à Montréal. Le gouvernement connaît-il quelque chose au sujet de cette compagnie dont les aviseurs légaux sont MM. Taschereau, Perron, Rinfret, *et al.*?

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine): Cette compagnie a une charte fédérale; elle a probablement caché le nom de Turner, pour obtenir que MM. Taschereau, Perron, Rinfret présentent cette charte à Ottawa. Il n'a pas confiance en M. Turner, et les officiers de son département, affirme-t-il, mettront les cultivateurs en garde contre les compagnies dont les agents parcourent les

campagnes, afin de faire souscrire de l'argent aux cultivateurs. Il recommande à ceux-ci d'agir très prudemment.

### Subsides

**L'honorable M. Nicol (Richmond)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

**M. Smart (Westmount):** J'ai eu l'occasion de dire, au cours de la session que la contrebande des liqueurs se fait ouvertement sur une grande échelle, dans la province, et cela, à la connaissance de la Commission des liqueurs<sup>2</sup>, avec l'approbation des membres de la Commission, et que la Commission favorise ouvertement le commerce illicite en gros des liqueurs alcooliques. Le gouvernement s'est scandalisé de mes déclarations. On m'a dit que je n'avais pas de preuve à l'appui de mes affirmations. Je veux maintenant prouver ce que j'ai dit. J'ai en ma possession une déposition assermentée et je vais donner communication à la Chambre de cet affidavit de M. Armand Larivière, voyageur de commerce de Montréal. Voici le texte de l'affidavit qui se lit comme suit:

"Je, soussigné, Armand Larivière de la cité de Montréal, demeurant au numéro 607 de la rue Saint-Christophe, voyageur de commerce, après serment prêté sur les Saints-Évangiles, déclare et dis:

"1. Que le 1<sup>er</sup> novembre 1922, on a expédié par le yacht Companion enregistré à Détroit U.S.A., tonnage 21 tonnes, capitaine H.-L. Trasher, 300 caisses de scotch et 100 caisses de champagne.

"2. Que cette boisson a été mise dans ce yacht, au Pied du Courant, dans la nuit du 31 octobre au 1<sup>er</sup> novembre 1922.

"3. Que cette boisson a été vendue par l'entremise d'un nommé Kramer, agent de la Commission des liqueurs.

"4. Que cette boisson était destinée pour Vera Cruz, Mexique.

"5. Que cette destination était fausse, par le fait qu'un des membres de l'équipage a déclaré que cette boisson était destinée pour Cornwall, Ontario.

"6. Que le 2 novembre 1922, aux écluses no 2, cette boisson a été saisie par les officiers du gouvernement fédéral.

"7. Que cette saisie a été maintenue jusqu'au 3 novembre à huit heures a.m., et qu'à ce moment, les officiers qui avaient opéré la saisie ayant reçu un ordre du gouvernement fédéral, permirent au capitaine de continuer sa course.

"8. Que cet ordre de lever la saisie était signé à Montréal par M. A.-E. Giroux, douanier de Montréal.

"9. Que cette manière d'agir de la part des autorités est scandaleuse.

"En foi de quoi j'ai signé, Armand Larivière

"Assermenté devant moi à Montréal, le trente novembre, mil neuf cent vingt-deux.

"Rosaire Dupuis, notaire."

Cet affidavit assermenté me justifie donc de déclarer que la contrebande des liqueurs se fait avec la connivence de la Commission. Il démontre que j'avais raison en faisant les déclarations que j'ai faites précédemment. Sur le yacht en question, il y avait un officier de la Commission, et lorsque la saisie a été faite, il a été détenu avec les autres membres de l'équipage. Le yacht devait se rendre à Mexico, disait-on, mais la Commission savait qu'il était en route pour Cornwall, Ontario.

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska):** Dites-vous que la cargaison a été saisie?

**M. Smart (Westmount):** Oui, par les autorités fédérales Et elles ont levé la saisie, le lendemain.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Larivière a-t-il reçu de l'argent pour donner cet affidavit?

**M. Smart (Westmount):** Je crois que oui.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): L'honorable député fera-t-il un pas de plus? Dira-t-il de qui Larivière a reçu cet argent?

**M. Smart (Westmount):** Je ne puis le dire.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Eh bien! Je le dirai si vous ne le dites pas!

**M. Smart (Westmount):** Je sais où vous voulez en venir et ce que vous avez dans l'idée. J'ai un autre affidavit, ici, qui accuse personnellement un membre de la Commission des Liqueurs. Il est de M. Irénée Pierry, de Montréal, et se lit comme suit:

"Je, soussigné, Irénée Pierry, de la cité de Montréal, résidant au no 612 de la rue Saint-Christophe, commis, après serment prêté sur les Saints-Évangiles, déclare et dis:

"1. Que Sir William Stavert, l'un des membres de la Commission des liqueurs de la Province de Québec, fait le commerce des liqueurs contrairement à la loi.

"2. Que, dans le mois de septembre dernier, il a transporté et fait transporter de la boisson dans deux automobiles "touring", laquelle boisson était destinée aux Américains et était vendue sur les lieux (sur le chemin de Lacolle).

"3. Que ces automobiles étaient conduites l'une par Lucien Boulard, l'un des chauffeurs de la Commission des liqueurs, et l'autre par un autre chauffeur accompagné de Sir William Stavert.

"4. Que l'une des automobiles contenait 25 caisses de boisson et l'autre en contenait 35.

"En foi de quoi j'ai signé.

"Irénee Pierry

"Assermenté devant moi à Montréal, le trente novembre mil neuf cent vingt-deux.

"Rosaire Dupuis, notaire."

Enfin, j'ai encore copie d'un document officiel de la cour supérieure de Sherbrooke dans la cause de Nicol vs Noël. Ce document contient certains affidavits qui impliquent le trésorier provincial dans l'octroi des licences dans la cité de Sherbrooke. L'un de ces affidavits est d'un nommé Roy, qui dit...

**M. l'Orateur** interrompt le député de Westmount (M. Smart). L'honorable député de Westmount, dit-il, n'a pas le droit de lire un affidavit qui contient des accusations directes contre un membre de cette Chambre, il doit d'abord faire une motion concernant une accusation précise.

**M. Smart (Westmount):** Quelle est la règle?

**M. l'Orateur:** L'article 245 des règlements de la Chambre.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Le point, c'est que ce document met en cause un député de cette Chambre sans qu'une motion directe soit faite? Doit-il abandonner sa motion ou donner un avis de motion? Le député de Westmount peut-il faire une motion directe?

**M. Smart (Westmount):** Je suis prêt à faire la déclaration, sous ma responsabilité, une déclaration personnelle comme membre de cette Chambre. Je suis prêt à dire que je suis croyablement informé et que je pourrai établir et prouver...

**M. l'Orateur:** L'honorable député peut porter une accusation, mais il doit donner un avis de motion. Il doit faire une motion directe. Il ne peut

pas le faire sur une motion, pour amender une motion devant la Chambre.

**M. Smart (Westmount):** Très bien alors, je vais donner avis de cette motion pour la prochaine séance de la Chambre.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Je veux répondre au député de Westmount.

**M. l'Orateur:** Je tiens à faire observer qu'il n'y a pas de motion devant la Chambre.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) désire parler sur les affidavits produits à la Chambre. J'ai demandé au député de Westmount si M. Larivière, qui lui a remis un affidavit, avait reçu de l'argent; il m'a répondu qu'il en avait reçu, mais il n'a pas voulu nous dire d'où cet argent venait... Encore une fois, voudrait-il me dire de qui Larivière a reçu cet argent?

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Faites une enquête<sup>3</sup>!

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Non! Non! Il n'est pas nécessaire de faire une enquête. L'honorable député vient de donner lecture de deux affidavits et, lorsque je lui ai demandé s'il avait payé quelqu'un pour obtenir ces affidavits, il m'a répondu: oui. Voudrait-il maintenant me dire combien il a payé pour obtenir un affidavit de M. Larivière?

**M. Smart (Westmount)** refuse de donner ce renseignement.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): J'ai ici une lettre qui, sans doute, ne manquera pas d'intéresser la Chambre. Je demanderai au député de Westmount de prendre connaissance du document qui suit:

Mr A. Larivière

Montreal

Dear sir,

Reference our conversation today, I except funds on Monday sufficient to enable me to advance you the amount of \$175.00.

Your truly

(signed) Chas. A. Smart

Ce qui se traduit comme suit:

M. A. Larivière,  
Montréal.

Cher Monsieur,

En rapport avec votre conversation d'aujourd'hui, je compte recevoir lundi des fonds suffisants pour me permettre de vous avancer la somme de \$175.

Bien à vous.

(signé) Chas. A. Smart

**Des députés ministériels** applaudissent et crient hurra!

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): M. le Président, ce que je viens de lire, ce que je viens de communiquer à la Chambre, c'est une photographie exacte de la lettre signée par le député de Westmount, c'est la photographie de sa signature.

Offrir \$175 pour obtenir un affidavit! Et pourquoi? Quand cet affidavit est obtenu d'un homme qui, sous serment, dirait que ce qu'il a déclaré est absolument faux? Pourquoi, l'honorable député de Westmount a-t-il payé une somme aussi élevée pour un simple affidavit, quand il aurait pu à bien meilleur marché faire venir M. Larivière devant le comité des comptes publics. Ce comité a siégé plusieurs fois à la demande de l'opposition, à la demande du député de Westmount, comme de ses collègues. Pourquoi n'a-t-il pas amené son homme devant ce comité? Pourquoi lui offrir \$175 pour cela? Et pourtant, il n'a pas jugé à propos de faire venir M. Larivière. Je laisse à la Chambre le soin de tirer la conclusion qu'elle voudra sur ce procédé.

Quant au transport de cette cargaison de liqueurs auquel le député de Westmount, dans ses accusations, a fait allusion, ce transport était parfaitement légal et parfaitement légitime. Cette histoire d'expédition de liqueurs est fort simple. Nous avons expédié régulièrement aux États-Unis une certaine quantité de liqueurs. Le bateau qui a fait le transport de ces liqueurs avait tous les papiers et les documents nécessaires fournis par Ottawa et les douaniers de Montréal étaient tous au courant de l'affaire.

Mais un officier, étranger à Montréal, qui n'était pas au courant, a opéré une saisie. Mais dès qu'Ottawa fut instruit de la chose, on ordonna la levée de la saisie et le navire continua sa route emportant sa cargaison. Ce n'était donc pas nécessaire de prendre \$175 du fonds "bleu" pour éventer un semblable scandale imaginaire qui devait être pour l'opposition, la bombe de la fin de la session que l'on avait prédit depuis longtemps.

Ce n'est pas dans les tranchées que l'honorable député de Westmount a appris ces méthodes-là! (Applaudissements de la droite) J'espère que le député de Westmount a tiré des bombes plus dangereuses que celle-là sur les Allemands! Je crois, qu'il est peut-être bon de donner un petit conseil au député de Westmount, avant la fin de la session, sur la façon de demander des affidavits contre des personnes, qui sont aussi respectables que d'autres.

Voici un homme qui, sous serment, nierait sans doute ce qu'il a déclaré dans son affidavit. Je dépose sur la table de la Chambre la photographie de la lettre du député de Westmount sur laquelle on peut voir sa signature. C'est lui qui a offert \$175 à M. Larivière pour obtenir cet affidavit; il ne les lui a pas donnés et son homme attend encore.

Le député de Westmount nous a dit qu'il a payé pour obtenir le premier affidavit, celui de Larivière, voudrait-il maintenant nous dire combien il a payé pour obtenir celui de Irénée Pierry?

**M. Smart (Westmount):** Rien du tout.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Pourquoi en payer un et ne pas payer l'autre? Est-ce là le fair play britannique? (Rires et applaudissements) Est-ce juste pour M. Pierry?

**Des députés ministériels:** Non, non. (Rires)  
Ce n'est pas juste! (Applaudissements)

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Je n'insiste pas. Je laisse le député de Westmount à ses petits moyens et à ses petits papiers, à ses petites manœuvres. Avant la fin de la session, je veux lui donner un petit conseil, celui de bien se renseigner, avant d'obtenir des affidavits de ce genre, sur les personnes auxquelles il s'adressera. Je suis convaincu que les membres de la Commission des liqueurs continueront à marcher la tête haute, dans l'avenir, comme ils l'ont fait jusqu'ici, et si quelqu'un marche la tête basse, ce sera plutôt le député de Westmount.

(Longs applaudissements)

**M. Smart (Westmount):** Je dois dire à l'honorable premier ministre qu'il ne m'a pas pris par surprise, en lisant cette lettre de moi. On en parlait sur toutes les rues, à Montréal. Je l'ai su hier<sup>4</sup>. S'il veut insinuer que j'ai offert de payer de l'argent pour obtenir cet affidavit, je puis lui dire qu'il se trompe. Ces affidavits ont été préparés, ils m'ont été remis et cet argent ne m'a pas été demandé pour ces documents.



Larivière, qui veut me tromper, et qui a évidemment tenté de me faire chanter, est venu me trouver avec une histoire de malchance. Il a prétendu qu'il était dans la misère.

Je lui ai offert une certaine somme d'argent pour le tirer d'embarras. Il n'y a pas de mal à cela. Si le gouvernement a des plaintes à faire, qu'il poursuive M. Larivière.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Alors, vous pouvez dire qu'on vous a extorqué de l'argent.

Pourquoi ne le faites-vous pas arrêter pour obtention d'argent sous de faux prétextes?

M. Smart (Westmount): Il n'a pas obtenu d'argent de moi; il n'a rien eu parce qu'il n'est jamais revenu me voir.

Je n'ai rien donné de ma poche. Je n'ai rien payé.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): S'il était revenu, l'auriez-vous payé?

M. Smart (Westmount): C'est une autre affaire. Mais je puis dire que ni Larivière, ni Pierry n'ont reçu un sou de mon argent et je ne suis pas surpris de ce que le premier ministre nous a lu.

Je puis assurer le premier ministre et cette Chambre que je n'ai pas payé un sou pour ce document.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Pourquoi l'avez-vous promis, alors?

M. Smart (Westmount): C'est une autre affaire. (Rires) Mais je défie le premier ministre de produire un seul document...

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Votre promesse vaut sûrement un acte<sup>5</sup>.

M. Smart (Westmount): Je n'ai jamais failli à mes promesses, mais j'ai découvert à temps ce qui se passait, et je ne me suis pas laissé prendre.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Essayez Sherbrooke, maintenant! Je vous souhaite de la chance dans Sherbrooke.

M. Smart (Westmount): Attendez.

La motion est adoptée.

#### En comité:

L'honorable M. Nicol (Richmond) propose:

1. Qu'un crédit n'excédant pas seize mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour impression, reliure et distribution des statuts, pour l'exercice finissant le 30 juin 1924.

Adopté.

2. Qu'un crédit n'excédant pas trois cent quarante mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour écoles de réforme et d'industrie, y compris dépenses contingentes, pour l'exercice finissant le 30 juin 1924.

Adopté.

3. Qu'un crédit n'excédant pas cent vingt-cinq mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour hygiène publique de Québec, arts. 3867-3982. S.R.Q., 1909, tels qu'amendés par 12 George V, chapitre 29, pour l'exercice finissant le 30 juin 1924.

Adopté.

4. Qu'un crédit n'excédant pas quinze mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour allocation pour le traitement des tuberculeux, pour l'exercice finissant le 30 juin 1924.

Adopté.

5. Qu'un crédit n'excédant pas trente mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour *Gazette officielle de Québec*, pour l'exercice finissant le 30 juin 1924.

Adopté.

6. Qu'un crédit n'excédant pas cinq mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour Conservatoire Lassalle de Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1924.

Adopté.

7. Qu'un crédit n'excédant pas dix mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour octroi au collège classique de Sainte-Anne de la Pocatière, (troisième des cinq versements annuels), pour l'exercice finissant le 30 juin 1924.

Adopté.

#### Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté plusieurs résolutions et demande la permission de siéger de nouveau. Lesdites résolutions sont lues deux fois et adoptées.

Il est ordonné que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides au cours de la présente séance.

### Responsabilité civile de la presse

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** propose, appuyé par le représentant de Montréal-Saint-Georges (M. Gault), que le comité des bills publics soit chargé de préparer et présenter un bill ayant pour objet d'établir une législation qui définisse bien, tout en la rendant moins lourde, la responsabilité civile de la presse, en matière de délits et de quasi-délits.

Il fait cette proposition à titre de journaliste, titre qu'il tient à conserver. La Chambre ne sera pas surprise d'entendre parler de la liberté de la presse au moment où tous les journaux la réclament. La responsabilité civile de la presse en matière de délits et de quasi-délits est discutée depuis longtemps par les journalistes les plus sérieux. Elle a aussi été débattue en tous sens par des juristes distingués et il résulte de toutes les procédures judiciaires et de tout ce qui a été dit sur le sujet qu'il n'y a ni dans notre droit civil, ni dans notre droit statutaire, de loi spéciale relative à la responsabilité civile du journal en matière de libelle. M. Léo-A. Richard, docteur en droit, sous-ministre de la Colonisation, a réclamé lui-même, une législation plus précise sur la liberté de la presse. On se repose sur le droit coutumier, dit-il, dans sa thèse sur les délits de presse devant la faculté de droit de l'Université Laval de Québec, thèse qui lui a valu son titre de docteur.

M. Richard ajoute: "Ce droit coutumier, forcément incomplet et cristallisé dans une jurisprudence indécise et souvent capricieuse, nous enseigne sommairement la nature des privilèges dont la presse se réclame et fixe, avec plus ou moins d'exactitude, les limites trop restreintes, diront ceux-ci, suffisamment étendues, diront ceux-là, du cercle que la polémique et le reportage ne peuvent franchir, sans sortir de la légalité et sans exposer le journal à une condamnation judiciaire."

On prétend que les tribunaux ont fondé le droit coutumier sur le droit français ou sur le droit anglais. Les uns disent que c'est sur le droit français, d'autres soutiennent que c'est sur le droit anglais, M. le juge François Langelier, par exemple.

D'après M. Richard, il ne serait pas exact d'affirmer que le libelle commis dans un journal relève strictement soit du droit anglais, soit du droit français. "La presse, dit-il, doit ses prérogatives, comme sa liberté d'ailleurs, au droit public et c'est à lui qu'elle est tenue de recourir, lorsque le délit a été commis dans une circonstance où son privilège la couvrirait." Je ne prétends pas que la Législature devrait faire une loi pour protéger le journaliste ou

l'éditeur qui aura attaqué, injustement, diffamé un citoyen, non, mais au moins protéger sa bonne foi et tenir compte des circonstances. J'admets que la presse n'est pas toute parfaite. J'ai souffert moi-même des injustices et de la diffamation d'une certaine presse. J'admets qu'elle a besoin de réformes et d'une grande réforme, mais elle a droit quand même à la justice du législateur.

Le rôle de la presse est trop grand et celui du journaliste trop difficile, trop chargé de responsabilités, pour ne pas donner à la presse et à ses écrivains un moyen généreux et loyal de s'expliquer, quand ils auront dépassé la mesure.

Je pourrais citer un grand nombre d'exemples pour montrer la nécessité d'une loi du libelle. J'espère que je retournerai un jour à la belle profession du journalisme et, alors, je voudrais que mes confrères aient plus de liberté. La liberté de la presse n'est qu'une expression académique actuellement. La presse qui veut être libre chez nous souffre beaucoup. Il y a eu des poursuites récentes et les propriétaires de journaux souffrent, sans que leur bonne foi ne soit nullement en cause.

Il se plaint lui-même d'avoir eu, depuis le commencement de la session, au moins deux raisons sérieuses de s'en prendre au journal *Le Canada*. Il y avait, dit-il, matière à libelle, mais il n'a pas voulu s'en prévaloir, sentant ce qu'il y aurait eu en cela d'injuste pour les propriétaires. La presse ne devrait pas toujours être en butte aux tribunaux et elle devrait avoir la liberté de reproduire, dans ses colonnes, les comptes rendus exacts des principaux événements qui se produisent. Journaux libéraux, journaux conservateurs, journaux indépendants - *L'Événement* en tête - ont réclamé la liberté de la presse. Seul, *Le Soleil* de Québec, n'en veut pas, mais nous avons contre son opinion celle de M. Louis-Arthur Richard. N'est-il pas temps que le Parlement fasse quelque chose pour les journaux, sur lesquels le public a droit de compter pour être renseigné?

Si je n'ai pas moi-même préparé un bill, c'est parce que je crois que c'est plutôt au procureur général avec ses officiers à faire ce travail et à le soumettre à la Chambre. La session touche à sa fin, dira-t-on. Pas nécessairement. Elle finira, cette session, quand nous aurons fini de légiférer dans l'intérêt public, quand nous aurons fini de nous occuper des affaires de la province.

**M. Grégoire (Frontenac)** fait quelques remarques sur le sujet et profite de l'occasion pour louer la bonne presse. La bonne presse aura toujours sa place. Il est arrivé que la presse commette

des abus, comme on a pu le voir récemment, et un remède adéquat a été trouvé pour les traiter. Il se prononce énergiquement pour la liberté de la presse, mais il ne veut pas ouvrir la porte à tous les abus. Il croit que le public devrait être protégé contre certains journaux qui livrent des copies sans qu'on les leur demande et envoient ensuite la facture à ceux qui les ont reçues.

**L'honorable M. David (Terrebonne):** Je n'ai pas été surpris de voir le chef de l'opposition réclamer la liberté de la presse, car mon honorable ami a été journaliste et il est toujours sincère. Il l'a toujours été, aussi bien quand il prônait le développement du Nord que lorsqu'il servait *La Patrie*. Il se défend de parler comme un journaliste ayant pratiqué la profession, mais, ajoute-t-il, il appartient à une famille où on en fit beaucoup.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Vous êtes entouré de journalistes.

**L'honorable M. David (Terrebonne):** Je n'en ai pas honte, loin de là. Mais je ne partage pas les vues du chef de l'opposition sur cette importante question. Il y a de nombreux dangers qui résulteraient d'une presse trop libre. Ce dont se plaint le chef de l'opposition ne constitue pas un grief partagé par les propriétaires des journaux sérieux.

Le chef de l'opposition n'aurait-il pas été mieux, au début de la session, de présenter un projet de loi contenant la législation qu'il voudrait voir adoptée au sujet de la presse? On aurait été en état de faire une étude approfondie de ce projet de loi. On l'aurait référé à un comité et, si celui-ci était venu à la conclusion qu'une telle loi était nécessaire, la Chambre aurait pu prendre connaissance de cette législation.

Il montre l'extraordinaire pouvoir de la presse pour le développement d'une mentalité, ou l'éducation du peuple et sa puissance moderne. La presse a de l'influence pour le bien et pour le mal. Il étudie les objections courantes auxquelles tous les journaux font actuellement écho, et montre, en somme, que la presse n'est pas inquiétée dès qu'elle est véridique, de bonne foi et qu'elle sert l'intérêt public. Il ne croit pas, dit-il, que la presse qui se respecte, qui comprend son rôle, ait été, en général ennuyée à cause des critiques et des rapports qu'elle a publiés. La presse devient susceptible d'être ennuyée lorsqu'elle cause du tort à quelqu'un. Dans ce cas, la presse, comme tout citoyen, doit réparer les torts qu'elle a causés. Mais les actions pour libelle ne sont pas aussi nombreuses qu'on le dit dans notre

province. Quelques journaux ont été poursuivis, mais c'était à la suite de la publication de rapports faux ou exagérés.

Il exprime les craintes que lui inspire une trop grande liberté de la presse. Il se demande ce qui arriverait si un journal à grande circulation pouvait reproduire n'importe quel compte rendu pris dans un autre journal à moindre tirage. Le grand journal pourrait alors publier le libelle le plus terrible et se défendre en disant que ce qu'il rapporte a été dit dans une assemblée publique. Ce qui arriverait alors, c'est que n'importe quel individu sans conscience et sans aveu pourrait dire toutes les injures contre une personne, pourrait affirmer toutes les faussetés, et les grands journaux, et la presse en général, auraient droit de répandre ce libelle à travers la province et le pays.

Il ne croit pas que la permission de poursuivre le journal dont un autre journal aurait reproduit un article libelleux améliorerait la situation. Dans ce cas, un petit journal pourrait publier un libelle qui serait reproduit par les grands journaux; et, lorsque la personne atteinte voudrait poursuivre le premier journal, celui-ci serait disparu après avoir accompli son œuvre.

L'article 1053 du Code civil, c'est-à-dire la loi actuelle, est difficile à remplacer par une meilleure loi; il s'applique à toute la presse, comme à tout individu qui a à se plaindre d'un libelle. En 1881, on a fait une tentative en France. Après un an d'application de cette loi, les députés français ont demandé de la changer et la Chambre française a fait de nombreux amendements.

Ce que l'on doit exiger d'un journal, c'est que ses rapports soient véridiques, faits de bonne foi et dans l'intérêt public. Le moins que l'on puisse exiger d'un journal, c'est que, lorsqu'il publie un rapport, il doit se rendre compte si ce rapport est exact et si ce qu'il contient est la vérité.

Pas un journal respectueux a été poursuivi pour avoir reproduit fidèlement un événement qui s'est passé. Je ne doute pas de la sincérité du chef de l'opposition, mais qu'il présente un bill et nous serons heureux de le considérer en toute bienveillance.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Qu'est-ce que le secrétaire pense du cas du *Devoir*?

**L'honorable M. David (Terrebonne):** Les actions en dommages ne sont pas nombreuses. Chaque fois qu'un journal est poursuivi, c'est parce qu'il a, par malice ou imprudence, causé du tort à quelqu'un. La presse est une puissance, qui ne doit pas servir à répandre des faussetés. Il peut arriver des cas où certains journaux ont eu à souffrir.

Quand un individu cueille sur la rue une rumeur, rumeur qui peut nuire à la réputation de quelqu'un, qu'il la colporte de porte en porte, il peut être de bonne foi. Mais, si cette rumeur se répand dans toute une province, sans preuves, si elle ternit un nom, une réputation, si elle dissout une famille, il est juste que celui qui l'a répandue rende compte de ses actes. Il devient coupable et le journal qui reproduit ces rumeurs augmente le tort causé par celui qui a affirmé une chose fausse dont il n'avait pas la preuve de la véracité.

Je suis sûr qu'il n'y a pas un membre de cette Chambre qui soit contre la liberté de la presse. Tout le monde est en faveur de la liberté de la presse et la désire chez nous, mais personne ne voudra sanctionner la liberté de l'injure<sup>6</sup>. (Applaudissements)

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Le gouvernement dit toujours qu'il prendra en considération ce qu'on lui demande, lorsqu'il a l'intention de ne pas l'accorder. Le discours du secrétaire de la province révèle que le gouvernement n'est pas disposé à adopter cette législation demandée, non seulement par les journalistes, les propriétaires de journaux et par les juges, mais aussi par tous ceux qui ont étudié cette question de la presse.

S'il y a un homme qui a souffert des injustices de la presse, c'est moi. *Le Canada* de Montréal m'a attaqué en disant des choses fausses; je ne l'ai pas poursuivi, mais je l'ai forcé à se rétracter. Il y a une certaine presse qui ne veut pas renseigner le public. Celle-là est contre la liberté. Je ne connais pas l'avenir, mais si, au joli mois de mai, nous avons l'occasion de comparaître devant le tribunal du peuple - et j'espère que ce ne sera pas sur les bancs de neige - si, alors, la Providence me confie un autre poste, je puis assurer la presse qu'elle aura sa liberté, toute sa liberté, car la presse vraiment libre est très rare dans cette province.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) demande au chef de l'opposition s'il insiste pour que sa motion soit mise aux voix.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Certainement.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Mais, le comité des bills publics ne peut pas se remettre au travail maintenant. Le chef de l'opposition ne pourrait-il pas retirer sa motion?

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** J'insiste pour le vote.

La proposition étant mise aux voix, la Chambre se divise. Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

**Les députés ministériels** applaudissent le whip ministériel (M. Pilon) qui fait son entrée<sup>7</sup>.

**Pour:** MM. Dufresne, Gault, Renaud, Sauvé, Smart, 5.

**Contre:** MM. Ashby, Bédard, Bergevin, Bissonnet, Bordeleau, Bouthillier, Bugeaud, Bullock, Cannon, Caron (Hull), Conroy, Daniel, David, Dufour (Charlevoix-Saguenay), Dufour (Matane), Forest, Forget, Fortier, Galipeault, Gauthier, Grégoire, Hamel, Hay, Lacombe, Laferté, Lahaie, Lapierre, Laurendeau, Leclerc, Lemieux (Gaspé), Lemieux (Wolfe), Létourneau, Madden, McDonald, Mercier fils (Châteauguay), Mercier (Trois-Rivières), Miles, Moreau, Nicol, Oliver, Ouellette (Yamaska), Péloquin, Perrault, Phaneuf, Pilon, Poulin, Reed, Ricard, Richard, Roy, Saurette, Savoie, Taschereau, Thériault, Vautrin, 55.

Ainsi la proposition est rejetée.

#### Dépôt de documents:

##### Bibliothèque de la Législature

**M. l'Orateur** dépose sur le bureau de la Chambre le rapport du bibliothécaire de la Législature de Québec, janvier à décembre 1922. (Document de la session no 25)

##### Subsides

**L'honorable M. Nicol (Richmond)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** propose par voie d'amendement, appuyé par le représentant de Montréal-Saint-Georges (M. Gault), que tous les mots après "Que", dans la motion principale, soient remplacés par les suivants:

Cette Chambre constate avec regret que, en violation de l'article 857 des statuts refondus, 1909, qui décrète que "les balances des crédits non entièrement dépensées à la fin d'un exercice sont périmées et doivent être biffées, sauf toutefois les balances des crédits pour l'instruction publique.

Le Trésor:

1. A, le 13 août 1917, remis à l'assistant-procureur général un mandat de \$70,337.18 représentant l'ensemble des balances, non dépensées durant l'exercice 1916-17, des crédits de l'administration de la Justice qui avaient été votés pour cet exercice, ainsi que le Trésorier de la province l'a admis dans des réponses qui se trouvent aux pages 210 et 225 des procès-verbaux de la présente session;

2. A, le 15 août 1918, remis à l'assistant-procureur général un mandat de \$104,900.95 représentant l'ensemble des balances, non dépensées pendant l'exercice 1917-18, des crédits de l'administration de la Justice qui avaient été votés pour cet exercice, ainsi que le procureur général et le Trésorier de la province l'ont admis dans des réponses qui se trouvent aux pages 53, 54, 151 et 210 des procès-verbaux de la présente session.

3. A, le 20 août 1919, remis à l'assistant-procureur général un mandat de \$50,506.81 représentant l'ensemble des balances, non dépensées pendant l'exercice 1918-19, des crédits de l'administration de la Justice qui avaient été votés pour cet exercice, ainsi que le Trésorier de la province l'a admis dans des réponses qui se trouvent aux pages 210 et 291 de procès-verbaux de la présente session;

Et la Chambre invite le gouvernement à faire rentrer sans retard dans le trésor provincial ces \$225,744.94 qui en sont sortis illégalement.

Il reproche au gouvernement sa mauvaise tenue de livres. Depuis cinq ans, dit-il, on a remis des sommes qui forment un total de \$200,000 à l'assistant-procureur général, pour l'administration de la justice, et il n'y a rien dans les comptes publics qui indique où cet argent est allé. Il attaque M. Charles Lanctôt et blâme cette façon de procéder avec les comptes publics. Aucun député ne saurait appuyer pareille chose. Il espère voir des députés ministériels se rallier à lui pour dénoncer cet état de choses.

En conséquence, je propose que la Chambre censure le gouvernement.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Le procédé qui scandalise le chef de l'opposition n'a rien d'extraordinaire. Tous les ans, la Chambre vote les montants nécessaires à l'administration de la justice et chaque année, le 30 juin, lorsque l'année budgétaire se termine, il reste une foule de comptes qui, n'ayant pas été révisés, ne peuvent être payés immédiatement. Souvent ces dépenses surpassent les

crédits votés, car l'excédent formé par les comptes de l'année précédente contribue à augmenter le total de ces dépenses. Les montants ne sont pas dépensés exactement, et il est impossible qu'il en soit autrement.

Il arrive nombre de comptes des protonotaires, des magistrats, etc. pour cette année, et il faut que le cabinet vote un mandat spécial à l'adresse généralement de l'assistant-procureur général pour payer ces comptes, car on n'a pas eu le temps de vérifier ces comptes pour l'année expirée. C'est la seule raison qui, chaque année, oblige le gouvernement à consacrer, par mandat spécial, ce dont se plaint le chef de l'opposition, une somme suffisante pour régler ces comptes. Nous suivons ainsi la coutume établie depuis la Confédération.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** fait signe que non.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Il est curieux que le chef de l'opposition se plaigne de cet état de choses, quand ce procédé existe depuis le début de la Confédération. Pourquoi le chef de l'opposition n'a-t-il pas fait convoquer le comité des comptes publics pour interroger M. Lanctôt sur cette affaire? Nous allons produire demain et déposer devant la Chambre un état de compte détaillé de l'emploi des sommes en question pour rassurer le chef de l'opposition, et l'on verra le compte rendu de chaque sou des sommes ainsi créditées à M. Lanctôt depuis cinq ans.

Je suis convaincu que la conscience des députés ministériels n'aura rien à leur reprocher en cette affaire et qu'ils pourront retourner tranquilles dans leurs foyers pour y passer le jour le l'An, après avoir voté contre cette motion du chef de l'opposition.

**Des députés ministériels** causent à voix haute.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Je réclame le silence!

**M. l'Orateur:** Il est bien difficile d'obtenir le silence, à la fin de la session. Il répète aux députés qu'ils doivent écouter.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Eh bien, s'il n'y a pas moyen d'avoir le silence, allons-nous en...<sup>8</sup>! Il insiste pour le vote.

L'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise. Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

**Les députés ministériels** applaudissent les whips ministériels qui font leur entrée.

**Pour:** MM. Dufresne, Gault, Renaud, Sauvé, Smart, 5.

**Contre:** MM. Ashby, Bédard, Bissonnet, Bordeleau, Bouthillier, Bugeaud Bullock, Cannon, Caron (Hull), Caron (Îles-de-la-Madeleine), Conroy, Daniel, David, Dufour (Matane), Dufour (Charlevoix-Saguenay), Farand, Forest, Forget, Fortier, Galipeault, Gauthier, Godbout, Grégoire, Hamel, Hay, Lacombe, Laferté, Lafrenière, Lahaie, Lapierre, Laurendeau, Leclerc, Lemieux (Gaspé), Lemieux (Wolfe), Létourneau, Madden, McDonald, Mercier fils (Châteauguay), Mercier (Trois-Rivières), Miles, Moreau, Nicol, Oliver, Ouellet (Dorchester), Ouellette (Yamaska), Péloquin, Perrault, Phaneuf, Pilon, Poulin, Reed, Ricard, Richard, Roy, Saurette, Savoie, Taschereau, Thériault, Tourville, Vautrin, 60.

Ainsi, l'amendement est rejeté.

La motion principale étant mise aux voix, la Chambre l'adopte.

#### En comité:

**L'honorable M. Nicol (Richmond)** propose:  
1. Qu'un crédit n'excédant pas cinquante mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour nettoyage des édifices de la Législature et des départements, traitements, etc., pour l'exercice finissant le 30 juin 1924.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Est-ce pour l'entretien journalier des édifices ou pour un nettoyage général?

**L'honorable M. Galipault (Bellechasse):** C'est pour l'entretien journalier des édifices.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Eh bien, il y aura bientôt un nettoyage général, ici.

La résolution est adoptée.

**L'honorable M. Nicol (Richmond)** propose:  
2. Qu'un crédit n'excédant pas mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour assurance des édifices publics en général pour l'exercice finissant le 30 juin 1924.

Adopté.

#### Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté deux résolutions et demande la permission de siéger de nouveau. Lesdites résolutions sont lues deux fois et adoptées.

Il est ordonné que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides au cours de la présente séance.

**L'honorable M. Nicol (Richmond)** propose que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides<sup>9</sup>.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** propose par voie d'amendement, appuyé par le représentant de Laval (M. Renaud), que tous les mots après "Que" dans la motion principale soient remplacés par les suivants:

Cette Chambre invite le gouvernement à prendre sans plus de retard, et, s'il est nécessaire, à faire adopter par la Législature des mesures propres à abaisser à un niveau raisonnable les frais de justice, tarifs de timbres d'enregistrement, des timbres judiciaires, etc., et aussi à réduire et à simplifier les formalités de la procédure.

Ce que je réclame dans cette motion, le premier ministre le réclamait lui-même avec vigueur, quand il était dans l'opposition...

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Je n'ai jamais été dans l'opposition, (riant) et j'espère bien que je n'y serai jamais!

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Le premier ministre a trop bonne mémoire pour ne pas se rappeler que son parti a subi des défaites.

L'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise. Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

**Les députés ministériels** applaudissent les whips ministériels qui font leur entrée.

**Un whip ministériel:** Je ne vois pas pourquoi on nous applaudit. C'est charmant, cette suite ininterrompue de votes; ça nous donne le temps de griller une cigarette et, quelquefois, d'aller vider un verre de bière, à la santé du chef de l'opposition!

L'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise. Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

**Pour:** MM. Dufresne, Gault, Renaud, Sauvé, Smart, 5.

**Contre:** MM. Ashby, Bédard, Bissonnet, Bordeleau, Bouthillier, Bugeaud, Bullock, Cannon, Caron (Îles-de-la-Madeleine) Caron (Hull), Conroy, Daniel, David, Dufour (Charlevoix-Saguenay), Dufour (Matane), Farand, Forest, Fortier, Galipeault, Gauthier, Godbout, Grégoire, Hamel, Hay, Lacombe, Laferté, Lafrenière, Lahaie, Lapierre, Laurendeau, Leclerc, Lemieux (Gaspé), Lemieux (Wolfe), Létourneau, McDonald, Mercier fils (Châteauguay), Mercier (Trois-Rivières), Moreau, Morin, Nicol, Ouellette (Yamaska), Péloquin, Perrault, Phaneuf, Pilon, Poulin, Reed, Ricard, Richard, Saurette, Savoie, Taschereau, Thériault, Tourville, Vautrin, 55.

Ainsi, l'amendement est rejeté.

La motion principale étant mise aux voix, la Chambre l'adopte.

#### En comité:

**L'honorable M. Nicol (Richmond)** propose:

1. Qu'un crédit n'excédant pas onze mille quatre cent cinquante-cinq piastres et vingt-cinq centins soit ouvert à Sa Majesté pour taxe d'eau sur les édifices publics en général, cité de Québec, pour l'exercice finissant le 30 juin 1924.

Adopté.

2. Qu'un crédit n'excédant pas sept mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour bureau de poste, traitements, dépenses contingentes, etc., pour l'exercice finissant le 30 juin 1924.

Adopté.

3. Qu'un crédit n'excédant pas huit mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour réparations et entretien des écoles normales, pour l'exercice finissant le 30 juin 1924.

Adopté.

#### Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté plusieurs résolutions et demande la permission de siéger de nouveau. Lesdites résolutions sont lues deux fois et adoptées.

#### Messages du Conseil législatif:

**M. l'Orateur** informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, avec certains amendements qu'il la prie d'agréer, les bills suivants:

- bill 103 amendant la loi constituant en corporation la Commission métropolitaine de l'île de Montréal;

- bill 3 concernant les cités et les villes;

- bill 112 concernant l'éducation des enfants non catholiques et non protestants de Montréal;

- bill 114 concernant le Bureau des commissaires d'écoles protestants de la cité de Montréal et la Commission des écoles catholiques de Montréal;

- bill 115 constituant en corporation les commissaires d'écoles pour la municipalité de Grand'Mère, dans le comté de Champlain;

- bill 148 amendant le Code de procédure civile relativement aux choses qui ne peuvent être saisies.

#### Commission métropolitaine de l'île de Montréal

La Chambre procède à la prise en considération des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 103 amendant la loi constituant en corporation la Commission métropolitaine de l'île de Montréal. Les amendements sont lus deux fois et adoptés. Le bill est retourné au Conseil législatif.

#### Cités et villes

La Chambre procède à la prise en considération des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 3 concernant les cités et les villes. Les amendements sont lus deux fois et adoptés. Le bill est retourné au Conseil législatif.

#### Éducation des enfants

La Chambre procède à la prise en considération des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 112 concernant l'éducation des enfants non catholiques et non protestants de Montréal. Les amendements sont lus deux fois et adoptés. Le bill est retourné au Conseil législatif.

### **Commissaires d'écoles de Montréal**

La Chambre procède à la prise en considération des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 114 concernant le Bureau des commissaires d'écoles protestants de la cité de Montréal et la Commission des écoles catholiques de Montréal. Les amendements sont lus deux fois et adoptés. Le bill est retourné au Conseil législatif.

### **Commissaires d'écoles de Grand'Mère**

La Chambre procède à la prise en considération des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 115 constituant en corporation les commissaires d'écoles pour la municipalité de Grand'Mère, dans le comté de Champlain. Les amendements sont lus deux fois et adoptés. Le bill est retourné au Conseil législatif.

### **Saisies**

La Chambre procède à la prise en considération des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 148 amendant le Code de procédure civile relativement aux choses qui ne peuvent être saisies. Les amendements sont lus deux fois et adoptés. Le bill est retourné au Conseil législatif.

### **Dépôt de documents:**

#### **Commerce du bois**

**L'honorable M. David (Terrebonne)** dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre, en date du 20 décembre 1922, pour la copie de toutes correspondances, documents, etc., échangés entre le gouvernement de cette province et les détenteurs de permis de coupe de bois en rapport avec le transport du bois dans les autres provinces pour y être manufacturé. (Document de la session no 80)

#### **Rapport de la Commission des eaux courantes**

**L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay)** dépose sur le bureau de la Chambre le onzième rapport de la Commission des eaux courantes de Québec. (Document de la session no 17)

La séance est levée à 6 heures.

### **Troisième séance du 28 décembre 1922**

#### **Présidence de l'honorable J.-N. Francoeur**

La séance est ouverte à 8 h 30.

#### **Prière.**

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

#### **Messages du Conseil législatif:**

**M. l'Orateur** informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

- bill 145 amendant le Code municipal, relativement à certains chemins d'hiver;
- bill 98 constituant en corporation The Quebec Golf Club;
- bill 104 amendant la charte de The Anglo American Trust Company;
- bill 107 constituant en corporation The Montefiore Hebrew Orphans Home of Montreal;
- bill 113 concernant la taxation scolaire dans la cité de Verdun;
- bill 158 amendant les articles 48, 54 et 551 du Code de procédure civile;
- bill 32 amendant la loi de l'hygiène publique de Québec;
- bill 170 concernant l'*habeas corpus*;
- bill 173 amendant la loi concernant l'instruction publique, au sujet de la votation au scrutin secret dans certaines municipalités scolaires;
- bill 174 pour aider au développement des pêcheries dans cette province;
- bill 175 autorisant la passation de contrats avec les institutions d'éducation pour aveugles;
- bill 180 concernant la tenue de la Cour supérieure et de la Cour de circuit dans et pour le district de Québec;
- bill 183 concernant la vente des narcotiques;
- bill 187 amendant le Code civil relativement à l'internement des ivrognes d'habitude;



- bill 190 amendant les statuts refondus, 1909, relativement aux sociétés coopératives agricoles;

- bill 192 concernant les musées de la province;

- bill 195 amendant la loi concernant la possession et le transport de liqueurs alcooliques;

- bill 196 amendant la loi des licences de Québec;

- bill 197 autorisant la garantie d'un certain emprunt pour venir en aide aux victimes de la conflagration du 1<sup>er</sup> décembre 1922, dans la ville de Terrebonne.

#### Questions et réponses:

##### Taux d'intérêt payés et reçus par la Commission des liqueurs

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** 1. Quel taux d'intérêt la Commission des liqueurs de Québec a-t-elle payé à la Banque de Montréal et à la Banque d'Hochelaga sur les prêts ou avances que ces banques lui ont faits depuis le 1<sup>er</sup> mai 1921?

2. Quel taux d'intérêt la Commission des liqueurs de Québec a-t-elle reçu sur les dépôts qu'elle a faits à la Banque de Montréal, à la banque d'Hochelaga et à la Banque Nationale depuis le 1<sup>er</sup> mai 1921?

**L'honorable M. Nicol (Richmond):** 1. Six pour cent.

2. Aucun intérêt n'a été reçu de la Banque de Montréal et de la Banque d'Hochelaga; 3 % a été reçu de la Banque Nationale.

##### Rosaire Carbonneau

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** 1. Quel est le comptable de l'École de laiterie de la province de Québec depuis douze mois?

2. En quelle année et à quelle date a-t-il été nommé?

3. Est-il vrai que le comptable serait disparu à la suite de détournement?

4. Une vérification des livres de cette institution a-t-elle été faite chaque année?

5. Si oui, à quelle date depuis deux ans?

6. Est-il vrai que le gouvernement aurait été mis au courant de la fraude du comptable avant sa fuite?

7. A-t-il reçu des offres de règlement avant la fuite de Carbonneau?

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine):

1. Rosaire Carbonneau.

2. Le 1<sup>er</sup> mai 1919.

3. Oui.

4. Oui.

5. Le 25 février 1921; le 26 août 1921; le 24 février 1922, le 1<sup>er</sup> septembre 1922 et le 3 novembre 1922.

6. Le gouvernement a été mis au courant de la fraude et un mandat a été émis.

7. Des offres de règlement ont été faites par des parents de Carbonneau.

##### Sommes payées par la Commission des liqueurs à ses membres

**M. Smart (Westmount):** Quel est le montant total payé par la Commission des liqueurs de Québec à chacun de ses membres depuis la nomination de la Commission?

**L'honorable M. Nicol (Richmond):** (Voir la liste ci-dessous)

<i>Membres</i>	<i>Salaires</i>	<i>Déboursés</i>	<i>Total</i>
L'honorable G.-A. Simard	\$25,666.61	\$2,851.87	\$28,518.48
L'honorable H.-G. Carroll	16,500.00	2,641.33	19,141.33
Sir W. E. Stavert	14,666.61	1,174.45	15,841.06
M. Nap. Drouin	14,666.61	.....	14,666.61
M. A.-L. Caron	10,266.57	500.41	10,766.98
Dr M. Désaulniers	<u>4,399.96</u>	<u>60.00</u>	<u>4,459.96</u>
	\$86,166.36	\$7,228.06	\$93,394.42

### Dépenses de la province

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** 1. Depuis le 1<sup>er</sup> juillet 1916, les dépenses de la province ont-elles été toutes payées pendant l'exercice où elles ont été encourues?

2. Si non, quelles sommes ont été, chaque année, payées pendant l'exercice suivant, par chacun des départements ou services?

**L'honorable M. Nicol (Richmond):** 1. Non.  
2. (Voir la liste ci-dessous)

<i>Année</i>	<i>Dépt. des Travaux publics et du Travail</i>	<i>Administration de la justice</i>	<i>Dépt. du secrétaire provincial</i>	<i>Assemblée législative</i>
1916-1917	\$54,190.91	\$106.60	\$65,241.33	
1917-1918	31,360.85	2,961.96	10,897.06	
1918-1919	38,736.57	18,318.00	14,973.06	
1919-1920	54,465.85	172.96	2,591.82	
1920-1921	29,321.21	8,294.70	5,860.50	26,000.00
1921-1922	119,231.45	66,001.20	73,208.58	72,000.00

### Bureaux de la Commission des liqueurs

**M. Dufresne (Joliette):** 1. Quel prix a coûté l'ameublement des bureaux de la Commission des liqueurs "Au Pied du courant"?

2. Quel est le nombre du personnel de ces bureaux?

3. Quels sont les noms et le salaire de chacun de ces employés?

**L'honorable M. Nicol (Richmond):** 1. \$66,901.57, comprenant l'ameublement de tout le personnel au nombre de 172.

2. Cent soixante et douze.

3. (Voir la liste ci-dessous)

<i>Nom</i>	<i>Salaire</i>
Hon. Geor. A. Simard.....	\$14,000.00 par année
Dr Désaulniers.....	8,000.00 par année
Sir William Stavert.....	8,000.00 par année
L.-E. Giguère.....	4,000.00 par année
T. Michaud.....	8,000.00 par année
J.-E. Coulin.....	4,000.00 par année
G.-W. Saunders.....	4,000.00 par année
M. Moreau.....	2,200.00 par année
H. Lauer.....	2,600.00 par année
A. Savard.....	4,500.00 par année
T.-S.-C. Saunders.....	5,000.00 par année
J.-J. Benning.....	3,400.00 par année
F.-X. De Grandpré.....	3,600.00 par année
E.-Filion Payoux.....	1,650.00 par année
P.-N. Carle.....	2,100.00 par année

<i>Nom</i>	<i>Salaire</i>
A. Viau.....	35.00 par semaine
Madame Carreau.....	30.00 par semaine
A. St-Pierre.....	40.00 par semaine
R. Messier.....	30.00 par semaine
J.-M. Boudrias.....	18.00 par semaine
J. Dionne.....	25.00 par semaine
B.-N. Bourgeois.....	25.00 par semaine
R. Kane.....	2,600.00 par année
R. Lefebvre.....	20.00 par semaine
D. Gilbert.....	20.00 par semaine
B. Robert.....	8.00 par semaine
Mlle J. Galibert.....	35.00 par semaine
Mlle G. Clarke.....	25.00 par semaine
Mlle T. Perrier.....	30.00 par semaine
Mlle Y. Bourgeault.....	22.00 par semaine
Mlle G. Destroismaisons.....	20.00 par semaine
Mlle M.-A. Bouthillier.....	25.00 par semaine
Mlle L. Lafontaine.....	25.00 par semaine
Mlle E. Leclerc.....	25.00 par semaine
H. Trudel.....	9.00 par semaine
Mlle A. Clément.....	20.00 par semaine
F.-G. Carroll.....	25.00 par semaine
Mlle B. Castonguay.....	25.00 par semaine
G. Chamberland.....	30.00 par semaine
J.-W. Brook.....	2,200.00 par année
W. G. Turner.....	42.50 par semaine
F.-C. Lewis.....	28.85 par semaine
L.-W. Dansereau.....	30.00 par semaine
J.-G. Canning.....	30.00 par semaine
A. Lavoie.....	32.00 par semaine
H.-J. Smith.....	37.50 par semaine
W.-J. McLaughlin.....	46.16 par semaine

<i>Nom</i>	<i>Salaire</i>	<i>Nom</i>	<i>Salaire</i>
J. Roland.....	28.85 par semaine	Arthur Michaud.....	20.00 par semaine
P.-E. Hague.....	34.62 par semaine	B. Champagne.....	20.22 par semaine
H.-N. Vezeau.....	25.00 par semaine	Mlle A. Renaud.....	20.00 par semaine
M. Richard.....	20.00 par semaine	F. Landreville.....	20.00 par semaine
F.-C. Ashworth.....	34.62 par semaine	Z.-E. Dupont.....	20.00 par semaine
H.-J. Unicume.....	27.50 par semaine	A.-H. Morin.....	25.00 par semaine
G.-W. Moreau.....	15.00 par semaine	Mlle B. Léger.....	14.00 par semaine
G. Shepherd.....	37.50 par semaine	R.-A. Osborne.....	47.00 par semaine
G.-J. Dionne.....	32.00 par semaine	A. Lamothe.....	33.00 par semaine
Chas. Labrecque.....	20.00 par semaine	J.-A. Toupin.....	35.00 par semaine
A.-E. Sharing.....	15.00 par semaine	G. Bériault.....	20.00 par semaine
Madame X. Berthelet.....	22.50 par semaine	L.-J.-E. Daoust.....	30.00 par semaine
Mlle M. Frégeau.....	18.00 par semaine	L. Gohier.....	20.00 par semaine
Mlle L. René de Cotret.....	16.00 par semaine	Mlle Y. Bourgault.....	22.00 par semaine
Mlle G. St-Maurice.....	16.50 par semaine	R. Tétrau.....	34.62 par semaine
Mlle E. Payne.....	20.00 par semaine	Mlle E. Duval.....	25.00 par semaine
Mlle E. Inglis.....	27.00 par semaine	E. Guertin.....	48.00 par semaine
Mlle A. Bousquet.....	30.00 par semaine	J. Hébert.....	40.00 par semaine
Mlle J. Robidoux.....	16.00 par semaine	A. Brodeur.....	28.00 par semaine
Mlle I.-G. Menzies.....	25.00 par semaine	E. Champagne.....	8.00 par semaine
Mlle J. Garand.....	18.00 par semaine	P. Germain.....	15.00 par semaine
Mlle K. Barrie.....	20.00 par semaine	O. Barrette.....	30.00 par semaine
Mlle A. Dionne.....	20.00 par semaine	E. Patry.....	20.00 par semaine
Mlle B. Riopel.....	25.00 par semaine	Mlle R. Dufour.....	18.00 par semaine
Mlle S. Couture.....	15.00 par semaine	Mlle E. Loranger.....	27.50 par semaine
Mlle L. Abramovitch.....	22.00 par semaine	E.-L. Moreau.....	21.00 par semaine
Mlle M. Armitage.....	15.00 par semaine	Mlle D. Brassard.....	27.00 par semaine
J.-M. Barton.....	28.85 par semaine	A. Brosseau.....	35.00 par semaine
L.-A.-J. Duchesnay.....	30.00 par semaine	Mlle F. Poisson.....	22.00 par semaine
H. Macdonald.....	30.00 par semaine	R.-R. Oliphant.....	46.12 par semaine
W. H. Perram.....	28.85 par semaine	Mlle M. McIntosh.....	25.00 par semaine
E.-M. Costigan.....	25.00 par semaine	J.-H. Blackly.....	33.00 par semaine
C.-D. Naftel.....	18.00 par semaine	G. Deslongchamps.....	25.00 par semaine
F.-P. Fitzgerald.....	25.00 par semaine	J. Stevenson.....	25.00 par semaine
M.-F. Graham.....	30.00 par semaine	Mlle C. Rochon.....	18.00 par semaine
W.-E. Côté.....	23.08 par semaine	Mlle J. Brassard.....	22.00 par semaine
J.-W. Brook.....	25.00 par semaine	E. Bastien.....	20.00 par semaine
F.-O. Donohue.....	25.00 par semaine	James Whitaker.....	20.00 par semaine
J.-R. Dumoulin.....	27.00 par semaine	C. Whemby.....	25.00 par semaine
H.-J. Rule.....	28.85 par semaine	Mlle C. Baillarger.....	20.00 par semaine
G.-E. Eager.....	30.00 par semaine	A. Gagné.....	42.00 par semaine
E. Dansereau.....	37.00 par semaine	J.-A. Desbiens.....	32.50 par semaine
L. Mouillard.....	35.00 par semaine	Mlle L. Morvan.....	18.00 par semaine
Mlle M.-A. Sauvageau.....	17.50 par semaine	L. Desmarais.....	27.50 par semaine
Mlle Déry.....	25.00 par semaine	L. Champagne.....	21.00 par semaine
Mlle B. Forest.....	20.00 par semaine	L. Contant.....	20.00 par semaine
Mlle G. Moreau.....	25.00 par semaine	Mlle R. Valois.....	16.00 par semaine
Mlle A. Phaneuf.....	20.00 par semaine	Mlle O. Desnoyers.....	19.00 par semaine
H. Cotter.....	15.00 par semaine	Mlle O. Archambault.....	18.00 par semaine
P. Byrne.....	30.00 par semaine	Mlle R. Turgeon.....	18.00 par semaine
R. Lamarche.....	46.12 par semaine	J. Bourjean.....	28.50 par semaine
Edgar Morin.....	34.62 par semaine	L. Éthier.....	25.00 par semaine

<i>Nom</i>	<i>Salaire</i>
J. Monfette.....	28.50 par semaine
P. Keable .....	8.00 par semaine
L.-A. Daoust.....	37.50 par semaine
Mlle Ant. Phaneuf .....	20.00 par semaine
J.-E. Michaud .....	25.00 par semaine
J.-A. Perrier .....	20.00 par semaine
Mlle B.-I. Hébert .....	22.50 par semaine
A. Dorion.....	8.00 par semaine
E. Prince .....	20.00 par semaine
R. Segot .....	23.00 par semaine
E. Janel .....	20.00 par semaine
R. Marcoux.....	25.00 par semaine
Mlle G. Dussault .....	16.00 par semaine
W. C. Ware.....	25.00 par semaine
Mlle O'Shea.....	20.00 par semaine
Mlle L. Hébert.....	18.00 par semaine
Mlle M. Tranquil.....	16.00 par semaine
Mlle A. Lebeau.....	16.00 par semaine
Mlle A. Fortin.....	16.00 par semaine
Madame M.-R. Paquette.....	20.00 par semaine
Mlle B. Morency .....	20.00 par semaine

### Subsides

**L'honorable M. Nicol (Richmond)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** propose par voie d'amendement, appuyé par le représentant de Montréal-Saint-Georges (M. Gault)<sup>10</sup>, que tous les mots après "Que" soient remplacés par les suivants:

Cette Chambre regrette que le gouvernement, qui a diminué les taxes d'amusement sur les hippodromes et les paris mutuels, n'ait pas jugé à propos de diminuer les charges qui pèsent sur les municipalités rurales au sujet de leurs contributions aux asiles d'aliénés et aux écoles de réforme et d'industrie.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) soulève un point d'ordre et objecte que cet amendement se rapporte à un bill qui a été adopté, en même temps qu'à un article du budget: le crédit des asiles d'aliénés. Le chef de l'opposition n'a pas le droit de référer à un bill qui vient d'être passé en Chambre comme celui des hippodromes.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Les procès-verbaux sont pleins de procédures de ce genre. Je demande la décision du Président.

**M. l'Orateur** décide que l'amendement est régulier, vu qu'il vise non pas un article du budget, mais une loi qui existait avant la session en cours et que cette Chambre n'a pas été appelée à modifier au cours de cette session. La première partie, il est vrai, réfère à la taxe concernant les hippodromes, mais dans la deuxième partie, on demande de diminuer les autres taxes.

L'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise. Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

**Pour:** MM. Dufresne, Gault, Renaud, Sauvé, Smart, 5.

**Contre:** MM. Ashby, Bédard, Bordeleau, Bouthillier, Cannon, Caron (Hull), Caron (Îles-de-la-Madeleine), Conroy, Daniel, Dufour (Charlevoix-Saguenay), Farand, Forest, Forget, Fortier, Galipeault, Gaudrault, Gauthier, Godbout, Hamel, Hay, Lacombe, Laferté, Lafrenière, Lahaie, Lapierre, Laurendeau, Leclerc, Lemieux (Gaspé), Lemieux (Wolfe), Létourneau, McDonald, Mercier fils (Châteauguay), Mercier (Trois-Rivières), Miles, Moreau, Morin, Nicol, Ouellette (Yamaska), Péloquin, Perrault, Phaneuf, Pilon, Reed, Ricard, Richard, Saurette, Savoie, Taschereau, Thériault, Tourville, Vautrin, 51.

Ainsi, l'amendement est rejeté.

La motion principale étant mise aux voix, la Chambre l'adopte.

### En comité:

**L'honorable M. Nicol (Richmond)** propose:

1. Qu'un crédit n'excédant pas trois cent mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour entretien, etc., des édifices publics en général, pour l'exercice finissant le 30 juin 1924.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** soulève une discussion au sujet du banquet qui a été offert l'été dernier au gouverneur général par le gouvernement de Québec. Il veut avoir des détails sur ce banquet qui a coûté environ \$6,000, dont la moitié fut payée par le gouvernement de Québec, après avoir été chargée au compte de l'entretien des édifices publics.

**L'honorable M. Galipault (Bellechasse):**

On nous a demandé de recevoir le gouverneur général, nous ne pouvions faire autrement que d'accepter, et nous avons été très heureux d'accepter. D'ailleurs, ça n'a pas coûté très cher.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Le montant de deux mille quelques piastres que je vois ici, est-ce pour des fleurs?

**L'honorable M. Galipault (Bellechasse):** Non, il nous a fallu faire bien des dépenses contingentes, voir à ce que le représentant du roi soit reçu d'une façon digne de Québec. Je ne sais pas si le chef de l'opposition était à ce banquet...

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Non. Je n'ai pas été invité.

**L'honorable M. Galipault (Bellechasse):** Les invitations venaient d'Ottawa, où l'on ne fait jamais les choses si bien qu'à Québec, et c'est ce qui est démontré par l'erreur que le chef de l'opposition nous signale.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Est-ce que le banquet a eu quelque influence sur l'enlèvement de l'embargo du bétail canadien?

**L'honorable M. Galipault (Bellechasse):** Le gouverneur général n'a pas manqué de conserver un très bon souvenir de Québec et, quant à la question de l'embargo, le banquet ne lui a certainement pas nui.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Le ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Caron) a eu une idée géniale. Il y avait longtemps qu'il songeait à faire lever l'embargo. Il s'est dit: "Nous allons inviter le gouverneur général, nous allons lui faire manger notre bétail, lui prouver qu'il ne contient pas de poison." Le duc de Devonshire a été tellement enchanté de ce met délicieux qu'il s'est dit en partant: "L'enlèvement de l'embargo va être l'œuvre de ma vie." Dans de telles circonstances, je trouve que le banquet n'a pas coûté trop cher, et si jamais l'Angleterre nous met un nouvel embargo, nous inviterons encore un gouverneur général à venir manger notre bétail.

La résolution est adoptée.

**L'honorable M. Nicol (Richmond) propose:**  
2. Qu'un crédit n'excédant pas quinze mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour inspections, explorations, etc., pour l'exercice finissant le 30 juin 1924.

Adopté.

3. Qu'un crédit n'excédant pas trois cent cinquante mille piastres soit ouvert à Sa Majesté

pour ponts - routes, pour l'exercice finissant le 30 juin 1924.

Adopté.

4. Qu'un crédit n'excédant pas huit mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour embellissement des édifices et des terrains du parlement, pour l'exercice finissant le 30 juin 1924.

Adopté.

5. Qu'un crédit n'excédant pas trente-cinq mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour entretien des bureaux du gouvernement, Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1924.

Adopté.

6. Qu'un crédit n'excédant pas soixante mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour réparations aux palais de justice et prisons, etc., pour l'exercice finissant le 30 juin 1924.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** discute longuement du coût de l'entretien de la prison de Bordeaux. En construisant la prison de Bordeaux, dit-il, on a prévu qu'on bâtirait encore deux ailes à mesure que les besoins s'en feraient sentir.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Toutes les ailes sont construites, elles sont au nombre de six. Il y en a quatre de complètement terminées et dans les deux autres, il ne reste plus qu'à faire des cellules.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Il faut aussi parler de la prison de Québec. Pourquoi le premier ministre refuse-t-il de produire à la Chambre le rapport qui a été fait par M. W.-Willie Amyot? C'est donc signe qu'il constate des choses qui ne sont pas bonnes à être publiées. Est-ce qu'il y a du scandale?

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** En effet, il y avait des choses qu'il ne fallait pas livrer au public. Personnellement, le chef de l'opposition pourra consulter ce rapport quand il voudra. Je vous le donnerai à vous-même, si vous le voulez.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Est-ce que parce que je suis plus fort que les autres pour résister au scandale?

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** M. Amyot a été chargé de faire un rapport. À la suite de ce rapport, plusieurs employés ont été congédiés. Mais il y a des gens qui ne peuvent être renvoyés pour des bagatelles.

Il ne nous est pas permis de livrer en pâture au public des choses qui sont très souvent du domaine de la vie privée, tel qu'il appert dans le rapport. Encore une fois, si le chef de l'opposition veut en prendre connaissance, qu'il vienne à mon bureau et je le lui montrerai.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Le premier ministre me fait un rapport tellement laid que je préfère ne pas le voir.

La résolution est adoptée.

**L'honorable M. Nicol (Richmond)** propose:

7. Qu'un crédit n'excédant pas vingt-cinq mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour bureaux de placement des ouvriers S.R.Q., 2520*d*, 1 George V (1<sup>re</sup> session), chapitre 19, section 1, pour l'exercice finissant le 30 juin 1924.

Adopté.

8. Qu'un crédit n'excédant pas deux cent mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour édifices de la Législature et des départements, construction d'un nouvel édifice sur la rue Sainte-Julie, Québec, pour l'exercice finissant le 30 juin 1924.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** promet au ministre des Travaux publics que s'il (M. Galipeault) est dans l'opposition à la session prochaine, il aura les meilleures pièces du nouvel édifice.

La résolution est adoptée.

**L'honorable M. Nicol (Richmond)** propose:

9. Qu'un crédit n'excédant pas quarante mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour édifices publics et "Loi des établissements industriels S.R.Q., 1909, articles 3749 à 3789*ff*, tels qu'amendés par 8 George V, chapitre 51, 10 George V, chapitre 54 et 11 George V, chapitre 75; 3829-3866, tels qu'amendés par 1 George V, (1<sup>re</sup> session), chapitre 27; 2 George V, chapitre 36; 3 George V, chapitre 37 et 9 George V, chapitre 50, pour l'exercice finissant le 30 juin 1924.

Adopté.

10. Qu'un crédit n'excédant pas six cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour le greffier des conseils de conciliation et d'arbitrage, S.R.Q., 1909, (articles 2489-2520) - Loi des différends ouvriers de Québec. - Traitement, pour l'exercice finissant le 30 juin 1924.

Adopté.

### Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté plusieurs résolutions et demande la permission de siéger de nouveau. Lesdites résolutions sont lues deux fois et adoptées.

Il est ordonné que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides au cours de la présente séance.

### Messages du Conseil législatif:

**M. l'Orateur** informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

- bill 168 concernant l'Hôpital protestant des aliénés;
- bill 181 créant certaines écoles agricoles et industrielles;
- bill 198 modifiant la loi 2 George V, chapitre 5, concernant des subventions à certaines compagnies de chemins de fer.

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, avec certains amendements qu'il la prie d'agréer, les bills suivants:

- bill 165 amendant les statuts refondus, 1909, relativement au transport par endossement des reçus pour bois de construction;
- bill 169 modifiant de nouveau la loi électorale de Québec;
- bill 185 amendant le Code municipal de Québec et les statuts refondus, 1909, relativement aux affaires municipales;
- bill 191 concernant la vente des vins médicamenteux;
- bill 193 amendant la loi des liqueurs alcooliques;
- bill 194 amendant la loi concernant les véhicules-moteurs.

### Transport du bois de construction

La Chambre procède à la prise en considération des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 165 amendant les statuts refondus, 1909, relativement au transport par endossement des reçus pour bois de construction. Les amendements sont lus deux fois et il est ordonné que l'adoption desdits amendements soit remise au cours de la présente séance.

### Loi électorale

La Chambre procède à la prise en considération des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 169 modifiant de nouveau la loi électorale de Québec. Les amendements sont lus deux fois et il est ordonné que l'adoption desdits amendements soit remise au cours de la présente séance.

### Affaires municipales

La Chambre procède à la prise en considération des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 185 amendant le Code municipal de Québec et les statuts refondus, 1909, relativement aux affaires municipales. Les amendements sont lus deux fois et il est ordonné que l'adoption desdits amendements soit remise au cours de la présente séance.

### Vins médicamentés

La Chambre procède à la prise en considération des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 191 concernant la vente des vins médicamenteux. Les amendements sont lus deux fois et il est ordonné que l'adoption desdits amendements soit remise au cours de la présente séance.

### Liqueurs alcooliques

La Chambre procède à la prise en considération des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 193 amendant la loi des liqueurs alcooliques. Les amendements sont lus deux fois et il est ordonné que l'adoption desdits amendements soit remise au cours de la présente séance.

### Véhicules-moteurs

La Chambre procède à la prise en considération des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 194 amendant la loi concernant les véhicules-moteurs. Les amendements sont lus deux fois et il est ordonné que l'adoption desdits amendements soit remise au cours de la présente séance.

### Subsides

L'honorable M. Nicol (Richmond) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

M. Gault (Montréal-Saint-Georges) propose par voie d'amendement, appuyé par le représentant de Deux-Montagnes (M. Sauvé), que tous les mots après "Que", dans la motion principale, soient remplacés par les suivants: Cette Chambre regrette de constater, dans le document no 71 qui a été déposé le 19 décembre 1922 et qui contient un état des recettes et des paiements de la province pour les cinq mois écoulés du 1<sup>er</sup> juillet au 30 novembre 1922;

1. Que les dépenses ordinaires, pendant ces cinq mois, ont été de \$9,264,033.25, bien que les revenus ordinaires n'aient été que de \$8,154,001.72, laissant un déficit de \$1,110,031.53;

2. Que les dépenses totales ont été, pendant ces cinq mois, de \$16,344,251.17, alors que les recettes totales (y compris une avance de \$4,948,771.47 faite par la Banque de Montréal) ont été de \$14,974,100.25.

3. Que, bien que la province eût \$2,885,807.40 en banque, le 1<sup>er</sup> juillet 1922 et que la Banque de Montréal lui ait depuis avancé \$4,948,771.47, elle n'avait plus que \$823,704.56 en banque, le 30 novembre 1922;

Que ces chiffres dénotent de l'extravagance dans l'administration des affaires publiques et que cette extravagance mérite le blâme et la censure de cette Chambre et de la province.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) répond en quelques mots à cette motion. Il fait remarquer que le député de Saint-Georges est en arrière, puisqu'il considère dans sa motion les dépenses faites l'année dernière.

Le gouvernement a fait de grandes dépenses pour la construction des routes, et cela, sans emprunter un seul sou. Que le député de Saint-Georges attende au mois de janvier prochain pour voir les chiffres de cette année et il verra qu'il est passablement en arrière.

L'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise. Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

**Pour:** MM. Dufresne, Gault, Renaud, Sauvé, Smart, 5.

**Contre:** MM. Ashby, Bédard, Bordeleau, Bouthillier, Bugeaud, Cannon, Caron (Hull), Caron (Îles-de-la-Madeleine) Conroy, Daniel, David, Dufour (Charlevoix-Saguenay), Dufour (Matane), Farand, Forest, Forget, Fortier, Galipeault, Gaudrault, Gauthier, Godbout, Grégoire, Hamel, Hay, Lacombe, Laferté, Lafrenière, Lahaie, Lapierre,

Laurendeau, Leclerc, Lemieux (Gaspé), Lemieux (Wolfe), Létourneau, Madden, McDonald, Mercier fils (Châteauguay), Mercier (Trois-Rivières), Miles, Moreau, Morin, Nicol, Ouellette (Yamaska), Péloquin, Perrault, Phaneuf, Pilon, Poulin, Reed, Ricard, Richard, Saurette, Savoie, Taschereau, Thériault, Tourville, Vautrin, 57.

Ainsi, l'amendement est rejeté.

La motion principale étant mise aux voix, la Chambre l'adopte.

#### En comité:

**L'honorable M. Nicol (Richmond)** propose:

1. Qu'un crédit n'excédant pas un million cinq cent mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour amélioration et entretien des chemins, pour l'exercice finissant le 30 juin 1924.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** reproche au gouvernement de ne pas l'avoir averti plus vite que l'on allait étudier ces crédits. Il a, dit-il, besoin de documents là-dessus, et il ne les a pas sous la main.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Allez les chercher. Nous prendrons *Deo Gratias* pendant ce temps.

(La séance est suspendue pendant quelques minutes.)

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** cite des cas, pour conclure, contre la politique générale du gouvernement en matière de voirie. Il attaque le ministre de la Voirie (l'honorable M. Perron) à propos de ses affinités avec la compagnie Canada Cement. Il rappelle que le ministre dénonçait naguère cette compagnie comme un monopole et que, trois mois plus tard, il en faisait partie. Il s'est demandé ce qu'il allait représenter, s'il avait été conduit là par le désir de se conformer aux idées des grands chefs libéraux, si enfin la compagnie l'avait invité à faire partie de son bureau de direction uniquement parce qu'elle savait que le ministre de la Voirie serait gêné pour acheter du ciment, du moment qu'il ferait partie de la compagnie.

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska)** répond au chef de l'opposition au nom du ministre de la Voirie.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Le ministre est en belle humeur, dit-il, et il l'en félicite. Il doit avoir trempé son caractère dans le ciment pour discuter ainsi les items de la voirie.

La résolution est adoptée.

#### Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté une résolution et demande la permission de siéger de nouveau. Ladite résolution est lue deux fois et adoptée.

#### Service civil

**L'honorable M. Nicol (Richmond)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 184 amendant les statuts refondus, 1909, relativement aux traitements de certains membres du service civil.

Adopté.

Il informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolutions et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

#### En comité:

**L'honorable M. Nicol (Richmond)** propose:

1. Que la loi du service civil soit modifiée de façon que chacun des sous-ministres mentionnés aux paragraphes 1, 3, 4, 5, 6, 7, 7a, 8, 8a et 9 de l'article 640 des statuts refondus, 1909, reçoive un traitement de cinq mille piastres pour la première année qui suit sa nomination avec augmentation annuelle de cinq cents piastres jusqu'à ce que son traitement ait atteint le chiffre maximum de six mille piastres.

Adopté.

2. Que le sous-ministre mentionné au paragraphe 9a de l'article 640 des statuts refondus, 1909, recevra un traitement de quatre mille piastres par année.

Adopté.

3. Que le traitement du surintendant de l'Instruction publique sera de cinq mille piastres par année, au lieu de celui de trois mille piastres par année fixé par l'article 2530 des statuts refondus, 1909, et que ce traitement pourra être porté par le lieutenant-gouverneur en conseil à toute autre



somme n'excédant pas six mille piastres par année, au lieu de celle de cinq mille piastres par année fixée par le même article.

Adopté.

4. Que les sous-ministres visés par la résolution no 1, actuellement en fonction, recevront le maximum de six mille piastres mentionné dans l'article 658 des statuts refondus, 1909, tel qu'amendé par le bill qui accompagne les présentes résolutions, à compter de la date de l'entrée en vigueur de ladite loi.

Adopté.

5. Que le surintendant de l'Instruction publique actuellement en fonction recevra le maximum de six mille piastres mentionné dans l'article 2530 des statuts refondus, 1909, tel qu'amendé par la section 3 de la loi qui accompagne les présentes résolutions, à compter de l'entrée en vigueur de ladite loi.

Adopté.

#### Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté plusieurs résolutions, lesquelles sont lues deux fois et adoptées. Il est ordonné que lesdites résolutions soient renvoyées au comité général chargé d'étudier le bill 184 amendement les statuts refondus, 1909, relativement aux traitements de certains membres du service civil.

#### Service civil

**L'honorable M. Nicol (Richmond)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 184 amendement les statuts refondus, 1909, relativement aux traitements de certains membres du service civil soit maintenant lu une deuxième fois.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** ne s'oppose pas à cette mesure, mais profite de l'occasion pour réclamer en faveur des autres classes d'employés. Il regrette que le gouvernement ne soit pas assez généreux pour ses employés subalternes. Un bon gouvernement, croit-il, doit bien traiter ses bons employés. Quant aux mauvais employés, qu'il les remplace par des bons.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Le gouvernement a accordé récemment des augmentations substantielles à tous les autres employés, mais dans ce cas, grâce à notre loi, la chose se fait automatiquement, sans qu'il y ait besoin pour cela de législation spéciale. Cette année, la liste civile s'est augmentée d'au-delà de \$100,000.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité général.

**L'honorable M. Nicol (Richmond)** propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

**L'honorable M. Nicol (Richmond)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

La Chambre continue de siéger jusqu'après minuit, vendredi matin.

#### Demande de documents:

#### Émigration aux États-Unis

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** propose, appuyé par le représentant de Montréal-Saint-Georges (M. Gault), qu'il soit mis devant cette Chambre la copie de toute correspondance entre le gouvernement et toute personne, au sujet de l'émigration des nôtres aux États-Unis, depuis janvier 1922.

Il fait un discours sur le sujet et regrette de n'avoir pas plus de temps<sup>11</sup>. Pour lui, l'émigration des nôtres est énorme; c'est une abomination. Il tient à signaler le mal, étant de ceux qui croient qu'il vaut mieux examiner le mal et chercher les remèdes, plutôt que de cacher le mal.

On ne saurait prétendre que l'émigration des nôtres aux États-Unis n'est pas réelle. On ne saurait accuser ceux qui dénoncent ce mal de se faire les dénigreur de notre race.

Il regrette d'avoir à soulever une question aussi importante à une heure aussi tardive et il se demande si le gouvernement n'a attendu si tard parce qu'il se sent coupable de n'avoir pas pris les mesures nécessaires pour enrayer le mal.

Il cite les opinions de plusieurs journalistes qui, comme lui, croient que l'existence du courant d'émigration n'est que trop réelle. Il insiste surtout sur l'opinion exprimée par le révérend père Dugré qui n'est pourtant pas un dénigreur et qui soutient que des centaines de mille Canadiens français ont émigré aux États-Unis depuis quelques années.

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska)** répond au chef de l'opposition qu'il exagère comme toujours. L'émigration n'est pas aussi considérable qu'on le dit; il y a toujours un courant chaque année; c'est dû à plusieurs causes, mais nullement la faute du gouvernement.

Dans les statistiques que l'on cite, on prend très souvent pour des émigrants, des gens de chez nous qui, dépourvus de travail, profitent de l'occasion pour aller faire un séjour quelconque aux États-Unis, visiter quelques parents. Ceux-là reviennent, mais ils sont comptés quand même comme émigrants. Il faut aussi tenir compte de la crise universelle qui force les gens ici comme ailleurs à se déplacer.

Il rappelle la situation créée par la guerre et les appâts alléchants qu'il y avait pour les Canadiens de notre province d'aller chercher aux États-Unis des salaires anormaux.

Mais, déclare-t-il, le gouvernement de Québec ne saurait être tenu responsable de l'état de choses dont l'opposition se plaint, car il est dans l'impossibilité et combattre et même de contrôler cet état de choses.

La proposition est adoptée.

#### **Commissaires d'écoles de Grand'Mère**

**M. Bordeleau (Champlain)** propose, appuyé par le représentant de Trois-Rivières (M. Mercier), que l'honoraire payé pour le bill 115 constituant en corporation les commissaires d'écoles pour la municipalité de Grand'Mère, dans le comté de Champlain soit remis, moins les frais d'impression et de traduction, vu que ce bill a pour objet de remédier à un état de choses dont les intéressés ne sont pas responsables.

Adopté.

#### **Église du Sacré-Cœur-de-Jésus, Montréal**

**M. Gauthier (Montréal-Sainte-Marie)** propose, appuyé par le représentant de Maisonneuve (M. Laurendeau), que l'honoraire payé pour le bill 108 autorisant la reconstruction d'une église et d'une sacristie en la paroisse du Sacré-Cœur-de-Jésus, en la cité de Montréal soit remis, moins les frais d'impression et de traduction, vu que ce bill a pour objet de favoriser la propagation du culte religieux.

Adopté.

#### **Église Sainte-Catherine, Montréal**

**M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques)** propose, appuyé par le représentant de Beauce (M. Fortier), que l'honoraire payé pour le bill 68 concernant la construction de l'église de la paroisse de Sainte-Catherine de Montréal soit remis, moins les frais d'impression et de traduction, vu que ce bill a pour objet de favoriser la propagation du culte religieux.

Adopté.

#### **Compagnie d'immeubles Jacques Rochon**

**M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis)** propose, appuyé par le représentant de Frontenac (M. Grégoire), que l'honoraire payé pour le bill 106 constituant en corporation la Compagnie d'immeubles Jacques Rochon limitée soit remis, moins les frais d'impression et de traduction, vu que ce bill a été rejeté.

Adopté.

#### **Transport du bois de construction**

La Chambre procède à la prise en considération des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 165 amendant les statuts refondus, 1909, relativement au transport par endossement des reçus pour bois de construction. Les amendements sont lus deux fois et adoptés. Le bill est retourné au Conseil législatif.

#### **Loi électorale**

La Chambre procède à la prise en considération des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 169 modifiant de nouveau la loi électorale de Québec. Les amendements sont lus deux fois et adoptés. Le bill est retourné au Conseil législatif.

#### **Affaires municipales**

La Chambre procède à la prise en considération des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 185 amendant le Code municipal de Québec et les statuts refondus, 1909, relativement aux affaires municipales. Les amendements sont lus deux fois et adoptés. Le bill est retourné au Conseil législatif.

### Vins médicamenteux

La Chambre procède à la prise en considération des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 191 concernant la vente des vins médicamenteux. Les amendements sont lus deux fois et adoptés. Le bill est retourné au Conseil législatif.

### Liqueurs alcooliques

La Chambre procède à la prise en considération des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 193 amendant la loi des liqueurs alcooliques. Les amendements sont lus deux fois et adoptés. Le bill est retourné au Conseil législatif.

### Véhicules-moteurs

La Chambre procède à la prise en considération des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 194 amendant la loi concernant les véhicules-moteurs. Les amendements sont lus deux fois et adoptés. Le bill est retourné au Conseil législatif.

La séance est levée à 1 h 15 du matin.

4. Aujourd'hui, selon *Le Devoir*.

5. Version du *Devoir*: Votre promesse a autant de valeur qu'un document, à la page 2.

6. Le journaliste de *L'Événement* a mal entendu ce passage et a écrit: "personne ne voudra sanctionner la liberté d'un juge".

7. Il est accueilli par de nombreux applaudissements et plaisanteries, selon *The Gazette*, à la page 2.

8. *L'Événement* écrit sur un ton humoristique: "Les journalistes tressaillirent de joie...! Mais le chef de l'opposition faisait de l'ironie. Cruelle ironie! Les correspondants parlementaires, fatigués, gelés, ennuyés, continuèrent à travailler... comme M. Sauvé."

9. À ce moment, il était 6 heures moins dix, selon *L'Événement*, à la page 1.

10. Selon *L'Action catholique*, c'est M. Renaud, député de Laval, qui a appuyé cette motion.

11. Le texte exact du *Soleil* est nettement partisan: "Il a fait sur le sujet un grand discours, tout en déplorant cependant qu'on ne lui donnait pas le temps de parler."

## NOTES

1. D'après *Le Canada*, c'est M. Sauvé qui aurait présenté cette motion de censure à la séance de l'après-midi.

2. Lorsque le député de Westmount s'est levé pour parler, le trésorier provincial, directement concerné par ce dossier, n'était pas à son siège. On l'envoya chercher aussitôt. *L'Action catholique* précise aussi que M. Taschereau a dépêché un messenger qui revint avec certains documents parmi lesquels, de la tribune de journalistes, on pouvait distinguer des photographies.

3. Dans *Le Soleil*, cette réplique se lit: "Est-ce une enquête?"



## Première séance du vendredi 29 décembre 1922

## Présidence de l'honorable J.-N. Francoeur

La séance est ouverte à 11 heures.

## Prière.

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

## Dépôt de documents:

**Rapport de la Commission  
des services publics**

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) dépose sur le bureau de la Chambre le rapport annuel de la Commission des services publics de Québec pour l'année finissant le 30 juin 1922. (Document de la session no 16)

**Rapport des  
sociétés de secours mutuels**

**L'honorable M. Nicol (Richmond)** dépose sur le bureau de la Chambre le rapport sur les sociétés de secours mutuels, 1922 (opérations de 1921). (Document de la session no 22)

**Rapport des  
compagnies de fidéicommiss**

**L'honorable M. Nicol (Richmond)** dépose sur le bureau de la Chambre le rapport des compagnies en fidéicommiss pour l'année finissant le 31 décembre 1921. (Document de la session no 23)

**Démission  
du juge Monet**

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Les journaux ayant publié la nouvelle de la démission du juge Amédée Monet, dit-il, je déclare à la Chambre que M. le juge Monet n'a pas démissionné et n'a pas l'intention de démissionner.

**Subsides**

**L'honorable M. Nicol (Richmond)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** se plaint du traitement injuste que l'opposition reçoit depuis le début de la session. On leur refuse l'information à laquelle elle a droit. Il présente une motion blâmant le gouvernement de n'avoir pas accordé une enquête sur l'affaire Parrot et d'avoir fait perdre de l'argent à la province dans l'adjudication de certains lots du canton Campbell, dans Labelle. Il rappelle que l'opposition a critiqué depuis deux ans la politique de colonisation du gouvernement et l'administration du département des Terres.

Il reproche au département d'avoir concédé plusieurs lots du canton Campbell à M. L. Armour, qui les a détenus pendant longtemps. Le gouvernement a mis de l'avant une politique qui protège et favorise les spéculateurs et les politiciens au détriment de la colonisation et de la bonne administration de la province. Les noms de plusieurs hauts personnages apparaissent dans les contrats consentis au cours de certaines négociations pour la vente de quantités de lots dans la région de Labelle et le gouvernement a intérêt à cacher ces noms.

Nous avons réitéré ces accusations non seulement en Chambre, pendant les deux dernières années, mais à travers la province. Et qu'est-ce que le gouvernement trouve à répondre? On allègue que la critique est non fondée et n'est pas digne de la Chambre.

Il y a des députés aujourd'hui qui prétendent que l'opposition n'ose pas dire en Chambre ce qui s'est dit hors de la Chambre. Eh bien, je déclare aujourd'hui que je n'ai pas peur de répéter devant les ministres l'accusation que j'ai portée contre le gouvernement pendant la campagne électorale que j'ai cru mon devoir de mener partout dans la province. Il me semble que j'ai suffisamment démontré depuis le début de la session que je n'ai aucune crainte de le faire, même devant les menaces du premier ministre qui souhaite que j'aille devant un tribunal pour aller répéter les mots que j'ai prononcés et prétend que je n'ose pas le faire. J'ai même demandé personnellement de comparaître devant un tel tribunal, et j'étais prêt à répéter ce que j'ai dit en Chambre. Ils ont refusé.

Le gouvernement ne peut se contenter de répondre à ces accusations en disant qu'il n'est pas au courant de ce qui se passe au sein de ses départements. Ces choses sont connues partout dans la province. Mes paroles ont été rapportées dans les journaux et les accusations aussi. J'entends encore

des députés du gouvernement dire que le chef de l'opposition ne peut expliquer les paroles qu'il a prononcées hors de la Chambre à l'effet que certains aspects de l'administration seraient viciés.

On dit que certains députés du gouvernement se sont enrichis par le biais de leurs affiliations politiques. J'ai dit que le gouvernement favorise ses amis dans la concession de certains lots. On a démontré que les chefs du département l'ont fait. Le gouvernement emploie toutes sortes d'excuses pour refuser l'enquête réclamée dans la cause du Dr Parrot, ancien député de Témiscouata, qui a déclaré que, s'il était responsable des actes qu'on lui reproche, c'était sur instruction du département des Terres de la couronne.

J'ai réclamé l'enquête l'année passée et le gouvernement n'a pas répondu. On maintient que la cause est devant les tribunaux. Le prétendu libelle de M. Pouliot est devant les tribunaux, mais pas la question qui touche la mauvaise administration. L'accusé dont les paroles sont devant les tribunaux a été acquitté sur les deux charges qu'on porte contre lui, et le gouvernement n'a pas encore jugé bon d'accorder l'enquête demandée.

Il poursuit ses accusations en disant que des politiciens ont bénéficié de la vente de bois coupé sur des lots qui leur ont été accordés. Il se penche ensuite sur les lots de Campbell, au sujet desquels une correspondance entre le gouvernement et les requérants de ces lots a été produite en Chambre, il y a de cela deux jours. Les lettres et les documents prouvent, dit-il, que les lots sont tombés entre les mains d'un M. Campbell de New York qui, lui, les aurait achetés d'un certain M. Ernest Saint-Amour, comptable de Montréal.

Qui est ce M. Campbell? Est-ce un colon ou un capitaliste, ou bien un important politicien new yorkais? Il veut savoir de la part du gouvernement si ces messieurs Campbell et Saint-Amour ont rempli les conditions qui régissent la concession des lots, s'ils ont habité sur leurs lots, s'ils se sont conformés aux dispositions de la loi etc., et insiste pour dire que ces déclarations sont signées sous serment par ceux-là mêmes qui ont accordé les lots dont il est question.

Il proteste contre l'information fournie par le gouvernement, en réponse à ses requêtes à propos du canton de Campbell. L'information, dit-il, est complète jusqu'à un certain point, mais lorsque vient le moment de divulguer certains noms, le gouvernement prend peur, hésite, puis se rétracte. Il (M. Sauvé) produit ce qui se veut être la copie d'un contrat signé en 1916 par M. J.-L. Perron K. C., aujourd'hui honorable J.-L. Perron, ministre de la

Voirie, avec un autre homme, contrat couvrant la vente de bois provenant de certains lots à \$2.00 par centaine de pieds. Pourquoi cacher les noms et les faits? Il s'étonne que l'honorable Perron soit même propriétaire de quelques-uns de ces lots et il se demande si ces hauts personnages ainsi que l'honorable M. Perron se soumettent à la lettre aux dispositions de la loi concernant les colons et l'achat des lots de colonisation.

**M. l'Orateur** rappelle au chef de l'opposition que cela implique un membre de la Chambre Haute et qu'il ne peut procéder sans faire motion.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Je ne porte pas d'accusations, je ne fais que poser des questions. Je peux faire intervenir un membre du Conseil législatif dans cette affaire sans pour autant l'accuser.

**M. l'Orateur** lui rappelle qu'il a allégué que des ministres se sont enrichis par le biais de lots.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** déclare avoir suffisamment exposé l'opinion de l'opposition concernant la politique du gouvernement et, afin de se rendre au vœu de l'Orateur, ne désire pas aller plus loin sur ce sujet.

Il propose donc par voie d'amendement que tous les mots après "Que", dans la motion principale, soient remplacés par les suivants:

Cette Chambre regrette de constater: Que le 26 mai 1921, M. Jean-François Pouliot, avocat de Rivière-du-Loup, a écrit au premier ministre et procureur général de cette province une lettre dans laquelle il accusait le docteur Parrot, alors député de Témiscouata à l'Assemblée législative de Québec, d'avoir fait le commerce de lots de colonisation au détriment de la province et à son bénéfice personnel, et d'avoir obtenu des lots au moyen de représentations frauduleuses;

Que ledit J.-F. Pouliot a, dans la même lettre, demandé au premier ministre d'instituer une enquête complète sur les concessions de lots de colonisation dans le comté de Témiscouata;

Que le 6 juin 1921, M. William Morin, rentier de Saint-Hubert, comté de Témiscouata, a déclaré, sous serment avoir entendu ledit docteur Parrot faire des déclarations de nature à convaincre que la spéculation se pratiquait sur une grande échelle, au moyen d'obtention ou de révocation de billets de location, et que cette déclaration, sous serment, a été alors transmise au gouvernement;

Qu'au printemps de 1921, de nombreux citoyens de Saint-Antonin, de Saint-Hubert et de Saint-Honoré dans le comté de Témiscouata, ont adopté des résolutions demandant au premier ministre d'instituer l'enquête réclamée par ledit Jean-François Pouliot et ont transmis ces résolutions au gouvernement;

Que ledit docteur Parrot a déclaré publiquement que, s'il avait agi ainsi, c'était sur instruction du département des Terres de la couronne à Québec;

Que le gouvernement a refusé d'accorder l'enquête demandée par des personnes susmentionnées et aussi par le député des Deux-Montagnes à l'Assemblée législative, le 20 mars 1922;

Que la partie de la poursuite criminelle intentée contre M. Jean-François Pouliot par le docteur L.-E.-A. Parrot concernant des concessions de lots dans le comté de Témiscouata a été abandonnée, à la demande des procureurs du Dr Parrot en automne 1921;

Que sur le reste des considérants du demandeur Parrot, le défendeur, Pouliot a été acquitté;

Que certains échanges de lots effectués par le gouvernement, en vertu de l'article 1553a des statuts refondus, l'ont été au détriment de la province, et au bénéfice d'employés publics et de politiciens, amis du gouvernement, qui se sont servis de leur influence, pour réaliser leurs spéculations et faire perdre de fortes sommes à la province;

Que grâce à la complaisance ou au manque de surveillance du gouvernement ou grâce à la complicité d'employés du gouvernement, il a été concédé des lots de colonisation en divers endroits, et particulièrement dans l'Abitibi, dans la région Labelle, etc., à des favoris politiques, à des politiciens, à des gens de profession ou employés d'administration qui n'avaient, de toute évidence, nul dessein de se faire colon;

Que, dans le canton de Baraute, des lots de colonisation ont été concédés à un avocat et politicien ami du gouvernement, celui-ci ayant déclaré sous serment que ces dits lots étaient pour lui-même et qu'il s'engageait à les défricher, etc.;

Que cependant cet avocat politicien qui demandait ces lots a déclaré ensuite, par lettre, que les lots étaient pour son frère et que l'agent des terres à Amos, M. Hector Authier, n'a point tenu compte de cet avis, et qu'il a laissé les lots au nom du susdit avocat de Québec;

Que des agents du gouvernement ont favorisé la révocation de billets de location au détriment de véritables colons et au bénéfice de spéculateurs amis du gouvernement;

Que des agents du gouvernement ont favorisé certains spéculateurs amis du gouvernement, dans le choix ou la concession des lots de village, et leur ont ainsi permis de réaliser des bénéfices sur la revente de ces lots, au détriment de la province et des véritables colons;

Que le gouvernement refuse ou néglige de remédier à ces abus;

Que le gouvernement, au lieu de faciliter la tâche du véritable défricheur, a augmenté le prix des lots et rendu plus onéreuses les conditions d'établissement;

Que les abus susdits ainsi que la politique du gouvernement ont pour effet de faire subir des injustices aux véritables colons, de décourager ces derniers et de nuire considérablement au développement de la province, et de dépenser inutilement au bénéfice de favoris, au détriment de la province, les millions qui ont été votés pour la colonisation;

Et qu'en suivant cette politique, le gouvernement a mérité le blâme de cette Chambre ainsi que de cette province.

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):

Les remarques du chef de l'opposition peuvent être interprétées de deux façons bien différentes. Elles peuvent signifier que le gouvernement a une très mauvaise administration de ses terres et forêts, et par ce fait, qu'il confierait des lots à des politiciens et perdrait ainsi des sommes considérables. Je ne veux pas plus longtemps laisser la Chambre ni le public sous cette impression erronée, et je peux réfuter brièvement les accusations portées par le chef de l'opposition. Ces accusations sont fausses et le chef de l'opposition est encore une fois mal informé, comme il lui arrive souvent. Selon lui, les sources du chef de l'opposition sont de mauvaise foi.

Il en arrive au cas des lots du canton de Campbell. Ces lots situés dans la région Campbell, dans le comté de Labelle, furent d'abord vendus à un individu dont il ignore le nom pour le moment, n'ayant pas l'information avec lui. Cet individu a fait faillite et les lots se sont retrouvés entre les mains d'Ernest Saint-Amour, un liquidateur, et ont été vendus par ce même liquidateur à un dénommé Campbell. Dans l'affaire Parrot, tous les lots sont retournés à la province et personne n'en a bénéficié. Au sujet du canton Campbell, M. L. Saint-Amour était syndic d'une faillite, et c'est en cette qualité qu'il s'est trouvé pendant un certain temps détenteur de lots.

Ces lots passèrent donc ensuite dans les mains de Campbell qui, en 1913 et en 1914, en vertu de l'ancienne loi de colonisation, fit émettre les lettres patentes qui faisaient de lui le seul et véritable propriétaire desdits lots. Or, à partir du moment où ces lettres patentes sont émises, l'affaire ne concerne plus le gouvernement. Le gouvernement à cette époque - et le députés de Deux-Montagnes le sait bien - ne contrôlait pas l'émission des lettres patentes, et toutes les conditions exigées par la loi ayant été remplies, le gouvernement fut dans l'obligation d'émettre les patentes pour ces lots.

Le gouvernement n'a plus de contrôle sur les lots, une fois qu'ils sont vendus et que les patentes sont accordées. En vertu de la loi actuelle, les lettres patentes pour les lots acquis du gouvernement en vertu de l'ancienne loi qui, soit dit en passant, n'avait pas les restrictions qu'exige la loi actuelle, sont dérivées d'après les prescriptions de l'ancienne loi. Les propriétaires de ces lots ont donc le droit de céder leur propriété à qui bon leur semble, et si l'honorable M. Perron a acquis ces lots, il n'est aucunement blâmable et, comme les autres personnages dont parle le chef de l'opposition, il n'a fait qu'une opération bien légitime et parfaitement légale. Les lettres patentes ont été obtenues de manière légale et selon les règles, puisque les conditions ont été remplies. Ce qui advient ensuite en regard des droits de coupe ne concerne aucunement le gouvernement. Il faut bien le chef de l'opposition pour recourir à de telles insinuations.

Pour ce qui est du dossier Parrot, il est d'avis que l'affaire a été réglée de manière satisfaisante à la session précédente. Il nie formellement que le Dr Parrot, l'ancien député de Témiscouata, ait agi d'après les instructions du gouvernement dans cette transaction. et croit que la parole du ministre des Terres et Forêts devrait être aussi acceptable que celle d'un autre. Jamais de telles instructions n'ont été données au Dr Parrot.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Mais le Dr Parrot l'a dit.

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay): Peu m'importe ce que dit le Dr Parrot, ou n'importe qui d'autre. Je dis que c'est faux et qu'il n'a pas raison de dire cela.

Le chef de l'opposition nous a dit que, l'automne dernier, il a fait dans la province une campagne d'éducation. Je crois plutôt que ce fut une campagne de mensonges et de calomnies. La campagne des amis du chef de l'opposition fut une

des plus infamantes faites contre les membres du gouvernement. Quand on se lance en politique, on sacrifie beaucoup pour se consacrer aux intérêts de la province, et il est trop décevant de voir que des gens qui se respectent se fassent traiter comme nous l'avons été, que ce soit de la part du Dr Lamarre ou d'A.-L. Gareau. A.-L. Gareau est, dit-il, un associé politique de l'opposition, et il le qualifie, ainsi que ses semblables, de bandit politique.

C'est une pitié de voir des gens tels le Dr Lamarre et M. Gareau, par exemple, venir tenter de salir la réputation des politiciens qui n'ont toujours fait que des sacrifices pour se dévouer entièrement aux meilleurs intérêts de leur province. Il s'attaque violemment au chef de l'opposition qu'il accuse de conduire dans la province une campagne de mensonges et de dénigrement, de concert avec MM. Gareau, Lamarre et Langlois.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Des rouges! Des partisans du gouvernement! Des libéraux!

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay): Jamais! Ce sont des êtres méprisables mis au banc de leur parti avec lesquels le chef de l'opposition a contribué à répandre la calomnie. Ce sont des politiciens sans responsabilité qui traitent les hommes publics de voleurs et de meurtriers... Ils appartiennent au parti de mon honorable ami. (Applaudissements) Comment se fait-il que ces messieurs furent les fidèles compagnons du chef de l'opposition durant sa tournée?

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** veut prendre la parole.

**Des voix ministérielles:** À l'ordre! À l'ordre!

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** soulève un point d'ordre et demande le rappel à l'ordre du ministre. Gareau et Lamarre ne sont pas des conservateurs et...

**Des voix ministérielles:** À l'ordre! À l'ordre!

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay): Quelle triste mentalité. Le temps n'est-il pas venu de faire taire cette bande de farceurs! Le chef de l'opposition a accusé les ministres de s'enrichir aux frais de la province.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** proteste qu'il n'a pas dit cela.



**Des députés** crient et protestent.

**Des voix:** À l'ordre! À l'ordre!

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** (souriant) On reprendra cet après-midi.

**Des députés ministériels** crient.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** soulève un point d'ordre à l'effet que les remarques du ministre ne répondent pas aux questions présentées à la Chambre concernant la spéculation sur les lots.

**M. l'Orateur** juge que ce n'est pas là un point d'ordre. (Applaudissements)

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay): Mon honorable ami se scandalise parce que j'ai prononcé les noms de Lamarre et Gareau. S'il m'avait permis de continuer, il aurait appris que la raison pour laquelle j'ai prononcé ces noms, c'est pour montrer que ces deux individus représentent le chef de l'opposition. Je les ai entendus dans Labelle. Ils se vantaient d'être les fidèles du chef de l'opposition et, sous ce voile, ont proféré les accusations les plus terribles contre le gouvernement. Mon honorable ami, qui actuellement se scandalise, n'a pas eu honte de répandre des calomnies pendant toute une année.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** proteste.

**Des députés ministériels** crient.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Le ministre n'a pas le droit de me traiter comme il le fait. Je ne suis pas un calomniateur.

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay): Je dis que le chef de l'opposition a contribué à répandre des calomnies à travers la province, et s'il me permet de poursuivre, je vais en faire la preuve.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Je proteste contre cela. Et si M. l'Orateur maintient l'ordre, nous obtiendrons justice ici comme ailleurs.

**M. l'Orateur** croit que le ministre ne doit pas qualifier ainsi la conduite du chef de l'opposition.

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay): Le chef de l'opposition recevra la justice de ce côté-ci de la Chambre.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Oh, très bien, très bien!

**M. l'Orateur:** Je suggère au chef de l'opposition de s'asseoir.

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay): Lorsque le chef de l'opposition prétend que des députés du gouvernement s'enrichissent aux frais de la province, il me semble que la seule façon d'apprécier cette affirmation consiste à dire que c'est une calomnie.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Quand ai-je fait cette affirmation? Qu'on me cite un seul endroit où j'aurais fait de telles calomnies.

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay): Le chef de l'opposition l'a fait sous forme de questions, lors d'une assemblée dans son comté des Deux-Montagnes.

Je proteste contre les accusations absolument fausses portées par des individus comme Gareau et Lamarre et je n'hésite pas à les qualifier de bandits politiques, chassés des provinces de l'Ouest et obligés de quitter, parce qu'ils craignaient d'être mis en pénitencier. Ces deux hommes se mêlèrent aux partisans du parti fermier dont ils furent chassés de nouveau, il y a quelque temps, parce que ces prétendus fermiers craignaient d'être compromis avec eux dans leurs rangs. Je dis et j'affirme de plus que les mêmes individus ont fait toute la campagne de Labelle avec le chef de l'opposition, à ses côtés, qu'ils le reconnaissaient comme leur chef, qu'ils se vantaient et se glorifiaient partout d'être avec lui, de partager ses idées politiques. J'affirme encore que ces individus ont répandu dans Labelle, durant cette campagne électorale, une foule de calomnies, ne craignant même pas d'accuser les membres du gouvernement, des hommes très respectables, de toutes sortes de crimes. Non seulement les ont-ils accusés de voleurs, mais aussi de meurtriers et de violeurs de femmes.

Est-ce là la récompense que doivent recevoir ceux qui, comme ministres ou députés, se dévouent, dépensent leur temps et toutes leurs énergies, pour assurer le bien-être comme la prospérité de leur province? Je dis que l'on fait une campagne de calomnie dans notre province et que le chef de l'opposition a contribué à faire répandre ces calomnies contre le gouvernement.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** demande au ministre de lui citer un seul endroit où il aurait répandu des calomnies.

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay): Si le chef de l'opposition me permet de continuer, je vais prouver ce que j'avance.

Souvent dans Labelle, il a, dit-il, entendu le chef de l'opposition porter de fausses accusations contre le gouvernement. À plusieurs assemblées tenues dans le comté de Deux-Montagnes, le chef de l'opposition a tenu aussi la même conduite. Les accusations du chef de l'opposition et de ses amis sont fausses et mensongères.

Mon honorable ami a parlé d'élections. Je souhaite que ces élections se tiennent le plus tôt possible, et nous verrons une fois de plus que le peuple de cette province sera loin d'approuver cette campagne de calomnies, de mensonges, et il posera son veto contre une aussi basse et ignoble conduite. Le peuple ne se laisse pas tromper par ces assertions.

(Applaudissements à droite)

**M. l'Orateur** décide que l'amendement est irrégulier parce que, contrairement à l'article 140 du règlement, il est précédé d'un préambule; parce qu'il est rédigé par forme de discours ou de démonstration et tient du pamphlet politique (notes 1 et 2, sous-articles 140 du Règlement annoté); parce que, contrairement à l'article 156 du règlement, il met en question la conduite d'un membre de la Chambre.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** en appelle de la décision de l'Orateur.

La Chambre se divise. Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

**Pour:** MM. Bédard, Bercovitch, Bordeleau, Bugeaud, Bullock, Cannon, Caron (Îles-de-la-Madeleine) Caron (Hull), Conroy, Dufour (Matane), Farand, Forest, Forget, Fortier, Galipeault, Gauthier, Godbout, Grégoire, Hamel, Hay, Lacombe, Laferté, Lahaie, Lapierre, Laurendeau, Leclerc, Lemieux (Gaspé), Lemieux (Wolfe), Létourneau, McDonald, Mercier fils (Châteauguay), Mercier (Trois-Rivières), Miles, Moreau, Morin, Nicol, Oliver, Ouellet (Dorchester), Ouellette (Yamaska), Paquet (Montmagny), Péloquin, Perrault, Phaneuf, Pilon, Ricard, Saurette, Savoie, Taschereau, Thériault, Tourville, Vautrin, 51.

**Contre:** MM. Dufresne, Gault, Renaud, Sauvé, Smart, 5.

Ainsi, la décision de l'Orateur est maintenue.

La motion principale étant mise aux voix, la Chambre l'adopte.

#### En comité:

**L'honorable M. Nicol (Richmond)** propose:

1. Qu'un crédit n'excédant pas trente mille trois cent quarante-quatre piastres et quatre-vingt-quatre centins soit ouvert à Sa Majesté pour frais d'administration (dette publique), pour l'exercice finissant le 30 juin 1924.

Adopté.

2. Qu'un crédit n'excédant pas mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour traitement de l'Orateur, S.R.Q., 1909, article 152 (Conseil législatif), pour l'exercice finissant le 30 juin 1924.

Adopté.

3. Qu'un crédit n'excédant pas vingt-un mille quatre cent cinquante piastres soit ouvert à Sa Majesté pour traitements, dépenses contingentes, etc., (Conseil législatif), pour l'exercice finissant le 30 juin 1924.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** reproche au Parti libéral de tirer tout le parti possible, aujourd'hui, du Conseil législatif qu'il s'était engagé à abolir après l'avoir dénoncé comme une institution de vieillards malfaisants.

La résolution est adoptée.

**L'honorable M. Nicol (Richmond)** propose:

4. Qu'un crédit n'excédant pas cent sept mille quatre cent cinquante piastres soit ouvert à Sa Majesté pour traitements, dépenses contingentes, etc., (Assemblée législative), pour l'exercice finissant le 30 juin 1924.

Adopté.

5. Qu'un crédit n'excédant pas quatre-vingt-dix mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour impression et reliure pour les deux Chambres de la Législature, S.R.Q., 1909, article 164 (Assemblée législative), pour l'exercice finissant le 30 juin 1924.

Adopté.

6. Qu'un crédit n'excédant pas quatre mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour achat de livres (Bibliothèque de la Législature), pour l'exercice finissant le 30 juin 1924.

Adopté.

7. Qu'un crédit n'excédant pas seize mille sept cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour traitements, dépenses contingentes, etc., (Bibliothèque de la Législature), pour l'exercice finissant le 30 juin 1924.

Adopté.

8. Qu'un crédit n'excédant pas quatre cent cinquante piastres soit ouvert à Sa Majesté pour dépenses contingentes des élections, pour l'exercice finissant le 30 juin 1924.

Adopté.

9. Qu'un crédit n'excédant pas quatre cent cinquante piastres soit ouvert à Sa Majesté pour greffier de la couronne en chancellerie et un commis, pour l'exercice finissant le 30 juin 1924.

Adopté.

10. Qu'un crédit n'excédant pas seize mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour impression, reliure et distribution des statuts, pour l'exercice finissant le 30 juin 1924.

Adopté.

11. Qu'un crédit n'excédant pas onze mille deux cent trente-huit piastres et soixante-quinze centins soit ouvert à Sa Majesté pour juges de la Cour des sessions de la paix, Québec et Montréal, comme juges et magistrats de police, Montréal, et constables et huissiers audienciers à Québec et à Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1924.

Adopté.

12. Qu'un crédit n'excédant pas vingt mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour inspection des bureaux publics, pour l'exercice finissant le 30 juin 1924.

Adopté.

13. Qu'un crédit n'excédant pas seize mille deux cents piastres soit ouvert à Sa Majesté, pour traitement (gouvernement civil), pour l'exercice finissant le 30 juin 1924.

Adopté.

14. Qu'un crédit n'excédant pas cent soixante-quinze mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour dépenses se rattachant à la perception des licences, droits sur les successions et taxes sur les corporations commerciales, etc., S.R.Q., 1909, articles 903-1315; 1345-1359; 1374-1387j, etc., pour l'exercice finissant le 30 juin 1924.

Adopté.

#### Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté plusieurs résolutions et demande la permission de siéger de nouveau. Lesdites résolutions sont lues deux fois et adoptées.

#### Messages du Conseil législatif:

**M. l'Orateur** informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, le bill suivant:

- bill 184 amendant les statuts refondus, 1909, relativement aux traitements de certains membres du service civil.

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, avec certains amendements qu'il la prie d'agréer, les bills suivants:

- bill 2 amendant les statuts refondus, 1909, relativement à la division territoriale de la province;

- bill 50 amendant le Code de procédure civile relativement à la Cour de magistrat de district.

#### Division territoriale de la province

La Chambre procède à la prise en considération des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 2 amendant les statuts refondus, 1909, relativement à la division territoriale de la province. Les amendements sont lus deux fois et adoptés. Le bill est retourné au Conseil législatif.

#### Cour de magistrat de district

La Chambre procède à la prise en considération des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 50 amendant le Code de procédure civile relativement à la Cour de magistrat de district. Les amendements sont lus deux fois et adoptés. Le bill est retourné au Conseil législatif.

La séance est levée.

#### Deuxième séance du 29 décembre 1922

#### Présidence de l'honorable J.-N. Francoeur

La séance est ouverte à 3 h 15.

#### Prière.

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

#### A.-L. Gareau

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** À la séance de ce matin, l'honorable ministre des Terres et Forêts (l'honorable M. Mercier fils) a prétendu que M. A.-L. Gareau était un associé politique du chef de l'opposition...

**M. l'Orateur:** Je ne crois pas que l'honorable chef de l'opposition soit dans l'ordre.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Si M. Gareau est un bandit, comme le prétend le ministre, pourquoi le gouvernement l'a-t-il employé pendant si longtemps?

**M. l'Orateur:** Le chef de l'opposition ne peut pas faire allusion à un débat passé.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Le ministre a le droit de parler comme il veut!

**M. l'Orateur** le rappelle à l'ordre.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Oh, faible main!

**Des voix:** À l'ordre! À l'ordre!

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Il est simplement normal que vous soyez juste, M. l'Orateur, et vous n'êtes pas juste.

**M. l'Orateur:** Le chef de l'opposition devrait respecter les règles de la Chambre.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** L'Orateur devrait lui aussi se rappeler les règles de la Chambre.

**Des voix:** À l'ordre! À l'ordre!

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** L'opposition n'a jamais été si maltraitée.

**M. l'Orateur:** Que l'honorable député observe les règles de la Chambre, et il ne sera pas maltraité.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Vous m'avez traité de manière complètement injuste toute la session, tout comme la majorité de cette Chambre l'a fait d'ailleurs. Le gouvernement a une forte majorité et mène cette Chambre comme il veut.

**M. l'Orateur** avertit M. Sauvé qu'il pourrait l'expulser.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Cela fait quinze ans que je suis ici et je n'ai jamais été traité aussi mal que dans cette session-ci.

**Des députés ministériels** rient.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Les ministres peuvent rire, parce qu'ils ont des privilèges dans cette Chambre, mais ils ne les auront pas très longtemps. Ils ont assez usé de leur pouvoir.

M. Gareau n'est pas, comme l'honorable ministre des Terres l'a dit ce matin, un associé politique de l'opposition. C'est un libéral mécontent. C'est un ancien ami de l'honorable ministre de l'Agriculture, c'est son ancien ami de confiance, son bras droit.

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine): Jamais, jamais!

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Nous avons été convoqués en session pour discuter l'administration de la province et non pour des querelles politiques.

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine) quitte son siège.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Le ministre s'en va?

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine): Je puis toujours aller à mon bureau chercher les documents dont j'ai besoin pour vous donner le "pedigree" de votre ami Gareau. Vous ne perdez rien pour attendre; vous aller savoir ce qu'est votre ami.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** poursuit son discours.

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine): Le chef de l'opposition voulait faire une critique des œuvres du gouvernement et il s'est mis à parler de ses amours politiques; il nous a entretenu de son ami Gareau. Et, en parlant de ses amis, il a oublié ses adversaires.

Je suis heureux que le chef de l'opposition me fournisse l'occasion de montrer à la Chambre ce qu'est en réalité cet excellent conservateur qui a nom A.-L. Gareau. L'honorable chef de l'opposition dit que M. Gareau n'est pas son ami politique. Pourtant, c'est son ami, son bras droit dans les luttes politiques. Il l'accompagne partout. Passant même par-dessus la coutume parlementaire, il l'a même accompagné dans le comté du Président de la Chambre. L'été dernier, je suis allé dans le comté de Lotbinière et j'y ai vu, là, M. Gareau bras dessus, bras dessous, avec le chef de l'opposition. Ils ont traversé de là, tous deux toujours bras dessus bras dessous, dans le

comté de Portneuf. C'est même M. Gareau qui est venu expliquer, à Neuville, que le chef de l'opposition étant indisposé, ne pouvait tenir une grande assemblée, le même jour.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):**  
Le même M. Gareau?

**L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine):**  
Le même M. Gareau! Enfin, ils ont parcouru ensemble, une foule d'autres comtés de la province. Ils sont les deux amis inséparables.

Qu'est-il pourtant ce Gareau? Qu'a-t-il fait pour passer ainsi par-dessus les chefs conservateurs, comme les Belley, les Roméo Langlais, et les autres? Il était d'abord à Joliette où il cultivait une terre; il l'a tellement bien cultivée que ses animaux mourraient de faim à la porte de sa grange et qu'il a dû tout abandonner. Il s'est fait chef ouvrier. N'ayant pas réussi plus dans cette carrière, il a voulu se faire conférencier agricole.

Comme, alors, on n'exigeait pas de diplôme, on l'a pris. Il était donc employé du ministère de l'Agriculture. Sa compétence n'a pas brillé au département, il était l'un des employés les plus mal notés, mais il était toléré. Un jour, j'ai dû le suspendre à la demande de ses amis, de l'opposition, je l'ai réinstallé. Il fit mieux. Il s'est mis à travailler; il a acquis des compétences, et il est devenu un conférencier passable. Mais comme bien d'autres, il avait plus de voile que de gouvernail. Il a voulu mener tout le département. Il se trouvait mal payé et il a cru qu'il commandait de grosses augmentations de salaires.

N'ayant pas obtenu ces augmentations qu'il ne méritait pas, il a voulu se faire des revenus en dehors de son travail au département. J'ai découvert qu'il augmentait ses revenus, en travaillant à \$25 par jour, pour une compagnie de chemin de fer et de pouvoir d'eau, et ce, malgré les avertissements qui lui ont été faits par le département. Il était sensé travailler pour le département de l'Agriculture. Il était payé par le département de l'Agriculture et était sensé vouer tout son temps à son travail. M. Gareau a été suspendu par le ministre non seulement pour avoir négligé de se présenter à son travail pour le département, mais pour plusieurs raisons que je ne souhaite pas énumérer ici.

Il s'est engagé à une grande compagnie pour faire des expertises agricoles contre l'intérêt des cultivateurs. Quelles expertises! Il en a fait au Lac Saint-Jean pour le compte de la Quebec Development Co., et il a failli ruiner d'excellents

cultivateurs grâce à ses expertises qui ont provoqué même un gros procès où il a été entendu comme témoin. Et dans son témoignage, maître Gareau a déclaré que 85 % des cultivateurs étaient en déficit tous les ans dans leurs opérations. Et le voilà le grand défenseur des agriculteurs.

Plus tard, il s'est engagé pour une autre compagnie et pour faire encore les mêmes expertises agricoles dans le Saint-Maurice; et toutes ces besognes, il les faisait alors qu'il était employé du département et sans que le ministre le sût. Il alla même à prendre l'argent que nous lui donnions pour ses dépenses comme conférencier pour payer ses dettes pendant qu'il remboursait les hôteliers où il logeait, en qualité de conférencier, avec des chèques sans fonds que le département a dû payer.

Je produis deux photographies de ces chèques sans fonds donnés par Gareau et que le département a dû rembourser.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Cela ne fait que démontrer une mauvaise administration.

**L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine):**  
Pas une mauvaise administration, mais un employé malhonnête. Et maintenant, veut-on savoir comment Gareau est sorti du département? Depuis longtemps, j'avais des doutes sur ses moyens et sur son honnêteté. Je lui ai écrit et il m'a répondu qu'il n'avait pas d'ordre à recevoir de moi. Ayant découvert qu'il était devenu un employé dangereux, je songeais à le renvoyer. À cause de ses difficultés dans le département où il ne pouvait pas mener à sa guise, il m'envoya un jour sa lettre de démission. Mais, il se ravisa et il m'a écrit plus tard qu'il retirait sa lettre de démission.

Nous avions alors à nommer un remplaçant à M. Gigault, comme sous-ministre. Gareau m'écrivit pour me demander d'abord de ne pas considérer sa démission, puis, il fit application à la position de sous-ministre. Dans sa lettre, il disait qu'il ne croyait pas qu'il était nécessaire d'être un technicien agricole pour remplir cette fonction. Et, voyez-vous, c'est cet individu qui s'en va, aujourd'hui, de par la province, faire des tirades contre le fait que nous avons nommé un avocat comme sous-ministre de l'Agriculture.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Le ministre a-t-il la lettre de démission de M. Gareau?

**L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine):**  
Non, mais je la trouverai. Enfin, pour continuer à suivre la carrière de maître Gareau, sorti du département, lorsqu'il nous a quittés, il annonça qu'il

allait faire fortune, et il fonda à la Basse ville un bureau de renseignements agricoles pour les cultivateurs. Il devait faire \$10,000 par année. Trois mois après, la sténographe quittait le bureau parce qu'elle n'était pas payée. Il n'était même pas capable de payer sa sténographe, le charbon ne l'était pas non plus, ni le loyer de son bureau.

Depuis, il a organisé toutes sortes d'autres choses qui n'ont pas mieux réussi. En dernier ressort, il s'est intéressé dans une compagnie de machines agricoles où l'on a dû le forcer à donner sa démission, sous peine de la prison. Enfin, que n'a-t-il pas fait depuis? Il est devenu, en fin de compte, l'ami, le bras droit du chef de l'opposition; c'est lui qui préside à ses luttes politiques; c'est lui qui est devenu l'un des rédacteurs de cette feuille qui vient de voir le jour et où, comme il l'a toujours fait, il ment effrontément cet individu de bas étage. C'est ce qu'il n'a cessé de faire de par le passé, et c'est ce qu'il ne cessera de faire.

Voilà l'être insolent, qui est l'ami de l'honorable chef de l'opposition! Voilà le sale individu qui est le rédacteur du *Matin*, C'est encore lui qui est l'auteur de *La Non-Vengée*, cette ordure que les gens respectables n'osent prendre entre leurs mains et dans laquelle l'individu en question s'attache à salir les réputations d'honorables familles. Une œuvre des plus distinguées qu'aucune femme qui se respecte ne peut lire sans rougir.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Vous l'avez eu longtemps pour ami.

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine): Voilà l'homme qui rédige *L'Homme libre*, dans lequel je suis pris à partie. Un papier qui ne contient rien d'autre que de sales insinuations et un papier qui a l'entier support et toute la confiance du chef de l'opposition. Voilà le voyou de bas étage que l'honorable chef de l'opposition a choisi de préférence à tous les chefs conservateurs, pour l'accompagner dans ses campagnes. Voilà ce que fait maître Gareau. Il peut le garder, maître Gareau.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Pourquoi l'appellez-vous "maître", ce n'est pas un maître en loi! Il n'est pas avocat que je sache.

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine): Non, mais c'est un maître-menteur! (Applaudissements de la droite) De plus il est le maître du chef de l'opposition. Cela n'empêche pas le chef de l'opposition de garder M. Gareau comme son lieutenant, comme le rédacteur de son journal.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** M. le Président, je proteste. Je n'ai pas de journal; je ne suis pas propriétaire du *Soleil*. Quant à M. Gareau, il n'est pas à mon emploi.

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine): Maintenant, l'honorable chef de l'opposition a pris M. Gareau sous sa protection; qu'il le garde son Gareau. S'il n'a que le ramassis à sa suite pour faire sa lutte, nous avons droit de douter de son succès. Mais je le crois plus digne; le chef de l'opposition ne devrait pas descendre jusqu'à Gareau. Il serait plus digne de lui de ne pas marcher plus longtemps bras dessus, bras dessous avec cet individu. Il peut l'avoir; qu'il le garde, cette ordure, cette crapule, cet homme qui n'est rien que la lie de mon département. (Applaudissements)

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Vous l'avez gardé assez longtemps avec vous.

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine): Oui, mais quand il était avec moi, il n'était pas sale et corrompu comme il l'est devenu depuis que je l'ai mis à la porte.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Je suggère que le chef Lorrain trouve la lettre que le ministre de l'Agriculture est incapable de me produire, et aussi la lettre que le ministre de la Colonisation n'a pu trouver l'autre jour.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Celui qui a trouvé la lettre Smart peut tout aussi bien trouver les autres.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Ont-il trouvé les tueurs de Blanche Garneau, les hommes que le premier ministre s'apprêtait à pendre?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): J'avais l'impression que le chef de l'opposition allait les trouver lui-même, après cette discussion bruyante en Chambre qui a tourné dans un silence compréhensible, lorsqu'il a été invité à justifier ses prétentions.

#### Rapports de comités:

**M. Cannon (Québec-Centre):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le quatrième rapport du comité permanent des comptes publics. Voici le rapport:

Votre comité fait rapport qu'il a tenu plusieurs séances.

À la deuxième séance ont été entendus plusieurs témoins: Messieurs Joseph Simard, J.-L. Boulanger et Antonio Grenier, tous sous-ministres, et Lucien Giguère, secrétaire de la Commission des liqueurs.

À sa troisième séance, le quatorze décembre, tel qu'autorisé par votre honorable Chambre, Votre comité a fait prendre à la sténographie le témoignage de Monsieur Lapointe, gérant du journal *Le Canada*.

À sa quatrième séance, le 20 décembre 1922, votre comité a entendu Messieurs Antoine Taschereau, comptable de l'Assemblée législative, Ls-A. Proulx, Imprimeur du roi, et l'honorable Georges-A Simard, président de la Commission des liqueurs.

À sa cinquième séance, le 28 décembre 1922, le comité a entendu monsieur Alphonse Métayer, sous-ministre des travaux publics et de nouveau l'honorable G.-A. Simard. Ces témoignages seront transcrits et déposés entre les mains du greffier de votre comité.

Votre comité n'a pu tenir de séance le 29 décembre 1922, vu qu'il s'est écoulé un quart d'heure après l'heure fixée, sans que le quorum fût présent.

Votre comité recommande que les frais de sténographie et de témoins soient payés par le comptable de l'Assemblée législative.

**M. Cannon (Québec-Centre)** propose que cette Chambre concoure dans le quatrième rapport du comité permanent des comptes publics présenté à cette Chambre.

Adopté sur division.

#### Dépôt de documents:

##### Dépenses de l'assistant-procureur général

**L'honorable M. David (Terrebonne)** dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre, en date du 17 novembre 1922, pour un état détaillé des paiements faits par l'assistant procureur général pour le mandat comptable de \$104,900.95 porté aux *Comptes publics de 1917-1918*, page 162. (Document de la session no 81)

##### Subsides

**L'honorable M. Nicol (Richmond)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

Un débat s'élève.

La motion est adoptée.

#### En comité:

**L'honorable M. Nicol (Richmond)** propose:

1. Qu'un crédit n'excédant pas cent soixante-quatre mille neuf cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour dépenses contingentes (gouvernement civil) pour l'exercice finissant le 30 juin 1924.

Adopté.

2. Qu'un crédit n'excédant pas sept cent quatre-vingt-seize mille trois cent quarante piastres soit ouvert à Sa Majesté pour administration de la justice, pour l'exercice finissant le 30 juin 1924.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Il souhaite faire quelques déclarations concernant l'administration de la justice dans la province de Québec. Tout d'abord, il exprime l'opinion que le gouvernement a outrepassé ses pouvoirs en nommant sans consulter la Chambre une Commission royale pour enquêter sur l'affaire Garneau. Le gouvernement, dit-il, essaie de faire finir la session avant que les commissaires aient le temps de compléter leur rapport et de le soumettre. Cette enquête royale sur l'affaire Garneau est-elle terminée?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Oui. Je porte à l'attention du chef de l'opposition le fait que le rapport des commissaires doit être présenté non pas à la Chambre, mais au lieutenant-gouverneur en conseil.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Quel salaire ont reçu les avocats?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Je ne sais pas ce qu'ils recevront.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** \$100, \$150 par jour?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): J'espère que les avocats recevront des honoraires conformes aux règlements du Barreau. Ils enverront sûrement un compte en conformité avec cet usage ordinaire.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Est-il vrai que les avocats ont empêché les témoins de parler?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Si l'honorable chef de l'opposition veut soulever un débat sur la Commission royale, très bien, mais il me semble que puisque l'enquête est terminée, nous devrions attendre le jugement des commissaires.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** L'un des juges a été malade?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Il a eu la grippe comme le chef de l'opposition.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Ça ne l'a pas empêché de siéger.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) dit que, d'après ce qu'il en comprend, l'un des commissaires est malade et il ne peut donc pas dire quand le rapport pourra être soumis. Je m'attendais à ce que ça se fasse demain. Il veut bien répondre à toutes les questions que le chef de l'opposition lui fera concernant l'administration de la justice, mais il ne croit pas juste ou approprié en ce moment de discuter les actions des membres de la Commission royale. Il serait mieux d'attendre que le rapport ait été remis et l'on pourrait alors en discuter. Voulez-vous faire un débat?

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Après la session?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Quand nous le recevrons ou lorsqu'il sera rendu public.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Nous pouvons parler de la police. Va-t-on changer le chef de la police provinciale?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Je ne cacherai pas au chef de l'opposition que si nous trouvions un homme jeune expérimenté, nous l'engagerions comme chef de la police provinciale. Nous irions même à Paris, s'il le fallait, pour trouver un homme compétent.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Je vois dans les comptes publics un nommé A.-L. Gareau, qui a touché le montant d'argent du département du procureur général.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Nous allons en profiter pour vous communiquer la lettre de démission de M. Gareau. L'honorable ministre de l'Agriculture l'a trouvée, cette lettre.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Pas maintenant.

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine): Vous insistiez beaucoup, tout à l'heure pour savoir. Vous pensiez que je ne l'avais pas. Voilà.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Nous allons continuer à voter les crédits; nous nous amuserons tantôt avec le ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Caron). Il pourra produire sa lettre sur une motion d'amusement.

La résolution est adoptée.

**L'honorable M. Nicol (Richmond)** propose:  
3. Qu'un crédit n'excédant pas vingt-deux mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour timbres, licences, etc., (charges sur le revenu), pour l'exercice finissant le 30 juin 1924.

Adopté.

4. Qu'un crédit n'excédant pas cent quinze mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour registrateurs; traitements et dépenses contingentes, pour l'exercice finissant le 30 juin 1924.

Adopté.

5. Qu'un crédit n'excédant pas trois mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour dépenses se rattachant à l'acte pourvoyant à la construction de logements ouvriers, 9 George V, chapitre 10, et 10 George V, chapitre 10, pour l'exercice finissant le 30 juin 1924.

Adopté.

6. Qu'un crédit n'excédant pas vingt-cinq mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour octroi en aide d'un service maritime sur la Côte-Nord et des Îles de la Madeleine, pour l'exercice finissant le 30 juin 1924.

Adopté.

7. Qu'un crédit n'excédant pas sept cent cinquante piastres soit ouvert à Sa Majesté pour paiement de l'intérêt pour un an au 17 juin 1924, 3 % par année sur \$25,000, prix d'achat d'une cour à charbon, à Québec, acquise pour le chemin de fer, Québec, Montréal, Ottawa et Occidental, pour l'exercice finissant le 30 juin 1924.

Adopté.

#### Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté deux résolutions et demande la permission de siéger de nouveau. Lesdites résolutions sont lues deux fois et adoptées.



Il est ordonné que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides au cours de la présente séance.

#### Dépôt de documents:

##### **Chèque signé par A.-L. Gareau**

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine) dépose sur le bureau de la Chambre une photographie d'un chèque, en date du 26 février 1916, et signé A.-L. Gareau, ainsi qu'un protêt relatif à ce chèque. (Document de la session no 82)

#### Messages du lieutenant-gouverneur:

**L'honorable M. Nicol (Richmond)** remet à M. l'Orateur un message de Son Honneur le lieutenant gouverneur.

**M. l'Orateur** lit ledit message comme suit:

C. Fitzpatrick, le lieutenant-gouverneur de la province de Québec transmet à l'Assemblée législative le budget supplémentaire des dépenses pour l'exercice finissant le 30 juin 1923, conformément aux dispositions de la section 54 de l'Acte de l'Amérique britannique du Nord, 1867, et recommande ce budget à la considération de la Chambre. (Document de la session no 1a)

Hôtel du Gouvernement,  
Québec, le 29 décembre 1922

Il est ordonné que le message de Son Honneur le lieutenant-gouverneur et le budget supplémentaire qui l'accompagne soient renvoyés au comité des subsides.

#### Dépôt de documents:

##### **Comptabilité de l'École de laiterie**

**L'honorable M. David (Terrebonne)** dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre, en date du 20 décembre 1922, pour copie de toute

correspondance échangée depuis mai 1921 entre le gouvernement et le directeur de l'École de laiterie de la province du Québec, M. A.-T. Charron, au sujet de la comptabilité. (Document de la session no 83)

##### **Commerce illicite d'alcool**

**M. Smart (Westmount):** La motion que je vais avoir l'honneur se soumettre à la Chambre est basée sur des documents officiels que nous avons recueillis dans le dossier de l'affaire Nicol-Noël, à Sherbrooke. Ils ont été produits au cours du procès. Parmi ces documents, il y a des affidavits qui démontrent que le trésorier provincial s'est intéressé à l'octroi de certaines licences de la Commission de liqueurs pour des amis politiques probablement. Le dossier en question démontre surtout qu'il existe un état de choses graves à Sherbrooke, car il implique un ministre de la couronne, un ministre qui est chargé lui-même de l'application de la loi des liqueurs.

Nous avons demandé à plusieurs reprises, en cette Chambre, la production de documents pour nous renseigner sur l'administration des liqueurs. On nous les a refusés. Chaque fois que de ce côté-ci de la Chambre nous avons tenté à l'occasion, mais toujours sans succès, d'obtenir certains renseignements concernant les opérations de la Commission des liqueurs, le trésorier de la province était toujours le premier à nous empêcher d'obtenir l'information que nous voulions. Et à la lumière du dossier de l'affaire Noël, nous comprenons mieux à présent l'anxiété de l'honorable collègue à vouloir nous empêcher de fourrer notre nez là-dedans.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** L'honorable député n'a pas le droit de dire qu'un ministre a refusé sciemment la production de documents en cette Chambre. Le député de Westmount doit s'en tenir aux limites de la motion.

**M. Smart (Westmount):** Le gouvernement n'a pas toujours répondu aux questions posées à la Chambre. Je rappelle ce qui s'est passé au comité des comptes publics. Des licences ont été obtenues par certains demandeurs grâce à l'intervention directe de l'honorable ministre, en dépit des rapports accablants du chef de police de Sherbrooke à l'égard de ces heureux demandeurs. Le dossier Nicol-Noël établit que des licences ont été obtenues grâce à l'intervention du ministre. Mais il y a pire encore, des accusations encore plus graves.

Un M. Benoît accuse le ministre de l'avoir aidé à acheter un hôtel, en lui fournissant des capitaux et en l'associant à lui. Le dossier contient donc de graves accusations et il est rumeur que la cause sera réglée en dehors de la cour. Si c'est le cas, toute l'affaire sera mise sur la glace et gardée loin de la presse.

Lorsque de telles accusations sont portées sous serment contre un ministre responsable de la couronne, le problème est grave et d'intérêt public, et la population a le droit d'exiger que cela se règle le plus tôt possible devant une Commission royale, et ce, avant que des élections soient tenues. Le dossier de cette affaire est épais et il devrait être fouillé. Dans son volumineux plaidoyer, le Dr Noël révèle un triste état de choses dont le public doit être tenu au courant. L'état de la situation à Sherbrooke a été porté à l'attention du premier ministre, mais rien n'a été fait, pour mettre un frein aux abus dont se plaint le Dr Noël. Je crois que le public a le droit de savoir ce qui se passe là et, en conséquence, pour les raisons que j'ai mentionnées et sous ma responsabilité, moi, Charles Smart, membre de l'Assemblée législative pour le district électoral de Westmount, désire faire la déclaration suivante: Je suis croyablement informé et me crois en état d'établir:

1. Que les dispositions de la loi 11 George V, 1921, intitulée: "Loi concernant les liqueurs alcooliques" et la loi 11 George V, 1921, intitulée: "Loi concernant la possession et le transport des liqueurs alcooliques" auraient été violées généralement à la connaissance du gouvernement et de la Commission des liqueurs;

2. Que des licences ou permis auraient été octroyés par la Commission par favoritisme ou dans un but de patronage;

3. Que plus particulièrement l'honorable Jacob Nicol, député pour le district électoral de Richmond et membre du gouvernement de cette province, se serait servi de sa position de député et membre du gouvernement pour exercer ce patronage et donner des faveurs en se faisant entremetteur pour l'obtention de ces permis ou licences de la Commission des liqueurs;

4. Que ce favoritisme, ce patronage et ces violations de la loi se sont également manifestés dans le reste de l'administration des affaires de la Commission;

5. Que ces infractions et ces violations de la loi sont connues et dénoncées par l'opinion publique;

6. Qu'il est de l'intérêt public et du devoir du gouvernement de prendre les moyens nécessaires

pour qu'une Commission royale soit établie avec pouvoir de s'enquérir de la façon dont les lois plus haut mentionnées ont été appliquées et observées dans cette province et du bien fondé des accusations du député du district électoral de Westmount, avec pouvoir d'envoyer quérir témoins et papiers nécessaires à ladite enquête, et pour faire rapport au lieutenant-gouverneur en conseil.

En conséquence, je propose, appuyé par le représentant de Deux-Montagnes (M. Sauvé), la motion suivante:

Que dans l'intérêt public et celui du bon gouvernement de cette province, il est nécessaire de s'enquérir de ces faits et que cette Chambre prie le gouvernement d'établir une Commission royale pour faire enquête sur la façon dont les lois, plus haut mentionnées, ont été observées et appliquées dans cette province et sur le bien fondé des accusations contenues dans la déclaration du député du district électoral de Westmount, avec pouvoir d'envoyer quérir témoins et papiers nécessaires à ladite enquête et pour faire rapport au lieutenant-gouverneur en conseil.

**M. l'Orateur** fait la lecture de la motion.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Sûrement que l'honorable député de Westmount va donner plus de détails et en dire plus long. Comment veut-il que le trésorier provincial réponde à ses accusations sur les quelques paroles qu'il vient de dire. Il doit sûrement en connaître davantage et ne doit pas garder le silence après cela.

**M. Smart (Westmount):** L'endroit propice pour donner tous les détails de l'affaire serait devant la Commission royale.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Non, nous voulons les connaître ici. Il nous faut savoir de quoi il s'agit.

**M. Smart (Westmount):** Le trésorier provincial connaît tout le dossier auquel je fais allusion.

**L'honorable M. Nicol (Richmond):** (Longs applaudissements)<sup>1</sup> Il y a trois semaines, je n'aurais jamais cru le député de Westmount (M. Smart) capable de faire ce qu'il a fait et de s'abaisser à de telles tactiques, mais après ce qui s'est passé hier, je n'en suis pas surpris. Tout peut nous venir de lui. On l'a entendu, à la séance d'hier, porter une accusation qui n'a servi qu'à permettre au premier ministre de

cette province de démontrer, à la face de toute la province, l'absurdité des prétentions du député de Westmount.

En autant que je suis concerné par la motion présentée à la Chambre par le député de Westmount, je nie catégoriquement avoir jamais agi de la façon mentionnée dans la motion. Cette accusation est une calomnie et je veux pourtant la relever pour satisfaire complètement la Chambre et confondre mon accusateur.

Voici un homme qui a lancé des rumeurs depuis le commencement de la session. Il a répandu, ici à la Chambre et au dehors, toutes sortes de rumeurs au sujet de ma conduite depuis mon entrée dans le gouvernement, disant que je n'ai pas fait mon devoir depuis que je suis trésorier de la province.

**M. Smart (Westmount)** soulève un point d'ordre. Je n'ai pas fait cela, ni rien dit de tel, et je demande au trésorier provincial de retirer ses paroles.

**L'honorable M. Nicol (Richmond)**: Vous l'avez dit.

**M. Smart (Westmount)**: Quand?

**L'honorable M. Nicol (Richmond)**: Tout le monde en parlait ici! L'honorable député a colporté des rumeurs partout en cette Chambre.

**M. Smart (Westmount)**: Ce n'est pas vrai! Je n'ai rien fait de cela.

**L'honorable M. Nicol (Richmond)**: Depuis le début de la présente session, on n'a pas cessé dans les rangs de l'opposition, comme chez les amis de celle-ci, d'inventer une foule de choses, et de multiplier les enquêtes, afin de découvrir la moindre chose qui eût pu contribuer à me diminuer dans l'estime de ceux dont j'ai toujours eu la confiance.

**M. Smart (Westmount)** rit.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)**: Et c'est ce que vous faites, à présent.

**L'honorable M. Nicol (Richmond)**: Que fait aujourd'hui le député de Westmount? Il se lève en Chambre, fait une motion, et s'écrie: "Il règne un grave état de choses à Sherbrooke en ce moment". Puis, il reprend son siège. Voilà la bravoure du général de Westmount. Je ne croyais jamais que le

brave général était allé assez près des lignes allemandes pour apprendre les méthodes boches.

(Rires et longs applaudissements de la droite)

**M. Smart (Westmount)**: Je soulève une question d'ordre!

**Des députés ministériels**: Asseyez-vous!

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)**: Prenez donc votre médecine!

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)**: Il a le droit de soulever un point d'ordre.

**M. l'Orateur** conseille au chef de l'opposition d'être prudent et il demande aux membres de maintenir l'ordre.

**M. Smart (Westmount)**: Le trésorier provincial n'a pas le droit de faire des remarques à mon sujet. Ces remarques sont non fondées. De pareilles attaques ne sont pas parlementaires et je demande qu'il soit invité à les retirer.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)**: Non. Jamais.

**M. Smart (Westmount)**: J'ai été très près des lignes allemandes alors que vous en étiez bien loin.

**L'honorable M. Nicol (Richmond)**: C'est là que vous avez appris ces méthodes, et pendant ce temps-là, je payais des taxes pour vous maintenir là.

**M. Smart (Westmount)**: Je payais des taxes moi aussi, bien que je fusse de l'autre côté, et des taxes élevées.

**M. l'Orateur** rappelle tout le monde à l'ordre.

**L'honorable M. Nicol (Richmond)**: Le brave général se démène beaucoup maintenant dans le but de noircir la réputation d'un membre de cette Chambre. Avocat à Sherbrooke depuis 17 années, s'occupant de politique depuis plusieurs années, vivant avec ses concitoyens dans la plus parfaite harmonie, il croit, dit-il, pouvoir se rendre le témoignage à lui-même qu'il a, non seulement toujours fait son devoir, mais que chaque fois qu'il a pu être utile aux siens, c'est de bon cœur qu'il s'y est dévoué. Il a toujours bien reçu les personnes qui se sont adressées à lui, qu'elles soient libérales ou conservatrices.

On a parcouru les campagnes, on a interrogé tous ceux qui, de loin ou de près, ont eu des relations avec moi, on a cherché par tous les moyens possibles à faire avouer aux détenteurs de permis qu'ils m'avaient payé pour les protéger, leur faire obtenir leur permis, mais les efforts de mes ennemis dans ce sens ont été vains.

Je ne suis aucunement surpris des tactiques allemandes employées par le député de Westmount dans cette affaire. Lorsqu'il se lève et tente ainsi de salir ma réputation et celle d'autres députés de cette Chambre, il va trop loin<sup>2</sup>. Le député a fait allusion à la cause Noël, mais pourquoi n'a-t-il pas dit ce qu'est cette cause? Cette cause provient du fait que le trésorier n'a pas voulu permettre à un maître-chanteur de ternir sa réputation dans la ville de Sherbrooke. Après mon entrée dans le cabinet, un homme qui a toujours été contre moi, depuis le commencement de ma carrière, est venu me trouver et m'a demandé un octroi de \$100,000 du gouvernement pour son institution.

Je ne me suis pas retranché derrière mes collègues dans cette affaire, mais j'ai pris la responsabilité moi-même et je lui ai répondu, comme doit le faire un homme, qu'en ce qui me concernait j'étais contre le fait qu'on lui donne des subventions provinciales, et que pas un dollar des fonds de la province n'irait à une institution privée. C'est alors que cet homme a commencé à fouiller ma vie privée et publique depuis que je réside à Sherbrooke. Pendant que je travaillais pour le bien de la province ou du moins que j'essayais, il s'est mis à l'œuvre jour et nuit et est allé voir tous les détenteurs de licences de la ville de Sherbrooke dans le but de trouver quelque chose pour essayer de me compromettre.

Il a fait toutes les places d'affaires de la ville de Sherbrooke et est allé fouiller au palais de justice où je pratique ma profession depuis 15 ans, et là, il a fouillé tous les dossiers feuille à feuille; il a interrogé tous les hôteliers du district de Saint-François; il a interrogé tous ceux qui ont obtenu des licences dans la cité de Sherbrooke, pour essayer de découvrir si je ne m'étais pas rendu coupable d'une injustice.

Qu'a-t-il trouvé? Vous avez le dossier de l'affaire Nicol-Noël devant vous. J'ai poursuivi cet homme. J'ai porté certaines accusations contre celui qui voulait ma ruine parce qu'il n'avait pas obtenu ce qu'il désirait. Il a déclaré partout dans Sherbrooke que, dans quinze jours, Nicol serait sorti de la vie publique, que je ne serais pas quinze jours dans le cabinet. On a voulu me dissuader de poursuivre Noël, mais j'ai voulu que les tribunaux connaissent cette affaire et rendent un jugement impartial.

J'ai donc pris une poursuite contre lui. Vous avez le dossier devant vous. Je prétendais ce faisant que Noël a fait en certains endroits des déclarations contre moi. J'ai étalé ces allégations sur plusieurs paragraphes. J'ai déclaré que le Dr Noël avait insinué que j'avais commis des irrégularités dans l'octroi des licences. Référez-vous au dossier et à la réponse que Noël a faite à mes allégations. Qu'y trouve-t-on? Je prétends dans ce dossier qu'on y trouve à différents moments et à différents endroits des déclarations du Dr Noël selon lesquelles j'aurais fait certaines choses pour obtenir des licences. Et qu'a répondu le docteur Noël à ma déclaration? Il a simplement nié mes allégues en affirmant qu'il n'avait jamais fait les déclarations que je lui reprochais. (Applaudissements)

J'ai la preuve que le docteur Noël est allé de place en place pour essayer d'obtenir des déclarations écrites sous serment contre moi et essayer de trouver quelqu'un qui pût dire que j'avais été payé pour obtenir des licences dans Sherbrooke. Je peux vous amener des témoins qui peuvent affirmer que ce n'est pas le cas. Il y a à Sherbrooke huit licences de bière. Il y en avait cinq avant la nouvelle législation. Trois autres ont été accordées ensuite, et pas une seule de ces trois licences n'a été donnée à des gens qui étaient mes clients. Il y avait même un conservateur parmi les licenciés, un chef conservateur de Sherbrooke.

Quelques-uns m'ont demandé comment se procurer des blancs de demande, et j'ai téléphoné à M. Simard, au secrétaire ou aux officiers de la Commission pour leur en faire envoyer, et c'est tout. Dans chaque cas, ils sont venus me consulter. J'étais là en tant que représentant du comté et je les ai reçus lorsqu'ils sont venus à moi. Certains m'ont dit qu'ils avaient besoin de blancs de demande. J'ai téléphoné au secrétaire de la Commission et j'ai demandé qu'on envoie les blancs. Quelques-uns voulaient rencontrer M. Simard; je les ai donc référés à lui. Conservateurs ou libéraux, Français ou Anglais, je leur ai dit que cela ne requerrait aucune intervention de ma part et qu'il suffisait de se rendre à la Commission ou envoyer une lettre.

Quelques-uns souhaitaient obtenir un rendez-vous. J'ai fait quelques téléphones et je leur ai ménagé des entrevues avec la Commission. C'est tout ce que j'ai fait. Ils sont allés à la Commission, car je leur ai dit que c'était elle qui donnait les licences et que je ne pouvais intervenir. Si cela est irrégulier, alors j'ai commis des irrégularités! Vous pouvez aller à Sherbrooke interroger tous les citoyens en vue, conservateurs comme libéraux, les chefs conservateurs, et vous verrez si la situation est aussi

sérieuse qu'on veut le faire croire à Sherbrooke. Ils vous diront qu'il y a une situation sérieuse, mais pas pour le trésorier provincial, mais pour le Dr Noël, l'homme qui a essayé de le faire chanter.

Le général de Westmount croit-il qu'il était juste pour moi et les autres membres du Parlement de faire une semblable motion, puis de reprendre son siège? Ce n'est certainement pas le "British Fairplay" qui a porté le député de Westmount à agir comme il l'a fait. Pourquoi ne s'est-il pas levé et n'a-t-il pas porté une accusation comme un homme, au lieu de se retrancher derrière les gaz allemands?

Le député de Westmount a cru pouvoir faire du capital politique en attaquant la réputation du député de Richmond. Il y a 17 ans que je pratique le droit à Sherbrooke. J'ai déjà invité le député de Westmount à Sherbrooke. C'était tout juste après une élection, et il n'est pas venu. Je l'invite encore une fois à y venir aux prochaines élections, à poser sa candidature contre la mienne ou à présenter un candidat, et il verra alors la situation sérieuse qui existe à Sherbrooke. (Applaudissements)

Le député de Westmount a fait une simple allusion à deux affaires, celle de M. Benoît et celle de M. Roy. Voyons ce dont il s'agit. Le député de Westmount a mentionné, pour soutenir son accusation, que Benoît a déjà eu un hôtel et que le dossier indiquait que j'étais impliqué dans le financement de cet hôtel. Or, que nous montre le dossier? M. Benoît a vendu, il y a deux ans et demi, en août 1920, bien longtemps avant que je ne sois dans la vie publique et membre du gouvernement, ou même que je songe à y entrer, une propriété à Sherbrooke dans laquelle il y avait un hôtel. Cet hôtel était situé en face de la station.

Un de mes clients, qui ne voulait pas divulguer son nom, m'a demandé d'acheter cette propriété pour lui, comme cela se fait tous les jours dans les bureaux d'avocats. Ce n'était pas pour l'hôtel lui-même, mais pour un grand espace de terrain qu'il y avait à côté et qu'une compagnie voulait avoir, et que je représentais comme avocat. Et, comme je ne voulais pas divulguer le nom de cette compagnie, la transaction s'est faite à mon nom. Ces événements ont eu lieu il y a deux ans et demi. Je ne faisais pas alors partie du gouvernement et n'avais pas la moindre intention d'y entrer. Qu'est-ce qu'il y a de mal à ça? Peut-on me blâmer pour cela? S'il y a quoi que ce soit de malhonnête dans cela, laissons le député de Westmount parler.

Ce dernier dit que j'ai interféré dans l'octroi de licences. M. Simard était ici devant le comité des comptes publics pour témoigner. On lui a demandé

comment les licences étaient octroyées et le député de Westmount était présent. Pourquoi le député de Westmount ne s'est-il pas enquis, auprès de l'honorable M. Simard, devant le comité des comptes publics, s'il était intervenu directement ou indirectement dans l'octroi des licences à Sherbrooke? C'était l'endroit où en discuter. Il préférait rester dans l'ignorance, afin de venir devant la Chambre faire les insinuations qu'il fait en ce moment. Voyons l'autre maintenant. Le député a dit hier qu'il possédait des déclarations écrites sous serment. Je présume qu'une de ces déclarations a été faite par un nommé Roy. M. Roy est un de mes clients depuis cinq ou six ans.

C'est un épicier autorisé, mais il a perdu sa licence en mai 1922 et il s'est présenté à mon bureau plusieurs fois pour tenter de la récupérer. Jamais je n'ai levé le doigt pour lui venir en aide et il n'a jamais obtenu sa licence. Plus tard, mon ennemi, Noël, a dit à Roy qu'il n'obtiendrait jamais sa licence parce que je travaillais contre lui, et il a essayé de le convaincre de dire qu'il avait essayé de me soudoyer. Il lui a dit que, si le trésorier provincial avait voulu qu'il ait sa licence, il aurait pu l'obtenir, et il a demandé une déclaration écrite sous serment, disant qu'il la donnerait au premier ministre et à M. Simard et qu'il obtiendrait sa licence.

Sous ces prétextes fallacieux, il a obtenu une déclaration écrite sous serment de Roy dans laquelle ce dernier allègue que je lui ai dit de faire cela. C'est la preuve de mon implication dans l'octroi de licences. Roy n'a pas eu sa licence. Cela prouve au député de Westmount, s'il était de bonne foi, à quel point le Trésorier provincial s'intéressait à cela. La première chose qu'a fait son ennemi a été de tenter de prouver que celui-ci a reçu de l'argent, mais après avoir consulté quinze ou vingt personnes, il a compris qu'il ne pourrait en faire la preuve. Il s'est donc procuré un affidavit d'après lequel certaines personnes sont venues à son bureau et s'étaient fait dire de faire ceci et cela.

Je suis surpris de constater que le député de Westmount emploie un individu pareil, pour tenter de noircir ainsi la réputation d'un membre de cette Chambre qui ne le mérite vraiment pas. Lorsque je suis entré dans la vie publique et qu'on m'a demandé d'occuper le poste que j'occupe aujourd'hui, j'ai hésité avant d'accepter. Le premier ministre et mes collègues peuvent en témoigner. J'avais une bonne formation juridique. J'étais à la tête d'une nombreuse clientèle, non seulement parmi les libéraux, mais aussi parmi les conservateurs, et ne voulais pas l'abandonner.

À la demande non seulement des libéraux, mais des chefs conservateurs du comté, j'ai consenti; parfois, vous invitez des jeunes hommes à se lancer dans la vie publique. J'ai fait des sacrifices pour arriver ici. J'ai sacrifié un très bon revenu et une carrière légale importante à la demande de mes concitoyens, et je suis ici. Voilà comment on me traite aujourd'hui. On répand des rumeurs... Et quelles rumeurs, M. l'Orateur. Depuis le début de la session, un nuage plane au-dessus de ma réputation ici, et je suis heureux de clarifier ma situation et d'avoir l'occasion de démontrer à cette Chambre, au député de Westmount et à la province que j'ai pu tout de même mener à bien les affaires de mon comté.

Prenons l'affaire Côté. M. Côté avoue avoir remis \$200 au bureau légal de Nicol & Lazure pour services rendus dans l'octroi d'une licence par lui obtenue. M. Côté, lorsqu'il signa cet affidavit, fut trompé par le Dr Noël dans un but tout autre que celui pour lequel il a servi. Voici un affidavit de M. Côté, que j'ai en ma possession, et dans lequel M. Côté lui-même fait une déclaration assermentée expliquant sa conduite et dénonçant ledit Dr Noël:

Cité de Sherbrooke,  
Province de Québec,  
District de Saint-François

Déclaration;

Je, J.-Wilfrid Côté, agent d'immeuble de la cité de Sherbrooke, district de Saint-François, après avoir dûment prêté serment sur les Saints Évangiles déclare ce qui suit:

1. Je fais la présente déclaration au sujet d'un certain affidavit que j'ai signé le, ou vers le 16 octobre courant, à la demande du docteur J.-Émile Noël, de Sherbrooke, lequel affidavit on tente actuellement de faire servir à une fin toute opposée et contraire à celle pour laquelle je l'ai donné.

2. Je suis heureux de relater ci-après les circonstances dans lesquelles j'ai signé ledit affidavit:

Le ou vers le 16 octobre courant, vers midi, j'ai été appelé au téléphone par le docteur Noël, qui me demandait de me rendre à son bureau, disant qu'il avait quelque chose d'important et de pressant à me communiquer de la maladie de mon frère Arcade. Vers deux heures et demie de l'après-midi, j'étais au bureau du Dr Noël qui me parla de la maladie suivante, savoir: "Tandis que j'y pense, M. Côté, je veux vous parler de la campagne que M. Sauvé fait actuellement contre M. Nicol, le trésorier provincial. Vous savez que M. Sauvé prétend accuser M. Nicol de faire du "boodlage..."

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** C'est la première fois que j'entends cela.

**L'honorable M. Nicol (Richmond):** ...au sujet de transfert de licence avec la Commission des liqueurs. Vous savez que nous sommes tous de bons libéraux, et il faut travailler tous ensemble pour aider M. Nicol, afin de démontrer que ces accusations sont fausses. J'ai été chargé par le premier ministre, l'honorable M. Taschereau, de faire une petite enquête à ce sujet, et je veux connaître votre cas en particulier.

M. Sauvé prétend que vous auriez donné \$8,000 à M. Nicol pour le transfert de votre licence à M. Gosselin. Il dit que M. Nicol s'occupe de ces choses-là sur une commission de 50 %, et que, comme vous avez vendu \$16,000, vous lui auriez payé \$8,000.

3. À ces mots, j'ai éclaté de rire, et j'ai dit au docteur Noël que cela était ridicule. Je lui ai dit que je ne connaissais rien de la campagne de M. Sauvé, que c'était la première fois que j'en entendais parler; j'ai ajouté que c'était bien tout le contraire, que je n'ai absolument rien donné ni à M. Nicol, ni à d'autres pour ce transfert. Le docteur Noël m'a demandé si je pouvais donner une déclaration à cet effet, et j'ai répondu que je serais très heureux de le faire, et j'ai ajouté que pendant quatre mois, du mois de janvier au mois d'avril, j'avais pris des consultations de toutes sortes au bureau de MM. Nicol, Lazure et Couture, et, en particulier de M. Lazure, et j'ai ajouté qu'au mois de janvier, j'avais rencontré dans le corridor du bureau M. Nicol et j'ai commencé à lui parler du bail que j'avais avec Madame Des Ruisseaux, et comme il était très pressé, il m'a référé à M. Lazure. J'ai consulté MM. Lazure et Couture au sujet de ce bail, et immédiatement, M. Lazure a notifié par écrit Madame Des Ruisseaux au sujet de droit qu'elle prétendait avoir loué à M. Charest, et non pas à moi. J'ai également parlé de tout le travail que M. Lazure avait fait pour moi au sujet de Madame Des Ruisseaux, au sujet de mon bail, des entrevues qu'il a eues avec le chef de police, des requêtes qu'il avait préparées pour le comité de police, qui avait recommandé M. Charest à la Commission des liqueurs, par suite d'une fausse interprétation à mon bail. J'ai aussi dit que M. Lazure avait réussi à m'obtenir une recommandation du comité de police et du chef de police. Je lui ai dit que M. Lazure m'avait préparé plusieurs lettres à la Commission des liqueurs pour démontrer que le bail de l'hôtel de Madame Des Ruisseaux existait bien en ma faveur, et non en celle de M. Charest, lesquelles lettres j'ai moi-même signées.

4. J'ai aussi dit au docteur Noël que M. Lazure, pendant quatre mois, a fait beaucoup d'autre ouvrage pour moi, et tout ce qu'il a voulu prendre a été une somme de \$200. J'ai ajouté les paroles suivantes: "Vous pouvez voir, docteur, que dans toute mon affaire, il n'y a pas eu grand chose de pas correct", et là-dessus, le docteur Noël s'est empressé d'ajouter: "Si tous les cas sont comme celui-ci, les arguments de M. Sauvé ne tiendront pas debout longtemps." J'ai ajouté que j'étais très content de faire cette déclaration pour rendre service à MM. Nicol, Lazure et Couture, parce que j'avais été loin d'être surchargé pour le travail qu'ils avaient fait pour moi. J'ai également dit au docteur Noël, pour démontrer davantage l'honnêteté de M. Lazure, que j'étais venu une fois à son bureau le consulter avec M. Gosselin qui achetait mon bail, et que M. Gosselin ayant voulu payer la longue consultation de M. Lazure par une somme de \$15 à \$20, que M. Lazure avait refusé carrément quoi que ce soit.

5. À ce moment, le docteur Noël a appelé son secrétaire, et lui a dicté l'affidavit que j'ai signé; en autant que je m'en souviens, j'ai clairement dit dans mon affidavit que j'avais payé ce montant pour le travail que M. Lazure avait fait pour moi, et pour rien autre chose. Quand j'ai voulu faire entrer l'incident au sujet de M. Gosselin, relativement à l'argent que M. Lazure avait refusé, le docteur Noël me répondit que cela n'était pas nécessaire.

6. Lorsque j'ai signé l'affidavit au docteur Noël, je l'ai fait avec une entière bonne foi de démontrer l'honnêteté de MM. Nicol, Lazure et Couture, et démontrer que je n'avais payé absolument aucun coût au sujet d'influence que MM. Nicol, Lazure et Couture auraient pu exercer en quelque part, et j'étais, et je suis encore, parfaitement convaincu que je devais plus que cette somme de \$200 auxdits avocats pour leur travail, et que M. Lazure a accepté cette somme de \$200 uniquement parce que j'étais un client régulier de leur bureau depuis plusieurs années.

7. Il n'a jamais été question d'argent lorsque j'ai demandé à M. Lazure de travailler pour moi et, d'ailleurs, je n'aurais jamais osé lui proposer quelque chose qui n'aurait pas été strictement honnête.

8. J'étais convaincu, lorsque j'ai signé cet affidavit, que le docteur Noël travaillait sincèrement pour le Parti libéral et je l'avais toujours pris jusqu'à ce jour, pour le peu que je le connaissais, comme un gentilhomme, et c'est pourquoi je lui ai donné en toute confiance ladite déclaration.

Et j'ai signé,

J.-Wilfrid Côté

Assermenté devant moi, à Sherbrooke, ce dix-neuvième jour d'octobre 1922.

J.-R. Tétreault  
Commissaire de la cour supérieure  
pour le district de Saint-François.

M. Côté a donné un affidavit. Et, aujourd'hui, le Dr Noël veut faire croire que cet argent a été payé au trésorier pour des faveurs.

Après avoir pris connaissance de ce document, nous ne pouvons encore avoir confiance en cet individu qui a ainsi trompé la bonne foi du citoyen qui, de mon bureau, n'a obtenu qu'un seul service, celui d'avoir été informé sur la procédure à suivre pour demander l'octroi d'un permis, d'avoir été conseillé pour la préparation des documents qui doivent accompagner sa demande de permis.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Je tiens à déclarer que je n'ai jamais entendu parler de cette affaire, que je n'ai jamais tenu le langage que l'on m'a prêté.

**L'honorable M. Nicol (Richmond):** Mais je le sais bien. Mais voilà la méthode du Dr Noël, pour obtenir des affidavits contre le trésorier. Et il est allé trouver mes clients, de cette façon-là. Ce qu'il y a de remarquable, c'est que pendant qu'il faisait cela, j'étais son avocat. Si je n'avais pas été digne de la confiance publique, la Chambre va-t-elle croire que le Dr Noël m'aurait choisi, quand il y avait trente avocats à Sherbrooke et dans le district de Saint-François. Il est étrange de voir que, si le Dr Noël avait une telle opinion sur lui, il lui ait confié malgré tout trois affaires. Lorsque ma firme travaillait pour les hôtels, ils étaient payés pour leurs services juridiques et rien de plus.

L'honorable député de Westmount va-t-il prétendre que si j'avais voulu charger pour obtenir des licences, j'aurais signé des lettres. C'est ce qu'il a fait, lui, mais je serais pas aussi simple que cela.

(Rires)

**M. Smart (Westmount):** Je ne suis pas sûr de cela!

**L'honorable M. Nicol (Richmond):** Je ne serais pas aussi peu intelligent que lui pour aller me compromettre dans une lettre signée de ma main, comme il l'a fait hier. J'ai d'autres affidavits que je pourrais lire, de ceux qui ont obtenu des licences et qui assurent tous qu'ils ne m'ont jamais payé un seul centin pour obtenir ces licences.

Une foule de gens de Sherbrooke et du comté de Richmond sont venus me demander mon appui pour obtenir des permis, mais j'ai refusé cet appui, leur faisant comprendre qu'il serait d'ailleurs inutile auprès de la Commission.

Toutefois, je n'ai pas voulu refuser à ces citoyens dont plusieurs étaient mes propres clients les conseils qu'ils nous demandèrent pour mener leurs démarches à bonne fin. Peut-on considérer cela comme un crime. Je crois que non.

M. Côté fut mon client pendant cinq ou six ans. Lorsqu'il me pria d'obtenir pour lui un permis, je fus forcé de lui refuser comme aux autres. Quant au Dr Noël, il a été l'un des principaux artisans de la tactique nouvelle de l'opposition contre moi. Je ne veux pas laisser se terminer cette affaire sans dire ce que j'en pense. Sous de fausses représentations, il a obtenu de M. Côté une déclaration.

Il a fait voir que le premier ministre faisait faire une petite enquête à Sherbrooke pour répondre à une campagne de l'opposition, et on lui a fait signer un faux document. Cela a été fait par l'homme qui se scandalisait, tout comme le député de Westmount d'ailleurs, de ce que j'avais téléphoné à la Commission des liqueurs pour faire envoyer des blancs de demandes de licences à quelques personnes, mais qui ne se scandalisait pas de demander mon aide pour faire remettre à son frère pour \$6,000 de boisson qui avait été saisie parce qu'elle devait servir au commerce illicite.

En effet, le Dr Noël lui-même m'a demandé d'intervenir auprès de la Commission des liqueurs, pour son frère, qui faisait du bootlegging, et à qui on avait saisi pour \$6,000 de liqueurs. Il fut condamné à payer, sous peine d'être envoyé au pénitencier.

J'ai refusé d'intervenir et il ne m'a jamais pardonné cela. Et pour avoir refusé de recommander son octroi de \$100,000 pour son institut à Sherbrooke, je suis maintenant harcelé par les attaques réitérées de ce Dr Noël. Voilà la pureté que l'on vient nous montrer en cette Chambre, aujourd'hui.

C'est parce que je n'ai pas voulu intervenir que cet homme aide aujourd'hui ceux qui me lancent de la boue à la figure. Ce sont les gens avec qui vous combattez. Les électeurs de Westmount seront sans doute édifiés d'apprendre que leur député ait lancé de la boue à la face d'un membre du gouvernement et de quelques autres collègues de cette Chambre, en se basant sur de pareilles accusations.

**M. Smart (Westmount)** soulève un point d'ordre.

**M. l'Orateur** rappelle le député de Westmount à l'ordre et déclare qu'il n'a aucune raison

de se plaindre de ce que vient de dire le représentant de Richmond (l'honorable M. Nicol).

(Applaudissements à droite)

**L'honorable M. Nicol (Richmond):** Mais, M. l'Orateur, j'ai pris assez du temps de la Chambre. Je regrette d'avoir été aussi long. Je vais déposer ces documents sur la table de la Chambre.

Comme je l'ai dit, il y a une cause de Nicol vs Noël, devant les tribunaux. Je pourrais ajouter que l'on m'a approché et que l'on a approché mes collègues, pour régler cette cause. Durant les six dernières semaines, on a envoyé délégation sur délégation pour me faire retirer mon action. Chaque fois, j'ai refusé.

**Des députés ministériels:** Écoutez! Écoutez!  
(Applaudissements)

**L'honorable M. Nicol (Richmond):** Non seulement cela, mais tous les ministres ont été approchés pour exercer une pression sur moi. L'honorable ministre de l'Agriculture a reçu une lettre, hier; j'ai reçu moi-même, hier, la visite d'un homme de Montréal qui voulait que je retire ma cause. Mais, j'ai dit à tous ces gens que je ne retirerais pas mon action et que la cause irait en cour, et qu'elle serait jugée par les tribunaux du district de Saint-François. (Applaudissements)

On m'a proposé un arbitrage, mais le député de Westmount peut m'en croire, il n'y aura pas d'arbitrage. J'entends pousser l'affaire, afin que les tribunaux se prononcent. Je ne cherche pas de revanche, mais je tiens à revendiquer parfaitement mon honneur. (Applaudissements)

Les affidavits obtenus par le Dr Noël et le député de Westmount ont été arrachés de la façon que j'ai expliquée et dans les circonstances que j'ai relatées.

**M. Smart (Westmount)** soulève un autre point d'ordre.

**L'honorable M. Nicol (Richmond)** récusé le point d'ordre. Comment, Monsieur, je pourrais avoir dix affidavits disant que le député de Westmount dormait sur son siège hier soir, en Chambre et qu'il ne savait pas ce qui se passait, ni ce qu'il disait. Est-ce que je lui en ferais un crime...? (Rires)

**M. Smart (Westmount):** J'ai déjà vu le trésorier dormir, moi aussi.

**L'honorable M. Nicol (Richmond):** Pas dans ces conditions comme celles d'hier soir.



**M. Smart (Westmount):** Je soulève un point d'ordre! Le trésorier vient de faire une insinuation qu'il doit prouver ou rétracter.

**L'honorable M. Nicol (Richmond):** Quelle insinuation y a-t-il?

**M. Smart (Westmount):** Le trésorier a dit que je dormais dans certaines conditions. J'étais extrêmement fatigué du travail que nous avons accompli depuis quelques jours, à cause du rythme que les membres de l'opposition doivent maintenir jour et nuit.

**L'honorable M. Nicol (Richmond):** Voulez-vous que je vous le dise pourquoi vous dormiez?

**M. Smart (Westmount):** Dites-le donc!

**L'honorable M. Nicol (Richmond):** Eh bien, vous étiez ivre, sous l'influence de la boisson.

**M. Smart (Westmount):** C'est une insulte! Il demande au trésorier de retirer ses paroles.

**M. l'Orateur:** Je demanderais à l'honorable député de retirer ses paroles.

**L'honorable M. Nicol (Richmond):** Si le terme n'est pas parlementaire, je le retire.

Lorsque le Dr Noël a lancé cette accusation, qui n'est jamais venue des citoyens de Sherbrooke, mais de lui seul, qu'ai-je fait? Ai-je essayé de me dérober? Ai-je essayé d'arrêter ces accusations? J'ai immédiatement porté l'affaire devant les tribunaux. Ces rumeurs m'ont causé du tort, car je me flatte d'avoir la confiance de mes concitoyens. Que le député de Westmount se donne la peine d'aller à Sherbrooke et il constatera si ce que je dis là est vrai. S'il veut aller parcourir les dossiers de la cour, il verra si le député de Richmond jouit de la confiance de ses concitoyens.

Mais, s'il veut lire l'histoire de l'homme qui vient de lancer ces fausses accusations, il verra que cet homme est allé un jour, en 1916, faire un voyage à Chicago, où il a conçu le rêve d'un hôpital de \$100,000. Ce voyage, il l'avait fait avec de l'argent que lui avait prêté celui qui est aujourd'hui trésorier de la province, argent qu'il n'a jamais rendu et pour lequel je ne l'ai poursuivi que lorsque l'action Nicol-Noël a été intentée. L'homme qui a accepté cet argent vient aujourd'hui mordre la main qui l'a secouru, la main de celui qui fut son nourricier, et le député de Westmount se joint à lui.

Il dit, en terminant, qu'il ne craindra pas, lorsque l'heure sera venue de se présenter devant le peuple, de rencontrer le député de Westmount qu'il souhaite voir dans son comté comme candidat. Il ne craint pas non plus aucun des amis du député, quel qu'il soit. Celui qui portera les couleurs de l'opposition constatera que si, dans Richmond, il existe un certain esprit de mécontentement, cet esprit est plutôt au désavantage des conservateurs dont on méprise la sale conduite, conduite de vilenie, de bassesses et de calomnie.

Le député de Westmount est bien accouplé. Il est digne de tous ces gens-là, Gareau, Lamarre et compagnie. (Longs applaudissements)

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** regrette cet incident. Je ne puis reprocher au trésorier le ton d'indignation sur lequel il vient de prononcer son discours, mais la motion n'est pas injurieuse et le trésorier a le tort de s'en trouver offensé et de recourir pour la combattre à des méthodes condamnables.

**L'honorable M. Nicol (Richmond):** Je n'ai rien à regretter de ce que j'ai dit.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** L'honorable député de Westmount avait été informé, cependant, par des gens qu'il croyait dignes de foi.

**L'honorable M. Nicol (Richmond):** L'honorable député ne croit-il pas qu'il aurait été plus digne d'attendre le jugement dans la cause Nicol-Noël? D'attendre que les tribunaux se fussent prononcés?

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** dit qu'il touchera ce point plus tard et il demande au trésorier de le laisser terminer ses remarques. Mais le député de Westmount a-t-il commis un crime? Il est impardonnable de constater que l'on puisse croire une telle chose. Et d'ailleurs, ni le trésorier provincial ni le premier ministre ne pourraient affirmer cela d'un député qui produit une information fournie par des gens qu'il croit être dignes de confiance. S'est-il rendu coupable d'un acte irrégulier? L'honorable député de Westmount n'a pas commis de crime en agissant comme il l'a fait. Il avait le droit de porter des accusations contre le trésorier, après avoir reçu des renseignements qu'il a appris de personnes autorisées.

Ce sont des chefs libéraux qui ont fait des déclarations incriminant l'honorable trésorier provincial. Ce n'est pas parce qu'un député porte des accusations basées sur des informations dignes de foi, contre un membre de la Chambre, la haute tout autant que la basse, qu'il devient indigne d'y siéger.

Ce n'est pas la première fois qu'un député porte des accusations. En 1892, ou 1893, l'honorable député de Bellechasse (M. Turgeon) a porté des accusations contre le député de Berthier (M. Allard). Ce dernier fut acquitté honorablement et l'honorable M. Turgeon ne fut pas censuré. On a pu démontrer que l'accusateur avait reçu de fausses informations. Cela le rend-il pour autant coupable d'un acte déshonorant et cela le rend-il désormais inapte à se présenter devant la population?

Je tiens à répéter à la Chambre que je n'ai jamais tenu le langage que le Dr Noël m'aurait prêté, dans sa conversation avec M. Côté. Je ne suis pour rien dans cette affaire de Sherbrooke.

**L'honorable M. Nicol (Richmond):** Je ne l'ai jamais pensé.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Je suis heureux de constater que le Trésorier provincial apprécie cela. Pour me permettre une expression chère au premier ministre, j'ajouterai qu'il n'y a rien de la famille bleue, là-dedans. Le Dr Noël était un chef libéral, un bon ami de l'honorable ministre.

**L'honorable M. Nicol (Richmond):** C'est une brebis égarée.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** L'honorable trésorier est le chef du Parti libéral dans Sherbrooke...

**L'honorable M. Nicol (Richmond):** J'y compte de bons amis conservateurs.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Il s'agit d'une affaire entre libéraux. Les accusateurs du trésorier provincial sont des chefs libéraux en vue de Sherbrooke. Le Dr Noël est un ancien président de l'Association libérale de cette ville...

**L'honorable M. Nicol (Richmond):** Il l'était, mais plus maintenant.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Mais il occupe encore une position éminente dans la politique des Cantons de l'Est. Il croyait que le premier ministre et le ministre de l'Agriculture connaissaient le Dr Noël.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) et l'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine) disent l'avoir rencontré, mais qu'ils ne le connaissent pas personnellement.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Le Dr Noël de même que MM. Benoît et Côté, dont les noms ont été mentionnés, sont tous de bons libéraux. Je ne prétends pas que l'honorable trésorier est coupable, mais si les dires du Dr Noël s'avèrent exacts, il ne sera pas très bon pour le Dr Noël d'avoir été insulté comme il l'a été ici cet après-midi. Je ne crois pas que l'honorable trésorier provincial a eu raison alors de dénoncer le député de Westmount dans les termes qu'il a employés. Le trésorier a tort de dénoncer le député de Westmount si violemment. L'information qu'il a reçue était crédible; il l'a présentée devant la Chambre.

Ce sont des amis du trésorier qui l'ont informé. S'il y a querelle à propos de cela, le député de Westmount a pris les choses comme elles se sont présentées. Il a jugé que ces informations lui avaient été fournies en toute bonne foi. Or, si le député de Richmond affirme que les affidavits qu'a en sa possession ici le député de Westmount ne valent rien et qu'il a des déclarations contraires, il admettra au moins que ces gens peuvent à peine entretenir une grosse réputation. C'est une affaire de quelques libéraux de plus dont la réputation est questionnable. Je me demande quel genre d'organisation les libéraux peuvent avoir à Sherbrooke.

Il poursuit au sujet des affidavits.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) note que le Conseil législatif a fait parvenir un message de la Chambre haute.

Le débat se poursuit.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** propose, appuyé par le représentant de Joliette (M. Dufresne), que le débat soit ajourné.

Cette dernière proposition est adoptée. Le débat est ajourné.

### Ajournement

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, appuyé par le représentant des Îles-de-la-Madeleine (l'honorable M. Caron), que, lorsque cette Chambre s'ajournera, elle soit ajournée à ce soir, à sept heures et demie.

Adopté.

La séance est levée à 6 h 15.

**Troisième séance du 29 décembre 1922****Présidence de l'honorable J.-N. Francoeur**

La séance est ouverte à 8 h 15.

**Prière.**

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

**Montefiore Hebrew Orphans  
Home of Montreal**

**M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis)** propose, appuyé par le représentant de Laval (M. Renaud), que l'honoraire payé pour le bill 107 constituant en corporation The Montefiore Hebrew Orphans Home of Montreal soit remis, moins les frais d'impression et de traduction, vu que ce bill a pour objet d'entretenir et de protéger les orphelins.

Adopté.

**Demande de documents:****Licences d'alcool  
dans Saint-François**

**M. Smart (Westmount)** propose, appuyé par le représentant de Montréal-Saint-Georges (M. Gault), qu'il soit mis devant cette Chambre copie de toute correspondance, télégramme, etc., entre l'honorable M. Jacob Nicol et la Commission des liqueurs de Québec, au sujet de licences dans la ville de Sherbrooke et dans le district judiciaire de Saint-François.

Adopté.

**Représentation de  
Sherbrooke dans le cabinet**

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** propose, appuyé par le représentant de Montréal-Saint-Georges (M. Gault), qu'il soit mis devant cette Chambre copie de toute correspondance entre le gouvernement ou aucun de ses ministres et le Dr Joseph-Émile Noël, au sujet de la représentation de la ville de Sherbrooke dans le gouvernement de cette province.

Adopté.

**Hôpital Noël**

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** propose, appuyé par le représentant de Montréal-Saint-Georges (M. Gault), qu'il soit mis devant cette Chambre copie de toute correspondance, télégramme, etc., depuis 1920, entre le gouvernement ou aucun de ses membres et le Dr Joseph-Émile Noël ou autre personne, concernant l'hôpital Noël, incorporé en 1920, 10 George V, chapitre 140.

Adopté.

**Poursuites de la  
Commission des liqueurs  
dans Saint-François**

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** propose, appuyé par le représentant de Montréal-Saint-Georges (M. Gault), qu'il soit mis devant cette Chambre copie de toute correspondance entre le gouvernement et M. Lazure, avocat, membre de la société légale Nicol, Lazure et Couture, de Sherbrooke, au sujet de la Commission des liqueurs et des poursuites prises par la Commission dans le district judiciaire de Saint-François.

Adopté.

**Lot no 15  
du canton Campbell**

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** propose, appuyé par le représentant de Montréal-Saint-Georges (M. Gault), qu'il soit mis devant cette Chambre copie de toute correspondance, etc., entre le gouvernement ou aucun de ses membres et toute personne depuis 1920 au sujet du lot no 15 du canton Campbell.

Adopté.

**Commission  
des liqueurs**

**M. Smart (Westmount)** propose, appuyé par le représentant de Montréal-Saint-Georges (M. Gault), qu'il soit mis devant cette Chambre copie de la liste des raisons sociales ou des personnes avec lesquelles la Commission des liqueurs de Québec a fait affaires en Europe, en Grande-Bretagne, aux États-Unis et que le président de la Commission a communiquée au trésorier de la province.

La proposition étant mise aux voix, la Chambre se divise. Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

**Pour:** MM. Dufresne, Gault, Renaud, Sauvé, Smart, 5.

**Contre:** MM. Bédard, Bordeleau, Bullock, Cannon, Caron (Îles-de-la-Madeleine) Laferté, Dufour (Charlevoix-Saguenay) Dufour (Matane), Forest, Forget, Fortier, Galipeault, Gaudrault, Godbout, Hamel, Lahaie, Leclerc, Lemieux (Gaspé), Lemieux (Wolfe), Létourneau, McDonald, Mercier fils (Châteauguay), Moreau, Morin, Nicol, Ouellet (Dorchester), Péloquin, Perrault, Poulin, Ricard, Saurette, Roy, Taschereau, Thériault, Vautrin, 35.

Ainsi, la proposition est rejetée.

### Subsides

**L'honorable M. Nicol (Richmond)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

Adopté.

### En comité:

**L'honorable M. Nicol (Richmond)** propose:

1. Qu'un crédit n'excédant pas vingt-cinq mille quatre cent quatre-vingt-cinq piastres soit ouvert à Sa Majesté pour traitements, dépenses contingentes, etc., (Assemblée législative), pour l'exercice finissant le 30 juin 1923.

Adopté.

2. Qu'un crédit n'excédant pas quatre-vingt-huit mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour impression et reliure pour les deux Chambres de la Législature, S.R.Q., 1909, article 164, pour l'exercice finissant le 30 juin 1923.

Adopté.

3. Qu'un crédit n'excédant pas six cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour traitements, dépenses contingentes, etc., (Bibliothèque de la Législature), pour l'exercice finissant le 30 juin 1923.

Adopté.

4. Qu'un crédit n'excédant pas six cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour traitement (gouvernement civil) pour l'exercice finissant le 30 juin 1923.

Adopté.

5. Qu'un crédit n'excédant pas trente-huit mille huit cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour dépenses contingentes; bureau du lieutenant-gouverneur, \$2,000; département du Conseil exécutif, service d'inspection et de vérification,

\$1,200; département du secrétaire de la province, \$16,000; département du Trésor, bureau du trésorier, \$3,000; département du Trésor, bureau des assurances, \$2,100; département du Trésor, bureau de l'auditeur, \$500; département des Travaux publics et du travail, \$10,000; département de l'Instruction publique, \$4,000; pour l'exercice finissant le 30 juin 1923.

Adopté.

6. Qu'un crédit n'excédant pas cent six mille cent piastres soit ouvert à Sa Majesté pour administration de la justice. (y compris \$20,000, montant requis pour rembourser le gouvernement fédéral, *re* amendes en vertu de la loi du service militaire), pour l'exercice finissant le 30 juin 1923.

Adopté.

7. Qu'un crédit n'excédant pas trente-deux mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour École polytechnique, Montréal, en vertu de 57 Victoria, chapitre 23, section 17, telle qu'amendée par les lois 3 Édouard VII, chapitre 17, section 4; 7 Édouard VII, chapitre 28, section 1; 8 Édouard VII, chapitre 31, section 1; 9 Édouard VII, chapitre 35 section 1; 1 George V, (2<sup>ème</sup> session, chapitre 30, section 2; 3 George V, chapitre 26, section 1; 4 George V, chapitre 26, section 1, 8 George V, chapitre 41, section 1 et 11 George V, chapitre 53, section 1, en sus du montant autorisé par les lois ci-dessus, pour l'exercice finissant le 30 juin 1923.

Adopté.

8. Qu'un crédit n'excédant pas dix mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour octroi spécial aux municipalités scolaires, pour encourager la construction et le maintien de nouvelles académies pour les garçons pour l'exercice finissant le 30 juin 1923.

Adopté.

9. Qu'un crédit n'excédant pas vingt-cinq mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour aide à la construction d'écoles, pour l'exercice finissant le 30 juin 1923.

Adopté.

10. Qu'un crédit n'excédant pas six mille cinq cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour inspection des écoles, pour l'exercice finissant le 30 juin 1923.

Adopté.

11. Qu'un crédit n'excédant pas sept mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour encouragement à la littérature et aux beaux-arts; livres de récompense, reliure, etc., pour l'exercice finissant le 30 juin 1923.

Adopté.

12. Qu'un crédit n'excédant pas mille deux cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour publication d'un journal français et d'un journal anglais de l'instruction publique, aux conditions et de la manière fixées par le secrétaire de la province, pour l'exercice finissant le 30 juin 1923.

Adopté.

13. Qu'un crédit n'excédant pas cinq mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour octroi concernant la création de bourses pour les étudiants qui vont suivre des cours d'études post-scolaires à Paris, France, en sus du montant autorisé par 10 George V, chapitre 9, section 1, pour l'exercice finissant le 30 juin 1923.

Adopté.

14. Qu'un crédit n'excédant pas trois mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour archives canadiennes; pour reliure et renouvellement pour l'exercice finissant le 30 juin 1923.

Adopté.

15. Qu'un crédit n'excédant pas cinq mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour Bureau des statistiques de Québec, 3 George V, chapitre 16, pour l'exercice finissant le 30 juin 1923.

Adopté.

16. Qu'un crédit n'excédant pas vingt mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour asiles d'aliénés, y compris le transport de patients des prisons aux asiles, et autres dépenses contingentes, pour l'exercice finissant le 30 juin 1923.

Adopté.

17. Qu'un crédit n'excédant pas cent mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour achat de radium, pour l'exercice finissant le 30 juin 1923.

Adopté.

18. Qu'un crédit n'excédant pas cent soixante-sept mille trois cent onze piastres et quinze centins soit ouvert à Sa Majesté pour entretien, etc., des édifices publics en général, pour l'exercice finissant le 30 juin 1923.

Adopté.

19. Qu'un crédit n'excédant pas dix mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour nettoyage des édifices de la Législature et des départements: traitements, etc., pour l'exercice finissant le 30 juin 1923.

Adopté.

20. Qu'un crédit n'excédant pas huit cent trente-sept piastres et soixante-dix centins soit ouvert à Sa Majesté pour assurance des édifices publics en général, pour l'exercice finissant le 30 juin 1923.

Adopté.

21. Qu'un crédit n'excédant pas cinq mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour bureau de poste; traitements, dépenses contingentes, etc., pour l'exercice finissant le 30 juin 1923.

Adopté.

22. Qu'un crédit n'excédant pas cinquante-six mille trois cent vingt-cinq piastres soit ouvert à Sa Majesté pour ponts-routes, pour l'exercice finissant le 30 juin 1923.

Adopté.

23. Qu'un crédit n'excédant pas douze mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour installation d'un système de chauffage à l'huile, pour l'exercice finissant le 30 juin 1923.

Adopté.

24. Qu'un crédit n'excédant pas vingt-quatre mille huit cent soixante piastres et soixante centins soit ouvert à Sa Majesté pour entretien des bureaux du gouvernement, Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1923.

Adopté.

25. Qu'un crédit n'excédant pas trente mille cinq cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour réparations aux palais de justice et prisons, etc., pour l'exercice finissant le 30 juin 1923.

Adopté.

26. Qu'un crédit n'excédant pas mille sept cent trois piastres et quatre-vingts centins soit ouvert à Sa Majesté pour assurance des palais de justice et prisons pour l'exercice finissant le 30 juin 1923.

Adopté.

27. Qu'un crédit n'excédant pas cent mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour édifices de la Législature et des départements, construction d'un nouvel édifice sur la rue Sainte-Julie, Québec, pour l'exercice finissant le 30 juin 1923.

Adopté.

28. Qu'un crédit n'excédant pas quatre mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour édifices publics et loi des établissements industriels, S.R.Q. 1909, articles 3749 à 3789*ff*, tels qu'amendés par 8 George V, chapitre 51; 10 George V, chapitre 54, et 11 George V, chapitre 75; 3829-3866; tels qu'amendés par 1 George V, (1<sup>ère</sup> session), chapitre 27; 2 George V, chapitre 36; 3 George V, chapitre 37 et 9 George V, chapitre 50, pour l'exercice finissant le 30 juin 1923.

Adopté.

29. Qu'un crédit n'excédant pas soixante-deux mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour encouragement à l'agriculture en général, y compris les fermes de démonstration, pour l'exercice finissant le 30 juin 1923.

Adopté.

30. Qu'un crédit n'excédant pas trois mille cinq cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour enseignement vétérinaire, pour l'exercice finissant le 30 juin 1923.

Adopté.

31. Qu'un crédit n'excédant pas dix mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour industrie laitière et inspection des fabriques de produits laitiers, 5 George V, chapitre 31 et 11 George V, chapitre 37, pour l'exercice finissant le 30 juin 1923.

Adopté.

32. Qu'un crédit n'excédant pas six mille cinq cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour horticulture, pour l'exercice finissant le 30 juin 1923.

Adopté.

33. Qu'un crédit n'excédant pas dix mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour apiculture, pour l'exercice finissant le 30 juin 1923.

Adopté.

34. Qu'un crédit n'excédant pas huit mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour expositions, pour l'exercice finissant le 30 juin 1923.

Adopté.

35. Qu'un crédit n'excédant pas six cent mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour amélioration et entretien des chemins, pour l'exercice finissant le 30 juin 1923.

Adopté.

36. Qu'un crédit n'excédant pas cent mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour protection des forêts, pour l'exercice finissant le 30 juin 1923.

Adopté.

37. Qu'un crédit n'excédant pas dix mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour services d'hydroplans, pour l'exercice finissant le 30 juin 1923.

Adopté.

38. Qu'un crédit n'excédant pas soixante-douze mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour arpentages, pour l'exercice finissant le 30 juin 1923.

Adopté.

39. Qu'un crédit n'excédant pas huit mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour administration et ventes de terres publiques pour fins d'agriculture, pour l'exercice finissant le 30 juin 1923.

Adopté.

40. Qu'un crédit n'excédant pas dix mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour inspection des lots pour colonisation, pour l'exercice finissant le 30 juin 1923.

Adopté.

41. Qu'un crédit n'excédant pas trente-sept mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour pêche et chasse, pour l'exercice finissant le 30 juin 1923.

Adopté.

42. Qu'un crédit n'excédant pas dix mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour comptes en suspens (Colonisation, Mines et Pêcheries) pour l'exercice finissant le 30 juin 1923.

Adopté.

43. Qu'un crédit n'excédant pas deux mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour Commission sur perception de royauté et de licences de pêche et chasse, pour l'exercice finissant le 30 juin 1923.

Adopté.

44. Qu'un crédit n'excédant pas vingt-cinq mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour octroi à l'Université de Manitoba, pour l'exercice finissant le 30 juin 1923.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) présente les estimés supplémentaires. Ce budget comprend cette somme de \$25,000 pour aider à la reconstruction du Collège de Saint-Boniface. Il dit qu'il pense que c'est le devoir de la province d'aider ceux qui ont laissé leurs foyers ici, pour aller promouvoir l'éducation dans l'Ouest.

**M. Bullock (Shefford)** dit qu'il est très heureux d'appuyer ce geste du gouvernement.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Comme le premier ministre, il exprime ses sympathies au sujet de ce désastre.

La résolution est adoptée.

#### Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté plusieurs résolutions et demande la permission de siéger de nouveau. Lesdites résolutions sont lues deux fois et adoptées.

#### Voies et moyens

**L'honorable M. Nicol (Richmond)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité des voies et moyens.

Adopté.

#### En comité:

**L'honorable M. Nicol (Richmond)** propose:  
1. Que, pour pourvoir au paiement des subsides qui ont été accordés à Sa Majesté pour la dépense de

l'année financière se terminant le 30 juin 1923, il sera permis de tirer du fonds consolidé du revenu de cette province une somme n'excédant pas \$1,860,823.33.

Adopté.

2. Que, pour pourvoir au paiement des subsides qui ont été accordés à Sa Majesté pour la dépense de l'année financière se terminant le 30 juin 1924, il sera permis de tirer du fonds consolidé du revenu de cette province une somme n'excédant pas \$9,990,375.04.

Adopté.

### Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté deux résolutions, lesquelles sont lues deux fois et adoptées.

#### Subsides

**L'honorable M. Nicol (Richmond)** demande la permission de présenter le bill 13 octroyant à Sa Majesté les deniers requis pour les dépenses du gouvernement pour les années financières expirant le 30 juin 1923 et le 30 juin 1924, et pour d'autres fins du service public.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**L'honorable M. Nicol (Richmond)** propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté.

**L'honorable M. Nicol (Richmond)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### Commerce illicite d'alcool

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat sur la motion dont elle a été saisie, ce jour:

Qu'il soit résolu que, dans l'intérêt public et celui du bon gouvernement de cette province, il est nécessaire de s'enquérir de ces faits et que cette Chambre prie le gouvernement d'établir une Commission royale pour faire enquête sur la façon dont les lois, plus haut mentionnées, ont été observées et appliquées dans cette province et sur le bien fondé des accusations contenues dans la

déclaration du député du district électoral de Westmount, avec pouvoir d'envoyer quérir témoins et papiers nécessaires à ladite enquête et pour faire rapport au lieutenant-gouverneur en conseil.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** reprend la parole.

Il insiste sur le fait que ce n'est pas l'opposition qui a lancé la campagne contre le trésorier provincial, mais ce sont des libéraux, anciens amis du trésorier. Il fait allusion à l'affidavit de A. Larivière et à celui de I. Pierry, auxquels personne n'a répondu. Il attaque de nouveau le gouvernement dont il blâme l'attitude à son égard et à celle de ses collègues. Il exprime le regret de ce que l'honorable trésorier, dans la chaleur de la discussion de l'après-midi, se soit laissé aller à des attaques personnelles contre le député de Westmount. Je suis surpris, et je le répète, que l'honorable trésorier ait traité le député de Westmount comme il l'a fait, c'est-à-dire d'une façon que la Chambre a qualifiée de non parlementaire. Et je suis certain qu'aussitôt que le trésorier s'en sera un peu remis - et je crois qu'il l'a déjà fait - il regrettera l'expression qu'il a employée contre le député de Westmount.

Il est trop bon avocat pour se défendre en ayant recours à de tels moyens. Ce ne sont pas là des moyens dignes d'un avocat de sa qualité.

Mais laissez-moi rappeler à cette Chambre que nous avons amplement discuté hier d'une lettre écrite par un certain Armand Larivière, sur laquelle des jugements plutôt sévères ont été émis. Cette lettre est toujours valable en tant qu'affidavit fait sous serment. Ensuite, il y a l'affidavit d'un certain M. Pierry - un autre document contenant des accusations graves, et aucun contre-affidavit n'a encore été émis.

On a dit plus à propos d'une lettre que le député de Westmount a adressée à M. Larivière, mais rien ne prouve que cette lettre lui ait été envoyée pour obtenir l'affidavit. Il serait peut-être plus intéressant de savoir s'il a reçu \$200 plutôt que \$175 pour l'affidavit. Le premier ministre dit que non. Je ne sais pas. Je ne dis pas que le premier ministre l'a acheté - mais Montréal est une grande ville. Il y a plusieurs personnes ici aux côtés du premier ministre.

Avec une enquête, ce serait la même chose, que M. Larivière ait dit ou non la vérité, et que M. Pierry ait dit ou non la vérité. S'ils n'ont pas dit la vérité, ils seront punis. S'il y a une enquête, alors la Chambre saura si le Dr Noël a dit ou non la vérité. Il est sûr que tous seraient heureux de déclarer la non-culpabilité du trésorier provincial.

Ce qui est discuté ici, c'est le fait que le député de Westmount a mis de l'avant des accusations fondées sur des informations qui, selon lui, proviennent de personnes de bonne foi. Pourquoi alors les protestations? Il conclut en disant que le député de Westmount, en portant des accusations, était de bonne foi et n'a agi que sur les renseignements obtenus de gens aussi de bonne foi. Il croit qu'une enquête royale est opportune et nécessaire pour tous.

**M. Smart (Westmount)** ajoute quelques explications et dit qu'il n'a pas été aussi loin dans ses remarques que l'a fait le trésorier de la province.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** (Applaudissements) Je félicite le chef de l'opposition pour la manière dont il vient de traiter la question. Je ne suis pas toujours d'accord avec lui, mais, cette fois, je le suis, comme la Chambre en conviendra.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** (Rires) Et moi aussi.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Le chef de l'opposition a conservé son calme dans ses remarques, autant cet après-midi que ce soir, mais il a voulu cependant défendre son collègue de Westmount. En écoutant son discours, il me rappelait ce qui s'est passé hier, et je me suis dit que le chef de l'opposition n'était pas prêt à faire toutes les besognes. D'autres s'en chargent.

Il y a deux manières de faire les choses, une manière loyale, une manière de gentilhomme, quand on se respecte. Et il y a une mauvaise manière de les faire. Je laisse à la Chambre le soin de qualifier cette autre manière et de juger le geste du député de Westmount. Cette manière est illustrée par la lettre suivante:

"Je m'attends de recevoir, lundi, une somme suffisante pour vous avancer la somme de \$175.

(Signé) Charles Smart."

D'où, d'où? D'où venait cet argent que le député de Westmount attendait le lundi? Le chef de l'opposition s'en lave les mains. Est-ce que le député va nous dire que ce n'était pas son argent qu'il devait fournir? Qui devait donner cet argent au chef de l'opposition?... Je suis prêt à m'asseoir pour attendre la réponse du député de Westmount.

Il (l'honorable M. Taschereau) s'assoit.

**M. Smart (Westmount):** Je répondrai tout à l'heure.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Il aura le droit de répondre tout à l'heure.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** C'est son droit de répondre tout à l'heure; mais c'est son devoir de répondre immédiatement... Le député de Westmount ne répond pas. Y a-t-il une source impure? Qui fournit l'argent au député pour obtenir des déclarations écrites sous serment?

Autrefois alors, on n'usait pas des langages violents comme ceux employés par les membres du gouvernement, depuis quelques jours, à l'adresse de l'opposition. Cependant, autrefois, l'opposition ne comprenait pas de membres du calibre de ceux qui se permettent d'écrire des lettres semblables à celle-ci. Il donne de nouveau lecture de la lettre du général Smart.

Le député de Westmount représente ici la minorité anglaise de cette province. Je ne suis pas ici pour interpréter le sentiment des Anglais de cette province. Je connais mes concitoyens de langue anglaise et je sais qu'ils ont le cœur à la bonne place et qu'ils savent ce qu'est l'honneur. Et j'aimerais rencontrer le député de Westmount parmi ses concitoyens dans son comté demain et leur lire cette lettre dont je viens de donner lecture et lui poser la question que j'ai posée en Chambre. Et je suis certain de savoir comment le sentiment des Anglais, qui est honnête, loyal et honorable, sera exprimé.

Le député de Westmount représente une minorité dans cette province. Nous respectons et nous aimons dans cette province la minorité anglaise; nous la traitons bien. Le moins que l'on puisse lui demander, c'est de se faire respecter par des hommes dignes d'elle. Cette minorité n'est pas, j'en suis convaincu, et ne doit pas être non plus, tenue responsable de la conduite de son triste représentant. Cette conduite est indigne d'elle. Je suis sûr, connaissant le sentiment de nos compatriotes Anglais, que quand mes concitoyens anglais connaîtront bien le rôle joué par le député de Westmount, ils diront que celui-là n'est pas le vrai représentant des sentiments du cœur de la minorité dans notre province. Elle condamnerait son représentant pour ses tactiques.

Le député de Westmount a porté une sérieuse accusation contre le trésorier provincial. Dans tous les Parlements, une accusation comme celle que vient de porter le député de Westmount exige ordinairement que l'on mette son siège en jeu. Il ne vaut pas cher le siège du député de Westmount. Que n'est-on venu plus tôt porter des accusations? Le siège du député de Westmount ne vaut plus qu'une heure, puisqu'il a attendu à la dernière minute pour accomplir sa sale besogne, après avoir été en possession de ses prétendues preuves depuis deux mois et plus.



La lettre que je viens de lire est signée pourtant du 12 octobre 1922<sup>3</sup>, donc de deux mois et demi. Le député a eu amplement le temps de porter ce sujet devant un comité, mais ce n'est qu'à quelques heures de la fin de la session qu'il vient jeter de la boue dans cette Chambre à un homme qui mérite plus que cela. Pourquoi a-t-on tant attendu? Le chef de l'opposition s'en est lavé les mains. Et cela ne m'étonne pas.

Quant à notre collègue, le trésorier de cette province, je peux l'assurer de l'appui de ses collègues. Je puis l'assurer qu'il a la confiance de la Chambre, du chef de l'opposition, de ses collègues du cabinet comme de toute la députation, qu'il a aussi la mienne, et celle de tous les libéraux, ce qui pour moi vaut bien mieux que toutes les insultes qui lui ont été lancées de bien bas. Je suis heureux cependant que cet incident se soit produit, car il servira de leçon au trésorier provincial.

Dans la seule Législature française de tout le continent, dont on se vante et de laquelle on parle tant, je ne veux pas fixer de responsabilités, mais je trouve que la politique dans notre province est rendue bien bas. On ne discute plus des grandes questions du jour, des grands problèmes de l'heure, que nous avons ici autant qu'ailleurs. Nous avons des problèmes graves et sérieux qui doivent être réglés.

Malheureusement, la politique dans notre province est devenue une politique de bas étage et de personnalités. Et que les coupables se frappent la poitrine. Mais, encore une fois, c'est une leçon pour notre collègue. Le trésorier provincial (l'honorable M. Nicol) était un avocat respecté de Sherbrooke. Pendant qu'il pratiquait sa profession qu'il avait apprise à aimer, comme je l'ai fait moi-même, il jouissait comme aujourd'hui de la plus grande confiance et estime de ses concitoyens.

Un jour, l'an dernier, je suis allé frapper à sa porte et je lui ai demandé de prendre sous ses soins le Trésor de la province, croyant que personne mieux que lui ne pouvait occuper cette fonction. Il a accepté et je n'ai pas, plus qu'aucun citoyen de cette province, à me plaindre ni à regretter mon choix, je n'ai que des éloges à lui faire pour son travail. Il mérite la confiance de tous.

Mais, le bonheur dont jusque là le trésorier provincial avait joui disparut. Il ne fut pas aussitôt rendu ici qu'il rencontra sur son chemin une nuée de vipères qui tentèrent de le mordre au talon et lui jetèrent de la boue au visage. Ce fut à décourager les meilleures volontés. C'est la récompense des hommes publics qui se consacrent au bien de la province. Et pourtant, l'opposition avait bien d'autres

questions sérieuses à discuter, bien d'autres problèmes à chercher à résoudre.

La politique de notre province est rendue bien bas. On ne cherche plus à discuter les questions qui intéressent la population, on ne fait plus que de la politique de personnalités, de bas étage. C'est à décourager les meilleures volontés. Je demande à ceux qui se savent coupables de cet état de choses de se frapper la poitrine. Je sais que le chef de l'opposition n'approuve pas toutes ces bassesses qui sont faites dans son entourage. Je l'invite, puisque nous allons avoir bientôt un appel au peuple, donc de vouloir bien donner l'exemple aux siens et à leur conseiller d'agir à l'avenir en gentilshommes, en hommes loyaux et sincères, pour que nous fassions une lutte plus loyale, une lutte de gentlemen, une lutte qui ne rapetisse pas les hommes.

Nous allons montrer au peuple de la sorte qu'il y a parmi nous le dévouement, le sens du devoir, l'esprit public et le désir de bien faire, et non pas que l'âpreté du gain. Montrons qu'il y a dans la lutte autre chose que l'ambition et le vain désir d'occuper les banquettes de ce côté-ci de la Chambre. Ce sera une bonne leçon à donner au peuple, quelque chose de louable, et je demande au chef de l'opposition de donner cet exemple.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Et qu'en est-il de ce que l'on voit de l'autre côté? *Le Canada*, par exemple?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Existe-t-il un journal plus sale que *l'Axe*?...

**Des députés ministériels:** Honte! Honte!

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Que *Le Soleil* commence!

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) Lorsqu'il dit cela, le chef de l'opposition ne le pense pas. Y a-t-il un journal plus sale que *l'Axe*? Y a-t-il un journal plus sale que *Le Matin*<sup>4</sup>? Enfin, y a-t-il un journal qui s'annonce plus mal que la nouvelle feuille qui vient de paraître à Québec et qui a nom: *L'Homme libre*<sup>5</sup> créée par le chef de l'opposition? C'est la feuille la plus indigne qui ait encore été publiée. Bien que dans le premier numéro de ce journal on puisse lire un éditorial où l'on promet de critiquer loyalement le gouvernement et de ne pas faire de personnalités, l'on tourne la page et que voit-on?... On trouve dans les autres colonnes, des ignominies qui ne peuvent être qualifiées.

M. le Président, j'ai trois fils dont je suis fier. Ils joueront, je l'espère, un rôle dont leur province n'aura pas à rougir; un rôle qui fera honneur à leur patrie, car j'ai tâché de leur apprendre ce qu'il faut faire. Ils sont traînés dans la boue par ce journal. Mon ami, le ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Caron) a deux fils, lui aussi, dont il a raison d'être fier. Ils joueront dans leur province un rôle dont la province sera fière. Ils rendront de précieux services à leurs semblables.

En tout cas, je leur souhaite de jouer le rôle qu'a joué leur père pour la province. Le journal en question, journal du chef de l'opposition, a cru aider son parti en traînant dans la boue les deux fils de mon collègue. J'attire l'attention du chef de l'opposition et des autres sur cette situation. Ce journal, apparemment, est rédigé et dirigé par des irresponsables. Mais il est imprimé à *L'Action catholique*, après avoir été refusé par tous les autres journaux.

#### **Des voix ministérielles: Honte! Honte!**

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Je n'accuse pas *L'Action catholique*, je ne lui en tiens pas un compte trop sévère. Ils ne savaient probablement pas que ceci allait arriver, et on a profité de leur bonne foi. Je suis sûr qu'ils représentent quelque chose, ainsi que leur nom, mais je demande une chose à *L'Action catholique* qui, comme son titre l'indique, doit représenter quelque chose dans notre province, je lui demanderais où elle veut en venir avec cette guerre sans merci, tous les jours et à pleines colonnes, avec de gros titres contre le seul gouvernement catholique de ce continent.

(Applaudissements prolongés)

Chacun a sa religion ici, Pour la plupart d'entre nous, nous sommes des catholiques pratiquants. Mais nous avons d'autres collègues qui appartiennent à une autre religion et partagent d'autres croyances. Et nous respectons leurs opinions et leurs pratiques. Mais je demande à *L'Action catholique* quelle bonne mission pour la foi catholique de la majorité dans notre province peut découler de ces jets continuels de fiel?... Quelle mission remplit-elle quand elle dénigre continuellement ceux qui ne veulent rien de plus que le bien de la religion qu'ils pratiquent et qui se soumettent très volontiers aux désirs des autorités religieuses, ceux qui sont plus soumis qu'elle à l'autorité?

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Est-ce que le premier ministre parle bien sur la motion? Ce n'est pas bien le temps de traiter une pareille question qui

n'est aucunement reliée au débat soumis à la Chambre. C'est propre au premier ministre de passer d'une question portée devant la Chambre à une autre susceptible de provoquer une discussion plus importante.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

Le chef de l'opposition a raison. Il (l'honorable M. Taschereau) revient au sujet de discussion et dit qu'il arrive souvent que les gens lui demandent une recommandation à M. Simard pour un travail. Maintenant, l'on fait un reproche au trésorier de la province d'être intervenu auprès de la Commission des liqueurs au sujet de certaines licences; pour moi, je ne lui en fais pas de reproches.

Il y a dans cette Chambre un député qui ne transige pas avec les principes. C'est le député de Joliette (M. Dufresne). Et pourtant, le député de Joliette n'a pas trouvé qu'il était mal de m'écrire deux lettres en particulier, pour me recommander deux de ses amis qu'il voulait voir placer à la Commission, dont son protégé, M. Rivest. Il donne lecture de ces deux lettres du député de Joliette. Si ça avait été quelqu'un d'autre qui lui avait écrit une lettre semblable, on aurait entendu la voix du chef de l'opposition s'élever en guise de protestation.

Si l'opposition condamne un membre du gouvernement pour avoir éclairé un citoyen sur la façon dont il devait s'y prendre pour réaliser son désir d'obtenir un permis quelconque, comment qualifier la conduite, dans les circonstances, d'un de ses propres membres à elle, le député de Joliette. Je n'en veux pas cependant à celui-ci, car je considère qu'il devait agir comme il l'a fait, comme je considère aussi que le trésorier provincial ne mérite aucun reproche. Il n'y a pas, en somme, que des interventions politiques. Le député de Joliette ne voyait pas de mal à cela. Mais, dans le même ordre d'idées, que le trésorier soit intervenu dans les mêmes circonstances, y a-t-il mal?

Il propose donc par voie d'amendement, appuyé par le représentant des Îles-de-la-Madeleine (l'honorable M. Caron), que tous les mots après "Résolu que" soient retranchés et remplacés par les suivants:

Les faits ci-dessus peuvent constituer, dans le service de la Commission des liqueurs, des irrégularités dont la Chambre prie le gouvernement de s'enquérir et de prendre telles mesures qu'il croira nécessaires.

Quant à l'honorable M. Nicol la Chambre se déclare satisfaite des explications qu'il lui a données, lui assure son entière confiance et, repoussant avec indignation les imputations injurieuses qui lui ont été adressées, ne leur accorde aucune foi.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** objecte que l'amendement devrait être précédé d'un avis comme la motion.

**M. l'Orateur** décide que l'amendement est dans l'ordre.

**M. Smart (Westmount)** reprend la parole et dit qu'il a cherché cet après-midi à éviter autant que possible les personnalités et que le trésorier lui a répondu d'une manière déplacée. Il se plaint amèrement de la manière dont il a été traité. Il n'y avait absolument rien d'injurieux. Il n'a pas été question d'argent dans tout ce qu'il a dit contre le trésorier et ne voit rien dans ses remarques qui justifie les violences de langage du ministre.

Le trésorier a affirmé n'avoir touché aucun montant sur les transactions. Parmi les statistiques auxquelles il a référé, il n'a trouvé aucune mention monétaire, et la motion qu'il a proposée ne fait certainement pas référence à l'argent. S'il avait lu la motion attentivement, le trésorier provincial aurait vu qu'il y est question que ces affidavits mentionnaient qu'il avait aidé à obtenir des licences pour certaines personnes. Le trésorier provincial a admis cet état de fait et en a donné l'explication.

L'un des affidavits fait référence à des intérêts financiers pour un hôtel. Encore là, le trésorier l'a admis et a expliqué le problème. Il ne voit pas en quoi sa motion ou ses remarques se sont vues mériter les foudres du trésorier. J'ai dit qu'il y a des rumeurs d'après lesquelles on aurait tenté d'étouffer l'affaire. Le trésorier provincial l'admet lui aussi. Il nous a donné sa parole que son parti n'étouffera pas le scandale. Tant mieux, cela prouve que les rumeurs auxquelles j'ai fait allusion sont fondées. J'ai dit qu'il ne serait pas dans l'intérêt du public qu'on lui cache les faits. Le premier ministre a fait référence à l'interférence faite à la Commission concernant Joliette.

Il n'y a rien là de déplacé. Les accusations portées dans ces affidavits sont à l'effet que le trésorier provincial aurait usé de son influence pour obtenir des licences pour des gens qui ne devaient pas en obtenir, des gens dont le chef de police de Sherbrooke avait le signalement. Et c'est selon moi pour cette raison qu'il n'est pas d'intérêt public qu'un membre d'un cabinet ministériel, responsable d'une branche spécifique, ait agi de la sorte dans cette affaire. Je ne connais pas M. Noël et ne l'ai jamais rencontré, ni lui ni quiconque dont le nom se retrouve dans ce dossier.

Je réfère simplement au dossier de cour et je présume que ceux qui les ont rédigés savaient ce

qu'ils faisaient. Il croit qu'il doit y avoir eu beaucoup de parjures dans cette affaire, car les deux parties, à la fois celles rapportées dans le dossier de cour et celles rapportées par le trésorier provincial, ne peuvent pas dire la vérité. Mais ce ne sont pas mes amis et je ne puis en juger.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Si c'est ce que vous croyez, retirez vos accusations comme un homme.

**M. Smart (Westmount):** Le dossier de cour est à Sherbrooke et en temps opportun l'affaire sera devant les tribunaux. Le premier ministre demande pourquoi je n'ai pas soulevé cette question plus tôt. J'ignorais à quel moment le dossier a été rempli et j'ai soulevé la question dès que j'ai eu en ma possession les documents nécessaires. J'ai mis la motion sur l'ordre du jour avec le concours du chef de l'opposition. Il a soulevé la question dès qu'il a eu en sa possession les documents nécessaires, mais le gouvernement n'a pas répondu aux affidavits produits.

Le premier ministre a fait allusion à la vie publique et il lui a conseillé d'agir comme un gentilhomme. Je suis d'accord avec lui, mais je vois que le trésorier n'a pas donné l'exemple cet après-midi.

Il a fait quelques insinuations, à propos de mon service outre-mer, qui étaient complètement injustifiées. Il fait remarquer qu'il est allé de l'autre côté où on l'avait envoyé, et qu'il a fait son devoir.

À mon retour, il y a de cela quelques années, j'ai fait un discours en Chambre pour condamner certains événements qui se sont produits outre-mer et qui méritaient qu'on s'y penche de plus près. J'ai fait des critiques contre le gouvernement Meighen et j'ai porté certaines accusations contre les autorités impériales, ce qui m'a valu les acclamations de la Chambre. J'ai été applaudi et appuyé par tous les membres de cette Chambre, à l'époque, et plusieurs d'entre eux sont toujours ici parmi nous. Aujourd'hui, dit-il, on l'insulte. Aujourd'hui ils applaudissent le trésorier provincial, qui profère ses bassesses à mon endroit.

Je souhaite dire à l'honorable député que j'étais là où je devais être, et j'ai toujours été où on avait besoin de moi. J'ai payé mes taxes moi aussi et j'ai beaucoup sacrifié en allant là-bas. Et pendant que je faisais le peu que je pouvais faire, cet honorable député était ici en sécurité et gagnait légitimement son salaire, bien sûr, pendant que je perdais le mien. J'ai peine à imaginer que l'allusion qu'il a faite à cet égard soit aussi généreuse que ce que je me crois en droit d'attendre de sa part.

Il regrette que le trésorier se soit livré contre lui à des violences de langage. Je n'entends pas supporter les personnalités et je ne suivrai pas non plus l'exemple du Trésorier provincial dans cette voie.

J'espère que nous pourrons nous rencontrer incessamment devant l'électorat, et je puis lui assurer ainsi qu'au premier ministre, si jamais il leur arrive de passer dans mon comté, qu'ils y seront toujours reçus de manière civilisée. J'espère qu'ils en feront de même avec moi et qu'ils éviteront les tactiques employées cet après-midi.

Ce sont des motifs bienveillants qui m'animent, parce que je crois en l'intérêt public et que cette affaire ne doit pas être dissimulée derrière le contenu de ces affidavits. Il est de notre devoir de faire la lumière là-dessus. Si par ailleurs mon honorable collègue peut prouver ses avancés, soit devant une Commission royale ou devant les tribunaux, j'en serai très heureux en effet. Il n'a, dit-il, rien fait autre chose que remplir consciencieusement son devoir en portant à la connaissance de la Chambre des faits cités dans un procès en cour, pour obtenir une enquête. C'est dans l'intérêt public qu'il veut qu'une enquête royale soit instituée pour éclairer cette affaire, et non inspirée d'une quelconque animosité envers le trésorier provincial.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Avant de reprendre son siège, le député de Westmount pourrait-il nous dire d'où était supposé venir le \$175?

**M. Smart (Westmount):** Ce n'est pas sur ce sujet-là que je proposais que l'on fasse des éclaircissements.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Le chef de l'opposition nous a dit que vous nous donneriez la source.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** J'ai dit qu'il vous répondrait.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Alors, nous pouvons en conclure que cette source est malsaine.

**M. Smart (Westmount):** Non, au contraire, mais je puis dire au premier ministre qu'en temps opportun, il verra que la nouvelle est plutôt décevante.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Le temps opportun, c'est maintenant, maintenant ou jamais.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** J'ai encore quelques petites choses à dire. Le premier ministre m'a adressé des paroles qui m'ont touché et que je me proposais de garder comme le meilleur souvenir de la session. Mais son discours m'a laissé une double impression. Je ne sais pas ce qui a pu le faire changer si soudainement. Je veux croire que c'est le naturel qui est revenu au galop. Après avoir été si modéré et d'une sobriété remarquable dans la première partie de son discours, il a cru dans la seconde devoir changer et servir une de ses philippiques dont il a le secret, non pas sur la question en jeu, mais sur un sujet étranger.

Il a parlé des journaux de Montréal et de Québec, alors qu'il ne s'agissait aucunement d'eux dans ce débat, mais j'ai assez d'expérience en tant que journaliste et j'ai assez d'expérience des luttes politiques pour savoir prendre les paroles du premier ministre comme elles doivent être acceptées. Je n'irai pas plus loin pour rester dans l'ordre et respecter comme toujours les règlements de cette Chambre.

La motion contient des faits que le premier ministre considère assez sérieux - et son amendement en témoigne - pour constituer de sévères irrégularités dans le service de la Commission des liqueurs, et la Chambre prie le gouvernement d'enquêter là-dessus et de prendre les mesures jugées nécessaires. Il prend cela comme une justification partielle, du moins, de la campagne menée par l'opposition en Chambre concernant l'administration de la loi des liqueurs. Il veut, dit-il, que la Commission des liqueurs soit au-dessus de toute influence du gouvernement. Il comprend qu'avec une enquête royale, des faits pourraient être révélés, qui pourraient nuire au résultat des prochaines élections. Que dirait la population si le Dr Noël gagne sa cause devant les tribunaux alors que la Chambre aura donné raison à M. Nicol?

Il déclare qu'il n'y avait rien d'injurieux dans la motion du député de Westmount (M. Smart), le premier ministre lui-même a dit ne pas craindre de recommander quelqu'un auprès de la Commission. Il ajoute que les faits cités dans la motion étaient sérieux et que l'opposition a raison de réclamer une Commission royale. La question est maintenant de savoir si le gouvernement devrait nommer une Commission royale ou enquêter lui-même sur les irrégularités. Il est peut-être normal que l'opposition penche davantage pour cette première option.

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine) répond au chef de l'opposition qu'il n'y a aucune contradiction dans l'amendement et croit que la Chambre est unanime à reconnaître la parfaite honorabilité du trésorier de la province. La motion est injurieuse pour l'honorable trésorier provincial, parce qu'elle emploie le mot entremetteur pour qualifier les rapports du député de Richmond (l'honorable M. Nicol) avec les personnes qu'il avait recommandées. Il admet qu'il a pu se produire des irrégularités à la Commission comme il s'en produit dans les maisons d'affaires. Il est assuré que le député de Richmond ne mérite pas les reproches qu'on lui fait.

L'amendement est mis aux voix et la Chambre l'adopte sur division.

La motion principale telle qu'amendée est mise aux voix et la Chambre l'adopte sur division<sup>6</sup>.

#### Dépôt de documents:

##### Lettres de A.-L. Gareau

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine) dépose sur le bureau de la Chambre, la copie de certaines lettres de A.-L. Gareau. (Document de la session no 84)

#### Messages du Conseil législatif:

**M. l'Orateur** informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, le bill suivant:

- bill 13 octroyant à Sa Majesté les deniers requis pour les dépenses du gouvernement pour les années financières expirant le 30 juin 1923 et le 30 juin 1924, et pour d'autres fins du service public.

##### Société coopérative fédérée des agriculteurs

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine) propose, appuyé par le représentant de Châteauguay (l'honorable M. Mercier fils), que l'honoraire payé pour le bill 95 constituant en corporation la Société coopérative fédérée des agriculteurs de la province

de Québec soit remis, moins les frais d'impression et de traduction, vu que ce bill a pour objet de favoriser l'agriculture et concerne des sociétés qui, par leur nature, sont exemptes de taxes.

Adopté.

#### Messages du lieutenant-gouverneur:

Un message est reçu de Son Honneur le lieutenant-gouverneur, transmis par M. Arthur Saint-Jacques, écuyer, gentilhomme huissier à la verge noire:

M. l'Orateur, Son Honneur le lieutenant-gouverneur de la province de Québec désire la présence immédiate de cette honorable Chambre dans la salle des séances du Conseil législatif.

#### Sanction royale

En conséquence, M. l'Orateur et les députés se rendent à la salle des séances du Conseil législatif.

Son Honneur le lieutenant-gouverneur de la province veut bien donner, au nom de Sa Majesté, la sanction royale aux bills publics et privés suivants:

- bill 2 amendant les statuts refondus, 1909, relativement à la division territoriale de la province;
- bill 3 concernant les cités et les villes;
- bill 4 amendant la loi de Québec relative aux droits sur les successions;
- bill 5 amendant la loi relative au changement du chef-lieu du district judiciaire de Terrebonne;
- bill 6 amendant les statuts refondus, 1909, relativement à l'assignation des jurés dans les affaires criminelles;
- bill 7 amendant la loi des mines de Québec;
- bill 8 amendant la loi relative aux acquisitions et aliénations d'immeubles par les corporations et les gens de mainmorte;
- bill 9 modifiant la loi électorale de Québec;
- bill 11 amendant les statuts refondus, 1909, concernant les exhibitions de vues animées;
- bill 12 amendant la loi concernant l'octroi de bourses pour aider les élèves gradués à suivre des cours additionnels, à Paris, en France;
- bill 14 amendant la loi validant certains actes notariés;
- bill 16 concernant la vente et la distribution du combustible et des comestibles, en temps de crise;

- bill 17 concernant le recensement de la population de la province;
- bill 18 relatif au changement du chef-lieu du district judiciaire de Pontiac;
- bill 19 amendant les statuts refondus, 1909, relativement au département des Travaux publics et du Travail;
- bill 20 amendant la loi pour favoriser le développement de l'art musical;
- bill 21 concernant les syndics des chemins à barrières de Montréal;
- bill 22 amendant les statuts refondus, 1909, relativement à la Cour des jeunes délinquants;
- bill 23 amendant les statuts refondus, 1909, relativement au magistrat de district en chef et à la Commission des services publics de Québec;
- bill 24 concernant le département de la Voirie;
- bill 25 amendant les statuts refondus, 1909, relativement à la fabrication des produits laitiers;
- bill 27 amendant les statuts refondus, 1909, relativement à la liste des jurés pour le district d'Abitibi;
- bill 29 amendant les statuts refondus, 1909, relativement au registraire de la division d'enregistrement de Montréal;
- bill 30 amendant la loi des convictions sommaires de Québec;
- bill 31 amendant les statuts refondus, 1909, et pourvoyant à l'emprisonnement de John H. Roberts;
- bill 32 amendant la loi de l'hygiène publique de Québec;
- bill 33 amendant les statuts refondus, 1909, relativement à certains députés-protonotaires et députés-régistrateurs;
- bill 35 concernant la Commission des chemins à barrières de la rive nord à Québec;
- bill 36 amendant les articles 55 et 1142 du Code de procédure civile;
- bill 37 amendant la loi pour prévenir les incendies;
- bill 38 ratifiant certains actes de transport de biens de succession sujets à l'impôt;
- bill 41 pour développer l'enseignement forestier, l'enseignement de la papeterie et activer les recherches forestières;
- bill 44 amendant la loi autorisant un emprunt pour aider à la colonisation;
- bill 45 amendant la loi des accidents du travail de la province de Québec;
- bill 46 modifiant la loi électorale de Québec concernant la confection et la revision des listes dans la cité de Hull;

- bill 48 amendant la loi des grèves et contre-grèves municipales;
- bill 49 amendant le Code municipal au sujet de l'entretien des chemins d'hiver;
- bill 50 amendant le Code de procédure civile relativement à la Cour de magistrat de district;
- bill 51 amendant les lois concernant le Bureau des commissaires d'écoles catholiques romains de la cité de Québec;
- bill 52 concernant les terres en culture dans la cité de Montréal;
- bill 54 reconnaissant The Pentecostal Assemblies of Canada comme corporation ecclésiastique dans la province de Québec;
- bill 55 confirmant l'interprétation du testament de feu Désiré Lacerte et ratifiant une vente par Léopold Lamy à St. Lawrence Paper Mills, Limited;
- bill 56 amendant la charte de la ville du Cap-de-la-Madeleine;
- bill 57 validant la cléricature d'Armand Bélanger;
- bill 58 constituant en corporation l'orphelinat Saint-Sauveur;
- bill 59 concernant la succession de l'honorable J.-O. Villeneuve;
- bill 60 amendant la charte de la compagnie The Montreal Public Service Corporation et changeant son nom en celui de Quebec New England Hydro Electric Corporation;
- bill 62 constituant en corporation Quebec Power Company;
- bill 63 constituant en corporation la Quebec Tramways and Gas Company;
- bill 64 autorisant la municipalité scolaire protestante de la cité et de la paroisse de Lachine et les villes de Lasalle et de Dorval à avoir un bureau de six syndics;
- bill 65 amendant la charte du Temple Emmanuel-El;
- bill 66 constituant en corporation l'hôpital de Notre-Dame de Protection à Sainte-Marie, Beauce;
- bill 67 concernant la succession de feu Alfred Dalbec;
- bill 68 concernant la construction de l'église de la paroisse de Sainte-Catherine de Montréal;
- bill 69 autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Raoul Gagnon à l'exercice de la profession d'avocat;
- bill 70 amendant la charte de la cité de Québec;
- bill 71 amendant la loi 40 Victoria, chapitre 23, concernant l'instruction publique dans la cité de Sherbrooke;

- bill 72 concernant la fabrique de la paroisse de Saint-Bernardin de Sienné;
- bill 73 autorisant le Collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec à admettre Arthème Dutilly à la pratique de la médecine, de la chirurgie et de l'obstétrique;
- bill 74 amendant la charte de la cité de Verdun;
- bill 75 ratifiant une vente par Edgar-Albert Bruneau à Petrus Cyr;
- bill 76 concernant la Dominion Corset Company;
- bill 77 conférant à Isabelle Hamel certains droits relatifs à sa personne et à ses biens;
- bill 78 constituant en corporation La Société de prêts et placements de Québec;
- bill 79 ratifiant un acte d'accord intervenu entre Price Brothers & Company, Limited, et certaines municipalités, pourvoyant à la construction et à l'entretien d'un pont sur la rivière Saguenay, et un acte d'accord entre ces mêmes municipalités, pourvoyant à la construction et à l'entretien des chemins qui devront conduire à ce pont;
- bill 80 amendant la charte de la ville Saint-Laurent;
- bill 81 constituant en corporation The Study Corporation;
- bill 82 validant un acte de rétrocession par Joseph Leblanc, ès qualité, à Georges Painchaud;
- bill 83 concernant la succession de dame Eléonore Gauvin;
- bill 84 amendant la charte de la ville Laval-des-Rapides;
- bill 88 autorisant le Collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec à admettre Georges Laurencelle au nombre de ses membres;
- bill 90 amendant la charte de la cité de Hull;
- bill 91 autorisant le Collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec à admettre Jean-Baptiste Delâge à la pratique de la médecine et de la chirurgie, après examen;
- bill 92 amendant la loi 12 George V, chapitre 142, validant la garantie et l'endossement donnés par la cité des Trois-Rivières, et ratifiant et confirmant certains règlements de ladite cité;
- bill 93 constituant en corporation la Congregation Beth Yitzchok;
- bill 94 amendant la loi concernant la succession de feu John Pratt;
- bill 95 constituant en corporation la Société coopérative fédérée des agriculteurs de la province de Québec;
- bill 96 autorisant le Barreau de la province de Québec, à admettre Frank Bernard Chauvin à l'exercice de la profession d'avocat, après examen;
- bill 97 amendant la charte de la ville de La Tuque;
- bill 98 constituant en corporation The Quebec Golf Club;
- bill 100 amendant la charte de la cité de Montréal;
- bill 101 ratifiant un acte de convention entre la commission scolaire de la municipalité de Saint-Aimé et la corporation de l'œuvre et fabrique de la paroisse de Saint-Aimé et la succession de J.-Aimé Massue;
- bill 102 amendant la charte de The St. Francis Valley Railway Company;
- bill 103 amendant la loi constituant en corporation la Commission métropolitaine de l'île de Montréal;
- bill 104 amendant la charte de The Anglo American Trust Company;
- bill 105 amendant la charte de la Scottish Trust Company;
- bill 107 constituant en corporation The Montefiore Hebrew Orphans Home of Montreal;
- bill 108 autorisant la reconstruction d'une église et d'une sacristie en la paroisse du Sacré-Cœur-de-Jésus, en la cité de Montréal;
- bill 109 exemptant The Women's Hospital of Montreal du paiement de la taxe scolaire à la cité de Montréal;
- bill 110 concernant les syndics d'école, de la municipalité d'Outremont;
- bill 111 amendant la charte de la cité de Longueuil;
- bill 112 concernant l'éducation des enfants non catholiques et non protestants de Montréal;
- bill 113 concernant la taxation scolaire dans la cité de Verdun;
- bill 114 concernant le Bureau des commissaires d'écoles protestants de la cité de Montréal et la Commission des écoles catholiques de Montréal;
- bill 115 constituant en corporation les commissaires d'écoles pour la municipalité de Grand'Mère, dans le comté de Champlain;
- bill 145 amendant le Code municipal, relativement à certains chemins d'hiver;
- bill 147 amendant l'article 7630 des statuts refondus, 1909, relativement à la manière d'atteler les chevaux sur les voitures d'hiver, dans certains comtés;
- bill 148 amendant le Code de procédure civile relativement aux choses qui ne peuvent être saisies;

- bill 151 amendant les statuts refondus 1909, concernant la loi médicale de Québec;
- bill 152 détachant certains lots du comté d'Arthabaska et les annexant à la municipalité de Lemieux dans le comté de Nicolet, pour les fins électorales, judiciaires, municipales et d'enregistrement;
- bill 153 amendant les statuts refondus, 1909, relativement aux sociétés de secours mutuels et aux associations charitables;
- bill 154 amendant les statuts refondus, 1909, relativement au Barreau de la province de Québec;
- bill 155 amendant l'article 667 du Code municipal;
- bill 156 amendant l'article 320 du Code municipal;
- bill 158 amendant les articles 48, 54 et 551 du Code de procédure civile;
- bill 161 modifiant la loi de pharmacie de Québec;
- bill 162 amendant le Code municipal relativement aux expropriations pour fins municipales;
- bill 165 amendant les statuts refondus, 1909, relativement au transport par endossement des reçus pour bois de construction;
- bill 166 amendant l'article 29 du Code de procédure civile;
- bill 167 amendant l'article 1143 du Code de procédure civile;
- bill 168 concernant l'Hôpital protestant des aliénés;
- bill 169 modifiant de nouveau la loi électorale de Québec;
- bill 170 concernant l'*habeas corpus*;
- bill 171 amendant les statuts refondus 1909, relativement aux dossiers et archives des cours de circuit;
- bill 173 amendant la loi de l'instruction publique, au sujet de la votation au scrutin secret dans certaines municipalités scolaires;
- bill 174 pour aider au développement des pêcheries dans cette province;
- bill 175 autorisant la passation de contrats avec les institutions d'éducation pour aveugles;
- bill 176 amendant l'article 2036 du Code civil;
- bill 179 amendant les statuts refondus, 1909, relativement à la création de la division d'enregistrement de La Tuque;
- bill 180 concernant la tenue de la Cour supérieure et de la Cour de circuit, dans et pour le district de Québec;

- bill 181 créant certaines écoles agricoles et industrielles;
- bill 182 concernant la création d'une commission relativement à certaines conditions du travail dans la province;
- bill 183 concernant la vente des narcotiques;
- bill 184 amendant les statuts refondus, 1909, relativement aux traitements de certains membres du service civil;
- bill 185 amendant le Code municipal de Québec et les statuts refondus, 1909, relativement aux affaires municipales;
- bill 186 amendant la loi des convictions sommaires de Québec;
- bill 187 amendant le Code civil, relativement à l'internement des ivrognes d'habitude;
- bill 188 amendant les statuts refondus, 1909, relativement à la protection des édifices publics contre les incendies;
- bill 189 amendant la loi concernant l'agrandissement du palais de justice de Québec;
- bill 190 amendant les statuts refondus, 1909, relativement aux sociétés coopératives agricoles;
- bill 191 concernant la vente des vins médicamenteux;
- bill 192 établissant les musées de la province;
- bill 193 amendant la loi des liqueurs alcooliques;
- bill 194 amendant la loi concernant les véhicules-moteurs;
- bill 195 amendant la loi concernant la possession et le transport de liqueurs alcooliques;
- bill 196 amendant la loi des licences de Québec;
- bill 197 autorisant la garantie d'un certain emprunt pour venir en aide aux victimes de la conflagration du 1<sup>er</sup> décembre 1922, dans la ville de Terrebonne;
- bill 198 modifiant la loi 2 George V, chapitre 5, concernant des subventions à certaines compagnies de chemins de fer.

#### M. l'Orateur de l'Assemblée législative

s'adresse à Son Honneur le lieutenant-gouverneur et lui présente le bill suivant pour qu'il veuille bien y donner sa sanction: bill 13 octroyant à Sa Majesté les deniers requis pour les dépenses du gouvernement pour les années financières expirant le 30 juin 1923 et le 30 juin 1924, et pour d'autres fins du service public.



À ce bill, la sanction royale a été donnée dans les termes suivants: Au nom de Sa Majesté, le lieutenant-gouverneur remercie ses loyaux sujets, accepte leur b n volence et sanctionne ce bill.

Après quoi il a plu à Son Honneur le lieutenant-gouverneur de clore la quatrième session de la quinzième législation de la province de Québec par le discours suivant:

**Son Honneur le lieutenant-gouverneur:**

Honorables Messieurs du Conseil législatif,  
Messieurs de l'Assemblée législative,

Les lois importantes qu'il m'est donné de sanctionner, au nom de Sa Majesté, témoignent de votre dévouement aux intérêts de notre province. Il m'est agréable d'avoir à vous féliciter du zèle que vous avez déployé durant toute cette session, et j'ai confiance que les mesures que vous avez adoptées auront les résultats bienfaisants que vous en attendez.

Messieurs de l'Assemblée législative,

Je vous remercie d'avoir voté les crédits nécessaires à l'administration. Les montants que vous avez affectés à chacun des services seront appliqués, j'en ai l'assurance, avec économie et de façon à en faire bénéficier la province tout entière.

Honorables Messieurs du Conseil législatif,  
Messieurs de l'Assemblée législative,

Notre population vient d'être cruellement éprouvée dans la destruction de la vieille basilique de Québec, qui constituait un de nos monuments les plus significatifs et dont la perte est déplorée par toute la nation canadienne.

J'aime à formuler l'espoir, en présence des représentants de cette province, que la basilique renaîtra bientôt de ses cendres pour rappeler aux générations futures une des périodes les plus glorieuses de notre histoire.

Je forme des vœux pour que les bienfaits de la Providence se répandent sur vous et sur vos familles, et pour que notre province continue à jouir de la paix sociale qui la caractérise et de la prospérité que vous vous êtes employés à lui assurer.

**M. l'Orateur du Conseil législatif:**

Honorables Messieurs du Conseil législatif,  
Messieurs de l'Assemblée législative,

C'est le plaisir de Son Honneur le lieutenant-gouverneur que cette législation soit prorogée *sine die*.

Et la législation est, en conséquence, prorogée *sine die*<sup>7</sup>.

La séance est levée à 10 h 30.

**NOTES**

1. Ces applaudissements ont duré trois minutes, selon *L'événement*, à la page 3.

2. Selon *The Montreal Gazette*, le ministre, à partir de ce moment, s'est adressé directement au général Smart, au lieu de suivre la règle parlementaire et de s'adresser au député de Westmount. Les journaux de langue française ont néanmoins rapporté le discours à la troisième personne.

3. Le 29 octobre, selon *Le Soleil*, à la page 1.

4. Il semble que le premier ministre fait allusion à *L'Action catholique* qui était un journal du matin, car aucun journal ne portait ce nom en 1922.

5. Le premier numéro de cet hebdomadaire est du 22 décembre 1922, il était dirigé par Eugène Dussault et soutenu par un groupe de conservateurs de la capitale. Voir: "Un nouveau journal à Québec", *L'Action catholique*, 14 décembre 1922, à la page 5.

6. Il n'y avait pas le nombre suffisant de députés de l'opposition présents en Chambre pour demander un vote enregistré, selon *Le Soleil*, à la page 1.

7. "L'Orateur déclara la session ajournée. Les députés se groupèrent alors pour s'offrir mutuellement leurs meilleurs souhaits, et bientôt l'Assemblée législative devint déserte, les députés se dispersant pour retourner chacun dans leur foyer où

ils attendront, confiants, l'heure de la votation qui, dit-on, ne tardera pas maintenant à sonner. Les auditeurs étaient peu nombreux à la prorogation et vu l'heure avancée, la cérémonie n'avait pas son éclat coutumier, bien qu'elle fut cependant revêtue de son caractère officiel ordinaire. Les ministres étaient tous présents, entourés de toute la députation. Dans les galeries, quelques rares spectateurs furent témoins du cérémonial officiel de la prorogation," selon *Le Canada*, à la page 6.